This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

**A propos de ce livre**

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

**Consignes d'utilisation**

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

**À propos du service Google Recherche de Livres**

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

A 827,819

PROPERTY OF
University of Michigan Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITA

# MAZZINI

## HISTOIRE

DES

# CONSPIRATIONS

## MAZZINIENNES

## A LA MÊME LIBRAIRIE.

ŒUVRES DE ROBESPIERRE, recueillies et annotées par A. VERMOREL.

ŒUVRES DE DANTON, recueillies et annotées par A. VERMOREL.

ŒUVRES DE VERGNIAUD, GENSONNÉ, GUADET, recueillies et annotées par A. VERMOREL.

LE PARTI SOCIALISTE, IDÉES RÉVOLUTIONNAIRES, par A. VERMOREL.

VOLUMES GRAND IN-4° A 3 COLONNES, FORMAT COLOMBIER.

DICTIONNAIRE POPULAIRE ILLUSTRÉ d'Histoire, de Géographie, de Biographie, de Technologie, de Mythologie, d'Antiquités, d'Art militaire, de Droit usuel, des Beaux-Arts, de Littérature, par DÉCEMBRE-ALONNIER; 600 illustrations inédites par Bertall, Castelli, Lix, Thorigny, Philippoteaux, Yan-d'Argent, etc., gravées par Trichon. Trois beaux volumes de 2400 pages à 3 colonnes. . . . . 16 fr. 50 c.
Le même, relié en 2 volumes. . . . . 20 »

DICTIONNAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, par DÉCEMBRE-ALONNIER; illustrations d'après des dessins originaux et des gravures du temps, par Trichon. — Le Dictionnaire de la Révolution française formera 200 livraisons grand in-4°, ornées de magnifiques gravures par nos principaux artistes, à 10 centimes. Le fascicule de 5 livraisons brochées, 50 centimes. Une livraison le mardi de chaque semaine. 35 fascicules sont en vente.
Seule véritable histoire de la Révolution, puisée aux documents authentiques.

DICTIONNAIRE D'HISTOIRE NATURELLE, comprenant la Botanique, la Zoologie, la Minéralogie, la Géologie, par DÉCEMBRE-ALONNIER; illustrations de Yan-d'Argent, de Bérard, Alexandre de Bar, Delannoy, Lanson, Lehnert, Riou, Maubert. 1 beau volume de 800 pages à 3 colonnes. . . . . 10 fr.
Avec belle demi-reliure riche. . . . . 14 fr.

(*Voir le catalogue général à la fin du volume.*)

Paris. — Imprimerie de CUSSET et C°, rue Racine, 26.

# MAZZINI

## HISTOIRE

DES

# CONSPIRATIONS

## MAZZINIENNES

PAR

ERMENEGILDO SIMONI

PARIS
DÉCEMBRE-ALONNIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR
20, RUE SUGER, 20
PRÈS LA PLACE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS

1869

Tous droits réservés

DG
552.8
M3
S58

13-222326

# PRÉFACE

L'histoire nous offre le spectacle de ce remarquable phénomène que les générations qui se succèdent pendant toute la durée d'un siècle, se personnifient en un homme, qui résume leur caractère et leurs aspirations, et devient pour ainsi dire aux yeux de la postérité l'expression complète, le commentaire saisissant de leurs idées politiques, philosophiques, religieuses, littéraires et sociales. C'est ainsi que toutes les grandes phases historiques de la vie des peuples sont représentées par une de ces grandes individualités.

L'histoire de l'Italie, plus que celle d'aucune autre nationalité, met cette vérité en évidence. Il suffit, sans remonter bien haut dans le passé, d'évoquer les souvenirs littéraires et politiques de l'époque moderne. Dante, l'initiateur de la littérature italienne, qui lui traça ses règles et la dota de ses formes admirables,

n'est-il pas resté aussi l'expression la plus vive de la lutte entre les Empereurs et les Pontifes, l'incarnation de la grande école des Gibelins?

Apres cette lutte ardente, nous voyons l'Italie plongée dans un sommeil séculaire : sa littérature s'éteint avec Dante, Pétrarque et Boccace. Cette léthargie politique et littéraire force un de ses plus glorieux enfants, Christophe Colomb, à abandonner ses rivages enchanteurs. Désespéré, il fuit sa patrie et va donner à une puissance étrangère un monde nouveau au delà des colonnes d'Hercule, des richesses immenses, une gloire sans pareille.

L'Europe reste encore plongée dans les ténèbres de l'ignorance pendant un siècle. Léon X, Machiavel, Le Tasse, L'Arioste, Raphaël et Michel-Ange la secouent de sa torpeur, ressuscitent les arts, les lettres, la politique, et jettent le plus vif éclat sur le XVI^e^ siècle qui garde dans l'histoire la désignation de siècle de Léon X.

Pauvre Italie ! Au siècle de lumière succèdent deux longs siècles d'obscurité ! Heureusement la Providence veillait sur elle ; la Révolution française, enfantée par les encyclopédistes, fait retentir à ses oreilles les cris de liberté et d'indépendance ; elle écoute, regarde, voit entre les mains d'un bourreau la tête sanglante d'un roi par la grâce de Dieu, une révolution triomphante qui secoue à jamais le joug des tyrans ; nouveau Lazare, elle sort du sépulcre, déchire son linceul et se précipite dans la lutte, armée du souvenir de ses gloires passées. — Hélas, vains efforts !

La Sainte-Alliance des rois en 1815 comprima ces généreux élans ; elle voulut replonger l'Europe dans les ténèbres de l'ignorance, la ramener au servage du moyen âge. — Protégés par leurs canons et leurs baïon-

nettes, les tyrans conspirèrent contre les peuples (1), mais les peuples à leur tour avaient appris à conspirer contre la force brutale !

La génération actuelle est née au milieu de ces luttes du faible contre le fort qui engendrèrent ces conspirateurs, qui resteront comme les véritables initiateurs de l'indépendance des peuples, et le plus grand de tous : JOSEPH MAZZINI.

Joseph Mazzini fut l'homme *fatal* de la Sainte-Alliance. Avec lui, les *violences* des forts devaient céder devant les *droits* des faibles, l'orgueil des rois devait s'incliner devant la majesté des peuples.

Jusqu'en 1815, les peuples n'avaient pas eu conscience de leurs droits et de leur force : il fallait qu'un homme se levât pour leur enseigner le nouveau code ou plutôt le nouvel évangile de leurs droits toujours foulés aux pieds par leurs tyrans; il fallait qu'un homme vînt leur apprendre que la force morale ne repose pas sur la pointe des baïonnettes ou sur la bouche des canons.

Cet homme fut Joseph Mazzini. Apôtre de cette grande idée, il se mit à l'œuvre et vingt ans s'étaient à peine écoulés, que l'Italie qui avait perdu jusqu'à la conscience de sa vie matérielle, se réveillait de sa léthargie et s'élançait à la suite de celui qui lui apportait la vie politique, sociale et littéraire.

Philosophe, Mazzini démontra la nécessité d'une complète réorganisation sociale par le travail.

Politique, il prouva à l'Italie que pour obtenir la liberté, elle devait avant tout acquérir son indépendance qui la conduirait à l'unité.

---

(1) Sur beaucoup de canons on lit encore aujourd'hui ces mots : *Ultima ratio regum.*

Littérateur, il prit en main, dans ses œuvres, un nouveau drapeau moralisateur qui élevait le peuple jusqu'au trône de la divinité.

La grande devise : *Dieu et le peuple* résuma dans un système unique toutes les idées des contemporains qui, en dépit des antagonismes de parti, s'accordent tous pour reconnaître ce profond penseur comme un des plus grands génies des temps modernes.

Ses adversaires eux-mêmes rendent à ce grand homme l'hommage légitime que ratifiera la postérité. Quand, il y a quelque mois, une fausse alerte annonça la mort de cet homme illustre, Napoléon III ne put s'empêcher de s'écrier : *Un génie de moins!* (1). Quelques-uns cependant, aveuglés par la lumière de ses doctrines, par la grandeur de ses idées, incapables de pénétrer la profondeur de ses conceptions, d'admirer l'immensité de son génie, n'ont su voir en lui qu'un simple conspirateur. Leur erreur est grande !

Après le triomphe de la Sainte-Alliance des rois, il ne restait plus aux peuples opprimés qu'à s'unir dans une vaste conspiration. Mais le programme, le code, l'évangile, comme nous l'avons déjà appelé, qui devait les conduire au succès n'existait pas encore. L'homme audacieux qui devait le formuler n'était pas encore apparu.

Tandis qu'en 1821, les libéraux de Naples et du Piémont entretenaient l'agitation et s'épuisaient en efforts stériles, grandissait à Gênes Joseph Mazzini qui, né conspirateur comme les Raphaël et les Michel-Ange sont nés artistes, devait accomplir, par la puissance de

---

(1) Ce jour-là, presque tous les journaux de Paris annoncèrent la mort de Mazzini, plusieurs même s'empressèrent de publier des notices biographiques ou nécrologiques.

sa volonté et l'énergie de son caractère, la grande révolution italienne du XIX^e^ siècle.

Acceptons pour Mazzini, pour cet homme extraordinaire, ce titre de conspirateur dont ses adversaires ont cru le flétrir. Sans le savoir et sans le vouloir, ils ont fait le plus bel éloge de ce rare génie. En effet pour être conspirateur, il faut posséder au plus haut degré le tact politique, la connaissance de ses contemporains, du peuple au milieu duquel on doit vivre et surtout de la cause à laquelle on a consacré son existence. Quoiqu'il soit fort rare que les conspirateurs atteignent leur but, il faut convenir pourtant qu'une conspiration quelconque nécessite dans ses chefs une grande force de volonté, un courage et une fermeté inébranlables. Mais quand un conspirateur, par l'ardeur de ses convictions, force ses adversaires eux-mêmes à se rallier à ses idées triomphantes, et obtient un succès mérité auprès de ses antagonistes les plus acharnés, on ne peut nier que cet homme soit un génie qui a apporté à sa génération le flambeau de la vérité.

Tel est Joseph Mazzini.

Seul, il combattit la vieille société, et, sur ses ruines, il jeta les bases d'une société nouvelle.

Le succès couronna son œuvre.

Aux tyrans qui s'appuyaient sur d'innombrables baïonnettes et proclamaient le droit de la force, il a opposé les peuples auxquels il avait fait comprendre leur faiblesse matérielle et leur force morale. Invoquant la loi éternelle du droit, il inscrit sur son drapeau *Dio e Popolo*, et ce drapeau, labarum de rédemption, conduit sa génération à la victoire.

Rien n'a effrayé cet homme extraordinaire, aucun obstacle n'a pu l'arrêter; le peuple le comprit et il

suivit le drapeau du grand conspirateur sur lequel il avait inscrit : *In hoc signo vinces.*

Joseph Mazzini, sans armes, sans moyens matériels, par la seule impulsion de son génie humanitaire a brisé les liens de la vieille Europe ; il a créé une nouvelle Italie ; il a fait une réalité du rêve de quelques intelligences privilégiées ; il a rompu les chaînes qui nous liaient au passé, en donnant à l'humanité une nouvelle religion, à son siècle une nouvelle philosophie, à ses concitoyens une nouvelle patrie.

Tel est l'homme dont nous allons raconter la vie et exposer les idées.

# MAZZINI

## HISTOIRE

DES

# CONSPIRATIONS

## MAZZINIENNES

## CHAPITRE PREMIER.

**Formation du parti de l'unité italienne. Le carbonarisme. — Premières aspirations de Mazzini. — Premières persécutions.**

Le 17 octobre 1797, un trait de plume avait effacé la république de Venise; un trait de plume, en 1815, effaça la république de Gênes.

Mais si les traités ont la vertu de changer l'organisation politique des États, ils sont impuissants à détruire les souvenirs que l'histoire a consacrés dans ses pages éternelles.

On pouvait bien annexer Gênes au petit royaume des rois de Sardaigne, mais on ne pouvait transformer les Génois en Piémontais. L'antipathie réciproque du Génois et du Piémontais datait de très-loin; sa source remontait aux rivalités séculaires de la monarchie piémontaise et de la république de Gênes.

Aussi quand le congrès de Vienne, en 1815, d'un trait de plume raya la fière république de la carte d'Europe, en fit don gratuitement au roi de Sardaigne et l'incorpora au Piémont, l'orgueil génois fut cruellement froissé. Toutes les

classes de la société ressentirent vivement cette injure, et les Piémontais furent considérés comme des étrangers, des usurpateurs.

D'autre part, le gouvernement piémontais, il faut le reconnaître, ne fit rien pour calmer l'irritation; loin de là, il traita Gênes en pays conquis. Aussi, détesté par la plupart des citoyens, ne trouva-t-il aucun appui dans l'esprit public.

La réunion arbitraire et illogique de la république de Gênes au royaume de Sardaigne eut pour premier résultat d'isoler complétement, du reste de la nation, tous les représentants du gouvernement piémontais.

Le nom de *Piémontais* devint une désignation de mépris et de dédain; ce sentiment fut si vif qu'on retrouve encore aujourd'hui la trace de cette ligne de démarcation entre les deux peuples.

Ce n'est pas seulement à Gênes que subsistent ces antipathies locales, vestiges de l'ancien antagonisme qui existait autrefois entre les municipalités rivales. Les haines municipales ont été soigneusement fomentées et entretenues par les tyrans de l'Italie pour affermir leur domination et maintenir la péninsule dans l'esclavage.

Entre Lombard et Piémontais existe un abîme; les rues de Milan sont encore bien souvent le théâtre de graves insultes faites aux Piémontais. Les manières glaciales de ceux-ci ne sont pas faites pour attirer les sympathies des Toscans; et les Napolitains, à leur tour, s'indignent de voir que les Piémontais, depuis 1860, ne cessent de les traiter en peuple conquis. Quant à la Sicile, les idées autonomiques continuent à y être prédominantes.

Cependant peu à peu l'idée de l'unité pénètre dans les esprits, il n'y a plus guère que les masses ignorantes qui conservent leurs préjugés héréditaires.

Un parti nombreux subsiste toutefois, composé principalement d'ambitieux, qui rêvent de reconstituer l'autonomie de leurs anciennes municipalités pour en devenir les chefs. C'est à combattre ces funestes divisions que s'est particulièrement appliqué l'apostolat de Joseph Mazzini, et, s'il n'a pu

complétement détruire tous ces antagonismes, il a du moins forcé les partisans des diverses autonomies italiennes à dissimuler leurs aspirations pour se servir du manteau de l'unitarisme.

La monarchie de Savoie qui n'a jamais eu d'autre but que l'extension de ses frontières, s'est vue contrainte elle-même d'embrasser les théories de Mazzini ; et c'est précisément au moment où elle le traitait de rêveur et le condamnait à mort, que cette monarchie reprenait pour son compte l'idée mazzinienne.

L'influence considérable du rôle de Mazzini sur la vie politique de la péninsule est incontestable. On peut dire que l'histoire de l'Italie depuis 1830 se résume tout entière dans cette grande vie dont nous allons retracer les principales phases.

Joseph Mazzini naquit à Gênes le 28 juin 1808.

Le bruit des victoires napoléoniennes remplissait alors le monde. — L'Italie pour un instant oubliait ses tyrans. Sous l'égide des lois égalitaires de la révolution française et des victoires du premier empire, la péninsule renaissait à une nouvelle vie, vie et espérances éphémères que devait bientôt anéantir le grand cataclysme de Waterloo.

Avec le retour des Bourbons en France, s'accomplissait en Italie la restauration des anciennes dynasties. Gênes devenue piémontaise se vit forcée de confondre ses idées, ses traditions, tout son passé avec les errements et les traditions de la monarchie de Savoie, dont la politique, qui n'avait qu'un seul but, celui de servir ses propres intérêts, fut toujours en opposition avec les intérêts nationaux.

L'histoire nous prouve que peuples et dynasties ont toujours eu des intérêts divergents. Après les traités de 1815, la péninsule italique fut constamment le théâtre sanglant de luttes et de conjurations avortées.

La domination française, sans donner aux Italiens leur indépendance, avait fait miroiter à leurs yeux les brillantes illusions d'une constitution nationale et avait fait germer dans tous les cœurs des idées de liberté jusqu'alors inconnues. Aussi cherchèrent-ils par tous les moyens à se-

couer le joug de leurs anciens tyrans rétablis sur leurs trônes.

L'amour de la liberté et la haine des tyrans engendrèrent les vastes conspirations dont l'Italie fut le théâtre depuis la fin du siècle passé.

On a beaucoup parlé des *carbonari* et du carbonarisme, mais peu de gens connaissent l'histoire de cette grande société politique qui fut pour ainsi dire la base et le point de départ de tous les travaux de Joseph Mazzini après 1830.

Pour l'expliquer, il nous faut remonter à l'époque de la révolution française.

La République française ne conçut jamais la grande idée de reconstituer la nationalité italienne; l'indépendance de cette nation lui importait peu, elle ne songeait uniquement qu'à ses libertés politiques.

Le drapeau tricolore des républicains français devait faire fuir, à son approche, les souverains qui s'étaient partagé la péninsule et couvrir de son ombre victorieuse la liberté naissante. Ceux qui étaient chargés de cette glorieuse mission étaient au nord de l'Italie, les généraux Trouvé, Rivaud, Brune, Miollis et Schérer. Les généraux Garnier, Championnet et Macdonald devaient l'accomplir dans le Sud.

En même temps que les généraux du roi de Naples, Naselli et Roger de Dumas tentaient, mais en vain, de s'opposer à la marche triomphante des Français, et se voyaient forcés d'évacuer Rome, le général Mack, le 11 janvier 1799, mettait bas les armes à Capoue. De son côté Ferdinand se voyait obligé de fuir à l'approche de Championnet. Il s'embarque le 31 décembre 1798 avec toute sa famille sur le vaisseau amiral de Nelson, et fait voile pour la Sicile emportant tous les trésors déposés dans les églises et les banques de l'État, et faisant brûler la flotte napolitaine par l'amiral anglais.

Cette fuite de Ferdinand fut d'autant plus honteuse, qu'il avait sous la main les lazzaroni prêts à se soulever en masse et à résister à l'invasion des armées françaises. Les libéraux de Naples, en présence de ces faits, précipitèrent l'en-

trée des Français et proclamèrent la République parthénopéenne; cela se passait le 24 février 1799.

La victoire des Français ne fut pas de longue durée; survinrent les Austro-Russes, commandés par Kray et Souwaroff, qui rétablirent les anciens gouvernements.

Profitant des revers des armées républicaines, le cardinal Ruffo, envoyé de Sicile en Calabre par le roi Ferdinand dans le but de soulever le pays contre le parti républicain, forma une armée d'un ramassis de bandits avec lesquels il marcha sur Naples, laissant partout d'horribles traces de son passage. Les villes furent saccagées, incendiées, les populations massacrées; nobles exploits que nous avons vu répéter il y a peu d'années, lorsqu'après le départ de Garibaldi le gouvernement et la maison de Savoie prirent possession de ces provinces et de l'île de Sicile.

Les bandits conduits par le cardinal Ruffo prirent le nom d'*armée de la foi*, d'où l'on a tiré l'appellation de *sanfédistes*. C'est à l'institution de cette armée qu'on doit la propagation du brigandage qui, aujourd'hui encore, désole ces malheureuses provinces.

Pour s'opposer aux *sanfédistes* commandés par un *prince* de l'église de Rome et soutenus par la flotte du vainqueur d'Aboukir, — tache ineffaçable à la gloire de Nelson, — les hommes de la Calabre qui avaient levé le drapeau de la liberté et de l'indépendance contre la tyrannie des Bourbons et la domination étrangère, jetèrent les premières bases de la fameuse société des *Carbonari*.

Les patriotes italiens qui avaient mis leur espoir dans la France républicaine, eurent à combattre à la fois leurs ennemis de l'intérieur et de l'étranger. Ne pouvant opposer la force à la force, ils furent contraints, pour fuir la persécution du gouvernement étranger, de chercher un refuge dans les forêts de la Sila de la Calabre et dans les montagnes des Abruzzes, qui ne leur offrirent d'autre moyen d'existence que la fabrication du charbon. De là le nom de *carbonari* et de *ventes* donnés aux divers groupes dont se composait l'association.

Le roi Ferdinand, réfugié, comme nous l'avons dit, en

Sicile, affecta de faire le plus grand cas du sentiment national qui inspirait le carbonarisme; il l'encouragea de tout son pouvoir; il alla jusqu'à se faire lui-même carbonaro.

Ce fut à cette époque que l'association prit un développement considérable; elle se propagea dans toutes les provinces méridionales, subit diverses transformations et appellations, toujours dans le but de se soustraire plus facilement aux recherches de ses persécuteurs.

La société des *Carbonari* de Naples prit le nom de *Rayons* dans les Marches, d'*Unitaires*, et de *Ligue noire* en Lombardie.

Le programme des *Carbonari* était peut-être un peu trop vague; celui des *Unitaires* eut, au contraire, un but et un sens bien déterminés : l'*Unité nationale*. Pour obtenir cette unité, il fallait à la fois combattre les princes indigènes tous dévoués à l'Autriche, avec laquelle ils faisaient cause commune, et l'oppression étrangère, d'où qu'elle vînt et quelle qu'en fût la forme.

Les premiers fils de cette société transformée du *carbonarisme*, se nouèrent à Bologne et à Milan de 1796 à 1797. Elle fut la véritable expression des efforts qu'allait tenter l'Italie pour obtenir son émancipation, en même temps que le point de départ de ce grand parti national qui, sous le drapeau de Mazzini, conduisit Garibaldi et la monarchie savoisienne de Suse à Palerme, de Turin à Venise.

Mazzini, jeune encore, étudiant à l'université de Gênes, eut l'idée d'une association, avec le programme de l'*Unité nationale*. Lorsqu'il confia son projet à quelques amis de l'Italie centrale, on lui répondit : « Cette société existe déjà... » Que fait-elle? demanda Mazzini; si elle existe, où est-elle? quels sont ses actes? comment se manifeste-t-elle?

Mazzini, doué d'une âme ardente, ne se découragea point. Il entreprit dès lors de faire revivre la société des *Unitaires*, de lui donner un nouvel élan et une force de cohésion qu'elle n'avait jamais eus. Sa première démarche fut de s'adresser aux *Bons cousins*, et de se faire recevoir dans une des nombreuses ventes des *Carbonari*, qui, après avoir

échoué dans la révolution de 1821, s'étaient propagés avec une rapidité incroyable dans les provinces soumises à la domination du roi de Sardaigne.

Celle de Gênes lui ouvrit avec empressement ses portes.

Mazzini avait su déjà prendre sur ses collègues de l'Université un ascendant considérable. Il leur était recommandé d'ailleurs par la grande réputation de son père, professeur de médecine dans cette même Université; aussi, quoique bien jeune encore, ses condisciples le reconnaissaient-ils déjà hautement comme leur chef.

Joseph Mazzini, par l'élévation de ses idées, par la noblesse de ses sentiments, par l'énergie de son caractère, par la profondeur de ses convictions, était le jeune homme le plus séduisant qu'on pût imaginer.

Un de ses anciens condisciples, Lorenzo Benoni, dans ses *Mémoires d'un conspirateur* (1), nous a laissé de lui ce portrait remarquable.

« Mazzini avait la tête bien faite, le front large et saillant, « les yeux noirs comme du jais et dardant par instants des « éclairs.

« Son teint était d'un pâle olive, et ses traits d'un en- « semble frappant, étaient, pour ainsi dire, encadrés dans « une profusion de cheveux noirs qu'il portait un peu longs. « L'expression de sa physionomie, grave et presque sévère, « était adoucie par un sourire d'une grande douceur, mêlé « d'une certaine finesse et trahissant une riche veine co- « mique. Il parlait bien et avec abondance; quand il s'échauf- « fait sur un sujet, il y avait dans ses yeux, ses gestes, sa « voix, toute sa personne, une puissance de fascination « tout à fait irrésistible. Sa vie se passait dans la retraite « et l'étude. Les amusements communs aux jeunes gens « de son âge n'avaient aucun attrait pour lui. Sa bibliothè- « que, son cigare, son café, quelques promenades à l'oc- « casion, rarement dans la journée et toujours dans les « lieux solitaires, le plus souvent le soir et au clair de la

(1) On trouve dans ce livre les faits les plus caractéristiques sur la jeunesse de Mazzini, qui est mis en scène sous le nom de *Fantasio*.

« lune, étaient ses seuls plaisirs; sa moralité était irrépro-
« chable, sa conversation toujours chaste. Si l'un des jeu-
« nes camarades qu'il réunissait parfois autour de lui se
« permettait une plaisanterie trop leste ou une expression à
« double sens, Mazzini l'arrêtait court par quelque mot
« qui ne manquait jamais de faire son effet. Telle était l'in-
« fluence que lui donnaient la pureté de sa vie et son in-
« contestable supériorité.

« Mazzini était versé dans l'histoire et la littérature, non-
« seulement de son propre pays, mais des pays étrangers.
« Shakspeare, Byron, Goethe, Schiller, lui étaient aussi fa-
« miliers que le Dante et Alfieri. Mince et frêle de corps,
« il avait une infatigable activité d'esprit. Il écrivait beau-
« coup et bien, tant en vers qu'en prose, et il n'était guère
« de sujet qu'il n'eût abordé, essais historiques, critiques
« littéraires, tragédies, etc., etc. Amant passionné de la li-
« berté sous toutes les formes, son âme indomptable se ré-
« voltait contre toute espèce de tyrannie et d'oppression.
« Bienveillant, sensible, généreux, jamais il ne refusait un
« conseil ni un service, et sa bibliothèque ainsi que sa
« bourse, bien garnies toutes les deux, étaient toujours à
« la disposition de ses amis. »

Les carbonari de Gênes faisaient donc en lui une excellente acquisition.

Les premières impressions que ressentit Mazzini lors de l'initiation aux *ventes* des *Bons cousins* de Gênes, furent défavorables à l'institution du Carbonarisme.

Cette espèce de liturgie en apparence si terrible, mais qui n'était au fond qu'une pure fiction, provoqua en lui une sorte d'irritation qu'il ne chercha pas à dissimuler : « Le « carbonarisme, disait-il, a fait son temps; les hommes qui « en font partie ne sont que de *vieilles perruques*. »

Le jeune conspirateur n'avait pas tort. Les carbonari de cette époque étaient déjà trop âgés; aucun acte saillant n'était émané d'eux, ils se défiaient de la jeunesse et craignaient de l'employer dans les affaires sérieuses. Tous leurs efforts avaient pour but unique d'entretenir parmi les jeunes gens l'ardeur propre à leur âge et de leur inculquer

une haute idée de la puissance occulte de la *Charbonnerie*.

Ces procédés qui peuvent laisser une profonde impression dans un esprit vulgaire n'eurent pour effet sur Mazzini que de l'engager à prendre une résolution décisive. Revenant à sa première idée, d'établir une société parmi la jeunesse gênoise, aussitôt après sa réception, il réunit tous les étudiants qui faisaient déjà partie des ventes des Carbonari.

« Il eût peut-être mieux valu, leur dit-il, suivre notre « premier plan et agir par nous-mêmes, mais aujourd'hui « nous sommes engagés : restons où nous sommes. »

En entrant dans le Carbonarisme, on prêtait aux *Bons cousins* le serment de ne jamais s'affilier à aucune autre société, mais rien n'empêchait les *Carbonari* eux-mêmes d'en former une nouvelle.

Mazzini proposa donc à chacun de ses amis de sonder les personnes de leur connaissance qu'ils jugeraient dignes de faire partie de la nouvelle société, et de s'assurer de leur coopération pour le jour de l'action.

« Surtout, disait-il, point d'affiliation, point de ser- « ments, de signes mystérieux de reconnaissance, rien, en « général, de ce qui caractérise les sociétés secrètes. La « simple promesse verbale de répondre au premier appel « doit suffire. » C'est ainsi qu'en 1821 les quelques carbonari qui montrèrent de l'énergie se trouvèrent être des *carborani* adhérents, volontaires, qui n'étaient liés par aucun serment; ils se nommaient *Federati*.

Mazzini avait puisé l'idée de son association dans la lecture de l'*Histoire de la régénération de la Grèce*. On y racontait en détail les péripéties et le développement heureux qu'avait pris une association secrète nommée l'*Hétaire*.

Fondée par trois obscurs jeunes gens, Scoufas, Kontos et Diceo, l'*Hétaire* s'était promptement étendue sur tous les points de la Grèce. Elle s'était propagée avec une rapidité inouïe dans toutes les classes de la société.

Quoique courbée depuis des siècles sous le joug odieux des Turcs, cette nation n'avait pas oublié son illustre origine et sa glorieuse histoire. — Les adeptes de l'Hétaire avaient cou-

tume de se réunir dans les églises; ils se prosternaient au pied des autels, y échangeaient leurs armes. Se prenant par la main, ils formaient une chaîne mystique et prononçaient ces mots : « Ta vie est ma vie, ton âme est mon « âme »; et par cette espèce de serment, ils mettaient toutes choses en communauté.

L'histoire a illustré les noms de beaucoup d'adhérents à l'Hétaire, tels que les Botzaris, les Condorioti, les Maurocordato, et une foule d'autres qui ont payé leur dette à la patrie en mourant pour sa liberté.

Cette mystérieuse association de la religion à la liberté, ce sublime dévouement d'un à tous et de tous à un, le but héroïque de tant de nobles cœurs, enflammèrent l'imagination de Mazzini et de ses amis.

Plein de confiance dans ses semblables et dans lui-même, il se mit vaillamment à l'œuvre.

« Si une poignée de Grecs ont pu faire leur glorieuse révolution, vingt-quatre millions d'Italiens ne pourraient-ils les imiter? Seraient-ils moins braves, moins intelligents que les Grecs? Ne sont-ils pas nos compatriotes, ces valeureux combattants des légions italiennes qui ont accompli tant de prodiges en Espagne et en Russie sous des chefs habiles? Le joug du tyran et de l'étranger qui pèse sur l'Italie est-il moins lourd, moins dégradant que celui qui pesait sur la Grèce?... Suivons l'exemple des Grecs, il ne s'agit que de s'entendre et de se compter. »

C'est ainsi que s'exprimait souvent Mazzini au milieu d'un petit cercle d'amis intimes. — Son âme s'enflammait au contact de ces pensées brûlantes.

L'idée de l'*Hétaire italienne* était arrêtée dans son esprit.

Cependant il achevait ses études à l'université de Gênes; aussitôt reçu docteur en droit, il s'ingénia à élargir le cercle de ses relations.

Il eut l'idée de fonder, à Gênes même, un journal littéraire : l'*Indicatore Genovese* (l'*Indicateur gênois*), qui vécut ce que vivent les journaux sous le despotisme. Le dixième numéro venait à peine de paraître que la censure le supprima sans autre forme de procès.

Voici ce qu'écrit à ce sujet M. Eugène de Mirecourt dans une prétendue biographie du grand conspirateur, biographie qui n'est qu'un tissu de mensonges et un torrent d'injures à l'adresse des révolutionnaires : « Il (Mazzini) fonda « l'*Indicateur gênois*, journal littéraire, dans lequel il ne « tarda pas à glisser à la sourdine quelques insinuations « provocatrices. Des soldats, le sabre à la main, forcent un « jour l'entrée de ses bureaux, brisent les presses du jour- « nal et préviennent officieusement le rédacteur en chef « que, s'il ose reprendre la plume, il sera bientôt honoré « d'une seconde visite où la réserve et la politesse envers « sa personne seront moins scrupuleusement observées.— « Notre homme, ajoute M. de Mirecourt, se le tint pour « dit. »

Tout en prenant acte de cet aveu de brutalité soldatesque, apanage des soudards de la réaction que nous fait de sa plume la plus colorée cet écrivain réactionnaire, nous constatons que, dans ce cas-ci, cette narration est complétement fausse.....

Ce furent des raisons bien différentes qui forcèrent l'*Indicateur gênois* à cesser ses publications. M. Eugène de Mirecourt eût mieux fait d'étudier l'histoire de l'Italie que d'en fabriquer une à sa façon.

Il est vrai qu'à cette époque le Piémont subissait le pire de tous les despotismes : le despotisme du sabre. Il est vrai que des gouverneurs, des commandants militaires, traitaient le pays en véritables pachas. Leur pouvoir était, à la lettre, sans limites : partant, des empiétements journaliers sur la juridiction civile devenaient inévitables. — Il est encore vrai qu'au milieu de l'inextricable confusion et des luttes qu'amenait un tel état de choses, le paisible citoyen ne sachant à qui s'adresser pour obtenir justice devenait le bouc émissaire, la victime expiatoire de ce renversement de l'ordre et du droit.

Mais ce qui est absolument faux, c'est qu'on eût permis à Gênes de la part des soldats des actes qui auraient pu exciter des émeutes et provoquer une levée de boucliers contre un gouvernement naturellement détesté des Gênois.

La presse, en Piémont, n'était plus régie par les anciennes lois. La police en était l'arbitre suprême, rien ne pouvait être imprimé ni publié sans l'autorisation préalable de la censure. L'*Indicateur gênois* ne fut pas supprimé par le gouvernement et contraint de disparaître par la force des baïonnettes, mais il fut arrêté court par l'impossibilité matérielle d'aller plus avant.

Dès le premier numéro, la censure commença à biffer systématiquement des articles entiers. Or, toutes les personnes initiées à la facture d'un journal savent combien il est difficile de remplir des vides faits à l'improviste, au dernier moment, surtout dans un journal littéraire.

Plusieurs fois de suite, Mazzini parvint à combler ces vides, mais le moment arriva où cette tâche lui fut rendue impossible, et où il se vit dans l'alternative de publier une feuille à peu près blanche ou de ne plus paraître du tout.

On s'arrêta à ce dernier parti le plus logique et le plus sage. C'est ainsi que le pauvre recueil périodique du jeune avocat gênois rendit le dernier soupir.

Ce fut alors que Mazzini qui poursuivait avec ténacité son projet de fonder une société secrète, dont l'histoire grecque lui avait fourni le modèle, et qui ne voulait pas rester oisif à Gênes, se décida à partir pour la Toscane.

Sa collaboration à l'*Antologia* de Florence lui avait procuré des relations littéraires avec un certain nombre de jeunes Toscans tous pleins d'ardeur et d'idées libérales.

A cette époque la guerre entre les deux écoles classique et romantique était, en Italie, dans toute sa vigueur. L'encre coulait à torrents. Ne pouvant se donner carrière sur le terrain de la politique, les passions rompaient des lances dans la lice littéraire.

Les partisans de l'école classique, conservateurs dans les lettres, se posaient en champions de l'autorité. Tout se réduisait pour eux en une servile imitation de leurs anciens maîtres. L'invention, la nouveauté étaient bannies de leurs œuvres.

Les partisans de l'école romantique, au contraire, étaient tous des libéraux de lettres, des ennemis de l'autorité, en

un mot, ils représentaient la réforme aussi bien en politique qu'en littérature.

Ne reconnaissant d'autre législateur au génie que le génie lui-même, ils rompaient avec Aristote et ses unités, et brisaient tous les liens qui pouvaient entraver l'essor d'une imagination féconde. Ils proclamaient bien haut que l'imitation servile prônée par l'école classique lui servait à dissimuler son impuissance, que la nature étant toujours variée, elle restait la source éternelle de la vie, du vrai et du beau qui ne se manifestent jamais par l'inaction, mais sous les différentes formes de la création du génie et de l'intelligence.

Les maximes de l'école romantique s'étaient déjà communiquées de la littérature aux beaux-arts.— Hayes et Migliara avaient déjà tracé, en peinture, des voies nouvelles et Rossini avec sa *Cambiale di Matrimonio*, son *Ciro in Babilonia*, le *Barbiere di Siviglia*, l'*Otello*, la *Cenerentola*, la *Gazza ladra*, la *Mathilde di Chabran*, la *Semiramide*, le *Mosè* et son immortel *Guglielmo Tell* brisait les dernières liens qui rattachaient l'art ancien à l'art moderne (1).

De même que Rossini avait tracé la limite entre Pergolese, Cherubini, Cimarosa et Sacchini, le chef avoué de l'école romantique en littérature, Manzoni en publiant ses *Promessi sposi* ouvrit à sa génération des horizons tout nouveaux, qu'elle n'avait pas même pressentis.

Les journaux littéraires de l'Italie se jetèrent avec fureur sur ce livre ; les classiques pour le décrier, les romantiques pour l'élever jusqu'aux nues. Pour les premiers, Manzoni était à peine un homme ordinaire ; pour les autres, c'était un demi-dieu. Le choix de Mazzini ne pouvait être douteux ; il épousa la cause romantique avec l'ardeur et le

(1) Il est inutile de faire observer que Rossini, le véritable réformateur ou plutôt le révolutionnaire de la musique, après son *Guglielmo Tell*, en 1829, n'entreprit aucune œuvre grandiose, à l'exception toutefois du *Stabat*, qu'il fit en 1842. L'illustre maëstro qui, de 1808 à 1829, produisit tant de chefs-d'œuvre, se reposa tranquillement sur ses lauriers après avoir produit son *Guglielmo Tell*.

dévouement qui le caractérisaient. Ce fut alors qu'il publia dans l'*Antologia* de Florence, une série d'articles pleins de verve dans lesquels il exposait les théories les plus révolutionnaires en matière d'art.

Bien que par modestie il ne signât ses articles que sous cette dénomination : *Un italien*, son nom ne tarda pas à être connu dans la république littéraire; aussi lors de son premier voyage en Toscane, put-il communiquer aux amis qu'il s'y était faits, son projet d'association secrète.

Il espérait le leur faire adopter et fonder son association du même coup dans deux provinces italiennes : la Toscane et la Ligurie.

Il est hors de doute que ce fut le véritable but de ce voyage de Mazzini en Toscane, et il l'eût certainement atteint, s'il n'avait été prévenu peu de temps auparavant par des ouvertures de la même espèce faites à ces mêmes amis par une vente de Carbonari en Bologne.

Mazzini renonça donc provisoirement à cette tentative d'association politique, et convint avec ses amis d'user de toute son influence sur les Carbonari de sa ville natale afin de les rallier à ceux de Bologne. Il partit immédiatement pour Gênes et se présenta à ses amis en s'écriant : *L'Hétaire italienne est trouvée!*

C'était trop tôt pour chanter victoire. Notre enthousiaste ne tarda pas à s'apercevoir dans ses entretiens avec les anciens Carbonari, qu'aucun d'eux ne connaissait la nouvelle association de Bologne et que les bons conspirateurs étaient Carbonari, mais tout simplement Carbonari.

Depuis 1821, le Carbonarisme s'était extrêmement répandu quoiqu'il fût partout ordinairement persécuté et que ses adeptes fussent traqués sans miséricorde. Le pape Pie VII les avait excommuniés (1), et la simple affiliation au carbonarisme etait punie de mort. Ces rigueurs monstrueuses, inqualifiables ne firent qu'augmenter leur prestige.

---

(1) La bulle de Pie VII qui excommunie les *Carbonari* est du 13 septembre 1821.

Une auréole de sombre poésie entourait ces êtres étranges que l'imagination populaire se représentait comme tenant leurs assemblées dans de profondes cavernes ou au milieu de forêts impénétrables, à minuit, heure des mystères d'un autre monde. Le vulgaire s'étonnait de voir ces hommes poursuivre sans cesse leur œuvre occulte bravant les foudres du Vatican et les derniers supplices.

Trois mois s'étaient écoulés depuis le retour de Mazzini à Gênes, sans que ses amis de Toscane eussent donné signe de vie, quand deux jeunes gens chargés d'un message arrivèrent à Gênes. La vente mère de Bologne, annoncèrent-ils, organise d'autres ventes dans l'Italie centrale; elle choisit parmi les Carbonari anciens ceux qui devront faire partie de la nouvelle association; mais, pour le moment, il est nécessaire de limiter l'œuvre à l'Italie centrale pour le maintien du secret et de l'unité.

Quels étaient les motifs de cette exécution des Carbonari du royaume des États-Sardes?

C'est que les hommes de l'ancien Piémont n'avaient jamais eu une idée bien nette de l'unité italienne; même en 1821, ils ne se montrèrent pas le moins du monde révolutionnaires.

Tous leurs vœux ne tendaient simplement qu'à obtenir une constitution, une charte, et ils s'étaient tout à fait ralliés sous les drapeaux de Charles Albert. Les Carbonari de Bologne et de Toscane ne pouvaient absolument pas se confier à des hommes d'un esprit si borné, imbus de préjugés et qui ne s'attachaient qu'à des intérêts mesquins, sans grandeur.

Mazzini, après avoir mûrement réfléchi, pensant qu'il n'existait qu'un seul moyen de donner vie à son projet, résolut de se rendre à Bologne. Il demanda un passe-port: mais à cette époque c'était une affaire d'État que d'en obtenir un. La police de Gênes lui demanda d'abord : quels intérêts pressants pouvaient l'appeler à Bologne? Mazzini répondit qu'outre le désir bien naturel de visiter cette ville fameuse, il se proposait d'étudier et de comparer entre elles plusieurs copies manuscrites très-rares de la *Divine*

*comédie* de Dante qui se trouvaient dans la bibliothèque de l'académie de Bologne. — On lui répondit qu'il pouvait bien attendre encore, que Bologne et son académie ne s'envoleraient pas d'un jour à l'autre; on lui rappela qu'il n'y avait pas longtemps qu'on l'avait autorisé à faire un voyage en Toscane et finalement on lui intima l'ordre de rester chez lui, à Gênes.

Mazzini dut ronger son frein et plier sous cette pression despotique; il ne s'occupa plus que de chercher à tirer tout le parti possible des jeunes carbonari de ventes de Gênes.

Dans ce but, il réunit toute la jeunesse gênoise dans les ventes, apprit à la connaître, fit un choix des plus énergiques d'entre eux; et, peu à peu, rassembla dans ses mains les premiers éléments pour la formation de son *Hétaire*.

De même que l'association de Bologne et de Toscane ne s'étendait pas au delà de la Toscane, de même aussi l'œuvre de Mazzini se bornait à la Ligurie. Ajoutons cependant que, malgré la difficulté des communications à cette époque, bien que sa jeunesse fût un obstacle à ses projets, parce qu'elle laissait quelque hésitation dans l'esprit de ceux qui ne le connaissaient pas; un certain nombre de jeunes étudiants de l'université de Turin se rallièrent à ses idées; il en fut de même pour quelques jeunes officiers de l'armée du roi de Sardaigne.

Infatigable dans son apostolat, il mit tous ses efforts à étendre les ventes de sa ville natale.

Malgré sa prudence consommée, sa jeunesse, son inexpérience, son audace, lui firent courir bien des dangers. — La police de Gênes flairant dans Mazzini l'initiateur de tout ce mouvement, devina que c'était lui qui recrutait dans la jeunesse de Gênes de nouveaux éléments de carbonarisme; elle suivit avec habileté les menées des hommes les plus influents et les plus énergiques; et lorsqu'elle crut tenir entre ses mains les fils de la conspiration, elle résolut d'arrêter ceux sur lesquels étaient tombés ses soupçons.

Par une nuit silencieuse, Mazzini, le jeune avocat de Gênes, venait à peine de rentrer chez lui, un détachement

de carabiniers, précédé d'un commissaire de police, vint pour l'arrêter. Mais auparavant, on se livra à une perquisition minutieuse de ses papiers; et, quoiqu'ils ne continssent rien d'important, on en enleva une grande quantité.

Le lendemain matin, au milieu du désordre de sa chambre, on trouva encore, sur sa table de nuit, un volume de Byron ouvert, un cigare inachevé et plusieurs feuilles de papier couvertes des pensées que lui avait suggéré la lecture du poëte.

La police avait jugé que ce volume de Byron, ce cigare et ces feuillets n'avaient aucun intérêt pour elle.

Pendant qu'on procédait à l'arrestation de Mazzini, une dizaine d'autres personnes subissaient le même sort. — Mazzini et son ami dévoué Nasi furent enfermés dans les sombres prisons de la tour du palais des Doges, les huit autres dans différents endroits.

Le matin une émotion terrible se répandit dans toute la ville. Des bruits sourds, mystérieux, circulèrent aussitôt.

On vient de découvrir tous les fils d'une conspiration contre la société et l'État, disaient les uns; il s'agit de la découverte de tous les membres de la société secrète des carbonari, disaient les autres. Bref, dans tous les coins de la superbe ville, on n'entendait prononcer que les mots de haute trahison, de gibet, d'échafaud, de bourreau; on ne parlait que de procédure secrète, de jugement de cour martiale à huis clos, sans même un avocat pour défendre les accusés.

Gênes était plongée dans la consternation.

Aussitôt après les arrestations, on entama la procédure contre les prévenus; il n'en transpirait rien dans le public : en revanche, les rumeurs les plus effrayantes continuèrent à circuler dans la ville.

Il ne s'agissait plus simplement d'une conspiration ordinaire, mais de la découverte de caisses d'armes, d'écrits et de plans d'insurrection; et la crédulité des masses enregistrait déjà plusieurs condamnations à mort, même d'exécutions secrètes.

Hâtons-nous de le dire, tous ces bruits étaient exagérés ou faux.

Mazzini et Nasi, les plus compromis dans l'affaire, continuaient à être enfermés dans les terribles prisons des tours de la république gênoise destinées aux condamnés politiques.

Mazzini était fils unique; tendrement aimé de sa mère, Marie, et de son père, qui, dans ce front vaste et pur, dans ce regard limpide et profond que l'œil subissait sans pouvoir le soutenir, dans ce visage tout à la fois ardent et impassible, dans cette facile éloquence, avait deviné les traces de ce futur génie.

Plusieurs mois s'étaient déjà écoulés depuis son incarcération et ses parents sollicitaient en vain la faveur de le voir. Par leur position sociale et leur état de fortune, ils avaient des relations aussi élevées que nombreuses; ils sollicitèrent donc l'intervention d'un très-grand nombre de personnes haut placées; ce fut en vain: toutes refusèrent de faire des démarches en faveur de leur fils, craignant de se compromettre auprès du gouvernement pusillanime de Charles Félix s'ils prenaient en main les intérêts d'un carbonaro.

Pendant que tous ses parents et ses amis étaient consternés et en proie aux craintes les plus vives sur son sort, Mazzini seul conservait un calme inaltérable dans sa silencieuse prison de la tour des Doges.

Que de fois, j'ai contemplé en passant, à minuit, sur la place Neuve, cette tour sinistre qui étouffa entre ses froides murailles tant de nobles soupirs!

Cette église de Saint-Ambroise, dont le couvent servait de demeure aux jésuites, n'a-t-elle pas l'air d'une sentinelle avancée chargée d'en protéger et d'en défendre l'entrée?

En contemplant cette masse obscure et silencieuse qui s'élève dans un coin du palais des doges entre les églises de Saint-Laurent et de Saint-Ambroise, et domine les magnifiques palais de la reine superbe de la Méditerranée, on ne soupçonnerait jamais quelles terribles passions ont bouil-

lonné sous ces sombres voûtes dont les échos répètent encore les gémissements de tant de nobles cœurs.

La nuit, sur la place Neuve de Gênes, le silence de mort qui y règne n'est interrompu, à de longs intervalles, que par le lointain mugissement d'une vague qui vient se briser au pied du Molo-Vecchio, par le vent qui s'engouffre en hurlant dans les petites ruelles qui l'avoisinent, ou par le bruit monotone des pas de la sentinelle qui se promène comme un fantôme dans les ténèbres et surveille la prison dont la garde lui est confiée. — De temps en temps, à ces bruits lugubres succède un bruit plus sinistre, c'est celui du fer qui grince sur le fer; l'être qui le produit c'est un argousin dont la main exercée frappe chaque barreau de la grille pour s'assurer que les malheureux qui lui sont confiés ne cherchent pas à s'évader.

Mazzini si jeune encore veillait comme la sentinelle dont il comptait les pas mesurés ; à l'entour de lui, tout dormait. Le silence et le sommeil planaient sur sa ville natale.

L'œil fixé sur les barreaux de son étroite fenêtre, n'ayant pour compagnons que la sombre nuit et ses cruelles souffrances, il laissait sa grande âme s'abîmer dans des rêveries infinies.

Cette âme sublime, malgré sa frêle enveloppe, cette âme si généreusement dévouée à l'Italie et à la liberté, donnait au milieu des profondes ténèbres de son œuvre, à une femme aimée un souvenir semblable au rayon de soleil qui perce les épaisses nuées de la tempête.

Ces souvenirs intimes loin d'amollir son cœur, le retrempaient, le fortifiaient, lui rendaient la confiance et l'ardeur.

L'amour vrai et pur rattache l'homme à tout ce qui est grand, beau et vrai.

Ce noble sentiment vivifia, dans Mazzini, son amour pour l'humanité, et du fond de sa prison son cœur s'éleva jusqu'à Dieu.

Triste est l'homme qui n'a pas conservé quelques souvenirs de ses amours de jeunesse ! Triste, trois fois triste, celui qui n'a jamais aimé dans sa vie !...

Pour Mazzini, l'amour, dès sa première jeunesse, n'était qu'un lien doux et mystique qui unissait la terre au ciel, une religion qui élevait l'homme jusqu'à Dieu. — Instinct intelligent, conservateur et purificateur, force toute-puissante qui crée partout le mouvement, pénètre jusque dans les entrailles de la terre, prête à tous son âme et sa vie, l'amour domine tous les esprits, inspire les plus nobles intelligences, enfante les héros et produit les sacrifices les plus absolus. — Honni soit celui qui ignore l'amour, qui le blasphème et foule aux pieds ce noble sentiment ! il ne connaîtra jamais le monde et les lois qui le régissent. — L'amour n'est-il pas la condition première de la science des êtres, la base de toutes les philosophies? Sans lui, l'homme serait pour son semblable une page éternellement obscure dans le livre splendide de la création.

Le cœur de Mazzini avait été frappé de bonne heure, et, tout jeune, il s'était prosterné au pied des autels de ce Dieu tout-puissant.

Souffrant de ces premières blessures, il fit la synthèse de toutes les théories du véritable amour et résuma ses idées sociales, politiques et religieuses dans une seule formule *Dio e Popolo* (Dieu et le peuple) qui fut toujours la devise de son drapeau. — Il fut élevé à l'école de la tendresse maternelle; Marie, sa mère, avait de bonne heure fécondé son esprit par l'amour, et lui avait inculqué les maximes d'une religion qui avait pour base l'amour et la foi : elle développa l'âme de son Joseph, fortifia son jugement et ouvrit son jeune cœur aux douces émotions que procure tout ce qui est grand, beau et vrai, aux sympathies les plus nobles et les plus tendres. — Mazzini ne connut pas cette avidité, cet égoïsme auxquels cèdent parfois même des âmes d'élite qui en s'isolant introduisent sans cesse dans leurs rapports sociaux leur froide personnalité.

Que de fois, en parlant de sa mère, le grand agitateur ne se plut-il pas à rappeler à ses amis les trésors de tendresse que lui prodigua cette adorable femme. Sa douce influence imprima à sa raison, à son caractère, ce cachet de bonté persuasive, de facilité entraînante qui lui permit

d'exercer sur tous ceux qui l'approchaient un empire d'autant moins contesté qu'il était volontaire, et le résultat des sympathies les plus touchantes.

Doué de cet équilibre d'humeur si rare, qui rend les hommes vraiment complets, on ne voyait dans l'expression de ses facultés aucune espèce de lutte; surtout, jamais d'anarchie; toutes étaient à leur place, chacune opérait dans ses justes limites, aucune n'envahissait sa voisine et n'exerçait sur elle aucune action despotique.

Ce fut à cet ensemble harmonieux que Mazzini dut la mesure de tous ses actes, la justesse de ses jugements qui, à peu d'exceptions près, portèrent le sceau de la force vraie et de la réelle grandeur. L'esprit imprégné de grandes idées et de grandes choses, il était esclave du devoir et professait pour la vertu un véritable culte. Prudent et sage, il possédait au suprême degré le sang-froid du vrai courage; tête positive, cœur chaud, imagination ardente, il n'avait choisi qu'un seul but dans son existence : l'indépendance et l'unité de sa patrie bien-aimée.

Mazzini n'était pas artiste à la façon de Raphaël et du Tasse qui nous ont transmis les œuvres immortelles que nous admirons aujourd'hui sans pouvoir pénétrer les secrets de la main qui les a tracées, mais doué de toutes les aptitudes, il subjuguait et entraînait les masses par l'ascendant de sa parole magique, les pénétrait de ses convictions ardentes et levait, à leurs yeux surpris et charmés, un coin du voile qui recouvrait l'ère nouvelle dans laquelle le monde allait entrer. Le futur tribun était artiste à la manière des Grecs.

Cependant Mazzini courait un véritable danger. Il était accusé de faire partie de la société secrète des Carbonari et d'avoir, certain jour, dans un lieu désigné, reçu comme membre de cette terrible société un certain individu qui n'était autre qu'un agent de la police piémontaise; ce même agent accusait aussi Nasi de faire partie de la même société et de l'avoir mis en relation avec Mazzini.

Comme on le voit, l'accusation contre les Carbonari gé-

nois n'était uniquement basée que sur le témoignage d'un seul espion.

Mais pour condamner un carbonaro et faire tomber sa tête sur l'échafaud, le seul témoignage d'un individu de cette espèce suffisait. Les juges n'étaient pas trop scrupuleux et s'inquiétaient peu de la moralité du témoin et du plus ou moins de confiance que pouvait inspirer l'exactitude de la dénonciation.

Le procès des Carbonari gênois avait un grand retentissement dans tout le Piémont; le gouvernement ne l'ignorait pas, aussi s'efforçait-il par les nombreux agents secrets qu'il entretenait sur toutes les parties du royaume, de dissimuler les taches de sang qui couvraient les marches du trône de la maison de Savoie. C'était Charles-Félix, le dernier de la branche aînée de cette maison, qui l'occupait à cette époque.

Ce roi qui puisait toute sa force dans l'amitié apparente de l'Autriche qu'il haïssait profondément dans le secret de son âme; ce roi qui avait un penchant bien déterminé pour le vol sans posséder aucune de ces qualités ou de ces facultés qui parfois font presque oublier les défauts et les vices d'un prince, entendit parler à sa cour des poursuites exercées contre quelques carbonari de ses États; il fut piqué d'une curiosité bien naturelle comme on va le voir.

La révolution de 1821 avait obligé son frère Victor-Emmanuel Ier à abdiquer en sa faveur; le trône et la monarchie savoisienne furent à deux doigts de leur perte; et, sans le secours de l'Autriche, ils auraient infailliblement succombé. Ce souvenir, toujours présent à son esprit, l'agitait sans cesse. Le nom seul des Carbonari lui rappelait les intrigues du duc de Modène, son séjour dans cette cour, la révolution qui éclata à Turin et à Alexandrie et qui fut leur œuvre.

Il n'avait pas oublié non plus cette constitution, à laquelle Charles-Albert appelé à la régence par le roi Victor-Emmanuel, avait prêté un solennel serment et qu'il étouffa quelques jours après dans le sang de Novare, à l'ombre du drapeau du général La Tour, allié aux Autrichiens.

Il se rappelait que celui-là même qui devait être son successeur, uni aux carbonari, avait suscité les premiers troubles qui marquèrent son avénement au trône. La trahison de Charles-Albert, prince de Carignan, était toujours présente à son esprit quoique celui-ci eût cherché à l'expier en s'enrôlant sous les drapeaux des Bourbons de France pour porter le dernier coup à la constitution d'Espagne, sœur jumelle de celle à laquelle il avait prêté serment.

La curiosité de Charles-Félix était donc toute naturelle. Il ordonna en conséquence à son ministre de grâce et justice de lui présenter un rapport détaillé de cette affaire et de lui soumettre toute la procédure faite à ce jour.

Le roi se piquait d'être très-fort en jurisprudence, et rappelait souvent avec une certaine satisfaction que jeune encore il avait aspiré au doctorat en droit; il en avait en effet une légère teinture, aussi voulait-il qu'on entourât les formes judiciaires d'un certain respect. En examinant les pièces du procès et le rapport de son ministre, il s'aperçut bientôt que toute l'accusation n'était basée que sur le témoignage d'un seul agent de police. Quoique ennemi acharné des *carbonari* qui, disait-il, n'avaient d'autre but que de renverser le trône et l'autel, il eut des scrupules. Il nomma alors une commission composée de trois membres qui eurent pour mission d'examiner minutieusement toutes les pièces du procès et de décider, s'il y avait lieu, de continuer les poursuites contre Mazzini et ses compagnons.

Cependant, les *Bons cousins* ne restaient pas oisifs et le carbonarisme italien répandu partout et sous tous les masques travaillait sans cesse; investi de toutes les dignités, revêtu de tous les costumes, c'était une espèce de génie invisible présent partout, un insaisissable Protée. Il existait à la cour, dans la diplomatie, sous l'épaulette du soldat, sous la toge du magistrat, sous la soutane du prêtre.

Le hasard fit qu'un des trois magistrats dont se composait cette commission fut un carbonaro. M. de Morialdo, c'est ainsi qu'il se nommait, était un homme de grande science et d'une sévérité bien connue. Ses deux collègues subirent son influence et ils conclurent à une ordonnance

de non-lieu. Mazzini, qui venait d'échapper aux mains du bourreau, aurait dû en conséquence être mis immédiatement en liberté, mais le gouvernement piémontais subissait l'influence de la police. Celle-ci ordonna à Mazzini et à Nasi de quitter les États de S. M. le roi de Sardaigne et leur donna des passe-ports. Quant à leurs coaccusés on les remit en liberté en les maintenant sous la haute surveillance de la police.

Cette issue favorable d'une affaire qui pouvait être si fatale à Mazzini combla de joie tous ses amis. En sortant de prison, il n'en vit aucun : ce ne fut qu'au moment de monter en diligence pour se rendre en Toscane que plusieurs d'entre eux vinrent lui serrer la main. « Courage, « leur dit-il, conservez toujours un bon souvenir de moi, « conservez tout son éclat au feu sacré de la liberté; sous « peu vous recevrez de mes nouvelles. »

Les portes de la patrie se fermèrent sur le jeune avocat gênois, et la cruelle voie de l'exil se déroula à ses yeux. Une veuve mère avait élevé son cœur, la prison et l'étude avaient exalté son âme, l'exil devait conduire à la glorification le grand conspirateur. Mazzini, en partant de Gênes, emporta dans son cœur les destinées futures de l'Italie.

## CHAPITRE II.

**Création de la Jeune Italie. — Charles-Albert. — L'expédition de Savoie. — Ramorino.**

Le carbonarisme qui avait rapidement envahi toute l'Italie avait aussi gagné la France.

Les journées de juillet, le renversement des Bourbons, l'avénement du roi-citoyen furent l'œuvre du carbonarisme français qui marchait d'accord avec les ventes de l'Italie. — De même qu'un prince avait, en 1821, trahi les carbonari en Piémont et à Naples, de même un autre prince devait aussi les trahir en France.

Louis-Philippe, duc d'Orléans, après avoir été à la tête de toutes les conspirations, devait faire rejaillir sur la France le sang de ceux qui avaient conspiré avec lui et l'avaient porté sur le trône des Bourbons. Étrange rôle réservé aux souverains en ce siècle! Presque toujours conspirateurs et traîtres!

La révolution de juillet 1830 trompa toute l'Europe libérale. — Comme toujours les libéraux mirent toutes leurs espérances dans la France, comme toujours celle-ci trompa leur espoir.

Louis-Philippe qui, étant duc d'Orléans, trempait dans toutes les conspirations de l'Europe, fut le premier à sacrifier les carbonari italiens à l'Autriche. Pendant que Vienne pesait de sa main de fer sur la Lombardie et sur les autres provinces de la Péninsule qu'elle gouvernait au moyen de ses proconsuls, cet homme qui avait livré aux Hapsbourgs les carbonari italiens feignait de les protéger lors de leur exil sur le sol français.

Toute l'Europe libérale salua l'avénement de Louis-Philippe, mais les carbonari italiens ne tardèrent pas à

s'apercevoir que la révolution de juillet 1830 n'avait produit qu'un changement de nom et de dynastie, qu'ils n'avaient plus à chercher d'autre ressource et d'autre appui que dans leurs propres forces, qu'ils ne devaient plus songer qu'à préparer eux-mêmes les destinées de leur malheureuse patrie...

Joseph Mazzini, en mettant le pied sur la route de l'exil, espérait que l'hospitalité du gouvernement de la Toscane ne lui ferait pas défaut. Florence était en effet le refuge de nombreux émigrés napolitains auxquels un gouvernement sage et modéré avait rendu le repos et la tranquillité. Là tout rappelait l'Italie à cette âme ardente: la coupole de Giotto, le palazzo Vecchio, le palais Pitti même, espèce de forteresse qui abritait le grand duc de Toscane, tout cela c'était l'Italie, c'était la patrie avec Dante et Savonarole.

Mais Mazzini devenait de jour en jour plus redoutable. Ses écrits littéraires imprégnés des idées les plus élevées faisaient trembler les proconsuls autrichiens. Il ne craignait pas en se mettant à la tête de la révolution littéraire de dire tout haut: que cette révolution n'était que le précurseur d'une révolution sociale et politique dont il préparait les bases dans le silence de son cabinet.

Son nom était déjà connu dans toute l'Italie; la nouvelle génération le proclamait son chef, l'école moderne le reconnaissait tacitement comme son guide, et la nouvelle église l'instituait son apôtre.

Aussi le séjour de la Toscane lui fut-il interdit; Mazzini dût prendre le chemin de la terre étrangère. La France lui ouvrit ses portes à demi-hospitalières; il partit, laissant à son infortunée patrie ses écrits, évangile de tous les hommes qui travaillaient à la régénération de l'Italie.

Il arriva à Marseille où il reçut l'accueil le plus enthousiaste de tous les émigrés piémontais qui s'étaient donné rendez-vous dans la cité phocéenne et entretenaient des communications très-suivies avec les nombreux réfugiés de Lyon. — A peine arrivé, Mazzini s'occupa avec une activité fiévreuse de l'organisation de la nouvelle société qu'il avait projetée pour l'Italie.

La révolution de juillet n'avait satisfait personne; déjà la France s'apprêtait à en recommencer une nouvelle; les sociétés politiques y étaient à l'œuvre, de même qu'en Allemagne, en Pologne, en Italie, partout. — L'Europe était menacée d'une conflagration générale.

Mazzini se décida à exposer cet état de choses à ses amis de Gênes. Les communications entre Marseille et Gênes ont toujours été facilitées par le commerce qui existe entre ces deux ports célèbres. On trouva le capitaine d'un brick marchand qui faisait le trajet régulier entre ces deux stations; cet homme qui avait été initié par Mazzini lui-même dans une vente de carbonari, devint le trait d'union entre ces deux villes. — Les bases de la nouvelle société allaient être jetées. — Dans sa première lettre, il exposa à ses amis de sa ville natale l'état politique de l'Europe, il ajouta que l'Italie n'avait pas une minute à perdre si elle voulait marcher d'un commun accord avec les autres pays, que l'occasion ne tarderait pas à se présenter, qu'il fallait être prêt, et constituer sans délai une forte organisation. Mazzini ajoutait que l'expérience devait avoir appris aux Italiens que le carbonarisme avec ses temporisations ridicules, son cercle d'action trop borné, ses méfiances continuelles à l'égard de la jeunesse, n'atteindrait jamais un but pratique quelconque. « D'un autre côté, écrivait-il, le système fédératif suivi jusqu'à ce jour, bien qu'il ait pu en quelque sorte réunir des éléments utiles à la nouvelle association, n'était pas un instrument assez solide pour préparer les hommes et les temps à la lutte qui s'approchait. — Pour que l'Italie pût être véritablement représentée dans l'alliance secrète des nations, il importait qu'elle eût une organisation régulière et une direction d'action centralisée. L'organisation de la nouvelle société ne pouvait se contenter d'un vain programme n'exprimant que des vœux vagues et abstraits; il lui fallait un programme bien positif, une profession de foi bien définie et bien arrêtée.

« Qu'avaient fait les sociétés jusqu'à ce moment?

« Elles avaient choisi pour drapeau le mot de liberté, mais elles n'avaient ni examiné, ni discuté, ni décidé quelle

forme de gouvernement était la plus propre à garantir le développement progressif de cette liberté. Il fallait donc arrêter un programme clair et net, affirmer une croyance et arborer un drapeau. — Programme, croyance, drapeau devaient être républicains. »

C'est ainsi que Mazzini tout seul, jetait de Marseille les premières bases de la *Jeune Italie* qui devait en quelques années donner à la liberté tant de héros et tant de martyrs. Il préparait la grande révolution italienne dont il est encore aujourd'hui l'âme et le suprême promoteur. En donnant les plans de la nouvelle association, Mazzini ne négligea pas d'organiser des communications faciles et sûres.

Les amis de Gênes acceptèrent en principe les idées de Mazzini et se mirent aussitôt à l'œuvre.

Les progrès de la *Jeune Italie* furent très-rapides. Tous les émigrés italiens répandus en France et en Espagne donnèrent leur adhésion au projet de Mazzini, et les libéraux italiens qui devaient agir avec circonspection vis-à-vis de leurs gouvernements, coururent s'enrôler dans les rangs de l'opposition nouvelle.

Fort du nombre de ses adhérents, Mazzini, qui était en rapport avec les comités libéraux de Paris, crut le moment arrivé de sortir de l'ombre mystérieuse qui l'entourait et d'affirmer hautement en face de l'Italie sa personnalité et ses principes. Il s'adressa à Charles-Albert qui venait depuis peu de monter sur le trône, au nom de la société nouvelle et fonda le journal la *Jeune Italie*, organe de la nouvelle association.

Quoique l'Autriche n'eût pu obtenir aucun document ni aucune preuve matérielle du pacte conclu en 1831 par Charles-Albert avec les carbonari du Piémont et de la Lombardie, elle n'en fit pas moins tous ses efforts pour l'exclure de la succession. — Cette tentative échoua complétement.

L'avénement au trône de Charles-Albert fut acclamé avec enthousiasme par tous les patriotes italiens. Une année après, en 1832, Mazzini lui-même écrivit au roi une lettre à jamais mémorable dans laquelle, feignant d'oublier

les trahisons du prince de Carignan, il l'engageait lui, le roi, à se mettre à la tête du mouvement de la Péninsule.

Toute la *Jeune Italie* qui venait à peine de faire sa profession de foi dans le journal qui portait son nom aurait modifié ses principes pour les rendre compatibles avec ceux d'une monarchie décidée à proclamer l'indépendance de l'Italie.

Mazzini avait oublié, en écrivant à Charlès-Albert, que ce prince avait franchi les premières marches du trône en foulant aux pieds les cadavres des victimes de 1831... Il voulait, en le relevant aux yeux de la nation, lui donner l'occasion d'effacer la trace des torrents de sang dont il avait inondé le Piémont pendant les premiers mois de son règne. Vains efforts! Charles-Albert restera dans l'histoire comme le type le plus cruel des tyrans. — Si le Sénat osa lui décerner le titre de *magnanime*, les hommes qui n'adulent pas les rois, mais qui ont lu l'histoire des premières années de ce règne, le flétriront de la qualification de Néron moderne.

Jetons un coup d'œil sur l'histoire du Piémont en 1831, époque de l'avénement au trône de Charles-Albert. Tous les membres de la *Jeune Italie* qui ne purent pas s'enfuir à l'étranger, devinrent la proie du bourreau; ils périrent tous par la potence ou la fusillade. Transportons-nous par la pensée à Gênes dans cette même tour des Doges où quelques mois auparavant, Mazzini lui-même attendait la sentence suprême. Dans les profondeurs d'un sombre cachot nous apercevons un homme à l'air vénérable; son regard fier, sa démarche noble et majestueuse; la faim et les tortures ont affaibli son corps (1); un conseil de guerre vient de le condamner à mort...

---

(1) Tout ce que nous avançons est prouvé par des témoignages irréfutables. Il suffira, pour s'en assurer, de lire l'*Histoire du Piémont* d'Ange Brofferio. — Ange Brofferio n'est pas suspect. De 1848 à 1849, il fut l'ami intime de Charles-Albert et ensuite de Victor-Emmanuel qui le chargea d'écrire l'*Histoire du Parlement piémontais*. Brofferio est mort le 25 mai 1866 à Locarno. Voici quelques extraits de son livre :

**Quel fut son crime? — Il aima trop sa patrie et conspira pour sa délivrance. — le jour de l'exécution approche. —**

---

« On affaiblissait systématiquement, dit-il, les malheureux prisonniers par une nourriture insuffisante et malsaine. Ils étaient réveillés en sursaut la nuit par des sons lugubres et effrayants. Des voix criaient sous leurs fenêtres : « Un de vos compagnons a été fusillé aujourd'hui, demain ce sera votre tour. » Quand leurs forces physiques se trouvaient ainsi réduites et leur imagination surexcitée, on les soumettait tout à coup à de nombreux interrogatoires, ou on laissait pénétrer dans leur cellule une fille, une sœur, une mère en larmes.

« Quelquefois on plaçait deux amis dans des cellules contiguës d'où ils pouvaient communiquer l'un avec l'autre. Plusieurs jours se passaient pendant lesquels on laissait tomber à l'oreille de celui qu'on voulait émouvoir quelques paroles de mauvais augure, concernant le sort de son camarade de prison; puis un jour la porte de la cellule voisine s'ouvrait avec fracas, un grand bruit de pas se faisait entendre, suivi d'un silence de mort, interrompu soudain lui-même par une décharge de mousqueterie dans la cour de la prison!

« C'était par des moyens semblables qu'on arrachait des aveux ou des révélations souvent fausses.

« Un prisonnier, condamné à Alexandrie, et qui survécut à une longue captivité dans le fort de Fénestrelles, a laissé dans ses Mémoires le passage suivant : « Avant tout, on m'enleva mes livres, à savoir : une Bible, un recueil de prières et l'Histoire des capitaines célèbres du Piémont. Ensuite on me riva une chaîne à la cheville, et on me jeta dans une cellule plus sombre, plus humide et plus malpropre encore que celle que j'avais occupée jusqu'ici. Ma nouvelle cellule avait une fenêtre à doubles barreaux et une porte à double clef. En face se trouvait la cellule de l'infortuné Vochieri, autre prisonnier politique. Comme sa porte restait ouverte, je pouvais voir par une fente de la mienne ce qui s'y passait. Vochieri était assis sur un escabeau de bois, avec une lourde chaîne rivée à la cheville, et deux gardes, un de chaque côté, le sabre nu; un troisième, armé d'un fusil, stationnait devant la porte. Le profond silence qui régnait était vraiment effrayant. Les soldats, il faut le dire à leur louange, semblaient plus consternés que le prisonnier lui-même. De temps en temps un vieux capucin venait le visiter. Cet infortuné passa ainsi toute une semaine; son agonie fut longue et horrible. Enfin on le conduisit au supplice.

« Le général Galateri, gouverneur d'Alexandrie, persistait jusqu'au dernier moment à vouloir lui arracher des révélations et faisait luire à ses yeux le leurre d'un pardon. « Délivrez-moi de votre odieuse présence, répondit Vochieri; c'est la seule grâce que je demande. » Le gouverneur furieux lui donna alors un coup de pied dans le ventre, et Vochieri, tout enchaîné qu'il était, lui cracha au visage. Par un raffinement de cruauté presque incroyable, on le fit passer, pour aller au sup-

Comme le Christ au bois des oliviers, il envisage la mort d'un œil limpide, un sourire erre sur ses lèvres. — Celui qui meurt pour sa patrie, naît à l'éternité : il le sait, et un rayon de joie vient illuminer son front humide et glacé.

Impatient de mettre fin aux tourments que lui fait endurer le gouvernement de Charles-Albert, il se soulève sur son immonde grabat, jette un regard pénétrant sur les objets qui l'entourent, aperçoit un morceau de verre, s'en empare avec une joie fiévreuse, le baise et s'en déchire la gorge. Le sang coule à grands flots, le nom sacré de l'Italie erre sur ses lèvres; déjà les angoisses de la mort s'emparent de lui; il fait un effort suprême; trempe le doigt dans sa plaie béante, et d'une main tremblante, les yeux à demi voilés, il trace sur la muraille de sa prison ces paroles solennelles : *Je lègue ma vengeance à l'Italie.*

Quelques instants plus tard, les bourreaux trouvent un cadavre baigné dans une mare de sang; c'était celui de Jacopo Ruffini...

Nous sommes toujours à Gênes : en 1831, dans les premiers jours du règne de Charles-Albert. Sur une place publique on aperçoit deux hommes agenouillés à peu de distance l'un de l'autre. — Deux pelotons de soldats passent derrière eux, s'arrêtent, pointent leurs fusils, et les deux hommes tombent baignés dans leur sang. — C'étaient Lucan Piacenza et Louis Turso. — Histoire de sang! La même année le 15 juin, tombent sous les fusillades des sbires de Charles-Albert, François Miglio, Joseph Biglia et Antoine Gavotti.

Tous sont coupables du même crime.

C'est toujours Charles-Albert qui, en 1831, en Savoie,

---

plice, sous la croisée de sa propre maison, pour que sa femme, sa sœur et ses deux jeunes fils fussent témoins de ce déchirant spectacle. Ce ne furent pas des soldats, mais des gardes-chiourmes qui le fusillèrent. Le même gouverneur, en grand uniforme, assistait à l'exécution, assis sur un canon.

« Mais j'anticipe, je le vois, sur les événements. Détournons les yeux de ces horreurs, et demandons à Dieu que les temps où on a pu les commettre ne reviennent jamais. »

a fait fusiller le caporal Tamburelli et le lieutenant Ephise Tola.—C'est toujours Charles-Albert qui, en 1831, à Alexandrie, fait fusiller dans une seule province Dominique Ferrari, Joseph Rigasso, Armand Costa et Jean Marini... Et toi, André Vochieri n'es-tu pas aussi une victime du *magnanime* Charles-Albert?

Pauvre Vochieri! En marchant au supplice, le général Galateri le força de passer sous les fenêtres de la maison où sa femme et ses enfants se noyaient dans les pleurs.

Il jette un regard attendri sur ces chères murailles, essuie une larme et se tournant vers les sbires : « Dites à vos maî-« tres qu'il y a quelque chose que j'aime encore plus que « ma femme et mes enfants.....l'Italie!!!

En écrivant à Charles-Albert, Mazzini désirait effacer les traces du sang de tant de victimes tombées sous la main du bourreau.

Mais ce cruel monarque avait déjà sous les yeux la première livraison de la *Jeune Italie* qui venait de paraître.

Dès cette première livraison, Mazzini jetait les bases de la nouvelle association politique en discutant et définissant la forme qu'on devait donner au gouvernement lors de la prochaine résurrection.

« La république ou chose publique, écrivait-il, c'est la na-« tion se gouvernant elle-même, c'est le gouvernement so-« cial dont tous les actes sont l'expression vraie de la volonté « générale, c'est le principe reconnu de la souveraineté de « la nation, principe absolu, unitaire, source de tous les « pouvoirs, représentant tous les intérêts, détruisant tous « priviléges, sous le niveau égalitaire de la loi. Dans la « république les actes seuls déterminent la récompense ou « le châtiment, les classes privilégiées disparaissent, l'in-« dividu ne manque jamais du nécessaire; les taxes, tributs « ou impôts, les entraves aux arts, à l'industrie, au commerce « sont réduits à leur plus simple expression, parce que les « dépenses de toutes natures, sont faites avec la plus grande « économie.

« Les sinécures n'existent absolument pas.

« Le but de toutes les institutions d'un pareil État doit

« être principalement l'amélioration constatée, matérielle et « morale de la partie de la nation la plus nombreuse et la « plus pauvre. Le principe de l'association doit y recevoir « les plus grands développements.

« La diffusion de l'enseignement doit y être la source et « la vie du progrès; tout élément qui tiendrait à l'enrayer « doit y être détruit.

« La république en un mot doit être la réalisation d'une « société forte, tranquille, heureuse, pacifique; ses enfants « doivent y vivre comme dans un temple érigé à la vertu, « à la liberté, aux progrès de la civilisation, aux lois qui « régissent le monde moral. »

On ne s'étonnera certes pas que Charles-Albert ne pût accepter ces idées de Mazzini et de la Jeune Italie, dont les prosélytes augmentaient tous les jours dans ses États, surtout dans les rangs de son armée.

Sa figure pâle, maigre, desséchée, reflétait les sentiments de rage qui dévoraient son cœur à la pensée que la nouvelle société osait, dédaignant tout artifice, se montrer au grand jour et s'affirmer à la face de tous. Il jura son extermination.

Mazzini introduisait dans les sociétés politiques, des éléments tout nouveaux.

Avant lui, les membres de ces sociétés s'entouraient des plus profonds mystères : ils appelaient leurs associations des sociétés secrètes. — Leurs chefs, le lieu de leurs réunions restaient inconnus. — Bien souvent leurs rites, leurs liturgies ridicules étaient l'objet du mépris et de la risée des hommes sérieux.

Ce fut Mazzini qui, dédaignant les ténèbres, déchira le voile qui recouvrait tous ces mystères. Il engagea la lutte à visage découvert et jeta le gant de défi à cette monarchie qui refusait d'entrer dans une alliance qui avait pour but la délivrance et l'unité italienne.

Repoussé par la monarchie, Mazzini s'écria : « *Chi la pace non vuol, la guerra s'abbia.* » Qui ne veut la paix aura la guerre. La guerre à mort fut déclarée.

Ce fut Charles-Albert qui le premier commença les hos-

tilités. — Les anciennes victimes ne suffisaient plus à ce prince sanguinaire, il lui en fallait de nouvelles : les jésuites, ses conseillers, réclamaient du sang nouveau.

Dans l'impossibilité de poursuivre Mazzini à qui les persécutions et l'exil n'avaient pas permis de vivre dans sa patrie sous le gouvernement *paternel* de Charles-Albert, celui-ci commença des persécutions sanglantes contre les affiliés à la *Jeune Italie*. Des ordres sévères frappaient d'une condamnation à mort quiconque était trouvé possesseur de quelques feuilles de la *Jeune Italie*.

Au commencement du règne de Charles-Albert l'espionnage était en grande faveur : le père se vit forcé de se méfier de son fils, le frère de son frère.—Voici un fait entre mille autres. Un jeune sergent, Alexandre de Gubernatis de Gorbio, fut passé par les armes en Savoie sur la dénonciation de son frère auquel on fit grâce parce qu'il livra des papiers de la *Jeune Italie* dont son frère était détenteur. — Ange Brofferio avait raconté ce fait dans son histoire de Piémont, mais il se dédit dans une note. — Il n'en est pas moins vrai, et personne ne l'ignore, que le malheureux De Gubernatis a été fusillé par le fait de son frère Jean-Baptiste.—En 1858 ce dernier fut condamné par le conseil de guerre de la division d'Alexandrie, pour avoir volé la caisse de son régiment dont il était l'officier payeur. — Cet homme avait déserté le 13e régiment d'infanterie (brigade Pignerol) de l'armée piémontaise, et on l'avait arrêté en Corse. — Ce fut en vain que son défenseur, M. de May, alors capitaine de la 9e compagnie du 1er régiment des grenadiers de Sardaigne fit des efforts suprêmes pour faire passer son client pour un ancien patriote : un jeune sous-officier du régiment même du défenseur et qui appartenait à l'école mazzinienne, rédigea un mémoire pour le capitaine de May dans lequel il lui exposait toute la vérité des faits.

Un fratricide devenu voleur... quoi d'étonnant ! Mais peut-on publier de tels crimes en les couvrant du vernis de patriotisme et de politique.

La guerre était donc déclarée.

La *Jeune Italie* avait relevé le gant de défi que lui jetait

la maison de Savoie et toutes les autres monarchies qui se partageaient la péninsule.

Mazzini, avec un zèle ardent, une activité foudroyante et une constance invincible, commença son œuvre sublime. Apôtre de la liberté de l'Italie et de son unité, il rallia à cette idée grandiose les libéraux de toute l'Europe.

Sa première pensée fut de donner à la *Jeune Italie* une solide organisation au moyen de ses instructions et de ses théories qu'il exposait continuellement dans son journal; puis il groupa autour de lui tout ce que l'émigration italienne comptait d'hommes éminents par leur caractère, leur dévouement, leur intelligence et leur patriotisme.

L'abbé Gioberti lui-même se réunit à cette glorieuse phalange en publiant dans la *Jeune Italie* plusieurs articles qu'il signa du nom de *Demofilo*. Dès lors Mazzini pensa à l'action.

Louis-Philippe, qu'une politique ambiguë et cauteleuse avait jeté dans les bras de l'Autriche, prit peur de la *Jeune Italie*. — Sa police inquiéta si bien le grand agitateur, l'entoura de tant de vexations, de tant d'obstacles, qu'elle lui rendit impossible le séjour de la France et qu'il dut la quitter pour se rendre sur un sol plus libre et plus hospitalier; il partit pour la Suisse.

La République helvétique reçut Mazzini à bras ouverts; il fixa son séjour à Genève. — Placé sur les confins de la Savoie, rien de ce qui se passait en Italie ne pouvait lui échapper.

Une foule d'émigrés s'étaient réfugiés en Suisse et de là correspondaient avec les réfugiés de Marseille et de Lyon qui y étaient en grand nombre. — Placé à Genève comme un aigle dans son aire, Mazzini suivait de son œil perçant les faits et gestes de Charles-Albert à Turin, et à Rome ceux de Mauro Capelleri de Bellune, pape Grégoire XVI, intronisé le 3 février 1831 qui s'était empressé de couvrir de sang son hermine.

Ces deux hommes néfastes avaient semé la terreur dans leurs États. Charles-Albert par son alliance avec l'Autriche, Cappellari en insultant le *memorandum* du 10 mai 1831

dans lequel les grandes puissances réclamaient des améliorations en faveur des malheureuses populations des États romains.

Le sang n'en continuait pas moins à couler à grands flots en Italie, soit dans des combats isolés, soit dans des émeutes partielles; l'Autriche encombrait de martyrs ses *Piombi* de Venise et du Spielberg; Charles-Albert moissonnait les libéraux, ses anciens alliés qu'il avait trahis depuis, et le duc de Modène qui avait conspiré avec Cyrus Menotti et Borelli écrivait de sa propre main au gouverneur de Reggio : *Envoyez-moi le bourreau*; celui qui devait pendre ces deux patriotes sur la place de Modène, le même jour à la même heure (26 mai 1831).

A quoi avaient abouti les émeutes de Césene, de Rimini, de Bologne et de Forli où les deux fils de la reine Hortense témoignèrent de leur dévouement à la cause italienne en scellant l'un de son sang, l'autre de sa vie, leur alliance avec elle?

A l'occupation d'Ancône par la France qui prêtait aussi main-forte à l'Autriche et aux tyrans de l'Italie.

Il devenait urgent d'organiser un soulèvement général; quelques esprits plus timorés que les autres hésitaient peut-être encore, mais cette grande mesure occupait toute la pensée de Mazzini : « Préparez avec moi, écrivait-il aux « hommes de la *Jeune Italie*, préparez le soulèvement de « l'Italie tout entière. Plus de combats, plus de luttes par« tielles. La grande bataille ou rien! »

Les patriotes de la malheureuse Pologne trahis par un misérable, Chrzanowski, le même qui plus tard, au mois de mars 1849, devait vendre l'Italie aux Autrichiens, venaient d'être traîtreusement égorgés par les Russes. Un long cri d'indignation retentit dans toute l'Europe. La cause de cette vaillante nation devint la sienne.

Ceux qui avaient pu échapper au carnage et à la poursuite acharnée des Russes, s'empressèrent de chercher un refuge sous les drapeaux du général italien Jérôme Ramorino qui, avant de succomber sous les coups du traître Chrzanowski, eut la gloire unique de sauver l'honneur de

la Pologne en 1831. Les Polonais et quelques Allemands qui échappèrent aux gibets des Russes furent plus tard de puissants auxiliaires pour l'accomplissement des desseins de la *Jeune Italie*.

Au mois de juillet 1833, Mazzini était à Genève où il préparait les armes et les hommes pour une insurrection en Savoie, à l'aide de ses nouveaux éléments révolutionnaires; de là il comptait donner le signal à toute l'Italie pour un soulèvement général. Un jour, un jeune homme de l'Italie centrale se présenta à lui, porteur d'une lettre de recommandation de M. Santo Amedeo Melegari, secrétaire général du ministre des affaires étrangères du royaume d'Italie, en 1862; sous le ministère Rattazzi à l'époque de l'affaire d'Aspromonte, et aujourd'hui sénateur du royaume et ministre plénipotentiaire du roi d'Italie auprès de la République helvétique.

M. Antoine Gallenga, porteur de la lettre de recommandation de M. Melegari, fut introduit chez Mazzini; c'était au mois d'avril 1833.

M. Gallenga avait conçu le projet de poignarder Charles-Albert, s'en était ouvert à Melegari qui l'avait adressé au chef de la *Jeune Italie*.

On a dit et on répète encore aujourd'hui que le projet d'assassiner Charles-Albert fut conçu par Mazzini. Ce fait est complétement faux. Il suffit pour en avoir la preuve évidente de lire une lettre de Mazzini publiée par l'*Unità italiana* de Milan en 1862, nº 165, et rééditée de nouveau dans le même journal le 18 octobre 1867. Dans cette lettre, on lit le passage suivant :

..... « Quant à l'épisode Gallenga, j'ai déjà déclaré qu'il « m'a été très-vivement recommandé par lui (Melegari). « Son billet se terminait ainsi : C'EST LA SECONDE VIE D'AMI « QUE JE METS ENTRE VOS MAINS. Sur l'honneur et sur ma con- « science j'affirme que toutes les circonstances de ce fait in- « diquaient qu'IL (Melegari) AVAIT PLEINEMENT CONNAISSANCE « DU DESSEIN DE GALLENGA. »

Cette affirmation si nettement formulée prouve évidemment que Mazzini ne conseilla en rien Gallenga ; mais Mazzini qui croyait voir en Gallenga un homme bien décidé

à mettre à exécution son idée ne chercha nullement à l'en dissuader. Il lui demanda s'il avait de l'argent pour aller à Turin et lui remit un billet de mille francs avec lequel le jeune homme se rendit en Piémont.

Un mois s'était écoulé depuis son arrivée à Turin, et M. Gallenga qui habitait la rue du Pô dans une maison au quatrième étage, n° 39, propriété de l'hôpital de la charité, n'était pas encore parvenu à découvrir le Palais royal. Quelque temps après pourtant il en vint à bout, ce qui était certes fort *difficile*, car ce palais forme tout un côté de la grande place au fond de laquelle il est situé. Il se posta alors tous les dimanches sur le chemin que parcourait le roi se rendant du château à la tribune qui lui était réservée dans la cathédrale de Saint-Jean. Gallenga prétendit pourtant n'avoir jamais réussi à apercevoir Charles-Albert..... Mazzini ne s'occupa nullement de ce conspirateur dont un simple billet de mille francs avait apaisé les étranges ardeurs. Peut-être le nom de Gallenga depuis longtemps oublié ne serait-il jamais tombé de sa plume, si ce même homme qui était devenu le correspondant italien du *Times* n'avait publié quelques années après une histoire d'Italie en anglais.

Dans cet ouvrage, Gallenga racontait toute l'histoire de l'assassin avec une précision de détails surprenante, n'omettant rien, ni le fait du billet de mille francs, ni ses hésitations au moment de l'exécution, tout enfin, si ce n'est de se nommer lui-même Gallenga. Dans son récit, il remplacait son nom par celui de Mariotti, personnage complétement inconnu. Il n'eut garde de conserver les rôles dans toute leur vérité; sous sa plume, Mariotti, d'un vulgaire assassin, devint une malheureuse victime de Mazzini qui avait usé de tout son ascendant pour le pousser à commettre un crime. Cette odieuse falsification de la vérité détermina Mazzini à rompre le silence et à rétablir dans une publication retentissante les faits tels que nous venons de les raconter (1).

---

(1) Voici cette lettre explicative de Mazzini, dirigée à Federico Cam-

Les détails sont si peu un mystère que Antoine Gallenga, député, fut contraint de donner sa démission et que dé-

---

panella et publiée par le journal *Italia e Popolo* de Gênes, le 23 et 24 octobre 1856, nos 294 et 295 :

Caro Federico,

Non molto prima della spedizione di Savoia, dopo le fucilazioni dei nostri in Genova, Alessandria, Chambéry, sul finire del 1833, mi si presentò all'albergo della Navigazione a Ginevra, una sera, un giovane ignoto. Era portatore di un biglietto di L. A. Melegari, oggi professore, deputato ministeriale in Torino, allora nostro, che mi raccomandava con parole più che calde l'amico suo, il quale era fermo di compiere un alto fatto e voleva intendersi meco. Il giovane era Antonio Gallenga. Veniva di Corsica. Era un affratellato della *Giovine Italia*.

Mi disse che, da quando erano cominciate le proscrizioni, egli aveva deciso di vendicare il sangue de'suoi fratelli, e, d'insegnare ai tiranni, una volta per sempre, che la colpa era seguita dall'espiazione; ch'ei si sentiva chiamato a spegnere in Carlo Alberto il traditore del 1821 e il carnefice de' suoi fratelli; che egli aveva nudrito l'idea nella solitudine della Corsica, finchè si era fatta gigante e più forte di lui. E più altro.

Obbiettai, come ho fatto sempre in simili casi; discussi, misi innanzi tutto ciò che poteva smoverlo. Dissi che io giudicava Carlo Alberto degno di morte, ma che la sua morte non salverebbe l'Italia; che, per assumersi un ministero d'espiazione, bisognava sentirsi puro d'ogni senso di povera vendetta e d'ogni altro che non fosse missione; che bisognava sentirsi capace di stringere lé mani al petto, compito il fatto, e darsi vittima; che in ogni modo ei morrebbe nel tentativo; che morrebbe infamato dagli uomini come assassino; e via così per un pezzo.

Rispose a tutto, e gli occhi gli scintillavano mentre ei parlava. Non importargli la vita; non si arretrerebbe di un passo; compito l'atto, griderebbe : Viva l'Italia! I tiranni osar troppo, perchè securi dalla altrui codardia; bisognava rompere quel fascino. Si sentiva destinato a quello. Si era tenuto in camera un ritratto di Carlo Alberto, e il contemplarlo gli aveva fatto più sempre dominante l'idea. Finì per convincermi che egli era uno di quegli esseri, le cui determinazioni stanno tra la propria coscienza e Dio, e che la Provvidenza caccia, da Armodio in poi, di tempo in tempo sulla terra per insegnare ai despoti che sta in mano di un uomo solo il termine della loro potenza. E gli chiesi che volesse da me.

— Un passaporto ed un po' di danaro.

Gli diedi mille franchi, e gli dissi che avrebbe un passaporto in Ticino.

Valicando il S. Gottardo, mi scrisse poche parole piene d'entu-

coré de la croix de Saint-Maurice et Lazare, il fut obligé de déposer les insignes de cet ordre entre les mains du fils de celui qui les lui avait donnés, de Victor-Emmanuel II. — Bien plus, ayant été réélu, malgré ces faits, une seconde fois, et rallié au parti ministériel, après avoir été repoussé avec ignominie par la gauche, il fut un jour interpellé en plein parlement italien par le doyen des patriotes, le général Joseph Avezzana. Celui-ci le désigna comme par mégarde du nom de Mariotti. — Je ne m'appelle pas Mariotti, s'écria le député historien correspondant. — C'est

---

siasmo; s'era prostrato dall' Alpe e aveva tornato a giurare all'Italia di compiere il fatto.

Ebbe in Ticino un passaporto col nome di Mariotti. Giunto in Torino, si abboccò con un membro del Comitato dell' Associazione, del quale avea avuto il nome da me. Fu accolta l'offerta. Furono presi concerti. Il fatto si compirebbe in un lungo andito in Corte, pel quale il Re passava ogni domenica per andare alla cappella regia. Si ammettevano taluni per vedere il Re con un biglietto privilegiato. Il Comitato potè provvedersi d'uno. Gallenga andò con quello, senz'armi, a studiare il luogo; vide il Re, e fu più fermo che mai, lo diceva almeno. Fu statuito che la domenica ventura si compirebbe.

Allora, impauriti dal procacciarsi, in quel momenti di terrore organizzato, un'arma in Torino, mandarono un membro del Comitato, Sciandra, commerciante, oggi morto, per la via di Ciamberi a Ginevra a chiedermi l'arme e avvertirmi del giorno; un pugnaletto con manico di lapislazzoli, che mi era dono carissimo, stava sul tavolo; accennai a quello. Sciandra lo prese e partì.

Ma intanto io, non considerando quel fatto come parte del lavoro insurrezionale che io dirigeva, e non facendone calcolo, mandava per cose nostre a Torino un Angelini nostro sotto altro nome. L'Angelini, ignaro del Gallenga e di ogni cosa, prese alloggio appunto nella via dove stava in una cameretta il Gallenga. Poi, commettendo imprudenze di condotta, fu preso a sospetto; tornando a casa, la vide invasa da carabinieri; tirò di lungo e si pose in salvo.

Ma il Comitato, inteso che a due porte da quella del regicida erano scesi i carabinieri, e non sapendo cosa alcuna dello Angelini, argomentò che il Governo avesse avuto avviso del progetto e fosse in cerca di Gallenga.

Perciò lo fece uscir di città, lo avviò a una casa di campagna fuori Torino, dicendogli che non si poteva tentare la domenica, ma che, se le cose si vedessero in quiete, lo richiamerebbero per un'altra delle successive. Una o due domeniche dopo mandarono per lui; non lo trovarono più, era partito. GIUSEPPE MAZZINI.

vrai, répondit le général... vous vous appelez Gallenga, mais vous devez néanmoins comprendre ce que rappelle ce nom de Mariotti que je vous ai appliqué... ?

Mazzini oublia encore une fois ce Gallenga.

Son projet d'une expédition en Savoie absorbait toute son attention : les rapports qu'il recevait de tous les côtés de l'Italie jetaient dans son esprit la conviction que tout était prêt pour un soulèvement général.

L'Italie ne pouvait rester plus longtemps sous cette lourde pression. — De Naples, de Sicile, des Romagnes, de la Toscane, de la Lombardie et du Piémont, on écrivait à Mazzini qu'il était temps d'agir.

Le faible Charles-Albert, dominé par les Jésuites qui l'avaient rallié à l'Autriche avait semé la haine parmi les populations de ses États. — L'Autriche avait fatigué de ses bourreaux la Lombardie et la Vénétie. — Grégoire XVI croyait se voir abandonné par les puissances dont il avait foulé aux pieds le trop fameux *memorandum*. — La Toscane, en ouvrant ses portes hospitalières aux émigrés, avait facilité l'entente des patriotes. — Quant aux Napolitains, ils n'attendaient qu'un signal pour secouer le joug des Bourbons. — Mais pour que l'incendie éclatât simultanément dans toute la Péninsule, il fallait que ce signal fût donné.

C'est en suite de ces rapports identiques arrivés de toutes les provinces de l'Italie, que Mazzini organisa la malheureuse expédition de Savoie.

Les comités de la Suisse et de la France avaient tout organisé ; de leur côté les comités du Piémont avaient travaillé avec tant de zèle et d'activité que, d'après leurs avis, la Savoie était prête à un soulèvement général. Une foule de Polonais et d'Allemands étaient venus de tous les côtés se joindre à Mazzini qui devait donner le signal de la grande insurrection européenne.

Il ne manquait qu'une seule chose à l'organisation de ces bandes révolutionnaires : un chef militaire. — C'est alors que Mazzini fit des ouvertures au général Jérôme Ramorino qui, en 1831, en Pologne, s'était couvert de

gloire et avait illustré le nom italien. — Jérôme Ramorino était né à Gênes en 1792. Son père Jean subit un désastre qui lui enleva d'un seul coup toute sa fortune évaluée à plus d'un million de francs. — Propriétaire d'un navire marchand génois, le *Rinomato*, il eut le malheur de le voir capturer par la marine française, ce qui le ruina de fond en comble.

L'empereur Napoléon ayant appris le désastre qui venait de frapper le capitaine Ramorino dont le fils Jérôme avait déjà commencé ses études à Paris dans le pensionnat de M. Hix, signa de Varsovie un décret d'admission de cet enfant au lycée de Versailles.

Il passa de là à l'école de St-Cyr, d'où il sortit à dix-sept ans sous-lieutenant dans l'infanterie. C'est avec ce grade qu'il fit la campagne de 1809. En 1812 la valeur qu'il déploya en Russie dans le corps d'artillerie lui mérita la croix de la légion d'honneur. — Fait capitaine en 1813, à l'âge de vingt et un ans, nous le retrouvons aide de camp du général de division Vial qui tomba à Leipzig. L'année suivante (1814), le jeune Ramorino fait partie de l'état-major du comte de Milhaud commandant en chef la cavalerie et en 1815, à l'âge de vingt-trois ans, l'empereur le nomma chef d'escadron de son état-major.

A la chute de l'empire, après Waterloo, Ramorino ne voulant plus prêter son bras à la Restauration, se retira chez son frère en Savoie afin d'y goûter la douceur de la vie paisible. — En 1821, Charles-Albert proclama la Constitution espagnole : Ramorino court à Turin offrir ses services au gouvernement constitutionnel qui n'avait organisé aucune résistance et n'avait pris aucune mesure pour tenir tête aux Autrichiens et aux armées royales.

Le triomphe des armées de Charles-Félix dû à la trahison de Charles-Albert, alors prince de Carignan, forcèrent Ramorino à quitter l'Italie; pour la première fois la voie de l'exil s'ouvrait devant lui. — La France l'accueillit.

Au premier bruit de la révolution de Pologne, qui éclata le 29 novembre 1830, Ramorino comprit qu'il y avait là

à défendre la cause sacrée de la liberté ; il quitte la France et arrive à Varsovie le 28 mars 1831.

Le commandant en chef de l'armée polonaise le nomme colonel de brigade, lui confie le commandement du 1er et du 2e régiment de la 1re division d'infanterie avec les pouvoirs de général.

La bataille d'Iganie (10 avril 1831), les brillants faits d'armes de Firley (9 mai), les opérations de Zamosc, de Bowronicki (16 mai), celles de Terespol, de Brzece, enfin sa marche sur Varsovie, sont des pages dans la vie de Ramorino qui, à juste titre, illustrèrent son nom.

« A l'attaque de Varsovie, les Moscovites eurent près de « trente mille hommes mis hors du combat ; on voit donc « que cette capitale aurait pu se défendre, si le généralis- « sime polonais n'avait pas commandé la retraite pour « *faire régner l'ordre à Varsovie*. C'est ainsi que la trahi- « son fut consommée (1) !

Malgré cette odieuse trahison, quoique Varsovie fût tombée entre les mains des Russes, Ramorino ne se laissa pas abattre : il commença sa retraite, tout en combattant vigoureusement. Il espérait encore enlever Varsovie à la trahison et aux Russes. Certes, si Ramorino avait été secondé dans ses plans à Kazimir, Varsovie ne serait pas restée longtemps entre les mains de ces derniers.

Voulant s'assurer une retraite certaine, Ramorino refuse de déposer les armes, et continue sa lutte héroïque. Son ordre du jour daté du bivouac d'Opole près de Siedlce 8 septembre 1831 (2) et les journées d'Opole, de Lukrow et de Josephow ont rendu célèbre la glorieuse retraite du héros italien.

Arrivé à Zawichost, le vaillant capitaine, longeant à droite la frontière de Galicie, tenta de se rendre maître de Zamosc ; mais, poursuivi par des forces supérieures comman-

(1) Léonard-Chodzko, *Histoire populaire de la Pologne.—La Pologne renaissante*, chap. IV.

(2) Voir *Biografia del generale Ramorino. Parigi dai torchi di Selligue. Via Montmartre* 131, pp. 28 et 29.

dées par le général Rosen, il se voit contraint d'accepter le combat. Il se déploie en bataille sur le plateau de Borow, soutient le feu des Russes pendant une journée entière, et parvient à opérer sa retraite sur le sol neutre de la Galicie. Là était le terme de ses rudes travaux; c'est là qu'il adressa ses adieux à ses braves compagnons d'armes. « Camarades, « leur dit-il, l'hospitalité que nous accorde ce généreux « pays nous impose le devoir de dissoudre nos rangs; mais « nos cœurs, nos âmes, nos pensées, resteront à jamais « inséparables. Ils nous réuniront en tout temps, par- « tout où l'intérêt de notre chère Pologne pourra nous ap- « peler. — Soldats, au revoir ».

Le *Courrier polonais*, la *Pologne nouvelle*, le *National* ont rendu un juste hommage à la bravoure du général Ramorino.

A son entrée en France il fut salué comme le héros de la Pologne.

Le *Courrier du Bas-Rhin* du 5 décembre 1831, nous a transmis la relation de l'accueil qui fut fait à Ramorino à son arrivée à Strasbourg accompagné des deux généraux Langermann et Schneider. La population de Strasbourg est affolée sur le pont du Rhin; les musique de l'artillerie et du deuxième bataillon de la garde nationale y jouent la *Varsovienne* interrompue par les cris de *vivent les Polonais, vivent les défenseurs de la Pologne* mille fois répétés; les élèves de Strasbourg, portent en tête un drapeau avec l'aigle polonais, voilé de noir.

A leur entrée en ville, on dételle les quatre chevaux de leur voiture, qui est traînée par plus de cinq cents personnes jusqu'à l'*Hôtel de l'Esprit*.

C'est sur ce héros déjà couvert de gloire à l'âge de quarante ans, que Mazzini jeta les yeux. C'est à Ramorino que la *Jeune Italie* voulut confier la direction militaire de l'expédition de Savoie en 1834. Depuis longtemps ce général était affilié à la *Jeune Italie*; il avait adopté ses principes, mais aux premières ouvertures qu'on lui fit lors de son retour de Pologne en vue d'une insurrection et d'une invasion en Savoie, il ne voulut en aucune façon engager sa parole; ce projet lui paraissait n'avoir nulle chance de succès, partant,

ne lui inspirait aucune confiance. On lui représentait, que son nom seul servirait de point de ralliement aux nombreux émigrés polonais dont il avait soutenu la cause avec tant de bravoure, que sa haute réputation militaire serait un gage de succès etc. etc.; à toutes ces observations si flatteuses pour lui, Ramorino ne répondait que par le silence; il ne discutait pas, les plans qu'on lui soumettait lui paraissant irréalisables.—Le comité directeur de la *Jeune Italie* continuant à recevoir des rapports qui, tous affirmaient que chaque province italienne était prête pour une levée de boucliers, on fit de nouvelles démarches plus pressantes encore, auprès de Ramorino pour le décider à prendre le commandement militaire de l'expédition de Savoie. — Il céda enfin, malgré ses profondes répugnances, entraîné par les vives sollicitations d'hommes qui lui inspiraient toute confiance par leur caractère, leurs précédents politiques et leur honorabilité.

Ramorino demanda alors un état de situation des hommes et des forces disponibles. — Déjà il se mettait en route pour Genève afin de prendre le commandement de l'expédition, lorsqu'en arrivant à Rolle, il reçut les communications suivantes :

« 30 janvier 1834.

« Général,

« La mobilisation est non-seulement commencée, mais presque achevée. Maintenant on ne peut, on ne doit plus reculer. Le gouvernement est dans des dispositions hostiles; nos dépôts d'armes sont menacés, et là est toute notre entreprise. On arrête les Polonais, on veut faire marcher nos Italiens dans l'intérieur; on menace de mettre un cordon de troupes sur les bords du lac; la gendarmerie est sur pied; nous recevons des avis qui nous invitent à agir sous deux jours au plus tard. Nous ne voulons pas que cette affaire soit perdue.

« Nous sommes donc décidés à agir dans la nuit du samedi au dimanche.

« Nous avons 300 hommes de Carrouge et des environs de la frontière savoyarde.

« Nous avons 60 Polonais à Genève, 140 à peu près dans les cantons de Vaud et de Genève.

« Nous avons une centaine d'Italiens ici ou à Nyon.

« Nous avons, tant Allemands que Suisses, 150 à 200 hommes. Calculez si vous voulez sur 150.

« Tous ces calculs sont faits au *minimum*, je ne veux pas vous exagé-
« rer, je diminue plutôt.

« Nous avons chaque jour dix à douze soldats qui nous offrent de déserter
« et de marcher avec nous; c'est à peu près de même partout dans les
« garnisons.

« Général, j'engage, nous engageons tous notre honneur sur la vérité
« des faits exposés; je vous adjure de partir de suite.

« Je m'en réfère, pour le reste, à la dépêche des généraux Soltyk
« et Vigo.

« MAZZINI. »

A cette lettre le général Bianco avait ajouté les lignes suivantes :

« Général,

« Votre arrivée calme l'anxiété qui nous tourmentait, et qui nous
« obligeait à rester dans un état d'incertitude sur le choix des comman-
« dants, sur les colonnes, états-majors, etc. Les circonstances nous ont
« tellement poussés, que nous avons été astreints à former un centre
« militaire pour régler, autant que possible, la mobilisation, duquel on
« m'a nommé président momentané. Je me joins à Mazzini pour vous
« affirmer la réalité des éléments désignés dans sa lettre, et vous solli-
« citer de vous rapprocher de nous pour mettre la dernière main à
« l'œuvre, et marcher au plus tôt à la victoire, ce à quoi vous êtes habi-
« tué depuis longtemps.

« BIANCO. »

En même temps il recevait la communication suivante:

« Les généraux Soltyk et Vigo sont à Genève depuis le 24; ils ont
« pris une parfaite connaissance des affaires. Les forces piémontaises en
« Savoie sont dans le même état qu'elles l'étaient, et dans la même
« position. Nous pouvons compter, pour entrer en Savoie, sur 800 hom-
« mes armés. Sur l'invitation du comité, nous nous sommes réunis, en
« ne vous voyant pas arriver, sous la présidence du général Bianco, que
« le comité a nommé commandant en second, et votre remplaçant au
« besoin. On a décidé à ce conseil que, tout le monde étant en mouve-
« ment et les choses favorables à l'intérieur de la Savoie, il faut agir
« sans délai. Le 2 février, avant le jour, la colonne de Guise entrera
« sur le territoire de la Savoie; le 2 au soir les colonnes de..... et
» de..... prendront l'offensive. Les ordres sont donnés et partis; et
« comme le général Soltyk a été nommé chef d'état-major, il a rédigé les
« ordres, nous vous attendons impatiemment. En attendant, tout est au
« moment d'être découvert si l'on tarde encore. En n'arrivant pas à
« Genève, vous nous priveriez de la moitié de nos forces morales. Ce
« serait un véritable malheur que nous ne pouvons craindre.

« Le 30 janvier 1834.

« Signé : Les généraux Soltyk et Vigo.... »

Ces indications précises inspirèrent une grande sécurité à Ramorino qui n'hésita pas à se rendre à ces pressantes invitations. Le lendemain 31 janvier il arriva à Genève. Aussitôt son arrivée on se réunit en conseil, Mazzini, le général Bianco, M. R..., deux officiers polonais et deux italiens; le neveu et le frère de Ramorino se joignent à eux.

Ce dernier, malgré une douloureuse maladie, qui le retenait au lit depuis deux mois, abandonnant sa famille, ses affaires, son commerce, s'était fait transporter à Genève pour voir son frère et partager son sort quel qu'il fût.

Ramorino n'ayant absolument que la direction militaire de l'expédition, ne s'occupa en aucune façon des actes insurrectionnels; il ne s'informa pas même du nom des individus qui composaient le gouvernement provisoire et se contenta de demander simplement l'état numérique des forces disponibles et le livre d'ordres où devaient se trouver consignées les diverses mobilisations opérées avant son arrivée. — Voici l'état exact de ces forces disponibles :

PRÉSENTS.

| | |
|---|---|
| Polonais | 160 |
| Italiens | 70 |
| Savoyards | 200 |
| Allemands | 35 |
| Suisse | 58 |
| Français | 50 |
| | 573 |

ARRIVÉS LE SOIR.

| | |
|---|---|
| De Genève | 20 |
| De la frontière | 100 |
| De Berne | 40 |
| De Fribourg | 50 |
| | 210 |

Total. . . . . 783 hommes.

Ramorino s'aperçut de suite que l'organisation manquait d'ensemble et qu'il existait une certaine confusion dans les

ordres donnés jusqu'à ce jour; il en fit l'observation au conseil, en ajoutant que l'action commandée pour le lendemain lui paraissait entachée de trop de précipitation. — On lui objecta qu'il n'y avait pas moyen de l'ajourner, que des ordres avaient déjà été lancés sur plusieurs points afin que l'action se produisît simultanément et partout à la fois.

Jamais le fameux *alea jacta est* n'eut une application plus rigoureuse que dans le cas présent. — Ramorino, pressé par les événements qui ne lui laissaient pas même le temps de prendre les dispositions les plus urgentes, se vit contraint d'ordonner le mouvement pour le lendemain 1er février.

Le rendez-vous général avait déjà été fixé au Plant-des-Ouates, village situé sur le territoire génevois entre Carrouge et Saint-Julien.

Le général en chef approuva ces dispositions, fixa l'heure de la réunion entre dix et onze heures; en même temps il changea l'ordre et l'itinéraire inscrits dans le livre du mouvement, relativement à la colonne en position à Nyon. — Cette colonne forte d'environ 250 hommes était composée d'Allemands et de Polonais; ils avaient reçu l'ordre de partir de Nyon le 1er dans la matinée, afin de se trouver le soir même au rendez-vous général.

Ramorino lui enjoignit de ne pas suivre le chemin direct sur Genève, de se porter sur la droite du Rhône à Arvilly et à Chancy pour traverser le fleuve sur des bacs disposés à ces fins, et là d'attendre de nouveaux ordres.

Le général voulait employer cette force à prendre Saint-Julien à revers.

Après avoir pris toutes ces dispositions, le conseil se retira, et Ramorino enjoignit à Bianco et aux deux autres généraux de se trouver le lendemain à huit heures à son quartier général.

Le 1er février, à huit heures précises tous les chefs militaires étaient réunis autour de Ramorino qui, sur un mot de Mazzini, lance une proclamation. Le mouvement était déjà commencé, lorsqu'à neuf heures le général Bianco

vint annoncer que la colonne de Nyon n'avait pu exécuter l'ordre de se rendre sur le Rhône, qu'elle avait été dans la nécessité de s'embarquer avec armes et bagages pour éviter d'être faite prisonnière par les troupes du canton de Vaud. — Avant que Ramorino eût eu le temps de donner l'ordre au chef de ce convoi de louvoyer jusqu'à la nuit avec ses embarcations, pour ne pas donner l'éveil aux troupes génevoises; le général Bianco vint annoncer (il était dix heures), que la colonne de Nyon s'était hâtée de débarquer à la Belotte, qu'elle avait été aussitôt cernée par le contingent génevois qui s'était emparé de leurs armes, munitions et effets d'équipement.

Il n'y avait plus une minute à perdre, la police suisse, les autorités piémontaises étaient sur le qui vive, il fallait se hâter d'exécuter le premier mouvement.

Le général Bianco se rend à Carrouge où d'après les états de situation devait se trouver un détachement de 500 à 600 hommes.

Ramorino prévient qu'il porte son quartier général au Plant-des-Ouates où, en effet, il arrive vers deux heures de l'après-midi.

Sur ces entrefaites, justement au moment où les soldats du contingent génevois s'exerçaient dans les plaines du Plant-des-Ouates, arrivaient plusieurs voitures chargées de fusils et autres armes. — Les voituriers, étrangers à la localité, ne savaient à qui remettre leurs chargements. Ramorino qui veillait à tout, se hâte de faire cacher les chariots dans les granges, les fait recouvrir de paille afin qu'ils ne tombent pas entre les mains du contingent génevois.

Dès qu'on s'aperçut que ce contingent était hostile et qu'il se disposait à débusquer du Plant-des-Ouates les forces insurrectionnelles à l'heure du rendez-vous général, on poussa une reconnaissance dans les localités avoisinantes, et on choisit un autre terrain situé à droite de la route de Genève à Saint-Julien, où les troupes n'étaient plus en vue.

Pendant que Ramorino prenait ces nouvelles dispositions, il apprend qu'une partie du contingent génevois venait de

forcer la colonne de Nyon à se réembarquer et que l'autre avait pris position sur la route de Genève à Saint-Julien. Aussitôt le général réunit en conseil les chefs qui venaient de distribuer des armes et des munitions aux nouveaux arrivés. Il demande quelle est la force numérique des patriotes présents qui, selon les promesses de la veille, devait être d'environ 800 hommes. On lui assure qu'il n'y a que 160 *hommes* dont 50 Italiens, 60 Polonais et 50 Savoisiens. Quel désappointement pour un général qui avait fait tous ses calculs sur 800 hommes au moins, qui n'existaient que sur le papier ! On parvint encore à le rassurer, en lui démontrant que le nombre annoncé allait recevoir son complément et par la colonne de Nyon forte de 250 hommes, et par des détachements partis le soir même de Bonneville de la Roche et de Chêne, formant un effectif d'au moins 300 hommes, ayant tous le village d'Annemasse pour point de ralliement.

En cet état de choses, il ne fallait pas songer à une attaque sur Saint-Julien, d'autant moins que dans la matinée même plusieurs carabiniers s'étaient rendus de cette localité au quartier général, manifestant l'intention de déserter ; les membres du gouvernement provisoire avaient commis l'imprudence de leur parler de l'attaque du soir, mais ces carabiniers qui n'étaient en réalité que des espions, aussitôt leur mission remplie, s'étaient empressés de retourner à Saint-Julien pour faire connaître aux autorités piémontaises tous les projets des insurgés.

Ramorino se vit donc forcé de changer encore une fois ses plans : il dirigea son faible noyau de troupes sur Bossey, premier village de Savoie, placé à une lieue à gauche de la route de Carrouge au Plant-des-Ouates, où on bivouaqua jusqu'à trois heures, de là on se porta sur Annemasse pour y attendre les hommes qui devaient former les détachements de Bonneville, de la Roche et de Chêne. On avança lentement à travers les Tremblières ; les voitures chargées de fusils et de munitions qu'on était obligé de pousser à bras, ralentissaient la marche.

Arrivés aux Tremblières, on est obligé de déloger le poste

des douaniers qui, par la résistance qu'ils opposent à cette attaque, prouvent jusqu'à l'évidence qu'ils n'avaient pas été préparés par les patriotes savoisiens.

La troupe poursuit sa marche jusqu'à Annemasse, force un poste de douaniers composé de 15 hommes, dont pas un seul ne consent à passer dans les rangs des insurgés.

Trois heures sonnent, les colonnes promises de Bonneville, de la Roche et de Chêne, ne paraissent pas, on est sans nouvelles de la colonne de Nyon.

En attendant le gouvernement provisoire placé au milieu d'une population indifférente, lance la proclamation suivante (1):

« Considérant que lorsque le moment de combattre pour la liberté « est venu, c'est un crime de ne pas se grouper autour du drapeau de « l'insurrection :

« Que toute insurrection conçue dans un but populaire doit être faite « par le peuple.

« Qu'une manifestation spontanée, générale, éclatante, est le seul « moyen qui puisse abréger l'état de crise qu'amène l'insurrrection.

« Décrétons :

« 1° L'insurrection est proclamée;

« 2° Les citoyens sont appelés à s'armer comme ils pourront;

« 3° Dans toutes les villes, bourgs et villages, on sonnera le tocsin. . .

. . . . . .

« 8° On évitera autant que possible toute collision avec la troupe; on « essayera tous les moyens de fraternisation avant d'avoir recours à la « force. . . . . .

« 14° Le cri de l'insurrection sera celui de : *Vive la République!*

« 15° Les femmes, les enfants, les vieillards sont confiés à la sauve- « garde du peuple.

. . . . . .

. . . . . .

« Saint-Julien, 1er février 1834.

« Joseph Mazzini, Amédée Melegari,

« Jean Ruffini. »

Ramorino ne pouvant plus compter sur les secours qui lui avaient été promis, se vit obligé de prendre une nouvelle position à Cara, d'où il partit le lendemain matin pour Villa-Grand.

---

(1) Joseph Mazzini, *Œuvres*, vol. III.

Là on apprend que le village de Verrier, attenant au pont des Tremblières, est occupé par deux cents Piémontais détachés de Saint-Julien et que cent à cent-cinquante autres Piémontais passant la nuit même par Bon et Machilly étaient venus renforcer la garnison de Thonon.

On se vit donc obligé de prendre position sur la route, l'avant-garde et l'arrière-garde disposées de telle sorte qu'elles pouvaient surveiller les chemins par lesquels eût pu déboucher l'ennemi, en même temps qu'elles protégeaient le gros de la troupe flanqué d'un côté par des terrains neutres, de l'autre par des vignes. — Ramorino ordonne d'allumer beaucoup de feux et sur plusieurs lignes, pour faire croire à l'ennemi qu'il disposait de forces beaucoup plus considérables; mais ses ordres ne sont point exécutés. — Tous ces hommes dont la plupart bivouaquaient pour la première fois, ne songeaient qu'à se rapprocher des premiers feux allumés sans s'occuper de les multiplier et de donner ainsi le change à l'ennemi. — A minuit, quelques coups de fusil se font entendre; on n'a jamais su d'où ils étaient partis : on prend les armes, une quarantaine de fusils restent aux faisceaux. — Les insurgés commençaient déjà à déserter!... A deux heures, nouvelle fusillade : on croit à un engagement de tirailleurs; on prend les armes, la confusion devient générale. — Ramorino, pour donner le temps de se reconnaître en cas d'attaque sérieuse, fait mettre les soldats sur les rangs, ordonne de faire l'appel, le total des hommes présents, y compris ceux de service, ne dépasse pas le chiffre de cent cinquante !

A Villa-Grand eut lieu une scène vraiment bouffonne qui peut nous donner une idée exacte des hommes qui venaient de tromper Mazzini de la manière la plus odieuse.

Nous trouvons ce récit dans le journal l'*Unità italiana* de Milan de 1862, n° 165 :

« Amédée Melegari, raconte ce journal, était en 1833 à « Marseille. Mazzini et Ruffini qui déjà au mois de juillet « de la même année étaient partis pour Genève l'avaient « laissé *seul à la direction de la société secrète*. C'est lui qui

« recevait les correspondances par l'intermédiaire d'un né-
« gociant français qui demeurait *rue de l'Arbre sec*.....
« Après avoir envoyé des agents secrets en Italie, entre
« autres un nommé Pompée Clars, pour y organiser des
« sociétés et y préparer l'insurrection, il expédia dans une
« ville de Provence un autre agent pour s'entendre avec
« un chef du peuple français qui devait faciliter les moyens
« d'enrôler des volontaires pour l'expédition de Savoie. En
« même temps, il subventionnait aux frais de l'association
« plusieurs officiers piémontais, *dont un est aujourd'hui*
« *général en activité de service*, afin de les avoir tout prêts
« au moment de cette expédition.

« Après avoir mis en sûreté tout ce qui se rapportait à la
« société secrète, il partit à son tour pour Genève où il
« reprit ses fonctions de membre du comité central avec
« Mazzini, Ruffini et autres.

« Aussitôt que les insurgés eurent mis le pied sur le
« territoire de Savoie, le comité central se transforma en
« gouvernement provisoire.

« Amédée Melegari prépara les éléments, organisa,
« signa des proclamations, excita ses compagnons à mar-
« cher, mais... *au moment du départ, il déclara qu'il était*
« *affligé d'une quantité de furoncles qui ne lui permettaient*
« *pas de marcher*.

« Le lendemain matin, après avoir copieusement dé-
« jeuné, il monta dans une bonne voiture et alla rejoindre
« ses compagnons à Villa-Grand. Là il les trouva transis de
« froid et exténués de faim et de fatigue. Ces malheureux
« venaient d'accomplir un voyage long et pénible; ils
« avaient marché toute la nuit et n'avaient trouvé en arri-
« vant aucune provision; pas même de la paille pour se
« coucher, car personne n'avait été prévenu de leur arrivée.
« Melegari se débarrassa de ses manteaux, des fourrures
« dans lesquels il était enfoui et passa la revue de ses com-
« pagnons d'armes, louant leur abnégation et leur courage
« et les exhortant à persévérer dans l'entreprise. Puis après
« avoir fumé avec eux un excellent cigare, il s'emmitou-
« fla de nouveau dans ses vêtements et ses fourrures,

« remonta dans sa voiture qui reprit la route de Genève « d'un pas doux et lent pour ne pas irriter les furoncles « dont il était orné. A Genève l'attendaient les graves oc- « cupations de la table d'hôte de l'hôtel de la Navigation ! »

Ramorino, profondément froissé de la position critique où l'avait mis une organisation détestable et à laquelle il n'avait pris aucune part, convoqua un conseil dans la matinée du 3 février. Mazzini, très-gravement malade depuis plusieurs jours à Genève, ne put y assister; il n'y avait de présents que le général Bianco, le général Soltyk, chef d'état-major, le général G***, le colonel Antonini et trois autres personnages. Ramorino exposa au conseil l'état des insurgés, l'insuffisance de leur nombre, les désertions qui avaient déjà commencé et l'impossibilité de rejoindre la colonne polonaise; il leur demanda leur avis. Le général Soltyk, chef d'état-major, prenant la parole, dit : qu'en présence de l'impossibilité matérielle où on se trouvait de rejoindre la colonne de Nyon, ce qui était leur unique ressource, avec une poignée d'hommes démoralisés qui d'heure en heure diminuait par la désertion, il reconnaissait la complète impossibilité d'une tentative militaire impraticable avec de si faibles moyens.

Il ajouta qu'il était d'avis de licencier les troupes le soir même et dans le plus grand secret avant de se voir contraint de mettre bas les armes par les troupes sardes et génevoises; de réunir les armes et de les placer en dépôt chez les patriotes habitant le territoire génevois.

Cet avis plein de bon sens réunit l'assentiment des généraux E..., Bianco, du colonel Antonini et de tous les membres présents.

Mazzini avait été trompé de la manière la plus misérable, et Ramorino par suite était tombé dans un véritable guet-à-pens.

C'est ainsi qu'avorta la première manifestation de la *Jeune Italie.*

Les ennemis de Ramorino, ceux mêmes qui avaient trompé Mazzini s'unirent pour faire croire à la trahison du général; Mazzini lui-même eut la faiblesse de leur prêter

encore l'oreille. . Ramorino, le héros de la Pologne, odieusement calomnié, se vit forcé pour sauvegarder son honneur et rétablir la vérité, de publier une brochure (1) dans laquelle il exposa simplement les faits tels qu'ils s'étaient passés et au fur et à mesure qu'ils s'étaient accomplis. C'est à cette brochure que nous avons emprunté une partie des détails contenus dans ces dernières pages; il en ressort pour nous et pour tous ceux qui jugent sans passions et sans parti pris que l'illustre général fut la victime expiatoire des légèretés et des fautes, pour ne pas dire plus, de ceux qui l'avaient attiré dans cette malheureuse aventure. Quant à Mazzini, trompé par ceux qu'il avait chargés de l'expédition de Savoie, il ne parle aujourd'hui qu'avec une profonde émotion de cette noble victime, de ce martyr de l'indépendance italienne fusillé depuis en 1849, par ordre du gouvernement de Victor-Emmanuel.

---

(1) *Précis des derniers événements de Savoie*, par le général Ramorino; Paris, Ambroise-Dupont, libraire-éditeur, 7, rue Vivienne; 1834. Paris, imprimerie de Félix Locquin, 16, rue Notre-Dame-des-Victoires.

## CHAPITRE III.

**Les idées politiques, sociales et religieuses de Mazzini.**

La malheureuse issue de l'expédition de Savoie n'abattit pas le courage de Mazzini; il redoubla au contraire d'activité et de zèle dans son apostolat patriotique. — La *Jeune Italie* continuait ses publications en Suisse où elle avait été transportée. — Charles-Albert qui redoutait Mazzini prit des mesures de jour en jour plus sévères contre ses amis : il suffisait d'être trouvé détenteur d'un seul numéro de son journal, pour être condamné à mort...

Mais en même temps que les persécutions des rois d'Italie multipliaient les martyrs, le nom de Mazzini devenait de jour en jour plus grand, plus populaire. — Les libéraux de tous les pays invoquent ses conseils afin de mieux s'organiser. L'Allemagne, la Pologne, la France, la Suisse s'adressent à lui. C'est Mazzini, qui est à la tête de la *Jeune Allemagne,* de la *Jeune Pologne*, de la *Jeune France,* de la *Jeune Suisse*. — C'est lui qui organise dans toute l'Europe, ces nombreuses sociétés qui doivent faire trembler les tyrans sur leurs trônes. — Les articles littéraires et politiques de la *Jeune Italie* impriment le plus vif élan à la jeunesse des universités qui ne tarde pas à se transformer en sections de la *Jeune Italie.* — Les écrits de Mazzini pénètrent jusque parmi les officiers de la flotte autrichienne qui tous aspirent à secouer le joug que l'Autriche fait peser sur l'Italie.

A cette époque, Mazzini eut la satisfaction de voir se former et prospérer dans le royaume de Naples et surtout dans les Calabres, une nouvelle branche de la *Jeune Italie.* — Ce fut le patriote Benoit Musolino qui en eut l'initiative. — Après avoir reçu en Suisse les instructions de celui

qui était l'âme de toutes les conspirations en Italie, il se mit hardiment à la tête de la *Jeune Italie* dans les Calabres, sans jamais dévoiler le nom du chef suprême. — Musolino sut inspirer à ses affiliés, par le mystère dont il entourait ses puissantes relations, une confiance tellement absolue, confiance dont il était du reste très-digne, qu'il put renouveler les bases des anciens Carbonari et jeter hardiment la nouvelle société dans les voies de l'indépendance nationale. En quelques mois, les affilies devinrent très-nombreux et le royaume de Naples en compta des milliers.

Benoit Musolino eut ainsi la gloire d'accomplir dans le midi de l'Italie, par son habileté et sa prodigieuse activité une partie de la grande œuvre qu'avait entreprise Joseph Mazzini (1). Ce formidable mouvement de la *Jeune Italie* fit trembler les tyrans de la Péninsule dans leurs palais.

Les libéraux du Piémont quoique affiliés à la *Jeune Italie* ne voulaient pas la destruction de la maison de Savoie ; ils voulaient seulement que Charles-Albert réalisât leurs vœux en proclamant une charte constitutionnelle.

Dans les Romagnes on ne demandait que la division des deux pouvoirs dans la personne même du pape. — A Naples, on voulait à tout prix le renversement de la dynastie bourbonnienne. — Tous les anciens partisans de Murat s'étaient fait inscrire dans la *Jeune Italie* qui, comme on le voit, n'avait pas le même programme dans toutes les provinces. Cependant Mazzini était reconnu partout comme

(1) Joseph Montanelli dans le chapitre XVI de ses *Mémoires sur l'Italie et spécialement sur la Toscane depuis* 1814 *à* 1850 (Turin, Société éditrice italienne, 1853) s'exprime ainsi :

« La Giovane Italia napoletana nacque e visse indipendente dal centro « d'associazione di questo nome, che dicemmo altrove risiedere a Mar- « siglia. La fondò Benedetto Musolino calabrese, anima di tempra an- « tica, che messosi all' opra in età giovanissima per fortificarsi di auto- « rità di cui in sua modestia credevasi privo, diceva il capo stare a « Roma, ed egli essere un semplice messo; s'inizarono in questa alla « idea nazionale alcuni degli uomini che più figurarono nella rivoluzione « del 48, fra gli altri Giuseppe Massari, fatto da Musolino nel 1838 cor- « riere della setta. »

le chef du mouvement, et l'indépendance de l'Italie était le point de ralliement général. Peu habitués à la vie politique, les Italiens n'avaient pu comprendre encore la grande idée de *l'Unité italienne* poursuivie avec tant d'ardeur et de persévérance par Joseph Mazzini; l'indépendance était encore le seul but de leurs aspirations : mais pour ce dernier ce n'était qu'un moyen d'arriver à l'unité.

Pendant que l'apôtre de la nouvelle idée, la propageait par ses écrits littéraires et politiques et par ses publications tantôt dans les journaux anglais, tantôt dans les journaux français, et alors qu'il expédiait ses amis soit dans les ventes de carbonari, soit dans les loges maçonniques des différentes villes de l'Italie, les partisans de l'Autriche et des tyrans italiens, publiaient partout que les hommes qui avaient adopté les doctrines nouvelles, étaient les ennemis du trône et de l'autel, et que le renversement de tout ordre social était leur unique but. — Ces accusations absurdes sont encore aujourd'hui le thème de tous les ennemis de Mazzini. — Qu'ils connaissaient peu le véritable état de l'Italie ces détracteurs des doctrines de la *Jeune Italie* ! Ils ignoraient qu'elles n'étaient qu'une nécessité, une conséquence de la situation de la Péninsule.

Nous pourrions ici démontrer, pièces officielles en mains, que Mazzini a été uniquement l'homme qui s'est mis à la tête de la classe éclairée de l'Italie, laquelle réclamait un terme à un état de choses devenu impossible : nous pourrions encore établir qu'à l'époque où tous les libéraux en Italie se consumaient en vaines conspirations n'aboutissant qu'à des désastres, Mazzini seul est venu donner une tête, une direction à tous ces efforts impuissants, leur tracer une ligne de conduite logique, leur enseigner un programme réalisable et leur fixer un but commun.

Il suffit pour s'en convaincre de relire les phrases prophétiques contenues dans une dépêche de M. de Chateaubriand du 16 avril 1829, où il peint à grands traits la situation de l'Italie à la veille de la fameuse révolution de Juillet, à Paris, révolution escamotée par un duc d'Or-

léans, qui trompa les libéraux du monde entier qui comptaient sur le réveil de la France, pour secouer le joug de leurs oppresseurs !...

« On prend pour des conspirations, écrivait M. de Chateaubriand, ce qui n'est que le malaise de tous, le produit « du siècle, la lutte de l'ancienne société avec la nouvelle, « le combat de la décrépitude des vieilles institutions contre « l'énergie des jeunes générations, enfin la comparaison « que chacun fait de ce qui est à ce qui pouvait être. Ne le « dissimulons pas, le grand spectacle de la France puissante, libre et heureuse, ce grand spectacle qui frappe « les yeux des nations restées ou retombées sous le joug, « excite des regrets et nourrit des espérances. Ce ne sont « pas quelques pauvres diables de Carbonari, excités par « des manœuvres de police et pendus sans miséricorde, qui « soulèvent le pays. On donne aux gouvernements les idées « les plus fausses du véritable état des choses; on les empêche de faire ce qu'ils devraient faire pour leur sûreté, « en leur montrant toujours comme conspirations particulières d'une poignée de jacobins, ce qui est l'effet d'une « cause permanente et générale. Telle est la position réelle « de l'Italie ; chacun de ses États, outre ce travail commun « des esprits, est tourmenté de quelques maladies morales. « Le Piémont est livré à une faction fanatique (les jésuites); « le Milanais est dévoré par les Autrichiens, les domaines du « Saint-Père sont ruinés par la mauvaise administration « des finances. A Naples, la faiblesse du gouvernement « n'est sauvée que par la lâcheté des populations. Les « antipathies, les divisions territoriales ajoutent encore aux « difficultés d'un mouvement intérieur; mais si quelque « impulsion venait du dehors, ou si quelque prince en deçà « des Alpes, octroyait une charte à ses sujets, une révolution aurait lieu, parce que tout est mûr pour cette révolution. Plus heureux que nous, et instruits par notre expérience, les peuples économiseraient les crimes et les « malheurs dont nous avons été si prodigues... »

Un autre document peu connu ou qui l'est d'une manière imparfaite, prouve de la manière la plus éloquente que Maz-

zini et ceux qui partageaient ses idées n'avaient nullement l'intention de renverser tout ordre social comme on le prétend encore aujourd'hui.

Au moment où la révolution française éclata, les Italiens qui croyaient pouvoir compter entièrement sur les libéraux français prirent toutes leurs mesures pour un soulèvement général. — En Piémont et à Naples les efforts des patriotes furent étouffés dans le sang. — Dans les États du Pape, les Romagnes, les Marches et l'Ombrie eurent seules le courage de se soulever ouvertement en faveur de la liberté. — Toute la jeunesse italienne voulut prendre part à ce mouvement patriotique. — Les deux fils du roi Louis, frère de l'empereur Napoléon I^er^, et de la reine Hortense, le prince Napoléon Louis Bonaparte qui paya de sa vie sa généreuse ardeur et son jeune frère le prince Louis Bonaparte, aujourd'hui l'empereur Napoléon III, s'unirent des premiers aux insurgés contre le pouvoir temporel du pape Grégoire XVI.

Le gouvernement français avait adopté et proclamé le principe de non-intervention, « mais seulement pour son propre compte » comme le déclara nettement à la tribune Casimir Périer qu'on avait interpellé sur le sens et l'application véritables de ce principe.

L'Autriche rassurée par cette déclaration, fait immédiatement passer le Pô à son armée qui vient occuper Bologne.

De son côté, la France sur laquelle les libéraux italiens avaient fondé tant d'espérances, pour contre-balancer l'occupation autrichienne, envoya ses troupes occuper Ancône dans la nuit du 22 au 23 février 1832.

Le prince Jérôme à cette époque habitait la ville de Rome; il conçut des craintes sérieuses pour ses neveux, parce qu'il vit le succès de l'insurrection fortement compromis par l'abandon de la France. En effet, ces appréhensions ne tardèrent pas à se justifier; le cardinal Albani fit appel aux forces autrichiennes et les insurgés réduits à leurs seules ressources eurent à soutenir une lutte complétement inégale. — C'est alors que Jérôme envoya aux deux jeunes princes son secrétaire M. le baron de Stoelting, auquel le prince Napoléon-Louis Bonaparte remit une missive pour son oncle et une

lettre pour le pape Grégoire XVI. Cette lettre atteste de la façon la plus évidente que les idées des libéraux n'avaient pas du tout le caractère subversif que leur prêtaient leurs adversaires !

Voici ces deux lettres :

« Terni, ce samedi (1831).

« Mon cher oncle,

« Je ne vous parlerai pas de notre position ici; elle est honorable. La personne que vous avez envoyée, M. Stoelting, vous dira plusieurs choses qui, sans doute, vous rassureront et vous feront voir les choses sous leur véritable point de vue.

« Il nous a tenté de toutes les manières pour nous faire retourner, mais nous ne pouvons le faire.

« Je vous conjure de rassurer mes parents.

« Croyez, mon cher oncle, à tout mon attachement.

« Signé : NAPOLÉON-LOUIS BONAPARTE.

« *P.-S.* J'ai conseillé à M. Stoelting de retourner à Rome; je lui donne une lettre pour le Saint-Père. La modération et le respect envers la religion animent tout le monde.

« J'ai tant de choses à faire, tant de choses en tête, que je vous prie de m'excuser si ma lettre est si courte. Je sens bien que votre attachement pour nous vous a décidé à nous envoyer M. Stoelting (à qui j'ai parlé bien franchement); et je vous en remercie bien, mon cher oncle.

« J'espère bien que M. Stoelting me rapportera une réponse. »

A cette lettre était jointe la copie de celle que M. de Stoelting était chargé de remettre à Grégoire XVI ; elle était ainsi conçue :

« Très-Saint-Père,

« M. le baron de Stoelting, qui m'a apporté ici à Terni une lettre de mon oncle, le prince Jérôme de Montfort, dira à V. S. la vérité sur la situation des choses ici. Il m'a dit que V. S. avait éprouvé de la douleur d'apprendre que nous sommes au milieu de ceux qui se sont révoltés contre le pouvoir temporel de la cour de Rome. Je prends la liberté d'écrire un mot à V. S. pour lui ouvrir mon cœur et lui faire enfin entendre un langage auquel elle ne doit pas être habituée, car on lui cache, j'en suis sûr, le véritable état des choses. Depuis que je me trouve au milieu des États révoltés, j'ai pu m'assurer de l'esprit qui anime tous les cœurs. On veut des lois et une représentation nationale, on veut être au niveau des autres nations de l'Europe, à la hauteur de l'époque.

« On craint l'anarchie et elle ne paraîtra pas, parce que tout le

monde, jusqu'au dernier ouvrier, est bien persuadé qu'il n'y a pas plus de bonheur pour les hommes sous le règne de l'anarchie que sous celui du despotisme et de l'oppression.

« Si tous les Souverains-Pontifes avaient été animés de l'esprit évangélique qui, m'assure-t-on, aurait guidé Votre Sainteté si Elle avait été élue dans une époque tranquille, le peuple, moins opprimé, moins souffrant, ne se serait peut-être pas uni aux gens éclairés qui, déjà depuis longtemps, jettent des yeux d'envie sur le sort de la France et de l'Angleterre. Avant la proclamation du cardinal Bernetti, on était plus modéré qu'actuellement, et, quoiqu'il n'y ait pas deux manières de penser depuis Bologne jusqu'à Otricoli, avant cette proclamation, il y avait plus de froideur dans les villes de l'Ombrie qu'aujourd'hui. A l'heure qu'il est elles sont exaspérées.

« La religion est respectée partout; les prêtres, les moines mêmes n'ont rien à craindre, et tout s'avance avec ordre, calme et bonne foi. Aucun vol, aucun assassinat, n'ont été commis. Les Romagnols surtout sont ivres de liberté; ils arrivent ce soir à Terni, et, je leur rends justice, dans les cris qu'ils poussent continuellement, il n'y en a jamais un contre la personne du chef de la religion. Ceci est dû aux chefs, qui sont partout les hommes les plus estimés et qui prouvent partout leur attachement à la religion avec autant de force que leur amour pour un changement dans le gouvernement temporel.

« Les bontés de V. S. pour ma famille m'engagent à l'avertir, et je puis l'assurer sur mon honneur que les forces organisées qui s'avancent sur Rome sont invincibles. Les chefs et les soldats sont très-montés, mais ils sont bien loin de vouloir rien faire de déshonorant. Je serais trop heureux si Votre Sainteté daignait me répondre.

« C'est bien hardi à moi, qui ne suis rien, d'oser écrire à V. S., mais j'espère pouvoir lui être utile. On veut, à ce qu'il paraît, et d'une manière bien décidée, la séparation du pouvoir temporel d'avec le spirituel.

« Mais on aime Votre Sainteté et on croit généralement que Votre Sainteté serait prête à rester à Rome avec toutes ses richesses, ses Suisses, le Vatican, et à laisser former un gouvernement provisoire pour les choses temporelles.

« Je dis la vérité, je le jure, et je supplie Votre Sainteté de croire que je n'ai aucune vue d'ambition. Mon cœur ne peut rester insensible à la vue du peuple, à la vue des prisonniers sortis de Civita-Castellana, qui sont partout embrassés et couverts de larmes de joie. Les malheureux! plusieurs ont manqué mourir de joie, tant ils sont faibles, tant ils ont été maltraités; mais ce n'était pas sous le pontificat de Votre Sainteté.

« Il ne me reste plus qu'à assurer Votre Sainteté que tous mes efforts sont dirigés vers le bien. Je ne sais pas quels sont les rapports qu'on fait à Votre Sainteté, mais je puis assurer avoir entendu dire à presque tous les jeunes gens, même les moins modérés, que si Grégoire XVI renonce au temporel, ils l'adoreront, qu'ils deviendraient eux-mêmes les plus

fermes soutiens d'une religion épurée par un grand pape, et qui a pour base le livre le plus libéral qui existe, le divin Evangile.

« Signé : NAPOLÉON-LOUIS BONAPARTE. »

On nous objectera peut-être que ces deux lettres ont été écrites avant que Mazzini fût devenu le chef suprême du mouvement. Mais cette objection n'aurait aucune valeur. Mazzini était dès cette époque en rapport suivi avec les patriotes des Romagnes, et si le soulèvement eût réussi, c'est lui qui devait avoir la mission de réunir en un seul faisceau les éléments libéraux des différentes provinces de la Péninsule. En exposant sa théorie républicaine, il avait dû nécessairement prendre pour base l'état des esprits en Italie.

Les écrivains qui nous ont représenté Mazzini comme un ennemi de la religion, qui est encore aujourd'hui celle de la plus grande partie des Italiens, ont commis une très-grave erreur, pour ne rien dire de plus.

Mazzini n'a jamais cessé de prêcher la religion du Christ.

Nous allons examiner d'une manière brève les idées philosophiques et religieuses de cet homme si peu connu et si souvent outragé par d'ignobles adversaires.

Que de gens seront étonnés en apprenant que Mazzini possédait au fond du cœur une foi vive et une piété ardente! il faudra bien alors reconnaître que tous ceux qui l'ont insulté et traité d'ennemi acharné de tout ordre social, non-seulement se sont laissé entraîner par l'esprit haineux des partis, mais ce qui peut-être est plus grave encore, n'ont jamais cherché à le connaître; un simple coup d'œil jeté sur ses nombreux écrits les aurait pourtant éclairés. On ne prétendra certes pas que Mazzini ait jamais, en aucune façon, dissimulé sa pensée : dans tous ses écrits, articles de journaux, littéraires ou politiques, jamais il ne manqua de faire une exposition rapide et synthétique de ses doctrines religieuses, politiques et sociales.

Aussi Mme Ludmille Assing qui, il y a deux ans, a donné en deux volumes la traduction allemande de quelques écrits de Mazzini, dit-elle dans sa préface :

« C'est avec un profond sentiment de joie et d'orgueil « et le cœur plein d'une douce émotion que j'offre aux amis

« de la liberté de ma patrie, la traduction en allemand d'un « livre qui contient toute la religion de la démocratie. Un « éminent apôtre de l'humanité a retracé dans ces pages « ses remarquables pensées : dans ces pensées brille en ca- « ractères de feu le salut de l'avenir.

« Ce prophète, c'est Joseph Mazzini, ce grand homme « aujourd'hui encore si peu connu, celui qui confirme toutes « ses doctrines, par la pratique constante de la vertu la plus « pure, par l'austérité d'une vie sans tache, par l'abnéga- « tion la plus complète de sa personne toujours prête à « tous les sacrifices : celui, en un mot, qui a forcé ses en- « nemis par l'ascendant de ses vertus et de ses convictions « à lui témoigner le respect et la vénération qu'il a mérités. « Son âme de feu brille des plus nobles passions; il fait « de la révolution une religion. Selon lui la révolution « n'est autre chose que le développement intellectuel, mo- « ral et politique de l'humanité. Son esprit embrasse l'hu- « manité avec un amour, une force et une ardeur sembla- « bles à l'amour de l'Evangile. — Apôtre de l'idée dont « il est illuminé, il s'y consacre tout entier; il y emploie « toute son existence, en assume toutes les conséquences, « douleurs et dangers; pour lui, plus de joies person- « nelles, égoïstes, le *moi* n'existe plus.

« Les puissantes inspirations de son génie tracent la « route qu'ils doivent suivre aux peuples qui combattent « et souffrent, à toute une génération dans l'angoisse et fré- « missante sous le joug qui pèse sur elle. Chose étrange ! « les écrits de Mazzini qui ont jeté les bases de la régénéra- « tion de l'Italie, qui ont entretenu dans toute l'Europe « le feu sacré, l'amour de la liberté; ont été étudiés et ap- « préciés moins en Allemagne que partout ailleurs. »

Ce que le traducteur dit de l'Allemagne, nous vous permettrons ici de l'appliquer à la France...

Qui connaît en France les écrits de Joseph Mazzini? Tous les jours ne nous voyons-nous pas contraints d'entendre appliquer le nom d'*infâme* à ce grand martyr et par qui? par des hommes qui se piquent de justice, d'impartialité, qui prétendent connaître leur époque et leurs contem-

porains, par des hommes qui ambitionnent le titre de patriotes dévoués et d'historiens sérieux.

Ce n'est pas ainsi que le juge le traducteur allemand : « Son amour patriotique, poursuit madame Ludmille Assing, devrait servir de modèle à tout le monde. Lui, lui « seul osait élever la voix, quand tous se taisaient paralysés par la peur. Tout ce que l'Italie a conquis de bon « et de grand, c'est à lui qu'il faut l'attribuer directement « ou indirectement, à ses doctrines nettement formulées, « à sa prodigieuse activité. Si cette malheureuse nation « est encore opprimée, ce sont ses adversaires qui en sont « responsables. Son immense influence s'appuie uniquement sur l'affection et sur la justice, aucun sentiment « despotique ne vient la ternir, et toujours elle s'inclina « respectueusement devant la volonté du peuple. Ce qu'il « dit pour l'Italie, peut s'appliquer bien souvent à l'Allemagne. Les principes ont la même valeur dans tous les « pays, la règle est la même pour tous.

« Nous devons ajouter quelques mots encore sur ses « écrits littéraires... Mazzini ne s'occupe pas exclusivement de la littérature de sa patrie; ses travaux embrassent « aussi les littératures anglaise et française.

« Mais ce que l'Allemagne ignore complétement, c'est « qu'il s'occupe aussi beaucoup de sa littérature. De fait, « il juge consciencieusement l'histoire de la littérature de « Schlegel, admire Goethe, fait une analyse profonde de « son Faust, il aime Schiller et dans l'analyse toute sympathique qu'il fait de son marquis de Posa sans s'en aper« cevoir, il fait la description d'une partie de son caractère.

« En se retournant vers l'antiquité, il prononce de brillantes vérités sur Eschyle. Il reconnaît sans préjugés le « génie sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, en Shakspeare, en Byron, en Victor Hugo. Il voudrait voir sanctionner en littérature comme en politique « l'alliance des peuples; il embrasse avec ferveur l'idée de « Goethe d'une littérature européenne, universelle.

« Dans sa première jeunesse il écrivit sur Ugo Foscolo « un article très-important; c'était en 1828.

« La profonde compassion qu'il témoigna pour le poëte « du *Jacopo Ortis* et des *Sépulcres* à propos des douleurs « de l'exilé provoqua chez les lecteurs une grande émotion, « surtout à la pensée que Mazzini éprouva lui-même toutes « ces douleurs et ces souffrances dont il faisait une si vive « description, comme s'il eût pressenti qu'il les éprouverait « pendant toute sa vie.

« J'offre cet ouvrage, continue le traducteur, avant tout « aux amis qui aspirent vraiment au progrès et à la liberté « jusque dans ses dernières conséquences : mais je vou- « drais aussi que ceux qui, parmi les représentants des « idées et des opinions les plus modérées cherchent léga- « lement et sincèrement le bien de l'humanité, l'exami- « nassent et le jugeassent mûrement et en toute conscience.

« Ils trouveront une intelligence qui ne pense pas seule- « ment à détruire, mais qui s'occupe activement et sage- « ment de reconstruire. Sans doute nous n'avons pas la « prétention d'empêcher qui que ce soit d'avoir des con- « victions différentes des siennes ; mais certainement ces « convictions doivent inspirer de l'estime et du respect à « tout homme impartial. Il suffit que Mazzini soit mainte- « nant connu en Allemagne, pour que les calomnies et les « mensonges lancés contre lui par un certain parti, se dis- « sipent comme la poussière des grands chemins.

« Personne ne peut se soustraire à l'influence de la plus « haute vertu et de la véritable grandeur ; sous la pureté « de leur souffle disparaît le mal, on est obligé de s'incliner « devant elles avec un amour et une admiration infinie.

« Notre patrie, dit le traducteur en terminant sa préface, « ne possède pas un homme comme Mazzini. Mais du mo- « ment que nous l'aimons, il est à nous aussi. Le Christ « n'est-il pas à nous, quoique né à Bethléem ? Celui qui tra- « vaille, qui lutte, qui souffre pour l'humanité, appartient « à l'humanité tout entière. »

Cet homme, dont la sévère Allemagne ne nous parle qu'avec respect et vénération, ne serait donc qu'un « *monstre* prêchant la théorie de la désobéissance, le triom- « phe de l'orgueil, la ruine de la société religieuse au profit

« de l'ambition dépravée de quelques hommes, » comme voudrait nous le faire croire cet insulteur déclamateur de M. Eugène de Mirecourt? (1)

Ou Mazzini ne serait-il que « le *grand maître* de ces puis- « sances de l'iniquité qui veulent abolir le riche et n'abo- « lissent pas le pauvre, qui travaillent à détruire la famille, « le foyer, la propriété et la religion, pour ne mettre à « leur place que l'isolement, la ruine, le doute et le néant? « Le grand maître de ces générateurs sauvages qui disent « à Dieu même : *Retire toi!* » comme nous le peint M. le vicomte d'Arlincourt (2)?

Ne serait-ce pas l'*incorrigible* des hommes soi-disant démocrates de l'*Opinione* de Turin en 1848 (3) « qui dirige

---

(1) Voyez *Mazzini*, par Eugène de Mirecourt, 1857, p. 5.

(2) Voir l'*Italie rouge*, par le vicomte d'Arlincourt, Paris, 1850, p. 5.

(3) Voir l'*Opinione* de Turin, sept. 1848.

Pour se former une idée exacte des démocrates qui, en 1848-49, étaient à la tête des affaires en Piémont et qui, adulant Charles-Albert, trahissaient le pays, reproduisons ici quelques lignes que les Lanza, les Dina, les Durando et autres écrivaient en faisant un rapprochement entre Charles- « Albert et Mazzini : « Croyez-vous que Mazzini vaille plus que Charles- « Albert? Mazzini si prodigue du sang des autres et si économe du « sien! — Il parle de l'apostolat des nations, mais il se garde bien « d'imiter l'apostolat antique qui, pour le triomphe de l'évangile, a exposé « et fini par sacrifier sa vie : Mazzini se contente de célébrer le martyre « des autres, mais il s'arrange pour ne pas partager leur gloire.

« Charles-Albert s'est présenté dans la lutte avec une armée, Mazzini « avec des phrases. Charles-Albert veut l'indépendance de l'Italie, Maz- « zini spécule sur l'*idée*, cette étoile des Mages qui doit le guider dans « les recherches du messie. Charles-Albert emploie des moyens humains, « Mazzini fait du mysticisme avec sainte Thérèse et Mme Krudner. « Charles-Albert cherche l'union de tous les Italiens, Mazzini prêche la « discorde. Charles-Albert affronte l'ennemi, Mazzini fuit de Milan « quand l'Autrichien en approche seulement à la distance de trente « milles. Charles-Albert a commis des erreurs, mais cherche à les répa- « rer, Mazzini est incorrigible. »

Les déclamations des hommes de l'*Opinione* n'ont pas besoin d'être réfutées. Sans Mazzini ils n'eussent jamais connu une Italie, et quand par ordre de Charles-Albert on fusillait en masse les libéraux piémontais, Mazzini, Mazzini seul, posait les bases de l'unité italienne.... Que disaient alors les partisans de la monarchie?... Mazzini est un rêveur....

« une propagande sauvage et sanguinaire, expédie des « émissaires par toute l'Europe, lesquels s'abattent sur les « pays désignés, pour y organiser des sociétés démocrati- « ques et y tuer les souverains ? »

Non, non, tous ceux qui jugent ainsi Mazzini, s'ils sont de bonne foi, ne le connaissent pas, et nous avons le droit de dire que leur ignorance est criminelle.

Certes, la société de la *Jeune Italie* était terrible, mais uniquement pour les traîtres.

Il suffit, pour s'en assurer, de connaître son organisation. Voici quelques-uns de ses articles constitutifs :

« Art. 1er. La Société est instituée pour la destruction, « devenue indispensable, de tous les gouvernements de la « Péninsule, et pour former un seul État de toute l'Italie, « sous le régime républicain.

« Art. 2. Ayant reconnu que le pouvoir absolu est la « cause de maux horribles et que la monarchie constitu- « tionnelle ne le cède en rien à celui-ci sous ce rapport, « nous devons tous travailler à fonder une république une « et indivisible... »

Quels étaient les instructions et les moyens indiqués pour atteindre ce but?... Vous allez frémir!...

« La régénération doit s'opérer dans les grands pays « comme la France, par le peuple; dans les autres, notam- « ment en Italie, par les princes.

« Le pape entrera dans la voie des réformes par la *néces-* « *sité* : le roi de Piémont par *la perspective de la couronne* « *d'Italie*; le grand-duc de Toscane par inclination, fai- « blesse et entraînement, le roi de Naples par contrainte.

« Les peuples qui auront obtenu des constitutions et « auront par là acquis le droit d'être exigeants, pourront « exprimer leurs vœux à haute voix et au besoin ordonner « l'insurrection.

« Ceux qui seront encore sous le joug de leurs princes, « devront exprimer leurs besoins *même en chantant* pour « ne pas trop leur déplaire et les effrayer. Profiter de la « moindre concession pour secouer et réunir les masses, « sous prétexte de reconnaissance. Les fêtes, les hymnes,

« les attroupements donnent l'élan aux idées, rendent le « peuple exigeant et l'éclairent sur sa force.... »

C'est en vain que nous avons cherché ces maximes sanguinaires, inhumaines dont parlent continuellement les ennemis de cet homme extraordinaire. En lisant ses écrits, nous avons toujours trouvé l'empreinte de l'amour le plus pur, du plus noble dévouement, de la foi la plus vive, de la piété la plus ardente.

Ceux qui parlent de Mazzini, qui écrivent contre lui, ont-ils jamais eu connaissance des idées qu'il exprimait dès le commencement de sa vie politique?

Nous allons essayer de faire connaître Mazzini par Mazzini lui-même.

Voici comment, en 1832, il indiquait le caractère de son apostolat :

« L'Italie, sans parler du grand spectacle d'un peuple « qui aspire à reconstituer son unité, son indépendance, « sa liberté, présente aujourd'hui un phénomène qui doit « attirer les regards de tous les peuples; des hommes sur- « tout qui observent attentivement le développement du « progrès humain. Au milieu de toutes ces tentatives « qui meurent aujourd'hui pour renaître demain, au mi- « lieu de l'universelle fermentation qui s'étend des Alpes « au Phare, comme une vague bouillante dont la source « est dans le sol romain, un grand fait s'accomplit: un « fait européen. Il y a bien autre chose dans ce pays qu'une « multitude frémissante, qui réclame des améliorations « matérielles; bien autre chose que des communes dési- « reuses de leurs franchises. Il y a le développement d'une « révolution morale, la manifestation d'une loi morale, la « proclamation d'un principe de liberté morale. C'est le « genre humain frappant aux portes de Rome et deman- « dant impérieusement son affranchissement. »

« La papauté se meurt, la papauté est morte! » s'écrie ensuite Mazzini d'une voix prophétique.

« Depuis longtemps, dit-il, la puissance morale de la « papauté est perdue en Europe. Luther la tua en lui arra- « chant le Nord. Le jour où la main qui s'adressait *urbi et*

« *orbi* se vit enlever un tiers de l'Europe; ce jour-là com-
« mença l'agonie de la papauté : la papauté est une reli-
« gion, et le caractère de l'unité religieuse est son univer-
« salité. Chaque pape, en montant sur le trône, trouva
« restreinte l'étendue de sa domination. C'était un terrain
« dont l'Océan use insensiblement les bords, une fleur que
« chaque bouffée de vent dépouille. Comme s'ils étaient
« poussés par une main toute-puissante, par la main de la
« civilisation progressive, des princes, des philosophes,
« des sectaires, à leur insu ou de propos délibéré, conspi-
« raient à la ruine du colosse dont la tête était dans les
« nuages, et dont les pieds étaient d'argile. Secouer le
« joug de Rome était vers la moitié du XVIII^e^ siècle la pen-
« sée prédominante des gouvernements italiens et étran-
« gers; ils se croyaient grands et forts chaque fois qu'ils
« avaient résisté victorieusement à une prétention romaine.
« . . . . . .

« Dans tout le monde catholique il ne restait au pape
« que De Maistre : De Maistre qui, dans son système logi-
« quement déduit, faisait du pape une victime accomplie,
« un roi absolu et un bourreau : *catholicisme*, *despotisme* et
« *peine de mort*, voilà, selon de Maistre, les trois bases de
« la société; et elles ont été réellement les trois éléments
« du vieux monde que le nouveau monde a détruit...

« L'humanité est en avant d'un pas; elle est en marche
« à la recherche d'un nouveau symbole. Les tentatives
« des nouvelles religions, bien que ridicules en elles-mêmes
« démontrent assez qu'un vide est à remplir. »

Mais Mazzini ne veut pas pour cela détruire l'idée religieuse : il l'affirme au contraire avec une conviction d'autant plus imposante qu'elle est plus dégagée de tout préjugé superstitieux :

« Si l'unité catholique est détruite, se hâte-t-il d'ajouter,
« si la papauté a accompli son œuvre, parce qu'elle s'est
« faite prince et esclave des princes à une époque fatale
« aux princes, il ne faut pas en conclure que la religion
« soit morte, et qu'aujourd'hui les seules théories poli-
« tiques doivent régir l'humanité. Les théories politiques

« ont, aujourd'hui plus que jamais, besoin d'une sanction « religieuse. La volonté universelle est une base conve- « nable aux gouvernements; mais si l'on ne met pas en « évidence les principes généraux qui régissent le monde, « si l'on ne les réduit pas en maximes, en lois reconnues, « on n'aura jamais une volonté universelle. La découverte « de ces principes et leur inviolabilité, déduite d'une ori- « gine supérieure au pouvoir de l'individu, est justement « l'œuvre de la civilisation actuelle. C'est à ce but que « doivent tendre les efforts de tous les esprits qui désirent « fonder solidement l'édifice social.....»

« Pitié pour Pie IX qui, n'étant pas né méchant, se « laisse égarer par des méchants, et qui vain de la domi- « nation princière, mourra les remords dans l'âme; dou- « leur pour la papauté qui ne put et ne sut pas tomber « solennelle, comme le soleil dans l'immensité de la mer, « en transmettant elle-même aux croyants la parole initia- « trice de la transformation religieuse que la Providence « prépare à l'humanité. Les grandes institutions, après « avoir épuisé leur période de vie, s'éteindront-elles donc « toutes fatalement dans la boue et dans le sang? »

Dans cette brochure (1) trop peu connue des amis mêmes du grand agitateur, Mazzini expose avec une lucidité admirable ses idées de rénovation politique et religieuse.

Après avoir retracé les grands traits de l'histoire contemporaine, après avoir rappelé tout le bien qu'eût pu faire Pie IX à son avénement au trône, s'il eût suivi sincèrement les principes libéraux qu'il avait d'abord paru vouloir affirmer, après avoir rappelé comment Charles-Albert, d'autre part, avait trompé toutes les espérances des Italiens, Mazzini continue :

« C'est ainsi que la Providence nous apprenait, à nous « tous qui voulons le bien, mais qui sommes trop tièdes « dans la foi et trop faciles à nous laisser aller aux illusions

(1) *Le pape au* XIX^e^ *siècle*, par J. Mazzini. Paris, au bureau du *Nouveau-Monde*, 102, rue Richelieu, 1850, typographie Dondey-Dupré, rue Saint-Louis, 46, au Marais.

« du vieux monde, l'impuissance de la monarchie à faire le « salut de l'Italie; le dualisme du moyen âge est désormais « une forme sans âme et sans vie ; les drapeaux guelfe et « gibelin sont des enseignes posées sur une tombe. Ni pape « ni roi ! Dieu seul et le peuple nous ouvriront la route de « l'avenir.

« L'esprit de Dieu descend aujourd'hui sur les multi- « tudes ; des hommes prjvilégiés par l'intelligence et par le « cœur se saisissent souvent, par intuition, d'une puissante « initiative, mais ils ne la créent pas ni ne peuvent « l'étouffer. Au dogme de l'autorité absolue, immuable, con- « centrée en un seul individu ou dans un pouvoir déterminé, « se substitue le dogme de l'autorité progressive du peuple « interprète collectif, perpétuel de la loi de Dieu.....

« La question entre le pouvoir temporel et le pouvoir « spirituel est encore incomprise par beaucoup de monde, « et il est nécessaire de la réduire à ses véritables termes. Si « elle ne recélait dans son sein qu'une protestation contre « le principe d'autorité arbitraire, absolue, représenté par le « pape, si elle n'aspirait qu'à donner une base organique, « positive à la société, elle tendrait à soustraire la terre et « l'homme à la religion.

« La religion et la politique sont inséparables. Sans « religion, la science politique ne peut enfanter que le des- « potisme ou l'anarchie. Nous ne voulons ni l'un ni l'autre. « Pour nous la vie n'est qu'un problème d'éducation, la « société qu'un moyen de la développer et de la traduire en « actes. La religion est le principe éducateur suprême ; là « est l'application de ce principe avec différentes manifesta- « tions du genre humain. L'idéal est en Dieu; on doit « coordonner les sociétés de manière à ce qu'elles se rap- « prochent le plus près possible de cet idéal, à ce qu'elles en « réalisent la plus grande somme possible ; et sectateurs de « sa loi, nous devons chercher à y conformer nos actes. La « pensée, c'est l'esprit ; la traduction de cette pensée en « action, en œuvres visibles extérieures, c'est le fait social. « Ainsi prétendre séparer entièrement et pour toujours les

« choses de la terre de celles du ciel, le temporel du spiri-
« tuel, n'est ni moral, ni logique, ni possible.

« Mais lorsqu'un pouvoir qui représente un principe
« religieux n'a plus la foi et qu'il ne l'inspire plus; lorsque,
« par suite d'aberrations séculaires, et lorsque par suite aussi
« des progrès du peuple, toute communication de vie a
« cessé entre ce pouvoir et l'humanité, lorsqu'il ne lui reste
« plus aucune force d'initiative, mais seulement une force de
« résistance, la première forme que revêt ce discernement
« est celle de protestation et de scission. La société, avant de
« condamner pour toujours ce pouvoir et le principe sur
« lequel il s'appuie, le sépare de son propre mouvement, en
« l'isolant dans une sphère d'inertie où l'opinion puisse le
« juger sans craintes et sans passion.

« Alors se lève le cri qui invoque la séparation du tem-
« porel et du spirituel : et ce cri qui s'adresse au pouvoir
« veut dire, pour tous, ceux qui comprennent les instincts
« secrets du peuple :

« Votre mission est finie; retirez-vous. Notre vie, notre
« progrès ne viennent plus de vous. Le principe que vous
« représentez n'est pas le nôtre. Nous ne croyons plus en
« vous. Une idée religieuse, plus pure, plus vaste, plus
« efficace que n'est la vôtre, fermente dans nos cœurs. Et
« puisque vous ne pouvez pas ou ne voulez pas l'accueillir
« fraternellement, restez seul. Souvenir solennel d'un passé
« qui ne reviendra pas, vous n'êtes plus aujourd'hui qu'une
« idole, une forme inerte, sans âme. Dieu et la religion
« sont avec nous; avec nous qui nous sentons meilleurs que
« vous, et plus capables de nous guider dans les sentiers
« de la patrie terrestre, ce premier degré pour monter au
« ciel. »

« Et lorsque l'assemblée romaine élevait en face du Vatican
« le symbole de la majesté populaire, lorsqu'elle proclamait
« comme une nouvelle formule du lien religieux, les saintes
« paroles : Dieu et le peuple; lorsqu'elle décréta le gouver-
« nement temporel du pape déchu de droit et de fait, ce dé-
« cret voulait dire : « Pape! la société vous exile; tout lien
« d'amour, d'action, d'aspirations, par votre impuissance

« constatée, cesse entre nous. Vous deviez nous guider;
« et pendant que nos âmes éclairées par une nouvelle lu-
« mière, pressentent un idéal plus vaste, et pendant qu'au
« prix de notre sang et à la sueur de notre front, nous es-
« sayons de déblayer tous les obstacles qui encombrent
« notre route, vous, tremblant, ébloui, vous balbutiez de
« vieilles formules du moyen âge, dont nous avons, depuis
« longtemps, épuisé le sens; de vieilles doctrines de résis-
« gnation aveugle aux maux que nous pouvons vaincre et
« que la prière chrétienne nous invite à vaincre, avec la
« conquête du royaume de Dieu sur la terre comme il est
« dans les cieux. Quels sont les progrès qui se sont accom-
« plis par vous depuis des siècles? Quelles sont les victimes
« que vous nous avez appris à sauver? A quelle sorte de
« pauvres d'esprit et de corps avons-nous, par votre coopé-
« ration, tendu une main fraternelle et dit : Assieds-toi à
« la table des égaux, enivre-toi avec nous dans la com-
« munion des âmes, car pour toi aussi le Christ a donné
« son sang? — Un peuple s'était levé au nom de la croix
« contre l'oppression du Croissant, et pendant que des
« hommes accouraient de tous les pays pour vaincre ou
« mourir dans ce signe, vous ne trouviez pas une seule
« parole d'appui et de bénédiction. Un autre peuple que
« sa foi, que ses longs sacrifices, que son sang versé pour
« elle, devaient rendre cher à l'Église, osa plus tard arborer
« au nom de ses temples violés, de ses libertés détruites,
« de ses traditions abolies, l'étendard national qui arrêta
« jadis l'invasion du mahométisme sous les murs de Vienne,
« et vous avez béni le bourreau de ce peuple. — Et lorsque
« nous-mêmes, frémissant d'une immense pensée d'a-
« mour, d'égalité, de liberté, nous nous sommes levés en
« disant : Nous ferons de l'Italie un autel sur lequel nous
« prononcerons, les mains jointes, la troisième parole de
« vie pour l'humanité : Père, bénissez-nous et soyez notre
« guide; vous qui avez perdu toute intelligence de l'hu-
« manité, tout sentiment de la pensée providentielle qui
« l'amène, vous vous êtes méfié de vous-même, vous vous
« êtes méfié de nous, du monde, de la Providence; vous

« vous êtes arrêté plein d'épouvante; vous ne savez plus « que gémir ou maudire.

« L'énergie de la foi, la puissance du sacrifice, la parole « qui console et vivifie, vous avez tout perdu. Les nôtres « meurent pour leur foi; pour la vôtre vous fuyez. »

« La croyance dans l'autorité absolue, déléguée par « l'élection d'un petit nombre, ou par le hasard de la nais- « sance à un individu, est morte pour toujours en Europe. « — La croyance et la papauté sont donc mortes aussi. — « L'insurrection de l'esprit humain contre le droit divin, « appliquée au pouvoir des princes, remonte inévitablement « jusqu'au pape qui patronne ces principes de sa parole et « de sa consécration.

« La papauté est un cadavre comme la monarchie. La « corruption qui ronge ces deux institutions n'est qu'une « conséquence des conditions internes de leur existence.

« Les dupes qui s'obstinent à étayer la monarchie par « des sophismes, des transactions et de fausses doctrines, ne « la sauveront pas; ils condamnent la société à s'agiter, « pendant quelques années de plus, dans la guerre civile à « travers des illusions et des déceptions, des corruptions et « des réactions violentes. Les dupes qui s'obstinent à étayer « par des sophismes, des transactions et de fausses doc- « trines la papauté, ne la sauveront pas non plus; ils con- « damnent seulement la société à plusieurs années d'im- « moralité, de doute, de matérialisme.

« Enterrez les morts, joignez vos mains dans un acte de « sentiment et d'amour, et marchez en avant. Dieu nous a « créés pour la vie; pouvez-vous craindre qu'il ne se révèle « pas à ses créatures lorsque, rassemblées pour s'interroger « mutuellement sur leurs croyances et pour sonder, étudier « le chemin de l'avenir, elles l'invoqueront dans une com- « mune prière? »

C'est en vain que les ennemis de Mazzini voudraient aussi le représenter comme la personnification de l'irréligion et de l'athéisme. Jamais le spiritualisme n'eut un apôtre plus fervent et plus convaincu.

S'il déclare la guerre à la monarchie, c'est qu'elle ne

représente plus l'idée pure, désintéressée, grande, généreuse qui doit conduire le peuple à ses destinées. S'il déclare la guerre à la papauté, c'est au nom de la religion qu'elle n'est plus digne de représenter.

Il faut lire son admirable adresse *Aux prêtres à propos de l'Encyclique du pape Pie IX*, donnée à Portici le 8 décembre 1849. Mazzini ne s'arrête pas aux injures dont le pape abreuve les hommes dont il avait approuvé autrefois les doctrines et dont il avait encouragé les opinions dans les premiers temps de son avénement. Il ne tient pas compte non plus des ignobles calomnies qui ne tendent à rien moins qu'à faire passer pour des hommes lâches, pour des brigands, pour des voleurs, les illustres chefs qui gardèrent le pouvoir pendant plusieurs mois sans prononcer une seule condamnation à mort, et qui le quittèrent pour reprendre le chemin de l'exil plus pauvres qu'auparavant.

Il se place à un point de vue plus élevé ; ce qui le révolte et l'indigne, c'est que le pape trahit le caractère d'une institution qui fut longtemps grande et religieuse, et c'est au nom du sentiment religieux qu'il s'adresse aux prêtres dans un langage magnifique, éloquent, et on peut le dire vraiment évangélique : — « Les choses qui importent au « monde dans l'Encyclique, sont une théorie sur l'autorité « et une doctrine sur les vœux de pauvreté et d'ignorance « qui en Italie et ailleurs pèsent sur une grande partie du « peuple. Cette théorie et cette doctrine sont une négation « de Dieu, de la parole du Christ et de l'humanité. »

La réfutation de l'encyclique papale et l'exposition des doctrines de la révolution opposées à celles de la papauté sont un morceau vraiment sublime. C'est sous l'émotion d'une véritable inspiration qu'il écrit :

« Il ne faut pas s'y tromper : les mots de communisme et « de socialisme, contre lesquels semble s'acharner tout l'ire « papale, ne sont, dans l'Encyclique, qu'un artifice oratoire « pour gagner les esprits peureux et ignorants qui voient « dans ces mots le synonyme d'anarchie de partage vio- « lent des terres, d'abolition de la propriété et pis encore :

« ce sont des boucs émissaires sur lesquels doivent tomber « toutes les iniquités d'Israël. Mais ici, Israël est le parti ré- « volutionnaire, sans exception; le parti national qui dit « aux Italiens: vous n'êtes point nés pour être esclaves « sous la férule des prêtres ou sous le bâton autrichien; « vous êtes vingt-six millions d'hommes, créés libres, « égaux, frères, tous fils de Dieu et asservis seulement à la « loi ! Dieu et le peuple; c'est contre cette formule qu'est « dirigée l'Encyclique. Le pape sait ou doit savoir que le « communisme, inconnu en Italie et repoussé par la plu- « part des républicains, est regardé par nous comme une « déception ennemie du progrès, hostile à la liberté hu- « maine, et d'une application impossible; — il sait ou doit « savoir que le socialisme, aspiration plutôt que système, « ne prétend autre chose que substituer à l'anarchie effrénée « des droits et des priviléges individuels qui sont aujour- « d'hui en luttes, l'association progressive, conséquence « pratique de la fraternité enseignée par le Christ;— il sait « enfin ou il doit savoir que la cause de tout mouvement en « Italie n'est autre que le besoin impérieux pour tous les « Italiens d'être une nation, nation libre et grande, ayant la « conscience des devoirs qui lient entre elles les familles hu- « maines et capables de remplir ces devoirs. Cependant, bien « qu'il n'ose attaquer de front le symbole italien, et qu'il « évoque, pour combattre avec plus d'avantage, les fan- « tômes qui n'ont rien de commun avec nous, sa haine « de tout changement, de tout progrès, de toute tendance « à l'émancipation, n'en éclate pas avec moins d'évidence « et d'intolérance dans chacune de ses paroles : c'est ainsi « qu'il reproche amèrement aux instigateurs des réformes « de tromper les ouvriers et les hommes des classes infé- « rieures, en les berçant de l'espoir d'un meilleur sort. — « C'est ainsi qu'il exprime la crainte que le peuple abruti, « par les vices et par une longue licence, ne cède trop fa- « cilement à des suggestions insidieuses; — c'est ainsi qu'il « recommande aux évêques d'enseigner dans leurs prédi- « cations que, d'après une loi immuable, les uns doivent « être supérieurs aux autres non-seulement par les qualités

« du corps et de l'esprit, mais encore par la prééminence « de la richesse ; — c'est ainsi qu'il menace charitablement « du feu éternel les malheureux qui se laisseront séduire « par nos promesses ; — c'est ainsi enfin qu'il aboutit à une « théorie de la pauvreté fondée pour une part sur les for- « mules de M. Guizot et des doctrinaires de France, et pour « l'autre sur les textes isolés, détournés de leur sens ou mal « compris, de l'Évangile.

« Cette théorie, la voici :

« Des pauvres existent par l'effet de causes qui ne peu- « vent ni ne doivent être changées. Mais la religion catho- « lique prêche aux riches la charité, qui leur vaudra de la « munificence de Dieu des trésors de grâces et des récom- « penses éternelles. Que les pauvres remercient la Provi- « dence qui, pour prix de leur misère soufferte en paix et « avec une âme sereine, leur ouvre une voie de salut plus « facile pour le ciel. C'est dans le ciel seulement que s'ac- « complira pour eux l'équitable jugement de Dieu.

« Et à cette théorie vient se joindre cette autre théorie « sur l'autorité : « Toute autorité vient de Dieu. Tout gou- « vernement de fait est un gouvernement de droit. Obéissez « donc, ou, si vous résitez, soyez damnés. »

« En d'autres termes, et en résumant les deux théories « en une seule, la terre et le ciel sont placés dans un anta- « gonisme perpétuel. Le Droit, l'Équité, la Vérité règnent « au ciel ; le Fait, la Force, le Mal inévitable sur la terre. Il « existe deux races humaines : la race des riches et des puis- « sants ; la race des pauvres et des esclaves. Les pauvres « existent au profit des riches, pour que ceux-ci puissent « gagner plus facilement le ciel en exerçant la charité ; les « esclaves, pour que leurs maîtres puissent gouverner avec « une clémence et dans un esprit inspiré par l'amour. S'ils « ne le font pas, Dieu, par compensation, les châtiera dans « le ciel. Mais toutes tentatives faites sur la terre pour amé- « liorer le sort de la race pauvre et esclave est un péché.

« Telle est la doctrine religieuse que l'Église du pape « enseigne à l'humanité dans le XIX^e^ siècle. Et elle l'enseigne « au nom de l'Évangile du Christ, et elle l'enseigne en pré-

« sence de ces paroles : Que votre volonté soit faite sur la « terre comme au ciel ! extraite de la seule prière que Jésus « ait enseignée aux croyants. — En présence de ces paroles « qui sont un ordre : « Tu adoreras le Seigneur ton Dieu et « tu ne serviras *que lui seul.* » En présence de ces autres : « Pour que tous soient un comme toi, Père, tu es en moi « et je suis en toi. »

« Non, il n'est pas vrai qu'entre le ciel et la terre il existe « un antagonisme et un divorce ; non, il n'est pas vrai que, « tandis qu'au ciel règnent la vérité et la justice de Dieu, la « terre soit fatalement soumise au fait, au respect de la « force brutale. Non, il n'est pas vrai que le salut de la créa- « ture humaine s'accomplisse ici-bas, comme dans un séjour « d'expiation, par le seul mérite de la résignation et de l'in- « différence. La terre est de Dieu. La terre sur laquelle Jé- « sus et, avant et après lui, tous les saints martyrs de l'hu- « manité ont répandu leurs larmes et leur sang est l'autel « sur lequel nous devons offrir nos sacrifices à Dieu. Notre « âme est le prêtre, et nos œuvres sont l'encens qui s'élève « au ciel et qui attire sur nous les grâces du Tout-Puissant. « La terre est une échelle suspendue vers le ciel ; pour que « nous puissions la monter, elle doit être tout entière un « hymne au Seigneur. Seul lieu qui nous soit donné pour « rendre témoignage de notre foi, seul champ d'épreuve « accordé à la libre créature, seule arène ouverte à l'homme « pour fournir à Dieu les œuvres sur lesquelles il le jugera, « la terre, grâce à nos efforts, doit se transformer progres- « sivement, s'améliorer, se purifier ; et comme nous sommes « faits à l'image de Dieu, elle doit toujours davantage repro- « duire l'image du royaume des cieux, de l'idéal fixé dans « les dessins de Dieu, que Jésus nous a prédit, que notre « conscience, d'époque en époque, a toujours entrevu sous « de plus vives clartés La loi est une, et l'humanité doit « l'accomplir jusqu'à la dernière syllabe.

« Le salut de l'âme, le progrès, à travers les mondes, de « l'être en tant qu'individu, le développement du principe « divin que chacun de nous doit à la munificence de Dieu, « dépend de notre activité, de nos combats, de nos sacri-

« fices vaillamment supportés pour que la loi s'accomplisse « sur la terre. Dieu, en nous jugeant, ne nous demandera « pas : Qu'as-tu fait pour ton âme ? mais : Qu'as-tu fait pour « les autres âmes pour les âmes que je t'avais données pour « sœurs ? Pous tous ceux qui admettent l'unité de Dieu et, « comme conséquence, l'unité de la famille humaine, c'est « une vérité de foi que nous sommes tous solidaires les « uns des autres. Nous ne pouvons abandonner nos compa- « gnons d'existence aux maux de l'ignorance et de la ser- « vitude, sans encourir la condamnation des traîtres, des « traîtres à la loi, traîtres à notre mission, traîtres aux « âmes confiées à nos soins. La malédiction de Caïn veille « sur quiconque n'est pas le gardien de son frère. Nous de- « vons nous élever en élevant nos frères, nous purifier en « leur frayant toujours davantage les voies vers le beau « éternel et vers le vrai. Toute pensée, tout désir du bien « que nous ne cherchons pas, quoi qu'il arrive, à traduire « en acte est un péché. La pensée de Dieu se manifeste par « des œuvres et nous devons l'imiter de loin.

« Il n'est pas vrai que deux races humaines existent sur « la terre, que la famille des créatures humaines doive fata- « lement être partagée en deux; il n'est pas vrai que la « pauvreté des uns aide au salut des autres, que le maître « trouve, en quelque sorte, son complément dans l'esclave. « Devant Dieu, il n'y a ni maîtres, ni esclaves, ni riches, ni « pauvres, ni patriciens, ni plébéiens, et ce qui n'est pas « bon devant Dieu ne peut être bon devant les hommes. « Nous sommes tous libres parce nous devons compte de « nos œuvres, parce que nous sommes capables de progrès « et nés pour travailler. Toute inégalité qui détruit notre « liberté, qui entrave notre tendance au progrès, qui permet « que l'oisiveté soit en honneur, tandis que le travail subit « la flétrissure et la tyrannie, toute inégalité de cette sorte « n'est pas de Dieu; elle a sa source dans le mal, et Dieu « tolère le mal sur la terre pour qu'en le combattant nous « puissions mériter à ses yeux. Nous ne pourrons pas dé- « truire le mal ici-bas, parce que l'être humain est fini, et « que son entier développement doit s'accomplir ailleurs;

« mais nous devons lui faire la guerre sans relâche pour « affranchir continuellement l'empire qu'il exerce. La « croyance opposée, de quelque nom qu'elle se déguise, « est une croyance manichéenne. Il n'existe point d'inéga- « lités de nature, d'inégalités fatales de conditions et de « classes, et quiconque, pape ou autre, peu importe, sou- « tient la proposition contraire, renie Dieu, Jésus et l'unité « humaine, pour s'égarer dans une fausse doctrine du péché « originel, recueillie dans les croyances indiennes par les « derniers temps du paganisme, et prise dans le paga- « nisme par quelques docteurs catholiques du XII^e^ siècle. « Il existe des inégalités qui ont leur source dans les « formes sociales, dans l'élément même où se développe la « vie, et nous devons travailler à changer ces formes, à « transformer, au nom de Dieu, au nom de la guerre que « Dieu nous commande de faire au mal, au péché et à ses « conséquences, cet élément susceptible de se modifier « perpétuellement. Le monde physique, grand atelier de « l'humanité, n'a pas été donné à quelques-uns, il a été « donné au travail. Les biens matériels, ni bons ni mauvais « en eux-mêmes, mais instruments de bien ou de mal, selon « la destination individuelle ou collective qu'ils reçoivent, « appartiennent à tous ceux qui travaillent, et la réparti- « tion toujours croissante de ces biens produira des fruits « d'autant plus utiles, d'autant plus agréables à Dieu, que « l'éducation plus avancée du genre humain aura appris « aux hommes à s'en servir pour le bien. La loi ne sera plus « humainement accomplie tant qu'un pauvre, privé de tra- « vail et des fruits dus au travail, et livré, par suite, à la « merci de l'aumône du riche, pourra accuser d'imposture « le don de la terre que Dieu fit à l'humanité dans la per- « sonne du premier Adam, ou bien encore cette commu- « nion fraternelle dont la religion lui parle tous les jours, « lorsqu'elle dit : Afin que tous ensemble nous soyons un.

« Et il n'est pas vrai que tout pouvoir vient de Dieu ; il n'est « pas vrai que tout fait emporte après lui le droit ; il n'est « pas vrai que nous devions soumission, obéissance passive « à un gouvernement quel qu'il soit. Au nom de notre âme

« immortelle, inviolable et fille de Dieu, nous déclarons « cette doctrine fausse, immorale.... Athée et apostat à toute « foi quiconque la professe. La puissance légitime sur la « terre est dans la saine interprétation de sa loi. Les vrais « interprètes en sont les hommes supérieurs par le génie, « par la vertu, par l'amour et l'esprit de sacrifice. Le meil- « leur juge de leurs œuvres, c'est le peuple; Dieu est trois « fois saint, mais sainte n'est pas l'idole, saint n'est pas le « simulacre. L'autorité est sainte; mais saint n'est pas un « fantôme d'autorité. L'Église est sainte, mais non une im- « posture qui s'appelle l'Église. La thèse de Grégoire VII « est vraie, l'application en était fausse. Le pouvoir est un : « la loi spirituelle, la religion gouverne; ses interprètes, « qui ne sont autres que les pouvoirs temporels, traduisent « ses décrets en actes. Mais la loi spirituelle favorise, em- « brasse et dirige toutes les manifestations du progrès dans « l'humanité. Dès qu'elle a perdu cette puissance d'initia- « tion et de direction, elle n'est plus la religion, mais un « masque de religion; et à Grégoire VII, qui substituait « comme interprète de la loi, non le meilleur pape, mais « le pape quel qu'il fût, l'humanité répond aujourd'hui : « Dieu est Dieu et le peuple est son prophète. Dieu flamboie « au sommet de la pyramide sociale : le peuple étudie, « recueillie, interprète ses volonté à la base. Partout où, « fondé sur d'autres principes, le pouvoir trahit par igno- « rance ou viole délibérément la divine loi d'amour, de « liberté, d'égalité, d'association fraternelle, d'éducation « commune, là est le mal. Force est de le combattre, et « quiconque ne le combat pas, par égoïsme ou par inertie, « est coupable. Qui sert le mal déserte la cause de Dieu, « seul Seigneur; et qui n'est pas avec lui est contre lui.

« La religion conserve, prêche et enseigne ces prin- « cipes, ou elle n'est pas la religion. Lien inutile, lettre « morte, sans initiative et sans vie, elle gît comme un ca- « davre, répudiée par la conscience des peuples, réduite à « chercher sa force dans les armes étrangères, et non dans « le prestige du martyre ou dans celui de la parole.

« Et le martyre et la parole du Christ ne sont point en

« opposition avec ces principes. Jésus ne nous a-t-il pas dit « que nous étions tous frères et fils de Dieu? N'est-il pas « venu pour détruire les castes et les inégalités de nature, « admises par le paganisme? N'a-t-il pas dit qu'il mourait « pour nous racheter tous des suites de la première faute? « N'a-t-il pas enseigné que nous devions tous ici-bas con- « stituer une sainte unité en Dieu et dans l'amour? N'a-t-il « pas annoncé que la famille humaine ne formerait plus « qu'un seul troupeau, et n'aurait plus qu'un seul pasteur, à « savoir, la loi de Dieu interprétée? N'a-t-il pas sanctionné « le principe de la transmission selon l'esprit, selon les « œuvres, opposé au principe de la transmission selon la « chair, selon le privilége de caste et de naissance? N'a-t-il « pas voulu que dans cette tendre émulation de travaux « fraternels auxquels il conviait les hommes, celui-là seule- « ment fût le premier parmi nous qui saurait être le der- « nier, et se consacrerait avec un zèle ardent, embrasé de « l'amour des sacrifices, à notre amélioration? Chaque syl- « labe de l'Évangile ne respire-t-elle pas l'esprit de liberté, « d'égalité, de guerre au mal, à l'injustice et au mensonge, « qui souillent les œuvres humaines?

« *Liberté, égalité*! Ce sont, dites-vous, des biens du ciel « et non de la terre.

« Non, cette absurde distinction n'est pas dans l'Évan- « gile, et le mépris de la terre n'a été enseigné aux croyants « que depuis le jour où l'Église s'est donnée à César, que « depuis le jour où son chef visible, devenu prince lui- « même, s'éprit tellement de la terre qu'il voulut en prendre « et en conserver une partie, même au prix du sang de ses « frères. La terre et le ciel alternent continuellement dans « le saint livre, et la terre y est considérée comme un séjour, « non d'expiation, mais de préparation au ciel; comme un « champ de bataille où l'humanité s'exerce à combattre les « puissances du mal et l'égoïsme qui l'enchaînent et l'éga- « rent...

« Prêtres du Christ, regardez autour de vous, pour- « suit Mazzini.

« Pourquoi la terre frémit-elle? Pourquoi cet immense

« cri de peuples soulevés, et qu'aucune force ne pourra « ramener à la paix ou au silence ? De combien de jours, de « combien de mois date ce frémisssement, indice patent, « irrécusable, de besoins et d'événements nouveaux ? Il « date de soixante ans, et il grandit chaque jour. Dans com- « bien de lieux ont éclaté ses menaces ? Pouvez-vous nous « indiquer un foyer, un point central d'où part cette agi- « tation ? Elle fait irruption de toutes parts, sans centre « déterminé, à travers les nations les plus diverses et les « plus reculées, à travers les peuples de mœurs et de races « opposées, en Italie, en France, parmi les Slaves, à Pesth, « à Vienne, depuis l'extrémité de la Sicile jusqu'à Péters- « bourg. Pas un mois ne se passe sans un mouvement, sans « une tentative d'insurrection, pas un jour sans qu'une « voix partie d'un point ou l'autre de l'Europe ne vous porte « la nouvelle d'un danger et d'une persécution. Combien « de fois ces agitations ont-elles été réprimées ? Dix, vingt, « cinquante fois. Toutes les armées, toutes les forces de la « vieille Europe, tous les artifices de la diplomatie se sont « ligués pour les étouffer, et l'on crut qu'elles étaient « étouffées ; puis, après quelques heures, elles ont éclaté « toujours et chaque fois plus redoutables. Combien ont « péri parmi les agitateurs ? Le nombre ne s'en compte pas. « Sur toute la terre, ils sont tombés par centaines sur les « échafauds, sous la hache, par milliers sur les champs de « bataille, par milliers de faim et de misère, dans l'exil. « Comment sont-ils morts ? Presque tous le sourire sur « les lèvres, avec la fierté du défi sur le front, avec la calme « sérénité que donne la conscience d'une mission accom- « plie, comme meurent les martyrs.

« Et vous appelez ce soulèvement de peuples une « émeute ? Vous pouvez n'y voir que la main de quelques « factieux ? Moi, je vous dis que c'est le soulèvement de « l'humanité poussée par le choc du doigt de Dieu, que « c'est la révélation d'une époque marquée par la Provi- « dence ; je dis que vous devriez courber la tête et de- « mander au père des hommes qu'il vous éclaire sur ses « desseins, sur les destins nouveaux qu'il réserve à ses

« fils ; sur les caractères de transformation qu'il prépare à « la race humaine.

« Et quel est le cri des peuples ainsi soulevés ? Patrie, « Liberté, Nation, Égalité, Dieu et Peuple, Progrès, Asso- « ciation fraternelle, Alliance : paroles saintes, et qui pro- « phétisent un ordre nouveau, traduction complète de « ces paroles de Jésus : OMNES UNUM SINT (que tous soient « un). Quelques-uns, la Pologne, la Grèce, se sont levés, » la croix sur leur bannière ; d'autres, l'Italie, au nom du « pape qui aujourd'hui lance sur nous l'anathème. Et ce « soulèvement fut chez tous pur de vengeances, grand « d'oubli, saint d'amour, d'enthousiasme, de foi. Eux, les « victimes, renversèrent l'échafand qui aurait pu se dresser « pour leurs ennemis. Si quelques actes isolés vinrent faire « tache à leur noble cause, ce fut plus tard, sous l'inspira- « tion de réactions cruelles et de résistances insensées : ces « actes, d'ailleurs, furent presque universellement con- « damnés. Si quelques cris anarchiques, si quelques rêves « d'utopie subversive éclatent aujourd'hui dans le sein des « populations excitées, ce sont les cris d'hommes déses- « pérés, cent fois trompés et trahis, cent fois déboutés de « leurs justes demandes par l'inexorable volonté d'une « caste ou d'un roi : — et tous ces nuages disparaîtraient « à jamais, vous le savez bien, le jour où nous serions vain- « queurs.

« Et quel est, prêtres italiens, le vœu de notre, de votre « patrie ? Nous voulons réunir les vingt-six millions d'hom- « mes qui peuplent la terre d'Italie en une seule famillle, « sous une seule loi, à l'ombre d'un seul drapeau. Nous « voulons continer la tradition de nos pères et ouvrir à nos « fils une voie au bout de laquelle ne soient ni l'exil, ni « l'échafaud, ni le bâton du soldat croate. Nous voulons que, « pour le bien de l'humanité, notre intelligence soit libre, « notre parole libre, notre œuvre puissante. Nous ne vou- « lons pas adorer le mensonge, mais la vérité : nous vou- « lons une autorité, mais fondée sur l'interprétation de la « loi, non sur le caprice arbitraire de l'usurpation ; nous « cherchons des guides et des chefs, mais nous les cherchons

« parmi ceux qui signalent à nos choix leur intelligence, « leur vertu, leur dévouement au bien de tous, nous de- « mandons la paix de l'âme, l'éducation pour tous ; le pain « du corps, le travail pour tous....

« Tous fils de Dieu, tous rachetés du même sang, nous « ne pouvons trahir nos devoirs envers nos frères, parce « que d'autres, et ceux surtout qui devraient parler, gardent « le silence de la peur. On n'arrache ces frères à l'oisiveté « qu'en relevant à leurs yeux le travail, en leur en prouvant « la sainteté; on ne prouve la sainteté du travail qu'en ré- « formant une société fondée sur le privilége. On ne sous- « trait ses frères au mensonge qu'en détruisant le culte pu- « blic qu'on lui rend, et cela ne se fera que par le change- « ment même de la nature des gouvernements dont le « mensonge est aujourd'hui la base, puisqu'ils donnent « pour chefs aux peuples, non les plus capables et les plus « vertueux, mais les seuls rejetons des races monarchiques « héréditaires. On ne guérit ses frères de la folie du meurtre « qu'en leur enseignant l'inviolabilité de la vie, en réfor- « mant et non en tuant le coupable; et cela ne s'enseigne « pas là où le bourreau est un officier du gouvernement, là « où le meurtre *légal* est considéré comme un des appuis « de l'édifice social. On ne fonde point la fraternité du Christ « là où l'ignorance, la misère, la servitude, la corruption « des uns, et la science, la richesse, la domination des autres « s'opposent à ce que les hommes s'aiment et s'estiment « mutuellement, et ces causes d'inégalité ne disparaissent « pas sans une éducation nationale que la société dispense « à tous ses membres. On n'implante pas dans les âmes la « vertu du sacrifice, là où l'égoïsme est forcément enseigné « dans les familles, là où l'argent et le seul fondement de « la sécurité et de l'indépendance des individus. On ne « prêche pas efficacement la confiance sur une terre sillonnée « des espions du gouvernement, et semée partout de bu- « reaux de censure et des prisons.....

« La révolution est donc pour nous une œuvre d'éduca- « tion, une mission hautement religieuse. Si nous ne trou- « vions, pour nous soutenir dans nos luttes, d'autre impul-

« sion que celle de la colère et de la réaction, nous serions « depuis longtemps découragés par le doute et par la fa- « tigue des déceptions. Si nous ne puisions nos inspirations « que dans l'ambition, nous aurions bientôt, en sacrifiant « au pouvoir nos convictions, satisfait à cette basse passion.

« Puisque, dans son égarement, l'Église d'aujourd'hui est « hostile à l'esprit de vérité, puisqu'elle est infidèle à son « premier mandat, nous sommes, nous, l'Église militante « des précurseurs de ceux qui rebâtiront le temple, en ap- « pelant le *royaume de Dieu sur la terre comme au ciel :* « Église des précurseurs, tant que les vaillants esprits qui « sentent la nécessité d'une foi vive pour relier en un fais- « ceau tous les efforts et toutes les inspirations, n'auront « point, réunis en concile, interrogé les progrès, exploré les « souffrances, décrété les remèdes et posé la première pierre « de L'ÉGLISE UNIVERSELLE de l'humanité. »

Pie IX disait dans son Encyclique : « Bien que LES ARMES « DES nations m'aient rétabli à Rome, bien que les tumultes « de la guerre, les batailles de l'indépendance ne reten- « tissent même pas dans les autres contrées de l'Italie, *les* « *méchants ne se désistent pas.* »

« Nous désister ! s'écrie Mazzini. Non, jamais !

« Au nom de Jésus et de saint Paul, au nom de tous les « combattants pour la cause de la vérité et de la justice, « nous persévérons. Que voué soit à la honte et au remords « celui dont le courage faiblirait devant la pauvreté, les dé- « ceptions et la persécution ! Notre cause est la cause de « Dieu.

« Les murs, les pierres de Rome peuvent, pour un temps, « et grâce à la force aveugle des armes étrangères, retom- « ber sous votre joug ; mais l'âme de Rome est avec nous.

« C'est nous qui avons recueilli sa pensée.

« Arche sainte de notre foi et semence d'un infaillible « avenir, nous la portons et nous la garderons intacte avec « nous, dans l'exil, comme les premiers chrétiens portaient « dans les catacombes et dans les prisons la pensée de Jé- « sus aujourd'hui trahie par vous ; nous la garderons jus- « qu'à ce qu'elle rayonne de nouveau de Rome sur le

« monde, couronnée de l'éclat d'une victoire que ne pour-
« ront lui disputer longtemps ni vos encycliques, ni les
« armes profanes que vous avez implorées.

« La religion n'est plus dans votre camp, elle est dans
« le nôtre. Grâce à vous, grâce à la guerre désespérée que
« vous déclarez à la pensée de Dieu, grâce aussi à la cou-
« pable inertie de certains hommes qui s'appellent des
« prêtres et qui ne remplisent pas un seul des devoirs du
« sacerdoce, le monde livré aux ténèbres du doute et de la
« haine, marche égaré par de faux systèmes; mais ces sys-
« tèmes ont pourtant plus d'autorité que votre parole, parce
« qu'ils sont comme un pressentiment de l'avenir, tandis que
« vous, vous prétendez enchaîner au cadavre d'un passé
« mort pour toujours, l'humanité que pousse le divin souffle
« d'en haut.

« Prêtres italiens, mes paroles sont graves, si le salut du
« monde et de vos croyances vous est cher, écoutez-nous...

. . . . . .

« Entre l'humanité et le pape, placez l'Évangile ouvert;
« puis, descendez libres de haine, dégagés de toute obsé-
« quiosité aveugle, dans votre conscience, et jugez. L'appel
« que nous vous faisons est un appel sincère. Hommes et
« sujets de l'erreur, nous pouvons pécher sur beaucoup de
« points, mais jamais par l'hypocrisie. Nous avons l'audace
« du vrai, le pape le sait, et c'est pour cela qu'il nous re-
« doute. Celui qui vous écrit aujourd'hui, au nom de ses
« frères, peut vous dire : *Examinez ma vie, vous n'y pourrez*
« *trouver un acte qui soit en contradiction avec la foi que*
« *j'enseigne. Examinez tout ce que j'ai écrit depuis vingt*
« *ans, vous n'y pourrez trouver une seule ligne dictée par*
« *l'irréligion ou le matérialisme.* »

« Interprète d'un grand nombre de mes frères, lorsque
« j'ouvris mon âme à la pensée italienne, je déclarai que,
« depuis lontemps, un divorce avait séparé l'idée religieuse
« de l'idée politique, l'Église de l'humanité; je déclarai que
« ce divorce était funeste; — que sans la foi, une société
« basée sur la fraternité était un rêve; que sans la foi il n'y
« avait ni paix ni liberté véritable, que hors d'elle l'élément

« corrompu dans lequel nous vivons résisterait à toute « transformation sérieuse, que hors d'elle enfin il n'y avait « plus ni patrie ni rien. J'ajoutais qu'il fallait, à tout prix, « relier la terre au ciel, rétablir l'harmonie entre la vie qui « s'écoule dans le temps et dans l'espace et la conception « de l'éternelle vie; entre l'homme et Dieu père et éduca- « teur de tous les hommes. Et maintenant j'ajoute que « l'heure suprême va sonner, que les temps sont mûrs, que « le matérialisme est vaincu, que le besoin d'une vie reli- « gieuse est universellement senti, et que grâce à vous seuls, « grâce à l'obstination qui vous pousse à étayer un édifice « en ruines, à maintenir l'Église dans la haine et l'igno- « rance des progrès inévitables de l'humanité, les cons- « ciences sont incertaines, la religion reste exilée des cœurs; « que grâce à vous et malgré nous, il se prépare des temps « de discorde et des œuvres de sang dont vous porterez la « responsabilité devant les hommes et devant Dieu... »

# CHAPITRE IV.

### Pie IX.

La vie de Mazzini a été tout entière un apostolat sans trêve ni repos. — Tous les jours en sont consignés dans le livre de l'histoire par quelque acte remarquable en faveur de la noble cause dont il fut toujours le plus intrépide défenseur.

Après la malheureuse issue de l'expédidion de Savoie au commencement du mois de février 1834, Mazzini qui avait dû se réfugier tantôt en Suisse tantôt à Londres, pour échapper aux embûches que ne cessaient de dresser contre lui toutes les polices européennes, ne se lassait pas de faire retentir sa puissante voix.—Il organise la *Jeune Italie* sur des bases de plus en plus solides, suggère l'idée de faire des loges maçonniques un point de réunion, et pour venir en aide aux malheureux ouvriers de sa patrie qui suffoquent çà et là dans les noires fumées des manufactures anglaises, il fonde à Londres même le journal l'*Apostolo popolare*.

Combien de ces infortunés, habitués à respirer un air pur sous le beau ciel de leur malheureuse patrie, eussent succombé dans les épais brouillards de Londres, si Mazzini n'était accouru à leur secours? La flegmatique Angleterre se serait contentée d'enregistrer froidement le nom de ces pauvres étrangers avec le jour et l'heure de leur décès sans parler de leur lente et cruelle agonie! Le cœur de Mazzini ne pouvait supporter les souffrances de ses compatriotes.

Sa voix trouva un écho, même parmi les indifférents, et dès lors les apôtres du travail purent avoir de quoi soutenir leur triste existence jusqu'aux temps que les apôtres de l'intelligence préparaient par leurs études, leurs travaux et les douleurs de l'exil.

Grégroire XVI (Mauro Cappellari), élu pape le 2 février 1831, mourut le 1$^{er}$ juin 1846.

Il laissait les provinces soumises à l'autorité du saint-siége dans une situation désespérée. — Un tel état de choses devait naturellement favoriser l'élection du nouveau pape, et l'engager à entrer dans une voie de réforme et de réorganisation.

« A la mort de Grégoire XVI, écrit M. Charles Farini (1), les sectes libérales avaient peine à contenir leur ardeur de vengeance; les Sanfédistes, ivres de pouvoir, avaient perdu toute mesure. La fraction du parti libéral dite *modérée*, était résolue de combattre le mauvais gouvernement du pape par l'opposition et la résistance légale, par la presse, par tous les efforts du courage civil; la partie honnête et sage des papistes reconnaissait la nécessité de quelques réformes.

« Les troupes indigènes étaient peu nombreuses, mal disciplinées, mal payées et peu sûres; les régiments étrangers étaient braves et fidèles, mais enviés par les soldats nationaux, haïs du peuple, onéreux au Trésor public.

« Le commerce était pauvre; la grand industrie nulle; la contrebande organisée et plus puissante que le fisc.

« La police, abandonnée à l'arbitraire, vexait les libéraux, mais laissait les bandits désoler le pays.

« Les services publics, mal organisés. De statistique, aucune.

« Des contributions et des taxes écrasantes et mal réparties, parce qu'elles pesaient presque exclusivement sur la propriété : la taxe de mouture odieuse dans quelques contrées des Marches et de l'Ombrie.

« Le développement de la richesse publique, paralysé par de mauvaises lois civiles et économiques, par la prohibition des chemins de fer, par l'immobilisation des grandes propriétés.

« Absence de codes; inégalité des citoyens devant la loi. immunités et priviléges sans nombre. L'administration de de la justice, compliquée, lente, dispendieuse, incertaine.

« Trente-sept à trente-huit millions écus de dette pu-

(1) *Lo stato romano*, t. I^er^.

blique; déficit annuel d'au moins un demi-million; nul contrôle, nuls comptes de gestion de la part des administrateurs du Trésor.

« L'instruction et l'éducation insuffisantes en tout, même en religion.

« La carrière des armes, mésestimée, oisive, déshonorée par des mercenaires étrangers, était fermée à la jeunesse; fermée également celle de la diplomatie, réservée aux ecclésiastiques; fermées celles de la politique, de l'administration, de la magistrature, parce que les ecclésiastiques seuls pouvaient prétendre aux distinctions et aux honneurs suprêmes.

« Censure sur la presse, surveillance rigoureuse sur les journaux et livres étrangers.

« Des milliers de citoyens avaient été *avertis*, auxquels était interdit désormais tout emploi honorable ou lucratif, soit dans le gouvernement, soit dans le municipe.

« Le nombre était immense des familles qui, après 1831, avaient été atteintes, pour des causes politiques, par les sévérités du gouvernement ou les fureurs des sanfédistes.

« Les commissions militaires permanentes.

« Tout moyen de servir ou d'accroître la civilisation dédaigné ou proscrit.

« La haute noblesse romaine, ducs et princes, vénérant la Papauté, de qui elle tient sa fortune, ses dignités, ses antiques priviléges, mais peu satisfaite de la domination absolue qu'exerçait la caste sacerdotale: inactive d'ailleurs, sans mérite et sans vertus. La noblesse de province ouvertement hostile au gouvernement, ou secrètement ennemie, ou indifférente. Il y avait en province beaucoup de nobles parmi les conspirateurs.

« La bourgeoisie indépendante par fortune ou par condition, peu nombreuse dans Rome, mal soumise au gouvernement; les clients et les serviteurs des cardinaux et des prélats, les traficants d'abus, innombrables: nombreuse aussi la curie, babillarde et fausse; la masse, molle, voluptueuse, abâtardie, servile aux dominateurs, sans aspirations, sans foi et sans courage.

« Les artisans, le menu peuple de Rome, dévot peut-être

au Pontife, peu dévoué au prince, point du tout au gouvernement ; orgueilleux du nom romain, grossier et turbulent. Celui des provinces, perverti par les sectes, toujours prêt aux factions.

« La population des campagnes, tranquille partout, dévouée au chef de la religion, vénérant le sacerdoce et se plaignant des taxes.

« Le clergé inférieur, soit de la capitale, soit des provinces, simple, peu instruit, mécontent du gouvernement et des abus romains, et, sauf quelques exceptions, de mœurs douces et pures. Cette autre partie du clergé, plus étrangère que romaine, qui ne songe qu'à vivre en joie dans les honneurs, le pouvoir et les abus, hypocrite et perfide, sectaire et factieuse au besoin.

« En somme, au dedans, le gouvernement sans appui dans l'amour de ses sujets et dans l'opinion publique ;

« Au dehors, méprisé, raillé, insulté, avili.

« Partout le pressentiment d'agitations nouvelles, le désir de promptes et substantielles réformes, la conviction de leur nécessité. — La diplomatie tremblait la peur des révolutions. »

Telle était la situation quand, le 16 juin 1846, après seize jours de vacance du Saint-Siége et deux jours seulement de conclave, le cardinal Jean-Marie Mastaï Ferretti fut élu pape et prit le nom de Pie IX.

« Je ne me sens pas le courage, dit M. Bonjean (1), de rappeller les espérances qui firent tressaillir le monde, à l'avénement, au suprême pontificat, de cette *âme choisie, disposée à toute œuvre excellente, si on l'eût laissée libre*, ou si voulant *aussi fortement que l'exigeait la grandeur de l'entreprise*, elle eût su triompher des résistances ennemies de sa gloire pour *rester fidèle* à son généreux *début*.

« Quel homme semblera jamais, aussi clairement que le parut Pie IX, marqué du doigt de Dieu pour réconcilier toutes les communions chrétiennes, en montrant que le

(1) *Du pouvoir temporel de la papauté*, par M. Bonjean, sénateur. Paris, 1862, Appendice, n° 30, p. 502.

catholicisme peut se mettre en harmonie avec toutes les aspirations légitimes de l'esprit moderne!

« Quel ami de l'humanité, de la religion et de l'Italie ne sent l'amertume déborder de son cœur en songeant que cette providentielle occasion a été perdue, que le genre humain a été précipité des hauteurs de ces sublimes espérances, parce qu'il y avait à Rome des ambitions mesquines, des intérêts égoïstes qui, pour continuer à vivre d'abus séculaires, ont besoin de maintenir intacte cette forme dès longtemps condamnée par tout ce qui, en Italie, pense, parle ou écrit : L'*absolutisme clérical dans le gouvernement temporel de la société moderne.* »

M. Bonjean qui a l'air de croire « que le catholicisme peut se mettre en harmonie avec toutes les aspirations légitimes de l'esprit moderne, » croit-il vraiment que Pie IX soit cette «âme choisie, disposée à toute œuvre excellente?

Si l'on considère superficiellement ses premiers actes lors de son avénement au siége pontifical, on est tenté de le croire: mais en jetant un coup d'œil sur la vie de Jean-Marie Mastaï Ferretti, l'on ne tardera pas à reconnaître que, de même que son pontificat après 1850 n'a été qu'un modèle de barbarie, son existence première n'a été qu'un tissu d'excentricités et de faiblesses incompréhensibles.

Parlons ici de M. Edmond About et de ses publications relatives au sujet qui nous occupe.

M. About, comme la plupart des romanciers d'aujourd'hui, fait des livres sur la Grèce, sur l'Italie, sur la question romaine, sans connaître la Grèce, l'Italie, ni les questions qu'il dit avoir étudiées à fond. — Il a été dans le port du Pyrée peut-être, sans avoir même fait le long voyage jusqu'à Athènes; il a suivi les côtes de la mer Ligurienne.... peut-être même s'est-il rendu à Rome en laissant ses bagages à Civita-Vecchia pour visiter à la hâte l'église de Saint-Pierre du sommet du Pincio, et il croit avec cela pouvoir résoudre la question romaine.....

Dans son livre *La Question romaine*, M. About consacre un article à Pie IX et un autre au cardinal Antonelli, les deux

seuls que nous ayons eu le courage de lire : « Pie IX, dit M. About, croit en Dieu ; ses mœurs sont pures et l'ont toujours été, même au temps où il n'était encore qu'un jeune prêtre, mérite assez commun chez nous, mais rare et miraculeux au delà des monts. Je ne le trouve, c'est toujours M. About dans son chapitre sur Pie IX que je cite, ni haïssable dans le présent, ni admirable dans le passé. Je le plains d'avoir lâché la bride à son peuple, sans avoir la main assez ferme pour le retenir à propos.... »

« Les hommes des sociétés secrètes lui imputent tous ces malheurs et toutes ces servitudes de l'Italie. Il est certain que la question italienne serait bien simplifiée s'il n'y avait pas un pape à Rome, mais la haine des mazzinistes contre Pie IX est condamnable dans tout ce qu'elle a de personnel. Ils le tueraient inévitablement, si nos soldats n'étaient pas là pour le défendre. Ce meurtre serait aussi injuste que celui de Louis XVI et non moins inutile. La guillotine ôterait la vie à un vieillard qui est bon ; elle ne tuerait pas le principe de la monarchie sacerdotale, qui est mauvais..... Maintenant il boude contre son peuple, contre les Français, et contre lui-même. Il sait que la nation souffre, mais il se laisse dire que le malheur de la nation est indispensable à la sécurité de l'Église. Les murmures de sa conscience sont étouffés par les souvenirs de 1848 qu'on lui rappelle, et par la peur de la révolution, dont on l'étourdit. Il se bouche donc les yeux et les oreilles, et il s'applique à mourir tranquille entre ses sujets furieux et ses protecteurs mécontents. Tous les hommes sans énergie se conduiraient comme lui, si on les mettait à sa place. Ce n'est pas lui qu'il faut condamner, c'est la faiblesse et la vieillesse. »

Après avoir lu ce chapitre, nous avons été forcé d'en conclure que M. About s'est laissé entraîner par la vanité d'écrire sur un sujet qu'il ignore complétement et qu'il a par ce fait, étrangement compromis sa réputation d'habileté et d'intelligence.

Si M. About eût connu les *mazzinistes* qu'il insulte et le pape qu'il appelle un *vrai chrétien*, aurait-il jamais eu

l'audace d'écrire que les premiers « tueraient inévitable-« ment cet honnête vieillard dont le caractère est fait de « dévotion, de bonhomie, de vanité, de faiblesse et d'en-« têtement : ce pape qui bénit avec onction et pardonne « avec difficulté, bon prêtre et roi insuffisant, dont les « mœurs sont pures et l'ont toujours été, même du temps « qu'il était jeune prêtre? »

Jean-Marie Mastaï Ferretti est né le 13 mai 1790 (1) à Sinigaglia. D'après les uns, il descendrait d'une famille noble; d'après les autres ses aïeux auraient été des fabricants de peignes. Il a été élevé par les pères Scolopes au collége de Volterre où il séjourna de 1803 à 1809. — En 1815, lors du passage des troupes de Murat par l'Ombrie, les Romagnes et les Marches, il fut reçu *carbonaro* dans une vente de Macerate; son nom figure aussi sur les registres des loges de *Francs-maçons* de Sinigaglia.

Admis dans les gardes-nobles pontificaux, à cause de son physique avantageux, il dut bientôt en sortir pour cause de mauvaise santé; il était sujet à de fréquentes attaques d'épilepsie.

Au mois de mars 1816, il se voua à l'état ecclésiastique, et fut ordonné prêtre en 1819; cependant son état maladif contraignit ses supérieurs à lui enjoindre de ne dire la messe qu'en particulier et avec l'assistance d'un prêtre. On prétend que c'est à la suite d'une vie irrégulière dans

(1) M. About, comme tous les écrivains qui veulent se soustraire aux ennuis de la recherche des vraies dates, copie dans l'almanach de Gotha l'année de la naissance de Pie IX et écrit avec assurance qu'il est né en 1792. Pour montrer à M. About qu'il est, comme nous l'avons dit, un écrivain peu sérieux, nous lui mettrons sous les yeux ces quelques lignes que nous trouvons dans le n° 87 du journal *Le Français* du mercredi 28 octobre 1868. — Pie IX. — On lit dans le *Monde* : « .... Le Pape a soixante-dix-huit ans. Les annuaires portent soixante-« seize ans, et font naître Pie IX en 1792; mais Sa Sainteté est « réellement venue au monde en 1790. Ces jours derniers encore, le « Saint-Père disait en riant à une personne qui lui parlait de son « âge et le félicitait de son admirable santé : *Si, si, mi hanno « rubato due anni :* Oui, oui, ils m'ont dérobé deux années. »

Il ne faut jamais se servir des almanachs ou des annuaires pour écrire l'histoire.

sa jeunesse, qu'il avait contracté cette triste infirmité dont il ne se débarrassa qu'en s'imposant plus tard une règle austère. Nommé coadjuteur à un canonicat de l'église de Sainte-Marie-in-via-Lata et directeur de l'hospice de *Tata Giovanni*, il montra une piété extraordinaire. Plusieurs écrivains ont prétendu qu'il s'était ensuite consacré à la vie des missions : la vérité est que, en 1823, il partit pour le Chili, en qualité d'auditeur, avec monseigneur Muzzi, vicaire apostolique, envoyé par le Vatican dans cette contrée pour y régler certaines affaires ecclésiastique. — De retour à Rome, en 1825, on le mit à la tête de l'hospice apostolique de Saint-Michel-à-Ripa. Honteux, dit-on, des excès de sa jeunesse et bourrelé de remords, l'éducation ascétique qu'il avait reçue l'entraîna à s'infliger de sévères pénitences, confondant ainsi la vraie religion avec une aveugle superstition. — Ces austérités accrurent sa réputation, et en 1832 il fut nommé par Grégoire XVI évêque d'Imola et cardinal en 1840.

Quoique voué par sa carrière ecclésiastique à une vie austère il ne put jamais oublier ses maîtresses (1).

Lors de son avénement au siége pontifical, la noble matronne Claire Colonna qui eut une si grande influence sur sa vie, était son inspiratrice. — Il lui apporta, à son retour du Chili, des perroquets en souvenir de son voyage.

Douée de sentiments élevés, elle fut son Égérie la première année de son pontificat; c'est à son heureuse initiative qu'on est redevable des premiers actes de son règne qui provoquèrent « un long cri, un cri de plusieurs mil« lions d'hommes prêts à marcher au martyre ou au triom« phe, et qui sur un signe de sa main le saluèrent père,

(1) Nous n'avançons rien de nouveau. Tout le monde connaît la vie galante du comte Jean-Marie Mastaï Ferretti dans sa jeunesse. Une quantité de dames romaines sont encore désignées aujourd'hui comme ses anciennes maîtresses. Qui n'a pas entendu en Italie prononcer le nom de la comtesse Galletti qui, forcée de s'éloigner de Rome, se rendit, à Turin, où elle fut avec sa fille l'héroïne de plusieurs aventures scandaleuses.

« bienfaiteur, régénérateur de la foi catholique et de « l'humanité. »

Après la mort de M^me^ Colonna qui eut lieu en 1847, le cœur de Pie IX fut pris par la comtesse de Spaur. C'est elle qui le 25 novembre 1848 l'enleva de Rome : c'est avec M^me^ de Spaur et dans sa voiture que Pie IX déguisé, alla demander à Ferdinand II, le bourreau de Naples, des Abruzzes et des Calabres, l'hospitalité de Gaëte.

Quand Mazzini s'adressa à Pie IX en 1847, comme il s'était adressé à Charles-Albert en 1832, c'était à l'homme inspiré par la noblesse des sentiments de la comtesse Colonna qu'il voulait confier les destinées de la patrie. Comme le disait M. Farini, « il le croyait propre à toute entreprise nationale ou même simplement humanitaire »

Bien souvent on a reproché à Mazzini d'avoir écrit d'abord à Charles-Albert, et plus tard à Pie IX lui, le républicain, pour les engager à se mettre à la tête de la révolution italienne; on a dit qu'il s'était montré par ce fait inconséquent, illogique...

Pour le comprendre, en effet, il ne faut pas oublier que Mazzini avait une idée fixe, immuable : *l'Unité italienne*. Toute forme gouvernementale était pour lui, subordonnée à la réalisation de cette grande idée, même la forme républicaine. Il voulait le triomphe de son idée fût-elle l'œuvre d'un prince, d'un pape ou du peuple. — Dans ce but, il essaya tous les moyens : peuples, souverains, papes mêmes C'est ce qui explique tous ces revirements qu'on lui a reprochés avec tant d'insistance.

Simples manœuvres qui lui permettaient de louvoyer, ne pouvant marcher en arrière, et de s'approcher de plus en plus de ce bienheureux port tant de fois signalé : l'Italie une et indivisible(1).

Du reste, il ne faut pas s'y tromper, si les hommes du parti modéré ont eu foi en la papauté, les vrais démocrates n'ont cherché qu'à l'entraîner dans la voie des réformes so-

(1) Voir Marc Monnier, *L'Italie est-elle la terre des morts ?* Paris, Hachette, 1860, chapitre XIX, p. 336.

ciales pour sa propre réhabilitation. C'est ce qui constitue la différence qui existe entre Gioberti, d'Azeglio, Manzoni, Balbo et Mazzini et Niccolini.

Les premiers il est vrai ont pu compter parmi leurs disciples les Cavour, homme qui vivait au jour le jour, les Ricasoli sans talent et sans idées, les Menabrea, personnage uniquement dominé par une ambition qui l'aveugle, mais ces modérés transigent et plient facilement, tandis que Mazzini resté seul après la mort de Niccolini n'en a pas moins persisté avec ardeur dans son idée, inébranlable comme un rocher quoique battu de tous les côtés par les flots furieux des passions humaines. C'est que Mazzini à l'opposé des autres « est une conscience et un caractère, « une conviction et une volonté » (1).

Pauvre Jean-Baptiste Niccolini!

Auteur du poëme de *La Pietà*, de la *Polissena*, d'*Edipo*, des *Sette a Tebe*, de *Agamennone*, de *Medea*, de *Nabucco*, d'*Antonio Foscarini*, de *Giovanni da Procida*, d'*Arnaldo da Brescia*, de *Filippo Strozzi*, il avait consacré toute sa vie à démontrer que la papauté était contraire à tout esprit de liberté.

En 1846, deux ans après la publication clandestine de son *Analdo da Brescia*, Niccolini voit tout à coup surgir Pie IX, un pape qui s'éloignant des traditions de tous ses devanciers, venait condamner ses doctrines libérales et toutes ses démonstrations historiques contre la papauté. — « Un pape « libéral!..... Un pape libéral!..... s'écriait-il dans les rues « de Florence, ah! c'est donc moi qui ai trahi les Italiens, « en leur démontrant que les papes en se succédant, res- « tent tous les mêmes!..... Un pape libéral!.. .. Un pape « libéral !..... » Florence crut que Niccolini était devenu fou : en proie aux plus violents remords pour avoir publié tant d'écrits contre la papauté qui venait de produire en Pie IX, l'ange de la liberté, le sauveur de l'Italie, il se renferma chez lui et ne voulut plus voir personne. Chacun

(1) Marc Monnier.

le crut fou, car il ne cessait de répéter : Ah ! c'est moi qui ai trahi les Italiens !...

Mais arriva, trop tôt hélas ! la fameuse encyclique du 29 avril 1848.

Niccolini rentra en lui-même :

« Oh ! non, s'écria-t-il alors, ce n'est pas moi qui ai trompé « les Italiens. Les papes sont toujours les mêmes..... Ce « sont eux qui sont les bourreaux de la pauvre humanité : « ils le seront toujours ! »

Non, Niccolini n'avait pas été fou, non il ne s'était jamais trompé.

Mazzini non plus ne s'était pas trompé. Content de voir l'Italie se réveiller à la voix d'un pape, sans donner signe d'approbation ou de désapprobation, renfermé en lui-même, il attendait les événemenis..... Ils ne tardèrent pas à se produire. Louis-Philippe qui, lorsqu'il n'était que duc d'Orléans, avait conspiré pour la liberté des peuples et les avait trahis à son avénement au trône, Louis-Philippe devait tomber comme tombent les traîtres, et sa chute, le 24 février 1848, entraîna partout en Europe le soulèvement de la révolution.

# CHAPITRE V

**La Révolution de 1848 en Italie.**
**Rôle funeste de Charles-Albert. — Milan et Venise.**

A la nouvelle de la révolution de février, voyant la Sicile insurgée contre les Bourbons de Naples, toute l'Italie en ébullition, les princes, en dépit de l'Autriche, contraints de promettre des chartes plus ou moins libérales, Mazzini comprit que le moment de l'action était arrivé.

La brumeuse Angleterre n'a plus d'attraits pour lui. C'est à Paris que se décident les destinées de l'Europe. Mazzini arrive à Paris, où la colonie italienne, aidée principalement par le zèle du napolitain Joseph Ricciardi venait de fonder, le 5 mars 1848, l'Association nationale italienne. Mazzini était naturellement désigné pour en devenir le président. C'est en cette qualité qu'il se présenta à l'Hôtel-de-Ville aux premières nouvelles de la révolution de Milan et lit aux membres du gouvernement provisoire l'adresse suivante :

« Messieurs,

« L'association nationale italienne, constituée le 5 mars et présidée par Joseph Mazzini, Pierre Stefanone et Philippe Canuti (1), vient apporter son tribut de sympathie au gou-

(1) Canuti depuis se sépara de Mazzini, et abjura ses idées républicaines, comme firent M. Visconti Venosta, l'ancien secrétaire du grand agitateur, et M. Melegari, l'organisateur de l'expédition de Savoie, pour offrir ses services à Victor-Emmanuel et aux hommes du parti modéré. Canuti avait tout ce qu'il fallait pour plaire à ceux-ci et à celui-là. Pour l'un, il était le mari d'une femme jeune et belle ; pour les autres, il était parjure. M. Canuti devint le directeur du *Journal officiel*, ce qui était une vraie sinécure. Mais depuis il est tombé dans une sorte de disgrâce, et il a été envoyé, après les émeutes causées à Turin par la convention du 15 septembre 1864, comme conseiller de préfecture dans quelque province perdue de la péninsule. M. Canuti serait peut-être encore en possession de sa sinécure, si le ministère La Marmora-Lanza n'avait eu besoin d'offrir une récompense à M. l'avocat Piacentini, adis directeur de

vernement provisoire de la république française, et remplit en même temps un devoir en lui faisant connaître sa formation définitive.

« Son but, messieurs, est le but qu'ont prêché ou prévu tous les grands Italiens, depuis Arnaud de Brescia jusqu'à Machiavel, depuis Dante jusqu'à Napoléon, qui est à nous comme à vous : l'unification politique de l'Italie, l'émancipation complète, depuis la mer jusqu'aux Alpes, de ce sol d'où est sorti, deux fois le mot d'ordre de l'unité européenne; la fondation d'une nationalité compacte et forte, qui puisse, pour le bien du monde prendre rang dans la confédération des peuples et apporter au travail commun les inspirations et le dévouement, la pensée et l'action de vingt-quatre millions d'hommes libres, frères et associés en une seule croyance nationale, *Dieu et le peuple*; en une seule croyance internationale, *Dieu et l'Humanité*.

« Cette croyance, messieurs, quoi qu'on ait fait pour l'obscurcir, est celle de nos pères. Depuis l'époque pythagoricienne du midi de l'Italie jusqu'à nos penseurs philosophes du XVII^e^ siècle, entre la torture qui cherchait en vain à anéantir la pensée sociale de notre Campanella et la fusillade qui brisait sur les lèvres des frères Bandiera leur dernier cri *vive l'Italie!* le génie italien a toujours déclaré, par une série ininterrompue de protestations individuelles, que sa tradition nationale était *unité et liberté* : unité comme garantie de mission, liberté comme garantie de progrès.

« Du milieu des fers, du sein de la corruption qu'engendre le despotisme, sous la baïonnette étrangère qui me-

---

la *Gazzetta di Torino*, dont les articles publiés par cette feuille le 20 septembre furent la première origine et la cause directe de ces protestations qui aboutirent aux affreux massacres qui eurent lieu les deux soirées suivantes (21 et 22 sept.) sur la place du Château et de Saint-Charles. — C'est ainsi que le parti modéré récompense ses agents provocateurs. — Inutile de dire que M. Piacentini quoique *directeur* de la *Gazzetta di Torino*, et aujourd'hui du *Journal officiel* n'a jamais été capable d'écrire un article. — On prétend que celui qu'il a publié le 20 septembre 1864 et qui a si justement irrité les Turinois insultés, sortait du cabinet du roi.... Oui, du cabinet du roi *Galant-homme*.

naçait chaque battement de son noble cœur, il a toujours du fond des prisons ou du haut de l'échafaud, crié aux nations attentives : l'Italie n'est pas morte; elle se transforme; et sa grande pensée sortira, pure comme l'or du creuset, de ses trois cents ans d'esclavage, lorsque l'œuvre de fusion sera accomplie, lorsque les peuplades italiennes seront enfin mûres, par la souffrance et l'amour, pour se confondre en un embrassement unanime autour de la sainte lumière de la patrie commune, et donner à l'Europe, après l'Italie des empereurs, après celle des papes, l'immense spectacle de l'Italie du peuple!

« Ce moment, messieurs, nous le croyons, est bien près d'éclore. L'heure de l'émancipation a déjà sonné en Lombardie. Dégager de toutes les impulsions locales la pensée nationale; en diriger à travers les tâtonnements du présent le développement progressif; c'est là l'objet de l'*association nationale italienne*. Elle le poursuivra avec calme, fermement, de toutes ses forces, de toute son activité, telle que l'exigent les circonstances, telle que le lui impose l'exemple glorieux que la France vient pour la seconde fois de donner au monde.

« Travailler à la constitution d'une forte nationalité italienne, c'est travailler, — il n'y a pas un seul Français qui d'instinct ne comprenne cela, — non-seulement pour l'Italie, mais aussi pour la France : c'est vouloir donner à la France une sœur, une alliée puissante et fidèle, capable de voter avec elle, pour le progrès de tous, dans les conseils européens, et de combattre à ses côtés pour le triomphe du droit et de la vérité sur les champs de bataille. Entre nous, messieurs, vous savez cela depuis votre première république et depuis l'Empire, c'est à la vie et à la mort. Nous croyons donc avoir droit à vos sympathies, comme vous avez droit à notre admiration. Donnez-les nous, messieurs, elles ne seront pas perdues pour l'Italie aujourd'hui, elles ne le seront pas surtout pour l'Italie à venir.

« **22 mars 1848.**

« Pour l'Association,
« Joseph Mazzini, président. »

M. de Lamartine, membre du gouvernement provisoire de la république française, lui répondit en ces termes que les Italiens auraient fait beaucoup mieux d'oublier :

« Citoyens de l'association nationale pour la régénération de l'Italie, citoyens, je pense de toutes les régions de l'Italie....

« Toute la députation : oui! oui! de toute l'Italie.

« Le citoyen Lamartine : C'est pour moi un des plus beaux jours de cette république naissante; c'est pour moi une des plus glorieuses fonctions qu'ait pu me conférer le gouvernement provisoire de la république, que celle de recevoir l'adhésion que vous voulez bien apporter en ce moment à ses principes et à ses actes.

« Et moi aussi, j'ose le dire, et moi aussi, je suis un enfant, un enfant d'adoption de votre chère Italie.

« J'ose le dire, et je le répète avec gloire comme avec amour, je suis un enfant adoptif de ce grand pays...

« Votre soleil a échauffé ma jeunesse et presque mon enfance. Votre génie a coloré ma pâle imagination; votre liberté, votre indépendance, ce jour que je vois enfin surgir aujourd'hui, a été, pour moi, votre ami, comme pour vous, le plus beau rêve de mon âge mûr.

« Vous devez sentir, par ces paroles, combien je sens délicieusement l'honneur d'être appelé par la Providence à voir réaliser ici par le contact de ces deux grandes nationalités qui n'ont plus à se combattre, qui n'ont plus qu'à s'aimer, à se fortifier, à se défendre l'une l'autre, de voir se réaliser ce rêve des âmes patriotiques, qui va devenir, avant peu de mois, je n'en doute pas, la plus inattendue de toutes les réalités.

« La république, comme vous le pensez bien, n'a pas déplacé mon cœur pour l'Italie; je l'appelais, il y a peu de temps à la tribune, non pas la reine des nations, mais la reine des races humaines.

« Elle n'a qu'à reprendre sa place, et l'univers reconnaîtra cette royauté intellectuelle du génie italien sur ce coin de terre qu'elle a consacré dans d'autres siècles.

« Le gouvernement provisoire ne s'étonnera pas de la démarche que les Italiens, réunis en si grand nombre autour

de ce palais du peuple, font aujourd'hui. Votre cause est la nôtre, et vos titres à cette cause, vous les avez admirablement énumérés tout à l'heure; vos titres, ils n'ont pas besoin d'être rappelés au genre humain; ils sont écrits en caractères ineffaçables par vos magnifiques débris, par vos impérissables monuments sur votre sol; ils sont restés écrits aussi éternellement dans vos âmes; et c'est pourquoi il n'a été permis à aucune tyrannie de les effacer s'ils viennent à revivre d'eux-mêmes si légitimement dans l'avenir!

« Parmi ces titres, vous avez cité tout à l'heure le plus glorieux peut-être, le plus impérissable de tous, ce sont les noms de ces grands génies qui ont illustré dans tous les temps la terre d'Italie : tant que ces titres des nations n'ont pas été contre-signés, pour ainsi dire, par des noms immortels, ils n'ont pas le sceau du temps, ils ne sont pas gravés assez profonds, assez éclatants dans l'histoire! C'est la gloire des grands hommes qui constitue la nationalité des peuples.

« Parmi ces noms glorieux que vous venez de citer, il y en a un seul que je vous reproche d'avoir rappelé, à cause de la signification qui s'attache communément à ce nom de Machiavel (*Oui! oui! ce n'est pas sa place!*). Effacez désormais ce nom de vos titres de gloire, substituez-lui le nom pur de Washington : voilà le nom qu'il faut proclamer, c'est le nom de la liberté moderne. Ce n'est plus le nom d'un conquérant qu'il faut au monde, c'est le nom de l'homme désintéressé, le plus dévoué au peuple. Voilà l'homme qu'il faut à la liberté. (*Oui! oui!— Bravo! Bravo!*) Un Washington européen, voilà le besoin du siècle : le peuple, la paix, la liberté!

« Je n'entrerai, vous le sentez bien, avec vous dans aucun détail sur les diverses questions politiques que votre réunion nationale doit débattre dans la plénitude de son libre arbitre, et à l'abri de toute influence internationale. Nous avons proclamé le dogme du respect des nationalités, des gouvernements et des peuples; nous ne démentirons jamais ce dogme aussi respectueux pour les peuples et pour les gouvernants que pour nous-mêmes.

« L'indépendance des nations dans le choix du régime intérieur qui leur convient, c'est le drapeau de la République française. Nous voulons qu'il flotte des deux côtés des Alpes, des deux côtés des Pyrénées, des deux côtés du Rhin! Ni crainte, ni complaisance, ni sentiment de prédilection ne nous fera démentir ce principe. Il est celui de la dignité des peuples et de la sécurité des gouvernants dans leurs rapports avec nous!

« Mais je me reproche de vous entretenir si longtemps. Il faut me le pardonner, car je me sens un frère dans tous les fils de la famille italienne. Ce sont des adieux, sans doute, que je vous fais au nom de la France! Vous entendez d'ici vos frères de Naples, de Turin, de Rome, de Florence, de Gênes qui vous appellent! Vous allez sans doute les rejoindre et les fortifier bientôt de votre concours dans cette œuvre pacifique et déjà accomplie, je l'espère, des constitutions nouvelles de toute nature que la diversité des États de l'Italie fait surgir des besoins, des intérêts, des faveurs de ses différents gouvernements! (*Oui! oui! nous y allons tous!*)

« Eh bien, puisque la France et l'Italie ne font qu'un seul nom dans nos sentiments communs pour sa régénération libérale, allez dire à l'Italie qu'elle a des enfants aussi de ce côté des Alpes! (*Bravo!*) Allez lui dire que si elle était attaquée dans son sol ou dans son âme, dans ses limites, dans ses libertés, que si vos bras ne suffisaient pas à la défendre, ce ne sont plus des vœux seulement, c'est l'épée de la France que nous lui offririons pour la préserver de tout envahissement! (*Bravos unanimes.*)

« Et ne vous inquiétez pas, ne vous humiliez pas de ce mot, citoyens de l'Italie libre! Le temps a éclairé la France et lui a donné en raison, en sagesse, en modération, ce qu'elle eut autrefois en impatience de gloire et en soif de conquête.

« Nous ne voulons plus de conquêtes qu'avec vous et pour vous! les conquêtes pacifiques de l'esprit humain. Nous n'avons plus d'ambition que pour les idées. Nous sommes assez raisonnables et assez généreux sous la république

d'aujourd'hui pour nous corriger même d'un vain amour de gloire! Notre amour pour l'Italie est désintéressé, et nous n'avons que l'ambition de la voir aussi impérissable et aussi grande que le sol qu'elle a éternisé de son nom. »

Mazzini l'avait dit : « Les vœux et les espérances des Italiens seront enfin accomplis. »

Quoique la France fût alors le théâtre de grands événements, l'Italie réclamait son œuvre, rien ne pouvait plus le retenir à Paris.

Après une lutte héroïque soutenue pendant cinq glorieuses journées, les Milanais avaient forcé les Autrichiens à s'enfuir de leur ville. — Milan était libre, grâce à l'héroïsme de sa population. — La première, Milan avait fait entendre le cri de l'indépendance italienne. — Charles-Albert, longtemps irrésolu, en apprenant que les Milanais par leurs propres forces avaient délivré Milan de la présence des Autrichiens, se hâta d'épouser la cause de la Lombardie. — Si les Milanais eussent succombé, il est à présumer que Charles-Albert eût gardé un *prudent* silence et applaudi à la victoire des Autrichiens ; mais voyant ceux-ci dispersés par la seule population, il en conclut qu'une armée régulière le ferait encore plus facilement.

Charles-Albert qui n'attendait que le moment de faire triompher son ambition n'avait, en effet, aucune raison de prolonger son silence et de rester plus longtemps dans l'inaction.

Quoique la municipalité de Milan, composée en grande partie de partisans de Charles-Albert, en constituant un gouvernement provisoire eût déclaré, le 22 mars, dans une proclamation, que l'unique but de la Lombardie devait être pour le moment, de conquérir l'indépendance, afin que nation une fois triomphante pût discuter et fixer ses destinées (1), Charles-Albert, *par la grâce de Dieu* roi de Sar-

(1) Il est bon de rappeler ici cette fameuse proclamation de la municipalité de Milan, constituée en gouvernement provisoire ; elle est ainsi conçue :

daigne, de Chypre et de Jérusalem, etc., n'en lança pas moins de Turin une proclamation aux peuples de la Lombardie et de la Vénétie dans laquelle il leur OFFRAIT « dans leurs épreuves futures l'assistance que le frère attend du frère, l'ami de l'ami (1). »

Cette proclamation que l'ambition dicta au roi de Sardaigne dissimulait les vues secrètes de ce prince qui, pour

---

« Milan le 22 mars.

« Tant que la lutte se prolonge, il est superflu d'émettre des opinions sur les destinées futures de notre chère patrie.

« Notre seul but pour le moment est de conquérir l'indépendance, et « les bons citoyens ne doivent songer à autre chose qu'à combattre. Notre « cause une fois triomphante, nos destinées seront discutées et fixées par « la nation.

« Les membres du gouvernement provisoire: GABRIO, CASATI, président, VITALIANO BORROMEO, POMPEO LITTA, GAETANO STRIGELLI, MARIO GREPPI, GIUSEPPE DURINI, GIULINI, ALESSANDRO PORRO, BERRETTA.

(1) Cette proclamation de Charles-Albert, le premier acte de la guerre de 1848, est un document très-important. Dans le courant de cet ouvrage nous serons obligé de le rappeler souvent et de l'analyser, c'est pour cela que nous croyons devoir en donner au lecteur une citation textuelle.

« Charles Albert, par la grâce de Dieu, roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem, etc

« Peuples de la Lombardie et de la Vénétie !

« Les destinées de l'Italie mûrissent; un avenir plus heureux sourit aux intrépides défenseurs des droits foulés aux pieds.

« Nous, vos amis d'origine, qui comprenons le temps présent et qui faisons les mêmes vœux que vous, nous proclamons les premiers l'unanime admiration que vous porte l'Italie.

« Peuples de la Lombardie et de la Vénétie !

« Déjà nos armes se concentraient sur votre frontière, quand vous avez devancé nos vœux pour la délivrance du glorieux Milan; nous venons maintenant vous offrir, dans vos épreuves ultérieures, l'assistance que le frère attend du frère, et l'ami de l'ami.

« Nous seconderons l'accomplissement de vos justes désirs, en nous fiant à l'aide de ce Dieu, qui est visiblement avec nous, de ce Dieu qui a donné Pie IX à l'Italie, et qui, par sa merveilleuse impulsion, met l'Italie en état de se suffire à elle-même.

« Et pour exprimer en signes éclatants et visibles le sentiment de l'union italienne, nous voulons que nos troupes, en entrant sur le territoire de la Lombardie et de la Vénétie, portent l'écu de Savoie sur la bannière tricolore italienne.

« Turin, 23 mars 1848.

« CHARLES-ALBERT. »

s'assurer l'union de la Lombardie au Piémont, avait, dès le commencement de la lutte, expédié à Milan quantité d'agents qui, d'accord avec les Albertistes en assez grand nombre parmi les membres du gouvernement provisoire, purent faire, en sa faveur, une propagande très-active.

Charles-Albert ne s'en tint pas là; il se mit à la tête de son armée qui reçut l'ordre de franchir le Tessin.

Telles furent les prémisses de cette guerre dynastique de 1848, que les libéraux piémontais fascinés par Charles-Albert appelèrent *première guerre de l'indépendance italienne.*

Les Milanais qui voulaient bien accepter l'*offre fraternelle* de Charles-Albert, ne pouvaient admettre aussi facilement les visées de ses agents qui ne voulaient rien moins que l'annexion immédiate de la Lombardie au Piémont. — Ce fut même l'imprudence de ces agents qui força le gouvernement provisoire, quoique d'accord avec eux, à lancer cette proclamation du 22 qui plus tard fut oubliée.

Mazzini, interprète de la population, fonda alors avec la collaboration de Lizabe-Ruffoni, de Revere et de Philippe De Boni, le journal l'*Italia del Popolo* dans lequel il fit une guerre à outrance aux menées des monarchistes albertistes. — C'est bien le cas de dire ici avec M. Ricciardi, qui certes n'est pas un partisan de Mazzini, que si celui-ci « eut un tort, ce fut de ne pas chercher à s'emparer du « pouvoir, dans le but surtout de changer en lutte nationale, « une guerre purement dynastique. »

Nous croyons que Mazzini avait en effet conçu cette idée, mais il avait à lutter non-seulement contre les émissaires albertistes, mais contre le gouvernement provisoire lui-même qui, tout entier à son projet d'annexion immédiate, oubliait jusqu'aux services les plus urgents de la guerre pour préparer au vote les populations de la Lombardie. — Que n'a-t-on pas fait pour entretenir les illusions parmi ces populations? — Il ne faut pas se le dissimuler, l'influence de l'ambitieux Charles-Albert sur les premières affaires de la péninsule en 1848, fut réellement désastreuse, tant sous

le rapport de la conduite de la guerre que sous celui de la conduite politique.

L'idée républicaine, personnifiée en Mazzini et quelques-uns de ses amis, avait toutes les sympathies de la partie la plus forte et la plus énergique des provinces lombardes; mais c'était évidemment une idée funeste à la réalisation des projets ambitieux de Charles-Albert et du ministère piémontais.

On fit donc l'impossible pour calomnier les républicains par tous les moyens imaginables.

On fit plus encore.

Le ministère sarde fit courir le bruit que Charles-Albert pour punir Venise de l'acte coupable qu'elle venait de commettre en proclamant la république avait décidé d'abandonner son territoire à l'invasion autrichienne! Politique menteuse, politique de la maison de Savoie !...

Le gouvernement provisoire de Milan, en poussant la population de la Lombardie à se réunir au Piémont, laissait circuler les promesses les plus extraordinaires.

Parmi les bruits qu'il laissait se propager, nous citerons celui-ci : aussitôt qu'on aurait voté la fusion avec le Piémont, Gênes, l'opulente Gênes, à elle seule, verserait pour les besoins de la guerre plus de trente millions. — En même temps, pour discréditer les républicains, il les faisait sourdement accuser de pactiser avec l'Autriche...

Décidément le gouvernement provisoire de Milan s'était rangé sous la bannière de la maison de Savoie et en avait épousé la politique.

Il ne faut donc pas s'étonner si ce peuple, fanatisé par le gouvernement provisoire, en vint, dans son aveuglement, à envahir brutalement les bureaux du journal le *Lombardo* qui le premier osa attaquer les actes de ce gouvernement et fut forcé de suspendre ses publications le 5 avril 1848.

Rien d'étonnant, par conséquent, que ce même peuple s'empressât de faire des ovations à Gioberti élu député du 3e collége électoral de Turin. — Depuis longtemps séparé de l'école de Mazzini à laquelle il avait appartenu lors de

son exil, celui-ci s'était mis à parcourir l'Italie pour prêcher en faveur de Charles-Albert et venait d'arriver le 6 mai à Milan, où il était descendu à l'hôtel de la *Bella Venezia*.

Une lutte ardente, obstinée se soutenait entre le parti démocratique et les Albertistes; le gouvernement provisoire pour contre-balancer la supériorité que donnait aux démocrates l'influence directe et active de Mazzini et de ses amis, réclama instamment et vivement la présence de l'abbé Gioberti qui arriva enfin et contribua efficacement, en prônant Charles-Albert, à propager les idées constitutionnelles dans toute l'Italie.

A son arrivée, une foule considérable se réunit aussitôt sous les fenêtres de l'abbé constitutionnel qui, contraint de paraître au balcon, lui adressa une allocution qui peut se résumer ainsi : « J'étais impatient de me trouver dans « cette ville, mère des héros qui sans armes ont su chasser « leurs oppresseurs. Mais ce glorieux triomphe serait sans « fruits si la concorde ne régnait entre vous. Lombards, « joignez-vous au Piémont, formez avec cet État un seul « royaume adossé aux Alpes et ayant Milan pour capitale... « L'indépendance de l'Italie septentrionale est à cette con- « dition. »

A ce discours qui demandait évidemment une manifestation de la part des démocrates, Mazzini fit la réponse suivante :

« Citoyens !

« Avant d'arrêter la forme gouvernementale qui convient « le mieux à la Lombardie, il faut forcer l'étranger à repasser « les Alpes : jusque-là toute discussion est prématurée; quand « l'opinion publique ne flottera plus incertaine entre l'es- « poir du succès et la crainte de la défaite, la Diète ita- « lienne, réunie tout entière, décidera quelle forme elle « entend se donner. En ce moment une seule pensée doit « nous animer : chasser l'étranger ! — Un seul cri doit sor- « tir de notre bouche : Aux armes ! Notre place n'est pas « dans les assemblées, mais sur les champs de bataille ! »

Mazzini tout en étant l'organe et l'interprète des démocrates, se faisait en même temps l'écho du gouvernement provisoire. — En effet, celui ci, lorsque la lutte durait encore, pour dissimuler les menées des émissaires albertistes qu'il protégeait et avec lesquels il pactisait, s'était vu obligé de déclarer « qu'il était superflu pour le moment d'émettre « des opinions sûr les destinées futures de la patrie et « qu'elles seraient discutées et fixées par la nation une fois « que la cause pour laquelle on combattait serait triom- « phante. »

C'est ainsi que les deux politiques qui divisaient l'Italie en deux partis se trouvaient en présence et venaient de se résumer par leurs organes les plus accrédités et les plus influents.

L'une, celle représentée par la maison de Savoie, demandait au nom de l'UNION italienne, cachant ainsi les vues ambitieuses de cette dynastie, la fusion immédiate de la Lombardie et du Piémont, en proclamant Milan la capitale nouvelle du nouveau royaume, afin de mieux tromper les Lombards et de les faire tomber dans le piége en flattant leur amour-propre ; l'autre au nom du bon sens et de la logique, réclamait le *statu quo* jusqu'à la fin de la guerre, puis la réunion d'une diète générale chargée de constituer dans la Péninsule une forme politique définitive.

Cependant le gouvernement provisoire tombé presque complétement sous la tutelle des émissaires albertistes, précipitait à leur instigation l'acte final de cette triste comédie, — la fusion, — et ne songeait même pas aux exigences de la guerre.

Les démocrates sentant le péril, furent les premiers à s'inscrire sur les rôles des volontaires, suivant en cela, comme en tout, l'exemple de Mazzini. Mais le gouvernement provisoire, pour se conformer aux ordres secrets de Charles-Albert, se garda bien de profiter de ces forces. Pendant que la lutte entre le parti démocratique et le parti de la fusion occupait tous les esprits, et les passionnait par une polémique des plus ardentes, on reçut tout à coup à

Milan la nouvelle que Parme, Modène et Plaisance venaient de voter leur annexion au Piémont.

A cette nouvelle, le gouvernement provisoire de Milan oubliant ses précédentes déclarations, certain que ses sourdes menées lui ont assuré l'annexion de la Lombardie au Piémont, lève le masque et lance une proclamation dans laquelle il fait un appel au peuple pour l'inviter à s'annexer au Piémont dans la grande pensée de l'unité italienne, comme l'avaient déjà fait Parme et Modène.

Pour contre-balancer cette proclamation, Mazzini se hâte de publier une protestation dans le journal le *Libero italiano* de Venise.

Mais les Albertistes triomphaient, ils étaient venus à bout de hâter l'opération du vote fixée au 29 mai.

En présence de cet acte du gouvernement provisoire, le parti démocratique ne pouvait garder le silence. — Les chefs reconnus et les membres les plus éminents de ce parti au nombre de 41 publièrent alors à Milan même leur protestation.

Parmi les signataires de cet acte, figurent Joseph Mazzini pour l'association nationale italienne et Joseph Sirtori au nom de la *Société républicaine*.

La protestation établit d'abord qu'après les cinq journées de Milan, le peuple confia au gouvernement provisoire le double mandat de pourvoir à l'émancipation du pays, et de préparer un terrain libre où il pût exprimer solennellement ses vœux, et elle ajoute :

« Alors, messieurs, vous comprîtes ce mandat, ou du moins vous eûtes l'air de le comprendre; comme vous ne trouviez en vous ni puissance, ni droit d'initiative, vous déclarâtes sollennellement, à plusieurs reprises, que cette initiative existait tout entière dans le peuple, et qu'une fois la guerre finie et le territoire émancipé, le peuple seul, réuni en assemblée constituante, aurait le droit de décider la forme qui devait régir son existence politique. »

Ici les signataires de la protestation exposent la manière dont s'est engagée la lutte entre les deux systèmes : avant

tout, la discussion avait été complétement politique, et pendant que le parti démocratique poussait jusqu'à la duperie la vertu de la modération, les hommes du gouvernement provisoire voyaient sans les signaler d'ardents émissaires parcourir les villes et les campagnes où, abusant de l'ignorance des paysans, ils leur arrachaient ces signatures dont ils se font aujourd'hui un argument pour prouver que la fusion est acceptée avec enthousiasme.

Quel était le devoir du gouvernement provisoire? dit la protestation.

De mettre un terme à ces manœuvres déloyales.

Non-seulement il ne l'a pas fait, mais il a fait tout le contraire, en sanctionnant les intrigues qu'il aurait dû flétrir et punir, par un décret en la date du 12 mai qui « appelle à l'improviste les citoyens non préparés à déci- « der du sort du pays par un moyen illégal, anti-libéral, « inconvenant, et calculé de manière à assurer le triomphe « d'une opinion exclusive. »

« Messieurs, poursuit la protestation, vous avez violé votre mandat... Les conséquences immédiates de ce décret pourraient mettre en grand danger la paix intérieure et la liberté du pays. Avec ce décret, vous donnez un prétexte à l'intervention étrangère que nous déplorerons tous. En sortant de votre neutralité, vous vous faites subitement les défenseurs d'une opinion exclusive, vous jetez imprudemment le gant aux opinions sacrifiées.

« Dieu sauve l'Italie et éloigne le danger que vous lui suscitez du côté des étrangers. Quant à nous, nous aimons la patrie commune plus que nous-mêmes : nous ne ramasserons pas le gant.

« Nous ne résisterons pas au nom de nos droits parce que la résistance serait un commencement de guerre civile, et que la guerre civile, toujours coupable, le serait doublement aujourd'hui que l'étranger envahit encore nos provinces. Nous espérons que nos concitoyens nous tiendront compte du sacrifice.

« Il nous suffit pour aujourd'hui, messieurs, de protester solennellement à la face de l'Italie et de l'Europe, et pour

la satisfaction de notre conscience. Le bon sens de la nation et l'avenir feront le reste. »

Cependant, au milieu de ces luttes orageuses, le jour du vote pour l'annexion approchait; le 27 mai, les murs de Milan furent convertis d'affiches invitant le peuple à se réunir le 29 à midi sur la place Saint-Fedèle pour aller de là « interroger le gouvernement provisoire sur les destinées futures « du pays et savoir à quelles conditions se ferait la réunion « de la Lombardie au Piémont. »

Le jour même où les trop nombreux partisans du Piémont apportaient leur vote à l'annexion, les démocrates se réunissent et se rendent maîtres du palais où siégeait le gouvernement.

Un des chefs du parti démocratique, M. Urbino de Mantoue, homme plein d'audace, est pour un moment maître de la situation; il se hâte de proclamer la république avec Mazzini pour chef. Urbino n'est pas soutenu : la garde nationale l'arrête aussitôt, et les Albertistes l'accusent d'être un faux patriote aux gages de l'Autriche!... Nous ne croyons pas que jusqu'à ce jour personne ait élevé la voix pour prendre la défense d'Urbino, mort oublié à Paris en 1852 : il est donc temps que la vérité sur son compte soit connue.

Urbino s'était formé à Paris à l'école socialiste qui avait déjà fourni de bons professeurs et des élèves distingués : rédacteur au *Courrier français*, il y avait exposé ces doctrines qui épouvantaient les monarchistes italiens et les Albertistes de la Lombardie.

Dans l'impuissance où on était de réfuter ces doctrines encore aujourd'hui inconnues en Italie, on le signala comme un partisan de l'Autriche, ce qui ne pouvait manquer de lui attirer la haine des populations.

C'est ainsi que les monarchistes italiens en agissaient toujours, quand ils voulaient se débarrasser d'un adversaire trop redoutable.

Que de fois n'a-t-on pas dit et écrit dans les journaux monarchiques que Mazzini lui-même était un agent de l'Autriche!...

On ne peut que garder le silence en présence de pa-

reilles imputations, elles ne valent vraiment pas la peine qu'on les réfute. La vie de Mazzini tout entière n'est-elle pas là pour confondre les calomniateurs et démontrer l'infamie de leurs accusations?

Une proclamation du 8 juin annonça que l'annexion de la Lombardie au Piémont était consommée.

Mais Charles-Albert ne bornait pas son ambition à cette conquête. L'idée républicaine triomphante à Venise troublait ses rêves monarchiques.

La même lutte dont la Lombardie avait été le théâtre s'engagea à Venise. Le 3 juin le gouvernement provisoire de la république de Venise, pour échapper à la pression exercée sur la république, convoqua une assemblée des députés de la province afin de statuer sur la question de savoir si le territoire de Venise devait former un État à part ou bien se réunir au Piémont, afin que la volonté des habitants fût exprimée en connaissance de cause, après un examen préalable des faits et une discussion raisonnée de toutes les opinions.

L'assemblée se réunit et la discussion s'engagea. Le ministre des finances Castelli et le ministre de la marine Paolucci se prononcèrent ouvertement pour l'union.

Nicolas Tommaseo adressa à ses concitoyens des représentations éloquentes que nous devons conserver pour l'histoire :

« Ceux qui croient indispensable de précipiter la délibération supposent que le roi aurait tenu aux Vénitiens le langage suivant : Je puis vous délivrer de l'ennemi qui vous environne, je puis vous envoyer des hommes, des armes, de l'argent, je puis ressusciter dès à présent l'honneur de l'Italie, mais je ne veux pas le faire à moins que vous ne m'accordiez d'avance le prix de mon bienfait. Ces paroles, ce n'est pas moi qui les attribue au roi, ce sont ceux qui font semblant de l'exalter, de le protéger, comme s'il avait besoin de protection. Par des louanges imprudentes ceux-là couvrent son nom d'une telle tache que tout son sang honorablement versé dans les batailles italiennes ne suffirait pas pour la laver, car les actions généreuses dont

le but n'est pas généreux, ne sont que des spéculations usuraires, et celui qui est venu combattre sans établir d'avance aucune condition, n'a donné à personne au monde le droit de le traiter comme un marchand d'âmes humaines, comme un accapareur de peuples.

« Si jamais il devait y avoir une raison pour laquelle le roi pût nous priver de son secours, ce serait l'outrage qu'on lui fait par cette interprétation calomnieuse de sa volonté.

« Si une femme se trouvant en danger de mort, disait spontanément à celui qui, sans mot dire, lui tendrait la main pour la sauver : Je vous donne mon honneur, le libérateur, indigné, pourrait lui répondre : Malheureuse, qui te l'a demandé?...

« Venise, en proclamant son gouvernement *comme provisoire*, n'a-t-elle pas laissé à la nation la liberté de le changer? A-t-elle, par des menaces, par des embûches ou de simples exhortations, agi sur les provinces pour les faire adhérer à la république? Et quand, après leur adhésion spontanée, elles ont elles-mêmes changé de drapeau avant le temps, ne se sont-elles pas exposées au délaissement dont elles se plaignent aujourd'hui?

« L'injustice et la cruauté de pareilles occupations sont si manifestes que les répéter seulement suffit à les réfuter; et dans la douleur qu'elles réveillent, ce qui console, c'est de penser que les hommes qui se servent de tels moyens et se laissent aller avec tant d'acharnement contre un pays désolé par la guerre, avouent hautement qu'il n'est pas si méprisable ce principe républicain, puisqu'ils lui donnent tant d'importance.

« La seule raison qu'on apporte à l'appui de ce que je conteste, c'est la nécessité urgente. Cette parole, traduite en langue vulgaire, n'a d'autre signification que celle-ci : — « Décidons-nous immédiatement de crainte que si l'on retarde, Charles-Albert, l'Italie et toutes les nations de l'Europe conjurées ne nous livrent à l'Autriche. »

« Les contrats que scelle la peur sont annulés par toute loi humaine et divine, et nous voudrions, délibérant entre

le bruit du canon autrichien et le bruit du canon sarde, faire une chose qui engage non-seulement notre sort à nous, mais le sort de l'Italie, le sort de nos successeurs qui, n'ayant plus ni crainte, ni espoir, nous demanderaient compte de cette conduite, et ferait un jour peser sur nous une responsabilité terrible....

« Mais quelque parti que vous preniez, je vous prie de songer à une chose, c'est que ni le roi ni d'autres princes ne pourraient vous débarrasser à l'instant de l'ennemi, vous fournir de l'argent et des troupes; que, par conséquent, vous seriez forcés pendant quelque temps encore de vous défendre et de vous soutenir vous-mêmes. Et quand il n'y aurait en cela aucune nécessité, il y aurait toujours une dette sacrée d'honneur. Songez à votre défense comme si, ni Charles-Albert, ni d'autres ne pouvait vous secourir, ou bien vous périrez. Et pour ne pas périr il faut que le nouveau gouvernement fasse tout ce que le nôtre n'eut pas le temps ou les moyens de faire. Il faut raviver l'ardeur attiédie des esprits, rendre plus forte la puissance du sacrifice, faire des actions généreuses un aliment journalier de l'âme. Il faut encore combattre les habitudes d'inertie, de mollesse, de luxe et de légèreté, et ne pas se préoccuper du titre du gouvernement provisoire, au point de ne pas fonder des institutions durables. Il reste encore beaucoup à faire; ne croyez donc pas qu'en tranchant aujourd'hui la question de votre sort vous feriez disparaître l'usage. Vous auriez un poids sur la conscience et une humiliation de plus, mais pas un devoir ou une douleur de moins.

« Voyez la Lombardie : malgré sa fusion avec la Sardaigne, ne recommence-t-elle pas ses sacrifices comme si elle était seule et pas à l'ombre d'un roi? Croyez-le, si cette ombre d'un roi devait unir et rendre heureuse l'Italie, moi, le premier, je le proclamerais seigneur de Venise et j'écrirais son titre avec mon sang. Que Dieu accomplisse mes souhaits envers cette terre chérie et éloigne mes pressentiments douloureux! »

Malgré cette éloquente adjuration les intrigues des Al-

bertistes, qui avaient séduit presque tous les députés, triomphèrent, et Venise, cinq mois après la proclamation de la république, le 4 juillet se déclarait après le vote de ses représentants, esclave de la monarchie piémontaise.

Le triomphe de la réaction monarchique ferma la porte de la haute Italie à Joseph Mazzini qui, forcé de quitter Milan à la suite de ses protestations contre le gouvernement provisoire de la Lombardie, se retira provisoirement à Florence tandis que ses amis continuaient à Milan la publication de son journal l'*Italia del popolo*.

Charles-Albert, que ses succès et ses premières victoires avaient rempli d'orgueil et rendu trop confiant, ne tarda pas à recevoir le juste châtiment de son ambition effrénée.

Battu à plate couture à Custozza le 26 juillet, il se vit bientôt contraint d'évacuer Milan. Malheureuse Milan! Elle qui, au mois de mars, grâce à l'héroïsme de ses habitants, avait su secouer le joug des Autrichiens, elle eut la douleur de les voir de nouveau dans ses murs le 6 août après le lâche abandon de Charles-Albert...

La confiance insensée des Milanais dans la parole d'un roi reçut ainsi le plus terrible des châtiments. Tant d'héroïsme perdu par la trahison de Charles-Albert!

Les démocrates eurent la douleur d'avoir trop bien prophétisé les désastres de la patrie!

Hâtons-nous de le dire cependant, si la trhison de Charles-Albert trop bien secondée par l'incapacité et le manque de patriotisme des officiers piémontais, avait abouti à livrer la Lombardie à l'armée victorieuse de Radetzki et à rouvrir sans coup férir les portes de l'héroïque Milan à ses anciens oppresseurs, la démocratie et la révolution en Italie étaient pourtant loin d'être vaincues.

Les Milanais s'apercevaient, mais trop tard, que la cause de tous leurs malheurs était Charles-Albert.

Celui-ci de son côté, honteux de la catastrophe de Milan et ne voulant pas que son nom fût à jamais flétri par une accusation de trahison, s'apprêtait à reprendre énergiquement les hostilités après la dénonciation de l'armistice.

Mais sa cause était perdue inévitablement. Les provinces

de la Lombardie et de la Vénétie ne sympathisaient plus avec Charles-Albert. — Son ambition lui avait aliéné tous les souverains de la péninsule. Cependant les démocrates tout faibles qu'ils étaient, refusèrent d'accepter la capitulation de Milan conclue entre le Piémont et l'Autriche, ainsi que l'amnistie convenue à cette occasion.

Garibaldi, de retour d'Amérique depuis le mois de juin, et Mazzini à la tête de 10 à 15 mille républicains résistaient encore dans la Lombardie septentrionale, résistance malheureusement inutile mais pleine d'enseignements.

Traqués par l'armée autrichienne, ils se virent contraints de se réfugier sur la terre hospitalière de la république helvétique.

C'est après cette malheureuse campagne monarchique, que Mazzini visita l'Allemagne et se mit personnellement d'accord avec les démocrates de cette nation. — Les regards toujours tournés du côté de son infortunée patrie, il ne cessa pas d'entretenir cette agitation qui devait maintenir longtemps encore en Italie la révolution en permanence.

C'est d'Inspruck qu'il envoya ses instructions aux populations de la Lombardie et de la Vénétie, instructions qu'il parvint à introduire par milliers d'exemplaires dans les provinces italiennes occupées par les Autrichiens.

Dans ce document, Mazzini se manifestait non-seulement comme un grand agitateur, mais témoignait encore de son inébranlable confiance dans les nouvelles destinées auxquelles était appelée la patrie italienne.

Voici quelles étaient ces instructions.

« Se tenir toujours prêt à porter le coup décisif; en attendant, harceler les ennemis de tous côtés, ne leur laisser ni trêve ni repos. Épier leurs mouvements, les attaquer à l'improviste, les égorger sans pardon, surtout les officiers.

« Les jeunes conscrits devront se porter dans les montagnes, d'où ils se précipiteront sur les convois, les fourgons et de petits détachements de troupes, et se retireront ensuite dans les montagnes. Chacun est tenu de les seconder dans cette entreprise.

« Refus de l'impôt. Quiconque achètera des propriétés exposées en vente sera assassiné comme traître à la patrie. Le gouvernement italien ne reconnaîtra pas de pareils achats.

« On ne fera usage d'aucun produit allemand. Les riches ne doivent porter que de mauvais habits, faits de draps confectionnés dans le pays; les femmes porteront des habits de deuil. Quiconque aura une mise élégante sera regardé comme un homme dévoué à l'Autriche.

« Tout Italien qui a de quoi vivre ne devra pas accepter des fonctions publiques. Le gouvernement n'allouera pas de pension à celui qui conservera des fonctions publiques dans les circonstances actuelles.

« On maltraitera autant que possible les fonctionnaires allemands, personne ne viendra à leur aide; les objets dont ils auront besoin on les leur fera payer cher et on choisira les plus mauvais.

« Dans les contestations on ne s'adressera pas aux tribunaux publics, mais à des arbitres.

« On évitera comme la peste les Autrichiens et ceux qui prennent fait et cause pour eux.

« On couvrira d'inscriptions menaçantes les murs des villes et des villages, les portes des églises, les poteaux, les colonnes miliaires des grandes routes et jusqu'aux arbres.

« A la campagne on tirera souvent pendant la nuit des coups de fusil, on sonnera le tocsin et on criera : aux armes! De cette manière, l'ennemi sera forcé de disséminer aussi ses forces dans les campagnes et on pourra alors l'attaquer avec avantage en temps opportun.

« On transmettra de village en village les nouvelles et es communications. Les communications seront aussi brèves que possible; l'écriture, s'il le faut, en sera déguisée.

« Dans les villes et dans les districts de campagne où il n'existe pas encore de comité secret, il en sera formé un immédiatement, et il se mettra en rapport avec le comité principal de la province et avec le comité central.

« Le peuple se réunira tous les soirs dans les églises pour prier Dieu de nous délivrer de nos maux. On recueillera exactement toutes les injures et tous les méfaits que se sont

permis les Autrichiens, et on cherchera à les faire connaître par la voie des correspondances particulières ou par celle des journaux étrangers.

« Quiconque est en état de le faire préparera dans sa maison des embarras à l'ennemi. On réunira des faux, des fourches, des pioches, des couteaux, et on s'en servira à l'occasion; on fera sauter les poudrières, on mettra le feu aux casernes, et par des actes de terrorisme continuels, on prouvera que le sol de l'Italie engloutira l'ennemi, s'il ne nous extermine tous.

« Enfin, on n'oubliera pas que les Autrichiens ne sont que de misérables instruments du despotisme, des assassins vendus à Radetzki, et que pendant qu'ils tiennent l'Italie dans l'asservissement, ils sont les bourreaux de la liberté dans leur propre patrie, où l'on combat pour la même cause. C'est une œuvre sacrée que de faire disparaître de la terre de pareils monstres. »

# CHAPITRE VI.

**Mazzini, triumvir de la République romaine.**
**1848-1849.**

La monarchie venait de démontrer clairement qu'elle était impuissante à conduire la nation à l'accomplissement de ses destinées. Un dernier espoir restait encore aux patriotes italiens. Au milieu de toutes les agitations et de cette attente universelle tous les regards étaient tournés vers Rome. Pie IX, qui avait donné l'impulsion aux princes et aux peuples aurait bien voulu revenir sur ses pas. Mais il n'était plus temps : la démocratie était devenue à Rome, la maîtresse de la situation.

Pie IX, qui avait besoin de regagner la popularité qu'il avait perdue par sa fameuse encyclique du 29 avril venait d'appeler au ministère le fameux Pellegrino Rossi qui s'était acquis une grande réputation par ses savants ouvrages économiques et par les chaleureux conseils dans le sens des réformes qu'il avait donnés au pape à son avénement au trône pontifical, en sa qualité d'ambassadeur de France auprès du saint-siége.

Certes, en temps ordinaires, ce choix eût été excellent, mais il était mauvais au moment où toute l'Italie était en proie aux plus fortes commotions politiques.

Le choix de Pellegrino Rossi déplut à tous les partis.

Les démocrates ne voyaient en lui qu'un doctrinaire, disciple de la malheureuse politique de Guizot ; les modérés ne croyaient pas qu'il fût l'homme capable de bien servir la cause de l'indépendance, tandis que les réactionnaires et les cléricaux le considéraient comme trop avancé.

Pellegrino Rossi se vit donc contraint de lutter seul contre tous les partis qui lui faisaient opposition ; en peu de jours, il eut la mauvaise chance de les mécontenter tous.

Cependant le peuple de Rome attendait avec impatience la réouverture des Chambres qui devait avoir lieu au Quirinal le 15 novembre. — Le grand jour arriva enfin. Nous n'avons pas à entrer ici dans le récit des diverses versions qui coururent sur les causes de la mort de Rossi, le but que poursuit cet ouvrage ne le comporte pas.

Au moment où cet homme célèbre franchissait les premières marches du Quirinal, il fut accueilli par les sifflets de la population qui s'était réunie à cet endroit. — Il s'arrêta, et se retournant vers le peuple, il fit un geste de mépris et de dédain. Aussitôt il fut entouré avec des vociférations haineuses et il tomba sous le coup d'un poignard qui le frappa à la gorge. Il était une heure après midi.

On ignore encore l'auteur de ce meurtre.

Les réactionnaires ont accusé le parti démocratique de cet assassinat; ils savaient bien que c'était un odieux mensonge.

Personne à Rome ne connaissait le complot ourdi contre Rossi, excepté les rétrogrades.....!

Pie IX qui, jusque-là s'était vivement opposé à la constitution d'un ministère plus accentué, se vit obligé d'appeler Galletti et de former un nouveau ministère. —Tout en l'acceptant contre son gré, il maintint auprès de lui ses deux conseillers: le cardinal Antonelli et le comte de Spaur chargé d'affaires de la Bavière auprès de la cour de Rome; le comte de Spaur était l'agent le plus actif du cabinet autrichien.

Ces deux personnages parvinrent à insinuer au pape la nécessité d'une fuite immédiate. L'envoyé de France M. d'Harcourt était bien d'accord avec le cardinal Antonelli et le comte de Spaur sur cette fuite précipitée, mais pendant que ceux-ci tendaient tous leurs efforts à engager le pape à avoir recours à l'hospitalité de l'Autriche, M. d'Harcourt mettait à sa disposition le vaisseau *le Ténare*, offre qui fut acceptée par Pie IX.

Ce projet une fois arrêté, le pape laissa s'écouler quelques jours, se montrant fort bien disposé pour son nouveau ministère : « qui, heureux des bonnes dispositions dans les- « quelles il avait trouvé Pie IX, » dit un écrivain, en profita pour aller lui demander sur l'instigation du cercle populaire,

d'enlever aux Suisses la garde du Quirinal pour la confier aux gardes civiques. Le pape fit droit à cette demande, et dès le soir même du 16 la garde suisse était relevée dans ses postes par la garde nationale.

« Il était clair que le pape voulait, par cette conduite, donner le change sur ses projets. Jamais ministère imposé à un gouvernement ne fut accueilli avec plus de bienveillance par le gouvernement lui-même, et telle était à ce moment encore la confiance qu'on avait en Pie IX, que sa bienveillance n'excita en aucune façon les soupçons des ministres.

« Cependant le pape cherchait à s'assurer de quelques défenseurs; il avait confié le commandement des troupes pontificales au général Zucchi. Le général Zucchi, de Bologne, assura Pie IX qu'il était entièrement dévoué aux ordres de la cour.

« Huit jours s'écoulèrent dans la paix la plus profonde; l'entente la plus complète régnait entre les ministres et le pouvoir pontifical, lorsque le 25 au matin la nouvelle de la fuite de Pie IX circula dans la ville entière. Tous les citoyens accueillirent cette nouvelle avec les signes de l'incrédulité la plus marquée.

« Quelle raison, en effet, pouvait justifier la fuite du pape? quel motif pouvait donner l'explication d'une mesure aussi imprévue?

« Les Romains se crurent un instant le jouet d'une immense mystification; mais bientôt la nouvelle devint certaine, et alors Rome tout entière sembla plongée dans la stupeur (1). »

Pie IX qui avait accepté l'hospitalité de la France, se fit conduire à Gaète (2).

---

(1) Vimercati.

(2) La manière dont M. d'Harcourt s'est laissé jouer dans cette occasion, mérite d'être connue. Nous en trouvons la narration assez curieuse dans un ouvrage contemporain auquel nous l'empruntons.

Si M. d'Harcourt a été dupe, le pape n'a pas laissé de l'être lui-même. Voici comment M. Vimercati raconte cette fuite:

« Le 25 novembre, dans la soirée, le pape se dérobant du Quirinal par une issue secrète, montait dans une chaise de poste en compagnie de

La tranquillité ne fut nullement troublée à Rome par la fuite du pape. Seulement les Chambres se virent forcées d'accepter un gouvernement provisoire qui se hâta de les dissoudre et de convoquer le peuple à des comices électoraux pour élire par le suffrage universel, une assemblée constituante.

---

M. et Mme Spaur; il était déguisé, selon les uns, en aumônier, selon les autres en secrétaire laïque du chargé d'affaires de Bavière. Le cardinal Antonelli était parti de son côté avec M. Arnao, chargé d'affaires de l'Espagne.

« La voiture avait pu quitter Rome sans encombre, et se diriger vers, la nuit, sur la route de Civita-Vecchia où il était convenu qu'on irait rejoindre le vaisseau français que M. d'Harcourt tenait aux ordres du pape. Pie IX était étourdi de sa fuite. Le comte de Spaur en profita pour faire changer de route au postillon, ce qui put s'effectuer facilement au milieu de l'obscurité, et lorsque la voiture de poste s'arrêta, le pape au lieu de se trouver à Civita-Vecchia, se trouva à Gaète, à quelques lieues de la frontière romaine, dans le royaume de Naples.

« Cette fuite n'avait donc été autre chose qu'un enlèvement machiné par le comte de Spaur et le cardinal Antonelli. Le pape, ébahi d'un tel quiproquo, ne savait à quoi s'en tenir; mais il était si joyeux de ne plus fouler le sol de la Romagne, qu'il accepta aveuglément les explications spécieuses de ses compagnons de voyage, et dès lors il répéta à qui voulait l'entendre, que c'était, non pas le dessein des hommes, mais bien ceux de la Providence divine qui l'avaient conduit à Gaète. Fut-il réellement dupe des intrigues du comte et du cardinal, ou feignit-il de l'être ? c'est ce que l'on ne saura peut-être jamais.

« Pendant que Pie IX roulait sur la route de Terracine à Gaète, le *Ténare* vit, à la nuit arriver à son bord plusieurs personnages de distinction; il mit aussitôt à la voile pour la France. Chemin faisant, M. d'Harcourt put apprendre qu'il avait été dupe de la comédie jouée par le cardinal Antonelli; car il reconnut bientôt qu'il n'y avait sur le *Ténare* que la veuve de Rossi et son fils avec deux cardinaux et quelques *monsignor cavalieri* de la Cour de Rome.

« Parmi les justifications que le cardinal et le comte présentèrent au pape, il y en eut une qui dut lui paraître plausible. Gaète, par sa position à quelque distance des États-Romains, devait permettre de surveiller les mouvements du peuple. De plus, on pouvait agir en toute sécurité sous la protection du roi de Naples. La ville d'ailleurs était très-fortifiée, et à peine la nouvelle de l'arrivée de Pie IX parvint-elle à Ferdinand, que celui-ci s'empressa d'en faire doubler la garnison. Il vint lui-même avec toute la Cour remercier le souverain-pontife d'avoir honoré ses États de sa présence, et parvint à le décider à ne pas transférer le saint-siége à Malte, comme il en avait eu d'abord l'idée lorsqu'il était arrivé dans sa nouvelle résidence. »

Les comices furent convoquées pour le 21 janvier 1849. Les représentants devaient être au nombre de deux cents; tous les citoyens âgés de vingt et un ans étaient électeurs; tous les citoyens âgés de vingt-cinq ans étaient éligibles. — L'ouverture de l'Assemblée constituante fut fixée au 5 février.

Le premier acte de l'Assemblée constituante après la vérification des pouvoirs de ses membres fut le décret suivant qui inaugurait la forme définitive du gouvernement des États-Romains :

« I. La papauté est déchue en fait et en droit du gouvernement temporel des États-Romains.

« II. *Le Pontife Romain aura toutes les garanties nécessaires à l'exercice indépendant de son pouvoir spirituel.*

« III. La forme du gouvernement des États-Romains sera la démocratie pure, sous le glorieux nom de République Romaine.

« IV. La République Romaine aura, avec le reste de l'Italie des relations telles qu'une nationalité commune les exige.

« Signé : G. Galletti, président.
« Giovanni Pennachi, Ariodante Fabretti, Antonio
« Zambianchi, Quirico Filopanti, Barilli, se-
« crétaires. »

Les députés présents à cette mémorable séance tous nés dans les provinces des États-Romains (1) étaient au nombre de cent quarante-deux. Vingt-deux votèrent contre la forme républicaine et cinq contre la déchéance du pape.

La République était proclamée!

Joseph Mazzini, Cernuschi, Dall' Ongaro, Cannonieri, Salicetti, les seuls qui, comme Garibaldi, n'appartenaient pas aux États-Romains, n'entrèrent dans l'assemblée que longtemps après sa convocation.

---

(1) Lorsque le 5 février, la constituante romaine se réunit dans le palais de la chancellerie, la première question posée fut quelle serait la forme du gouvernement. Le seul député qui n'était pas né dans les États-Romains, Garibaldi, proposa avec Lucien Bonaparte la forme républicaine, mais à la séance du 9 février, Garibaldi était absent.

Quoique les journaux de Paris du 22 décembre 1848 aient annoncé l'arrivée de Mazzini à Rome le 12 décembre (1), il n'y arriva que le 6 mars 1849.

Qu'on cesse donc de répéter que les événements qui précédèrent la proclamation de la République furent le résultat des manœuvres d'agitateurs étrangers aux États-Romains. Tous les Italiens dont se composait l'assemblée appartenaient aux provinces des anciens États-Pontificaux.

Mazzini était en Toscane où il attendait les mouvements qui ne devaient pas tarder à se produire.

Pour faciliter l'intervention de l'Autriche dans ses États, le grand-duc de Toscane, suivant en cela les conseils de Radetzki s'enfuit de Florence, le 6 février, laissant à ses ministres la direction des affaires.

Un gouvernement provisoire fut aussitôt proclamé et un triumvirat élu, se composant de Guerrazzi, Montanelli et Mazzoni.

A la nouvelle de ces événements Mazzini, qui était à Livourne, part immédiatement pour Florence, après avoir lancé la proclamation suivante :

« Aux Livornais,

« Le pape fuyait, mais Dieu nous restait, Dieu plus grand que tous les papes, bons, mauvais et médiocres; le grand-duc Léopold d'Autriche s'est enfui, mais le peuple reste, le peuple qui est au-dessus de tous les princes, de tous les ducs, de tous les rois. Bénissez, frères, la Providence qui nous délivre des méchants qui nous auraient trahis à l'heure du danger.

» Au nom de Dieu et du peuple, et sans traîtres dans notre camp, nous triompherons.

« L'Italie ne vit pas dans le petit nombre d'individus dont le hasard, la force brutale et l'influence étrangère avaient fait nos maîtres; l'Italie vit dans les millions d'hommes qui la peuplent et la fécondent, dans les hommes justes de cœur et puissants d'esprit qui brillent par la mission

(1) Voir notamment la *Presse* du 22 décembre 1848.

que leur a confiée l'amour libre de leurs frères, dans les traditions du peuple, dans les souvenirs républicains, dans le saint nom de Rome, dans la vertu de ses martyrs, dans les desseins de Dieu qui en fit deux fois la maîtresse des nations, et qui l'appelle aujourd'hui à la résurrection.

« Contre cette résurrection providentielle, ô frères, nous n'avons plus qu'un ennemi, l'éternel ennemi de l'Italie, l'Autrichien. Au nom de Dieu et avec le bras du peuple, nous triompherons de ce dernier obstacle, de même que nous avons jusqu'ici toujours triomphé avec la patience, la constance et la libre parole de la vérité, des sophismes de la fausse science politique, et des embûches des gouvernements ineptes et de mauvaise foi.

« L'Europe nous traite de lâches et d'impuissants, parce que nous n'avons pas pu conduire à bonne fin la guerre lombarde. Prouvons à l'Europe que ce ne furent pas là nos batailles, mais les batailles des rois, les batailles de l'égoïsme dynastique substitué à la grande idée nationale et à l'enthousiasme des sacrifices qui en est le baptême. Avant que le misérable calcul de la conquête princière vînt étouffer la sainte flamme, la bataille du peuple avait en cinq jours défait une armée, conquis le territoire lombard jusqu'aux gorges du Tyrol italien, et chassé l'ennemi dans les forteresses où il suffisait de le priver de tout secours et de l'affamer.

« Et cet ennemi que les princes fugitifs vont maintenant exciter contre nous est plus faible, plus épuisé encore qu'à cette époque. La guerre de la Hongrie dure toujours, et la mauvaise humeur commence à gagner les Slaves. La Gallicie menace de s'insurger. Le trésor de l'empire est ruiné, et on ne le soutient plus que par le pillage de la Lombardie frémissante et prête à l'insurrection.

« Une résistance de quinze jours, deux villes qui disputent pied à pied le terrain à l'envahisseur, un cri des forts qui luttent et qui appellent l'Italie au combat, suffiraient pour étouffer l'autrichien dans un cercle de feu, formé par les peuples de la Toscane et de la Romagne, par les défenseurs de Venise, l'insurrection de la haute Italie, trois

mille Lombards qui attendent organisés et armés, et, en Piémont, par l'armée liguro-piémontaise qui le suivra dans la lutte.

« Mais il faut se préparer, et vite, à cette prompte résistance, à la défense de cette ville qui doit, comme la croix de feu, donner le signal de la guerre d'un bout à l'autre de l'Italie. Armez-vous donc, organisez-vous, préparez-vous, formez-vous en légions de volontaires; inscrivez-vous sur les registres ouverts pour les corps spéciaux; dites à ceux qui vous gouvernent que vous êtes prêts, qu'ils protégent les frontières, qu'ils pourvoient, avec l'énergie qu'exigent les circonstances, aux besoins du trésor, qu'ils arment les Lombards qui vivent dans vos contrées, qu'ils fassent de toute la population une armée nationale, une partie chargée de veiller à la défense de la cité, l'autre prête à se porter partout où le danger appellera des hommes armés.

« Que tous vos actes ajoutent un élément à la guerre imminente; que tous vos chants soient un hymne de guerre; que toutes vos pensées soient des pensées d'attaque et de défense ! Osez et vous serez forts, veuillez et vous serez grands. Ayez foi en Dieu, en votre droit et en vous-mêmes, et vous remporterez une victoire immanquable, décisive, admirée de toute l'Europe, et qui sera pour toute l'Italie l'aurore d'une troisième vie de splendeur.

« 8 février.

GIUSEPPE MAZZINI. »

Les doctrines de l'apôtre de l'unité italienne triomphaient.

L'assemblée constituante romaine décerne à une grande majorité les droits de citoyen romain à Mazzini qui venait d'acclamer la proclamation de la république romaine dans le journal de Florence *la Constituente italiana* du 15 février (1).

(1) L'article de Mazzini commençait ainsi : « Rome la sainte, l'éternelle « Rome a parlé, et sa première parole est la première d'une ère, de la « troisième ère italienne...»

En même temps la nouvelle convocation des colléges électoraux qui eut lieu à la suite des sollicitations envoyait Mazzini siéger dans cette assemblée.

Mazzini adressa aussitôt à ses nouveaux concitoyens et collègues la lettre suivante, dont la lecture fut couverte d'applaudissements :

« Citoyen président,

« Je suis largement dédommagé de vingt années d'exil. Une vie entière, consacrée à l'agrandissement de la patrie commune, suffirait à peine à acquitter la dette que m'impose l'honneur d'être citoyen de la Rome du peuple, et il ne me reste plus que quelques années, et des années languissantes, à mettre au service du principe proclamé du haut du Capitole. J'ai vécu jusqu'ici dans la foi de ces principes, c'est, veuillez le dire avec assurance à vos collègues, dans ces principes que je mourrai. Le reste dépend de Dieu et de l'influence de l'exemple que Rome donne au monde.

« Je me suis tu jusqu'ici, parce que j'espérais répondre en vous annonçant l'union avec Rome de la province italienne où je me trouve. Puisse être couronné d'un plein succès le commencement solennel d'une plus vaste union pressentie par nos grands hommes, sanctifiée par nos martyrs, mûrie, comme je crois, dans les desseins de Dieu, et invoquée par l'unique interprète que vous et moi reconnaissons, le peuple.

« Je suis avec une haute estime et un cœur reconnaissant,

« Giuseppe Mazzini.

« Florence, 25 février 1849. »

Quelques jours auparavant Mazzini avait adressé la lettre suivante au *Club italien* de Venise :

« Florence, 21 février 1849.

« Mes frères, je vous envoie mes félicitations et mes vœux : mes félicitations pour la gloire que vous répondez

sur le saint nom de l'Italie, pour la foi conservée au drapeau de l'indépendance et de la liberté, quand la trahison des rois et les destins contraires vous laissaient seuls pour les défendre, pour l'exemple que vous nous donnez à tous de la vertu la plus rare, la constance; mes vœux, afin qu'ayant su préserver votre cœur de la terreur qui vient de l'ennemi, vous sachiez préserver votre esprit des illusions qui viennent des faux amis.....

« L'Italie du moyen âge s'inspirait alternativement de l'empereur et du pape. L'Italie nouvelle tirera ses inspirations de Venise et de Rome; de Venise qui a conservé le feu sacré de la nation, de Rome, qui a répandu la lumière et la chaleur fécondante dans toute l'Italie. Rome s'est inspirée de la foi de Venise; que Venise trouve aujourd'hui dans Rome l'espérance de grands événements qui surgiront dans l'avenir; de l'union intime de ces deux cités jaillira la puissance d'amour qui reliera, dans le mouvement d'une vie unique, toutes les parties de ce beau pays...

« Restez fidèles à la religion de l'unité nationale. Rome attend cela de vous, Rome qui ne peut vivre que de la vie de l'Italie.

« Et l'Italie vivra, et aucune force ne pourra l'empêcher de vivre le jour où les hommes de Venise monteront au Capitole pour y confondre leurs vœux, leurs espérances et leurs pensées avec les hommes de la ville éternelle. Aucune des nations italiennes ne pourra résister au prestige exercé par vos deux noms. »

Joseph Mazzini arriva à Rome le 6 mars et le jour même, fit son entrée à l'assemblée constituante de Rome.

Il y reçut un accueil entremêlé de démonstrations enthousiastes et de vénération, accueil vraiment digne de l'homme qui portait sur son front la double auréole du prophète et du révolutionnaire.

Lorsqu'il parut dans la salle, le public se mit à l'applaudir avec frénésie, les membres de l'assemblée se tinrent debout pour le recevoir. — Ses amis personnels l'attendaient à l'entrée et l'accompagnèrent jusqu'au siége qui avait été préparé pour lui à côté du président.

C'est ainsi que la grande assemblée romaine honorait le plus grand citoyen de l'Italie, le profond penseur qui avait consacré sa vie tout entière à la liberté de son pays, enduré les plus cruelles souffrances pour la réalisation de ses vœux patriotiques.

Dès la première séance, il prononça deux discours.

Le premier pour remercier ceux qui lui témoignaient une si vive sympathie, une si profonde affection ; le second sur la question des négociations concernant la réunion de la Toscane aux États Romains.

Mazzini insistait sur l'importance vitale qu'il y avait pour la cause italienne dans cette réunion. « La meilleure réponse aux objections de la diplomatie, dit-il, c'est de réaliser ce fait, car on respecte les *faits accomplis*. »

Après le discours de Mazzini le représentant Audinot présenta la proposition suivante :

« L'assemblée romaine, convaincue que les deux peuples « romain et toscan désirent l'unification des deux États; « convaincue que cette unification politique ne pourrait « jamais absorber la vie sociale, mais au contraire ferait « circuler la liberté dans tous les rameaux de la société; « convaincue que la constitution reposera sur une large « base municipale, invite le peuple toscan à envoyer des « députés à cette constituante.

« L'assemblée choisira trois personnes chargées de por- « ter cette invitation à la Toscane. »

Cette proposition fut adoptée par acclamation, et l'assemblée nomma immédiatement au scrutin, MM. Guiccioli, Camerata et Gabussi, qui partirent immédiatement pour Florence.

Ainsi le premier acte parlementaire de Mazzini fut de provoquer une initiative importante pour la grande cause de l'unité nationale.

Le premier soin de la république démocratique devait être d'assurer son existence et de pourvoir à sa sécurité. Il fallait avant tout viser à organiser une défense vigoureuse; dans ce but on forme les cadres d'une légion étran-

gère et quatorze bataillons de la garde nationale furent mobilisés.

Le gouvernement déchu avait laissé les finances dans l'état le plus déplorable. Dans cet embarras l'assemblée constituante se décida à faire un appel à la générosité des Romains. Dans la célèbre séance du 16 mars, dont le souvenir ne s'effacera jamais du cœur des patriotes italiens, Mazzini vint exposer les dangers de la patrie, les besoins de la république.. . Sa voix pleine d'émotion fait frissonner tous les assistants; on ne l'applaudit pas, une pâleur mortelle couvre tous les visages, un silence profond, religieux, règne dans toute l'assemblée...

Ses lèvres venaient à peine de laisser échapper ses dernières paroles, que de toutes les tribunes réservées, les dames romaines se lèvent, se dépouillent spontanément de leurs bijoux; une pluie de bagues, de bracelets, de boucles d'oreilles, de colliers, couvre le sol de l'assemblée.

Dès le lendemain, quelques familles réunissant leurs offrandes, envoient dans les caisses de l'État 320,000 écus romains (1). On avait reçu à Rome la dénonciation de l'armistice par Charles-Albert. La république romaine s'empressa d'expédier en Lombardie un contingent afin de combattre pour l'indépendance italienne. Mais au même moment la nouvelle funeste de la déroute de Novare retentit dans toute l'Europe.

Charles-Albert, couvert de honte, change son nom à jamais flétri contre celui de comte de Barge, fuit de l'Italie, se retire sur les bords de l'Océan à Oporto pour y invoquer la mort qui seule pouvait le soustraire à la honte et aux remords qui l'accablaient.

La défaite de Novare était le plus terrible échec qu'eût encore reçu la cause monarchique.

En apprenant le désastre et la fuite honteuse du roi, Mazzini s'écria : « Le dernier prestige est tombé! le prin- « cipe monarchique est condamné! C'est le triomphe de « Dieu et du peuple qui ne trahissent point! » En effet, la

(1) Un écu romain vaut fr. 5,25.

défaite de Charles-Albert devait être le signal du triomphe éclatant de la démocratie, entre les mains de laquelle étaient remises désormais les destinées de la nationalité italienne.

Le 29 mars l'assemblée constituante romaine se réunit en conseil secret, confie le gouvernement à un nouveau triumvirat composé de Mazzini, Saffi et Armellini avec des pouvoirs extraordinaires pour veiller au salut de la patrie.

Peu de jours après son entrée en fonction, le triumvirat qui réunissait dans ses mains tous les pouvoirs du gouvernement, publia son programme politique rédigé par Mazzini lui-même. Ce programme produisit une grande sensation dans toute la diplomatie.

PROGRAMME POLITIQUE DU TRIUMVIRAT.

« RÉPUBLIQUE ROMAINE.

« *Dieu et le Peuple.*

« Citoyens,

« Depuis cinq jours nous sommes revêtus d'un mandat sacré par l'assemblée. Nous avons mûrement interrogé les conditions du pays, celles de l'Italie, patrie commune, les vœux des bons citoyens et notre conscience. Il est temps que le peuple entende une parole de nous; il est temps que nous disions avec quelles règles générales nous entendons remplir ce mandat.

« Pourvoir au salut de la république; la sauvegarder des dangers du dedans et du dehors ; lui faire dignement tenir sa place dans la guerre de l'indépendance : voilà la mission qui nous a été confiée.

« Ce mandat signifie pour nous la vénération, non-seulement pour la forme, pour un nom, mais aussi pour le *principe* représenté par ce nom et par cette forme de gouvernement; et ce *principe* est pour nous un principe d'amour, de civilisation, de progrès fraternel, par tous et pour tous, d'amélioration morale, intellectuelle et économique pour l'universalité des citoyens. Le drapeau républicain arboré

à Rome par les représentants du peuple ne représente pas le triomphe d'une fraction de citoyens sur une autre; il représente le triomphe commun, une victoire remportée par le plus grand nombre, consentie par l'immense majorité, du principe du bien sur le principe du mal, du droit commun sur la volonté du petit nombre, de la sainte Église, don de Dieu à toute l'humanité, sur le privilége et le despotisme. Nous ne pouvons être républicains sans être meilleurs et sans prouver que nous valons mieux que tous les pouvoirs renversés pour toujours. Liberté et vertu, république et fraternité doivent être inséparablement unies. C'est à nous à en donner l'exemple à l'Europe. La république à Rome est un programme italien ; c'est une espérance, un avenir pour vingt-six millions d'hommes, nos frères. Il s'agit de prouver à l'Italie et à l'Europe, que notre cri — *Dieu et le Peuple* — n'est pas un mensonge; que notre œuvre est éminemment religieuse, une œuvre d'éducation et de moralité ; que les accusations d'intolérance, d'anarchie et de bouleversement, lancées contre la sainte bannière, sont fausses; que, grâce au principe républicain, unis comme une famille d'hommes bons, sous l'œil de Dieu, et sous l'impulsion des meilleurs d'entre nous par génie et vertu, nous marchons à la conquête du vrai ordre, *Loi et Force* réunies.

« C'est ainsi que nous entendons notre mission, et c'est ainsi que nous espérons que tous les citoyens l'entendront peu à peu avec nous. Nous ne sommes pas le gouvernement d'un parti, mais bien le gouvernement de la nation. La nation est républicaine. La nation embrasse tous ceux qui aujourd'hui professent sincèrement la foi républicaine. Elle plaint et instruit tous ceux qui n'en comprennent pas encore la sainteté; elle écrase dans son omnipotence de souveraineté tous ceux qui seraient tentés de la violer ou par une révolte ouverte ou par des menées secrètes qui provoquent les dissensions civiles.

« Ni intolérance ni faiblesse. La république est conciliatrice et énergique ; le gouvernement de la république est fort, et, par conséquent, il n'a pas peur ; il a la mission de

conserver intacts les droits et le libre accomplissement des devoirs de chacun ; par conséquent, il ne s'enivre pas d'une vaine et coupable sécurité. La nation a vaincu, vaincu à jamais. Son gouvernement doit avoir le calme généreux et serein, et non pas les abus de la victoire. Inexorable quant aux principes, tolérant et impartial avec les personnes, aussi éloigné de transiger que de se méfier ; ni lâche, ni provocateur : tel doit être un gouvernement pour être digne des institutions républicaines.

« Économie dans les emplois ; moralité dans le choix des employés ; la capacité garantie par le concours, partout où il sera possible, mise à la tête des bureaux dans la sphère administrative.

« Ordre et sévérité de vérification et contrôle dans la sphère financière, limitation de dépenses, guerre à toute prodigalité, consécration exclusive de l'argent du pays à l'utilité du pays, exigence inviolable de tous les sacrifices toutes les fois que la nécessité du pays le demandera.

« Point de guerre de classes, point d'hostilité aux richesses acquises, point de violation sans nécessité ou injuste de la propriété ; mais tendance continue à l'amélioration matérielle des classes les moins favorisées de la fortune, et volonté ferme de rétablir le crédit de l'État ; et frein à tout égoïsme coupable de monopole, d'artifice ou de résistance passive tendant à le dissoudre ou à l'altérer.

« Peu de lois et prudentes ; mais vigilance décisive pour les faire exécuter.

« Force et discipline de l'armée régulière consacrée à la défense du pays, à la guerre de la nation pour l'indépendance et pour la liberté de l'Italie.

« Telles sont les bases générales de notre programme, programme qui recevra de nous un développement plus ou moins rapide, selon les circonstances, mais que nous ne violerons jamais.

« Arrivés récemment au pouvoir, environnés d'abus appartenant au gouvernement déchu, arrêtés à chaque pas par l'inertie ou par l'incertitude des autres, nous avons besoin de la tolérance de tout le monde ; nous avons besoin

surtout de n'être jugés que d'après nos œuvres. Amis de tous ceux qui veulent le bien de la patrie, purs de cœur, si la puissance de l'intelligence nous manque, placés dans les circonstances les plus graves où jamais un peuple et un gouvernement se soient trouvés, nous avons besoin du concours actif, de la collaboration cordiale, pacifique et fraternelle de tout le monde; et nous espérons l'obtenir. Le pays ne doit ni ne veut reculer; il ne doit ni ne peut tomber dans l'anarchie. Que les bons nous viennent en aide; Dieu, qui a décrété la résurrection de Rome et de la nation italienne, Dieu nous aidera.

« Rome, 5 avril 1849.

« *Les Triumvirs*, MAZZINI, SAFFI, ARMELLINI. »

La monarchie piémontaise, frappée d'impuissance à Novare, n'inspirait plus d'ombrage désormais à l'Autriche, qui accorda à son nouveau représentant, Victor-Emmanuel, la paix honteuse qu'il s'imposait.

Gênes, la ville aux grands souvenirs républicains, Gênes, la patrie de Mazzini, repousse avec indignation cette paix humiliante. Le général La Marmora investit cette noble ville et après un siége de dix jours s'en empare, et se livre contre ses habitants aux mêmes actes atroces dont s'étaient souillés les Autrichiens, redevenus maîtres de la Lombardie, après le 6 août 1848. Pour ce haut fait d'armes, le général La Marmora reçut de son gouvernement la médaille d'or, destinée à récompenser sa valeur militaire. Voici comment le Piémont prenait sa revanche de la défaite de Novare.

La réaction triomphait partout en Italie. Les troupes autrichiennes se dirigèrent sur la Toscane afin de rétablir sur son trône le grand-duc fugitif.

Rome était devenue le dernier boulevard de l'indépendance italienne. L'assemblée nationale avait rendu le 14 avril ce décret énergique :

« Considérant les derniers événements d'Italie, l'assemblée constituante déclare :

« La république romaine, asile et boulevard de la liberté

italienne, ne cédera ni ne transigera jamais. Les représentants et les triumvirs le jurent au nom de Dieu et du peuple : *la patrie sera sauvée.* »

En même temps les triumvirs publiaient la proclamation suivante :

« Citoyens italiens,

« Le Piémont trahi, Gênes tombée, la Toscane troublée par des tentatives de réaction coupable, la véritable vie italienne se concentre dans Rome. Que Rome soit le cœur de l'Italie.

« Qu'elle s'élève à de généreuses pensées, à de grands efforts dignes des aïeux Par la vertu de l'exemple, Rome rendra la vie aux membres épars de la grande famille italienne. Et le nom de Rome, de la Rome du peuple, de la Rome républicaine, sera béni en Italie et longtemps glorieux en Europe.

« Aux Lombards, aux Gênois, aux Toscans, à tous ceux qui sont nos frères par la patrie et par la foi, Rome ouvre ses bras de mère. Ceux qui peuvent porter des armes trouveront ici un camp italien, tous une hospitalité italienne. Rien n'est changé pour nous.

« Forts du mandat qui nous vient de Dieu et du peuple, forts du vouloir du plus grand nombre, irrévocablement résolus à ne transiger jamais avec notre conscience et fermes dans le principe que nous avons été appelés à représenter, nous maintiendrons et sauverons de toute atteinte la bannière de la république, bannière de vertu, d'ordre, de puissance régulière et de victoire.

« Que les bons nous secondent avec une énergie tranquille.

« Que le peuple ait confiance en nous, comme nous avons confiance en lui ; et rien ne pourra nous abattre.

« Amour et bénédiction à tous ceux qui se pressent, l'âme pleine d'ardeur, autour de notre drapeau républicain.

« Malheur à qui oserait y toucher.

« Rome est la cité des choses éternelles.

« Qu'éternelle soit la république romaine pour le maintien de la concorde, pour l'honneur de notre peuple et pour le salut de l'Italie, qui aujourd'hui n'attend plus que de Rome des inspirations et des encouragements.

« Rome, 14 avril 1849.

« *Les triumvirs :* Joseph Mazzini, Aurelio Saffi,
« Charles Armellini. »

Cependant tous les efforts de la Sainte-Alliance des rois reconstituée allaient se concentrer contre Rome, menacée d'un côté par les armées autrichiennes qui occupaient la Toscane et de l'autre par les armées du roi de Naples.

La république romaine avait encore à surveiller les menées de ses ennemis intérieurs qui, soutenus par ses ennemis du dehors, avaient déjà provoqué sur quelques points des mouvements insurrectionnels.

Plusieurs bandes conduites par des prêtres et des moines s'étaient organisées contre la république sur la frontière napolitaine; on y expédia le colonel Roselli qui les dispersa ; mais à peine ces bandes avaient-elles disparu que le gouvernement républicain dut expédier le capitaine Félix Orsini à Ancône, pour combattre les brigands de la bande dite infernale.

En peu de jours, par son habileté, son sang-froid et son énergie, Orsini délivrait la république de ses ennemis et ces malheureuses provinces tantôt ravagées par des brigands de la pire espèce le proclamaient leur libérateur.

Orsini que la république avait investi de pleins pouvoirs, montra dans l'exercice de ces fonctions de grandes qualités politiques et administratives; aujourd'hui encore son nom est vénéré parmi des populations auxquelles il apporta la paix et la tranquillité et dont il sut protéger les intérêts, et sauvegarder les vies et les propriétés.

Après avoir pourvu aux premiers soins de l'organisation intérieure et aux premiers préparatifs de la défense, le gouvernement s'adressa aux puissances étrangères pour en obtenir la reconnaissance de la république romaine. Dans ce but il adressa le 18 avril 1849, aux parlements et aux

gouvernements de la France et de l'Angleterre, un manifeste dans lequel il exposait la situation avec une franchise et une clarté admirables. Nous croyons devoir reproduire ce document à cause de son importance capitale :

RÉPUBLIQUE ROMAINE.

AUX GOUVERNEMENTS ET AUX PARLEMENTS DE FRANCE ET D'ANGLETERRE

*L'Assemblée Constituante :*

« Les représentants du libre peuple romain adressent des paroles de réclamation et de confiance tout ensemble aux gouvernements et aux parlements des deux nations les plus libres et les plus puissantes d'Europe.

« Le monde sait que nous avons été durant bien des siècles gouvernés par l'Église dans l'ordre temporel, suivant ces modes spéciaux d'autorité absolue avec lesquels elle dirige les intérêts spirituels ; d'où il est résulté qu'au milieu des lumières du dix-neuvième siècle régnaient parmi nous les ténèbres du moyen âge, que les progrès de la civilisation étaient combattus souvent par une guerre ouverte, toujours par la force d'inertie, et que nous étions accusés comme d'un crime de nous sentir et de nous dire Italiens.

« Le monde sait que nous avons tenté plusieurs fois de reconquérir notre liberté ; mais l'Europe nous fit expier par une plus dure servitude ces mêmes efforts pour lesquels d'autres peuples étaient glorifiés. Enfin, après de longs martyres, il sembla que le jour de l'affranchissement fût venu pour nous, et nous avions confiance dans l'autorité des idées, dans la puissance des événements et dans la mansuétude du prince ; mais nous voulûmes avant tout être Italiens, et ce fut une faute ; nous nous crûmes libres, et ce fut une illusion. Un jour, le prince nous abandonna, et nous restâmes sans gouvernement. On tenta les voies de conciliation ; ce fut en vain : les messages mêmes du parlement et des municipalités furent refusés. Le peuple attendit avec patience ; mais le gouvernement émigré ne pro-

nonça plus jamais une parole de liberté, une paro'e d'amour. Il fit retomber sur trois millions d'hommes les excès de quelques-uns ; et quand nous songeâmes au seul moyen qui nous restât pour reconstituer une autorité abdiquée de fait par le Prince, le Pontife nous maudit.

« Le monde sait que c'est dans le suffrage universel qu'a pris son origine notre assemblée, qui, exerçant par la force même des choses, un droit imprescriptible, déclara l'autorité théocratique abolie pour jamais et proclama la république. Au milieu de l'assentiment public, les dépossédés seuls élevèrent la voix pour se plaindre.

« Et l'Europe semble vouloir écouter cette voix, oublier l'histoire de nos maux, et confondre, elle aussi, ce qui est de l'ordre spirituel avec ce qui est de l'ordre temporel.

« La république romaine a sanctionné l'indépendance et le libre exercice de l'autorité spirituelle du pontife; et elle a montré ainsi au monde catholique combien elle sent profondément que la liberté d'action religieuse ne peut être enlevée au Chef Suprême de l'Église. Pour maintenir entière cette liberté d'action, à la garantie morale de la dévotion de tous nos frères catholiques, la république romaine ajoutera la garantie matérielle de toutes les forces dont elle dispose. Mais, à ce qu'il semble, cela ne suffit pas à satisfaire l'Europe, puisque l'on va répétant que l'existence du gouvernement temporel du Pontife Romain importe à la catholicité.

« C'est pourquoi nous invitons les gouvernements et les parlements de France et d'Angleterre à considérer quel droit peut être allégué par qui que ce soit pour imposer à un peuple indépendant une forme de gouvernement quelconque; avec quelle sagesse on peut penser à restaurer un gouvernement irréconciliable, par sa nature, avec la liberté et la civilisation, un gouvernement dépossédé de toute autorité, moralement depuis longtemps et matériellement depuis plus de cinq mois, sans que nul, sans que le clergé lui-même ait essayé de relever sa bannière; et enfin, avec quelle prudence on pourrait tenter de soutenir une autorité universellement odieuse, par suite impuissante à

durer, et capable de provoquer de nouveau des conspirations, des révoltes et des perturbations continuelles.

« Et ce n'est pas sans raison que nous disons qu'un tel gouvernement ne peut s'identifier ni se concilier avec la liberté et la civilisation; car l'expérience faite d'une constitution a montré comment la prétendue affinité des matières spirituelles et des matières temporelles entrave la pratique et le développement des institutions nouvelles. Les canons ecclésiastiques rendaient vaines chez nous les dispositions civiles; l'éducation et l'instruction publiques, soumises à la théocratie, étaient un privilége ou un monopole des clercs; les propriétés étaient immobilisées par les mainmortes; les ecclésiastiques jouissaient de diverses immunités et d'une juridiction privilégiée; et les laïques eux-mêmes étaient soumis aux tribunaux ecclésiastiques; toutes conditions tellement éloignées de la libre vie civile, que toute nation libérale, plutôt que d'en supporter une seule, aimerait mieux avoir dix guerres à soutenir. Et comment l'Europe, qui tant de fois a été émue et bouleversée par cette puissance sacerdotale qui incendiait les États avec les foudres de l'Église, comment l'Europe peut-elle croire aujourd'hui supportable pour trois millions d'hommes la soumission à un empire qui non-seulement punit temporellement quiconque l'offense en exerçant un droit politique, mais, en outre, tient suspendue sur tous la menace de la damnation de l'âme? L'Europe ne peut croire conciliables les institutions libres avec la condition d'un prince qui peut, au profit de la puissance politique, abuser de l'immense autorité du prêtre en troublant les consciences.

« Nous avons confiance que l'Angleterre et la France, si justement jalouses de leur indépendance, ne pourront jamais admettre qu'il puisse y avoir, au cœur même de l'Italie, un peuple neutre à l'égard du reste de la nation, réduit politiquement à la condition de fief du monde catholique, exclu du droit universel des nations, et livré en apanage au clergé. Car le maître de l'État-Romain, c'est le peuple romain; et s'il est permis à l'universalité catho-

lique d'intervenir dans les choses de la religion, elle ne le peut sans une usurpation manifeste, alors qu'il s'agit des droits politiques, du pacte social. Et si l'on peut concevoir et vouloir la neutralité d'une nation entière, cette neutralité ne peut être imposée à une seule partie de cette nation, à celle qui en forme le centre, à cet État qui, par sa position géographique, confine et se mêle à presque toutes les autres parties; État que jamais ni traités ni protocoles ne pourront empêcher de vivre de la vie nationale.

« Les représentants du peuple romain croiraient faire injure à la sagesse civile des gouvernements et des parlements de France et de l'Angleterre, en admettant qu'ils pussent méconnaître les raisons et les droits sommairement exposés dans la présente note, et aussi les intérêts de l Europe elle-même, à qui il doit importer d'assurer la tranquillité générale en assurant la fin du gouvernement des prêtres. Quant à nous, nous ne saurions n'en pas repousser la restauration avec la plus énergique résolution et la volonté la plus inébranlable; et ce n'est pas à nous que l'Europe devrait imputer les catastrophes inouïes qui pourraient résulter de cette résistance, non plus que l'atteinte qu'une restauration sanglante porterait à l'autorité catholique de la Papauté. A éviter ces maux, l'Angleterre et la France nous aideront, nous en sommes certains, de leur concours et de leurs conseils, de telle façon que se resserrent toujours davantage les liens d'amitié qui doivent désormais unir tous les peuples libres. »

Le gouvernement de la république française ne fit pas à cet appel la réponse qu'étaient en droit d'attendre les patriotes italiens.

L'engagement formel pris au nom du gouvernement provisoire par M. de Lamartine dans sa réponse à Mazzini, que nous avons citée, avait été formellement confirmée par l'assemblée constituante. Le 24 mai 1848, l'assemblée des représentants de la république française avait voté à l'unanimité l'ordre du jour suivant, sur la proposition de M. Drouyn de Lhuys (le nom de l'auteur de l'ordre du jour du 24 mai est important à retenir) :

« L'assemblée nationale invite la commission du pouvoir « exécutif à continuer de prendre pour règle de sa con- « duite les vœux unanimes de l'assemblée, résumés dans « ces mots :

« Pacte fraternel avec l'Allemagne,
« Reconstitution de la Pologne,
« Affranchissement de l'Italie. »

Que fit le gouvernement républicain pour l'affranchissement de l'Italie? Que fit cette assemblée aux brillantes promesses? Trois mois étaient à peine écoulés que les vœux exprimés par cette assemblée, sous la pression de l'enthousiasme populaire, étaient complétement oubliés par elle, complétement méconnus par le gouvernement.

M. de Lamartine, le 24 mai, avait déclaré que lorsque Milan serait menacée rien ne pourrait plus empêcher les soldats de la république française de marcher pour la protéger. Le 10 août, Charles-Albert, battu par les Autrichiens, abandonnait lâchement la malheureuse Milan aux fureurs de Radetzki. Que fit le gouvernement de la république française? Rien. Vivement interpellé par la Montagne, le ministre des affaires étrangères qui avait succédé à M. de Lamartine, M. Jules Bastide, se contenta de vagues assurances sur la pacification complète de l'Italie. — C'est l'indépendance de l'Italie qu'il faut dire, interrompit M. Baune. — Il n'existe pas de pacification sans affranchissement répliqua, M. Bastide.

Mais ce n'était là qu'un vain engagement. L'Italie fut abandonnée à ses propres forces. Et l'assemblée tout entière complice de la trahison du gouvernement, évita de prononcer même son nom à la tribune (1).

---

(1) Les interpellations du 11 août avaient été faites par M. Payer. Mais M. Baune lui-même d'accord avec M. de Larochejaquelein, l'ami du pape et de l'Autriche, étouffa ces interpellations en rappelant que la commission des affaires étrangères avait pris l'engagement de ne pas saisir l'assemblée de cette question et d'attendre les communications du gouvernement.

Ce silence ne fut rompu que par l'annonce de la grave nouvelle de la fuite de Pie IX, suivie aussitôt d'une communication du général Cavaignac, annonçant que sans consulter préalablement l'assemblée, il avait cru devoir intervenir pour protéger le pape et qu'une brigade de 3,500 hommes se tenait toute prête à s'embarquer à Marseille pour se diriger vers Civita-Vecchia. M. Ledru-Rollin protesta vivement contre l'inopportunité criminelle de cette intervention, qui était un véritable attentat contre le droit des Romains et de l'inconstitutionnalité d'un acte aussi grave, qui pourrait avoir des conséquences si périlleuses, entrepris sans avoir consulté l'assemblée. — « Milan vous a appelé à son secours, s'é-« criait M. Ledru-Rollin; y avez-vous accouru? Venise a « été dépouillée par Radetzki. Avez-vous fait entendre une « seule parole? Non, pas une seule. Pourquoi donc êtes-« vous si empressés d'intervenir à Rome aujourd'hui ?.. Je « vous demanderai si vous avez trouvé un mot pour l'as-« semblée nationale de Berlin violée? Si vous avez trouvé « un mot pour l'assassinat de Robert Blum? Avez-vous « trouvé une seule parole de protestation en faveur des « provinces danubiennes? En faveur de Messine saccagée? « Non, vous n'avez rien dit ; vous avez passivement assisté « à ce spectacle. Mais quand il s'agit du pape, oh! alors « vous y mettez le plus grand empressement ! »

Cette protestation de M. Ledru-Rollin indique nettement quel était le caractère de l'intervention du général Cavaignac qui fut approuvé par l'assemblée (1). Nous, républicains

(1) Après la clôture de la discussion, 580 voix contre 83 adoptèrent l'ordre du jour suivant de M. Tréveneuc : « L'assemblée nationale approuvant les mesures de précaution prises par le gouvernement pour assurer la liberté du Saint-Père et se réservant de prendre une décision sur les faits ultérieurs et imprévus passe à l'ordre du jour. » Au sujet de cet ordre du jour, M. Louis Bonaparte, représentant du peuple, candidat à la présidence de la République, le 2 décembre adressa une lettre au *Constitution-« nel,* pour dire qu'il n'avait pu approuver par son vote une démonstration « militaire, qui lui semblait dangereuse, même pour les intérêts sacrés que « l'on voulait protéger, et de nature à compromettre la paix de l'Europe.» Il est curieux de approcher de cette lettre le commentaire dont l'encourageait dans la *Presse* M. Émile de Girardin, qui soutenait vivement la

italiens, nous avons le droit de juger sérieusement cette attitude des républicains français.

Dans une lettre récemment publiée par le *Temps* (1), M. Louis Blanc défend le général Cavaignac d'avoir le premier porté la main sur la république romaine, comme on le croit généralement en Angleterre. « Que de fois, dit M. Louis « Blanc, n'a-t-on pas dit que c'était le gouvernement du « général Cavaignac qui avait le premier envoyé des troupes « à Rome. Eh bien ! cela est faux. » M. Louis Blanc prétend que si le gouvernement du général Cavaignac offrit un asile au pape, c'était pour l'empêcher de devenir, entre les mains de l'Autriche ou des Bourbons de Naples, un instrument dangereux pour la liberté « et aussi dans l'espoir que « le souverain pontife, en France, pourrait être amené à « renoncer au pouvoir temporel. »

M. Louis Blanc a trop vite oublié les faits et les événements. C'est bien M. Cavaignac qui a engagé la France dans la voie funeste de l'intervention, obéissant à un mobile non avouable que nous fait connaître M. Germain Sarrut, qui siégeait à la Constituante en 1848, dans son *Histoire de France* de 1792 à 1849 : « Ce que voulaient M. Cavaignac et « sa petite cour (à la veille des élections pour la présidence « de la république), c'était produire un effet moral dans « le pays, préoccuper l'esprit de l'aristocratie et du clergé « de ses tendances religieuses, en un mot acquérir les « suffrages des électeurs du grand monde et gagner du « temps. »

Quoi qu'il en soit de ces motifs, l'esprit réactionnaire de l'acte de M. Cavaignac ressort d'une façon incontestable des protestations de M. Ledru Rollin et de l'approbation de M. de Montalembert qui, le 30 novembre, félicita M. Cavaignac « d'avoir étendu l'épée de Charlemagne

---

candidature présidentielle de Louis-Napoléon. « Cette lettre, disait M. de « Girardin, est de favorable augure, elle annonce que le candidat du « *Constitutionnel* et de la *Presse* traitera la Constitution un peu moins « légèrement que ne l'a traitée déjà le candidat du *National* et du « *Siècle*... »

(1) Voir le journal *Le Temps*. — Jeudi, 7 janvier 1869.

« pour sauver l'indépendance de l'Église menacée dans son « chef. » Et les républicains français avaient si bien conscience de cette situation, si singulièrement méconnue par M. Louis Blanc, que, dans cette même séance du 20 novembre, M. Edgar Quinet, caractérisant l'attitude de Cavaignac, s'écriait : « Comprimer la révolution romaine, « c'est attenter dans son principe à la nationalité italienne, « et frapper du même coup la révolution du 24 février. »

Quant à l'allégation de M. Louis Blanc que le général Cavaignac offrait un asile au pape en France dans l'espoir de l'amener à renoncer au pouvoir temporel, cela nous paraît une invention fantaisiste ; et il n'existe, dans tous les cas, aucune trace de rien de semblable dans les documents connus.

Les révolutionnaires romains d'ailleurs ne se trompèrent pas sur le caractère véritable de l'acte de M. Cavaignac. Ils eurent peine à croire d'abord que la République française, qui s'était si nettement déclarée en faveur de la cause italienne, eût l'intentiond'expédier des soldats pour réprimer la révolution qui venait d'éclater si heureusement à Rome. Mais aussitôt que la nouvelle de cette intervention devint officielle et que le texte même du discours prononcé à l'Assemblée constituante par le général Cavaignac fut connu, le ministère romain se hâta de publier une protestation dans laquelle il disait :

« ..... Nous ne pouvons nous empêcher d'observer en premier lieu que donner l'ordre d'entrer à main armée sur un territoire étranger, sans l'assentiment de ses habitants et de qui les gouverne, est en soi un acte contraire aux maximes fondamentales du droit des gens, même alors qu'il s'agit d'assurer la vie et la liberté du prince qui y règne, attendu que tout peuple est chez soi l'unique arbitre de ses propres actions, et que suivant les doctrines universellement acceptées aujourd'hui, il ne réside dans les princes aucune seigneurie absolue, aucun droit divin supérieur à tout autre droit social et politique.....

« ..... Les soussignés, passant sous silence beaucoup d'autres raisons et de nombreuses règles du droit international

sur la question, se bornent à rappeler au général Cavaignac la prescription dc l'art. 5 de la nouvelle constitution républicaine de France, dans lequel il est dit « que les armes françaises ne seront jamais employées au détriment de la liberté des peuples. » Or, la première des libertés c'est l'indépendance nationale, le droit pour les peuples de rester arbitres et maîtres de leurs propres destinées, arbitres et maîtres de la gestion intérieure de la chose publique...., »

Le général Cavaignac, qui avait produit l'effet politique qu'il voulait, se vit forcé de suspendre le départ des troupes. Mais Louis-Napoléon, élu président de la République le 10 décembre, en reprenant ce projet avorté, ne fit que suivre la politique commencée par M. Cavaignac. Il n'est donc pas juste de dire que le prince-président fut l'*unique* auteur de l'expédition de Rome en 1849.

Le 21 décembre, l'Espagne envoyait une note aux cabinets de France, d'Autriche, de Portugal, de Bavière, de Sardaigne, de Toscane et de Naples pour les inviter à prendre une initiative commune afin de soutenir le saint-père sur son trône pontifical et d'assurer d'une manière stable et permanente son autorité en la mettant à couvert contre toute violence (1).

Cet appel ne devait être que trop bien entendu.

---

La note que le gouvernement espagnol envoyait à ses ambassadeurs près les puissances catholiques, était ainsi conçue :

« Madrid, 21 décembre 1848.

« Excellence,

« La situation déplorable où se trouve placé le chef de l'Église, fugitif et réduit à accepter un asile chez une puissance étrangère, place le gouvernement dans la nécessité de réfléchir mûrement sur les moyens d'éviter les maux graves qui menacent la chrétienté si l'on ne met un terme aux tribulations qui affligent le souverain pontife.

« Le gouvernement de S. M., qui depuis longtemps avait prévu la possibilité des événements qui s'accomplissent aujourd'hui, a pu, en voyant ses prévisions se réaliser, offrir au Saint-Père, par l'intermédiaire de son ambassadeur, l'appui sincère de l'Espagne, et il est résolu à prêter au pape le concours nécessaire pour que le chef de l'Église soit replacé

Le 10 février 1849 la république romaine était proclamée au Capitole. Les représentants de la Montagne de

---

dans l'état de liberté, d'indépendance et de majesté que réclame impérieusement l'exercice de ses fonctions sacrées.

« Par ces motifs, le gouvernement, à la nouvelle que le pape avait été obligé de fuir de Rome, s'est adressé au gouvernement français, qui venait de montrer des dispositions favorables à la liberté du Saint-Père, en l'invitant à marcher d'accord avec le cabinet de Madrid dans tout ce qui toucherait la dignité du chef de l'Église, et deviendrait ainsi une question commune aux deux nations.

« Mais cette négociation, qui avait pour but de prévenir les inconvénients qui pourraient naître de la pensée des deux gouvernements sur l'opportunité du moment où les mesures adoptées devaient être mises à exécution, cette négociation peut être, dans les circonstances actuelles, considérée comme insuffisante, en présence de la marche que suivent les événements dans la capitale des États pontificaux.

« Il ne s'agit plus maintenant de sauvegarder la liberté du Saint-Père, liberté menacée par les excès de ses propres sujets; cette question, qui pouvait être considérée comme la question du moment, est en quelque sorte résolue par la sortie de Rome du Saint-Père. Mais derrière cette question il en est une autre dont l'importance n'est pas moins grande, et dans laquelle sont également intéressées toutes les puissances catholiques, c'est la question d'assurer d'une manière stable et permanente l'autorité suprême du pontife, en le mettant à couvert, non-seulement contre toute violence réelle, mais encore contre toute apparence de violence, de quelque nature qu'elle puisse être, qui serait si funeste à la cause de l'Église et à la paix de l'Europe.

« Votre Excellence sait quelle a toujours été la sollicitude des gouvernements catholiques à assurer une position réellement indépendante au chef de l'Église. L'organisation même des États pontificaux, organisation que tant de siècles ont respectée, est une preuve irréfragable de cette vérité; en effet, les peuples catholiques se sont toujours établis garants de la souveraineté temporelle du pape, afin que, dans la suprême autorité spirituelle qu'il exerce sur les nations catholiques, on ne pût soupçonner l'influence d'un pouvoir étranger.

« Cette situation, née de la nature même des rapports qui unissent le vicaire de Jésus-Christ aux peuples catholiques, et qui a été respectée par des gouvernements ayant une religion différente de la nôtre, est d'un intérêt si vital pour toute la chrétienté, qu'elle ne peut rester à la merci d'une si petite partie du monde catholique comme le sont les États pontificaux.

« L'Espagne ne prétend pas s'immiscer dans la politique intérieure de ces États; mais elle pense qu'elle ne peut, pas plus que les autres nations catholiques, consentir à ce que la liberté du chef de l'Église universelle et le rang que doit occuper sa personne sacrée demeurent à la

l'Assemblée constituante française envoyèrent à la Constituante romaine une adresse pour lui exprimer les sympa-

---

discrétion de la ville de Rome, et que, au moment où toutes les nations catholiques s'empressent d'offrir au pape l'hommage de leur respect et de leur profonde vénération, une seule ville d'Italie ose outrager sa dignité, en réduisant le pontife à un état de dépendance qui pourrait un jour se terminer par une atteinte à l'autorité religieuse elle-même.

« Ces considérations sont d'un si grand poids dans la pensée du gouvernement de S. M., qu'elles l'ont déterminé à inviter les nations catholiques à s'entendre sur les moyens d'éviter les maux qu'on aurait inévitablement à déplorer si les choses restaient dans le déplorable état où elles se trouvent.

« L'intérêt qui dirige l'Espagne dans cette négociation n'est pas exclusivement espagnol; c'est aussi l'intérêt de toutes les nations catholiques, chez lesquelles la situation incertaine et précaire du Saint-Père ne peut manquer de jeter la perturbation dans les consciences, et par conséquent le désordre parmi les populations. Si donc ces puissances étaient animées des mêmes sentiments, comme il faut l'espérer, il serait de la plus haute importance que toutes agissent d'un commun accord, et qu'il fût ainsi bien avéré que l'objet de ces conférences était purement religieux.

« Pour obtenir ces résultats si désirables, le gouvernement de S. M. a pris la résolution de s'adresser aux cabinets de France, d'Autriche, de Portugal, de Bavière, de Sardaigne, de Toscane et de Naples, par la voie de ses ambassadeurs, en invitant ces puissances à nommer des plénipotentiaires, et en désignant en même temps le lieu qu'elles jugeraient plus spécialement convenable à la réunion de ces plénipotentiaires.

« Dans le but d'éviter les retards qui pourraient naître de la désignation du lieu des conférences, le gouvernement de S. M. propose de les établir, soit à Madrid, soit dans quelque ville espagnole du littoral de la Méditerranée, aussi bien à raison de la commodité de la position que de la tranquillité dont jouit la Péninsule, et parce que, dans la solution d'une question purement catholique, l'Espagne, comme siége de ces conférences, se trouverait placée dans des conditions particulières. Cette proposition ne doit être considérée que comme une simple indication, et le gouvernement espagnol est prêt à diriger son plénipotentiaire sur quelque autre point que ce soit, désigné par les puissances intéressées.

« En conséquence, et d'après l'ordre de notre reine, je vous invite, ainsi que je le fais à l'égard des autres représentants de l'Espagne auprès des cours susnommées, à faire tous vos efforts pour obtenir du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, l'adoption de la mesure qui fait l'objet de cette note, dont vous pourrez laisser une copie au ministre des affaires étrangères, en lui donnant l'assurance, au nom du gouvernement de S. M., que la pensée purement religieuse qui a poussé l'Espagne à faire cette démarche, non-seulement n'implique de sa part aucune idée d'intervention dans la politique intérieure des États pontificaux, mais que

thies de la démocratie française. L'adresse de la Montagne contenait le passage suivant :

« L'Espagne, Naples et l'Autriche forment, dit-on, une « alliance sacrilége pour étouffer le pouvoir populaire de « Rome. — Ces bruits ne peuvent vous troubler, citoyens, « dans l'austère travail de votre constitution. Ces vieux « tyrans hésiteront avant d'attaquer les Romains fondant « leur indépendance. — S'ils osaient jamais..... Citoyens « d'Italie, les sympathies de la démocratie française sont « avec vous : nos volontaires, à votre appel, vous viendraient « en aide pour chasser les barbares. »

C'était là une imprudente promesse et ceux qui la faisaient n'avaient nullement les moyens de la tenir. Le gouvernement de la République française, qui avait ses projets et qui organisait de concert avec l'Autriche, comme l'ont prouvé les documents diplomatiques publiés depuis, refusa de reconnaître la république romaine et d'admettre d'autre représentant de Rome à Paris que le nonce du pape.

Le 8 mars le comité des affaires étrangères prenait l'initiative d'une proposition par laquelle l'Assemblée constituante engageait le président de la République à envoyer une armée d'occupation en Italie. Cette proposition, appuyée par M. Jules Favre, fut votée, malgré la vive opposition de MM. Ledru-Rollin et Flocon. Le commandement de l'armée d'occupation fut donné au général Oudinot, qui reçut des instructions précises, indiquant que le but de l'expédition était le rétablissement du pape.

C'en était fait ! le gouvernement de la République française avait jeté le masque ; il devenait de la dernière évidence que son but était de faire tomber la République sous les coups des soldats.

Cette lutte inégale, fratricide, déshonorante pour ceux

---

la conférence diplomatique proposée ne devra s'occuper exclusivement que d'assurer la liberté et l'indépendance du pape, sans relier à cette question, si grave et si majeure, aucune autre question d'un ordre différent, et sans la faire dépendre de celle que l'on agite actuellement aussi bien dans l'Italie méridionale que dans l'Italie septentrionale.

« Pedro José Pidal. »

qui l'entreprenaient sans provocation aucune, devait mettre le comble à la renommée de Joseph Mazzini car « l'homme « qui dominait la situation de toute son activité, de tout « son courage, c'était à coup sûr le triumvir Mazzini, « Mazzini détesté depuis longtemps des contre-révolution- « naires de tous les pays, Mazzini dont le nom était pour « eux un objet de répulsion et de terreur, Mazzini, qui se « montrait à la fois homme d'État, administrateur, écri- « vain, diplomate, mais de cette diplomatie dont il pou- « vait dire avec raison à M. de Lesseps : *Notre diplomatie, « c'est la vérité !* Le pays, disait le journal le *National* de « Paris en parlant de l'Italie, *ce pays n'a qu'un bras, qu'un « cœur, qu'une tête, et Mazzini est l'idole de la nation tout « entière.* Mazzini était le grand inspirateur des mesures « de salut public et d'organisation démocratique qui don- « naient aux Romains tant de confiance dans la Répu- « blique (1). »

Quand l'Assemblée romaine apprit la nouvelle que l'Assemblée française venait de voter les fonds pour l'envoi d'un corps d'armée à Civita-Vecchia, Mazzini monta à la tribune et fit les déclarations suivantes : « On dit que cette « expédition a pour but de prévenir toute intervention de « l'Autriche. — La division française viendrait donc à « Rome pour protéger l'inviolabilité de la République « romaine.

« Le triumvirat n'a reçu à cet égard aucune communi- « cation. — Le triumvirat, ajoutait Mazzini, ne reculera « jamais devant l'accomplissement de son devoir. Il rem- « plira le mandat que lui a confié l'Assemblée et déclare, « conformément à l'article 2 du pacte fondamental de la « République, qu'il fera tous ses efforts pour assurer au « pontife son indépendance, que toute proposition faite sur « ces bases par les gouvernements catholiques sera bien ac- « cueillie par le gouvernement de la République.

« Il faut qu'à l'arrivée des Français, n'oublia pas de dire

(1) Léonard Gallois, *Histoire de la Révolution* de 1848, tome V, chap. XIII.

« Mazzini, nous montrions par de solennelles manifestations « l'accord parfait qui règne dans la division des pouvoirs. »

C'est avec cette confiance pleine de dignité que Rome attendait les événements.

Ceux-ci se succédaient avec rapidité.

Le 24 avril, le général Oudinot débarquait à Civita-Vecchia, et il s'emparait de la ville par une surprise indigne de la loyauté française.

Joseph Mazzini, avec son énergie ordinaire, prenait les mesures les plus vigoureuses pour la défense de la ville. Il mettait en réquisition les chevaux, les armes pour le service de l'armée; donnait l'ordre, en cas d'assaut, que toutes les cloches de la ville sonnassent le tocsin, que les pharmacies et les boutiques de marchands de comestibles demeurassent ouvertes, et que, dès le premier coup de canon, le saint sacrement fût exposé dans toutes les églises pour invoquer le salut de Rome.

Le peuple se transporta dans le sein de l'Assemblée pour lui témoigner ses sympathies et son entière adhésion aux mesures vigoureuses qu'elle prenait pour le salut de la patrie. « La République romaine peut succomber, disaient « les orateurs du peuple, mais ce sera en combattant; on « pourra de nouveau rétablir le pape, mais l'honneur sera « sauf. »

En même temps, les triumvirs publièrent la proclamation suivante :

« Romains, une intervention étrangère menace le territoire de la République. Un noyau de soldats français s'est présenté devant Civita-Vecchia. Quelle que soit son intention, le salut du principe librement consenti par le peuple le droit des nations, l'honneur du nom romain font une loi à la République de résister. La République résistera. Il faut que le peuple prouve à la France et au monde qu'il n'est pas un peuple d'enfants, mais un peuple d'hommes, et d'hommes qui ont jadis dicté des lois et donné la civilisation à l'Europe. Il faut que personne ne puisse dire : Les Romains ont voulu, mais ils n'ont pas su être libres. Il faut que la nation française apprenne, par notre résis-

tance, par nos déclarations, par notre attitude, notre inébranlable resolution de ne plus vouloir subir le gouvernement abhorré que nous avons renversé.

« Le peuple le prouvera. Celui qui pense autrement déshonore le peuple et trahit la patrie.

« L'Assemblée est en permanence. Le triumvirat, quelque chose qu'il advienne, remplira son mandat.

« Ordre, calme solennel, énergie concentrée. Le gouvernement veille inexorablement sur quiconque tenterait de pousser le pays à l'anarchie ou de l'armer contre la République.

« Citoyens, organisez-vous, serrez-vous autour de nous; Dieu et le peuple, la loi et la force triompheront.

« Rome, ce 25 avril.

« *Les triumvirs*, MAZZINI, ARMELLINI, SAFFI. »

Pour aviser aux mesures à prendre, l'Assemblée se réunit en séance le 26, à onze heures du matin.

Mazzini monte à la tribune, et dans un long discours, prouve que l'intention du gouvernement français est de rétablir le pape sur son trône. — « Nous lui avons fait savoir, dit-il, que le pape s'est enfui volontairement et n'a pas du tout été expulsé, que les portes de Rome sont toujours ouvertes pour le recevoir comme chef de l'Église et que nous le considérons comme n'étant ni Italien, ni Français, ni Espagnol, mais Européen, ou plutôt cosmopolite. »— Mazzini parle ensuite du débarquement des Français, et démontre que leur fraternisation avec le peuple cache un principe politique d'invasion. « Du moment, « ajoute-t-il, que leurs intentions sont connues, il est inu- « tile de discuter s'il faut les recevoir avec cordialité « comme on a fait à Civita-Vecchia. Nous avons envoyé « des messagers à Civita-Vecchia. Ce matin même nous « avons reçu une dépêche. Le ministre de la guerre, « M. Rusconi, a eu avec le général Oudinot un entretien « qui a duré plus de trois heures. Le général a dit que la « France venait comme amie et pour concilier les partis. « Deux heures plus tard devait avoir lieu une nouvelle

« conférence dont nous ne connaissons pas encore le ré-
« sultat. Sitôt que l'estafette arrivera, nous en ferons part
« à l'Assemblée. Avant de descendre de la tribune, conti-
« nue Mazzini, je ferai remarquer à l'Assemblée que nous
« avons deux manières de répondre : l'une, c'est de faire
« résistance à tout prix, une résistance désespérée afin
« qu'il soit tracé dans l'histoire en traits ineffaçables qu'en
« 1849 la République française est venue attaquer la Ré-
« publique romaine qui lui a vaillamment résisté jusqu'à
« la dernière goutte de son sang. L'autre manière de ré-
« pondre.... c'est de traiter. — Lors même que l'opinion
« du pays serait pour la conciliation, je déclare, dit Maz-
« zini, que je suis pour la résistance ; mais quelle que soit
« la décision de l'Assemblée, nous nous y conformerons. »

Après ce discours applaudi, avec un enthousiasme frénétique, l'Assemblée se forme en comité secret pour délibérer. — Au bout de quelques instants, la séance redevient publique, et l'Assemblée déclare qu'elle a décidé de repousser la force par la force et de s'opposer à l'intervention des Français...

Le général Oudinot ne pouvait pas croire qu'il rencontrerait à Rome une résistance sérieuse; trompé par les plénipotentiaires qui étaient à Gaète, il n'hésita pas à marcher sur Rome (1).

Quand les triumvirs apprirent que les Français étaient arrivés à Palo, à 25 milles de Rome, ils leur expédièrent le député Accursi pour leur annoncer qu'ils seraient reçus en ennemis, le peuple romain étant bien résolu à défendre son indépendance jusqu'à la dernière goutte de son sang. Le général Oudinot répondit à cette franche déclaration

(1) Les plénipotentiaires français à Gaète s'occupaient bien plus de l'influence française que de la liberté romaine. Ils écrivaient au général Oudinot : « On veut à Gaète que les Français s'abstiennent d'agir, et se « contentent du rôle de médiateurs; on ne peut éviter une si humiliante « condition qu'en allant à Rome sans retard..... Avancez donc, général; « vous ne trouverez point, quoi qu'on dise, de sérieuse résistance à Rome; « à peine vous serez-vous montré, que le plus grand nombre des « citoyens viendra au-devant de vous. »

que tout ce qu'il pouvait faire, c'était de suspendre sa marche (1).

En attendant Rome fermait ses portes, de toutes parts s'élevaient des barricades. Et le triumvirat, qui avait été investi par l'Assemblée, le 26, de la dictature pour secourir la république et repousser la force par la force, publiait la proclamation suivante :

« Romains !

« La défense militaire est organisée : les milices de tout genre font et feront leur devoir : c'est au peuple à faire le sien.

« Toutes les rues de la ville doivent être défendues. Dans chaque quartier, les chefs et les représentants ci-dessus désignés veilleront à ce que le terrain soit défendu pied à pied. Ils pourvoiront aux munitions et aux subsistances. Pendant la nuit, toutes les fenêtres doivent être éclairées.

---

(1) Il était forcé de s'arrêter pour « attendre son artillerie, attardée par la rupture d'un pont sur la route de Civita-Vecchia. »

Il faut noter ici que le pape lui-même ainsi que les cardinaux protestaient très-haut contre l'entrée des Français dans les États romains; leur intervention devait, d'après la cour de Gaète, dénoter le caractère de la restauration qui devait s'accomplir par le mouvement spontané des populations... Mais alors dans quel but le cardinal Antonelli avait-il fait son appel au nom du pape aux puissances étrangères?

Les hommes de tous les partis libéraux se déclarèrent contre le gouvernement français. « Les ministres français, écrivait le *Corriere mer-* « *cantile* de Gênes, auront beau faire, rien ne détruira ce qu'il y a « d'illogique dans une expédition qui met en présence deux drapeaux ré- « publicains »

« Qui eût jamais dit, s'écriait un correspondant du même journal, que « je serais forcé de défendre l'indépendance italienne contre les républi- « cains français !.... Opprobre éternel ! »

M. de Girardin écrivait à ce propos dans la *Presse:*

« Voilà donc une intervention repoussée par tout le monde (*même par M.* « *Émile de Girardin*): par les révolutionnaires, qu'elle veut mettre à la « raison, et par le pape qu'elle a la prétention de protéger. N'est-ce pas « là une habile politique et un beau résultat, quand surtout il était si « aisé de s'abstenir, et que l'habileté, la prudence et l'intérêt conseil- « laient également de laisser à d'autres le soin de terminer une lutte où « nous ne pouvions que perdre notre argent, compromettre notre influence « et engager l'avenir. »

Quand le moment sera venu, le gouvernement donnera au peuple toutes les armes qu'il possède.

« Chacun travaillera à rendre son quartier imprenable.

« Le chef du quartier et le représentant donneront les instructions nécessaires pour que la construction des barricades se fasse régulièrement, et que les communications nécessaires à la défense ne soient pas interrompues.

« La municipalité romaine, républicaine comme nous, a pourvu abondamment la ville de farine, de viande et de toute sorte de comestibles. Tout est disposé pour soigner les braves que leurs blessures forceraient à se retirer de la lutte.

« Les cloches du Capitole et du mont Citorio donneront le signal d'alarme.

« Peuple romain !

« Nous avons une grande gloire à conquérir ; nous défendrons notre patrie, notre république, l'honneur italien. Fermeté et courage. Rome sera sauvée

« Peuple, aux armes ! (*Suivent les noms des chefs de quartier et des représentants chargés d'organiser la défense.*)

« *Les triumvirs,*

« ARMELLINI, MAZZINI, SAFFI. »

Quand la nouvelle de l'approche des Français se répandit dans la ville, sous le premier mouvement de l'émotion très-naturelle provoquée par cette nouvelle, quelques cris de *mort aux Français* se firent entendre ; mais une proclamation du triumvirat, fit bientôt cesser ces cris menaçants et rassura complétement les résidants français.

« Ayant foi dans les sentiments généreux du peuple ro-
« main autant que dans son courage ; — Convaincu que bien
« décidé à défendre jusqu'à la dernière extrémité, contre
« toute invasion, l'indépendance de la patrie, il ne rend
« pourtant pas le peuple français responsable des erreurs
« et des fautes de son gouvernement ; — Se fiant d'une
« manière illimitée au peuple et à la sainteté du principe
« républicain :

« Le Triumvirat décrète :

« Les étrangers et spécialement les Français qui demeu-
« rent paisiblement à Rome, sont placés sous la sauvegarde
« de la nation.

« Sera considéré comme coupable de lèse-honneur ro-
« main quiconque tenterait de leur adresser le moindre
« outrage.

« Le Gouvernement veillera à ce que personne ne trans-
« gresse les devoirs de l'hospitalité.

« Rome, 28 avril 1849.

« *Les triumvirs*,
« ARMELLINI, MAZZINI, SAFFI.

Cependant la coalition des puissances enveloppait Rome. Les Napolitains, le 28 avril, passèrent la frontière des États-romains entre Fondi et Terracine, occupèrent Velletri avec 12,000 hommes et Frosinone avec 2,000 : un autre corps s'avança par Rieti : de leur côté, les Autrichiens marchaient sur Ancône, Bologne et Ferrare, et dans la nuit du 29 au 30 avril, le général Oudinot investissait Rome. Le 30 avril, vers neuf heures du matin les soldats de la république française attaquent Rome sur plusieurs point, mais partout ils sont vigoureusement repoussés (1).

Voici en quels termes le *Moniteur romain* rendit compte de la journée à jamais mémorable du 30 avril 1849, journée si glorieuse pour la république romaine :

---

(1) La ville de Rome avait été stratégiquement divisée en quatorze quartiers, écrit M. Gallois, commandés chacun par un représentant : elle était à l'intérieur hérissée de formidables barricades ; l'artillerie placée sur ses remparts et ses bastions ; l'antique muraille de Bélisaire, c'est-à-dire un simple parapet, était en état de riposter aux canons français. Les forces militaires de la ville, composées de milices éparses, formaient environ 7,000 hommes divisés en quatre brigades, gardant une enceinte d'environ 20 milles d'étendue.

« La première brigade, commandée par Garibaldi, occupait les remparts de la porte Portese à la porte Saint-Pancrace, et en avant des remparts les villas Pamphili et Corsini ;—la deuxième brigade partait de la gauche de la première et allait jusqu'à la porte Angelica ; — la quatrième brigade était placée en réserve à la place Cesarini et à Chiésa Nuova ; enfin la troisième brigade (cavalerie) était rangée en bataille sur la place Navona. »

— « 9 *heures du matin.* — Le corps de Garibaldi attend l'ennemi.

« L'ennemi, sans dénonciation officielle, est en vue de « Rome, avec un canon.

— « 11 *heures* 1/2 *du matin.* — On donne l'assaut à la « porte Cavalleggieri.

— « 11 *heures* 3/4 *du matin.* — L'avant-garde ennemie « rétrograde. Un corps de troupes prend position à la basi- « lique de Saint-Paul. A la porte Cavalleggieri, on s'avance « avec un drapeau rouge.

— « 12 *heures.* — Point de cavalerie.

— « 12 *heures* 1/4. — Le canon français tire sur le bastion.

— « 12 *heures* 1/2. — Garibaldi attaqué sur différents « points. On se bat à coups de fusil. — On se bat à la villa « Pamfili. — On lance des fusées sur le bastion le plus fort.

« — *Une heure après-midi.* — Le feu cesse à la villa « Pamfili.

Pendant ce temps d'arrêt du feu, le triumvirat fait la proclamation suivante :

« Romains,

« L'honneur est sauf. — Dieu et nos fusils feront le reste. Énergie et ordre. — Soyez dignes de vos pères.

« Qu'aucune voix ne profère de nouvelles alarmantes.

« Qu'aucun coup de feu ne soit tiré dans l'intérieur de la ville.

« Que chaque coup soit pour l'ennemi, que chaque cri soit : *Vive la République!*

« 30 avril à une heure après midi.

« *Les triumvirs,* CARLO ARMELLINI, GIUSEPPE MAZZINI, « AURELIO SAFFI. »

Trois quarts d'heure s'étaient à peine écoulés que le feu recommença.

— « 1 *heure* 3/4 *après midi.* — Le feu commence sous les « murs du Vatican.

« *Par estafette du Vatican.* — Fausse attaque pour faire « sortir les nôtres. — Le bastion le plus attaqué est celui

« qui occupe le point le plus avancé du Vatican où étaient « deux obusiers. — Ces obusiers ont été transportés par les « nôtres, mais je ne sais où. — Les canons ennemis ont pris « position dans cette partie. — Les Français ont perdu un « peu de terrain à la villa Pamfili. — Ils se dirigent d'un « autre côté. »

Le feu, suspendu pour quelques instants, ne tarda pas à reprendre avec vigueur d'un autre côté. Le *Moniteur romain* continue ses informations :

— « 2 *heures* 50 *minutes après midi.* — A la porte Portese, « les nôtres se sont battus avec courage au nom de Dieu et « du peuple. — Le canon français se tait.

— « *Trois heures dix minutes après-midi.* Le découragement semble s'emparer des Français.

— « *Trois heures quarante minutes après-midi.* A la « porte Saint-Pancrace, les Français battent en retraite. — « Nos tirailleurs les mettent en fuite. — Le corps d'armée « envoie des renforts.

« *Quatre heures après-midi.* La cavalerie française se « déploie. Ponte Malle est menacé.

— « *Cinq heures après-midi.* Tout bruit cesse. »

Garibaldi aurait voulu poursuivre les troupes du général Oudinot qui avaient été obligées de se replier sur Castel di Guido. — Le triumvirat s'y opposa. — Il suffit, lui dit Mazzini, que nous les ayons repoussés de Rome (1).

Vers les cinq heures de l'après-midi, Garibaldi rentra à Rome avec cinq cents prisonniers faits au général Oudinot. Celui-ci, en battant en retraite, put enfin se convaincre que Rome n'était pas au pouvoir d'une poignée d'aventuriers et d'anarchistes comme la réaction avait cherché à le lui persuader; les portes de Rome ne s'étaient pas ouvertes spontanément à l'approche de son armée libératrice, selon les dires de ces hommes qui jugent toujours l'esprit de

(1) M. Jules Amigues est dans l'erreur l'orsqu'il écrit : « Le général « Oudinot dut se retirer par Castel di Guido, heureux que les Romains, « dans l'enthousiasme d'un premier succès, ne *songeassent* point à le « poursuivre. »

leurs adversaires à la bassesse de leurs âmes. — L'humiliation de la défaite dut faire comprendre au général en chef que derrière les murailles de la grande ville qu'il n'avait pas pu franchir, se trouvait une valeureuse population fière de son gouvernement républicain, et prête à défendre jusqu'à la mort l'honneur de l'Italie.

Voici le décret que rendit « ce gouvernement d'anarchistes et d'ennemis de la religion » le soir de cette glorieuse journée du 30 avril :

« République romaine,

« Au nom de Dieu et du peuple,

« Au premier son de la cloche, le saint sacrement sera « exposé dans les principales églises pour implorer le sa- « lut de Rome et le triomphe du bon droit.

« *Les triumvirs*,

« CARLO ARMELLINI, GIUZEPPE MAZZINI,
« AURELIO SAFFI. »

Oudinot, revenu de sa surprise, écrivit en France pour demander des renforts considérables qui, portant son armée à 25,000 hommes, lui permettraient de poursuivre la désastreuse lutte qu'il venait d'engager.

Deux jours après cette brillante affaire, Mazzini écrivait à un de ses amis de Toscane la lettre suivante, publiée par le *Corriere livornese :*

« Rome, 2 mai.

« J'espère que tu connais déjà nos bonnes nouvelles; en « tout cas, je te dirai brièvement que le 30 il y a eu un « combat acharné qui a duré tout le jour, sous les murs « de la ville et dans la campagne voisine. Les troupes, les « volontaires, la garde nationale et le peuple se sont ad- « mirablement comportés. Toutes les attaques ont été re- « poussées. On a fait cinq cent soixante prisonniers. La « perte en morts et en blessés du côté des Français a

« été très-considérable. Nous avons eu à peu près cent « soixante morts ou blessés (1).

« Aujourd'hui les Français se retirent du côté de Civita-« Vecchia, et j'espère qu'ils nous laisseront la liberté de « battre les Napolitains qui s'avancent au nombre de 15,000 ; « ils seront anéantis.

« Quelle influence auront ces faits si prodigieux sur « Paris ? Il est clair que les Français croyaient entrer ici « sans violence; on prétend même que le général Oudinot « avait commandé à Rome son dîner pour six heures du « soir (2).

« Giuzeppe Mazzini. »

Après la défaite des Français, les Napolitains, commandés par le roi Ferdinand II en personne, s'avancèrent sur Rome.

Le triumvirat, par sa proclamation du 4 mai, prouva que l'apparition de ces nouveaux assaillants ne le surprenait pas et ne lui causait aucune émotion.

« Les troupes napolitaines, disait-il, ont envahi notre territoire, et marchent sur Rome.

« La guerre du peuple commence. Rome fera son devoir, que les provinces fassent le leur. Le moment est venu de tenter un effort suprême.

« Tous ceux qui croient à la dignité de leur âme immortelle, à l'inviolabilité de leurs droits, à la sainteté des serments, à la justice de la république, à l'indépendance du peuple, à l'honneur italien, il est de leur devoir d'agir aujourd'hui. A tous ceux qui ont à cœur de sauver leur liberté, leur fortune, leur famille, la compagne de leur amour, la terre natale, la vie, agir est nécessaire.

---

(1) La presse française déplora le sang français versé pour une si mauvaise cause; mais la *Réforme* n'en crut pas moins devoir s'écrier: « Honneur aux Romains! ils défendent leur pays, et tout homme qui se « bat pour sa patrie et pour la liberté, a droit à notre admiration!... » C'était justice.

(2) « A la suite de l'affaire du 30 avril, le général Oudinot a été indis-« posé et saigné, dit-on, deux fois.» (*Presse* du 12 mai 1849).

« Vie, liberté, fortune, droits, tout est menacé, tout vous sera ravi.

« Le roi de Naples lève devant vous l'étendard du despotisme, d'une tyrannie sans bornes. Ses premier pas sont marqués dans le sang. C'est en caractères de sang que sont écrites les listes de proscription. Vous avez pendant trop longtemps parlé, tandis que vos ennemis espionnaient et enregistraient leurs victimes. Il n'y a plus d'illusion possible. Il faut choisir aujourd'hui entre le gibet, la misère, l'exil ou la victoire en combattant.

« Peuples de la république! toute incertitude, toute hésitation serait une lâcheté sans profit.

« Levez-vous donc et agissez; l'heure qui doit décider de votre sort a sonné. Ou l'esclavage comme il n'exista jamais, ou la liberté digne des gloires antiques, la sécurité pour longtemps, l'admiration de toute l'Europe.

« Levez-vous et courez aux armes. Que la guerre soit universelle, inexorable, furieuse, puisque c'est ainsi qu'ils la veulent, et elle ne sera pas de longue durée.

« Pendant que Rome attaquera l'ennemi de front, entourez-le, harcelez-le dans tous les sens. Que Rome soit le centre d'une armée nationale dont vous formerez les ailes.

« Résistez partout où vous pourrez. Partout où la défense n'est point organisée, que les bons citoyens sortent en armes, que chaque cinquante hommes forment une *bande*, chaque dix hommes une *escouade*; que tout bon citoyen qui réunit dix, cinquante défenseurs, en soit le chef: la république saura dignement récompenser son patriotisme.

« Que chaque gouverneur de province dirige les centres d'insurrection, qu'il encourage et ordonne la levée en masse, qu'il délivre des brevets de *chefs de bande* ou de *chefs d'escouade*.

« La république prendra bonne note des défenseurs, et les récompensera en argent, en terre et en honneurs.

« Que le brevet serve de feuille de route que les communes viseront en délivrant des secours.

« Que toutes les bandes, toutes les escouades tourmen-

tant l'ennemi, en évitant l'action, lui ravissent son sommeil, ses vivres, ses soldats égarés, la confiance; qu'elles s'étendent autour de lui comme un cercle de fer, et le comprimant dans tous ses mouvements, le détruisent; que l'insurrection devienne bientôt l'état normal, le seul battement de cœur de tout patriote. Que les tièdes soient punis d'infamie, les traîtres de mort.....

« Rome, le 4 mai 1849.

« *Les triumvirs*,

« ARMELLINI, MAZZINI, SAFFI. »

Une nouvelle victoire devait récompenser le courage héroïque des Romains. Les Napolitains furent battus et prirent honteusement la fuite. Leur déroute fut si complète, qu'il s'en fallut de très-peu que Ferdinand II lui-même tombât dans les mains de Garibaldi qui le poursuivait l'épée dans les reins.

Pie IX, à Gaète, se plaignait très-vivement de l'inaction des Français, cause de l'humiliation que recevaient les armes de son royal hôte, obligé de se réfugier dans sa capitale (1).

Pendant que d'un côté les Français étaient battus, et que de l'autre les Napolitains épouvantés, fuyaient en désordre devant le *Diable Rouge*, c'est ainsi qu'ils appelaient Garibaldi, la corvette espagnole le *Mazzaredo* arrivait le 6 mai devant Fiumicino, à l'embouchure du Tibre, ayant à bord 4,000 Espagnols sous les ordres du général Cordova, qui déclara se présenter au nom des quatre puissances catholiques pour renverser le gouvernement républicain. — Il somma les habitants d'arborer le drapeau pontifical (2). — Ceux-ci s'y refusèrent énergiquement; alors les valeu-

(1) Le pape avait tort de tant s'irriter contre la prétendue inaction des Français, car le 5 mai, le général Oudinot avait poussé de Palo une reconnaissance sur sa droite, dans le but d'opérer sa jonction à Albano avec l'armée napolitaine et de marcher de concert avec elle sur Rome. Mais les milices romaines coupèrent ces communications, et du même coup forcèrent les Napolitains à regagner la route de Naples.

(2) Les Triumvirs, à la nouvelle de l'apparition des Espagnols à

reux soldats de Cardova remirent bénévolement à la voile, pensant qu'il était plus prudent d'aller monter la garde auprès du pape, ce qu'ils firent en effet.

Cependant les triumvirs, avec l'assentiment de tous les Romains, s'empressèrent de donner un grand témoignage de sympathie aux Français faits prisonniers dans la journée du 30 avril. — Le peuple romain accueillit en frères les prisonniers français; pendant quelques jours il fut question de les échanger contre le bataillon romain désarmé et retenu prisonnier avec le préfet de Civita-Vecchia, M. Manucci, par le général Oudinot, lors de son départ de cette ville. — Le triumvirat se montra plus généreux. — Le 7 mai au matin, il fit afficher le décret qui suit :

« Au nom de Dieu et du peuple,

« Considérant que Rome et le peuple français ne sont « pas, et ne peuvent pas se trouver en état de guerre ;

« Que Rome, en vertu de son droit et de son devoir, « défend son inviolabilité, mais qu'elle déplore toute atta- « que faite contre les deux Républiques comme un crime « contre la religion commune;

« Que le peuple romain ne rend pas les soldats qui com- « battirent par obéissance responsables des actions d'un « gouvernement trompé ;

---

Fiumicino, en donnèrent avis aux Romains dans un manifeste dont voici un passage assez remarquable :...

« .....Le chœur est complet.

« L'Autriche, la France et l'Espagne recommencent la vieille histoire en répondant à l'appel d'un pape. Mais l'histoire ne se copie pas, et à la place des vieilles traditions se trouve la conscience des peuples.

« Derrière les baïonnettes du général Oudinot il y a la généreuse nation française; derrière l'épée impériale de Rade tzky, sont les braves Hongrois et la démocratie de Vienne; derrière l'hidalgo hautain qui menace Fiumicino, se trouve une nation qui n'a plus ni la force qui vainquit les Maures, ni l'or du nouveau monde.

« D'ailleurs qu'ils soient deux ou trois, la différence n'est pas grande, et Rome ne se laisse pas détourner de son but. Nos visiteurs trouvèrent, il y a de cela trois siècles et demi, une Italie mourante; ils trouvent aujourd'hui une Italie qui renaît, l'Italie du peuple!.... »

« Le Triumvirat décrète :

« Art 1er. Les Français faits prisonniers dans la journée « du 30 avril sont libres, et seront renvoyés au camp « français.

« Art. 2. Le peuple romain fera ses adieux fraternels, à « midi, aux braves soldats de la République française, no- « tre sœur.

« *Les triumvirs*, Carlo Armellini, Giuseppe Mazzini, « Aurelio Saffi. »

En présence d'un tel acte, d'une action si noble, si généreuse, qui fait des Romains modernes les dignes successeurs des héros qui illustrèrent l'antiquité, on ne peut s'empêcher de faire un triste retour sur les événements précédents. — Eh quoi ! voilà ces hommes qu'une honteuse réaction présentait au monde comme des bandits sans foi, ni loi, ne rêvant que l'anarchie, le désordre, l'assassinat, qui, unis comme des frères, défendent énergiquement ce que l'homme a de plus sacré, la patrie et la liberté ! ces hommes qui, victorieux dans un glorieux combat, traitent en frères les malheureux instruments d'une cause ne rêvant que le despotisme pour elle, l'esclavage pour les pauvres peuples ! ces hommes qui plus chrétiens que ceux qui s'arrogent le droit de conduire les âmes humaines, pardonnent généreusement à ceux qui venaient leur ravir patrie, liberté, indépendance pour les rejeter sous le fer de leurs bourreaux ! — Honte à jamais sur ces hommes qui, se couvrant frauduleusement du masque républicain, lancèrent traîtreusement des frères contre des frères et les poussèrent à s'entr'égorger ! L'histoire en fera bonne justice !

Onze heures sonnent, Rome est en fête ; c'est la fête de l'oubli et de la fraternité ; le peuple tout entier se presse dans les rues, la joie au cœur, le front radieux, tant les bonnes actions illuminent le visage humain.

Les matrones romaines se mêlent aux soldats français qu'elles reconduisent à leurs compagnons.

Les fenêtres, richement pavoisées comme aux plus

beaux jours de fête, sont garnies de toutes les familles de l'aristocratie romaine qui fait pleuvoir sur les braves soldats de la République française une pluie de fleurs. L'hymne national français, la Marseillaise, fait tout à coup entendre ses mâles accents ; l'enthousiasme est à son comble ; il n'y a plus de prisonniers, plus d'ennemis, tous ces hommes sont libres, tous sont frères, le démon de la discorde est rentré en rugissant de rage au plus profond de son antre. — C'est au milieu de cet enthousiasme, de ces cris d'allégresse, de ces fraternelles étreintes et de ces mâles accords, qu'arrivés aux portes de la ville, les soldats français sont rendus à leurs frères d'armes. Que le souvenir de ce baptême de fraternité reste à jamais gravé dans leurs cœurs !

Le général Oudinot rendit, de son côté, le bataillon et le préfet de Civita-Vecchia, mais il garda les fusils de ce bataillon.

Les blessés qui restèrent dans les hôpitaux de Rome furent l'objet des soins les plus touchants de la part de ces nobles dames, de ces généreux citoyens auxquels était confiée l'administration des ambulances et des hôpitaux.

Le général Oudinot lui-même ne put s'empêcher d'en rendre un éclatant témoignage (1).

La nouvelle de la déroute éprouvée le 30 avril sous les murs de Rome par le général Oudinot parvint alors à Pa-

---

(1) Nous trouvons dans le mémoire de M. de Lesseps au conseil d'État, sur sa mission à Rome, page 120, un document qui mérite d'être reproduit à tous les points de vue.

« Le général Oudinot à M. de Lesseps.

« Au quartier général de la villa Santucci, le 20 mai.

« Monsieur le ministre plénipotentiaire,

« Les soldats français blessés dans le combat du 30 avril ont reçu à « Rome des soins aussi éclairés que dévoués. Je suis profondément re- « connaissant de cette bienveillante sollicitude pour mes compagnons « d'armes.

« J'apprends que le service des hôpitaux de l'armée romaine est sus- « ceptible de certaines améliorations déjà introduites dans nos armées.— « Interprète des sentiments humanitaires de mon gouvernement, je « vous prie de vouloir bien offrir en son nom, au service de santé de

ris. La *Patrie* publia à cette occasion le communiqué suivant :

« D'après une dépêche télégraphique qui est parvenue au « gouvernement, le général Oudinot se serait mis en « marche sur Rome où, suivant tous les renseignements, « il était appelé par le vœu de la population.

« Mais ayant rencontré, de la part des étrangers qui « occupent Rome, une résistance plus sérieuse qu'il ne « s'attendait à la trouver, il a pris position à quelque dis- « tance de la ville, où il attend le reste du corps expédi- « tionnaire. »

Étrange communiqué !.... Eh quoi! le général Oudinot, quoique appelé à Rome, *suivant tous les renseignements, par le vœu de la population*, fut empêché d'y entrer à cause de *la résistance plus sérieuse qu'il ne l'attendait de la part des étrangers*, et se trouva obligé d'attendre *le reste du corps d'expédition...*

Cependant l'Assemblée constituante française s'était émue du caractère donné à l'intervention.

M. Considérant, au nom de plusieurs députés de la gauche, déposait une demande de mise en accusation du président de la République et son ministère.

« L'Assemblée nationale, vu l'art. V de la Constitution, ainsi conçu :

« La République française respecte les nationalités « étrangères comme elle entend faire respecter la sienne, « n'entreprend aucune guerre dans des vues de conquête, « et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'un « peuple ; »

« Considérant que le pouvoir exécutif ayant obtenu de

---

« l'armée romaine, le caisson d'ambulance que je fais diriger sur la ca- « pitale à cet effet.

« Je désire que les soldats dont nous avons été les adversaires « trouvent dans cet offre un témoignage particulier d'estime et de « sympathie.

« Recevez, je vous prie, etc.

« Le général commandant en chef,
« Oudinot de Reggio. »

« l'Assemblée nationale l'autorisation d'envoyer une expé-
« dition en Italie pour protéger la liberté, a dirigé cette
« expédition contre une République issue du suffrage uni-
« versel, et a employé les forces de la France contre la
« liberté du peuple romain ;

« Considérant que cet acte odieux constitue au premier
« chef une violation flagrante de la lettre et de l'esprit de la
« Constitution, une trahison flagrante des intérêts de la
« République française et de la démocratie européenne ;

« Décrète :

« Le citoyen Louis-Napoléon Bonaparte, président de
« la République, et les citoyens Odilon Barrot, Buffet,
« Lacrosse, Rulhières, de Tracy, Passy, Drouyn de l'Huys,
« Falloux et Faucher, ses ministres, sont accusés d'avoir
« violé la Constitution. »

Cette proposition ne fut pas prise en considération, mais l'Assemblée nomma sur-le-champ une commission pour examiner les faits, et sur le rapport de cette commission présentée par M. Senard, elle prit le 7 mai la résolution suivante, adoptée par 328 voix contre 241 :

« L'Assemblée invite le gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires pour que l'expédition ne soit pas plus longtemps détournée du but qui lui était assigné. »

A cette résolution de l'Assemblé le président de la République répondit par une lettre adressée au général Oudinot, publiée le lendemain par la *Patrie*, et qui parut un véritable défi : — « Notre honneur militaire est engagé, écrivait le président ; je ne souffrirai pas qu'il reçoive aucune atteinte. Les renforts ne vous manqueront pas. » — C'est-à-dire que le gouvernement était décidé à passer outre, sans tenir compte des volontés de la représentation nationale.

Cependant pour donner à l'Assemblée une satisfaction apparente, le gouvernement envoya à Rome M. Ferdinand de Lesseps, « avec instruction formelle d'employer tout ce
« qu'il pourrait avoir d'influence à faire sortir de l'inter-
« vention des garanties sérieuses et réelles de liberté pour
« les États romains. »

M. Odilon Barrot disait encore : « Je vous garantis que tant « que j'aurai entre mes mains une partie du gouverne- « ment de ce pays, les armes de la France n'auront pas « servi à restaurer des abus impossibles. » Promesses vagues, destinées à donner le change à l'opinion publique, mais qui indiquaient l'intention arrêtée de la part de ceux qui donnaient ces instructions de restaurer le pape sur les ruines de la République, par la force si l'on ne pouvait y arriver par la persuasion, sauf à obtenir aussitôt les concessions les plus libérales qu'il serait possible.

Les instructions remises par M. Drouyn de l'Huys à M. de Lesseps ne laissèrent aucun doute à cet égard : — « Le but que nous nous proposons, c'est tout à la fois de « soustraire les États de l'Église à l'anarchie qui les dé- « sole, et d'empêcher que le rétablissement d'un pouvoir « régulier n'y soit attristé et même compromis dans l'ave- « nir par une aveugle réaction..... Il faut vous abstenir de « tout ce qui pourrait donner lieu aux hommes investis en « ce moment dans les États romains de l'exercice du pou- « voir, de croire ou de faire croire que nous les considé- « rons comme un gouvernement régulier, qui leur prête « rait une force morale dont ils ont été dépourvus jusqu'à « présent. »

En même temps la dépêche suivante était adressée au général Oudinot : — « On vous envoie des renforts ; at- « tendez-les, tâchez d'entrer à Rome d'accord avec les « habitants, ou, si vous êtes contraint d'attaquer, que ce « soit avec les chances de succès les plus positives. »

Après la journée du 30 avril, les Romains n'inquiétèrent en aucune façon les soldats du général Oudinot : le gouvernement ne songeait uniquement qu'à préparer tous ses moyens de défense en cas d'attaque ; cependant ayant appris que l'armée française manquait entièrement de tabac et que les marchands qui lui en apportaient quelque peu, le lui faisaient payer au poids de l'or, il s'empressa de lui envoyer 20,000 cigares et 200 livres de tabac ; souvent même il laissa pénétrer dans Rome des officiers français, jaloux de leur montrer que l'ordre et la sécurité y régnaient et

non pas l'anarchie et la dévastation, comme ils n'étaient que trop disposés à le croire.

Vains efforts ! tous ces beaux procédés, ces attentions délicates, ces démonstrations fraternelles qui auraient dû faire rentrer en eux-mêmes ces esprits fatalement prévenus, n'aboutirent qu'à les fortifier dans leur haine fratricide et à la rendre encore plus inexorable. En effet, trois jours à peine s'étaient écoulés depuis que les Romains avaient si généreusement renvoyé sans conditions les prisonniers du 30, que déjà le général Oudinot, qui avait disposé son corps en trois colonnes, faisait un mouvement agressif en avant.

M. de Lesseps arriva au quartier général de M. Oudinot le 14 mai ; son arrivée eut pour premier résultat de faire abandonner au général son projet d'attaque sur Rome. — Le 15 au matin, il arrivait à Rome, et après s'être entendu avec les triumvirs, il arrêtait une suspension d'armes, pendant laquelle l'Assemblée romaine nommerait une commission pour conférer avec lui et le général Oudinot sur les affaires d'Italie.

Ces commissaires furent aussitôt désignés, au nombre de trois : les députés Sturbinetti, Audinot, Agostini.

Aussitôt son arrivée à Rome et après une longue conversation avec Mazzini, M. de Lesseps demanda à celui-ci à titre de renseignements officieux, quelques notes sur la situation de la République romaine.

Mazzini lui adressa cette lettre si remarquable à tant de titres et par l'élévation des vues, et par la noblesse du langage, et par la vigueur avec laquelle il défendit les droits de la République romaine contre les injustes exigences du gouvernement de la République française.

« M. MAZZINI A M. DE LESSEPS.

« Rome, 25 mai.

« Monsieur,

« Vous me demandez quelques notes sur l'état actuel de la République romaine. Je vais vous les fournir avec cette

franchise qui a été pour moi pendant vingt années de vie politique, une règle inviolable. Nous n'avons rien à cacher, rien à déguiser. Nous avons été en ces derniers temps étrangement calomniés en Europe ; mais nous avons toujours dit à ceux auprès desquels on nous calomniait : venez et voyez. Vous êtes maintenant ici, Monsieur, pour vérifier la réalité des accusations ; faites-le. Votre mission peut s'accomplir avec une liberté pleine et entière. Nous l'avons saluée avec joie ; car elle est notre garantie.

« La France ne nous conteste sans doute pas le droit de nous gouverner comme nous l'entendons, le droit de tirer, pour ainsi dire, des entrailles du pays, la pensée qui règle sa vie, et d'en faire la base de nos institutions. La France ne peut que nous dire : « En reconnaissant votre indépendance, c'est le vœu libre et spontané de la majorité que je veux reconnaître. Liée aux puissances européennes et cherchant la paix, s'il était vrai qu'une minorité s'imposât chez vous aux tendances nationales, s'il était vrai que la forme actuelle de votre gouvernement ne fût que la pensée capricieuse d'une faction substituée à la pensée commune, je ne pourrais pas voir avec indifférence que la paix de l'Europe fût mise continuellement en danger par les emportements et l'anarchie qui doivent nécessairement caractériser le règne d'une faction.

« Nous reconnaissons ce droit à la France, car nous croyons à la solidarité des nations pour le bien ; mais nous disons que si jamais il y eut un gouvernement issu du vœu de la majorité et maintenu par elle, ce gouvernement, c'est le nôtre.

« La République s'est implantée chez nous par la volonté d'une assemblée issue du suffrage universel ; elle a été partout acceptée avec enthousiasme ; elle n'a rencontré d'opposition nulle part. Et remarquez bien, Monsieur, que jamais l'opposition ne fut si facile, si peu dangereuse, je dirai même si provoquée, non par les actes, mais par les circonstances exceptionnellement défavorables dans lesquelles elle s'est trouvée placée à son début.

« Le pays sortait d'une longue anarchie de pouvoir, inhé-

rente à l'organisation intime du gouvernement déchu. Les agitations inséparables de toute grande transformation et fomentées en même temps par les crises de la question italienne et par les efforts du parti rétrograde, l'avaient jeté dans une excitation fébrile qui le rendait accessible à toute tentative hardie, à tout appel aux intérêts et aux passions. Nous n'avions pas d'armée, pas de puissance répressive. Conséquence des dilapidations antérieures, nos finances étaient appauvries, épuisées. La question religieuse, maniée par des mains habiles et intéressées, pouvait servir de prétexte auprès d'une population douée d'instincts et d'aspirations magnifiques, mais peu éclairée.

« Et cependant, aussitôt le principe républicain proclamé, un premier fait incontestable se produisit : l'ordre. L'histoire du gouvernement papal se détaille par ses émeutes : il n'y a pas eu une seule émeute sous la République. L'assassinat de M. Rossi, fait déplorable, mais isolé, excès individuel repoussé, condamné par tout le monde, provoqué peut-être par une conduite imprudente, et dont la source est restée ignorée, fut suivi de l'ordre le plus complet.

« La crise financière atteignit son apogée : il y eut un instant dans lequel le papier de la république ne put, par suite de manœuvres indignes, s'escompter qu'à quarante et un ou quarante-deux pour cent. L'attitude des gouvernements italiens et européens devint de plus en plus hostile. Difficultés matérielles et isolement politique, le peuple supporta tout avec calme : il avait foi dans l'avenir qui sortirait du nouveau principe proclamé.

« Par suite de menaces obscures, mais surtout du manque d'habitudes politiques, un certain nombre d'électeurs n'avait pas contribué à la formation de l'assemblée. Et ce fait paraissait affaiblir l'expression du vœu général. Un second fait caractéristique, vital, vint répondre d'une manière irréfutable aux doutes qui auraient pu prévaloir. Il y eut, peu de temps après l'installation du triumvirat, réélection des municipalités. Tout le monde vota. Partout et toujours l'élément municipal représente l'élément conservateur de l'État. Chez nous, on redouta un instant qu'il ne

représentât un élément rétrograde. Eh bien ! l'orage avait éclaté, l'intervention était initiée : on aurait dit que la république n'aurait plus que quelques jours à vivre ; et ce fut ce moment que les municipalités choisirent pour faire acte d'adhésion spontanée à la forme choisie. Pendant la première quinzaine de ce mois, aux adresses des cercles et des commandements de la garde nationale, vinrent se joindre, deux ou trois exceptées, celles de toutes les municipalités. J'ai eu l'honneur, monsieur, de vous en transmettre la liste. Elles proclament toutes un dévouement explicite à la république, et une profonde conviction que les deux pouvoirs réunis sur une seule tête sont incompatibles. Ceci, je le répète, constitue un fait décisif : c'est une seconde épreuve légale complétant le première de la manière la plus absolue, et constatant notre droit.

« Aujourd'hui, au milieu de la crise, en face de l'invasion française, autrichienne et napolitaine, nos finances se sont améliorées ; notre crédit se refait, notre papier s'escompte à douze pour cent ; notre armée grossit chaque jour, et les populations entières sont prêtes à se soulever derrière elle. Vous voyez Rome, monsieur, et vous connaissez la lutte héroïque que soutient Bologne (1). J'écris ceci dans la

(1) « Bologne résista huit jours aux armes autrichiennes. Après qu'elle eût été bombardée pendant cinq jours, après que ses campagnes eurent été livrées aux horreurs du pillage et de l'incendie, elle dut céder, aux conditions suivantes : — Quatre portes de la ville seraient remises immédiatement aux troupes impériales ; la milice régulière conserverait la garde de l'artillerie dans le palais du Gouvernement et jurerait fidélité au Pape ; nul citoyen ou hôte de Bologne ne serait inquiété pour faits de guerre ou de politique ; toutes armes seraient remises à une commission mixte, composées d'Autrichiens et de Bolonais ; toute réunion, tout rassemblement étaient défendus ; les contraventions aux conditions stipulées seraient jugées en vingt-quatre heures par des tribunaux d'exception, qui ne prononceraient d'autre peine que la mort. Mgr. Bedini reprit, au nom du Pape, l'administration de la province.

« De Bologne, où il laissa comme gouverneur militaire le général Gorzkowski, le général Wimpffen marcha sur Ancône. La ville, assiégée du côté de la terre, cernée du côté de la mer par la flotte autrichienne, résista vingt jours et capitula à des conditions analogues à celles qu'avait subies Bologne. »

nuit, au milieu du calme le plus profond. La garnison a quitté la ville hier soir. Et avant l'arrivée de nouvelles troupes à minuit, nos portes, nos murailles et nos barricades étaient, sur un simple mot passé de bouche en bouche, garnies sans bruit, sans forfanterie, par le peuple en armes.

« Il y a au fond du cœur de ce peuple une décision bien arrêtée : la déchéance du pouvoir temporel investi dans le Pape; la haine du gouvernement des prêtres sous quelque forme, mitigée, détournée, qu'il puisse se présenter. Je dis la haine, non des hommes, mais du gouvernement. Envers les individus, notre peuple s'est toujours, Dieu merci, depuis l'avénement de la république, montré généreux ; mais l'idée seule du gouvernement clérical, du roi-pontife, le fait frémir. Il luttera avec acharnement contre tout projet de restauration ; il se jettera dans le schisme plutôt que de la subir.

« Lorsque les deux questions se posèrent devant l'assemblée, il se trouva quelques membres timides qui jugèrent la proclamation de la forme républicaine prématurée, dangereuse vis-à-vis de l'organisation européenne actuelle : pas un seul pour voter contre la déchéance. Droite et gauche se confondirent. Il n'y eut qu'une seule voix pour crier : « Le pouvoir temporel de la Papauté est à jamais aboli. »

« Avec un tel peuple, que faire? Y a-t-il un gouvernement libre qui puisse s'arroger sans crime et contradiction le droit de lui imposer un retour au passé?

« Le retour au passé, songez-y bien, monsieur, c'est le désordre organisé; c'est la lutte des sociétés secrètes à recommencer; c'est l'anarchie jetée au sein de l'Italie; c'est la réaction, la vengeance inoculée au cœur d'un peuple qui ne demande qu'à oublier; c'est un brandon de guerre en permanence au cœur de l'Europe; c'est le programme des partis extrêmes remplaçant le gouvernement d'ordre républicain dont nous sommes aujourd'hui les organes.

« Ce n'est pas la France qui peut vouloir cela; ce n'est pas son gouvernement; ce n'est pas un neveu de Napoléon.

Ce n'est pas surtout en présence du double envahissement des Napolitains et des Autrichiens. Il y aurait aujourd'hui dans la poursuite d'un dessein hostile quelque chose qui rappellerait le concert hideux de 1772 contre la Pologne.

« Il y aurait, au reste, impossibilité de réalisation : car ce ne serait que sur des monceaux de cadavres et sur les ruines de nos villes que le drapeau tombé par la volonté du peuple pourrait se relever.

« J'aurai l'honneur de vous présenter, Monsieur, quelques autres considérations sur la question, demain ou après-demain.

« JOSEPH MAZZINI. »

Les instructions de M. de Lesseps lui interdisant formellement de reconnaître le gouvernement de la République romaine, et le gouvernement républicain de Rome n'étant pas du tout dans les dispositions d'abdiquer, aucune entente ne put s'établir sur les propositions présentées de part et d'autres.

Dans une nouvelle note, rédigée cette fois au nom du triumvirat, Mazzini acheva d'exposer à M. de Lesseps la situation telle qu'il la comprenait et telle qu'un examen plus attentif et mieux dégagé de toute prévention devait la faire accepter par la France :

« LE TRIUMVIRAT A M. DE LESSEPS.

« Rome, 25 mai.

« Monsieur,

« Nous avons eu l'honneur de vous fournir, dans notre note du 16, quelques renseignements sur l'accord unanime qui a présidé à l'instauration du gouvernement de la République romaine. Il nous faut aujourd'hui vous parler de la question actuelle telle qu'elle est posée, de fait, sinon de droit, entre le gouvernement français et le nôtre. Vous nous permettrez de le faire avec toute la franchise que réclament l'urgence de la situation et les sympathies inter-

nationales qui doivent dominer tous rapports entre la France et l'Italie.

« Notre diplomatie, c'est la vérité; et le caractère donné à votre mission, monsieur, nous est une garantie que la meilleure interprétation possible sera toujours donnée à tout ce que nous aurons l'honneur de vous dire.

« Permettez-nous, monsieur, de remonter un instant à la source de la situation actuelle.

« A la suite de conférences et d'arrangements qui eurent lieu sans que le gouvernement de la République romaine fût appelé à y intervenir, il fut, il y a quelque temps, décidé par les puissances catholiques européennes : 1° qu'une modification politique aurait lieu dans le gouvernement et dans les institutions de l'État-Romain; 2° que cette modification aurait pour base le retour de Pie IX, non comme Pape, ce qui ne rencontrerait pas d'obstacle chez nous, mais comme prince et souverain temporel; 3° que si, pour atteindre ce but, une intervention combinée était jugée nécessaire, l'intervention aurait lieu.

« Nous voulons bien admettre que, tandis que pour quelques-uns des gouvernements contractants, le seul et unique mobile était un rêve de restauration générale et un retour absolu aux traités de 1815, le gouvernement français ne fut entraîné dans cet accord que par suite d'informations erronées tendant systématiquement à lui peindre l'État-Romain comme livré à l'anarchie, et dominé par la terreur exercée au nom d'une audacieuse minorité.

« Nous savons de plus que, dans la modification proposée, le gouvernement français se proposait de représenter une influence plus ou moins libérale, opposée au programme absolutiste de l'Autriche et de Naples. Il n'en est pas moins vrai que, sous la forme despotique ou constitutionnelle, sans ou avec des garanties libérales aux populations romaines, la pensée dominante, dans toutes les négociations auxquelles nous faisons allusion, a été un retour quelconque vers le passé, une transaction entre le peuple romain et Pie IX considéré comme souverain temporel. Nous ne pouvons pas nous dissimuler, monsieur, que ce fut sous

l'inspiration de cette pensée que fut conçue et exécutée l'expédition française. Elle a eu pour but, d'un côté, de jeter l'épée de la France dans la balance des négociations qui devaient s'ouvrir à Rome, de garantir, de l'autre, la population romaine de tout excès rétrograde, en posant, toutefois, pour condition, la reconstitution d'une monarchie constitutionnelle en faveur du Saint-Père. Ce but, monsieur, résulte pour nous, à part les informations précises que nous croyons posséder sur le concert antérieur, des proclamations du général Oudinot, des déclarations formelles des envoyés successifs au triumvirat, du silence obstinément gardé toutes les fois que nous avons cherché à aborder les questions politiques et à obtenir une déclaration formelle de ce fait, constaté dans notre note du 16, que les institutions par lesquelles se régit, en ce moment, le peuple romain, sont l'expression libre et spontanée du vœu inviolable des populations, légalement interrogées. Au reste, le vote de l'assemblée française vient lui-même implicitement à l'appui de ce que nous affirmons.

« En face d'une pareille situation, et sous la menace d'une transaction inadmissible et de négociations que l'état de nos populations ne provoque nullement, notre rôle, monsieur, c'est douteux : résister ; nous le devions à notre pays, à la France et à l'Europe entière. Nous devions, pour remplir un mandat loyalement donné et loyalement accepté, maintenir à notre pays, autant que cela nous était possible, l'inviolabilité de son territoire et de ses institutions, unanimement acclamée par tous les pouvoirs, par tous les éléments de l'État.

« Nous devions conquérir le temps nécessaire pour en appeler de la France mal informée à la France mieux informée, pour éviter à la république sœur la tache qui lui serait échue, si, précipitamment entraînée par des suggestions étrangères, elle était, à son insu, presque complice d'une violence à laquelle nous ne saurions trouver d'égale, si ce n'est en remontant à 1772, au premier partage de la Pologne.

« Nous devions à l'Europe de maintenir, autant qu'il était

en nous, le principe fondamental de toute vie internationale, l'indépendance de chaque peuple en tout ce qui concerne son administration intérieure. Nous le disons avec orgueil, car si c'est avec enthousiasme que nous résistons aux tentatives de la monarchie napolitaine et à notre éternelle ennemie l'Autriche, ce n'est qu'avec une profonde douleur que nous nous voyons contraints de résister aux armes françaises; nous croyons avoir bien mérité en suivant cette ligne de conduite, non-seulement de votre part, mais des peuples européens.

« Vous connaissez, monsieur, les événements qui se sont produits depuis l'intervention française. Notre territoire a été envahi par le roi de Naples; quatre mille soldats espagnols ont dû s'embarquer le 17 pour nos côtes, dans un but d'invasion. Les Autrichiens, après avoir surmonté la résistance héroïque de Bologne, se sont avancés sur la Romagne et sont aujourd'hui en pleine marche sur Ancône. Nous avons battu et repoussé hors de notre territoire les forces du roi de Naples. Nous ferions de même, c'est notre foi, des forces autrichiennes, si l'attitude du corps expéditionnaire français n'entravait pas notre activité.

« C'est à regret que nous disons cela; mais il faut enfin, monsieur, que la France sache ce que l'expédition de Civita-Vecchia, conçue, disait-on, dans un but de protection, nous coûte.

« Il est douloureux d'avoir à affirmer des choses pareilles; mais nous affirmons, monsieur, que de toutes les interventions dont on cherche à nous accabler, l'intervention française est celle qui nous a été le plus fatale. Contre les soldats du roi de Naples et les Autrichiens, nous pouvons nous battre, et Dieu protége les bonnes causes. Nous ne *voulons* pas nous battre contre les Français. Nous sommes envers eux en état, non de guerre, mais de simple défense. Mais cette position, la seule que nous voulions avoir partout où nous rencontrons la France, a pour nous tous les inconvénients, sans aucune des chances favorables de la guerre.

« L'expédition française, monsieur, nous a dès l'abord

forcés d'opérer un mouvement de concentration de nos troupes, qui a laissé notre frontière ouverte à l'invasion autrichienne, et Bologne et les villes de la Romagne désarmées. Les Autrichiens en ont profité. Après huit jours, d'une lutte héroique soutenue par la population, Bologne a dû succomber.

« Nous avions acheté en France des armes pour nous défendre ; ces armes, au nombre de dix mille fusils au moins entre Civita-Vecchia et Marseille, ont été séquestrées ; elles sont en vos mains. D'un seul coup, vous nous avez enlevé dix mille soldats, car tout homme armé est un soldat contre les Autrichiens.

« Vos forces sont sous nos murs, à une portée de fusil, disposées comme pour un siége. Elles y restent sans but, sans programme avoué ; elles nous ont forcés d'entretenir la ville en un état de défense qui obère nos finances. Elles nous forcent d'y garder un chiffre proportionné de nos troupes, qui pourraient sauver nos villes de l'occupation et des dévastations autrichiennes. Elles entravent notre circulation, nos approvisionnements, nos courriers. Elles tiennent les esprits dans un état de surexcitation qui pourrait, si notre population était moins bonne et moins dévouée, entraîner des conséquences nuisibles. Elles n'engendrent pas l'anarchie ni la réaction, car l'une et l'autre ne sont pas possibles à Rome : elles sèment l'irritation contre la France, et c'est un malheur assez grave pour nous, qui étions habitués à l'aimer et à espérer en elle.

« Nous sommes assiégés, monsieur, assiégés par la France, au nom d'une mission de protection, tandis que, à quelques lieues de nous, le roi de Naples emporte en fuyant nos otages et les Autrichiens égorgent nos frères.

« Vous avez, monsieur, présenté des propositions. Ces propositions ont été déclarées inadmissibles par l'assemblée, et nous n'avons plus à nous en occuper aujourd'hui vous en ajoutez une aux trois qui ont été rejetées. Cette proposition nous dit que la France protégera de tout envahissement étranger toutes les parties du territoire romain occupées par ses troupes. Vous devez sentir vous-même,

monsieur, qu'il n'y a rien là qui change notre position. Les parties du territoire occupées par vos troupes sont, de fait, protégées ; mais, si c'est pour le présent, à quoi se réduisent-elles ? Si c'est pour l'avenir, n'avons-nous pas d'autres voies ouvertes à la protection de notre territoire qu'en vous le livrant tout en entier ?

« Le nœud de la question n'est pas là : il est *dans l'occupation de Rome.* Cette demande forme jusqu'ici la condition première de toutes les propositions présentées.

« Or, nous avons eu l'honneur de vous le dire, monsieur, cela est impossible : jamais le peuple n'y consentira. Si l'occupation de Rome n'a pour but que de la protéger, le peuple vous exprimera sa reconnaissance ; mais il vous dira que, capable de protéger Rome par ses propres forces, il croirait se déshonorer à vos yeux en faisant acte d'impuissance, en déclarant qu'il lui faut, pour se défendre, quelques régiments de soldats français. Si l'occupation a pour but, ce qu'à Dieu ne plaise, une pensée politique, le peuple, qui s'est donné librement des institutions, ne peut pas se résoudre à la subir. Rome est sa capitale, son palladium, sa ville sacrée. Il sait fort bien qu'à part ses principes, à part son honneur même, il y a, au bout de toute occupation de sa ville, la guerre civile. Il se méfie de toute insistance. Il prévoit, une fois les troupes admises, des changements, dans les hommes et dans les institutions, qui seraient funestes à sa liberté.

Il sait qu'en présence des baïonnettes étrangères, l'indépendance de son assemblée, de son gouvernement, ne serait plus qu'un vain mot. Il a sans cesse Civita-Vecchia devant les yeux.

« Sur ce point-là, monsieur, croyez-le bien, sa volonté est irrévocable. Il se fera massacrer, de barricade en barricade, plutôt que de se soumettre. Les soldats de la France veulent-ils, peuvent-ils massacrer un peuple de frères, qu'ils viennent protéger, parce qu'il n'entend pas leur livrer sa capitale ?

« Il n'y a pour la France que trois rôles à jouer dans les États-Romains.

« La France doit se déclarer pour nous, contre nous, ou neutre.

« Se déclarer pour nous, c'est reconnaître formellement notre république et combattre côte à côte, avec nos troupes, les Autrichiens.

« Se déclarer contre nous, c'est écraser sans motif la liberté, la vie nationale d'un peuple d'amis, et combattre côte à côte avec les Autrichiens.

« La France ne *peut* pas faire cela. Elle ne *veut* pas risquer une guerre européenne pour nous défendre comme alliée. Qu'elle reste donc neutre dans la contestation qui se vide entre nous et nos ennemis. Hier encore, nous espérions plus d'elle : aujourd'hui nous ne lui demandons que cela.

« L'occupation de Civita-Vecchia est un fait accompli : soit. La France croit que, dans l'état actuel des choses, il ne lui sied pas de se tenir éloignée du champ de bataille. Elle pense que, vainqueurs ou vaincus, nous pouvons avoir besoin de son action modératrice ou de sa protection. Nous ne pensons pas comme elle ; mais nous n'entendons pas réagir contre elle. Qu'elle garde Civita-Vecchia. Qu'elle étende même ses cantonnements, si le nombre de ses troupes vient à le réclamer, aux localités salubres (1) qui se trouvent sur le rayon de Civita-Vecchia à Viterbe. Qu'elle attende là l'issue des combats qui vont se livrer. Toutes les facilités lui seront offertes ; tous les témoignages de franche et cordiale sympathie lui seront donnés ; ses officiers visiteront Rome ; ses soldats auront tous les soulagements possibles. Mais que sa neutralité soit sincère et sans arrière-pensée. Qu'elle la déclare en termes explicites. Qu'elle nous laisse libres de jeter toutes nos forces dans la mêlée ; qu'elle nous rende nos armes ; qu'elle ne ferme pas, avec

(1) L'insalubrité des environs de Rome était une des grandes raisons qu'invoquait le général Oudinot pour exiger, à tout prix, l'entrée de la ville. Or, l'intérieur même de Rome n'est guère moins malsain, pendant l'été, que ses environs. Mazzini indiquait, pour les cantonnements de l'armée française, la ligne de Civita-Vecchia à Viterbe. M. de Lesseps proposait Albano et Frascati.

ses croiseurs, nos ports aux hommes des autres parties de l'Italie qui veulent nous venir en aide. Qu'elle s'éloigne surtout de nos murs, et que l'apparence même de l'hostilité cesse entre deux peuples qui, plus tard, nous n'en doutons pas, sont destinés à s'unir dans la même croyance internationale, comme ils le sont aujourd'hui dans une même forme de gouvernement.

« Agréez, monsieur, etc.

« *Les Triumvirs* :

« MAZZINI, ARMELLINI, SAFFI. »

Cependant M. de Lesseps faisait tous ses efforts pour retenir le général Oudinot qui, ayant reçu de nouveaux renforts de France, voulait tenter un coup décisif sur Rome.

Il faisait judicieusement observer au général qu'il devait se conformer aux instructions qu'il avait reçues dans la dépêche du 10 mai en lui faisant ressortir les graves conséquences que pourrait entraîner une telle infraction. Oudinot, partagé entre son amour-propre militaire froissé par sa récente défaite et les craintes qu'avait su lui inspirer M. de Lesseps, s'il passait outre, ne vit rien de mieux à faire pour mettre sa responsabilité à l'abri, que de réunir un conseil de guerre auquel il posa la question en ces termes :

« Est-il convenable d'abandonner les négociations et de « recommencer l'attaque de Rome, sans s'arrêter aux con- « clusions de M. de Lesseps, et sans attendre de nouvelles « instructions? »

Dans le conseil, le général Mollière appuya M. de Lesseps; en conséquence on décida qu'on attendrait les instructions que M. de Lesseps avait sollicitées du gouvernement le 26. Pendant que M. de Lesseps accomplissait sa difficile mission de conciliation, et faisait les efforts les plus généreux pour éviter à son gouvernement aveuglé par la passion le malheur d'avoir perpétré l'acte le plus inique des temps modernes, l'un des principaux plénipotentiaires français à Gaëte, M. de Rayneval, arrivait au camp du général Oudinot pour presser la marche de l'armée républicaine française sur Rome.

Tout tendait à seconder et à favoriser les vues de ce diplomate qui venait jeter l'épée de la France dans la balance où se pesaient les destinées de la république romaine. D'un côté l'amour-propre des généraux froissé par un premier échec, de l'autre l'impatience des soldats qui, à quelques lieues de Rome, éprouvaient autant de souffrances et de fatigues que s'ils faisaient depuis longtemps campagne contre un ennemi puissant et aguerri. Quant au ministère français, il laissait sans instructions le général Oudinot, mais il expédiait de Paris le général Vaillant pour prendre le commandement du génie et *diriger les opérations de siége.* — Il mettait d'autant plus d'empressement à hâter la marche des Français sur Rome, qu'on annonçait que les Autrichiens s'en approchaient (1).

(1) Le général Oudinot ne voulait partager avec personne la gloire de soumettre les républicains de Rome. C'est ce sentiment qui le poussa, dit M. Farini, à écrire au général Wimpffen, commandant d'une division autrichienne, la lettre suivante : « Général, on m'annonce que vous êtes arrivé à Pérouse avec une partie de vos troupes, et que vous vous proposez de marcher en avant, en vous mettant en communication avec l'armée Napolitaine qui est dans les Abruzzes.

« Je dois vous rappeler que l'armée française a commencé seul le siége de Rome, qu'elle est en mesure de s'emparer du Pont Molle, et, de là, de se mettre en communication avec les routes de Florence et d'Ancône. Je suis résolu à faire avancer mes soldats de ce côté; retenez donc les vôtres; l'honneur des armes françaises l'exige. — J'ai appris à honorer les troupes autrichiennes sur les champs de bataille, mais en ce moment tout mouvement de leur part sur Rome me semblerait offensif et hostile à la France. Si nos soldats se rencontraient dans de telles conjonctures, il en pourrait résulter des conflits que tous deux nous devons avoir à cœur de prévenir. »

On s'explique facilement cette lettre du général Oudinot, ainsi que les sentiments qui l'ont inspiré; mais il n'en est pas de même de la clause qu'il intercale d'accord avec M. de Lesseps, dans le projet d'arrangement entre la République française et la République romaine : « La République française garantit contre toute invasion étrangère les territoires des Etats romains occupés par ses troupes. »

La France était-elle donc décidée alors, à déclarer la guerre à l'Autriche, à l'Espagne, aux Deux-Siciles ? — Il faut presque le supposer, car si on s'explique très-bien que le général Oudinot fût pris d'un désir très-vif de se rendre maître de Rome le plustôt possible, on se demande par contre, comment après l'invasion, il pouvait *garantir contre toute invasion les territoires des Etats romains ?*

M. de Lesseps fit tous ses efforts pour arriver à un arrangement : mais c'était là de sa part une généreuse illusion. Le général Oudinot, mieux pénétré des intentions du gouvernement de la République française et n'étant retenu lui aucun scrupule, ne tarda pas à désavouer formellement par les actes de M. de Lesseps. Sans tenir compte de la parole donnée aux Romains, il occupa le Mont-Mario par une attaque de nuit faite à l'improviste.

Cette occupation du Mont-Mario provoqua dans Rome une violente irritation ; on y accusait à haute voix les armes françaises de trahison, et sans l'arrivée de M. de Lesseps le 31 au matin, un massacre était à craindre, et les Français eussent eu peut-être à subir un nouvel échec comme au 30 avril.

Mais M. de Lesseps usant de la juste influence que lui avaient méritée la droiture de son caractère, son esprit conciliant et bien intentionné, parvint à calmer le mécontentement des Romains et à faire adopter par l'assemblée un dernier projet ainsi conçu (1) :

PROJET ENTRE M. DE LESSEPS ET LE TRIUMVIRAT.

« Art. 1er. L'appui de la France est assuré aux populations des États romains; elles considèrent l'armée française comme une armée amie qui vient concourir à la défense de leur territoire.

« Art. 2. D'accord avec le gouvernement romain, et sans s'immiscer en rien dans l'administration du pays, l'armée française prendra des cantonnements extérieurs convenables, tant pour la défense du pays que pour la salubrité des troupes.

« Art. 3. La République française garantit contre toute invasion étrangère les territoires occupés par ses troupes.

« Art. 4. Il est entendu que le présent arrangement devra être soumis à la ratification de la République française.

« Art. 5. En aucun cas, les effets du présent arrangement

(1) Le projet fut adopté par l'Assemblée constituante romaine, sauf quelques modifications insignifiantes à l'unanimité moins trois voix.

ne pourront cesser que quinze jours après la communication officielle de la non-ratification.

« Fait à Rome et au quartier général de l'armée française, en double expédition, le 31 mai 1849, à huit heures du soir.

« Signé : C. Armellini, A. Saffi, G. Mazzini.

« Le ministre plénipotentiaire de la république française en mission,

« Signé : Ferdinand de Lesseps. »

Mais le général Oudinot ne voulut pas reconnaître ce qu'avait fait M. de Lesseps, et le lendemain celui-ci recevait du ministre des affaires étrangères la dépêche suivante :

« Paris, 29 mai 1849, quatre heures du soir.

« Le gouvernement de la République a mis fin à votre « mission. Vous voudrez bien repartir pour la France aus- « sitôt que vous aurez reçu cette dépêche. »

M. de Lesseps fut remplacé par M. de Corcelles. A son retour à Paris, il vit sa conduite déférée au conseil d'État qui prononça un arrêt de censure contre lui, pour avoir outre-passé les pouvoirs qu'il avait reçus.

L'histoire, qui juge en dernier ressort, vengera M. de Lesseps de cette injuste condamnation. Elle rendra hommage à son esprit de conciliation et de justice (1), à sa modération, à sa parfaite convenance dans les rapports les

(1) M. de Lesseps a publié un mémoire sous ce titre : *Ma mission*, dans lequel il peint nettement la situation, et avec une élévation de vue et une grande droiture, rend pleine justice même à ses adversaires les plus déclarés.

Nous nous bornons ici à reproduire quelques lignes de son mémoire (page 49) dans lesquelles il parle de Mazzini. Après avoir dit qu'il était un « homme remarquable et influent, » Il ajoute : « Je crains d'autant « moins de faire connaître ici l'opinion que j'avais de Mazzini avec lequel « j'étais en lutte ouverte, que dans toute la suite de nos négociations, je « n'ai eu qu'à me louer de sa loyauté et de la modération de son carac- « tère, qui lui ont mérité toute mon estime. J'avais fini par ébranler for-

plus difficiles et les plus délicats, à son humanité, à son patriotisme éclairé.

Il faut bien reconnaître aujourd'hui que si la France avait suivi les indications de M. de Lesseps, elle aurait certes joué un rôle plus digne d'elle, plus conforme à son caractère et à ses véritables intérêts.

Le 1er juin le général Oudinot avait reçu ces ordres précis: « Concentrez vos troupes. Entrez dans Rome aussitôt que « l'attaque sera d'une réussite à peu près certaine. »

En conséquence le général Oudinot écrivit au général romain Roselli pour lui dénoncer ces ordres positifs de son gouvernement, mais en le prévenant toutefois *qu'il différait l'attaque de la place jusqu'à lundi matin pour le moins.*

Malgré cet engagement formel, le général Oudinot donna l'assaut le dimanche 3 juin dès trois heures du matin.

Le triumvirat appela les Romains aux armes par la proclamation suivante :

« Romains !

« Au crime d'attaquer, avec des troupes marchant sous le drapeau républicain, une République amie, le général Oudinot joint l'infamie de la trahison. Il viole la promesse écrite dont le texte est entre nos mains, de ne nous pas attaquer avant lundi.

« Debout, Romains ! aux murailles, aux portes, aux barricades ! Prouvez à l'ennemi qu'on ne triomphe pas de Rome, même avec l'aide de la trahison.

« Que la ville éternelle se lève tout entière dans l'énergie d'une seule pensée ! que chaque homme soit un combattant ! que chaque combattant ait foi dans la victoire ! que chaque homme se souvienne de nos pères et soit grand !

---

« tement, si ce n'est par dissiper, ses préventions contre le gouvernement « français.

« Aujourd'hui qu'il est tombé du pouvoir et qu'il cherche sans doute « un asile en pays étranger, je dois rendre hommage à la noblesse de ses « sentiments, à la conviction de ses principes, à sa haute capacité, à son « intégrité et à son courage. »

« Victoire au droit, et honte éternelle à l'allié de l'Autriche!

« Vive la république!

« *Les Triumvirs :*
« CHARLES ARMELLINI, JOSEPH MAZZINI,
« AURELIO SAFFI. »

Le général Oudinot rendait ainsi compte des faits de cette journée dans un rapport au ministre de la guerre :

«.... La journée a été des plus glorieuses. Nos troupes n'ont jamais été engagées toutes à la fois, elles se renouvelaient successivement; cependant la plupart d'entre elles ont éte sur pied de puis deux heures du matin jusqu'à six heures du soir. Elles ont enlevé des positions qui paraissaient inexpugnables, et dont la conservation aura une immense influence sur le résultat du siége. »

Les résultats n'avaient point été aussi décisifs pour l'armée française que voulait bien le dire le général Oudinot.

La seconde proclamation adressée le soir aux Romains, par le triumvirat, atteste que les défenseurs de Rome ne considéraient point ce combat comme une défaite pour eux.

« Romains!

« Vous avez dignement soutenu aujourd'hui l'honneur de Rome, l'honneur de l'Italie. Vous avez combattu quatorze heures comme de vieux soldats. Surpris par la trahison, par la violation des promesses écrites, vous avez défendu le terrain pied à pied, reconquis la position un moment perdue, repoussé les troupes les plus valeureuses de l'Europe; vous avez héroïquement souri à la mort. Dieu vous bénisse, gardiens des gloires patriotiques, comme nous, fiers de vous avoir devinés, nous vous bénissons au nom de l'Italie!

« Romains, cette journée héroïque, c'est une page d'histoire.

« Nous vous disions *soyez grands*, aujourd'hui nous disons *vous êtes grands*. Restez tels, soyez constants; on

peut au peuple romain demander des prodiges. Nous disons avec pleine confiance à la jeunesse de toutes les classes : Rome est inviolable! Gardez vos murailles toute la nuit, en dedans de ces murs est l'avenir de notre nation. Veillez, pendant que ceux qui ont combattu quatorze heures reposent; avec vous veilleront l'ange de la patrie et l'ange de la victoire!

« Vive la République!

« *Les Triumvirs*,
« CHARLES ARMELLINI, JOSEPH MAZZINI,
AURELIO SAFFI. »

Voici d'autre part le bulletin sur les engagements de la journée du 3 juin que publiait le *Moniteur romain :*

« 3 *juin, six heures et demie du matin.* Les nôtres couvrent les murs; l'ennemi fait un feu de mousqueterie. Monte-Mario, Villa-Mattei, les monts de la Pietà sont en armes; il y a de la cavalerie à Acquafredda. A la porte Saint-Pancrazio l'ennemi n'a pas de canons. Les tirailleurs français sont à la villa Panfili.

« En ce moment, un canon français arrive à la villa Panfili. Le feu est tout entier dirigé contre la ville.

« *Sept heures...* Sous la villa Panfili, les nôtres emportent une barricade faite par les Français, l'ennemi est en fuite; il y a des morts et des blessés.

« *Sept heures et demie.* Nous avons repris les positions vers la porte Saint-Pancrazio.

« *Huit heures et demie.* Le canon des troisième et quatrième fortifications a dispersé les tirailleurs français postés à la villa Panfili.

« *Huit heures trois quarts.* Le canon de Porta-Angelica fait feu sur Monte-Mario.

« *Dix heures.* Le feu commence à la porte Portèse.

« *Dix heures un quart.* On voit peu de Français sur Monte-Mario; ils sont tous embusqués au pied de ce mont, que les nôtres attaquent du côté de Porta-Angelica

« *Dix heures et demie.* A la porte Saint-Pancrazio, le feu du canon et de la mousqueterie continue avec vivacité.

« *Dix heures cinquante minutes.* Au château de Carpegna, on voit un corps de Français en retraite.

« *Onze heures.* Les deux aides de camp de Garibaldi, Maserio et Daverio, sont blessés; le premier légèrement.

« Les Français sont foudroyés par nos batteries à la porte Saint-Pancrazio.

« *Midi un quart.* Les Français quittent la villa Maffei. Un bataillon se dirige du côté de la villa Panfili.

« L'attaque continue avec vivacité. Les nôtres conservent avec avantage toutes les positions.

« *Sept heures et demie.* Un régiment divisé en trois corps part du Monte-Mario, l'un pour Acqua-Traverso, l'autre pour Torre de Quinto; le troisième se dirige vers Ponte-Molle.

« Le feu à continué assez avant dans la nuit. La perte a été grande des deux côtés, mais trois fois plus forte du côté de l'ennemi.

« Depuis midi, l'engagement commencé par une surprise de nos avant-postes à la villa Panfili, n'a pas discontinué au même endroit, plusieurs fois pris et repris par les Français et par les nôtres.

« L'ennemi n'ayant qu'un seul poste à attaquer a relevé plusieurs fois ses bataillons; les nôtres sont toujours à leur poste, soutenus par ce courage désespéré qui ne peut laisser aucun doute sur l'issue de la lutte.

« Le revers des collines est couvert de braves Français morts ou mourants; nos ambulances ont reçu quelques-uns de nos braves officiers, hélas! trop prodigues de leur sang. »

Enfin le colonel Manara adressait à l'Assemblée constituante la dépêche suivante :

« Les nôtres ont fait des pertes sensibles à cause de l'élan avec lequel ils se sont jetés sur l'ennemi.

« Plus de dix fois l'ennemi a été chargé à la baïonnette. Dans mon régiment seul, 200 hommes, dont 12 officiers, ont été mis hors de combat. Ils sont tous morts bravement, avec le salut de la patrie et de la liberté dans

la bouche. Les tirailleurs d'Orléans ont dû plusieurs fois lâcher pied devant nous.

« Les Français n'entreront pas à Rome. Ils doivent être convaincus aujourd'hui qu'ils ont devant eux des braves qui leur feront payer cher l'infamie de leur projet.

« Vive la République!

« MANARA. »

Mais que pouvaient ces héroïques efforts contre l'armée française qui recevait sans cesse de nouveaux secours et qui s'appuyait sur la coalition de toutes les puissances européennes qui environnaient les États romains et qui étaient prêtes à accourir à son secours?

Depuis le 3 juin, à trois heures du matin jusqu'au 6, à deux heures du matin, le feu n'avait pas été interrompu un seul instant. Les travaux de tranchée avaient été vivement poussés par l'armée assiégeante, sous la protection d'une formidable artillerie récemment expédiée de Toulon et de Marseille.

Le 6 juin, un armistice de vingt-quatre heures est conclu; le 7, les hostilités recommencent avec une vigueur nouvelle.

L'armée française comptait environ 35,000 hommes et 60 canons. — Rome avait sur ses murailles environ 100 pièces d'artillerie, mais un grand nombre étaient en mauvais état. — Son armée, grossie par les renforts appelés des provinces, comptait environ 19,000 hommes, dont la moitié seulement de troupes régulières. — Le jour de l'attaque, on trouva sous les armes 7,000 hommes de plus qui n'étaient inscrits ni dans les rôles de l'armée ni dans ceux de la garde nationale ou des volontaires,

« De fréquentes sorties troublèrent les travaux de l'armée française, mais n'en purent empêcher le prompt achèvement (1). »

Le 12 juin, la brèche était praticable, on pouvait mar-

(1) Jules Amigues. — L'Etat-Romain, page 419.

cher à l'assaut; mais avant d'en arriver à une extrémité aussi déplorable, le général Oudinot, pressentant toute l'horreur d'un pareil acte, crut devoir pour le pallier autant que possible, écrire la lettre suivante qu'il envoya par un officier de son état-major au président de l'Assemblée romaine, au Triumvirat, au commandant en chef de l'armée romaine, au commandant de la garde civique et aux consuls étrangers.

« Quartier général de la villa Panfili,
le 12 juin, à 5 heures du soir.

« Monsieur le président de l'Assemblée nationale,

« Les événements de la guerre ont, vous le savez, amené l'armée française aux portes de Rome. Dans le cas où l'entrée de la ville continuerait à nous être fermée, je serais contraint, pour y pénétrer, d'employer immédiatement les moyens d'action que la France a mis à ma disposition.

« Avant de recourir à cette terrible nécessité, je regarde comme un devoir de faire un dernier appel à des populations qui ne peuvent avoir pour la France de sentiments ennemis.

« L'Assemblée nationale voudra sans doute, comme moi, éviter à la capitale du monde chrétien de sanglantes calamités.

« Dans cette conviction, je vous prie, monsieur le président, de vouloir bien donner à la proclamation ci-incluse la plus prompte publicité.

« Si, douze heures après la réception de cette dépêche, une réponse conforme aux intentions et à l'honneur de la France ne m'est point parvenue, je me regarderai comme contraint d'attaquer la place de vive force.

« Recevez, etc.

« Le général en chef de l'armée expéditionnaire française,

« Signé Oudinot de Reggio.

« Pour copie conforme :

« Le capitaine officier d'ordonnance,

« C. Oudinot. »

Cette lettre était accompagnée de la proclamation suivante aux Romains :

« Villa Santucci, 13 juin.

« Habitants de Rome,

« Nous ne venions pas vous apporter la guerre; nous « venions affermir chez vous l'ordre et la liberté! Les in- « tentions de notre gouvernement ont été méconnues. Les « travaux de siége nous ont amenés devant vos remparts. « Jusqu'à présent nous n'avons voulu répondre qu'à de « rares intervalles au feu de vos batteries; nous touchons « à l'instant suprême où les nécessités de la guerre écla- « tent en de terribles calamités. Évitez-les à une cité rem- « plie de tant de glorieux souvenirs. Si vous persistez à « nous repousser, à vous seuls appartiendra la responsabi- « lité d'irréparables désastres... »

Le 12 juin au soir, l'Assemblée constituante qui siégeait en permanence sous la présidence de M. Galletti, reçut communication de la lettre du général Oudinot, ainsi que de sa proclamation aux habitants de Rome.

L'Assemblée constituante écouta la lecture de ces différentes pièces dans le plus profond silence. Quand elle fut terminée, un formidable cri de guerre : *Vive la République!* sortit de toutes les poitrines.

Le député Audinot se lève, rappelle énergiquement la convention conclue entre le gouvernement romain et M. de Lesseps, convention qui n'avait été l'objet d'aucune protestation de la part du gouvernement français, et déclare que les deux parties sont tenues d'en observer religieusement les clauses. « Voilà, dit-il en finissant, ce qu'il faut répon- « dre à Oudinot en lui envoyant quelques députés avec « un message. Dans ce message, on doit lui faire com- « prendre que son attaque est un acte de mauvaise foi et « qu'il viole le droit des gens. »

Une note en ce sens est aussitôt rédigée, et elle est envoyée au général Oudinot par un parlementaire.

M. de Corcelles, le nouvel envoyé de la France au lieu et place de M. de Lesseps, venait d'arriver au camp. Il

écrivit aussitôt à M. de Gérando, chancelier de l'ambassade de France à Rome, pour repousser cette accusation de déloyauté, en insistant sur ce fait que les négociations de M. de Lesseps avaient été officiellement désavouées dès le 26 mai par le gouvernement français.

M. de Gérando communiqua cette lettre à Mazzini, qui répondit aussitôt, en maintenant ses premières assertions :

« Il y a un mot qui répond à tout, disait-il. L'Assemblée « n'en a rien su ; elle n'a jamais eu connaissance de ces dé- « pêches, et le 31 mai rien n'étant venu nous avertir du « contraire, M. de Lesseps était ministre plénipotentiaire de « France à Rome comme avant. »

Mazzini terminait sa lettre par ces considérations éloquentes, qui étaient un dernier appel à la loyauté de la France et à ses sentiments républicains.

« Permettez-moi de vous le dire, monsieur, avec la fran- « chise qui sied à un homme de cœur : la conduite du gou- « vernement romain n'a jamais, pendant les négociations, « dévié d'une seule ligne du chemin de l'honneur. Le gou- « vernement français ne peut pas en dire autant. La France, « Dieu merci, n'est pas en question : brave et généreuse « nation, elle est victime d'une basse intrigue, comme nous « le sommes.

« Aujourd'hui vos canons tonnent contre nos murs, vos « bombes pleuvent sur la ville sainte ; la France a eu la « gloire, cette nuit, de tuer une pauvre jeune fille du *Trans-* « *tevere* qui dormait à côté de sa sœur.

« Nos jeunes officiers, nos militaires improvisés, nos « hommes du peuple tombent sous votre feu en criant « *Vive la République!* — Les braves soldats de la France « tombent sous le nôtre, sans cri, sans murmures, comme « des hommes déshonorés. Je suis sûr qu'il n'y en a pas « un seul qui ne se dise en mourant ce qu'un de vos dé- « serteurs nous disait aujourd'hui : « *Nous sentons en nous* « *quelque chose comme si c'étaient des frères que nous com-* « *battions.* » (Textuel.)

« Et cela pourquoi ? Je n'en sais rien, vous n'en savez

« rien. La France n'a pas ici de drapeau ; elle combat des « hommes qui l'aiment, et qui, hier encore, avaient foi en « elle. Elle cherche à incendier une ville qui ne lui a rien « fait, sans programme politique, sans but avoué, sans « droit à réclamer, sans mission à remplir. Elle joue, par « ses généraux, la partie de l'Autriche, et elle n'a pas le « triste courage de l'avouer. Elle traîne son drapeau dans « la fange des conciliabules de Gaëte, et elle recule devant « une déclaration franche et nette de restauration cléricale. « M. de Corcelles ne parle plus d'anarchie et de factions ; « il n'ose pas ; mais il écrit, comme un homme troublé, « cette phrase inconcevable : — « La France a pour but la « liberté du chef vénéré de l'Église, la liberté des États « romains, et la paix du monde. »

« Nous, au moins, nous savons pourquoi nous combat- « tons ; et c'est parce que nous le savons que nous sommes « forts. Si la France représentait ici un principe, une de « ces idées qui font la grandeur des nations et qui ont fait « la sienne, la bravoure de ses enfants ne se briserait pas « contre la poitrine de nos jeunes recrues.

« C'est une bien triste page, monsieur, qui s'écrit en ce « moment, par la main de votre gouvernement, dans l'his- « toire de la France ; c'est un coup mortel porté à la Pa- « pauté que vous voulez soutenir, et que vous noyez dans « le sang ; c'est un abîme sans fond qui se creuse entre « deux nations appelées à marcher ensemble pour le bien « du monde, et qui depuis des siècles se tendaient la main « pour s'entendre ; c'est une profonde atteinte à la mora- « lité des rapports entre peuples et peuples, à la croyance « commune qui doit les guider, à la cause sainte de la li- « berté qui vit de cette croyance, à l'avenir, non de l'Italie « —la souffrance est un baptême d'avancement pour elle — « mais de la France, qui ne peut se maintenir au premier « rang, si elle abdique les mâles vertus de la croyance et « l'intelligene de la liberté.

« Croyez-moi, monsieur, votre dévoué,

« J. Mazzini. »

Quelques jours auparavant Mazzini, invité par M. Sala à une entrevue avec le général Oudinot, avait refusé nettement de s'y rendre, par cette lettre pleine de dignité et de grandeur (1) :

« Rome, 13 juin 1849.

« Monsieur,

« Il m'est impossible de me rendre aux avant-postes pour vous voir. Notre conversation ne pouvait, au reste, avoir, malheureusement pour nous, aucune issue favorable à vos vues et aux nôtres. J'ai la conviction que nous avons épuisé tous les moyens de conciliation possibles, et qu'il ne nous reste plus qu'à combattre. Nous le ferons; nous le ferons, vous pouvez le croire, de mur en mur, de rue en rue, de barricade en barricade.

« Nous pouvons être vaincus, mais non soumis. Nous nous sommes bercés de l'espoir que la France finirait par comprendre ce qu'il y avait de beau, de sacré, de digne d'elle dans notre attitude; ce qu'il y a, — permettez-moi d'être franc, — de contradictoire, de tyrannique dans le rôle qu'elle joue ici avec nous.

« Nous avons proclamé vis-à-vis de la France, non pas un état de guerre, mais un état de défense : nous avons renvoyé vos prisonniers; nous avons repoussé toutes les occasions qui s'offraient à nous pour combattre vos troupes avec avantage; nous avons offert des cantonnements salubres à celles que Civita-Vecchia ne pouvait pas contenir; nous avons déclaré être prêts à tout concéder, une seule chose exceptée, l'occupation de Rome. Et c'est cela qu'on exige.

« La France, après nous avoir combattus, bloqués, désarmés, privés de toutes nos ressources, condamnés à

(1) M. Cernuschi, membre de la commission des barricades avait été préalablement invité par M. Sala à se rendre officieusement au camp français. Aux ouvertures qui lui avaient été faites, il avait répondu par cette énergique déclaration : « Ne parlez pas de capitulation ; nous lais-« sons ces choses-là à Charles-Albert. S'il ne nous appartient pas de « sauver l'Italie, tout du moins nous voulons sauver l'honneur de « l'Italie.»

voir, l'arme au bras, notre territoire envahi par l'Autriche, nous dit aujourd'hui : *Je veux Rome.* Je la veux sans conditions, sans programme, ou bien je vais tâcher de l'écraser, de bombarder ses monuments vénérés de l'Europe entière, de massacrer sa brave population.

« A cela, vous le sentez, monsieur, il n'y a qu'une réponse à faire. Nous la donnerons. . . . . .

« J'ignore si nous tomberons, mais je sais qu'il y a des chutes qui honorent. . . . . .

« Adieu, monsieur, agréez, etc.

« JOSEPH MAZZINI. »

Pendant ce temps avait eu lieu à Paris la généreuse protestation du 13 juin, à la suite de laquelle plusieurs membres de l'Assemblée législative, qui venait de succéder à l'Assemblée constituante, à leur tête M. Ledru-Rollin, avaient été décrétés d'accusation pour avoir invité le peuple à la révolte.

Ce triomphe de la réaction à Paris devait avoir son contre-coup à Rome. Le général Oudinot poussa le siége de Rome avec une activité fébrile. La ville était bombardée sans pitié. Le corps diplomatique s'associa au sénat romain pour protester contre ce mode d'attaque barbare qui non-seulement mettait en danger les vies et les propriétés des habitants neutres et pacifiques, mais aussi celles des femmes et des enfants innocents et qui détruisait des chefs-d'œuvre d'art qui ne pourraient jamais être remplacés. M. Oudinot répondit en opposant les instructions formelles de son gouvernement, et le siége fut poursuivi avec acharnement.

La défense des Romains devenait plus énergique et plus héroïque à mesure que se redoublait la rage des assaillants. Dans la nuit du 21 l'odieuse trahison d'un officier livra aux Français le palais Barberini. De cette position, protégés par la nuit, les Français recommencèrent de nouveaux travaux avec un redoublement d'activité, et ils purent enfin prendre pied sur la brèche.

Voici en quels termes les triumvirs en apprenant au

peuple romain cette nouvelle, soutenaient et stimulaient son courage :

« Romains,

« A l'aide des ténèbres, et comme un traître, l'ennemi a « mis pied sur la brèche. Que Rome se lève, que le peuple « se lève dans sa force, et pour l'exterminer. Qu'il ferme « la brèche avec les cadavres de ses ennemis. Quiconque « touche en ennemi le sol sacré de Rome est maudit de « Dieu !

« Pendant qu'Oudinot tente un dernier effort, la France « s'agite indignée et renie cette poignée d'envahisseurs qui « la déshonorent. Romains, un dernier effort de notre « part, et la patrie est sauvée pour toujours. Rome, par sa « puissance, aura donné le signal d'une nouvelle résurrec- « tion européenne.

« Au nom de vos pères, au nom de votre avenir, levez- « vous pour combattre, levez-vous pour vaincre ! Une « prière au Dieu des forts; une pensée de fidélité pour vos « frères, et aux armes ! Tout homme, aujourd'hui, doit être « un héros. Que la journée décide de la destinée de Rome « et de la République.

« C. Armellini, G. Mazzini, A. Saffi.

« Le 22 juin 1849. »

Aussitôt après cette proclamation, le tocsin sonna à toute volée sur tous les points de la ville pour appeler aux armes les citoyens.

Mazzini, qui n'avait cessé d'être l'âme de la résistance, Mazzini dont rien ne pouvait abattre le grand cœur continuait à soutenir l'esprit public de toute son énergie que semblaient décupler les difficultés d'une lutte si prolongée. — Sa prodigieuse activité se faisait sentir partout; aux conseils, à la bataille, aux administrations, aux ambulances; sa sollicitude embrassait tout, aucun détail ne lui échappait; soutenant le courage des uns, modérant la fougue des autres, veillant comme un bon père au bien-être de tous, il fut sans conteste le génie tutélaire de la République romaine.

Le 30 juin, matin à une heure, les Français commencèrent un formidable bombardement (1).

Après une résistance héroïque désespérée des Romains, les Français se rendent enfin maîtres du bastion Saint-Pancrace.

Ce fut ainsi, qu'après soixante jours écoulés depuis le premier assaut, cinquante-quatre depuis le renvoi sans condition des prisonniers français, trente depuis le traité de M. de Lesseps, vingt-sept depuis le deuxième assaut, dix-huit après la deuxième sommation et dix-sept enfin après l'envoi des premières bombes, c'est ainsi, disons-nous, que les portes de la Ville historique s'ouvraient devant les soldats d'une république fratricide qui, au mépris du droit des gens et foulant aux pieds la majesté des traités, s'était faite l'instrument d'une poignée de réactionnaires qui devaient, juste retour des choses d'ici-bas, la livrer elle-même aux mains de ses plus cruels ennemis. 30 juin!... journée à jamais glorieuse pour la démocratie italienne (2)!...

---

(1) Le 29 juin, le général Oudinot avait eu cependant à soutenir un terrible choc des assiégés, qui voyaient approcher les derniers instants de la résistance. — Pendant que la garde nationale romaine prenait un peu de repos après ce sanglant combat, et se préparait à défendre la ville, pied à pied, barricade à barricade, le peuple romain célébrait, comme aux temps de calme la fête de Saint-Pierre.— Le soir même du 29, Mazzini faisait illuminer la coupole de la grande basilique, pendant que plusieurs musiques militaires jouaient sur les places publiques. — C'est dans cette nuit que le peuple engagea le triumvirat à ordonner la défense de rue par rue. Mazzini, Avezzana et Garibaldi furent de cet avis. Mais dans l'Assemblée, il se produisait déjà une certaine agitation....

(2) Voici l'ordre du jour de Garibaldi, en date du 1er juillet 1849, sur cette glorieuse journée dont le souvenir ne périra jamais.

« Hier a été une journée féconde en faits d'armes, pertes et avantages; hier l'Italie a compté de nouveaux martyrs. Le colonel Manara a laissé dans les rangs un vide difficile à remplir. Jeune homme plein de mérite et d'intégrité, il a été frappé par une balle au moment où il défendait la villa Spada contre un ennemi bien supérieur en nombre. Le lieutenant colonel Medici a donné d'éclatantes preuves de valeur en défendant le premier bastion de droite, à la porte Saint-Pancrace. Il a été admirablement secondé par le brave colonel Ghilardi. La légion Medici et le 1er de ligne se sont comportés comme des lions; ils ont plusieurs fois, re-

Elle ne tombait pas, mais, nouveau Lazare, elle s'enveloppait d'un linceul mortuaire qu'elle secouerait au jour prochain de sa résurrection. Manara, l'héroïque Manara soutenait encore avec vigueur le choc des ennemis de la République romaine et faisait des prodiges de valeur, lorsque Garibaldi, couvert de boue et de sang, entra dans la salle de l'Assemblée qui venait de terminer la discussion sur la constitution de la République, et de la voter.

« Il ne faut pas, dit Garibaldi à l'Assemblée, il ne faut « pas exiger des hommes des vertus au-dessus de leurs « forces... Il reste encore deux partis à prendre... Ou « capituler, et ce n'est pas mon avis, ou évacuer le Trans- « tévère, détruire tous les ponts et résister pied à pied dans « l'intérieur de la ville. »

Mazzini, qui était partisan de la résistance à outrance, proposa à l'Assemblée d'élire des commissaires-dictateurs, chargés de suivre l'armée de Garibaldi conquérant au jour le jour, et replaçant selon la fortune de la guerre, le siége de leur gouvernement.

Cette proposition adoptée de prime-abord, fut aussitôt abandonnée et sur la proposition de M. Cernuschi qui avait toujours été partisan de la résistance et qui s'était si bien conduit comme membre de la commission des barricades, elle adopta la résolution suivante :

« Au nom de Dieu et du peuple,

« L'Assemblée constituante romaine cesse une défense « devenue impossible et demeure à son poste.

« Rome, 30 juin 1849. »

Mazzini, qui voulait défendre Rome jusqu'à la dernière extrémité, répondit à l'Assemblée qui lui confiait la mis-

---

poussé l'assaut de la brèche, et la vie précieuse de tant de jeunes gens, espoir de la patrie, a payé la dette sacrée de tous. La légion italienne, aux ordres du colonel Manara, s'est montrée digne de sa renommée dans la défense de la villa Spada. Le 3e de ligne, en défendant la position du *Pino*, s'est couvert d'autant de gloire que le 1er. »

sion de se mettre en communication avec le général Oudinot et de négocier une capitulation par cette lettre :

« Ma conscience s'oppose à ce que je communique au « général Oudinot le décret de l'Assemblée du 30 juin. — « J'étais, avec votre mandat, triumvir pour défendre la « République et Rome. — L'acte que vous me remettez « change mon mandat, je me sens donc dégagé et je remets « mon mandat entre vos mains.

« JOSEPH MAZZINI. »

Armellini et Saffi imitèrent l'exemple de leur collègue et donnèrent leurs démissions.

L'Assemblée après avoir déclaré que les Triumvirs avaient bien mérité de la patrie, les remplaça par Salicetti, Calandrelli et Mariani, chargés du pouvoir exécutif. — Mais les nouveaux Triumvirs refusèrent également de traiter avec Oudinot, et ce fut une députation de la municipalité, composée de MM. Guglielmetti, Feliciani et De Angelis qui se rendit au quartier général du commandant en chef de l'armée de la République française.

Le feu avait cessé, les triumvirs avaient adressé au peuple romain leur dernière proclamation :

« Le triumvirat s'est volontairement dissous. L'Assemblée vous communiquera le nom de nos successeurs.

« Après le succès obtenu hier par l'ennemi, l'Assemblée, mue par le désir de soustraire Rome à des dangers extrêmes, et d'éviter l'inutile sacrifice de vies précieuses, a décrété la cessation de toute résistance ; les hommes qui ont gouverné tant qu'a duré la lutte ne pouvaient plus rester aux affaires dans les temps qui se préparent. Le mandat qui leur avait été confié cessait de fait, et ils se sont empressés de le résigner entre les mains de l'Assemblée.

« Romains ! frères ! vous avez marqué dans l'histoire une page qui restera comme une preuve de la puissance d'énergie qui était en vous et des exploits futurs qu'aucune force ne pourra vous empêcher d'accomplir.

« Vous avez donné le baptême de la gloire et la consécration d'un sang généreux à la nouvelle vie qui commence pour l'Italie, vie collective, vie du peuple qui veut être et qui sera réuni sous l'étendard de la République; vous avez relevé l'honneur de la patrie commune souillé par les lâches et obscurci par l'impuissance monarchique. Vos triumvirs, en rentrant parmi vous comme simples citoyens, emportent le témoignage de leur conscience, la pureté de leurs intentions, et l'honneur d'avoir associé leur nom à vos actes héroïques.

« Un nuage s'élève aujourd'hui entre nous et l'avenir. C'est le nuage d'une heure. Persistez dans la conscience de votre droit et dans la foi pour laquelle sont morts, apôtres armés, plusieurs des meilleurs d'entre vous. Dieu qui a recueilli leur sang veut que Rome soit libre et grande; elle le sera! Votre sort n'est pas la défaite, c'est la victoire; c'est la victoire des martyrs auxquels le tombeau sert d'échelle pour arriver au ciel.

« Quand le ciel rayonnera pour vous d'espérance et de résurrection; quand, avant peu, le prix du sacrifice que vous avez joyeusement fait à votre honneur vous sera payé, puissiez-vous alors vous souvenir des hommes qui, pendant plusieurs mois, ont vécu de vos douleurs, et qui se mêleront demain, s'il le faut, à vos rangs, pour marcher à de nouveaux combats.

« Rome, 1^er^ juillet 1868.

« *Les triumvirs* :

« GIUSEPPE MAZZINI, CARLO ARMELLINI, AURELIO SAFFI. »

Mazzini quitta Rome le 2 juillet, avec un passe-port anglais, et le lendemain 3 juillet, au moment même où l'Assemblée constituante publiait du haut du Capitole, la Constitution de la République romaine qu'elle avait discutée et votée pendant que le canon tonnait contre la ville Éternelle (1), les Français faisaient leur entrée.

(1) A l'entrée des Français à Rome le *Moniteur romain* faisait les réflexions suivantes : « Quand les Gaulois entrèrent à Rome sous les

C'est ainsi que Mazzini succombant une fois encore sous les coups de la trahison et d'ennemis que ses doctrines, la pureté de sa vie et son génie rendaient implacables, devint encore une fois étranger sur le sol de sa patrie bien-aimée à laquelle il avait fait le sacrifice de sa vie, et dut, semblable à Bélisaire, reprendre le chemin de l'exil, emportant dans ses bras son enfant, le glorieux drapeau de la République italienne, symbole de ses doctrines, qu'il était parvenu à arborer glorieusement au sommet du Capitole. — Cette âme de fer rêvait déjà à de meilleures destinées pour sa patrie, et son grand cœur, loin de se laisser abattre, entreprenait de nouvelles luttes qui consacreraient enfin le triomphe de l'indépendance de sa patrie.

Avant de quitter Rome, il crut devoir, comme représentant du peuple, protester contre la résolution prise par l'Assemblée, le 30 juin :

« Citoyens,

« Vous avez, par vos décrets des 30 juin et 2 juillet, consommé involontairement le sacrifice de la République

---

ordres de Brennus, ils trouvèrent les portes de la ville ouvertes, les rues libres et les sénateurs majestueusement assis sur leurs chaises curules.

« Les Français, conduits par Oudinot, trouvèrent les représentants du peuple, comme les antiques sénateurs, majestueusement assis dans la salle du Capitole.

« Les mêmes faits se renouvellent après des siècles dans la ville éternelle ; nos braves sont morts en Romains, comme leurs pères immortels; nos députés succomberont à leur poste, s'il le faut, comme les anciens sénateurs.

« Signe de vieille espérance, lumière que regardent tous les peuples italiens, le drapeau de la République flotte sur la tour du Capitole. La main d'un général républicain arrachera cette bannière, détruira en un jour les espérances de tant de siècles, il relèvera la pierre du tombeau où le peuple romain avait jeté la honte et les infamies du passé.

« Et cette violation ouverte du droit des gens, cette œuvre de..... s'est accomplie par la France !

« La France, qui a renversé trois trônes ; qui à la pointe de ses baïonnettes, a porté dans toute l'Europe l'idée de la révolution; la France, qui a proclamé la souveraineté des peuples, violera dans Rome ses propres principes. . . . . .

que le peuple vous avait chargés de protéger et de défendre jusqu'à la dernière extrémité; c'est avec une immense douleur dans l'âme que j'éprouve le besoin de vous le déclarer, pour qu'il ne reste aucun poids sur ma conscience et pour témoigner aux contemporains qui tous, quand vous avez rendu votre décret, ne désespéraient pas du salut de la patrie et de la puissance de notre drapeau.

« Vous avez reçu de Dieu et du peuple le double mandat de résister à outrance à la prépotence étrangère, et de sanctifier le principe incarné visiblement dans l'Assemblée, en prouvant au monde qu'il n'y a pas de pacte possible entre le juste et l'injuste, entre le droit éternel et la force brutale, et que les monarchies fondées sur l'égoïsme peuvent et doivent céder et capituler, mais que les républiques fondées sur le droit et sur la foi ne cèdent ni ne capitulent, mais qu'elles meurent en protestant.

« Vous aviez encore des éléments de force dans les braves de la milice qui combattaient pendant que vous rendiez le décret fatal; dans le peuple, qui demandait la bataille en frémissant; dans les barricades populaires, dans votre influence exercée sur les provinces. Ni peuple, ni milice n'ont demandé à se rendre; la ville était encore hérissée de barricades ordonnées par vous, comme un engagement solennel que Rome, une fois tous les moyens militaires épuisés, se défendrait populairement. Et cependant vous avez déclaré la défense *impossible*, et vous l'avez rendue telle en prononçant cette parole.

« Vous aviez déclaré que l'*Assemblée demeurait à son poste*. Mais le dernier poste de l'Assemblée était le dernier coin de terre italienne où pouvait être planté, ne fût-ce que pour un jour, le drapeau de la République; et vous, confinant l'exécution du mandat entre les murs du Capitole, vous étouffiez sous la lettre morte l'esprit même du décret.

« Vous saviez par l'enseignement de l'histoire et de la logique qu'aucune assemblée ne peut être libre un seul moment avec les baïonnettes ennemies à ses portes, et que la République n'existait plus le jour où un soldat français

pouvait mettre les pieds dans les murs de Rome. Par conséquent, en décrétant que l'Assemblée de la République resterait à Rome, vous décrétiez en même temps et inévitablement la mort de la République et de l'Assemblée.

« En décrétant que l'armée républicaine sortirait de Rome sans nom, sans gouvernement, sans la représentation légale de la République, vous décrétiez à votre insu, la première cause de dissolution entre ceux qui avaient été si redoutables par leur union, la dissolution d'une force sur laquelle reposaient les plus chères espérances de l'Italie. L'armée, sans Assemblée, était condamnée à mourir d'anarchie et par les plus tristes nécessités matérielles. L'Assemblée, sans armée, devait nécessairement mourir d'impuissance, de violence, de couardise.

« Vous deviez décréter l'impossibilité de tout contact, en dehors de la guerre, entre les hommes appelés à représenter la République et les hommes venus pour la détruire; vous deviez vous rappeler que Rome était, non une ville, mais l'Italie, le symbole de la pensée italienne; que Rome n'était pas dans Rome seulement, mais partout où des âmes romaines, sanctifiées par la pensée italienne, étaient réunies pour combattre et souffrir pour l'honneur de l'Italie; que la terre italienne s'étendait autour de nous; vous deviez transporter gouvernement, Assemblée, tous les éléments de la pensée italienne, le peuple armé, au sein de l'armée, portant ainsi partout le palladium de la foi et de la mission de Rome.

« Pour soutenir vos espérances, vous aviez les souvenirs antiques et l'exemple récent de la Hongrie. Et quand même vous n'auriez eu aucun exemple pour vous soutenir, vous, devenus les apôtres de la troisième vie de l'Italie, vous deviez être les premiers à donner à l'Europe le spectacle d'une constance indomptable. Ces choses vous ont été dites; vous n'en avez pas tenu compte, et moi, représentant du peuple, je proteste solennellement devant vous, devant le peuple et devant Dieu, contre votre refus et les conséquences immédiates qu'il a eues.

« Rome est destinée par la Providence à accomplir de

grandes choses pour le salut de l'Italie et du monde. La défense de Rome a commencé ces grandes choses et a écrit les premières lignes d'un immense poëme qui s'accomplira quoi qu'il arrive. L'histoire tiendra compte de l'initiative et de la part que vous tous, généreux d'intention, vous y avez prise; mais elle dira aussi, et je gémis en l'écrivant, qu'au moment suprême où vous deviez vous montrer plus grands que les événements, vous avez failli à votre mission et trahi, sans le vouloir, la pensée italienne de Rome.

« Puisse l'avenir nous trouver unis pour racheter cette faute.

« Rome, 2 juillet 1849.

« Giuseppe Mazzini,
« Représentant du peuple. »

Pendant que le général Oudinot faisait dans Rome son entrée *triomphale* (1), Mazzini s'éloignait de la ville éternelle

---

(1) Une correspondance du 4 juillet adressée à l'*Avenire* de Florence rend ainsi compte de l'entrée des Français à Rome :

« Hier, à quatre heures après-midi, les troupes françaises sont entrées dans Rome. Le général Oudinot était entouré de son état-major. L'accueil qu'il a reçu a dû lui paraître peu flatteur. Tous les magasins, sans exception, étaient fermés, toutes les fenêtres étaient désertes. La foule était grande dans les rues où les vainqueurs ont été salués par des sifflets et par les cris bruyants de *Mort au cardinal Oudinot! A bas Pie IX et les soldats du pape! Vive la République!*

« Pendant ce temps, le peuple qui, depuis huit mois, n'avait pas remué un poignard, tuait deux ou trois prêtres qui s'étaient placés dans les rangs des Français et qui avaient eu l'imprudence de crier qu'ils étaient nos libérateurs. Quatre ou cinq personnes ont eu le même sort pour avoir osé parler avec des Français. Ceux-ci ne trouvent personne qui veuille leur donner un renseignement, leur indiquer une rue, et, s'ils entrent dans un café ou un restaurant, l'établissement devient immédiatement désert. »

Le *Moniteur romain* publia un dernier numéro le 3 juillet. Voici les réflexions que, dans son dernier article, il confie aux méditations de ses compatriotes, en attendant le jugement de la postérité :

« Les Français commencent à entrer dans la ville éternelle! Où est donc cette majorité qui les attendait comme libérateurs? Où sont les Romains opprimés qui désiraient être délivrés de la faction qui les tyrannisait? Où sont les factieux? La réponse à toutes ces questions se trouve

pour prendre le chemin de l'exil. Suivons ses pas glorieux. L'âme de Rome et de la patrie italienne sont avec lui.

Ce grand épisode de la République romaine met bien en relief le noble caractère de Mazzini, qui, depuis son élection au triumvirat, le 29 mars, jusqu'à son départ de Rome, le 2 juillet, ne s'est pas démenti un instant. Il a su rester toujours à la hauteur des événements, sans avoir un seul instant de faiblesse ni d'hésitation, se roidissant contre les difficultés, grandissant avec les obstacles, soutenant de sa parole tous les courages, donnant l'exemple par ses actions, et se tenant au milieu de cette lutte de géant, comme le génie de la dernière république romaine.

---

dans l'attitude digne du peuple romain, qui n'a pas perdu, qui ne perdra jamais l'imposante majesté de son antique nom.

« Les Français entrent comme *étrangers*; ils sont et seront toujours regardés comme des *étrangers*. Les citoyens de l'Italie comptaient trop sur la France; ils n'auraient jamais pu soupçonner que les fils de la France pussent venir occuper et détruire la ville des grands monuments; les citoyens de Rome ne peuvent voir dans les Français que des *étrangers*.

« Par quels traités les bataillons de la France entrent-ils dans les murs de Rome? Rome ne pactise pas; elle a opposé toute la résistance possible; elle aurait pu s'ensevelir sous ses ruines, elle aurait pu faire le sacrifice, non pas seulement de la vie de ses braves, mais aussi de la patrie des monuments, des palais, des églises, de tout; mais qui pouvait oser détruire la ville des siècles? Ce n'était pas des Romains, mais des Français qui pouvaient bombarder Rome. L'armée française entre sans conditions; que fera-t-elle à l'ombre des saints principes de liberté, d'égalité et de fraternité? L'histoire le dira.

« L'Assemblée nationale a promulgué la constitution de la République romaine. Si la main de la France ose briser la table de notre loi, le souvenir d'un si grand attentat sera éternel. Les représentants de la République ne peuvent pas être arrachés à leur poste, ils sont irrévocables comme le principe du droit des peuples.

« Romains! au jour de la victoire, on vous a dit : vous êtes grands; au jour de l'infortune, souvenez-vous de vous-mêmes, vous serez grands et respectés. Ayez confiance dans le saint droit du peuple; la cause de la République, comme celle de la justice éternelle, ne périt pas, elle ne peut pas périr.

« Romains, vous avez montré aux étrangers quelle est la force de votre volonté, lorsque, au milieu des horreurs de la lutte, vous avez, unis aux martyrs de la liberté, crié toujours : *Vive la République!*

« Et la République romaine ne périra jamais. »

Suivons le noble exilé sur la terre étrangère. Vaincu dans une lutte qui loin de l'abattre l'avait fortifié et grandi, il franchit les portes de la Ville éternelle, emportant avec lui ses immortelles doctrines que le feu avait épurées comme il épure l'or véritable.

Un mois ne s'était pas écoulé que sa voix toute-puissante retentissait de nouveau aux oreilles des Romains pour leur rappeler qu'ils devaient poursuivre leur œuvre malgré leur défaite apparente.

« Au nom de Dieu et du peuple,

« Romains, la force brutale a soumis notre ville, mais elle n'a ni changé ni épuisé vos droits. La République romaine vit éternelle, inviolable, dans le suffrage des hommes libres qui l'ont proclamée, dans l'adhésion spontanée de tous les éléments de l'État, dans la foi des peuples qui ont admiré notre longue défense, dans le sang des martyrs qui sont tombés sous nos murs pour elle. Que les envahisseurs trahissent à leur aise leurs promesses solennelles, Dieu ne trahit pas les siennes! Soyez constants et fidèles pendant l'épreuve à laquelle il veut vous soumettre pour quelques jours; ne perdez pas confiance en l'avenir. Les jours de violence durent peu, et le triomphe d'un peuple qui expire, qui combat et qui souffre pour la justice et pour la sainte liberté est infaillible.

« Vous avez donné une preuve éclatante de courage militaire; sachez en donner une de courage civil.

« Par tout ce que vous avez de sacré, citoyens, préservez-vous des Français insensés et du bas égoïsme! Que la séparation entre vous et vos envahisseurs reste toujours visible aux yeux du monde. Que Rome soit leur camp et non leur ville. Flétrissez du nom de traître à Rome quiconque, transigeant avec sa conscience, passe dans le camp ennemi.

« Les nécessités européennes ne permettent pas que Rome soit conquise par les Français ou par d'autres. Maintenez à l'occupation son caractère de conquête; isolez l'ennemi, l'Europe lèvera pour vous sa main puissante. En

attendant, personne ne peut vous contester la pacifique expression de vos vœux. Cette expression, organisez-la publiquement.

« Que chaque municipalité fasse, avec un accent de ferme tranquillité, « la déclaration qu'elle a volontaire-« ment adhéré à la forme républicaine et à l'abolition du « gouvernement temporel du pape, et qu'elle regarde « comme illégal tout gouvernement qui s'établit sans l'ap-« probation librement exprimée du peuple. » Et puis, s'il le faut, qu'elle se dissolve.

« Que de chaque quartier, de chaque ville, de chaque province, il sorte des listes couvertes de millions de signatures proclamant la même croyance, invoquant le même droit... Que dans les rues, dans les théâtres, dans tous les lieux de réunion, il n'y ait qu'un cri : *A bas le gouvernement des prêtres!... Le vote libre!...* Et après cet unique cri, qu'on se retire.

« Que le jour où les emblèmes du gouvernement pontifical seront relevés, tous ceux qui ont prêté serment à la République se démettent de leurs emplois. On n'emprisonne pas par milliers, on ne force pas les hommes à s'avilir. Et vous vous aviliriez, ô Romains, vous vous aviliriez pour toujours si, après avoir déclaré une fois à l'Europe que vous vouliez être libres, après avoir, pour le devenir, combattu et perdu les meilleurs d'entre nous, vous rentriez dans la condition d'esclaves et pactisiez avec la défaite.

« Vos pères, ô Romains, furent grands, non pas seulement parce qu'ils surent vaincre, mais parce qu'ils ne se découragèrent jamais dans l'adversité.

« Au nom de Dieu et du peuple, soyez grands comme vos pères. Aujourd'hui, comme alors, plus qu'alors, vous avez l'honneur italien à sauvegarder.

« Votre Assemblée n'est pas dissoute, elle est dispersée. Vos triumvirs, dont l'action politique a été suspendue par la force, choisiront pour la convoquer le moment opportun.

« Pour le triumvirat, « MAZZINI. »

Les Romains entendirent la voix de Mazzini, et les Français demeurèrent isolés au milieu de cette population vaincue, mais non domptée. Sombre et énergique protestation.

Pour faire sentir plus vivement encore aux Français l'acte odieux qu'ils venaient de perpétrer, fait unique dans l'histoire, Mazzini, le 13 août, répandit dans toute la Péninsule un *appel national*, dans lequel il engageait les Romains à ne plus consommer aucune espèce de produits français.

Dans cet *appel* Mazzini disait :

« Citoyens,

« Vos frères de la Lombardie, de cette terre où l'abstention du cigare fut, en 1848, le prélude de l'insurrection et de la victoire, ont poussé ce cri : *Italiens, abstenez-vous des produits de France !*

« Que ce cri, déjà bien accueilli en d'autres provinces de l'Italie, trouve chez vous, citoyens romains, un écho puissant et unanime. Qu'il soit la déclaration solennelle que tout lien moral, matériel et économique est rompu entre les envahisseurs et les opprimés, jusqu'à la résurrection de la commune liberté.

« Repoussez inexorablement les produits manufacturés, les vins, les livres, tout ce qui vient de France.

« Supprimez toutes relations commerciales, et aux agents qui vous offriront des marchandises françaises, montrez la tombe de vos martyrs républicains, et dites-leur : « Vos « marchandises ont une odeur de sang; elles viennent de « cette terre d'où sont venus et les canons qui ont tué nos « amis et les bourreaux de notre République. »

« La France, corrompue par l'égoïsme et les cupidités matérielles, est devenue une boutique. Quand la nouvelle s'est répandue, à travers les cadavres de nos frères, que le drapeau français avait remplacé, au nom du pape-roi, le drapeau de la République, les fonds français ont monté.

« Frappez les spéculateurs dans leurs intérêts ; prouvez-leur qu'un crime rapporte toujours, à qui le commet, in-

famie et misère en même temps — foi et constance.—Dieu mûrit vite la destinée des contempteurs du droit.

« Pour le triumvirat,
« MAZZINI.

« Août, 1849. »

Le projet de Mazzini portait l'empreinte d'une grave idée nationale; il tendait à inculquer aux Italiens le sentiment de la dignité nationale qui devrait les stimuler pour devenir en mesure, en développant leur industrie et leur agriculture, de se suffire à eux-mêmes.

Rome, qui avait joui de la plus parfaite tranquillité pendant tout le temps du siége, Rome qui vivait tranquille sous la protection des Triumvirs qui possédaient toute sa confiance et qui maintinrent si haut le noble drapeau de la République, Rome l'infortunée se vit réduite à l'état le plus pitoyable après l'entrée des troupes de la France républicaine.

D'un côté elle eut à supporter le fardeau d'une occupation étrangère, de l'autre elle dut assister aux vengeances du *Triumvirat rouge*.

C'est ainsi qu'on ne tarda pas à désigner la commission des trois cardinaux, Altieri, Sermattei de la Genga et Vannicelli Casoni auxquels le pape confia en son absence le gouvernement des États romains avec pleins pouvoirs d'emprisonner, de proscrire et de confisquer.

En présence de la réaction triomphante à Rome et dans tous les États papalins et malgré l'opposition des cardinaux du *Triumvirat rouge*, l'autorité française fit publier la fameuse lettre du président de la République, au lieutenant-colonel Edgard Ney, lettre qui, dit M. Riccardi, « excita à « la cour de Gaète un dépit qui, pour être resté secret, « n'en fut pas moins profond. »

Mazzini, les yeux tristement fixés sur les misères de Rome, sentait son cœur bondir d'indignation à la vue des odieuses persécutions auxquelles ses frères étaient en but : une fois encore il protesta contre le renversement du gou-

vernement romain dans un manifeste, dont les nobles accents retentirent dans toute l'Europe. Voici ce manifeste.

La terreur règne maintenant à Rome; les prisons regorgent d'hommes qui ont été arrêtés et détenus sans jugement; cinquante prêtres sont confinés dans le château Saint-Ange; leur crime est d'avoir rendu des services dans nos hôpitaux; les citoyens les mieux connus pour leur modération sont exilés; l'armée est presque entièrement dissoute, la ville désarmée, et les « factieux » ont été expulsés jusqu'au dernier. Et cependant la France n'ose pas consulter d'une manière légale la volonté des populations, mais rétablit l'autorité papale par un décret militaire.

Je ne crois pas que, depuis le démembrement de la Pologne, on ait commis une injustice plus atroce, une plus énorme violation du droit éternel implanté par Dieu chez les peuples, le droit d'apprécier et de définir eux-mêmes leur propre existence, et de se gouverner selon leur propre appréciation de ce droit. Et je ne puis croire qu'il soit bon pour l'Europe que de telles choses puissent être accomplies aux yeux du monde, sans qu'une seule nation surgisse de son immobilité pour protester au nom de la justice éternelle.

C'est couronner la force brutale là où Dieu seul devait régner par le pouvoir de la raison; c'est substituer l'épée et le poignard à la loi; c'est décréter une guerre féroce, sans limites de temps ou de moyen, entre les oppresseurs rendus défiants par leurs craintes et les opprimés qui son abandonnés aux instincts de la réaction et de l'isolement. Que l'Europe y songe sérieusement. Car, si la lumière de la morale humaine s'obscurcit encore un peu, il sortira de ces ténèbres une lutte qui fera trembler d'épouvante ceux qui viendront après nous.

La balance du pouvoir est détruite en Europe. Ce pouvoir consistait autrefois dans l'appui que les grandes puissances donnaient aux Etats inférieurs : ceux-ci sont maintenant délaissés. La France en Italie, la Russie en Hongrie, la Prusse en Allemagne, pour aller peut-être en Suisse un peu plus tard : telles sont maintenant les puissances souveraines du continent. On a de la sorte annulé l'Angleterre. Le *celsa sedet Æolus arce*, que Canning aimait tant à citer pour exprimer les fonctions modératrices qu'il voulait réserver à son pays, est à présent une phrase dénuée de sens. Que vos prédicateurs de théorie des intérêts matériels, que vos spéculateurs ne s'abusent point : l'histoire est là pour leur apprendre que l'influence politique et l'influence commerciale sont étroitement liées entre elles. Les sympathies politiques tiennent la clef des marchés; le tarif de la République romaine sera pour vous, si vous l'étudiez, une déclaration de sympathie pour l'Angleterre, déclaration à laquelle votre gouvernement n'a pas cru nécessaire de répondre.

Et cependant, au-dessus de la question de droit, au-dessus de la question d'intérêt politique qui, l'une et l'autre, étaient de nature à exciter dès l'origine l'attention de l'Angleterre, il y a, comme je l'ai dit, une autre question d'un ordre et d'une importance bien différents qui s'agite actuellement à Rome et qui auraient dû éveiller tous ceux qui croient au

principe vital de la réformation religieuse : le principe de la liberté de conscience. La question religieuse, qui couve à la racine de toutes les questions politiques, s'est montrée là, grande et visible, dans toute son importance européenne. L'abolition du pouvoir temporel entraînait aussi, pour tous ceux qui comprenaient le secret de l'autorité papale, l'émancipation des esprits soumis à l'autorité spirituelle.

Le principe de liberté et de libre assentiment, élevé par l'Assemblée constituante à l'état de droit existant et agissant, tendait à la destruction rapide du dogme absolutiste qui, de Rome, menace plus que jamais d'enchaîner l'univers.

La haute aristocratie du clergé catholique romain connaît bien l'impossibilité de retenir l'âme dans les ténèbres, au milieu de la lumière inondant l'intelligence des hommes. C'est pour cela qu'ils ont conduit leur pape à Gaëte, c'est pour cela qu'ils refusent toute concession.

Ils savent que la moindre concession leur serait fatale et qu'ils doivent rentrer à Rome en conquérants ou n'y plus rentrer jamais. Et, de même que l'aristocratie cléricale a senti l'*inséparabilité* des deux pouvoirs, le gouvernement français, dans la voie réactionnaire où il est à présent engagé, a compris que la clef de voûte du despotisme est à Rome, que la ruine de l'autorité spirituelle du moyen âge était la ruine de ses propres projets, et que le seul moyen de s'assurer quelques années d'existence, c'était de se construire une domination temporelle.

L'Angleterre n'a rien compris à cela. Elle n'a pas compris ce qu'il y avait de sublime et de prophétique dans cette protestation en faveur de la liberté humaine, sortant du cœur même de Rome, en face du Vatican. Elle n'a pas senti que la lutte romaine devait trancher le nœud gordien de la servitude morale à laquelle, longtemps et en vain, elle a opposé ses sociétés bibliques, ses alliances chrétiennes et évangéliques.

Elle n'a pas compris que, si elle avait tendu seulement une main fraternelle aux Romains, une carrière immense allait s'ouvrir pour l'esprit humain. Elle n'a pas compris qu'un seul mot énergique : « *Liberté pour la liberté de l'esprit,* » opposé au langage hypocrite du gouvernement français, aurait suffi pour inaugurer l'ère d'une nouvelle politique religieuse et pour conquérir un ascendant décisif sur le continent.

Vous me répondez que l'Angleterre commence à comprendre ces choses. J'en doute. L'indifférence politique et religieuse me semble avoir pris racine au milieu de vous, pour n'être vaincue que par les crises intérieures, devenues de plus en plus inévitables. Mais, s'il est vrai que la lutte inégale soutenue pendant deux mois à Rome ait porté ses fruits ;— s'il est vrai que vous commenciez à comprendre tout ce qu'il y a de brutal dans la ligue de quatre puissances contre le réveil de l'éternelle cité ; tout ce qu'il y a de grand et de fécond pour l'humanité dans ce cri de patrie et de liberté sortant des ruines de la capitale, tout ce qu'il y a de noble, de généreux, de profitable pour l'Angleterre, à répondre à ce cri, comme celui d'une sœur à qui l'on doit une dette de gratitude, vous pouvez encore nous rendre de grands services.

Vous pouvez consoler et c'est ce que vous avez toujours fait, l'exil de

nos combattants, que le gouvernement français arrache et expulse de leurs foyers, — pauvres âmes trompées qui, au milieu des plus dures nécessités matérielles, et dans le désespoir, rêvaient à la fraternité de la France! Vous pouvez sauver pour nous ces esprits, en les préservant des attaques, du doute et d'une réaction sans mesure. Vous pouvez, par votre presse, par la voix de vos meetings, imprimer sur le front de la République française la marque de Caïn; sur le front de Rome l'auréole de gloire et de martyre qui contient la promesse de la victoire. — Vous pouvez donner à l'Europe la conviction que l'Italie se régénère, et à l'Italie une foi plus vive encore en elle-même. Vous pouvez faire plus.

La question romaine est loin d'être résolue. La France se trouve placée entre la nécessité de donner jour à une insurrection nouvelle, et la nécessité de prolonger indéfiniment une occupation armée, en changeant son intervention en conquête. Assemblez-vous, associez-vous, organisez une agitation politique pour l'indépendance politique et religieuse des peuples; et dites à votre gouvernement que l'honneur, le devoir et l'avenir de l'Angleterre exigent que son pavillon ne flotte pas oisivement dans une immobilité athéiste, au milieu des violations incessantes du principe qu'il représente; que la France n'a pas le droit de disposer à son gré des Etats romains; que la volonté du peuple romain devrait être exprimée et qu'elle ne peut être exprimée librement, tandis que quatre armées ennemies sont campées sur son territoire.

Sommez la France de remplir ses engagements. Nous ne saurions admettre, — nous, les élus du peuple, — que le peuple romain soit appelé à exprimer une seconde fois ce qu'il a déjà déclaré pacifiquement, complétement, et avec la plus entière liberté.

Nous ne pouvons commettre un suicide en attentant à nos droits les plus sacrés. Mais puisque la violence a annihilé les conséquences de l'exercice de ces droits, c'est à vous de rappeler à la France ses engagements, et de lui dire : « Tout ce que vous êtes sur le point de faire est nul et illégal, si la volonté du peuple n'est pas consultée. »

Et si votre gouvernement reste muet, — si la France poursuit sa carrière de violences, alors il appartient à vous, le peuple, à vous hommes de justice et de liberté, de nous aider dans la lutte. Avec ou sans le secours des peuples, nous recommencerons cette lutte. Nous ne pouvons pas, nous ne voulons pas sacrifier notre avenir et les destinées auxquelles nous sommes appelés par Dieu, aux caprices de l'égoïsme et de la force aveugle.

Mais le concours des peuples peut nous épargner bien des sacrifices sanglants, bien des violences réactionnaires, que nous, hommes d'ordre et de paix, nous sommes forcés d'éviter, mais que, dans l'impuissance de l'exil, nous pouvons être impuissants à prévenir.

JOSEPH MAZZINI.

Mazzini ne laissait échapper aucune occasion d'élever la voix; sa vigilance s'exerçait sur tout et sur tous.

Les deux discours de MM. de Tocqueville et de Falloux prononcés à l'Assemblée nationale législative dans les séances du 6 et du 7 août, lors des interpellations de M. Arnaud (de l'Ariége) sur l'expédition de Rome, lui procurèrent encore un motif de publier une lettre adressée aux deux orateurs du gouvernement de la République française. Cette lettre parut dans le *Daily News* du 22 septembre 1849:

Messieurs, leur dit Mazzini, si, dans les discours que vous avez prononcé à l'Assemblée nationale, les 6 et 7 août, vous vous étiez bornés à me calomnier, je me serais tu. Je n'ai jamais dans ma vie éprouvé que de l'indifférence pour la calomnie et du mépris pour les calomniateurs. Mais vous avez calomnié toute une révolution, sainte dans son droit, et pure de tout excès; tout un peuple bon, brave, remarquable par son attachement à l'ordre, son aptitude à la discipline, cet héritage de ses ancêtres.

Vous avez, pour servir vos projets, vous, hommes d'étude, de calme philosophie, répété à la tribune les lieux communs d'*anarchie*, de *faction étrangère* et de *terreur*, avec lesquels des journalistes payés pour préparer la voie à une inique expédition, ont pendant deux mois entretenu l'esprit public. Vous avez sciemment, avec le sourire de l'ironie sur les lèvres, lancé les calomnies de la réaction à ceux qui étaient morts pour leur pays.

Il faut pour l'honneur de l'humanité que quelqu'un proteste. Il faut, non pour vous, non pour la majorité parlementaire, qui sous l'influence de l'égoïsme et de la force brutale a perdu....., mais pour ceux qui, parmi vous pleurent, comme nous pleurons, sur leur liberté perdue et sur l'avenir de la France, que la voix d'un honnête homme se fasse entendre et qu'elle vous dise: « Messieurs, votre éloquence est un artifice, votre parole une « hypocrisie; à travers toutes vos déclamations, vous n'avez rien fait que « mentir à la France et à l'Europe. S'il y a quelque chose de plus vil « que le bourreau, c'est son valet, qui souffleta les joues pâles de Char« lotte Corday. »

Je viens donc protester au nom de Rome. Je connais des hommes qui, pour l'honneur de la France, devraient faire ce que je fais: ce sont les employés de votre chancellerie à Rome (1), que j'ai vu rougir de la conduite de leur gouvernement et qui m'ont remercié de la protection dont je les ai couverts et de l'admirable conduite du peuple romain; mais ils craignent de perdre leur place. J'en connais d'autres, ceux là sont des nôtres qui, à Rome même, en face de la vengeance sacerdotale, protesteraient volontiers contre vos calomnies; mais votre administration prévoyante les a privés du seul moyen de protestation en supprimant tous les journaux, excepté votre propre journal (2).

(1) MM. de Gérando, Larue, Astier, etc.
(2) Le *Journal de Rome*.

Rome était sans souverain; le Pape avait fui et s'était réfugié à Gaète; une commission de gouvernement qu'il avait nommée avait refusé d'entrer en fonctions; deux députations, envoyées l'une après l'autre pour supplier Pie IX de rentrer, avaient été repoussées; il fallait en finir avec un état de choses qui menait inévitablement à l'anarchie et à la guerre civile. Ce fut à une heure du matin, le 9 février, que la chute du pouvoir temporel et, comme conséquence, l'inauguration de la République, furent proclamées. Par qui? Par l'Assemblée constituante des États romains. De quelle manière cette Assemblée avait-elle été élue? Par le suffrage universel. Y avait-il eu, je ne dis pas terreur, mais la plus petite agitation, une influence illégitime? Non. Tout s'était passé avec ordre, tranquillité, sans corruption, sans menaces.

Y eût-il une imposante majorité? Sur 144 membres présents, *onze* voix se déclarèrent contre la proclamation de la République, comme inopportune, *cinq* contre l'abolition du pouvoir temporel. Combien parmi ceux que vous stigmatisez maintenant comme étrangers se trouvait-il d'Italiens nés hors des États romains et siégeant alors sur les bancs de l'assemblée? *Deux :* Garibaldi et le général Ferari. Je me trompe : Garibaldi était déjà parti pour Rieti. Ce ne fut que quelque temps après que Salicetti, Cernuschi, Cannonieri, Dall' Ougaro et moi, fûmes élus. De quelle façon la double proclamation fut-elle reçue par la population?

Y eut-il dans toute l'étendue du territoire romain une seule tentative de résistance, une seule marque de dissentiment, une simple protestation en faveur du pouvoir déchu? Non, pas une seule. Quelques carabiniers des frontières de Naples désertèrent, se croyant sans doute compromis par les arrestations qu'ils avaient été forcés d'opérer du temps de Grégoire XVI, et ce fut tout. Les villes et les campagnes accueillirent la République avec une égale joie. Les municipalités établies sous le régime papal envoyèrent leur adhésion, renouvelée depuis par les municipalités élues le 11 mai par le suffrage universel.

Pie IX a encore quelques amis personnels. Le gouvernement papal ne peut pas se vanter d'en avoir un seul. Après l'affaire du 30 avril, quand le gouvernement, à la veille de la quadruple invasion, fut obligé de concentrer ses forces, et qu'il n'avait plus sur les provinces qu'une influence morale, au milieu de la crise financière et malgré les efforts de quelques rares réactionnaires, les municipalités, cet élément conservateur de l'Etat, renouvelèrent leur témoignage d'adhésion spontanée à la République. Bologne, Ancône, Peruse, Civita-Vecchia, Ferrare, Cesène, Fano, Faenza, Forli, Foligno, Macerata, Narni, Pesaro, Orvieto, Ravenne, Rieti, Viterbe, Spoleto, Urbin, Terni; deux cent trente-six municipalités envoyèrent des adresses, déclarant au nom des populations que l'abolition du pouvoir temporel et l'existence de la République formaient à l'avenir la double condition de vie pour les États romains.

L'Assemblée constituante, composée de cent cinquante membres, l'élite du pays par les instincts du cœur, sinon par la force de l'intelligence, et dont sept membres seulement n'appartenaient pas aux Etats romains, a siégé sans interruption jusqu'au moment où, violant le devoir et les pro

messes de la France, la force brutale l'a dissoute. Elle a décrété ou sanctionné tout ce qui s'est fait depuis le 9 février jusqu'au 2 juillet.

Et par qui a-t-elle gouverné? D'abord par un comité exécutif composé de deux Romains, Armellini et Montecchi, et d'un Napolitain, Salicetti; ensuite par un Triumvirat dans les mêmes proportions. Mais, au-dessous du pouvoir exécutif, tout ce qui personnifiait et vivifiait le principe du gouvernement, tout ce qui représentait le pays dans l'administration des emplois, dans les affaires de l'Etat, était purement romain.

Le président du conseil pour le comité exécutif, Muzarelli; le ministre de grâces et justice, Lazzarini; celui des affaires étrangères, Rusconi; les ministres de l'intérieur, Saffi et Mayr; ceux des finances, Guiccioli et Manzoni; ceux des travaux publics, Sterbini et Montecchi; ceux de la guerre, Campello et Calandrelli, appartiennent tous aux Etats romains.

La police ut tenue successivement par Mariani, Meucci, Meloni, Galvagni, tous du pays. C'est à un Romain, Sturbinetti, depuis général de la garde nationale, que fut confiée l'instruction publique; à des Romains qu'échurent la direction de la dette publique, celle des travaux statistiques, la présidence du tribunal suprême, le secrétariat du gouvernement, la direction des hôpitaux, la monnaie. Ce fut sous une commission composée de sept membres : Sturbinetti, Piacentini, Salvatti, Meucci, Allocatelli, Spada, Castellani, tous Romains, que fut placée la haute surveillance sur toutes les demandes d'emplois.

Pas un seul président, pas un seul employé du gouvernement dans les provinces qui ne fût né dans les États romains. Parmi les officiers supérieurs, successivement employés depuis le premier jusqu'au dernier jour de la République, je n'en trouve que deux qui ne fussent pas nés Romains, Avezzena, ministre de la guerre, et Branbilla, membre du comité des finances; les deux collègues de ce dernier, Valentini et Costabili, appartenaient à l'État. — Et l'armée?

La petite armée républicaine concentrée, lors du siége, à Rome, comptait le 1er de ligne, colonel de Pasqualis; le 2e de ligne, colonel Caucci-Molara; le 3e, colonel Moschetti, tous les trois nationaux romains, officiers et soldats. Elle comptait deux régiments légers, le premier commandé par Masi, celui-là même que M. de Corcelles, dans la dépêche du 12 juin, voudrait faire passer pour *étranger*, Romain dans sa totalité; le deuxième commandé par Pasi, de même. Elle comptait la légion romaine, commandée par Galetti; les tirailleurs, commandés par Mellara, mort par suite de ses blessures, tous Romains; le petit corps de Reducci, romain; le bataillon Bignami, romain; le régiment de l'Union, romain; le corps des carabiniers, général Galetti, romain; les dragons, romains; le corps du génie, romain; l'artillerie, romaine.

Tous les chefs que je viens de nommer, les colonels Pinna, Amédée, Berti-Pichat, le général en chef Roselli, les chefs de l'intendance, Gaggioti, d'abord, puis Salvati, les principaux employés au ministère de la guerre, tous sortant des entrailles du pays, représentant l'élément indigène.

Où étaient donc les *étrangers?* — Garibaldi et sa légion, 800 hommes. — Arcioni et sa légion d'émigrés, 300 hommes. — Manara, — mort pour la liberté,—et ses tirailleurs lombards, 500 hommes. — 200 Polonais.— La légion étrangère, 100 hommes. — La poignée de braves qui défendit le Vascello, sous les ordres de Médici. — Sept à huit officiers d'état-major :

Voilà tout : deux mille hommes au plus; moins que cela, car le corps d'Arcioni contenait un tiers au moins de soldats tirés des provinces romaines; car le noyau de cavalerie faisant partie de la légion Garibaldi et commandée par le Bolonais Masina, mort en combattant, se composait dans sa presque totalité d'indigènes; car plus de la moitié de l'infanterie de Garibaldi appartenait au pays.

De 1,400 à 1,500 hommes, c'est là le nombre des étrangers qui concoururent à la défense de Rome; de 1,400 à 1,500 hommes sur un ensemble de 14,000 hommes, jeune armée sans expérience, sans tradition, improvisée sous le feu, qui tinrent, pendant deux mois, en échec 30,000 soldats de France.

Vous saviez cela, messieurs, ou du moins vous avez pu le savoir, et par conséquent vous l'avez su, et cependant vous avez honteusement, devant l'Assemblée, porté le nombre des étrangers à 20,000 comme une preuve que, après tout, ce n'était pas l'idée romaine que vous avez essayé d'étouffer dans le sang; et c'est sur ce chiffre de votre invention que reposent vos principaux arguments.

*Étrangers!* je demande pardon à mon pays d'avoir écrit ce mot après vous dans ma lettre. Quoi! les Lombards, les Toscans, les Italiens étrangers à Rome! Et c'est par vous, Français, qui, en rétablissant le trône pontifical, vous êtes appuyés sur les Autrichiens et les Espagnols, que ce reproche nous est adressé! Une année auparavant, nos provinces envoyèrent l'élite des jeunes gens se battre dans les plaines de la Lombardie comme à un rendez-vous d'honneur; et je ne sache pas que Radetzki, dans ses proclamations, les ait jamais appelés étrangers, le déni absolu de nationalité italienne était réservé au neveu de celui qui, à Sainte-Hélène, s'exprimait ainsi : « L'unité de mœurs, de langage et de littérature, « prouve que l'Italie est destinée à ne former qu'une seule nation. »

L'accusation de violence et de terreur dirigée contre le gouvernement républicain a reçu déjà un démenti solennel par les faits qui ont marqué notre défense. L'enthousiasme armé de tout un peuple ne se commande pas par la terreur, et vous êtes forcés, messieurs, ou de calomnier la valeur de l'armée française, ou bien de reconnaître la fausseté de vos propres déclarations; de déclarer qu'un *petit nombre* de factieux ont été capables, non-seulement de faire violence à une population de 160,000 âmes, mais en même temps de tenir tête à votre armée et de la repousser souvent; ou bien pour éviter le reproche d'imbécillité et de couardise, d'avouer que le gouvernement, le peuple, la garde nationale et l'armée de Rome étaient unis comme des frères dans une idée commune de liberté et de résistance aux ennemis de la République. Il est nécessaire de bien établir le fait afin que, du moins, vous ne puissiez plus répéter

cette absurde accusation sans que d'autres soient en mesure de vous répondre : *C'est un mensonge prémédité.*

Laissons de côté l'assassinat de Rossi, dont on a si souvent et si hypocritement parlé. La République, inaugurée le 9 février 1849, n'a pas à se justifier d'un fait arrivé le 16 novembre 1848, lorsque le parti princier, les modérés, les partisans de Charles-Albert étaient maîtres du terrain, et qu'ils exilaient ou condamnaient les républicains au silence. Personne, en Italie, n'accuse vos révolutions d'avoir un point de départ dans l'assassinat, parce que le duc de Berry est tombé sous le poignard et que cinq à six tentatives de régicide ont eu lieu à Paris pendant l'espace de deux ans.

Pendant près de cinq mois qu'a duré le gouvernement républicain, pouvez-vous, messieurs, citer une seule condamnation à mort pour crime politique? un seul exil fondé sur des motifs politiques? un seul tribunal exceptionnel établi à Rome pour juger des crimes politiques? un seul journal suspendu par ordre du gouvernement? un seul décret destiné à restreindre la liberté de la presse, antérieurement au siége de la ville? S'il en existe un seul, citez-le; citez les lois sorties d'un système de terreur. Désignez les bandes féroces dont vous parlez; citez les victimes ou bien résignez-vous à être flétris de l'épithète de menteurs.

« Le drapeau républicain laissé dans Rome par les représentants du « peuple, disions-nous dans une de nos déclarations, ne représente point « le triomphe d'une fraction de citoyens sur une autre; il représente un « triomphe commun, une victoire remportée par une quantité de citoyens, « consentie par l'immense majorité du principe du bien sur celui du mal, « du droit commun sur celui de l'arbitraire de quelques personnes, de la « sainte égalité, que Dieu imposait à tous les hommes, sur les priviléges « et sur le despotisme. Nous ne pouvons être républicains sans être ou sans « nous montrer meilleurs que les pouvoirs renversés!... Nous ne sommes « point le gouvernement d'un parti, mais le gouvernement de la nation... « Ni intolérance, ni faiblesse, la république est énergique et conciliante. « Le gouvernement de la république est fort; donc il ne craint point. »

Dans ces lignes était contenu le programme républicain, et il n'a jamais été violé comme les vôtres, ministres de France, par les hommes qui, parmi nous, ont administré la république.

Nous étions forts, forts de l'affection des honnêtes gens, — et les hommes du mal sont très-rares parmi nous; — forts de l'adhésion de nos concitoyens, bien autrement que vous ne l'êtes, messieurs. Nous n'avions pas besoin, pour nous soutenir, d'imposer à la capitale l'état de siége, de dissoudre les gardes nationales, de remplir les prisons, d'y jeter pêle-mêle avec les autres les représentants du peuple, de condamner à la déportation des centaines d'ouvriers, de nous entourer de soldats et de canons pour comprimer le reste de la population. Notre capitale était contente, je pense, malgré le poids des sacrifices qu'impose tout changement dans l'Etat, tranquille, calme, lorsque la présence de votre armée sous nos murs aurait provoqué à un coup de main les mécontents, s'il y eût eu des mécontents dans Rome.

Notre garde nationale fournissait plus de sept mille hommes au service actif et sur les murs. Nos prisons étaient presque vides d'accusés politiques. Deux ou trois individus suspects à bon droit d'avoir entretenu des relations avec votre camp; deux ou trois cardinaux saisis en flagrant délit de conspiration, et un officier, le sieur Zamboni, coupable de désertion, étaient seuls sous procès, lorsque M. de Corcelles fut visiter les prisons; cinq ou six détenus, les nommés Freddi, Aldi et autres pareils, par lui trouvés au château Saint-Ange, y étaient par ordre de Pie IX, et pour avoir conspiré contre son gouvernement. Les hommes les plus contraires à la république, un Mamiani, un Pantaleoni, se promenaient librement dans les rues de Rome. Nous rappelions au peuple, à qui ils étaient suspects, que la République, meilleure que la monarchie, regardait les opinions comme inviolables, lorsqu'elles ne se traduisaient point en fait dangereux; et le peuple, généreux par nature et par la conscience de sa force, nous écoutait et les respectait; les dangers n'ont commencé pour quelques-uns de ces hommes que lorsque nous ne pouvions plus interposer notre parole, et que le spectacle de votre force brutale irritait la multitude et la poussait à la réaction.

Plusieurs de nos canons, vu l'impossibilité de les garder sur toute l'enceinte de la ville, sont successivement restés accessibles à tout venant, sans un seul soldat qui les gardât. Il y eut même un jour, le 10 mai, lorsque nos troupes se rendirent du côté de Velletri contre l'armée du roi de Naples, où, depuis cinq heures jusqu'à minuit, la ville est restée dépourvue de toute milice et confiée uniquement au peuple. Les troupes françaises étaient à peu de distance de nos murs. Nous avons renvoyé les quelques gardes qui se trouvaient aux portes du palais du gouvernement pour les placer là où elles étaient nécessaires. L'amour du peuple nous sauvegardait; ni alors ni dans aucun temps, — au milieu des privations matérielles, inséparables du demi-blocus que vos forces avaient établi autour de nous, sous la pluie de vos bombes comme sous l'influence corruptrice que vos agents et ceux de Gaëte s'efforçaient d'exercer, — pas une tentative d'insurrection n'a été essayée par ceux que M. Drouyn de Lhuys appelle effrontément les *honnêtes*, pas une voix ne s'est élevée au milieu du peuple pour nous dire : Descendez! faction! terreur! Ah! si votre conscience, ministres de la France, conservait une ombre de pudeur, vous, regardant autour de vous, et songeant à l'intimidation et aux violences aux moyens desquelles vous vous soutenez dans Paris, vous auriez évité soigneusement d'employer ces motifs, de crainte que d'autres n'y eussent pu lire votre condamnation.

Que si l'Assemblée devant laquelle vous avez parlé ne fût point gâtée sans retour, et inaccessible à tout amour de la vérité; si au lieu de se traîner servilement sur les traces du pouvoir quel qu'il soit, les membres qui, par leurs votes, soutiennent votre politique extérieure, eussent eu un système dans la tête, une croyance dans le cœur, fût-elle contraire à la nôtre, cent voix se seraient élevées tumultueusement à vos paroles et se seraient écriées : « Taisez-vous! ne déshonorez point nos » tendances par un mensonge flagrant. Quoi! le premier décret que vous

« avez publié dans Rome établit les tribunaux militaires pour les faits po-
« litiques, dissout les cercles, le gouvernement, l'assemblée! — Le 5
« juillet vous défendez tout rassemblement, même pacifique; vous
« proclamez des châtiments exemplaires pour protéger les personnes
« ayant des relations amicales avec vos troupes. — Le 6, vous dissolvez
« la garde civique. — Le 7, vous ordonnez le désarmement complet des
« citoyens. — Le 14, vous supprimez tous les journaux. — Le 18, vous
« lancez des menaces contre toute réunion de plus de cinq personnes. —
« Tous vos actes, au milieu d'une population que vous affirmez vous être
« favorable, et qui nous sont apportés officiellement par votre journal,
« sont précisément les mêmes que ceux que nous, sur votre parole,
« croyions avoir répandu la terreur dans Rome au temps du gouverne-
« ment républicain, et dont nous ne trouvons point de traces dans ses dé-
« crets; et vous persistez imprudemment à lui lancer une accusation, qui
« retombe sur vous, et à vous glorifier d'être les restaurateurs de la li-
« berté, de la paix et de l'ordre! »

Cet état de choses existe encore; il existe deux mois après votre triomphe. Les prisons sont encombrées d'hommes coupables seulement d'avoir obéi au pouvoir existant. Plus de cinquante prêtres sont retenus au château Saint-Ange pour avoir exercé leur ministère dans les hôpitaux républicains. Même les agents de police subalternes ne sont pas épargnés et on les condamne aux travaux forcés à perpétuité. A Bologne, à Ancône et à Rimini on fusille des jeunes gens uniquement parce qu'on trouve chez eux un fusil. Il n'y a peut-être dans tous les États romains une famille sur cinq dont les membres ne soient ou en exil ou en prison.

Les hommes du parti soi-disant *modéré*, ceux-là même, qu'à notre entrée à Rome vous avez déclaré y être parfaitement à leur place, en sont chassés par vous. Mamiani, Galetti, le Père Ventura sont en exil. Votre œuvre est une œuvre de destruction, semblable à celle de la monarchie espagnole en 1823. Et plût au ciel que vous eussiez le courage brutal de la monarchie! Mais, faux interprètes d'une idée qui n'est pas la vôtre; ennemis secrets du drapeau que vous avez juré de défendre; conspirateurs plutôt que ministres, vous êtes forcés de vous envelopper de déclarations d'une hypocrisie calculée. Mensonge dans vos assertions fondamentales, mensonge dans vos déclarations particulières, mensonge en vous-mêmes, mensonge dans vos agents, mensonge, et, en disant ceci, je rougis pour la France, dont l'honneur traditionnel est atteint, mensonge dans les généraux de votre armée. Vous avez triomphé par le mensonge, et c'est par le mensonge que vous essayez de vous justifier. . . . . .

Vous avez tous menti, depuis le plus haut placé d'entre vous jusqu'au dernier de vos agents; vous avez menti à vous-mêmes, à l'Assemblée, à la France et à l'Europe, lorsque depuis le premier jour jusqu'au dernier de votre expédition néfaste, vous avez fait et répété des promesses de protection, de fraternité et de liberté, que vous étiez d'avance décidés à ne pas tenir.

D'accord avec Gaète, l'Espagne et l'Autriche, décidés à renverser tout

signe de liberté républicaine à Rome, et après en être venus dans vos conciliabules jusqu'à croire que la réaction rétrograde aurait secondé vos vues parmi nous, vous avez mendié des subsides à l'Assemblée, en la trompant sur le but de l'expédition, comme il résulte des discussions postérieures. Et vous avez trompé la commission chargée de vous interroger; les soldats auxquels vous avez persuadé, à Toulon, que vous les conduisiez contre les Autrichiens; les habitants de Civita-Vecchia, au milieu desquels vous avez débarqué, avec deux proclamations, dont l'une détruisait l'autre.

Ensuite, lorsque la journée du 30 avril eut provoqué une indignation générale, vous avez de nouveau trompé l'Assemblée en envoyant M. de Lesseps exécuter le décret du 7 mai, tandis que vous écriviez le même jour au général Oudinot de tenir ferme jusqu'à l'arrivée des renforts. Vous avez trompé votre envoyé lui-même en lui donnant des instructions qui l'autorisaient à agir suivant l'intention de l'Assemblée, et en lui enjoignant néanmoins de se maintenir d'accord avec M. Rayneval, qui avait des instructions précisément contraires; vous nous avez trompés nous-mêmes; enfin, vous avez trompé tout le monde.

Peut-être maintenant trompez-vous le pape lui-même, auquel vous avez promis de rendre sans conditions son autorité, et qu'aujourd'hui, ne sachant comment vous faire pardonner par la France de l'avoir déshonorée, vous voulez le réduire au rôle de proconsul constitutionnel dépendant de votre politique. Cependant vous n'avez pas si bien pu édifier vos mensonges qu'il ne ressorte de vos paroles un droit constant de révolte pour nous et une condamnation complète de tout ce que vous avez fait et pouvez faire encore sans consulter légalement la volonté du peuple que vous opprimez.

Ici Mazzini, après avoir cité l'article 5 de la Constitution, où il est dit que *la France respecte les nationalités étrangères* et *qu'elle n'emploie ses forces contre la liberté d'aucun peuple*, après avoir rappelé toutes les déclarations solennelles faites dans le même sens par le général Oudinot et par M. Barrot, ajoute :

A vous, monsieur de Falloux, revient le triste honneur d'avoir, le premier, dans votre discours du 6 août, déclaré à l'Europe que la France avait menti jusqu'à ce jour..... La victime était alors étendue à terre, le poignard sur la gorge.

Cependant vos tardives déclarations sur le *véritable* but de l'expédition n'effacent pas les promesses répétées de votre gouvernement. Le peuple de Rome a le droit de vous crier : *Tenez-les donc vos promesses !* Et nous qui vous connaissons depuis longtemps, nous qui devinons vos desseins, nous qui voulons qu'ils soient manifestes pour tous, afin que vous ne recrutiez plus de dupes parmi les patriotes sincères, nous avons le devoir de crier et nous crierons tous les jours : Quelque chose que vous fassiez, *tenez-les* vos promesses. Quel prétexte peut-il vous rester pour ne pas les tenir?

Rome est aujourd'hui *purgée* de tout *étranger* et de tout *factieux;* les uns sont morts au champ d'honneur, sous les balles de vos chasseurs de Vincennes, les autres errent en exil. Les *honnêtes* gens sont ralliés et rassurés; ils savent que tous les cabinets, même le cabinet républicain de France, sont prêts à agir pour leur défense; et le peuple sait par expérience ce que lui coûterait, une autre fois, l'expression de son vote intime. Osez donc maintenant, faites un nouvel essai : rendez au peuple le droit de voter librement; retirez-vous; faites que vos alliés se retirent aussi, après avoir accompli dans ces provinces la mission que vous avez vous-mêmes à accomplir dans la capitale, et qu'un gouvernement provisoire appelle les citoyens à se prononcer définitivement sur le pouvoir temporel du pape et sur les institutions qui doivent régir la nation. Nous qui sommes éloignés de l'État romain; nous, exilés par votre fait, nous acceptons l'épreuve; acceptez-la donc vous-mêmes, ou résignez-vous encore une fois à la flétrissure des imposteurs.

Vous ne le ferez pas, vous ne pouvez pas le faire; vous savez que de ces essais sortiraient encore aujourd'hui votre condamnation et la ruine de vos projets. Faibles jusqu'à la bassesse dans votre diplomatie, et cependant honteux du rôle que vous jouez en Europe, inquiets sur l'opinion de vos concitoyens, vous avez cru concilier la peur dont vous êtes assaillis, le but que vous poursuiviez et l'apparence de la force à laquelle vous aspirez, en vous décidant à frapper une petite République naissante, et, aujourd'hui, vous vous bercez d'une vaine illusion en croyant que quelques ordres du jour, datés de Rome, viendront caresser l'orgueil et les tendances guerrières de votre nation.

Votre président a besoin des suffrages du parti catholique, et il importe à vos projets que le principe de *l'autorité* puisse être un jour invoqué en votre faveur, comme s'il était consacré par une institution religieuse. C'est pourquoi vous resterez à Rome, vous resterez autant que vous pourrez; car vous savez bien que la force étrangère peut seule empêcher une seconde révolution. Vous resterez odieux aux uns et aux autres, vous traînant d'intrigue en intrigue, de protocole en protocole, impuissants à réprimer la réaction cléricale d'un côté et le mécontentement populaire de l'autre, envenimant et ne modifiant pas la situation, compliquant de plus en plus la question politique, soulevant la question religieuse. L'Europe saura que vous êtes non-seulement déloyaux, mais incapables; elle saura que vous avez traîné le beau nom de la France et de l'honneur de vos armes dans la fange, que vous avez manqué en même temps à votre programme public et secret; que vous vous êtes attiré les malédictions des peuples, sans obtenir la reconnaissance et la confiance de leurs oppresseurs. . . . . .

L'homme sans cœur et sans croyance, école qui, partie de la doctrine athée de l'*art pour l'art* a conclu par la formule du *pouvoir par le pouvoir*. Vous avez depuis longtemps perdu toute intelligence de l'histoire, tout sentiment de l'avenir. Votre esprit est misérablement tourmenté par l'égoïsme et par la terreur d'un mouvement européen qu'aucune puissance humaine ne peut arrêter, qui, accepté et dirigé, pouvait se développer pa-

cifiquement, et que votre coupable résistance ne changera peut-être que trop en une guerre implacable. Vous étiez désormais incapables de comprendre toute la grandeur de la résurrection italienne dont l'aurore apparaissait à Rome, dans la Rome du peuple. Mais quelles étaient vos espérances, lorsque vous avez décrété la guerre fratricide, étouffé, en la frappant au cœur, la révolution nationale?

Et ne deviez-vous pas vous apercevoir que toute résistance opposée par Rome à vos armes et le seul fait de votre coalition avec trois gouvernements pour comprimer ses élans, donnaient une consécration ineffaçable au dogme de notre UNITÉ, et feraient de ce mot de *Rome* une religion pour l'Italie tout entière? Refaire un trône au pape! un trône au pape avec des baïonnettes! Refaire au pape un trône constitutionnel! On peut, pour un temps, relever tous les trônes à l'aide des baïonnettes, tous, excepté celui du chef de l'Église; et la plus simple logique vous enseignait que le pape ne peut être que monarque absolu. Deux mots encore, et vous aurez appris que votre but est complétement avorté.

Vous vouliez, vous le dites du moins, empêcher que les anciens abus ne fussent rétablis dans les Etats romains, et les anciens abus renaîtront inévitablement, l'un après l'autre, d'autant plus violents qu'ils auront été plus comprimés, pendant cinq mois, par le gouvernement républicain, et qu'ils se sentiront menacés dans l'avenir. Vous ne pouvez pas changer les habitudes, les tendances, les besoins de l'aristocratie du clergé; vous ne pouvez pas étouffer la haine que le peuple nourrit contre elle, vous ne pouvez pas vous appuyer sur un parti *modéré*, intermédiaire qui n'existe point à Rome.

Vous pourrez promulguer des décrets, mais l'inexécution des lois a été et sera toujours la plaie mortelle des États romains; et cette inexécution dépendant de la nature du pouvoir qui, par les principes constitutifs, échappe à toute sévère responsabilité, deviendra d'autant plus flagrante que par votre œuvre se substituera de nouveau à l'agitation légale et publique, la guerre extra-légale des sociétés secrètes, et ce qu'à Dieu ne plaise, à l'action de la loi, le poignard de l'homme du peuple irrité, faisant à lui-même une justice désespérée.

La misère, la ruine fatale des finances et l'anarchie inséparable du mépris qu'inspirent les gouvernants, envenimeront la lutte entre les divers éléments de l'Etat. En attendant, vous avez rétabli le vieux gouvernement sans conditions; vous avez rappelé les hommes, non de Pie IX, mais de Grégoire XVI, et vous les avez fait maîtres de Rome et des provinces.

Vous vouliez maintenir, augmenter l'influence française en Italie, et vous l'avez perdue : perdue vis-à-vis des peuples auxquels vous avez injustement et avec ingratitude enlevé la liberté et l'indépendance; perdue vis-à-vis des oppresseurs des peuples; par cela même qu'en vous liguant avec eux vous les avez délivrés de la crainte que vous leur inspiriez; perdue vis-à-vis des satellites de la papauté, parce que votre situation en face de la France vous force à les importuner par des demandes de concessions qu'ils n'admettent point et ne peuvent point admettre sans renier le principe qui les soutient et sans creuser leur propre tombeau. Votre influence

en Italie consistait dans les espérances que les peuples s'obstinaient à nourrir sur votre compte, et dans l'épée de Damoclès que vous teniez suspendue sur la tête des princes. Maintenant vous êtes méprisés par les uns et détestés par les autres comme d'éternels trompeurs.

Vous avez rendu le nom français un objet de dédain d'un bout à l'autre de l'Italie, et ce nom restera dédaigné jusqu'à ce que des faits décisifs, irrécusables, disent enfin au monde que la France est remontée à la conscience de sa mission.

Vous vouliez enfin relever un trône et rendre son éclat à la papauté, et je vais vous dire à quoi vous arrivez. Vous avez éveillé la question religieuse et donné le dernier coup à une institution qui tombe; vous avez voulu sauver le prince, et vous avez tué le pape, en détruisant le prestige moral qui l'entourait, en lui prêtant l'aide de vos armes, en l'avilissant devant l'Italie, arbitre en dernier ressort de la question religieuse, par l'intervention étrangère et en creusant entre lui et son peuple un sillon plein de sang où la papauté ira se noyer..... La papauté est morte, Rome et l'Italie ne pardonneront jamais au pape d'avoir, comme dans le moyen âge, appelé les baïonnettes étrangères pour percer des cœurs italiens.....

La République romaine est tombée, mais son droit est immortel, fantôme qui se relèvera souvent pour troubler votre sommeil, et nous saurons bien l'évoquer.

Vous êtes ministres de France, messieurs; moi, je ne suis qu'un exilé. Vous avez de la puissance, de l'or, des armées et une multitude d'hommes comme suspendus à un signe de votre tête : toutes mes consolations, à moi, ce sont quelques affections dévouées, et ce souffle de vent qui me parle de la patrie en passant sur les Alpes, et que vous, peut-être, inexorables dans la persécution comme celui qui tremble, vous vous efforcerez de me ravir. Cependant, je ne voudrais pas changer mon sort contre le vôtre. Je porte avec moi, dans l'exil, la calme sérénité d'une conscience pure; je puis fixer tranquillement mes regards sur le visage d'autrui, sans crainte de rencontrer qui me dise : Tu as sciemment menti!

J'ai combattu, et partout où je serai, sans relâche et sans peur, je combattrai les odieux oppresseurs de ma patrie, le mensonge, quel que soit le masque qu'il prenne, et les pouvoirs qui, comme le vôtre, s'appliquent à maintenir ou à rétablir le règne du privilége sur la corruption, sur la force aveugle et sur la négation des progrès des peuples. Mais j'ai combattu avec des armes loyales; je ne me suis jamais avili jusqu'à flétrir du nom d'assassin un homme qui m'était inconnu, et qui, peut-être, était meilleur que moi.

Que Dieu vous garde, messieurs, de mourir dans l'exil, car vous ne trouveriez pas un pareil soutien dans votre conscience.

..... septembre 1849.

JOSEPH MAZZINI.

# CHAPITRE VII.

**Apostolat révolutionnaire de Mazzini. — Il fonde le Comité national italien et le Comité central de la démocratie européenne.**

**1849-1852.**

Le grand agitateur ne savait ce que c'était que le repos. Dès le 25 août, il publiait dans le *Républicain* de Lugano un avis-programme pour annoncer qu'il allait reprendre la publication de son journal, l'*Italia del popolo* qu'il avait crée et animé de son esprit vivifiant à Milan, lors de la révolution de 1848. Ce journal avait cessé ses publications à Rome, le 3 juin 1849, le jour où le général Oudinot au mépris du droit des gens, foulant au pied le traité solennel passé entre la République romaine et M. de Lesseps, plénipotentiaire accrédité à Rome par la République française, lançait les premières bombes sur la grande ville.

Livré avec ardeur à ses profondes études et à la publication de son journal (1) avec ses collaborateurs MM. Philippe de Boni et Varé, Mazzini espérait qu'on le laisserait vivre tranquille sous la douce et hospitalière protection de la Suisse, républicaine. — Il se trompait! Son cœur droit et généreux oubliait déjà, le lendemain d'une cruelle épreuve, que le droit des forts et des méchants prime sans cesse le droit des faibles et des honnêtes. — La République helvétique où toute infortune, de quelque race et de quelque caste qu'elle fût, trouva toujours aide et protection, devait faire sentir plus cruellement encore à Mazzini la puissance de ses nombreux ennemis coalisés contre un seul homme

(1) L'*Italia del popolo* parut à Lausanne deux fois par mois, en brochure de 130 pages in-8°.

et prêts à fouler aux pieds les lois divines et humaines pour le réduire à néant... C'est que cet homme était l'incarnation d'un principe et ce principe, était le *fatum* des générations futures.

La réaction s'acharnait à sa poursuite. — Dès son arrivée à Lugano, sur ce sol républicain où des princes français trouvèrent eux-mêmes au jour du malheur une si douce, si franche et si énergique protection, deux mois à peine après la chute glorieuse de la République romaine, Mazzini était devenu l'épouvantail des monarques et de tous les réactionnaires de l'Europe.

Un cri universel de rage, qu'on ne peut comparer qu'à celui qui s'éleva contre le Christ en face de ses bourreaux, partit de tous les points de l'horizon.

« Mazzini, s'écriaient tous ces furieux de peur, Mazzini c'est le promoteur, le chef, l'âme de toutes les grandes révolutions qui ont depuis quelques années bouleversé tous les peuples de l'Europe. » Mazzini ne peut plus, ne doit plus trouver ni un habit pour se couvrir, ni un toit pour s'abriter, ni un pays qui lui serve d'asile, pas même une pierre pour reposer cette tête vénérable qui, d'une extrémité de l'Europe à l'autre, avait rêvé la résurrection des peuples.

La diplomatie, organe naturel de la réaction, mit en demeure la République helvétique d'expulser le grand patriote...

*Le Journal des Débats*, à la dévotion du gouvernement piémontais comme il l'est encore aujourd'hui du gouvernement italien, insérait dans son numéro du 10 février 1850 la communication suivante : « Le renvoi de « M. Mazzini du territoire suisse est décidé depuis long- « temps. — Les dernières ouvertures du gouvernement « français par l'Autriche et la Prusse, sont donc sans in- « fluence dans cette mesure, dont l'exécution a été re- « tardée par l'adresse avec laquelle ce réfugié a su se « soustraire aux recherches de la police, et aussi par les « difficultés aujourd'hui aplanies, auxquelles a donné lieu « l'autorisation de son passage à travers la France. »

*Le Journal des Débats* était parfaitement renseigné, et

sans aller chercher d'autres arguments, cette *communication* à elle seule suffirait pour prouver que déjà à cette époque, ce digne journal était l'organe du gouvernement piémontais.

Cette communication était en effet le résumé de toutes les démarches faites par le gouvernement de Victor-Emmanuel auprès de la Suisse, démarches qui, au mois de février, étaient complétement inconnues, puisque aucune pièce diplomatique en faisant mention n'avait été publiée.

Ce ne fut que le 12 avril de la même année que le journal *la Suisse*, de Berne, publia la réponse du Conseil fédéral à la note par laquelle la Sardaigne lui demandait d'éloigner M. Joseph Mazzini du territoire helvétique.

Cette réponse dilatoire, mais pleine de dignité de la République helvétique, est la preuve manifeste de l'émotion extrême que causait à toute la diplomatie la présence au centre de l'Europe de cet homme étrange (1).

---

(1) Il est utile de mettre sous les yeux des lecteurs le texte de cette note du Conseil fédéral.

« Berne, 21 janvier 1850.

« Le conseil fédéral a pris connaissance de la note du 15 décembre 1849, par laquelle M. le chevalier de Barral expose, au nom de son gouvernement, au président de la Confédération, que la présence de M. Mazzini et celle de ses agents à Genève menaçaient de troubler la tranquillité des États sardes, attendu que ces personnes, d'après ce qu'assure M. le chargé d'affaires, profitent de l'asile qu'elles ont trouvé sur le territoire suisse pour ourdir et propager des complots révolutionnaires dans toute l'étendue du territoire sarde.

« Le gouvernement de S. M. le roi de Sardaigne exprime en même temps l'espoir que le conseil fédéral reconnaîtra la nécessité d'éloigner du territoire de la Confédération suisse, dans l'intérêt de la tranquillité des deux Etats, ces hommes dangereux.

« Le conseil fédéral, tout en reconnaissant avec satisfaction que la susdite communication renferme l'expression de sentiments d'amitié envers la Suisse, vu néanmoins la publicité de ses déclarations et son attitude vis-à-vis des réfugiés politiques, n'a pas trouvé qu'il fût urgent d'y répondre; et ce d'autant moins que M. de Barral avait été informé verbalement des décisions qui avaient été prises à l'égard de Mazzini.

« M. le chargé d'affaires étant cependant revenu sur ce sujet, le conseil fédéral ne saurait différer sa réponse; à savoir que, convaincu de la nécessité d'éloigner du territoire de la Confédération ces individus qui pourraient troubler la tranquillité des Etats voisins, il a déjà ordonné,

Ainsi un seul individu était capable de jeter la plus vive émotion chez tous les réactionnaires, de mettre en jeu toute la diplomatie européenne! Quel aveu! quel éloge!

Ainsi chassé et traqué, Mazzini ne songea pas un instant

---

depuis le mois de septembre dernier, que Mazzini, dont l'activité et les relations politiques sont suffisamment connues, fût banni de la Suisse, qu'en conséquence il a chargé le département fédéral de la justice et police de prendre les dispositions opportunes.

« Bien que les recherches qui ont été faites n'aient pas amené jusqu'ici la découverte de Mazzini et par suite son bannissement, ces recherches seront vivement continuées jusqu'à ce que le but désiré soit atteint. Car, ainsi que le conseil fédéral l'a déclaré par son arrêté du 16 juillet 1849 concernant les réfugiés allemands, la Suisse n'entend nullement que son sol devienne le foyer de propagande et de complots qui mettraient en danger les Etats voisins.

« En dehors de ceci, le même sentiment qui a motivé la démarche faite par le gouvernement de S. M. sarde impose au conseil fédéral le devoir d'expliquer le sens d'un passage de la dépêche du 15 décembre 1849, attendu qu'il pourrait donner lieu à des interprétations inexactes.

« Il est dit dans cette dépêche que le gouvernement de S. M. connaissant bien le but et les menées criminelles de Mazzini et de ses agents, se trouve dans la nécessité de se mettre en mesure d'éloigner du royaume les suites préjudiciables qui pourraient en résulter; on ajoute que le roi sera tenu, par conséquent, de concourir aux mesures qu'il deviendrait nécessaire de proposer afin de maintenir la sûreté des divers Etats contre un danger commun.

« Le conseil fédéral peut croire que l'on entend parler exclusivement des mesures qui se rapportent à Mazzini, à ses agents et à leurs entreprises; il ne peut admettre qu'il soit ici question de les appliquer en aucune manière à la Suisse. S'il en était autrement, et si la Suisse devait devenir l'objet de semblables mesures, le conseil fédéral aurait à protester hautement contre pareilles menaces. Il rappellerait en même temps que la confédération, en remplissant spontanément ses obligations internationales, serait en droit de repousser par la force que lui donnerait la justice de sa cause, toute prétention quelconque qui dépasserait la limite de ses devoirs et toute mesure que l'on se proposerait d'exécuter contre elle.

« En transmettant cette réponse à son gouvernement, M. le chargé d'affaires par intérim de S. M. le roi de Sardaigne voudra bien lui donner l'assurance que le conseil fédéral est animé du désir le plus sincère de maintenir et de resserrer de plus en plus les liens de l'ancienne amitié qui heureusement subsistent entre le Piémont et la Suisse.

« Le conseil fédéral saisit cette occasion pour renouveler à M. le chevalier de Barral l'expression de ses sentiments distingués. »

à abandonner l'œuvre à laquelle il avait dévoué sa vie.

Sa première pensée en mettant le pied sur le sol d'Angleterre fut d'instituer un comité national italien qui, ayant des ramifications dans tous les points de la Péninsule, devrait organiser la révolution.

Pour constituer ce comité, dont le siége devait être à Londres, il songea à faire un emprunt révolutionnaire.

L'emprunt fut aussitôt couvert, et le comité national fut organisé. Les membres du comité central de Londres adjoints à Mazzini étaient : Saffi, Salicetti, Sirtori, Montecchi et César Agostini.

Mazzini tenait dans ses mains tous les fils de cette vaste organisation; infatigable, il dirigeait toutes ses opérations avec cette ardeur et cette persévérance dont il ne se départit jamais.

C'est par cet apostolat de tous les instants qu'il faisait faire chaque jour aux Italiens un pas dans la voie du progrès et sapait la domination de l'Autriche.

Après avoir décimé la Lombardie par la potence, les verges et les *cavalletti* (1) qu'elle promenait de ville en ville, l'Autriche, comme le fait aujourd'hui le gouvernement prétendu réparateur de Victor-Emmanuel, écrasait d'emprunts forcés et de vexations les provinces de la Lombardie et de la Vénétie.

Mazzini prit la défense de ces malheureuses populations. Au nom du comité national italien il protesta solennellement contre les oppresseurs. Il engagea les opprimés à répondre à l'emprunt forcé qui avait pour but de les maintenir sous le joug, en encourageant avec ardeur l'emprunt national destiné à hâter le moment de la délivrance. « A la « force de l'opposition passive, » disait Mazzini en terminant son manifeste daté du 15 octobre 1850, » unissez la force « efficace de l'action, et sous peu la victoire sera à vous. »

Mazzini poursuit infatigablement son apostolat, jetant des paroles d'encouragement aux populations italiennes, engageant les autres nations à venir en aide aux opprimés

(1) Banc sur lequel on couchait le patient pour être battu de verges.

au nom de la grande loi de la solidarité révolutionnaire.

C'est ainsi qu'il adresse cet appel vigoureux au peuple anglais :

« Que peut faire l'Angleterre, s'écrie-t-il un jour dans « un de ces élans généreux, que peut faire l'Angleterre « pour nous autres révolutionnaires italiens?... D'abord, « vous, peuple anglais, vous pouvez nous prêter un appui « moral, vous pouvez former une opinion publique forte, « compacte et organisée en notre faveur, vous pouvez « réunir des faits, des renseignements relatifs à nos besoins, « à nos luttes, à nos droits, à nos souffrances, et vous « pouvez les répandre par toute l'Angleterre à l'aide de « brochures, de journaux, de conférences.

« Parlez haut et sans cesse en notre faveur. Que le nom « de Rome soit inscrit sur les drapeaux que vous déployez « les jours de vos manifestations politiques ; qu'il ne se « passe pas un seul *meeting* populaire sans que des voix « s'élèvent en criant : *Souvenez-vous de Rome et de l'I-* « *talie*...

« Secondement vous pouvez nous donner un appui offi- « ciel dans le parlement : en pétitionnant et posant dans « les élections des questions aux candidats, vous pouvez « arriver à faire comprendre à vos hommes d'État la véri- « table mission de l'Angleterre en Europe. — Dites à ces « hommes d'État que la vie d'une nation est double, l'une « à l'intérieur l'autre à l'extérieur; nationale et interna- « tionale; que le principe vital de l'Angleterre est la liberté « commerciale, religieuse et politique, et que ce principe « doit être représenté au dehors comme il l'est dans l'inté- « rieur du Royaume-Uni. — Dites à vos hommes d'État « qu'ils ont proclamé en 1831 le principe de non-interven- « tion et qu'ils ont cependant laissé violer ce principe de- « puis 1848, en restant spectateurs impassibles de l'inter- « vention de la Russie en Hongrie, de la France à « Rome.

« Cette inertie est pour les hommes d'État de l'Angle- « terre une honte ; dites-leur que le despotisme continental « s'approche de plus en plus de vos côtes et qu'il est du

« devoir des hommes d'État de plonger leurs regards dans « l'avenir; dites-leur que les meilleurs défenses nationales « de l'Angleterre sont à l'étranger, et que le meilleur « moyen de mettre un terme à l'agression papale, c'est « d'émanciper Rome du gouvernement papal !...

« Troisièmement, et en dernier lieu, vous pouvez nous « donner un appui matériel que les capitalistes de l'Europe « prêtent journellement aux pouvoirs despotiques, l'appui « matériel qui, de même que le corps est nécessaire à « l'âme, est une condition *sine qua non* de toute lutte, même « d'une lutte morale, lorsque la simple manifestaton d'une « opinion est défendue. »

Joseph Mazzini, tout en s'occupant spécialement de l'Italie, ne perdait pourtant pas de vue la démocratie européenne. La réaction, comme une lèpre, s'était étendue triomphante sur toute l'Europe; le sol de l'Angleterre était couvert des proscrits les plus illustres de tous les pays.

De même que l'Italie, la France, l'Allemagne, la Hongrie et l'Espagne avaient fourni leur contingent.

Ce fut dans ce milieu de légionnaires de la liberté des différents pays d'Europe qui tous avaient le même but, celui de soulever les peuples pour conquérir leur liberté, leur indépendance, que Mazzini institua à Londres le *comité central de la démocratie européenne*. — C'est ainsi que l'oppression engendre la résistance et que la persécution fournit à la liberté ses plus valeureux champions.

Mazzini, le promoteur de cette grande idée de propagande et d'apostolat, s'entoure des hommes les plus illustres que leur ardent amour de la patrie avait fait expulser de leur pays. — A côté de Mazzini on vit aussitôt figurer les noms de Ledru-Rollin, de Darast, de Rouge, de Kossuth.

Il résume dans un remarquable manifeste les *devoirs de la démocratie :*

« Quel doit être aujourd'hui le mot d'ordre, le cri de ralliement des partis?

« La réponse est bien simple: elle est toute en un mot

ACTION ; action une, européenne, incessante, logique, hardie, de tous partout !

« Les discoureurs ont perdu la France ; ils perdront l'Europe, si une sainte réaction ne s'opère pas contre eux dans le sein du parti. Grâce à eux, nous en sommes aujourd'hui au Bas-Empire. A force de disputer sur l'avenir, nous avons abandonné le présent au premier venu. A force de substituer chacun sa petite secte, son petit système, sa petite organisation de l'humanité à la grande religion de la démocratie, à la foi commune, à l'association des forces pour conquérir le terrain, nous avons jeté la désorganisation dans nos rangs. La phalange sacrée, qui doit avancer toujours comme un seul homme, se resserrant à chaque mort de martyr, est devenue un assemblage de corps francs, véritable camp de Wallenstein, moins le génie du maître.

« A l'heure de l'attaque elle s'est débandée à droite et à gauche, elle s'est trouvée éparpillée par noyaux, par petits détachements, sur tous les chemins de traverse du socialisme, partout excepté au cœur de la place, l'ennemi était nu, il ne discutait pas, il agissait ; il s'en est emparé, et ce n'est pas en discutant sur la meilleure manière de mettre l'humanité en coupe réglée que nous l'en chasserons pour toujours.

« Nous avons assez dit la vérité à nos ennemis : grâce à nous et à leur conscience, elle les ronge au cœur aujourd'hui comme le vautour de Prométhée, elle les trouble et fait de chaque crime qu'ils commettent une faute.

« L'heure est venue de la dire pure et nette, comme nous la concevons, à nos amis. Ils ont fait tout le mal possible à la plus belle des causes ; ils l'auraient tuée par excès d'amour ou par inintelligence, si elle n'était pas immortelle.

« Je n'accuse pas la grande pensée sociale qui fera la gloire et la mission de l'époque dont nous sommes les précurseurs. Je n'accuse pas les saintes aspirations qui prophétisent l'émancipation des travailleurs, le salut pour tous, *la coupe pour tous ;* je n'accuse pas la tendance à substituer autant que possible l'association libre à la concurrence effrénée des individus, le crédit par l'État au crédit essentiel-

lement égoïste des banquiers, l'impôt unique sur le superflu à l'impôt multiple attaquant la vie du consommateur pauvre, l'instruction primaire et l'éducation égale pour tous, au monopole et à l'inégalité d'aujourd'hui. Ces choses ont été prêchées depuis vingt ans par nous tous, elles sont comprises dans ce vieux mot de République pour lequel moururent nos pères, et qui me suffit.

« Mais j'accuse les socialistes, les chefs surtout, d'avoir faussé, mutilé, rétréci la grande pensée en l'emprisonnant dans des systèmes absolus qui usurpent à la fois sur la liberté de l'individu, sur la souveraineté du pays, sur la continuité du progrès, notre loi à tous.

« Je les accuse d'avoir voulu, au nom de leur chétive individualité, bâcler des solutions positives au problème de la vie humaine avant que la vie elle-même ait pu se manifester dans sa plénitude d'aspiration et de capacité sous l'action de ces grands courants électriques qu'on appelle révolutions.

« Je les accuse d'avoir prétendu faire sortir à heure fixe de leurs cerveaux étroits ou malades, une organisation qui ne peut sortir que du concours de toutes les facultés humaines en action, et d'avoir substitué leur *moi* solitaire au *moi* collectif européen ; d'avoir parlé au nom de Saint-Simon, de Fourier, de Cabet, de tout autre, là où il s'agissait de tuer les révélateurs au profit de la révélation continue, et d'inscrire sur le fronton du temple : DIEU EST DIEU ET L'HUMANITÉ EST SON PROPHÈTE.

« Je les accuse d'avoir effacé l'*homme* sous le *sectaire*, la libre intelligence sous la formule, la conception de la vie devant une seule manifestation de la vie ; de s'être appelés communistes, communautaires, communionistes, rouges ou bleus, peu importe, au lieu de s'appeler hommes, républicains, démocrates du XIX^e^ siècle ; d'avoir inventé les distinctions fatales entre socialistes et républicains, entre socialistes et révolutionnaires.

« Je les accuse d'avoir, dans leur vanité, toujours dit : *c'est moi*, là où l'on aurait dû dire que : *c'est nous* ; d'avoir déployé toutes les ressources de leur esprit à s'entre-dévo-

rer, à s'anéantir l'un par l'autre, à détruire dans le cœur du peuple toute confiance en une direction quelconque ; d'avoir enfanté, par une nécessité logique, le génie dissolvant, méphistophélique de Proudhon, qui les nie tous, qui nie Dieu, la société, le gouvernement et intronise l'ironie dans le vide.

« Je les accuse d'avoir desséché les sources de la foi, animalisé l'homme, poussé l'ouvrier vers l'égoïsme, en concentrant presque exclusivement l'attention de tous vers le problème des intérêts matériels, en donnant pour *but* au travail européen ce qui ne devrait en être que le *moyen*, en prenant comme *principe* d'amélioration physique ce qui ne peut être qu'une *conséquence* de son amélioration morale.

« Je les accuse d'avoir répété avec Bentham et Volney : *La vie est la recherche du bonheur*, au lieu de répéter avec tous ceux qui ont produit de grandes transformations dans le monde : *La vie est une mission, c'est l'accomplissement d'un devoir.*

« Je les accuse d'avoir laissé croire qu'on régénère un peuple en l'engraissant, d'avoir fait de la question de l'humanité une question de pot-au-feu de l'humanité; d'avoir dit : *A chacun selon sa capacité, à chacun selon ses besoins*, au lieu de crier sur les toits : *A chacun selon son amour, à chacun selon son dévouement.*

« Je les accuse d'avoir, par je ne sais quel vague cosmopolitisme qui conclut à l'inaction, par je ne sais quel établissement de communes acéphales, affaibli, ruiné, autant qu'il était en eux, le sentiment national, c'est-à-dire d'avoir voulu faire agir le levier en lui enlevant son point d'appui, et l'humanité en supprimant son organisation pour l'action.

« Et je les accuse d'avoir fait tout cela sous les feux croisés de l'ennemi, quand tout le monde devait être soldat, quand l'unité, l'organisation étaient une loi suprême, quand les peuples se levaient dans la foi et couraient le risque de mourir dans le désespoir, quand il s'agissait, avant tout, de faire de la révolution un événement européen et non

pas une solution de problème économique, quand il fallait faire circuler comme une croix de feu, de masse en masse, de nation en nation, ce mot que j'ai écrit en commençant : *Action !*

« Pour l'avoir oublié, pour avoir dit : — *Ce que la France doit à l'Europe, c'est la solution du problème de l'organisation du travail,* — pour avoir méconnu la voix de ceux d'entre ses enfants qui appelaient toutes les dissidences à s'organiser sur un terrain commun pour soutenir la bataille, — la France est arrivée, par Rome, à la honte du 2 décembre.

« Elle s'effacera. Ce n'est pas, Dieu merci, sur la terre qui a vu mourir Jeanne d'Arc, où George Sand et Lamennais ont écrit, où les grandes choses de la révolution sont de vivants souvenirs, que peuvent s'éteindre l'enthousiasme, la foi, l'adoration des pures et grandes pensées.

« Elle s'effacera. La France sortira purifiée de la lutte comme la vaste pensée sociale qui fermente en elle s'élèvera rayonnante d'amour et de liberté au-dessus de toutes ces utopies lilliputiennes qui cherchent à l'emmailloter, au-dessus de ce culte hideux des intérêts matériels devant lequel elle a un instant courbé sa noble tête.

« Mais il faut qu'aujourd'hui l'Europe démocratique l'aide tout entière à se relever, comme elle a autrefois aidé l'Europe ; il faut, qu'au lieu de la flatter dans ses égarements, elle lui parle sa parole franche et sévère qui est le partage des forts ; il faut surtout qu'elle marche, qu'elle marche toujours, qu'elle marche sans elle, pour que la France se hâte de la rejoindre. Le mouvement de la France tient aujourd'hui au mouvement européen ; le mouvement du Tessin et l'insurrection sicilienne précédèrent la République de 1848.

« L'initiative européenne appartient aujourd'hui au premier peuple, quel qu'il soit, qui se lèvera au nom, non pas d'un intérêt local, mais d'un intérêt européen. Si la France le fait, que Dieu et l'humanité bénissent la France ! Si elle ne le fait pas, que d'autres le fassent. Dieu ne connaît pas de

peuple élu. Père de tous, il est avec tous, il est avec tous ceux qui sont prêts à s'immoler pour le bien.

« L'alliance des nationalités, là est le siége de l'initiative. Il n'en est pas une qui ne puisse, à l'heure qu'il est, en s'élançant spontanément sur l'arène ou en résistant noblement, soulever les deux tiers de l'Europe.

« Il faut que tout bon démocrate répète sans cesse aux peuples: « La liberté ne peut nous venir qu'autant que vous « aurez la conscience de la liberté, et cette conscience vous « ne pourrez la conquérir que par l'action. Vous n'avez, de « par Dieu, ni homme-roi ni peuple-roi. Vos destinées « sont en vous. Le monde est dans l'attente. L'initiative est « partout où cette attente sera remplie, partout où un « peuple se lèvera prêt à combattre et à mourir s'il le faut « pour le salut de tous, en écrivant sur son drapeau: Dieu, « Peuple, Justice, Vérité, Vertu! Levez vous tous pour tous « et vous serez suivis par tous. »

« Il faut que tout démocrate dise à ses frères de France: « Vous expiez aujourdhui une immense faute, celle d'avoir « déserté la cause européenne en 1848. Ne l'oubliez pas « au jour du réveil. Et, dans l'intervalle, purifiez-vous par « l'amour, par le culte des nobles pensées, par le retour « aux larges inspirations de nos pères. Sortez des cellules « où vous ont emprisonnés les faiseurs de formules. Refaites-vous hommes au grand air, sous la grande lumière de « Dieu. Rentrez dans nos rangs, d'où l'orgueil et la parole « des faux prophètes vous ont fait sortir.

« Combattez, non la bourgeoisie, mais l'égoïsme partout « où il se trouve, sous la blouse comme sous l'habit, non « l'autorité que nous cherchons tous, mais les fantômes « qui singent l'autorité, les cadavres qui disent: *Nous « sommes la vie,* le privilége héréditaire, censitaire ou autre, qui se substitue au génie et à la vertu.

« Ne dites pas : *Soignons le corps et tout ira bien.* C'est « l'âme qui crée le corps, l'idée qui forme sa cage, et toutes les fois que vous aurez conquis un principe, vous en « verrez sortir une organisation sociale. Soignez l'honneur, « soignez le devoir, la mission de la France ; chaque de-

« voir rempli vous donnera un des droits que vous réclamez aujourd'hui et que l'on vous conteste.

« Il faut que les Français, dignes de ce non, aient eux-mêmes assez d'énergie, assez de loyauté, assez d'amour dans l'âme pour dire à leurs frères des autres pays :

« La France vous a aidés jadis, elle a aujourd'hui besoin de votre aide. C'est à cause de la foi de nos pères en eux-mêmes que nul effort ennemi ne peut briser notre amitié ou effacer notre nationalité. Ayez foi en vous-mêmes. Nous cherchons des frères et non des sujets en Europe. Bienvenu soit votre cri de victoire. Nous le suivrons comme vous avez suivi le nôtre. »

« Il faut que le parti tout entier se moralise.

« Il faut que tout homme de cœur vienne se rallier autour du drapeau planté sur ce terrain commun que nous avons tant de fois indiqué, que j'indique encore : *Dieu, Peuple, Amour, Association, Liberté, Vérité, Égalité, Vertu, Bien de tous.*

« Que chacun d'entre vous poursuive l'étude de la solution qu'il croit avoir entrevue ; qu'il parle, qu'il écrive selon sa conscience, rien de mieux. C'est là notre droit à tous. Mais qu'il ne confonde pas la lutte avec la victoire, qu'il ne fasse pas de son drapeau spécial un drapeau d'exclusion ; qu'il ne déserte pas la grande armée de l'avenir, qu'il se rappelle ce que je ne cesserai jamais de répéter à mes frères : *Nous ne sommes pas la démocratie, nous n'en sommes que l'avant-garde. Nous avons à lui frayer le chemin, elle fera le reste.*

« Chaque homme aujourd'hui doit apporter son œuvre à la lutte. S'il ne le fait pas, il mérite le déshonneur. On meurt ailleurs, tandis qu'on discute.

« Nous sommes par le nombre, par l'intelligence, par le courage, par la vérité, plus puissants que nos ennemis ; il ne manque que l'unité de plan, de direction, de travail. Honte et malheur à celui dont l'intolérance ou la vanité en éloignerait la réalisation !

« Le jour où la démocratie militante aura un gouvernement, un impôt, un terrain commun, un plan, un ensem-

ble d'opérations, elle aura vaincu. Jusqu'à ce jour, qu'elle se résigne à M. de Maupas, à Schwarzemberg, à Radetzky, qu'elle se résigne à la honte, au bâton, à la déportation, au gibet, et qu'elle trouve sa compensation, si elle le peut, dans la lecture des romans politiques que ses pacifiques utopistes sauront toujours lui écrire; ils coûtent fort peu à faire.

« Mars 1852.

« JOSEPH MAZZINI. »

Mazzini, toujours conséquent à ses principes, est toujours égal à lui-même.

Avant 1848, il avait travaillé à la propagation et au triomphe de ses idées. — Le triomphe fut passager, mais l'idée resta plus vivace que jamais; aussi ne se découragea-t-il pas.

A l'heure où l'Europe stupéfaite, contemple en tremblant cette barrière infranchissable de baïonnettes trempées dans le sang des plus illustres victimes, Mazzini devait élever sa voix et formuler tranquillement les *devoirs de la démocratie.*

Est-ce donc là le langage d'un ennemi de l'humanité?...

Pour nous, c'est celui d'un apôtre.

Faux frères de la démocratie française, si vous n'aviez pas compromis partout notre sainte cause, si vous n'aviez pas trahi les espérances que les vrais démocrates de tous les pays avaient mises en vous, si vous n'aviez pas oublié les maximes du grand penseur italien, la démocratie serait partout triomphante; le sort de l'humanité se fût amélioré matériellement et moralement, les peuples au lieu d'être armés les uns contre les autres, échangeraient dans une douce fraternité les bienfaits des arts, de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, le bonheur. — Ce rêve, cet idéal de tous les êtres de la création régnerait sur toute la surface du globe à l'ombre de la divine liberté. — Vous n'auriez pas aujourd'hui, ô faux démocrates, l'immense douleur d'être l'objet de la défiance de vos frères; la malédiction des nombreuses victimes que vos défaillances ont

faites n'eût pas frappé vos consciences, le sang des martyrs n'eût pas marqué vos fronts d'une tache indélébile.....

Et pourtant en 1789, la vraie démocratie française avait proclamé de grands principes. — Son appel avait ébranlé les bases de l'ancienne société, l'humanité haletante attendait avec anxiété le prodigieux enfantement des sociétés modernes, la joie brillait sur tous les fronts, l'espérance dilatait tous les cœurs; les nations transportées d'enthousiasme contemplaient avec amour et respect la France, mère glorieuse, dont les flancs recélaient la liberté, ce nouveau Messie des peuples.....

Trois quarts de siècle se sont écoulés et les peuples attristés jettent un regard mélancolique sur cette même France... Parfois leur oreille attentive croit entendre le signal, l'éclair perce la nuit sombre. Le tonnerre roule en grondant à l'horizon et le sombre voile retombe plus épais que jamais, plus que jamais le sinistre silence couvre l'humanité de son aile de plomb... La liberté est-elle donc morte en France? Non; c'est que la vraie démocratie est inerte; c'est que la fausse démocratie, bâtarde de celle de 1789, l'étouffe sous son égoïsme.

Démocratie non moins fatale à la France qu'à toutes les autres nations! Pourquoi donc la France ne l'étouffe-t-elle pas dans ses robustes bras, cette démocratie blasée, affadie, qui dans sa honteuse insouciance a laissé onze gouvernements se succéder sous ses yeux sans que son pouls ait tressailli, sans que son cœur ait senti la moindre émotion, sans que son âme ait secoué la honteuse léthargie dans laquelle elle est plongée?

Pourquoi? Notre voix serait impuissante à le dire, elle ne serait pas entendue : laissons venir la vérité de plus loin et de plus haut. — C'est Jules César qui va nous la dire.

Dans son livre IV de la guerre des Gaules, cet homme célèbre dépeint ainsi le caractère des Gaulois :

« ..... His de rebus Cæsar certior factus, et infirmitatem « Gallorum veritus, QUOD SUNT IN CONSILIIS CAPIENDIS MOBILES « ET NOVIS PLERUMQUE REBUS STUDENT, nihil his commitendum « existimavit. Est autem hoc Gallicæ consuetudinis ut et

« viatores etiam invitos consistere cogant; et quod quisque « eorum de quaque re audierit, aut cognoverit, quærant: et « mercatores in oppidis vulgus circumsistat, quibusque ex « regionibus veniant, quasque ibi res cognoverint, pro- « nuntiare cogant. His rebus atque auditionibus permoti, « de summis sæpe rebus consilia ineunt: quorum eos e « vestigio pœnitere necesse est, quum incertis rumoribus « serviant et plerique ad voluntatem eorum ficta respon- « deant (1). »

Napoléon III lui-même, dans sa fameuse lettre au général de division comte de Palikao (22 février 1862), n'a pas été sévère, mais juste en mettant la France au nombre des nations dégénérées. Personne n'avait plus raison de le dire que lui.

Ces deux jugements portés à dix-huit siècles de distance, confondent et attristent l'imagination. — Une fatalité désespérante pèse-t-elle sur certains peuples? Un destin implacable a-t-il tracé un sillon immuable que les générations succédant aux générations doivent suivre lentement et péniblement comme le bœuf attelé à la charrue? Non, la France n'est pas irrévocablement attachée à la glèbe; si ses ennemis la replongent parfois dans de longues

---

(1) ....« Dès qu'il eut appris ces événements, César, qui connaissait la « légèreté des Gaulois, et les savait prompts à changer d'avis et presque « toujours avides de nouveautés, pensa qu'il ne fallait en rien se reposer « sur eux. En effet, ils ont l'habitude de forcer les voyageurs à s'arrêter, « de leur demander à tous ce qu'ils ont entendu dire ou ce qu'ils savent; « le peuple dans les villes entoure les marchands et les contraint de « dire de quel pays ils viennent et ce qu'ils y ont appris. Il suffit « souvent de l'émoi que leur causent ces informations et ces rap- « ports pour leur faire prendre des résolutions importantes dont ils ont « nécessairement à se repentir aussitôt, parce qu'ils agissent sous l'in- « fluence de nouvelles incertaines, et que la plupart de ceux qu'ils inter- « rogent leur répondent par des mensonges qui les flattent. » (*Trad. par Ch. Louandre.*)

Au livre III, il avait déjà dit : ..... « Cum intelligent (Cæsar) omnes fere « Gallos novis rebus studere et ad bellum mobiliter celeriterque exci- « tari, etc. » — « César savait que presque tous les Gaulois sont avides « de changements, qu'on les a bientôt agités et poussés à la guerre, etc. »

années de léthargie, elle a ses réveils retentissants, formidables; son pouls et son cœur battent avec une rapidité fiévreuse, tant elle est pressée de prouver à tous sa vitalité... 1789 fut un de ses réveils. — Cette fois-là les peuples crurent que l'heure de la régénération universelle avait sonné, ils crurent que la France pour jamais avait secoué sa torpeur séculaire... Fausse joie, fausse espérance : elle retomba dans sa torpeur sans que le souvenir de cette mémorable année pût même la galvaniser. La date de 1789 devrait être le critérium de la démocratie moderne, elle n'en est que le remords, car elle a failli à ce mémorable souvenir.

L'écrit de Mazzini que nous venons de mettre sous les yeux du lecteur est l'expression de cette pensée, de ce blâme.

La France, au lieu de se traîner haletante à la remorque des nations étrangères, devrait marcher fièrement à leur tête. La France déposant sa ridicule crédulité doit secouer la pernicieuse influence de ces hommes qui, sous le masque de la démocratie, voudraient aujourd'hui encore la perdre et la détourner.

# CHAPITRE VIII.

**Conspirations en Italie.**

**1851-1857.**

Pendant que Joseph Mazzini travaillait avec son activité ordinaire à l'organisation du grand parti de la démocratie européenne, la conspiration contre l'Autriche était en permanence dans les provinces lombardes et vénitiennes.

De son côté Radetzky, auquel avait été confié le gouvernement militaire de ces provinces, redoublait de vigilance et de rigueurs.

Le jeune empereur vint visiter, en 1851, ces malheureuses populations, qu'il trouva plongées dans toutes les angoisses de la terreur. — Les seuls cris en son honneur qu'il entendit sur son passage étaient poussés par les employés de son empire.

A Venise, à Brescia, à Milan, les populations retirées dans leurs maisons, fermaient leurs fenêtres quand l'empereur passait...

Le comité de Londres, informé que tout était prêt pour un soulèvement général dans ces provinces, en fixa le signal au commencement du mois de février de l'année suivante.

Dans la soirée du 6 février 1853, toutes les villes de la Lombardie furent inondées d'une proclamation émanant du comité national italien qui appelait les peuples aux armes (1). Tout semblait prêt, en effet, mais l'Autriche veillait.

A un signal donné, le soir du 6 février 1853, une quan-

(1) La proclamation du *Comité national italien* était ainsi conçue :

« Italiens ! frères ! la tâche du Comité nationnal italien est terminée; la vôtre commence. Aujourd'hui le dernier mot que nous, vos frères, nous

tité d'individus, armés de pistolets, se précipitent sur les soldats autrichiens qui sont de service à Milan; les senti-

---

vous adressons est: Insurrection! Demain en nous mêlant aux rangs du peuple, nous vous aiderons à la soutenir. »

« *Insurrection!* Le moment longtemps préparé, attendu pendant trois longues années avec impatience, est arrivé. Profitons-en. Ne vous laissez pas tromper par les apparences, ne vous laissez par égarer par les lâches sophismes des hommes tièdes. Toute la surface de l'Europe, depuis l'Espagne jusqu'à notre pays, depuis la Grèce jusqu'à la sainte Pologne, est une couche volcanique sous laquelle dort une lave qui fera explosion au premier soulèvement de l'Italie. Il y a quatre ans, l'insurrection de Sicile a été suivie par dix révolutions européennes; vingt révolutions suivront la vôtre, *toutes se rattachant au même pacte*, toutes dirigées vers le même but fraternel. Nous avons des amis même dans les armées qui nous gouvernent; il y a des peuples entiers dont le cri d'alarme répondra au vôtre. Les démocraties nationales de l'Europe forment un seul grand camp organisé; l'avant-garde de la grande armée des peuples ne craint pas l'isolement; l'initiative de l'Italie est l'initiative de l'Europe!

« *L'insurrection!* Sainte comme la pensée du pays qui la consacre, forte dans sa volonté et dans son énergie, concentrée comme son but, qui est la justice, l'amélioration et la vie libre fraternelle pour tous, qu'elle se lève et qu'elle change le martyre en victoire! Des milliers de victimes qui sont tombées avec le nom sacré de l'Italie sur leurs lèvres ont droit à cela de notre part. Qu'elle soit terrible comme la tempête de nos mers, qu'elle soit obstinée, immuable comme les Alpes qui vous entourent. Entre les Alpes et l'extrémité de la mer de Sicile, nous sommes vingt-cinq millions d'un côté et cent mille étrangers de l'autre. C'est la lutte d'un moment : vous n'avez qu'à vouloir.

« *L'insurrection!* Que ce grand mot coure de cité en cité, de ville en ville, de village en village, comme le fluide électrique! Levez-vous! levez-vous! réveillez-vous pour la fièvre de la croisade, vous tous qui avez des cœurs italiens et des bras italiens!

« Rappelez au peuple ses souffrances imméritées, ses droits méconnus, son ancienne puissance et le grand avenir de liberté, de prospérité, d'instruction et d'égalité, qu'il peut conquérir d'un seul bond.

« Rappelez à vos femmes, les mères, les sœurs, les amis qui ont péri dans un deuil inconsolé pour l'objet de leur amour emprisonné, exilé, massacré parce qu'il désirait une patrie.

« Rappelez aux jeunes gens la pensée outragée et comprimée, le grand passé traditionnel de l'Italie qu'ils ne peuvent continuer que par l'action, l'insignifiance absolue de leur condition actuelle; eux les descendants de ces hommes qui ont par deux fois donné la civilisation à l'Europe!

« Rappelez aux soldats de l'Italie le déshonneur de l'uniforme servile dont se moque l'étranger; les ossements de leurs pères laissés sur les

nelles surprises n'ont pas même le temps de faire usage de leurs armes; elles tombent sous les balles des assaillants qui cherchent à s'emparer du château. Les régiments hongrois, en garnison dans cette ville, devaient protéger l'insurrection; mais sous l'uniforme autrichien on ne distingue plus les deux nationalités, les amis des ennemis.

---

champs de bataille de l'Europe pour l'honneur de l'Italie et la gloire véritable de celui qui combat pour le droit, la justice et la nationalité.

« Soldats, femmes, jeunes gens, peuple, n'ayons pour le moment qu'un seul cœur, qu'une seule pensée, qu'un seul cri sur nos lèvres : « Nous « aurons un pays, nous aurons une Italie, et l'Italie sera! »

« Attaquez, rompez sur tous les points la longue et faible ligne de l'ennemi; empêchez-le de se concentrer en tuant et en dispersant ses soldats, en détruisant ses routes et ses ponts. Désorganisez-le en frappant ses officiers; poursuivez sans relâche les fuyards; faites-vous des armes des tuiles de vos maisons, des pierres des rues, des outils de vos métiers, du fer de vos croix ! Répandez l'alarme en allumant des feux sur toutes les hauteurs! Que d'un bout à l'autre de l'Italie, le tocsin d'alarme du peuple sonne la mort des tyrans! Partout où vous serez victorieux, portez-vous à l'aide de ceux qui sont le plus près de vous; que l'insurrection grossisse comme une avalanche. Si la chance tourne contre vous, courez aux gorges, aux montagnes, aux forteresses que vous a données la nature. Partout où le combat aura éclaté, partout vous trouverez des frères, et, renforcés par les victoires gagnées sur un autre point, vous redescendrez le lendemain sur le champ de bataille, et vous n'aurez qu'un seul drapeau, le drapeau de la nation !

« Comme gage de notre unité fraternelle, inscrivez sur votre drapeau *Dieu et le Peuple.* Ces mots seuls sont puissants pour conquérir; seuls, ils ne trahissent pas!

« C'est le drapeau républicain qui, en 1848 et 1849, a sauvé l'honneur de l'Italie; c'est le drapeau de l'ancienne Venise, c'est le drapeau de Rome, de Rome l'éternelle, la métropole sacrée, le temple de l'Italie et du monde!

« Purifiez-vous en combattant sous ce drapeau; que le peuple italien se lève digne du Dieu qui le guide; que la femme soit sacrée; que la vieillesse et l'enfance soient sacrées; que la propriété soit sacrée; punissez le voleur comme un ennemi; servez-vous, pour l'insurrection, des armes, de la poudre et des uniformes pris sur l'ennemi.

» Aux armes! aux armes! notre dernier mot est le cri de guerre. Que les hommes choisis par vous pour vous conduire envoient à l'Europe le lendemain le cri de la victoire.

« Pour le comité italien :

« GIUSEPPE MAZZINI, AURELIO SAFFI, MAURIZIO QUADRIO, CESARE AGOSTINI, *secrétaires.*

« Londres, février 1853.

Les insurgés sont cernés.—La police autrichienne glisse ses agents provocateurs dans leurs rangs.

Croyant être appuyés par la population, les insurgés se voient arrêtés par ceux mêmes qu'ils croyaient combattre avec eux.

Radetzky n'était pas encore complétement maître de l'insurrection, que déjà il ordonnait des fusillades en masse à Milan et à Mantoue, et renouvelait en Lombardie et dans la Vénétie, par une proclamation en date du 9 février, les horreurs dont ces provinces avaient été le théâtre en 1848, le lendemain de la trahison de Charles-Albert.

Le 11 février, en vue de la potence élevée en permanence à Milan, Radetzky publiait une nouvelle notification qui se terminait par ces mots :

« J'ai ordonné aux autorités judiciaires de mettre sous « le séquestre, dès les premiers indices légaux, les biens « de ceux qui, d'une manière quelconque, se rendraient « complices de tentatives de haute trahison, quand même « cette complicité ne consisterait que dans l'omission de « la révélation à laquelle chacun est tenu, et cela dans « le but d'indemniser le trésor public des dépenses extraor- « dinaires que lui occasionnèrent ces continuels efforts « subversifs. »

On donna une telle extension à cette odieuse mesure de séquestration, qu'elle atteignit même nombre de Lombards qui, après l'émigration de 1848-49, s'étaient fait naturaliser Piémontais.

Le ministère sarde réclama dans un *memorandum* les droits des citoyens piémontais foulés aux pieds par le gouvernement autrichien.

Cette réclamation resta sans effet, et les relations diplomatiques entre la Sardaigne et l'Autriche furent interrompues.

Ce fut cette interruption des rapports diplomatiques qui fut le prétexte dont se servirent les ministres piémontais pour justifier la haine qu'ils témoignaient contre les nom-

breux émigrés qui avaient réclamé l'hospitalité de ce pays protégé par le drapeau italien.

M. Ponza di San Martino, ministre des affaires intérieures, accusa l'émigration comme étant, d'après lui, la cause des soulèvements et de l'agitation organisés en Italie et ordonna l'expulsion des États sardes d'une grande quantité d'émigrés qu'il avait fait préalablement arrêter.

De ce nombre fut l'avocat François Crispi-Genova, Sicilien, qui, après avoir fait preuve au parlement de son pays d'un caractère des plus énergiques, avait émigré à Malte, puis réclamé l'hospitalité en Piémont. M. Crispi se réfugia d'abord en Angleterre et se rendit ensuite à Paris : jusqu'à une certaine époque sa conduite politique fut digne des plus grands éloges. — Constamment en rapport avec Mazzini, il était un des hommes sur lesquels comptait le plus le grand agitateur.

L'avocat Crispi, lors de son émigration à Paris, eut le malheur de fréquenter plusieurs réfugiés qui, par leur conduite, entachaient l'honneur de l'émigration.—Depuis 1849 jusqu'en 1854 il avait supporté avec un courage héroïque les nobles misères de l'exil quand la fatalité voulut qu'il rencontrât à Paris un de ses compatriotes, le nommé Christophe Muratori, dont la mauvaise réputation rejaillit sur la sienne. — Il se laissa entraîner par cette malheureuse liaison dans des opérations hasardeuses, oubliant qu'il ne faut qu'un souffle pour ternir une réputation jusque-là intacte.

Le gouvernement français se vit obligé d'expulser MM. l'avocat François Crispi-Genova et Muratori. Cette expulsion eut lieu à la suite de l'attentat du 14 janvier 1858. Mais des démarches ayant été faites auprès de M. le duc de Padoue, alors ministre des affaires étrangères, par M. Havin, le ministre lui répondit que ce n'était pas pour des motifs politiques qu'étaient expulsées les personnes auxquelles il s'intéressait.

Le gouvernement piémontais qui se sentait chanceler sur sa base incessamment sapée par Joseph Mazzini qui mettait à vif sa politique cauteleuse, croyait voir la main de cet

homme mystérieux partout et dans la sourde agitation qui régnait en Italie et dans tous les attentats qui l'ensanglantaient. — A sa honte, ce gouvernement conçut l'odieux projet de faire attenter à la liberté du grand agitateur...

Celui-ci trompant la vigilance des agents de la confédération helvétique, venait souvent en Suisse visiter ses amis tantôt à Lugano, tantôt à Lausanne, tantôt à Genève. M. Ponza di San Martino apprend par les agents secrets de la police piémontaise chargés de surveiller Joseph Mazzini, qu'il se disposait à faire un de ses voyages à Genève. —Un directeur des prisons du Piémont, dépendant du ministère des affaires intérieures, est aussitôt envoyé en Suisse par ordre du ministre (1).

Mazzini fut averti à temps, et les desseins du gouvernement de Victor-Emmanuel échouèrent.

L'envoyé de M. Ponza di San Martino retourna à Turin et l'informa que Mazzini qui a le don d'*ubiquité* était introuvable, ou mieux encore invulnérable comme Achille.

Quoique tous les gouvernements d'Europe cherchassent à paralyser l'action de Mazzini, celui-ci n'en redoublait pas moins ses efforts; aussi sa doctrine faisait de rapides progrès en Italie et le nombre de ses affiliés augmentait sensiblement, surtout en Piémont, où l'on était en lutte continuelle contre les hommes du gouvernement.

Les mazziniens étaient l'épouvantail du gouvernement piémontais, et Turin, la ville monarchique par excellence, avait banni tous les hommes qu'elle soupçonnait imbus des doctrines unitaires de Mazzini.

---

(1) Nous ne nommerons pas cet agent, que M. Ponza di San Martino envoyait pour soudoyer ceux qui devaient enlever Mazzini : ce pseudo-savant qui depuis fut député à la Chambre italienne et directeur d'un journal politique de Turin, pris sans doute par le remords d'avoir accepté une semblable mission, s'est aujourd'hui éloigné, espérons-le, pour toujours, de la politique du gouvernement italien, et fait tout son possible pour faire oublier ce triste passé.

Il n'a à redouter aujourd'hui que les révélations du nommé Paschetta, chargé par lui d'exécuter le mandat qu'il avait accepté de M. le ministre Ponza di San Martino.

Chose étrange! les hommes de la gauche subalpine partageaient les sentiments d'inimitié du gouvernement contre Mazzini... Ce fait seul prouve suffisamment que la politique de M. le comte de Cavour, qui a personnifié pour ainsi dire la politique de la maison de Savoie, n'a jamais été unitaire. — Cette maison n'a jamais eu qu'une politique d'ambition.

A Turin, on n'appelait Mazzini qu'un traître, un utopiste, un visionnaire, et les rares disciples de ses doctrines n'osaient élever leur voix pour défendre le grand proscrit. Ce ne fut qu'à Gênes, sa patrie, à Gênes, où le sentiment républicain survivait dans la classe populaire, que Mazzini et ses amis purent avoir un journal pour y défendre leurs doctrines.

Le professeur F.-B. Savi était l'ami intime de Mazzini dans cette ville; M. Varè qui, lors des persécutions auxquelles Mazzini avait été en butte en Suisse, avait transporté son journal à Gênes, lui en céda la direction. M. Antonio Zagnoni de Mantoue, qui était parvenu à se soustraire aux persécutions de l'Autriche en franchissant les frontières de la Lombardie, s'était réfugié à Gênes.

Il y fut persécuté par la police piémontaise qui ne pouvait par supporter qu'un émigré habitât Gênes pour y soutenir les théories de Mazzini contre la monarchie piémontaise elle-même. Elle le rechercha de tous côtés, mais elle ne put jamais le trouver.

C'est ainsi qu'en se tenant caché, avec Savi, le journal l'*Italia del popolo* de Mazzini, né en 1848 à Milan, transporté à Rome où il suspendit ses publications le 3 juin 1849 pour passer en Suisse, put continuer pendant quelque temps ses publications à Gênes.

Savi était l'idole des Génois. Homme du peuple, par ses études, par sa capacité, par son zèle et par son activité, il avait fait de son journal un engin de guerre terrible contre la monarchie.—Les articles de Mazzini qui paraissaient continuellement dans ce journal, produisaient une impression profonde.

Le gouvernement de Victor-Emmanuel arrête la mort

de cette courageuse feuille soutenue par les fonds de Mazzini, et rédigée par lui, Savi et Zagnoni. C'est contre elle que se déchaînent toutes les persécutions du fisc : saisies, amendes, condamnations se succèdent sans cesse.

M. Pozzi, gérant du journal, pour se soustraire à la prison, se déguise sous le costume d'un grenadier piémontais, gagne le port et part pour Marseille.

Mais Mazzini, Savi et Zagnoni ne sont pas hommes à se décourager et à s'effrayer de si peu. Un autre journal se fonde, toujours sous la direction de Savi, sur les débris du premier, et le gouvernement monarchique doit se résigner à voir reparaître le même journal avec le titre modifié : l'*Italia e popolo*.

Mazzini, après avoir énergiquement protesté contre l'alliance du Piémont avec les puissances occidentales (1),

(1) La protestation de Mazzini contre l'alliance du Piémont avec les puissances occidentales lors de la guerre contre la Russie, fit beaucoup de bruit.

Le Piémont se trouva inondé de cette protestation vigoureuse. Les soldats piémontais dans leurs casernes, les officiers dans les théâtres la trouvaient dans leur poches, dans leurs képis, partout. La police piémontaise était aux abois, elle ne savait plus à quel saint se vouer. — Ceci se passait au commencement de 1855.—Le nombre d'exemplaires de cette protestation augmentait sans cesse : aux milliers saisis par la police, succédaient plusieurs autres milliers ; elle avait beau faire des perquisitions au journal l'*Italia e popolo*, chez tous les amis connus de Mazzini, rien, rien, rien.

Et pourtant,..... Mazzini lui-même était à Gênes, sous les yeux de la police !

A cette époque, la brigade de grenadiers de Sardaigne tenait garnison à Gênes; elle recélait dans ses rangs, sous la tunique d'un simple soldat du 1er régiment des grenadiers, un jeune patriote, dévoué corps et âme à Mazzini ; nous allons voir quel rôle périlleux joua dans cette affaire ce jeune homme plein d'instruction, d'intelligence, de dévouement et d'amour pour sa patrie.

Mazzini venait d'arriver à Gênes sur un bateau marchand à voiles, sur lequel on avait installé une machine typographique. — C'est sur ce bateau que Mazzini lui-même, aidé de plusieurs de ses amis, imprimait à un nombre considérable d'exemplaires cette proclamation que notre jeune et courageux volontaire des grenadiers introduisait par miliers cachés sous sa tunique; ce jeune grenadier jouissait de quelque liberté, grâce à cette heureuse coïncidence que M. le comte Auguste Massa di San

préparait par lui-même, soit à Londres, soit en Suisse, par ses amis dans les journaux du Piémont et à l'aide de conjurations dans les autres provinces de l'Italie, le terrible soulèvement de 1857.

L'Italie, réduite à l'état le plus misérable par la réaction triomphante, ne pouvait supporter plus longtemps le joug de ses tyrans et l'oppression de l'étranger.

La mesure était comble !

La maison de Savoie poursuivant sa politique ambitieuse, continuait à donner asile à une foule d'émigrés et provoquait par là les vives récriminations des autres gouvernements de la Péninsule. — Mais alliée de la France et de l'Angleterre, avec lesquelles elle avait combattu contre la Russie en Crimée, elle n'avait plus rien à redouter.

Pendant que le Piémont protégeait ces émigrés, dont il se servait tout en les surveillant de près, pour entretenir une agitation continuelle contre la domination autrichienne en Italie, ceux-ci, trompant la surveillance de ce gouvernement à double face, préparaient tout pour un soulèvement qui devait se manifester sur plusieurs points à la fois.

---

Biagio, colonel de son régiment, ayant remarqué ses capacités et son heureux naturel, se l'était attaché personnellement en qualité de secrétaire.

A Gênes, les soldats et les sous-officiers ne pouvaient pas pénétrer dans le port sans une permission spéciale; cette mesure était prise en vue d'éviter toute tentative de désertion. — Notre jeune grenadier s'était fait adroitement un ami de M. Pollaro, maréchal de logis des carabiniers du Pont-royal au port de Gênes, qui, bien certain que son jeune ami en qualité de volontaire n'avait nulle intention de déserter, ne fit aucune difficulté de lui permettre d'aller visiter plusieurs capitaines marchands de la rivière, ses compatriotes.

C'est ainsi que l'uniforme d'un volontaire des grenadiers de Piémont déjoua toutes les ruses de la police et permit d'introduire dans tout le royaume une énorme quantité d'exemplaires de la protestation de Mazzini. — Personne ne fut compromis, notre jeune grenadier ne fut jamais soupçonné, et put ainsi échapper aux terribles dangers qu'il courait par pur dévouement patriotique. — Il était certes difficile de soupçonner qu'il pût exister dans les rangs de cette armée un soldat volontaire, — intelligent, — disciple et ami de Mazzini.

La politique tortueuse de la maison de Savoie trouva malheureusement un appui dans l'illustre exilé Daniel Manin, de Venise. — Manin, qui après la chute de Venise n'avait pas donné signe de vie, finit par se réconcilier complétement avec la maison de Savoie, après la guerre des puissances occidentales contre la Russie. Il eut une longue polémique à soutenir à ce sujet avec Mazzini. En donnant quelques indications intéressantes à ce sujet, nous déclarons d'avance que nous n'avons nullement l'intention d'attaquer les intentions de ce patriote. Nous sommes un simple narrateur des faits que nous appuyons autant que possible de documents authentiques ; c'est au lecteur à apprécier et à juger.

Daniel Manin se rallia à la politique du comte de Cavour qui personnifiait la politique de la maison de Savoie, franchement et sans condition.

Mazzini, au contraire, abstraction faite de la forme du gouvernement, acceptait toute espèce de politique, mais il ne pouvait s'allier sans conditions à la maison de Savoie.

Daniel Manin disait : La maison de Savoie *fera l'unification* de l'Italie ; soyons donc avec elle.

Joseph Mazzini répondait : Que la maison de Savoie *fasse l'Italie*, qu'elle nous donne un gage loyal de son libéralisme, et nous serons avec elle.

Daniel Manin sacrifiait tout à la maison de Savoie.

Joseph Mazzini était prêt à tout sacrifier à quiconque ferait l'Italie.

Daniel Manin sacrifiait la forme républicaine, aveuglé par l'espoir de voir proclamer l'unité de l'Italie ; — Joseph Mazzini eût fait volontiers ce sacrifice, mais seulement après l'accomplissement de ce grand acte.

La polémique soulevée entre ces deux grands patriotes lors de la guerre contre la Russie, produisit une profonde émotion dans le camp de la démocratie italienne.

Les partisans de la maison de Savoie, ainsi qu'une fraction de la démocratie ralliée sous ce drapeau, attaquèrent à l'unisson Mazzini et les mazziniens pendant de longues années, sans songer que ceux-ci auraient suivi l'exemple

de Manin si la maison de Savoie leur eût donné des gages positifs de sa loyauté.

Daniel Manin ne comprit pas qu'il servait les vues de cette maison. « J'accepte la monarchie, disait-il, si elle est « unitaire; j'accepte la maison de Savoie si elle est prête « à donner son concours loyal et efficace pour faire l'Italie, « c'est-à-dire la rendre *une* et *indépendante*.—La monarchie « piémontaise, ajoutait-il, pour être fidèle à sa mission, doit « avoir pour but l'*indépendance* et l'*unification* : elle doit « profiter de toutes les occasions pour atteindre ce but; « elle ne doit faire aucun traité ni aucun pas rétrograde « qui puisse l'en éloigner; elle doit éloigner tous les ob- « stacles de cette voie. — Lorsque la grande bataille de « l'indépendance nationale sera engagée, elle doit s'y jeter « résolûment, et ne jamais remettre l'épée au fourreau tant « que l'Italie ne sera pas faite; elle doit enfin risquer sans « hésitation le trône du Piémont pour conquérir celui de « l'Italie..... » Daniel Manin voulait donc parfaitement ce que voulait la maison de Savoie.

Mazzini, au contraire, voulait des preuves positives du libéralisme de cette maison qui, tant de fois, avait fait avorter les destinées de l'Italie.

Mazzini demandait à la maison de Savoie de se faire franchement révolutionnaire, d'aider tous les peuples soumis au joug de l'Autriche à le secouer en même temps que l'Italie; il demandait aussi la promesse d'une Constituante qui réglât définitivement les rapports entre le prince et le peuple et garantît le suffrage universel et les libertés municipales et provinciales de l'Italie.

Manin ne faisait pas de conditions; il acceptait toute politique qui pût produire l'expulsion des Autrichiens de l'Italie. La Constitution donnée par Charles-Albert, tout imparfaite qu'elle est, faisait assez bien son affaire. Après l'expulsion des Autrichiens, disait-il, les Italiens sauront bien conquérir leur libertés.

L'état actuel pitoyable de l'Italie a montré que l'ancien dictateur de Venise, autonomiste et anti-unitaire en 1848-49 et devenu dans la suite unitaire monarchique, n'avait

pas prévu tous les inconvénients de son système. Sans doute les Italiens sauront conquérir leurs libertés; mais de nouvelles et sanglantes révolutions seront nécessaires pour résoudre une question que le système de Mazzini aurait définitivement tranchée, en évitant, du moins pendant longtemps, d'autres révolutions.

Unifier l'Italie, tel était le programme de Mazzini. Si un roi est capable de le faire, disait-il, je suis avec ce roi; si c'est le pape qui en est capable, je suis avec le pape.

Dans sa première lettre à Charles Albert, lors de son avénement au trône de Sardaigne, Mazzini tenait absolument le même langage.

« Toute l'Italie, disait-il, n'attend qu'une parole de vous, « une seule parole pour être à vous. — Prononcez-la, cette « parole! — Placez-vous à la tête de la nation, et écrivez « sur votre bannière : Union, liberté, indépendance. Pro- « clamez la liberté de penser. — Déclarez-vous vengeur, in- « terprète des droits populaires, régénérateur de toute l'I- « talie. — Délivrez-la des barbares. — Édifiez l'avenir. — « Donnez votre nom à un siècle. — L'humanité tout entière « a prononcé : les rois ne m'appartiennent point; l'his- « toire a consacré cette sentence par des faits.—Donnez un « démenti à l'histoire et à l'humanité, contraignez-la d'é- « crire sous les noms de Washington et de Kosciuszko, nés « citoyens :... « Il y eut un nom plus grand que ceux-là, « vingt millions d'hommes l'écrivirent sur la base d'un « trône qu'ils érigèrent : « A Charles Albert, né *roi*, l'*Italie* « *ressuscitée par lui !* »

« Le secret de la puissance est dans la volonté. — Choi- « sissez une voie qui concorde avec les pensées de la nation, « maintenez-vous-y invariablement; soyez ferme et saisis- « sez le temps, vous avez la victoire en main..... Sire ! à « cette condition, nous nous serrerons autour de vous, « nous vous offrirons nos existences, nous conduirons sous « vos bannières les petits États de l'Italie. — Nous dépein- « drons à nos frères les avantages qui résultent de l'union; « nous provoquerons les souscriptions nationales, les dons « patriotiques; nous prêcherons la parole qui crée les ar-

« mées, et, après avoir déterré les os de nos pères égorgés « par l'étranger, nous conduirons les masses contre les « barbares comme à une sainte croisade. — Unissons-nous, « sire, et nous vaincrons ! »

Que répondit Charles Albert à ce chaleureux et noble appel du chef de la *Jeune Italie ?*

Sans recourir à l'histoire de ce temps malheureux, qu'on se rappelle seulement les premières pages de cet ouvrage.

Qu'on fasse l'Italie, fût-ce même le pape, je serai avec ce pape, disait Mazzini dans la lettre qu'il écrivit le 8 septembre 1847 à Pie IX; il ajoutait :

« Unifiez l'Italie, votre patrie. — Et pour le faire vous « n'avez pas besoin d'agir, mais de bénir ceux qui travail- « leront pour vous et en votre nom.

« Nous ferons surgir autour de vous une nation, au dé- « veloppement libre et populaire que vous présiderez votre « vie durant. — Nous fonderons un gouvernement unique « en Europe qui détruira l'absurde séparation de pouvoirs, « temporel et spirituel, et dans lequel vous serez choisi pour « représenter le principe dont les hommes élus pour re- « présenter la nation feront les *applications*... »

Que répondit Pie IX à ce loyal appel du grand patriote italien ?

Ne l'oublions pas;... Pie IX répond « par la trop fameuse encyclique du 29 avril 1848... »

Après cela, Mazzini pouvait-il, en vérité, suivre aveuglément les voies de Daniel Manin, et s'allier sans garantie à la maison de Savoie ?

Manin se laissa entraîner par les nobles aspirations de son cœur; le langage de Cavour au congrès de Paris effaça de son esprit toutes les anciennes traces de l'histoire de la maison de Savoie; il fit preuve par là d'une grande faiblesse de caractère.

Mazzini, à l'opposé, fit taire tous les sentiments de son cœur et ne suivant que l'impulsion de sa haute raison et de sa rare intelligence, il continua à préparer lui-même les événements et se rendit en Italie qui devait être le théâtre

de ces mêmes événements. C'est là qu'ils devaient s'accomplir.

Ce fut au milieu de toutes ces préoccupations qu'on arriva au mois de juin de l'année 1857. — L'Italie paraissait prête. — L'œuvre de Mazzini, de ses amis et des nombreux émigrés répandus dans toutes les provinces du Piémont, était mûre. — Les comités affiliés avaient fait savoir au comité central de Londres que tout était prêt.

C'était de Gênes que devait partir le signal. Livourne et Naples devaient y répondre.

Le gouvernement piémontais, tombé entre les mains d'une oligarchie bourgeoise, avait provoqué chez les patriotes des haines aussi violentes que celles qu'avaient inspirées l'Autriche et les Bourbons de Naples.

La propagande faite à Gênes par l'*Italia e popolo* de Savi avait porté ses fruits.

Pendant que les républicains se rendaient maîtres de Gênes et de ses forts, Livourne devait s'insurger et le mouvement se répandre dans toute la Toscane. — Naples, à son tour, secouerait le joug à la voix puissante de Pisacane. — Le bateau à vapeur marchand, le *Cagliari* de la compagnie Rubattino, partit de Gênes le 25 juin 1857 avec destination pour Cagliari et Tunis. Ce vapeur avait à bord le colonel Pisacane, M. le baron Jean Nicotera; une foule d'autres partisans s'y embarquèrent aussi en qualité de passagers. — A peine fut-on hors de vue que les voyageurs forcèrent le capitaine du *Cagliari* à mettre le cap sur le royaume des Deux-Siciles. — Le 1er juillet on n'avait encore à Gênes aucune nouvelle de l'arrivée du *Cagliari* en Sardaigne; on fit partir de cette ville le vapeur de guerre l'*Ichnusa* à sa recherche; mais il ne tarda pas à rentrer au port après une recherche complétement infructueuse.

Le *Cagliari*, pendant ce temps, était arrivé à destination. Le *Journal officiel* des Deux-Siciles insérait la note suivante dans son numéro du 1er juillet :

« Le 27 juin, vers quatre heures de l'après-midi, un ba-
« teau à vapeur à hélice sous pavillon piémontais à la
« poupe et un petit drapeau rouge à la proue, a jeté

« l'ancre, sous prétexte d'avaries dans le port de Ponza.

« Le capitaine du port s'est rendu à bord pour visiter « le navire; on l'a retenu prisonnier de vive force. — En « même temps le *Cagliari* mettait ses embarcations à la mer « avec des hommes armés qui ont surpris le poste de la « douane et l'ont désarmé. — D'autres embarcations avec « des hommes armés et portant un drapeau rouge ont dé- « barqué aux cris de *vive l'Italie! vive la République!* et « ont assailli le petit poste des vétérans; il y a eu là quelques « coups de fusil échangés. »

Une dépêche de Marseille, datée du 5 juillet, provenant évidemment du gouvernement napolitain, après avoir annoncé l'arrivée du *Cagliari* à Ponza, ajoute :

« Il lança (le *Cagliari*) des chaloupes armées, qui parvinrent à désarmer un poste de douaniers et de vétérans.

« Un détachement de ligne résista et eut quelques morts ainsi que des blessés.

« La bande arbora alors le drapeau rouge, incendia et pilla plusieurs maisons aux cris de *vive l'Italie! vive la République!* Les conspirateurs furent suivis d'une partie seulement des condamnés qu'ils avaient délivrés. — Ils opérèrent ensuite un second débarquement à Sapri où ils commirent de nouveaux excès. »

D'après cette dépêche, le colonel Pisicane et ses compagnons auraient *incendié et pillé*..... Pour juger de la valeur de cette assertion du gouvernement napolitain, il suffit de rappeler que dans l'île de Ponza, il existait une vaste prison où étaient renfermés avec les voleurs et les assassins de la pire espèce, une quantité de détenus politiques qu'on voulait délivrer; c'était l'unique but de Pisacane.

A peine avait-on reçu à Naples la nouvelle que des insurgés étaient débarquées à Sapri, que Ferdinand II frappé de terreur et craignant de voir toutes les populations *bien-aimées* de son *heureux* royaume répondre à l'appel de ces généreux patriotes, expédia contre cette *bande* un corps d'armée; lui-même s'empressa d'aller se renfermer à Gaète.

Cependant l'heure de la délivrance de la malheureuse Italie n'était pas encore sonnée.

La petite troupe de Pisacane débarquée à Sapri, engagea la lutte avec les Napolitains à Padula, et fut battue à Sala par la garde urbaine réunie aux troupes du roi.

Le *Cagliari* fut capturé : ses matelots jetés en prison à la Vicarie à Naples. — Les hommes qui avaient débarqué à Naples furent presque tous faits prisonniers. — On en fusilla un grand nombre, entre autres le malheureux colonel Pisacane.

Quant à Ferdinand II à peine eut-il appris la nouvelle de la victoire remportée sur Pisacane et ses compagnons, qu'il sortit de Gaète tout rayonnant de joie, et fit chanter disait le *Times* de cette époque, « des *Te Deum* à Naples « pour la victoire de Padula. Le monarque reconnaissant « remercia les populations de leur attachement à sa per- « sonne et à son trône. »

Le journal officiel du royaume des Deux-Siciles, du 18 juillet, publia en tête de ses colonnes : « Le roi désirant « consoler la population de l'île de Ponza, éprouvée par « l'invasion armée du 27 juin, a ordonné que la somme « annuelle de 2,000 ducats fût consacrée à l'exécution de « travaux publics dans cette île. »

Ferdinand II tint parole.

Il élargit et rendit plus sûres ces vastes prisons, tombeaux des vivants!.....

Pendant que les provinces napolitaines étaient le théâtre de ces graves événements, Gênes, la ville républicaine, ne restait pas oisive; elle tentait de seconder le mouvement de Pisacane. — Le 29 juin, une bande d'hommes du peuple s'avance vers le fort du *Diamante*, y pénètre de force et s'en empare. — Le mouvement était bien commencé, son organisation était admirable, mais les différentes bandes formées dans chaque quartier ne répondirent pas à l'appel. — Les troupes piémontaises n'eurent donc pas de peine à étouffer l'insurrection naissante.

On fit de nombreuses arrestations.

Mazzini, qui de Gênes où il était fixé, avait dirigé tout le

mouvement, fut obligé de se sauver, tandis que M. le professeur F. B. Savi, directeur de l'*Italia e popolo*, fut arrêté sans bruit dans sa paisible demeure.

Le mouvement qui éclata à Livourne à la même époque, fut de même comprimé par les troupes toscanes.

On y fit également de nombreuses arrestations.

Au 1er juillet, Gênes n'était plus qu'un désert; les arrestations se succédaient sans relâche; les prisons, comme jadis, regorgeaient de patriotes.

Les perquisitions se multipliaient, la police ne laissait ni trêve ni repos, son bras s'étendait sur tout et sur tous. — Miss Jessie Meriton Withe, considérée comme un des agents les plus intelligents de Mazzini, subit de la police de Gênes une sévère perquisition : lorsque après son arrestation on lui intima l'ordre de quitter les États de S. M. le roi de Sardaigne, elle déclara, dit l'*Independente* de Gênes du 5 juillet, qu'elle préférait subir les chances d'un procès et passer en jugement.

Dans les perquisitions faites à Gênes, on trouva beaucoup de papiers relatifs à l'expédition du colonel Charles Pisacane (1). Le document le plus saillant, un résumé des

(1) Le journal *Il Cattolico* de Gênes, se faisait écrire de Naples sous la date du 7 juillet: « On a trouvé sur la personne de Pisacane, le chef de cette insurrection, un portefeuille contenant plusieurs lettres d'un haut intérêt et qui jettent quelque jour sur les machinations de ces misérables. Ce portefeuille a été envoyé de Sapri par l'autorité locale, sous pli au roi, qui en a fait l'ouverture et l'examen en présence des ministres de Sardaigne et des autres ministres étrangers convoqués ce jour à Gaète. »

Empressons-nous de dire que cette nouvelle des bons Pères était complétement fausse; on ne trouva sur Pisacane aucun papier de cette importance.

De prime abord, le gouvernement de Naples ne put absolument rien découvrir ; il ne connut les plans de l'insurrection que par M. le baron Jean Nicotera, qui faisait partie des personnes arrêtées.

Lorsqu'on instruisit le procès, ce fut M. le baron Jean Nicotera, l'ami de Pisacane, le commandant en second de l'expédition, qui fit les révélations les plus circonstanciées et les plus complètes. On peut se convaincre de cette trahison en lisant la *Gazette des Tribunaux* de Paris du 31 janvier 1855, qui donna un compte rendu de ce procès, dont les débats eurent lieu devant la 4e chambre criminelle de la Principauté Citérieure. M. Nicotera a depuis commandé sous Garibaldi un corps de volontaires dans le

doctrines et de la conduite du noble Pisacane, fut trouvé dans les papiers de Miss Withe dans un pli cacheté portant cette inscription : *Ceci est mon testament*. En voici la copie :

« Au moment de me risquer dans une entreprise témé-

---

Tyrol en 1866, et il siége actuellement dans le Parlement italien, à côté de M. Crispi.

Voici les dépositions de M. Nicotera, d'après les débats du procès. Elles compromettaient un grand nombre de bons patriotes à Potenza et ailleurs qui avaient contribué à préparer cette expédition.

« Jean Nicotera, après avoir parlé des révolutions des Calabres et de Rome en 1848, raconte comment il alla s'établir à Turin après avoir séjourné à Gênes et à Nice. Dans le mois de mai dernier, il reçut de Pisacane une invitation de faire partie d'une expédition dans le royaume de Naples; une lettre du comité napolitain en croyait la réussite assurée. Lorsque Pisacane alla chez lui à Turin, il était accompagné par miss Withe. L'insurrection devait avoir lieu le 13 juin, mais elle avorta par défaut de 100 fusils qu'un navire génois devait apporter. L'expédition fut alors renvoyée au 29 du même mois.

« Pisacane, qui arriva à Gênes le 20, y fit provision d'argent et d'armes; le 25 il en partit à bord du *Cagliari*. Arrivé à Ponza, après avoir fait désarmer la garnison et embarquer les détenus, on prit le chemin de Sapri.

« Après le débarquement on devait aller à Potenza, ville choisie comme point central de l'insurrection. Trente mille hommes, disait-on, étaient prêts à marcher sur Naples. Pisacane était en outre chargé par le comité napolitain d'établir une correspondance avec les Calabres.

« L'accusé reconnaît que le billet saisi sur le machiniste Park avait été écrit par miss Withe; plusieurs documents de Pisacane et du comité de Naples ont été reconnus par lui. »

On n'aurait pas dû oublier sitôt le rôle que M. Nicotera joua dans ce fameux procès :

Nommé en 1866 colonel d'un régiment de volontaires du corps de Garibaldi, M. Nicotera voulut être général avec son collègue Corte,..... et il le fut. C'est en cette qualité qu'il prit part aux événements provoqués par l'insurrection de la campagne de Rome en 1867. — Dans une lettre en date de Naples du 9 septembre 1867, publiée le 13 octobre par M. le Duc Janvier de San Donato, il annonçait qu'il marchait sur Rome à la tête d'une colonne de volontaires. — Il marcha sur Velletri. — Maître de cette ville, il ne voulut prendre conseil que de lui-même, et donna lieu à de graves scandales; la lettre qu'il écrivit à cette occasion et qui fut publiée dans le journal *Il Popolo d'Italia* de Naples, le 6 novembre 1867, ne parvint pas à l'en justifier.

Sa vanité et son besoin de paraître reçurent un rude échec; voici comment eut lieu ce ridicule épisode de sa vie. Étant colonel d'un régiment de volontaires en Tyrol pendant la guerre de 1866, il eut l'idée de placer une sentinelle devant sa tente, « pour ne pas être dérangé, disait-« il, dans ses études militaires. » Un jour, un de ses volontaires en fac-

raire, je veux manifester au pays mon opinion, afin de combattre la critique du vulgaire toujours disposé à applaudir les vainqueurs et à maudire les vaincus.

« Mes principes politiques sont suffisamment connus; je crois au socialisme, mais au socialisme différent des systèmes français, tous plus ou moins fondés sur l'idée monarchique et despotique qui prévaut dans la nation, je crois au socialisme qui renferme l'avenir inévitable et prochain de l'Italie et peut-être de l'Europe entière. Le socialisme dont je parle peut se résumer par ces deux mots : *Liberté* et *association*. Cette opinion, je l'ai développée dans les deux volumes que j'ai composés, fruit d'à peu près de six ans d'études, et auxquels, faute de temps, je n'ai pu donner les derniers soins de style et de diction. Si quelqu'un parmi mes amis voulait me remplacer et publier ces deux volumes, je lui en serais très-reconnaissant.

« Je suis convaincu que les chemins de fer, les télégraphes électriques, les machines, les améliorations de l'industrie, enfin tout ce qui développe et facilite le commerce est destiné, par une loi fatale, à appauvrir les masses. Tous ces moyens augmentent les produits, mais ils les accumulent dans un petit nombre de mains, ce qui fait que ce progrès tant vanté n'est en définitive que de la déca-

---

tion, qui ne voyait jamais son colonel, le croyant plongé dans ses études militaires, se hasarda de jeter un coup d'œil à l'intérieur de la tente et le vit..... dans les bras d'une maîtresse qu'il avait introduite dans le camp ! C'est ainsi que les Nicotera faisaient la guerre à l'Autriche en 1866 !

Cette aventure fit beaucoup de bruit et bien souvent on rappelle à M. Nicotera « ses études militaires. »

Disons en passant que parmi les volontaires de Garibaldi, il y avait beaucoup de jeunes gens des premières familles d'Italie qui avaient peine à se plier à des habitudes de discipline. — Ceux qui désirent mieux connaître le GÉNÉRAL Nicotera et sa carrière militaire, peuvent consulter les mémoires d'un Garibaldien qui ont paru en feuilletons dans la *Gazetta del Popolo* de Florence, aux mois de septembre, octobre et novembre 1866, aussitôt après la mémorable et désastreuse campagne de cette année. — Ces feuilletons ont été recueillis en volume. On a lancé des accusations très-graves contre le GÉNÉRAL Nicotera; mais il a cru ne devoir y répondre que par un dédaigneux silence.

dence : si l'on considère ces prétendues améliorations comme un progrès, ce sera dans le sens qu'en augmentant la misère du peuple, elles le pousseront infailliblement à une terrible révolution, laquelle, en changeant l'ordre social, mettra au profit de tous ce qui maintenant tourne au profit de quelques-uns.

« Je suis convaincu que l'Italie sera grande par la liberté ou bien esclave ; je suis convaincu que les remèdes tempérés, comme le régime constitutionnel du Piémont et les améliorations progressives accordées à la Lombardie, bien loin d'avancer la résurrection de l'Italie, ne peuvent que la retarder. Pour moi, je ne ferais pas le plus petit sacrifice pour changer un ministère ou pour obtenir une Constitution, pas même pour chasser les Autrichiens de la Lombardie et réunir cette province au royaume de Sardaigne. A mon avis, la domination de la maison de Savoie et la domination de la maison d'Autriche sont précisément la même chose. Je crois aussi que le régime constitutionnel du Piémont est plus nuisible à l'Italie que la tyrannie de Ferdinand II. Je crois fermement que si le Piémont avait été gouverné de la même manière que les autres États italiens, la révolution de l'Italie serait faite à l'heure qu'il est.

« Cette opinion très-arrêtée, découle chez moi de la conviction profonde où je suis que la propagation de l'idée est une chimère, que l'instruction du peuple est une absurdité. Les idées découlent des faits, et non ceux-ci de celles-là, et le peuple ne sera pas libre parce qu'il sera instruit, mais il sera bientôt instruit quand il sera libre. La seule chose que peut faire un citoyen pour être utile à son pays est d'attendre patiemment le jour où il pourra coopérer à une révolution matérielle; les conspirations, les complots, les tentatives d'insurrection sont, d'après moi, la série des faits à travers lesquels l'Italie marche vers son but (l'unité!). L'intervention des baïonnettes de Milan a produit une propagande bien plus efficace que mille volumes écrits par les doctrinaires qui sont la véritable ruine de notre pays et du monde entier.

« Il y a des personnes qui disent : La révolution doit êtr

faite par le pays. Cela est incontestable. Mais le pays est composé d'individus; et si tous attendaient paisiblement le jour de la révolution sans la préparer par la conspiration, la révolution n'éclaterait jamais. Si, au contraire, tout le monde disait : La révolution doit se faire par le pays, et comme je suis une partie infinitésimale du pays, j'ai, moi aussi, une partie infinitésimale de devoir à remplir, et je la remplis, la révolution serait immédiatement accomplie et invincible, car elle serait immense. On peut ne pas être d'accord sur la forme d'une conspiration, sur le lieu et le moment où une conspiration doit s'accomplir; mais n'être pas d'accord sur le principe, c'est une absurdité, une hypocrisie et une manière de cacher le plus bas égoïsme.

« J'estime celui qui approuve la conspiration et qui ne conspire pas lui-même; mais je n'éprouve que du mépris pour ceux qui, non-seulement ne veulent rien faire, mais qui se plaisent à blâmer et à maudire ceux qui agissent. Avec mes principes, j'aurais cru manquer à un devoir sacré si, voyant la possibilité de tenter un coup de main sur un point bien choisi et dans des circonstances favorables, je n'eusse employé toute mon énergie à l'exécuter et à le mener à bonne fin.

« Je n'ai pas la prétention, comme plusieurs oisifs m'en accusent pour se justifier, d'être le sauveur de la patrie. Non ; mais je suis convaincu que dans le midi de l'Italie la révolution morale existe; qu'une impulsion énergique peut pousser les populations à tenter un mouvement décisif, et c'est pour cela que mes efforts se sont employés à l'accomplissement d'une conspiration qui doit donner cette impulsion. Si j'arrive sur le lieu du débarquement, qui sera Sapri, dans la Principauté Citérieure, je croirai avoir obtenu un grand succès personnel, dussé-je ensuite mourir sur l'échafaud. Simple individu, quoique je sois soutenu par un assez grand nombre d'hommes généreux, je ne puis faire que cela, et je le fais. Le reste dépend du pays et non pas de moi. Je n'ai que ma vie à sacrifier pour un tel but, et je n'hésite pas à le faire.

« Je suis persuadé que si l'entreprise réussit j'obtien-

drai les applaudissements universels; si je succombe, le public me blâmera. On m'appelera fou, ambitieux, turbulent, et ceux qui ne faisant jamais rien passent leur vie à critiquer les autres, examineront minutieusement l'entreprise, mettront à découvert mes erreurs, et m'accuseront de n'avoir pas réussi faute d'esprit, de cœur et d'énergie... Que tous ces détracteurs le sachent bien, je les considère non-seulement comme incapables de faire ce que je vais tenter, mais encore comme incapables d'en concevoir la pensée. A ceux qui diront que l'entreprise était impossible, je réponds que si avant de former de semblables entreprises on voulait obtenir l'approbation du monde, il faudrait y renoncer : le monde n'approuve d'avance que les desseins vulgaires. On a appelé fou celui qui fit en Amérique l'essai du premier bateau à vapeur, et l'on a démontré plus tard l'impossibilité de traverser l'Atlantique avec ces bateaux. C'était un fou notre Colomb avant d'avoir découvert l'Amérique, et le vulgaire aurait traité de fous et d'imbéciles Annibal et Napoléon s'ils avaient succombé, l'un à la Trebbia et l'autre à Marengo. Je ne prétends pas comparer mon entreprise à celle de ces grands hommes; elle leur ressemble cependant par un côté, car elle sera l'objet d'une désapprobation universelle si j'échoue et de l'admiration du monde si je réussis. Si Napoléon, avant de quitter l'île d'Elbe pour débarquer à Fréjus avec cinquante grenadiers, avait demandé des conseils, son projet aurait été blâmé à l'unanimité. Napoléon avait ce que je n'ai pas, le prestige de son nom; mais aussi je rallie à mon drapeau toutes les affections et toutes les espérances de la révolution italienne. Toutes les douleurs et toutes les misères de l'Italie combattront avec moi.

« Je ne dis plus qu'un mot: si je ne réussis pas, je méprise profondément le vulgaire ignoble qui me condamnera; si je réussis, j'apprécierai fort peu ses applaudissements. Toute ma récompense, je la trouverai dans le fond de ma conscience et dans l'âme de ces chers et généreux amis qui m'ont prêté leur concours et qui ont partagé mes battements de cœur et mes espérances.

Que si notre sacrifice ne produit aucun bien à l'Italie, ce sera du moins une gloire pour elle d'avoir produit des enfants qui ont bien voulu s'immoler à son avenir.

« Gênes, ce 24 juin 1857.

« CHARLES PISACANE. »

Ce remarquable morceau, sorti de la tête d'un grand penseur et du cœur d'un généreux patriote restera dans l'histoire comme un glorieux monument de cette courageuse expédition, entreprise avec une grande abnégation par l'illustre citoyen Pisacane, qui paya de sa vie son amour sans bornes pour sa patrie.

Sur les interpellations qui lui furent faites au Parlement, le ministère se vit obligé de déclarer que le mouvement de Gênes n'avait eu que des proportions très-bornées. — Le fort du *Diamante*, pris par les insurgés contre la troupe, était sans importance, déclara M. la Marmora au Sénat; enfin M. Rattazzi avance qu'on n'avait saisi à Gênes que cinq cents fusils, vingt pistolets et deux cent quarante poignards. — On instruisit néanmoins le procès. — Plusieurs patriotes subirent diverses condamnations, entre autres le professeur F. B. Savi, qui fut condamné à dix ans de travaux forcés, et Joseph Mazzini, qui fut condamné à mort par contumace (1).

(1) Pauvre Savi ! Plein de confiance dans ceux qu'il croyait ses amis, il laissait sans défiance quantité de papiers à la merci de ceux qui venaient le voir. — Un jour un certain Prina, ouvrier, prit sur son bureau une lettre qui lui avait été adressé par Mazzini. — Prina la céda-t-il à la police ou se la laissa-t-il enlever par elle ? Quoi qu'il en soit, ce fut par elle qu'il devint le dénonciateur de cet infortuné patriote qui fut condamné à la suite des dépositions de Prina à dix ans de travaux forcés.

Les avocats défenseurs firent les plus généreux efforts pour conserver toute sa dignité à ce procès politique. Bon nombre d'individus compromis dans cette affaire n'auraient pas mieux demandé que de changer leur rôle d'accusés contre celui de dénonciateurs et d'accusateurs !

Depuis ce procès, M. Prina n'est plus ouvrier; il fait des affaires mmerciales à Gênes, tout en se posant en démocrate avancé. — On s'explique pas ce changement de condition de M. Prina..... ou plutôt ne se l'explique que trop.

# CHAPITRE IX.

**La guerre de 1859 et la maison de Savoie.**

Pendant qu'à Gênes Joseph Mazzini était condamné à mort, il figurait comme accusé à Paris dans un autre procès à propos d'un attentat contre la vie de Napoléon III. Les débats de ce procès étaient portés devant la Cour d'assises de la Seine, sous la présidence de M. Vavin, à l'audience du 6 août 1857.

Joseph Mazzini était-il coupable des faits dont il était accusé? L'histoire portera un jour peut-être une sévère investigation sur tout ce procès : pour nous, il ne nous appartient aujourd'hui que de donner une relation exacte des faits :

Cette affaire fut soumise au jury en vertu d'un arrêt de la chambre des mises en accusation ; nous en donnons le texte pour ce qui a rapport à Mazzini.

« La Cour, après en avoir délibéré :

« Attendu que des pièces et de l'instruction résultent « des charges suffisantes contre Paolo Tibaldi, Giuseppe « Bortolotti, Paolo Grilli, dit Faro, Giuseppe Mazzini, « Alexandre-Auguste Ledru-Rollin, Gaetano Massarenti et « Federico Campanella, ces quatre derniers absents,

« D'avoir, en 1857, par une résolution d'agir, con- « certée et arrêtée entre eux, formé un complot ayant « pour but un attentat contre la vie de l'Empereur, ledit « complot ayant été suivi d'un acte commis ou commencé « pour en préparer l'exécution. . . . . .

. . . . . .

« Ordonne la mise en accusation desdits Tibaldi, Bor- « tolotti, Grilli, Mazzini, etc.

« Dans l'acte d'accusation on lit :

. . . . . .

« Dès la fin de l'année 1856, le prochain renouvelle-
« ment du Corps législatif était attendu par eux (Mazzini
« et Ledru-Rollin) comme une époque favorable. Une
« lettre, adressée de Paris à Mazzini, le 29 novembre 1856,
« et qui est jointe au dossier de la procédure, l'entrete-
« nait de ces coupables espérances. On y lit notamment
« ce qui suit :

« ..... Une occasion!!! C'est à vous de savoir laquelle.
« Puisque nous parlons ici d'occasion, disons que les
« élections au Corps législatif amèneront beaucoup d'agi-
« tation. En ce moment, une occasion pourrait amener
« bien des choses. C'est le suffrage universel qui est em-
« ployé pour les élections. Réfléchissez! »

« L'auteur de cette lettre, le sieur Pignières (1), a été
« entendu dans l'instruction ; il n'a pu nier qu'elle fût de
« sa main ; il n'a pas nié davantage qu'elle eût été écrite par
« lui à Mazzini.....

« A l'approche des élections générales, le gouvernement
« sut exercer une active surveillance sur les menées du
« dehors qui se promettaient de trouver ou de faire naître
« une occasion au sein de l'agitation électorale.

« A ce moment, Mazzini avait quitté Londres pour
« se rendre à Gênes, où sa présence n'a pas tardé à
« devenir le signal de tentatives d'insurrection sur divers
« points de l'Italie.

« Il était resté en correspondance avec ses amis ou
« affidés de Londres pour ce qu'il a appelé lui-même l'*af-*
« *faire de Paris*, c'est-à-dire pour un attentat qui, en
« frappant la personne de l'Empereur, supprimerait le
« principal gardien de la paix de l'Europe contre les pas-
« sions révolutionnaires.....

« L'accusé Campanella, qui prend la qualité d'homme
« de lettres, est l'ami en même temps que l'agent de Maz-

(1) Le nom de M. Léonce Pignières de la Bouloy est aussi connu en France qu'en Italie. Aujourd'hui l'homme qui porte ce nom est obligé à se cacher.

« zini. En l'absence du maître, il avait mission de faire exé-
« cuter ses ordres à Londres.....

« Le 13 juin 1857, était saisi à la poste de Paris, en
« vertu d'un mandat régulier, une lettre timbrée de Gênes,
« le 10 juin, et adressée au sieur Statford, à Londres. Cette
« lettre renfermait, sous le même pli, trois pièces de la
« main de Mazzini, où va se trouver la preuve du crime
« aujourd'hui déféré à la justice; preuve à ce point
« manifeste que l'instruction qui a suivi n'a fait que la
« développer.....

« Tous ces faits ressortent avec évidence de trois lettres
« saisies dont il convient maintenant de faire connaître le
« texte.

« La première est adressée à Massarenti, comme l'in-
« diquent les inscriptions et ces mots par lesquels elle
« commence : « Cher Massarenti, j'ai la vôtre du 6. »

« Elle porte la date du 10 juin; on y lit ce qui suit:

« Quant aux deux amis de Bol.... (*probablement Bo-*
« *logne*) et Fa.... (*probablement Faenza*) dont vous me
« faites parvenir la proposition, la chose est devenue
« plus importante que jamais; presque toute la ques-
« tion est là, mais je ne puis les juger. Vous le pouvez;
« les connaissez-vous bien? Les croyez-vous capables
« et vraiment décidés? Alors, allez chez Camp.... (Cam-
« panella), parlez-lui, je l'ai chargé et informé. — Rap-
« pelez-vous ce que je vous ai dit sur la méthode à suivre.
« Indépendants, — deux à deux, — c'est l'unique moyen.

« Si l'ami est parti, ce que vous savez par les jour-
« naux, c'est inutile autant pour eux que pour les deux
« que j'ai vus avec vous. — S'il revient de la cam-
« pagne et reste, alors les deux anciens amis ont aussi
« besoin d'un peu d'argent et pour eux; si vous allez chez
« l'ami de la brasserie, il vous en donnera, je lui en donne
« l'ordre.

« Il faut que les deux nouveaux soient économes. Je
« voudrais donner des millions, mais je ne le puis. Les dé-
« penses en Italie sont incroyables.

« Votre Joseph. »

« On a aisément reconnu, dans ce langage si peu « voilé, le projet d'assassinat contre l'Empereur, l'ob- « stacle momentané apporté à l'exécution par le voyage « de Sa Majesté à Fontainebleau, enfin un sujet de « préoccupation se rapportant à l'Italie, et qui rend « plus importante que jamais la chose qui doit être faite à « Paris.

« Les affaires d'Italie tiennent une plus grande place « dans la seconde lettre qui est adressée à Campanella.

« Mazzini y parle d'abord d'un incident qui vient de « compromettre le succès de ses plans. Mais les amères « doléances que ce fait lui inspire raniment bientôt sa « pensée sur l'*affaire de Paris* : cette seconde lettre, « qui porte pour suscription unique le mot *Camp*, qui « désigne suffisamment l'accusé Campanella, est datée « du 10 juin, comme les précédentes, et conçue en ces « termes :

« C. F. (*probablement Caro Fratello*). Tout un édifice « construit avec une difficulté infinie, mais inespéré jus- « qu'à hier, — et remarque qu'aujourd'hui était le jour « décisif, a été abattu par un coup de vent, à cause d'un « navire battu par la tempête qui a dû jeter à la mer le « matériel et autres objets. Or sans ces choses, l'autre « opération qui devait avoir lieu aujourd'hui et qui était « immanquable, ne peut se faire. — C'est à se donner de « la tête contre un mur. — Je ne le fais pas et me dis : « c'est à recommencer!... Remarque que j'ai encore une « chance pour que l'édifice se redresse d'un seul coup; « j'en saurai quelque chose dimanche.

« Maintenant, écoute. Veux-tu entendre en colloque se- « cret Massarenti sur l'affaire de Paris? Apprends qu'elle « est devenue plus que jamais désirée et urgente. Il y en « a deux qui se proposent, mais la question principale est « de savoir s'il les connaît bien et s'il les garantit capables. « Dans le cas affirmatif, s'ils exigent de quoi vivre un mois « sur le lieu, si leur demande est modérée, et si la convic- « tion de Mass... (*Massarenti*) est favorable, qu'il cherche « ou qu'ils cherchent des passe-ports.

« Je ne puis m'occuper de cela, et qu'ils aillent!... Ci-
« incluse est une ligne pour l'ami connu de Massarenti,
« qui demeure rue de Ménilmontant, 122; ils trouveront
« là le matériel. Il y en a deux autres, mais mon intention
« est qu'ils agissent indépendants, deux à deux. Je fais la
« même chose ici.

« En cas que tout aille bien, demande de l'argent à
« James que j'avertis, et à qui j'en envoie.— Massarenti, je
« dois lui rendre cette justice par une longue expérience,
« est le secret incarné, et tu ne dois avoir affaire qu'à lui;
« la chose est vitale pour le pays, et, par conséquent, je
« compte sur toi.

« Adieu, avec une tempête dans l'âme, mais toujours
« à toi.

« GIU. »

« La troisième pièce ayant la forme d'un simple billet,
« était renfermée dans la lettre à Campanella, et s'adresse
« évidemment au complice résidant à Paris, chargé d'y
« recevoir, et de diriger les assassins. Le destinataire n'y est
« pas désigné autrement que par les initiales A P. T.,
« sous lesquelles il faut lire: *A Paolo Tibaldi.* Enfin elle est
« ainsi conçue :

« Les porteurs sont en tout comme les deux que vous
« avez. Traitez-les également et sans réserve; mais faites
« qu'ils travaillent indépendants. C'est le mieux pour tous.

« 10 juin.

« Votre GIUSEPPE. »

En vertu de ces faits, des dépositions des accusés et des témoins, dans la séance de la cour d'assises de la Seine du 3 septembre 1857, sous la présidence de M. Vavin siégeant sans l'assistance de jurés, Joseph Mazzini, Alexandre-Auguste Ledru-Rollin, Gaetano Massarenti et Federico Campanella, tous absents, sont condamnés à la peine de la déportation (1).

(1) Voir *Gazette des Tribunaux* de l'époque.

Une année ne s'était pas écoulée, que le nom de Joseph Mazzini reparaissait de nouveau devant un tribunal de la Seine, à propos du procès auquel donna lieu l'attentat du 14 janvier 1858.

Mais selon l'acte d'accusation, Mazzini ne prit nullement part à l'attentat d'Orsini, ex-représentant à l'Assemblée constituante à Rome en 1849, de Pieri, de De Rudio et de Gomez; le procureur impérial s'empressa de constater ce fait : « Orsini, dit-il..., après avoir été signalé comme un « émissaire de Mazzini, a rompu ou fait semblant de rom- « pre avec lui. »

Plus tard, lorsqu'on parlait à Mazzini de sa prétendue complicité avec Orsini, on l'a entendu répondre avec fermeté, qu'il ne fallait pas même en parler, que Félix Orsini était assez homme pour porter seul devant la postérité le mérite ou le démérite de ses actes.

De nombreuses discussions se sont élevées sur les conséquences politiques de l'attentat de Félix Orsini.

Nous avons entendu des énergumènes faire son apothéose, plus souvent encore nous avons entendu des hommes sérieux, prétendre que cet acte audacieux de l'ex-gouverneur d'Ancône avait poussé Napoléon III à prendre une résolution décisive et à se hâter de faire quelque chose pour l'Italie. — Nous croyons, nous, que les dernières paroles de Félix Orsini avant de franchir les marches fatales de l'échafaud dressé le matin du 13 mars 1858 à Paris, sur la place de la Roquette, durent produire une impression profonde sur l'esprit de l'empereur Napoléon III, mais que de hautes raisons politiques l'ont seules décidé à sortir du fourreau la noble épée de la France pour voler au secours de l'Italie, comme aussi ce furent sans doute de hautes raisons politiques qui l'arrêtèrent après la bataille de San Martino et de Solferino sur les bords du Mincio.

Dans quelle condition se fit la guerre de 1859?

La proclamation, du 3 mai, de Napoléon III au peuple français, le disait très-clairement : « L'Autriche a amené « les choses à cette extrémité, qu'il faut qu'elle domine

« jusqu'aux Alpes ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adria-
« tique. »

Quel était le but de cette guerre ?

« Le but de cette guerre, disait l'empereur dans la même
« proclamation, est de rendre l'Italie à elle-même....., et
« nous aurons à nos frontières un peuple ami qui nous de-
« vra son indépendance. »

A peine arrivé à Milan, et installé dans la villa Bonaparte, palais qui avait été la résidence de Napoléon I^er^, l'empereur le 8 juin 1859 s'adressant aux Italiens, leur dit dans une proclamation :

« Votre désir d'indépendance si longtemps exprimé,
« si souvent déçu, se réalisera si vous vous en montrez
« dignes.

« Unissez-vous donc dans un seul but : l'affranchissement
« de votre pays. Organisez-vous militairement... — Souve-
« nez-vous que, sans discipline, il n'y a pas d'armée, et,
« animés du feu sacré de la patrie, ne soyez aujourd'hui
« que soldats; demain, vous serez citoyens libres d'un
« grand pays. »

A ces nobles paroles, le cœur de tous les Italiens bondit de joie. — Napoléon III était devenu l'idole des populations enthouslastes.

Soldats français, vous qui avez combattu pour la cause de notre indépendance, croyez-vous que les Italiens soient des ingrats ? La population tout entière de notre pays n'était-elle pas animée d'une seule idée, d'une seule pensée ? — Reconnaissance pour ses libérateurs ! Nous avons vu, nous, l'expression de ce noble sentiment poussée jusqu'à l'ivresse, lorsque Napoléon III traversant le Piémont, mettait le pied en Lombardie, les populations affolées se précipitaient sous les pieds de son cheval qui ne pouvait avancer tant les rues étaient jonchées de fleurs; les malades sortaient de leurs lits pour voir le libérateur de la patrie, les mères, les bras chargés de leurs enfants, se précipitaient dans les rues; les yeux baignés de larmes de joie, elles montraient à ces petits êtres le sauveur, celui qui devait rendre l'Italie libre des Alpes à l'Adriatique...

Mazzini qui ne croyait pas que les expressions : liberté et indépendance fussent de vains mots dont on peut faire trafic, mais qui toujours les considéra comme des idées, mieux que cela comme des principes, Mazzini, disons-nous, ne voyait pas de bon œil, l'intervention du gouvernement français en Italie en faveur de la monarchie de Savoie, de ce même gouvernement français qui soutenait de ses baïonnettes le pouvoir temporel des papes; il ne sentait dans cet élan aveugle des populations, que le triomphe de l'ambitieuse politique de cette maison.

Mais quel ne fut pas l'étonnement général, lorsqu'après avoir fait tant de sacrifices, après avoir marché de victoires en victoires, on vit l'empereur remettre tranquillement l'épée de la France dans son fourreau, sur les bords du Mincio.

Le Mincio..... ce n'était pas les bords de l'Adriatique! Telle était la réflexion qui venait sur les lèvres de chacun.....

La paix de Villafranca fut un coup de foudre pour les Italiens qui apprirent subitement par une proclamation impériale en date du quartier-général de Valeggio, 12 juillet 1859, que, « les bases de la paix étaient arrêtées avec l'em-
« pereur d'Autriche; que, le but principal de la guerre
« était atteint; que l'Italie allait devenir pour la première
« fois une nation; qu'une confédération de tous les États
« de l'Italie, sous la présidence honoraire du Saint-Père,
« réunirait dans un faisceau les membres d'une même fa-
« mille; que la Vénétie restait, il est vrai, sous le sceptre
« de l'Autriche, mais qu'elle serait néanmoins une pro-
« vince italienne faisant partie de la confédération » (1).

---

(1) L'historien pourrait ici rechercher les causes qui arrêtèrent tout à coup sur le Mincio les armées victorieuses franco-sardes, qui marchaient à la délivrance de Venise et de l'Italie jusqu'à l'Adriatique, comme l'avait assuré la proclamation de Napoléon III au peuple français, en date du 3 mai 1859.

Mais cet examen critico-historique nous éloignerait trop de notre but principal; nous nous bornerons à expliquer ce fait en transcrivant ici les éloquentes paroles insérées dans le *Moniteur universel* du 11 juillet qui, après avoir annoncé qu'une suspension d'armes avait été conclue le

Ces déclarations impériales frappèrent tous les cœurs italiens d'un profond sentiment de tristesse.

L'idée unitaire qui n'avait guère pour prosélytes que les amis de Mazzini, prit tout à coup des proportions considérables; une sourde agitation se répandit par toute la Vénétie encore au pouvoir de l'Autriche.

---

8 juillet jusqu'au 16 août suivant, entre les parties belligérantes, trêve qui permettait à l'Empereur de retourner à Paris et qui devait être considérée comme un prélude de paix, s'exprimait ainsi :

« Des communications étaient échangées entre les trois grandes puis-« sances neutres, en vue de se mettre d'accord pour offrir leur médiation « aux belligérants. Le premier acte de cette médiation devait tendre à la « conclusion d'un armistice; mais, malgré la rapidité des transmissions « télégraphiques, l'entente à établir entre les cabinets ne permettait pas « que ce résultat fût obtenu avant quelques jours. Cependant, les hostili-« tés de notre flotte contre Venise allaient s'ouvrir, et une nouvelle lutte « de nos armées devant Vérone pouvait s'engager à tout instant.

« En présence de cette situation, l'Empereur, toujours fidèle aux sen-« timents de modération qui ont constamment dirigé sa politique; préoc-« cupé, d'ailleurs, avant toute chose, du soin de prévenir toute effusion de « sang inutile, n'a pas hésité à s'assurer directement des dispositions de « l'empereur François-Joseph, dans la pensée que ces dispositions étaient « conformes aux siennes; c'était pour les deux souverains, un devoir « sacré de suspendre, dès à présent, des hostilités qui pouvaient devenir « sans objet, par le fait de la médiation. »

Il paraîtrait que cette médiation ne laissait pas que d'être entourée de quelques symptômes menaçants, car l'empereur Napoléon, dans sa proclamation du 12 juillet aux soldats, leur tenait ce langage :

« Vous allez bientôt retourner en France; la patrie reconnaissante « accueillera avec transport ces soldats qui ont porté si haut la gloire de « nos armes à Montebello, à Palestro, à Turbigo, à Magenta, à Mari-« gnano et à Solférino, qui, en deux mois ont franchi le Piémont et la « Lombardie ET NE SE SONT ARRÊTÉS QUE PARCE QUE LA LUTTE ALLAIT « PRENDRE DES PROPORTIONS QUI N'ÉTAIENT PLUS EN RAPPORT AVEC LES « INTÉRÊTS QUE LA FRANCE AVAIT DANS CETTE GUERRE FORMIDABLE.»

Ces déclarations nous paraissent si explicites que nous croyons y trouver les raisons de haute politique qui enchaînèrent la victoire sur les bords du Mincio.

Il est évident que si cette guerre se fût poursuivie jusqu'au bout, Sadowa n'aurait jamais eu lieu et la France dès 1859 eût empêché la marche triomphale et si rapide de la Prusse en 1866.

Quand l'histoire pourra disposer de tous les documents de la guerre de 1859, peut-être y trouvera-t-elle les prodromes de la guerre de 1866, si courte, mais si considérable par ses résultats.

Le lendemain de Villafranca fut un jour de véritable crise pour toute l'Italie ! — Le ministère Cavour donna aussitôt sa démission. — Le comte de Cavour après quelques entrevues très-orageuses avec l'empereur Napoléon III et le roi Victor-Emmanuel se retira dans sa villa de Leri.

Après bien des tâtonnements et de nombreux pourparlers tantôt avec M. Arese, tantôt avec M. Rattazzi et plusieurs autres hommes politiques, on forma définitivement un cabinet la Marmora-Rattazzi, le 19 juillet.

Déjà les ducs et les grands-ducs de l'Italie centrale, glorieux de leur défaite dans les rangs de l'armée autrichienne, se voyaient *rappelés dans leurs possessions ;* le petit nombre de leurs partisans ne doutaient pas de leur prochaine restauration. Jamais l'Italie n'avait traversé une phase si pénible !

Garibaldi qui s'était couvert de gloire dans cette mémorable campagne et qui le premier, à la tête de ses chasseurs des Alpes, avait mis le pied sur le territoire de la Lombardie, Garibaldi qui voulait à tout prix la complète indépendance de sa patrie, à la nouvelle de la paix de Villafranca se rendit au quartier général du roi pour lui offrir sa démission en même temps que celle de tous les officiers de ses volontaires. — Victor-Emmanuel ne voulut pas les accepter et le 15 juillet à Lovere, Garibaldi publia l'ordre du jour suivant :

« Quelle que soit la marche des événements politiques, dans les circonstances actuelles, les Italiens ne doivent ni déposer les armes, ni se décourager ; ils doivent au contraire, grossir les rangs et témoigner à l'Europe que, guidés par le vaillant Victor-Emmanuel, ils sont prêts à affronter de rechef les vicissitudes de la guerre de quelque nature qu'elles soient.

« Le général GARIBALDI. »

Tout le monde prévoyait et redoutait une restauration ; par ses proclamations, Garibaldi avait tranché la question et mis fin à ces appréhensions ; le mot d'ordre était donné : *Point de restauration.* Il persiste à donner sa démission ; il

l'obtient enfin du gouvernement piémontais, qui lui fait accepter le commandement général de l'Italie centrale.

L'idée fédérative soutenue par la France n'était pas partagée par les Italiens ; elle fut si hautement prônée qu'elle finit par produire une forte réaction en faveur de l'idée unitaire.

Mazzini, qui avait assisté en silence et loin des champs de bataille à cette lutte monarchique et dynastique contre l'Autriche, sortit enfin de son silence et de son apparente inactivité.

La seule présence des Français en Italie avait déterminé le soulèvement des Toscans et la fuite du grand-duc Léopold, la municipalité de Florence avait nommé un gouvernement provisoire et décerné à Victor-Emmanuel la dictature militaire. Le gouvernement piémontais n'accepta pas formellement cette offre, mais il conféra à M. Charles Boncompagni, son ministre plénipotentiaire, le titre de commissaire extraordinaire pendant la guerre. M. Boncompagni constitua immédiatement un ministère pour l'administration de la Toscane, dirigé par M. Bettino Ricasoli.

Après la paix de Villafranca, le gouvernement piémontais rappela M. Boncompagni dans la prévision que le grand-duc pourrait rentrer dans ses États, et M. Ricasoli resta seul maître de la situation en Toscane.

Homme fier et énergique, on doit lui rendre cette justice, et nous le faisons très-volontiers quoique ses adversaires, il rendit de très-grands services à la Toscane.

Il résista vigoureusement, non-seulement aux influences qu'aurait voulu étendre sur toute la Toscane, le prince Napoléon qui l'occupait sous prétexte de raisons stratégiques, en qualité de commandant du cinquième corps de l'armée française, mais il s'opposa non moins énergiquement à toute idée de restauration de la maison de Lorraine.— Ce chapitre de la vie du baron Ricasoli lui fait d'autant plus d'honneur que précédemment en 1849 il avait travaillé avec non moins d'énergie à la restauration grand-ducale.

Après la paix de Villafranca des symptômes d'une grande

agitation se manifestèrent dans toute la Haute-Italie et dans l'Italie du centre.

La Toscane était devenue le quartier général de la démocratie; les affreux massacres auxquels s'étaient livrés les troupes papalines à Pérouse avaient augmenté, s'il était possible, l'irritation des patriotes contre le Pape.

A l'exemple de la Toscane, de Parme et de Modène, on cherchait à soulever les Marches et l'Ombrie.

Mazzini et ses amis qui avaient en outre à venger le carnage de Pérouse, travaillaient de toutes leurs forces à atteindre ce but. — « Mais la diplomatie, écrit M. Dal-« l'Ongaro, dans sa biographie de M. Ricasoli, avait fait « savoir au gouvernement toscan que l'homme invisible « et redouté respirait depuis quelque temps l'air de la « Toscane, et elle accusait M. Ricasoli de faiblesse ou de « connivence. »

Piqué par ces observations, M. Ricasoli lança tous ses carabiniers à la poursuite de l'homme *invisible* et *redouté*, qui, de son cabinet où il était introuvable, lui écrivit une lettre dans laquelle, tout en faisant un tableau saisissant des événements du jour, il laissait entrevoir une partie des grands projets qui allaient ne pas tarder à recevoir leur accomplissement. — Nous reproduisons d'autant plus volontiers cette lettre, qu'elle est la réfutation la plus éloquente des stupides accusations qu'on ne cesse de diriger de toutes parts contre l'*incorrigible* Mazzini.

« Monsieur, disait-il dans sa lettre au baron Ricasoli, « on m'écrit que vous avez entre vos mains une de mes « lettres contenant le projet d'une opération militaire sur « Pérouse, et que c'est sur cette lettre que se basent les « persécutions et les procès dirigés contre moi.

« Je pourrais dire au ministre toscan, que cette lettre « n'a aucun rapport avec la Toscane; qu'elle ne s'adresse « à aucun officier toscan; qu'elle ne menace ni le gouver-« nement ni le peuple de la Toscane... Mais je préfère « parler au patriote, à l'homme qui entretient ses amis, « comme je le fais moi-même avec les miens, de l'*unité de* « *l'Italie*, comme but final du mouvement actuel. — Le

« projet que j'ai présenté m'a paru le seul capable, non-
« seulement d'atteindre ce but, mais encore de sauver la
« Toscane d'une restauration inévitable.

« Vous n'ignorez pas, certainement, que si le roi Victor
« accepte la fusion du centre, c'est la guerre, conséquence
« inévitable après le traité de Villafranca. Vous avez trop
« de bon sens pour ne pas le voir!

« Qu'on ne défend pas la révolution en la localisant ;

« Que le centre est condamné si on ne trouve pas le
« moyen d'élargir la base du mouvement et si cette base
« d'opération n'est pas aussi vaste, aussi importante que
« celle du royaume;

« Que la plus grande partie des éléments dont se com-
« posent les forces de l'Italie centrale sont condamnés à
« se dissoudre... Ce qui est plus que naturel de la part des
« volontaires de l'Ombrie, des Marches, de la Vénétie et
« autres qui se sont jetés dans cette entreprise, non pas
« pour être soldats de Parme ou de Bologne, mais dans
« la ferme croyance de combattre pour l'*unité*, et pour
« leurs foyers;

« Qu'une révolution marche en avant ou recule; que les
« éléments dont se compose l'armée toscane, sont profon-
« dément atteints par le mécontentement et en partie
« suscité par les menées ducales; en les jetant dans l'ac-
« tion, ils resteraient fidèles, et ils chercheraient le progrès
« dans l'action; autrement, en les laissant immobiles, ils
« l'accepteront du grand-duc; les esprits fermenteront, ce
« qui est déjà en partie fait, et un beau jour ils donneront
« le signal de la guerre civile;

« Que les anciens maîtres ne seraient pas fâchés de voir
« se produire toutes ces conséquences fatales pour pou-
« voir dire à l'Europe : « Voyez !... et hâter ainsi leur res-
« tauration;

« Que la nomination de Garibaldi, excellent comme la
« bannière de l'action qu'on suivrait partout avec fana-
« tisme, est, — si on ne veut pas l'activer, — une raison
« nouvelle, — et vous devez le savoir, — de mécontente-

« ment ou tout au moins un prétexte de mécontentement « pour les troupes régulières;

« Qu'en face de la délivrance de Pérouse, l'État Romain « (excepté Rome qui dans ce moment doit rester tranquille), « se lèverait tout entier;

« Qu'entre Pérouse et les Abruzzes, il n'existe aucune « force capable d'opérer une résistance sur un point quel- « conque, et qu'alors le petit nombre des troupes pon- « tificales viendrait grossir les rangs des colonnes; que « huit ou dix mille hommes et le nom de Garibaldi feraient « éclater en Sicile le mouvement depuis longtemps pré- « paré; l'insurrection deviendrait alors générale et s'éten- « drait dans tout le royaume.

« Que l'insurrection du royaume placerait le mouvement « italien dans de telles conditions, qu'on pourrait traiter de « puissance à puissance avec n'importe qui;

« Que le mouvement général de l'Italie entraînerait sur- « le-champ le Piémont et son roi;

« Que la France ne pourrait pas s'y opposer de force « sans provoquer une guerre générale avec la Prusse, « l'Allemagne et l'Angleterre.

« Il y a longtemps que j'eusse dit toutes ces choses, non- « seulement à vous mais encore aux autres hommes d'État « qui sont à la tête des affaires, si au lieu d'être traités en « ennemis et forcés de nous cacher dans notre propre patrie, « nous avions été considérés comme des hommes qui ai- « ment vraiment l'Italie et qui depuis trente ans travaillent « de leur mieux à constituer son unité.

« Le projet peut être prématuré, considéré même comme « imprudent, mais il ne doit jamais être traité de coupable.

« J'ai parlé du Piémont et du roi — vous devez croire ce « que je vous dis: — si les ministres italiens avaient pris la « peine de connaître ce que nous écrivons depuis une année, « ils sauraient — qu'il y a plus d'un an que nous ne par- « lons plus de république — que par dignité, par moralité « ou par prévoyance, nous avons protesté contre l'alliance « avec le despotisme impérial — mais que nous avons tou- « jours déclaré que nous accepterions la monarchie si elle

« voulait l'unité, et que dans ce cas, nous combattrions « avec elle et pour elle. — Je suis, j'ai été, et je serai avant « tout *unitaire*. Celui qui me connaît intimement sait que « je puis avoir tous les défauts, hormis celui du men- « songe. — J'ai l'âme trop fière! — Je ne parle pas pour « moi; mais je me fais un devoir de vous dire que les persé- « cutions qu'on exerce contre les exilés, déshonorent la « Toscane et nuisent à la cause. Ces exilés se sont mis en « mouvement après Villafranca, non pas pour troubler « *l'ordre intérieur*, mais pour faire comprendre à ceux qui « tenteraient une restauration qu'ils redoutent, avec quelle « énergie ils sauraient la repousser; ils n'ont qu'un seul « désir c'est de la combattre avec leurs seuls frères italiens « sans le secours d'armes étrangères et tyranniques. Beau- « coup d'entre eux se sont déjà engagés, les autres étaient « prêts à le faire s'ils n'avaient pas été empêchés par les « persécutions.

« C'est parce que j'éprouvais un désir impérieux de vous « dire tout cela, que je le fais aujourd'hui; n'y voyez au- « cune intention de vous offenser, mais tout simplement « l'expression de la conscience d'un homme qui aime l'Italie « et l'unité nationale beaucoup plus que lui-même.

« Croyez-moi, monsieur, votre très-dévoué.

« 22 août 1859.

« JOSEPH MAZZINI. »

Cette lettre est on ne peut plus explicite; Mazzini y a tout examiné, tout discuté, tout prévu.— On a voulu l'oublier, on ne veut pas se donner la peine de la relire, parce qu'après cette lecture, on serait obligé de convenir que Mazzini n'eût pas continué de faire la guerre à la monarchie et à Victor-Emmanuel si cette même monarchie ne s'était pas laissé entraîner par son ambition dynastique et si elle avait voulu vraiment l'unité de l'Italie.

Que les adversaires de Mazzini soient donc une fois justes et honnêtes; qu'ils conviennent enfin que ce grand conspirateur n'a eu toute sa vie qu'un seul but: l'unité de sa malheureuse patrie.

Jamais l'ambition personnelle ne pénétra dans cette âme noble et généreuse.

Les faits et les témoignages que nous avons accumulés dans cet ouvrage le prouvent surabondamment ; mais pour que même l'ombre d'un doute ne vienne pas obscurcir la pureté des intentions de ce grand citoyen, nous reproduisons ici une lettre qu'il adressa à Victor-Emmanuel, au milieu des nombreuses préoccupations que faisait naître la grave situation où se trouvait l'Italie par suite de la paix de Villafranca.

La monarchie piémontaise fit les plus grands efforts pour en empêcher la propagation en Italie et à l'étranger. — Sa lecture fera comprendre facilement l'acharnement de ces poursuites :

Sire,

Pouvez-vous, à travers le fracas des louanges et des serviles adulations que les intrigants cupides, les ambitieux d'un jour et les courtisans-nés de tous les pouvoirs vous adressent, discerner et entendre la parole d'un homme qui n'espère ni ne craint rien de vous et dont l'unique ambition est de vivre et de mourir en paix avec sa conscience? Êtes-vous capable, au milieu des adhésions prématurées de provinces entières et des notes insidieusement flatteuses de toute la diplomatie, de prêter l'oreille à la voix solitaire d'un homme qui n'a d'autre mérite que d'aimer l'Italie d'un amour immense et désintéressé et de vous dire : *Cette voix peut-être me fera entendre la vérité?*

Alors, écoutez-moi, car, en vous parlant, je ne puis vous dire que la vérité ou ce que mon intelligence et mon cœur me font croire vrai. Républicain de conviction, toute faute d'un roi, si je ne regardais qu'aux intérêts de mon parti, devrait me faire sourire comme étant un élément de condamnation de la monarchie.

Mais comme je préfère à mon parti la patrie, et que vous pourrez, si vous le voulez, l'aider efficacement à ressusciter et à vaincre, je vous écris.

Je vous écris d'une terre italienne où les persécutions d'un petit gouvernement qui parle de liberté, et qui chasse ducalement les exilés qui lui enseignent cette parole, jointes à l'égarement d'un peuple illusionné et au froid abandon d'hommes aujourd'hui puissants, jadis, mes amis, devraient me faire croire que tout sentiment de libre conscience et d'avenir libre est mort en Italie. Mais dans les entrailles de cette terre qui fut peuplée de grandes âmes, et où l'œil erre du tombeau du Dante aux débris des défenses nationales élevées par Michel-Ange, court un frémissement de vie puissant que trois siècles de tyrannie sacerdotale et étrangère n'ont pu étouffer, et qui attend l'heure de se révéler : vie concentrée, énergique, collective, d'un peuple qui fut libre et républicain,

quand l'Europe gisait dans les ténèbres de la féodalité; vie qui, par intervalles, éclata en éruptions volcaniques de Procida à Masaniello, de la secousse génoise de 1746 aux cinq journées lombardes, et qui entraînera dans son irrésistible courant les misérables pigmées qui essayent aujourd'hui de l'arrêter. C'est au nom de cette vie, vie d'un peuple qui n'est pas mais qui sera, vie non de telle ou telle zone italienne, mais de l'Italie, qui a son centre à Rome et se ramifie dans tout le pays, de Trente au cap Passaro; c'est au nom de cette vie que je vous parle. Vous ne la connaissez pas cette vie; si vous l'eussiez connue, vous n'auriez pas mendié des secours étrangers pour l'entreprise.—Les courtisans qui entourent votre trône vous la cachent habilement : ils savent qu'ils ne pourraient la gouverner.

Les esprits médiocres qui furent ou qui sont vos ministres, et qui étudient le secret de la troisième vie de la nation dans les pages écrites par Machiavel sur le cadavre de celle-ci, ne peuvent point vous la révéler.

La diplomatie qui a mis le siége autour de votre âme, la diplomatie la nie parce qu'elle en a peur. Je la connais, moi, parce que, sorti du peuple, je l'étudiai dans l'amour, dans la douleur, dans le sacrifice comme la chose la plus chère, et le cœur pur de toute ambition personnelle.

Sire, vous êtes fort : fort, pourvu que vous vouliez de cette vie; fort de toute la force invincible d'un peuple de vingt-six millions d'hommes qui ont la même volonté; plus fort que n'importe quel autre prince vivant en Europe, car, aucun d'eux aujourd'hui ne jouit chez lui de l'affection que vous pourriez éveiller dans la Péninsule avec un seul mot : *Unité*. Vous n'avez pas osé le prononcer, ce mot. Donc, vous ne savez pas ce que peut être, ce que peut vous donner l'Italie. Vous ignorez la force latente que cette parole, résolûment prononcée, mettrait en action.

L'Italie aspire à l'unité. Elle veut se constituer en nation une et libre. Dieu lui-même décrétait cette unité lorsqu'il nous enfermait entre les Alpes éternelles et l'éternelle mer. L'histoire écrivit *unité* sur les murs de Rome, et l'idée unitaire en sortit si puissante que, franchissant les limites de la patrie, elle vivifia deux fois l'Europe. Le travail lent des siècles a tellement effacé les différences que les invasions, les colonies et les conquêtes avaient mises entre les familles répandues sur notre sol que, mieux que tout autre peut-être, notre peuple, bien qu'esclave et démembré, représente dans les mœurs et les relations sociales le sentiment de l'égalité. L'unité de l'Italie fut le rêve de nos grands hommes, de Dante à Machiavel, de Machiavel à Alfieri. C'est au nom de l'unité que depuis un demi-siècle, les meilleurs des nôtres, de Messine à Venise, de Mantoue à Sapri, périssent le visage souriant, les armes à la main ou sur les échafauds. C'est au nom de l'unité que, privés de moyens d'influence, persécutés et cent fois battus, nous fomentâmes et attirâmes en Italie une agitation tellement croissante, que la question italienne est devenue une question européenne, et que s'est trouvé préparé, sire, le terrain qui vous produit aujourd'hui gloire et puissance. L'unité est le vœu, l'aspiration de toute l'Italie. Une patrie, un drapeau national, une seule constitution, une place parmi les nations de l'Europe, et Rome pour capitale : voilà le symbole de tout Italien.

Vous avez parlé d'indépendance, et à ce mot, l'Italie s'est émue et vous a donné cinquante mille volontaires. Vous n'aviez résolu que la moitié du problème; parlez-lui de liberté et d'unité, l'Italie vous en fournira cinq cent mille.

Qu'est-ce que l'indépendance pour Naples, pour la Sicile, pour la moitié des États romains? Plus de douze millions d'Italiens gémissent sous une tyrannie nationale égale à celle que l'étranger exerce sur la Vénétie. Le sbire et le prêtre leur interdisent tout développement de la vie. Les bagnes, le bâton, le bourreau, sont les soutiens des gouvernements. Qu'importe aux malheureux Pérousins, qu'importe aux martyrs de Naples et de la Sicile que la puissance de l'Autriche ne s'étende pas au delà du Mincio? et Venise? et Rome? Où est l'Italie sans Rome? Votre indépendance ne protége point le sanctuaire de l'Italie.... Ah! sire, ne vous plaignez pas que l'Italie ne vous ait pas donné davantage; admirez-la pour avoir jeté à vos pieds, sans vous demander aucun engagement, cinquante mille existences de jeunes gens contre un programme aussi incomplet, aussi mesquin, aussi trompeur que le programme que vous lui avez montré.

Regardez : malgré l'insuffisance et les contradictions de ce programme, la confiance en vous était grande, sire, si vive l'impétuosité de la longue douleur et de la longue espérance, si forte la conviction que le Piémont, une fois l'épée hors du fourreau, ne consentirait pas à rester à mi-chemin, que l'Italie était prête à bien autre chose que ce qui a été fait. Mais les vôtres ne l'ont point voulu! Ils redoutaient le peuple; ils tremblaient de voir la conscience de ses droits s'affermir au cours des événements, ils craignaient que vous-même n'apprissiez à la connaître. Savez-vous, sire, avec quel artifice, avec quelle persistance de prédications lâches, on éteignit cinq jours durant toute passion généreuse, toute flamme d'enthousiasme, toute noble impulsion au sacrifice dans ce peuple qui désirait revivre? Savez-vous comment ceux qui parlaient en votre nom recommandèrent la discipline et l'inertie comme l'unique vertu, et comme si les nations s'élevaient aux grandes choses avec des enseignements jésuitiques? Savez-vous comme nous fûmes systématiquement calomniés auprès des multitudes, nous qui leur enseignons au nom de l'unité (unité royale inévitablement, si le roi la constituait) la vertu de la lutte, du sacrifice et du savoir mourir, gage certain de la vie? Savez-vous comment les journaux qui patronnaient votre cause profanèrent de leurs railleries et parfois de malédictions féroces, l'entreprise hardie des hommes de février 1855, la protestation de Bentivegna, la tombe discrète de Pisacane? Savez-vous comment les vôtres repoussèrent l'initiative que le peuple de Milan s'offrait à prendre un peu avant la guerre, alors que les Autrichiens encore peu nombreux pouvaient être saisis à l'improviste? Savez-vous que à la Sicile organisée pour l'insurrection, inquiète des lenteurs de la guerre, l'on dit : *Non, attendez le signal*, et que le signal pour des raisons mystérieuses, n'arriva jamais? L'insurrection du Sud, pendant que les batailles mugissaient au Nord, fondait d'un coup l'unité du mouvement; elle fondait en votre nom l'unité de l'Italie; mais aucun des intrigants qui se démenaient autour de vous ne voulait, n'osait vouloir l'unité. Ce-

pendant, ce malheureux peuple s'habituait à ne pas croire en lui-même, à abdiquer toute initiative, à attendre le salut, non de sa propre fureur, mais seulement des bataillons rangés, de l'artillerie et des généraux en chef.

Nous avons vu les effets de cette défaillance. Néanmoins, si de l'inertie de beaucoup et des hésitations de tous, vous concluez, sire, que ce peuple n'a pas d'autre vie que celle qu'il révélait en ces derniers mois, vous prouveriez que vous ignorez la nature humaine et l'histoire, et que vous avez oublié les faits accomplis, il y a dix à onze ans. Les manifestations de la vie d'un peuple sont en raison du but qu'on lui propose d'atteindre et de l'audace des chefs qui le dirigent.

Il est bon de ne pas l'oublier, sire. Vous n'avez pas fraternisé avec le peuple italien, et vous ne l'avez pas convié à fraterniser avec vous. Séduit par la triste politique d'un ministre qui préféra la tortuosité de Ludovic le More à la mission de régénération, vous refusâtes le bras de notre peuple.....

Je dis sans besoin, parce que si vous aviez dit à la Lombardo-Vénétie de s'insurger subitement quand l'Autriche était en Italie, faible et peu sur ses gardes, et que vous vous fussiez tenu prêt à venir, les Lombardo-Vénètes reconquéraient sans autre leur terre entre les Alpes et la mer; et il ne vous restait plus pour vaincre qu'à courir, méprisant les ennemis cachés dans les forteresses, sur les sommets du Tyrol et de la haute Vénétie. A cette heure, de laquelle vous devez encore amende honorable à l'Italie, vous perdîtes les neuf dixièmes des forces que le pays était prêt à vous donner; vous perdîtes les hommes — et ils sont plus nombreux que les intrigants n'affectent de le dire — qui, comme nous, n'adorent pas aveuglément l'idole de la force et ne sacrifient pas leur conscience à un mensonge; vous perdîtes tous ceux qui, devant les immenses préparatifs d'une guerre régulière, se dirent à eux-mêmes : *on n'a pas besoin de nous;* vous perdîtes le peuple, qui sentit la défiance dont il était l'objet et qui pensa : *le roi ne veut pas de nous;* vous perdîtes la consécration de l'enthousiasme saint, des colères saintes et des saintes audaces qui créent la victoire; vous perdîtes le secours tout-puissant de la révolution, sans laquelle on ne fondera jamais, en Italie, l'UNITÉ.....

Non, sire, n'accusez pas de froideur l'Italie; ne vous défiez pas de cette terre qui, esclave et démembrée, a su, par la constance de ses efforts et l'obstination de ses martyrs, se faire le centre de toutes les questions européennes; de cette terre qui, réveillée un instant, fut capable de dérouter en cinq jours, dans les plaines de la Lombardie, une armée de soixante-quinze mille hommes; qui fut capable de résister pendant deux mois à Rome, avec quatorze mille hommes réunis sous un étendard populaire, à plus de trente mille soldats français; qui fut capable de résister dix-huit mois dans Venise avec une armée improvisée, aux Autrichiens, à la famine et au choléra; qui fut capable de combattre comme elle combattit, avec les bras du peuple, à Brescia, à Bologne, à Palerme, à Messine. Cette terre, vous ne l'avez jamais voulue.

Voulez-vous enfin l'avoir, sire? l'avoir belle d'enthousiasme, de foi et

d'action? l'avoir avec des forces telles que toute la diplomatie s'arrête épouvantée, que tous les mauvais desseins s'évanouissent à son aspect?

Osez! La prudence est la vertu des temps et des situations ordinaires. L'audace est le génie des forts dans les circonstances difficiles. Les peuples la suivent parce qu'ils voient en elle la certitude de n'être point trahis dans le péril. La foi engendre la foi.

Lorsque les temps sont mûrs pour une entreprise, le secret de la victoire est dans la puissance de l'*initiative*. Pourquoi ne pas vous inspirer de la fortune et de la volonté de cette France dont un géant, Danton, résumait, voilà un demi-siècle, l'initiative dans cette parole : « De l'audace! » Une assemblée, incarnation de cette parole, surgit devant l'Europe en armes, et ce jour-là naquit l'inviolable unité de la France.

Sire, l'Italie sait que vous êtes brave sur le champ de bataille et prêt à sacrifier votre vie pour l'honneur. Sire, le jour où vous serez prêt à abdiquer votre couronne en faveur de l'unité nationale, ce jour-là vous ceindrez la couronne d'Italie.

L'Italie sait que vous êtes brave sur le champ de bataille. Mais la bravoure, qualité rare dans les rois, est le lot du dernier de vos volontaires, et pourtant sa vie est entourée des affections d'une mère, d'une sœur, d'une amie, ces joies de son âme. L'Italie, à cette heure, a besoin de vous savoir brave dans le conseil, doué de cette volonté qui surmonte tous les obstacles, fort de ce courage moral qui, le devoir et une grande entreprise indiqués, les suit comme son étoile intrépide, sans broncher, sans écouter les flatteries ni les menaces. Vous pouvez, je le crois, vous montrer tel que je viens de le dire, et c'est pour cela que je vous écris; mais, jusqu'à présent, sire, vous ne vous êtes pas montré tel.....

Sire, je vous crois — et je l'écrivis il y a trois ans, quand les vôtres me condamnaient à mort pour avoir essayé de promouvoir avec les armes liguriennes la tentative d'un ami chevaleresque dans le sud de la Péninsule, — je vous crois meilleur que vos ministres et que les intrigants politiques qui vous environnent. Je crois qu'il y a en vous une étincelle d'amour et d'orgueil italien.

Mais, si c'est vrai, — si ce que je compris récemment à la lecture d'une de vos réponses, simple et spontanée, à je ne sais quelle députation adulatrice, n'est pas une illusion de mon désir, — que n'avez-vous l'énergie de vivre de votre vie propre? Chassez, pour Dieu! loin de vous l'essaim de pigmées qui vous conseillent des lâchetés, comme le lion chasse en secouant sa crinière les insectes qui bourdonnent autour de lui. Pourquoi, au début de la guerre, assumâtes-vous la dictature?... Etait-ce afin d'imposer silence au moyen de petites persécutions (*persecuzioncelle*) à des hommes qui, comme moi, osent vous dire la vérité? Nos pères assumaient la dictature pour sauver la patrie des atteintes de l'étranger. Prenez-la, sire, pourvu qu'elle soit libératrice. Mais, vous-même, affranchissez-vous d'abord..... de la tourbe impuissante qui entraîne votre pensée intime aux artifices diplomatiques.

Sire, la guerre italienne n'est pas terminée, elle est à peine commencée. Les victoires de la Lombardie ne doivent être que votre première

campagne. C'est à vous, jaloux de tenir les promesses faites, de la rallumer ; à l'Italie, de la soutenir et de la mener à fin.

Mais ce n'est pas en temporisant que vous toucherez au but. Les dix, les vingt, les trente mille hommes que vous pouvez ajouter à votre armée, ne sont rien auprès de ce que vous perdez par vos lenteurs. L'Italie s'énerve dans le doute et le malaise ; l'enthousiasme s'affaiblit, la diplomatie répand des germes de dissolution ; les questions se localisent, le mouvement perd son caractère national....

Il en est temps encore. Communiez avec le peuple, communiez sans crainte avec la révolution. Vous trouverez en elle une force plus que suffisante à l'exécution des projets conçus. Les cent vingt mille hommes de troupes régulières que le Piémont et le centre vous fournissent sont un moyen capable de déterminer l'insurrection générale de l'Italie ; vous réunirez aisément cent autres vingt mille hommes de troupes régulières, et tout un peuple en armes renforcera l'armée, facilitera ses opérations, protégera ses mouvements ; il décimera l'ennemi en quelque lieu qu'il se trouve ; il lui ôtera du même coup la force et la résolution.

Une armée et l'insurrection d'un peuple entier : vous pourriez avoir bientôt cela, sire ; mais, pour l'avoir, une chose est nécessaire :

Osez.....

Dites aux gouvernements de l'Europe : « Vous avez effacé l'ancien droit « européen et les traités de 1815, en Pologne, en Belgique, en France, en « Orient, partout. L'expérience des quarante dernières années vous a « démontré — vous l'avez confessé plus d'une fois — qu'il n'est pas de « paix possible en Europe si l'on n'accepte le principe que tout peuple « est maître de s'organiser chez lui à sa guise. Nous nous disposons à le « faire. Au nom du droit italien, je vous demande de nous laisser libres « et seuls. Contre l'Autriche, nous ne réclamons d'autre secours que celui « de nos épées. Bornez-vous à empêcher qu'on ne l'aide ; soyez les juges « du camp, et rendez une justice tardive au peuple qui vous a donné la « majeure partie de la civilisation qui embellit vos contrées.

Dites aux Italiens : « Vous m'avez salué premier soldat de votre indé« pendance, et je ne trahirai pas la mission que vous m'avez confiée. Il « n'y a ni indépendance pour les esclaves, ni force possible pour des « hommes divisés ; soyez donc un peuple libre et un ; que vos victoires « ferment la longue série de vos martyres ; vous avez prouvé depuis 1848 « que les temps sont mûrs. Levez-vous donc, levez-vous tous. Renversez « les barrières artificielles qui vous séparent, comme je déchire toutes les « conventions surannées contraires à votre unité. Délivrez-vous de tous « ceux qui vous oppriment, et groupez-vous là où vous verrez, sous la « bannière tricolore, briller mon épée nue. Si Dieu m'aide et que vous « fassiez votre devoir, je ne la remettrai dans le fourreau qu'à Rome, où « vos représentants dresseront le pacte d'amour de vingt-six millions « d'hommes qui peuplent notre Italie. Mais, écoutez-moi ; je vous de« mande en outre des braves ralliés autour de moi, deux cent mille « hommes armés ; je vous demande les moyens de les tenir sur pied ; je « vous demande une confiance illimitée ; je vous demande, afin de vain-

« cre, d'être prêts comme je le suis, à mourir. Esclaves ou grands, nous « n'avons pas d'autre alternative. »

Sire, les Italiens seront grands le jour où vous leur adresserez de semblables paroles, et les partis seront morts parmi nous. Deux choses seules auront une existence et un nom en Italie : le peuple et vous.

Que redoutez-vous, sire? l'Autriche? Avec l'Italie entière, — car le plan que je vous propose vous rend maître de Naples et de la Sicile, — rangée sous votre drapeau? Avec la Hongrie qui est en train d'organiser une insurrection fraternelle? — L'Angleterre? l'Angleterre.....

Mais à quoi bon, sire, vous entretenir de choses que vous savez ou que vous devriez savoir mieux que moi? Je vous invite, au nom de l'Italie, à une grande entreprise, où le fort compte ses amis et non ses ennemis. Je vous invite à contracter alliance avec vingt-six millions d'Italiens, maîtres de leur destinée, à la condition d'être unis et guidés. Je vous invite à vous mettre à la tête d'une révolution nationale qui trouvera, le cas échéant où quelqu'un oserait essayer de la réprimer, des alliés dans tous les peuples qui oserait essayer de la réprimer, des alliés dans tous les peuples qui aspirent à une libre patrie. Je vous invite à une initiative qui peut devenir une initiative européenne. La moitié de l'Europe, sire, applaudira au soulèvement de l'Italie comme elle applaudit et aida au soulèvement des Etats-Unis, de la Grèce, de toute guerre soutenue par un peuple qui veut être nation, et de tout grand fait providentiel; l'autre moitié se retirera soupçonneuse, mais tremblante. La diplomatie ressemble aux fantômes de minuit, menaçante, gigantesque, aux yeux des poltrons; elle se dissipe comme un léger nuage devant ceux qui marchent résolûment à sa rencontre. Osez, sire; éloignez de votre personne quiconque a peur ou vous suggère la crainte. Entourez-vous des hommes rares dont la vie entière affirma des principes inébranlables, un dévouement sincère à l'Italie et une volonté ferme. Donnez au peuple des gages de liberté; laissez vivre la presse, les associations publiques et la parole à ciel ouvert; la presse, les associations, les réunions publiques créeront et alimenteront cette fermentation, cet enthousiasme, où vous puiserez des ressources inépuisables. La liberté n'est un danger que pour ceux qui méditent de la trahir.

Oubliez un moment le roi pour n'être que le premier des citoyens, le premier apôtre armé de la nation. Soyez grand comme le dessein que Dieu offre à votre ambition, sublime comme le devoir, hardi comme la foi. Veuillez et dites-le. Vous aurez tout le monde, et nous les premiers, avec vous. Avancez sans regarder à droite ni à gauche, au nom de l'éternelle justice et au nom du droit éternel, à la sainte croisade de l'Italie, et vous vaincrez avec elle.

Et quand vous aurez vaincu, sire, quand au milieu des applaudissements de l'Europe et de l'ivresse reconnaissante des vôtres, joyeux de la joie de ces millions de citoyens et heureux d'avoir accompli une œuvre digne de Dieu, vous demanderez à la nation quel poste elle assigne à celui qui engagea son trône et sa vie, afin de la rendre libre et une, soit que vous désiriez passer glorieusement à la postérité avec le nom de pré-

sident à vie de la République italienne, soit que la pensée dynastico-royale reste encore dans votre esprit, que Dieu et la nation vous bénissent! Moi, républicain, prêt à retourner attendre la mort dans l'exil, afin de garder intacte jusqu'au dernier soupir la foi de ma jeunesse, je m'écrierai avec mes frères de la patrie italienne : « Président ou roi, que « Dieu vous bénisse comme la nation pour laquelle vous osâtes et vous « vainquîtes. »

Florence, 20 septembre 1859. JOSEPH MAZZINI.

Arrêtons-nous un instant pour méditer ces mâles accents.... Un ennemi de l'Italie aurait-il pu tenir ce noble langage à celui qui n'ambitionnait autre chose que le titre de roi d'Italie? Un obscur conspirateur aurait-il pu exprimer ces nobles sentiments?

Que les adversaires de Mazzini, que ses détracteurs commentent sérieusement cette lettre, et s'il leur reste une étincelle de bonne foi ils ne tarderont pas à être détrompés et à rendre justice à qui de droit.

Mazzini disait dans sa lettre au baron de Ricasoli que « le mouvement de la Sicile était depuis longtemps préparé. » Tout était prêt en effet, et quand Garibaldi arriva à Marsala le 11 mai 1860, le soulèvement avait déjà éclaté depuis le 4 avril au son de la cloche du couvent de la Gancia.

Les irrésolutions, les hésitations de Garibaldi, qui était opposé dans le principe à l'insurrection sicilienne parce qu'il n'y avait pas confiance en furent levées, et il ne se décida à se mettre à la tête du mouvement que lorsqu'il sut bien quels hommes l'avaient préparé et de quelle façon ils l'avaient conduit. Ces hommes étaient : Joseph Mazzini, Rosolino Pilo et François Crispi.

Depuis plusieurs années, le comité central de Londres réunissait les fonds pour l'insurrection italienne, lorsque la guerre de 1859 éclata.

Au premier bruit de cette guerre, toute l'Italie fut en émoi. Ferdinand II, gravement atteint d'une maladie mortelle qui le conduisait lentement au tombeau, reçut coup sur coup la nouvelle des premières victoires, et mourut en apprenant celle de Montebello (1).

(1) Le combat de Montebello eut lieu le 20 mai 1859 ; Ferdinand II de Naples mourut le 22 à 2 heures.

La nouvelle de cette mort fut le signal de l'entrée des provinces méridionales dans le mouvement.

Jusque-là le despotisme bourbonnien, sous lequel elles étaient courbées, ne leur avait pas permis de prendre part à la guerre contre l'Autriche.

Quoique la ville de Naples, dont la fibre patriotique n'était pas très-sensible, se fût revêtue de deuil, à la nouvelle de la mort de ce tyran qui l'avait opprimée cruellement pendant de longues années, le comité napolitain qui avait pu revivre, même après les dénonciations de M. le baron Jean Nicotera dans le fameux procès de Salerne en 1857, et avait organisé avec une grande prudence le mouvement dans les provinces siciliennes et napolitaines, le comité napolitain, disons-nous, se mit à l'œuvre avec une ardeur nouvelle, et malgré la surveillance rigouseuse exercée par les Mazza, les Ajossa, les Governa, les Campagna et les Morbillo, un manifeste appelant le peuple aux armes se trouva un beau jour placardé dans toutes les rues de Naples.

A ce signal, le zèle redouble de tous côtés : Mazzini expédie aussitôt Crispi en Sicile pour s'aboucher avec les patriotes de l'île et leur donner le mot d'ordre.

Crispi, qui était banni de sa terre natale, Crispi eut le courage de se rendre à Palerme sous les yeux mêmes de Maniscalco, et revit ainsi sa patrie bien-aimée, qu'il avait été forcé de quitter en 1849, après avoir donné sa démission de député au parlement plutôt que de voter un arrangement avec les Bourbons... Si quelques nuages assombrissent la vie privée de Crispi lors de son émigration à Paris, n'oublions pas que jusqu'en 1860 personne n'eut une existence plus digne d'éloge que la sienne.

Rendu méconnaissable par un travertissement, il se procure un passe-port brésilien, et sous le nom de M. Emmanuel Pareda, négociant, il débarque à Palerme, descend à l'hôtel de la Trinacria, l'un des premiers de la ville. Le négociant brésilien se met en relation immédiatement avec ses amis de Palerme; il les voit quotidiennement, les invite sans cesse chez lui. Maniscalco ne s'aperçoit de rien

Crispi visita toutes les villes de la Sicile les unes après les autres, vit tous les patriotes de l'île, leur donna ses instructions et le mot d'ordre, fit ses contrats de vente et d'achat et retourna à Palerme, avant de partir pour Londres. — Tout était prêt pour le mois de janvier 1860. — Au jour indiqué, Crispi retourna à Palerme, persuadé que son arrivée donnerait le signal du mouvement... Partout règnent le calme et la tranquillité. — Le comité de Naples avait tout ajourné, parce que, disait-il, c'est à Naples qu'appartenait la gloire de l'initiative.

Crispi fait preuve ici d'une persévérance admirable ; il ne cesse de démontrer au comité de Naples l'utilité et l'opportunité de faire commencer le mouvement à Palerme, de le propager dans toute l'île, pour faire ensuite diversion sur Naples et l'engage vivement à se tenir prêt. — Il leur fait part ensuite des plans arrêtés ; enfin on décide que le 4 avril serait le grand jour si vivement et si longtemps attendu.

Tout étant convenu, arrêté, Crispi retourne à Londres, et Rosolino Pilo est expédié à Caprera, où Garibaldi s'était retiré après que l'expédition qu'on avait organisée contre les États papalins eut échoué à la suite peut-être de quelque imprudence du baron Nicotera.

Au commencement du printemps de 1860, une sourde agitation règne à Naples et en Sicile. — De tous les coins de l'Italie, les populations, agitées par de mystérieuses rumeurs, prêtent une oreille attentive au moindre bruit qui s'échappe de Palerme ; tous les yeux sont dirigés sur cette ville. — On pressent quelque chose de grand, d'inconnu. — Partout règne un profond silence. — Tout à coup le son de la cloche du couvent de la Gancia, lancée à toute volée, retentit furieux, éclatant : — le 4 avril était arrivé !

Les sons de cette cloche retentirent dans toute l'Italie ; s'ils n'effrayèrent pas le successeur de Ferdinand II, ils hâtèrent du moins le départ de Garibaldi, retiré dans son ermitage de son île solitaire.

Les insurgés du 4 avril furent battus à Palerme par le général Salzano ; quatorze d'entre eux furent fusillés le

lendemain, mais... la cloche de la Gancia avait retenti dans toute l'île !

Les villes et les villages de Carini, de Misilmeri, de la Bagheria, de Termini, de Cefalù, de Gibil-Rosso répondirent aux sons libérateurs de la cloche de Gancia. L'insurrection se maintint dans toute l'île. Louis Laporta, depuis plusieurs années caché dans les endroits les plus reculés de l'île, se met à la tête d'une colonne de volontaires, parcourt la Sicile dans tous les sens, et proclame l'insurrection dans les bourgs, dans les villages.....

Garibaldi arrive à Gênes. — Ses amis et ceux de Mazzini se sont donné rendez-vous dans une délicieuse villa de San Martino d'Albaro, tout près de Gênes, où Garibaldi a déjà établi son quartier général.

Dans la nuit du 5 mai, Garibaldi, silencieux, descend sur le rivage de la mer à Quarto. — Mille de ses volontaires l'attendent. — Nino Bixio avait reçu l'ordre de prendre dans le port de Gênes deux bateaux à vapeur de la compagnie Rubattino, d'y embarquer les armes nécessaires et de les conduire à Quarto. — Nino Bixio oublia les armes, mais il n'oublia pas les bateaux à vapeur.

Le plus profond silence règne au milieu des ténèbres de cette nuit, et pourtant plus de 400 personnes étaient venues là pour faire leurs adieux à Garibaldi et à ses volontaires. — Le 11 mai ils débarquaient à Marsala, sous le feu de la flotte napolitaine. Mazzini, plein de joie, applaudit Garibaldi, qui pourtant avait inscrit sur son drapeau : *Italie et Victor-Emmanuel !* Le 27 mai, Garibaldi entrait à Palerme.

Le *Journal officiel* de Naples écrivait ce jour même que les bandes de Garibaldi, « poursuivies l'épée dans les reins « par les troupes royales, continuaient à fuir en proie au « découragement, double effet de la désillusion où elles sont « tombées dès leur arrivée en Sicile, et des pertes graves « qu'elles ont éprouvées dans toutes les rencontres, pertes « qui ont diminué leurs forces et leurs espérances. »

Garibaldi était déjà dictateur de la Sicile et François Crispi secrétaire d'État de l'intérieur !

Pendant que Garibaldi s'occupait de l'organisation mili-

taire de l'île, Crispi formait l'administration et veillait à la partie politique.

Lorsque Garibaldi vit presque toute l'île délivrée des soldats bourbonniens et qu'il pouvait disposer d'un nombre respectable de combattants, il songea à porter l'insurrection dans les provinces napolitaines.

Tant qu'il s'était contenté de battre les Napolitains dans l'île de Sicile, on ne s'en était pas trop effrayé et scandalisé en haut lieu : on espérait sans doute que ces tentatives n'obtiendraient pas les résultats sur lesquels il comptait, peut-être même qu'il serait écrasé. — Mais lorsqu'on s'aperçut du formidable ascendant qu'il prenait sur les populations, et surtout de son intention bien arrêtée de poursuivre sa marche triomphale et de passer de la Sicile en terre ferme, on s'émut des conséquences que tout cela pourrait avoir, on chercha à lui démontrer que le détroit de Messine, nouvelles colonnes d'Hercule, serait infranchissable pour lui.

Nous ne voulons pas parler ici du gouvernement de Naples ; ses destinées étaient accomplies ; mais du gouvernement piémontais qui, tout en recueillant les fruits des exploits de Garibaldi, ne voyait pas d'un bon œil les triomphes de la démocratie italienne.

Comptant sur l'ascendant qu'il exerçait sur l'esprit de Garibaldi, le roi Victor-Emmanuel lui dépêcha le capitaine de cavalerie M. Giulio Litta Modignani, son officier d'ordonnance avec une lettre autographe dans laquelle il lui disait :

« Cher Général,

« Vous saurez que lorsque vous partîtes pour la Sicile, vous n'avez pas eu mon approbation. — Aujourd'hui je me décide à vous donner un avertissement dans les graves circonstances actuelles, connaissant la sincérité de vos sentiments pour moi.

« Afin de faire cesser la guerre entre Italiens et Italiens (1), je vous conseille de renoncer à l'idée de passer,

(1) Pour Victor-Emmanuel, les soldats du roi de Naples étaient des Italiens; et on prétend encore qu'il était révolutionnaire.....!

avec votre valeureuse troupe, sur le continent napolitain, pourvu que le roi de Naples consente à évacuer toute l'île et à laisser les Siciliens libres de délibérer et de disposer de leurs destinées.

« Je me réserverais pleine liberté d'action relativement à la Sicile, dans le cas où le roi de Naples ne pourrait pas accepter cette condition.

« Général, suivez mon conseil, vous verrez qu'il est utile à l'Italie; vous lui faciliterez, en agissant ainsi, les moyens d'augmenter ses mérites en montrant à l'Europe que, de même qu'elle sait vaincre, de même elle sait faire un bon usage de sa victoire. »

Garibaldi, peu habitué aux amphibologies diplomatiques, ne voulut pas comprendre cette lettre où Victor-Emmanuel, sans avoir rien fait, se *réservait pleine liberté d'action relativement à la Sicile.*

Le 19 août, Garibaldi, monté sur le *Washington*, s'engagea dans le détroit de Messine et procéda au débarquement du gros de ses troupes sur la terre ferme : ce débarquement eut lieu à trois heures et demie après midi à *Capo dell' Armi*, au sud et à une heure environ de Reggio.

La descente de Garibaldi sur terre ferme fut le signal de l'insurrection des Calabres et de la Basilicate.

Garibaldi marchait en avant; le vendredi 7 septembre, le lendemain du jour où François II s'était vu obligé d'abandonner Naples, Garibaldi y entrait tout seul .. Les troupes royales occupaient encore leurs postes par ordre du roi, aux grand'gardes, dans les forts, dans les châteaux et au palais !...

De même qu'en 1848, la Lombardie était couverte d'émissaires albertistes, de même aussi après l'arrivée de Garibaldi, la Sicile et Naples se virent inondées d'émissaires emmanuellistes envoyés par M. de Cavour (1).

(1) M. de Cavour qui avait expédié en Sicile une quantité d'agents monarchistes sous les ordres de la Farina (qui fut expulsé de l'île d'après les ordres de Crispi) en expédia d'autres sur tout le continent napolitain aussitôt qu'il reçut la nouvelle du débarquement de Garibaldi à Reggio.

Parmi les agents que Cavour envoyait pour entraver la marche de Garibaldi sur le continent napolitain, nous pourrions citer en première ligne

Quelle était leur mission en 1860 ?

La même que celle des albertistes en 1848 : d'accélérer l'annexion au Piémont.

Garibaldi fit à Naples comme il avait fait à Palerme, où il avait nommé M. Augustin Depretis prodictateur pour

---

un journaliste très-connu, alors rédacteur, aujourd'hui directeur et propriétaire d'une feuille de Turin, organe de la faction municipale de cette ville.

A peine connut-on le but de la mission de ce nouvel agent, qu'il se vit hué par tous les libéraux et forcé de retourner à Turin.

C'est après l'avortement de ce projet ministériel que l'homme de M. de Cavour put acheter, moyennant une forte somme, le journal dont nous voulons parler. Personne n'expliqua jamais ce fait étrange, car tout le monde sait que ce journaliste ne put aller à Turin pour y faire ses études que grâce à la protection du général Rodolphe de Maistre et des PP. Felkierzam et Pellegrini, jésuites qui, tout-puissants avant 1848, obtinrent pour lui une place gratuite au collége Charles-Albert, dit des Provinces. Muni de ses diplômes, notre héros ne s'en servit jamais ; il gagna sa vie à faire la guerre à ses anciens bienfaiteurs, avec la plume qu'ils lui avaient mise à la main. Élu député, il continua de vivre de son travail de folliculaire et des services rendus à M. de Cavour qui l'envoya en 1860 à Garibaldi pour mettre des bâtons dans les roues de son char triomphal, et qui à ces fins lui aurait remis une forte somme en espèces d'or et d'argent à l'effigie de Victor-Emmanuel pour faire une active propagande monarchiste.

Garibaldi, informé de la mission dont était chargé l'envoyé du ministre, l'obligea à s'en retourner à la hâte ; celui-ci se serait sans doute consolé de cet échec avec les monnaies qui lui restaient. Mais surpris en voyage par une tempête, il fut, dit-on, contraint, pour alléger le navire, de jeter à la mer le trésor que lui avait confié M. de Cavour et qu'il n'avait pas eu le temps de distribuer ; il paraîtrait pourtant qu'il aurait trouvé le moyen, lors de son arrivée à Turin, de *faire repêcher* cet argent destiné à activer la propagande emmanuelliste.

Revenu sur l'eau avec son dépôt, notre journaliste se mit alors à déclamer avec rage contre Garibaldi. Si Turin, jusqu'en 1864, a pu croire que Mazzini et Garibaldi travaillaient contre la liberté et l'unité de la patrie, il faut attribuer en grande partie cette erreur insensée aux articles de cet homme aujourd'hui rallié complétement à Garibaldi.

Qu'on lise cette petite gazette, et l'on y trouvera les preuves du patriotisme de son directeur, aujourd'hui un des grands meneurs du parti municipal de la ville de Turin qui, trahie à ses frais par ceux qui se disent encore ses amis, est obligée, hélas ! trop tard, de reconnaître qu'elle n'a pas de plus cruels ennemis que ce gouvernement auquel elle a toujours été jusqu'en 1864 si dévouée et ces hommes qui la poussaient sans cesse à blasphémer des patriotes tels que Mazzini et Garibaldi.

pouvoir plus librement continuer ses opérations militaires; il appela à Naples M. Georges Pallavicino.

Le parti modéré se rendit maître de la place, et la question de l'annexion fut aussitôt posée.

Les unitaires monarchistes n'eurent rien de plus pressé que de calomnier Mazzini, qui était à Naples et avait applaudi aux victoires de Garibaldi... N'était-il pas leur ennemi le plus acharné?

Nous trouvons dans le livre *Souvenirs personnels* sur l'expédition des Deux-Siciles, de M. Maxime du Camp sur le séjour de Mazzini à Naples, après l'entrée de Garibaldi, une page éloquente qui doit trouver sa place ici.

« Un homme célèbre dans l'histoire révolutionnaire de notre temps, dit-il, a habité Naples après le départ de François II : c'est M. Mazzini.

« Je suis fort à l'aise pour en parler, car je n'aime point ses doctrines, et quoique j'aie souvent admiré la fermeté de ses convictions résistant à l'exil, à la ruine, à l'emprisonnement, aux persécutions de toutes les polices imaginables, je crois que sa route n'est pas la bonne route, et qu'au lieu d'être un prophète, il est tout au plus un précurseur. Je dois dire qu'à Naples, il fut admirable de dévouement et d'abnégation. Avant d'aimer une forme politique, il aime sa patrie et il est Italien plus que républicain. « J'ai rêvé l'unité de l'Italie par la République, « disait-il, elle va s'accomplir par la monarchie : votez « tous pour Victor-Emmanuel, je suis prêt à voter et à « signer mon vote: » Il eut ce courage et ce désintéressement, après trente années d'une lutte sans exemple, de ne pas même essayer de saisir la victoire, à laquelle peut-être plus que tout autre il avait contribué.

« Quand le pro-dictateur Pallavicino adressa publiquement une lettre à Mazzini par laquelle, en faisant appel à son patriotisme, il lui demandait de quitter Naples, celui-ci lui répondit : « C'est moi qui ai appris à l'Italie à bégayer « le mot d'unité, n'ai-je donc pas le droit de respirer l'air « de la liberté italienne? » On organisa contre lui une manifestation ridicule; quelques bandes parcoururent la ville

en criant : « Mort à Mazzini ! dehors Mazzini ! » Ce jour-là il était à Pompéi, se promenant parmi les ruines, qu'il visitait. A son retour, il ne s'émut guère de ce qu'on lui raconta, car il sait depuis longtemps que l'ingratitude est le premier besoin de l'âme humaine. S'il a de l'orgueil, il a dû jouir en voyant l'épouvante que sa présence inspirait aux souverains les plus éloignés. Le chargé d'affaires d'une très-grande puissance se rendit, par ordre de son gouvernement, près du dictateur et lui demanda l'expulsion de Mazzini. Garibaldi leva les épaules et répondit simplement : — « L'Italie appartient aux Italiens. »

Voici maintenant cette lettre de Pallavicino à Mazzini et la réponse de Mazzini,

« A l'illustre G. Mazzini.

« L'abnégation fut toujours la vertu des généreux. Je vous crois généreux, et je vous offre aujourd'hui une occasion de vous montrer tel aux yeux de vos concitoyens Représentant du principe républicain et défenseur infatigable de ce principe, vous éveillez, en demeurant parmi nous, les défiances du roi et de ses ministres. C'est pourquoi votre présence en ce pays crée des embarras au gouvernement et des dangers pour la nation, en compromettant cette concorde qui est indispensable à l'avancement et au triomphe de la cause italienne. Même en ne le voulant pas, vous nous divisez. Faites donc acte de patriotisme en vous éloignant de ces provinces. Ajoutez aux anciens le nouveau sacrifice que vous demande la patrie, et la patrie vous en sera reconnaissante.

« Je vous le répète, même en ne le voulant pas, vous nous divisez, et nous avons besoin de rassembler dans un faisceau toutes les forces nationales. Je sais que vos paroles prêchent la concorde, et je ne doute point qu'aux paroles ne répondent les faits. Mais tous ne vous croient pas, et ceux-là sont nombreux qui abusent de votre nom avec l'intention parricide d'arborer une autre bannière en Italie. L'honneur vous ordonne de mettre un terme aux soupçons des uns et aux manéges des autres. Montrez-vous grand en quittant

Naples, et vous emporterez les éloges de tous les gens de bien.

« Je tiens à me dire votre tout dévoué,

« GIORGIO PALLAVICINO.

« Naples, 3 octodre 1860.

*Réponse de Mazzini.*

« Je crois avoir un esprit généreux, et c'est pour cela que je réponds par un refus à votre lettre du 3, que je lis aujourd'hui seulement dans l'*Opinione nazionale*. Si je ne devais céder qu'à la première impulsion et à la fatigue d'esprit, je partirais de la terre que je charge pour me retirer où la liberté des opinions est laissée à tout homme, où la loyauté de l'honnête n'est pas mise en doute, où qui a travaillé et souffert pour le pays ne croit pas de son devoir de dire au frère qui a aussi travaillé et souffert : Partez!

« Vous ne donnez d'autre raison de votre proposition, si ce n'est l'affirmation que, sans le vouloir, je divise. Je vous donnerai les raisons de mon refus.

« Je refuse parce que je ne me sens pas coupable, ni cause de danger pour le pays, ni machinateur de projets qui puissent lui être funestes, et il me semblerait m'avouer tel en cédant ; parce que, Italien en terre italienne reconquise à libre vie, je crois devoir représenter et soutenir en ma personne le droit que tout Italien a de vivre dans sa propre patrie lorsqu'il n'en attaque pas les lois, et le devoir de ne pas céder à un ostracisme immérité ; parce que, après avoir contribué à élever, autant qu'il était en moi, le peuple d'Italie au sacrifice, il me semble qu'il est temps de l'élever par l'exemple à la conscience de la dignité humaine trop souvent violée et à la maxime oubliée par ceux qui s'intitulent prédicateurs de concorde et de modération ; parce que l'on ne fonde pas sa liberté sans respecter celle d'autrui ;

« Parce qu'il me semblerait, en m'exilant volontairement insulter à mon pays, qui ne peut, sans se déshonorer aux yeux de l'Europe, se rendre coupable de la tyrannie, au roi, qui ne peut craindre un individu sans se reconnaître

faible et mal assuré dans l'affection de ses sujets, aux hommes de votre parti, qui ne peuvent s'irriter de la présence d'un homme déclaré par eux à chaque instant seul et abandonné de tout le pays sans se démentir;

« Parce que le désir vient, non, comme vous le croyez, du pays, du pays qui pense, travaille et combat sous les drapeaux de Garibaldi, mais du ministère turinais, envers lequel je n'ai aucune dette, et que je crois funeste à l'unité de la patrie; mais des intrigants et gazettiers sans conscience sans honneur et sans moralité nationale, sans culte, si ce n'est pour le pouvoir existant quel qu'il soit, et que par conséquent je méprise; mais du vulgaire des crédules oisifs qui jurent sans plus d'examen par la parole du Tout-Puissant, et que par conséquent je plains; finalement parce que, en arrivant j'ai eu une déclaration, qui n'est pas encore révoquée, du dictateur de ce pays, que j'étais libre sur la terre des libres.

« Le plus grand des sacrifices que j'aie jamais pu faire, je l'ai fait lorsque, interrompant, par amour de l'unité et de la concorde civile, l'apostolat de ma foi, je déclarai que j'acceptais, non par respect pour les ministres ou les monarques, mais pour la majorité illusionnée, et ce n'est pas peu dire, du peuple italien, la monarchie, prêt à coopérer avec elle, pourvu qu'elle fondât l'unité, et que si jamais je sortais un jour, dégagé par sa conscience, à reprendre notre vieux drapeau, je l'annoncerai loyalement d'abord et publiquement à nos amis et ennemis. Je ne puis donc en accomplir un autre spontanément.

« Si les hommes loyaux, comme vous l'êtes, croient à ma parole, il est de leur devoir de s'attacher à convaincre, non pour moi, mais mes adversaires, que la voie d'intolérance qu'ils suivent est le seul ferment d'anarchie qui existe aujourd'hui.

« S'ils ne croient pas à un homme qui depuis trente ans combat comme il peut pour la nation, qui a appris aux accusateurs à bégayer le nom d'unité, et qui n'a jamais menti à âme vivante, qu'il en soit de même d'eux; l'ingratitude

des hommes n'est pas une raison pour que je doive m'incliner volontairement à leur injustice et la sanctionner.

« Naples, le 6 octobre 1860.

« JOSEPH MAZZINI. »

C'est pendant son séjour à Naples que Mazzini fonda avec M. Philippe de Boni, le journal *Il popolo d'Italia*, qui aujourd'hui encore combat vaillamment pour le triomphe de la cause démocratique.

A l'approche du roi, Mazzini s'éloigna de Naples. Cet homme noble, fier et dévoué à la patrie ne pouvait rester témoin impassible des basses intrigues du ministère piémontais. Avant de quitter Naples, il poussa un dernier cri patriotique :

« Pour que l'Italie soit, s'écria-t-il, il faut encore Rome et Venise ! »

*Rome* et *Venise* furent inscrits à partir de ce moment sur le drapeau de la démocratie italienne.

Victor-Emmanuel qui avait déclaré que l'*Italie était faite quoiqu'elle ne fût pas complète* (*è fatta ma non compiuta*), se trouva dans un grand embarras quand on arbora le drapeau de la nouvelle démocratie sur lequel était inscrite cette devise : *Rome* et *Venise*.

Après cette déclaration qui était l'expression sincère de l'opinion publique, le gouvernement piémontais pouvait-il braver la volonté de tous les Italiens, et avancer qu'il renonçait à Rome et à Venise !

Ce fut ce qui engagea le comte de Cavour, en mars 1861, à soulever dans le parlement une discussion sur la question romaine, en suite de laquelle, le 27 mars de cette année, on adopta à l'unanimité (1) l'ordre du jour suivant : « La « Chambre, après avoir entendu les déclarations du mi- « nistère, persuadée que la dignité, la splendeur et l'indé- « pendance du Pontife, ainsi que la pleine liberté de l'É- « glise sont assurées, juge de concert avec la France qu'il « y a lieu de procéder à l'application du principe de non-

(1) A l'exception de M. Joseph Ferrari, chef de l'école fédéraliste.

« intervention et que Rome capitale, acclamée par l'opi-
« nion nationale, soit unie (*congiunta*) à l'Italie ; la Cham-
« bre passe à l'ordre du jour. »

L'adoption de cet ordre du jour était une victoire pour la démocratie italienne qui, appuyée par l'*opinion nationale* réclamait Rome comme capitale de l'Italie.

Le comte de Cavour ne pouvait consentir à avouer que l'adoption de cet ordre du jour fût un hommage rendu à la démocratie. On en sera bien convaincu en relisant les deux discours qu'il prononça lors de cette discussion.

On a bien souvent dit et répété que si M. de Cavour avait vécu, il aurait réalisé l'idée de l'unité italienne avec Rome capitale. — On s'est trompé. — Si M. de Cavour, au lieu d'être tout simplement un diplomate, eût été en même temps un révolutionnaire, son projet aurait bien certainement réussi; mais arriver à Rome en sauvegardant « la dignité, la splendeur et l'indépendance du Pontife, de concert avec la France, » c'était tout bonnement impossible.

Le gouvernement italien trouvera toujours gravée dans l'airain des portes de Rome par la pointe des baïonnettes catholiques, cette sentence inflexible du Pape : *Non possumus.* —Cet inexorable *non possumus* effraye. La Révolution seule peut effacer ce veto fatal. — Les baïonnettes catholiques qui l'enceignent comme une véritable muraille de la Chine, s'abaisseraient d'elles-mêmes, car la Révolution, elle aussi, est vraiment catholique.

# CHAPITRE X

**Démêlés de Mazzini avec le gouvernement français. — Le procès Greco.**

Pendant que la diplomatie travaillait à sa façon à élucider cette inextricable question romaine, que la démocratie, de son côté, la retournait dans tous les sens et la discutait dans toutes ses phases, Joseph Mazzini qui occupait toujours sa retraite de Londres, se voit impliqué à Paris dans un nouveau procès pour attentat à la vie de l'empereur des Français.

Nous voulons parler ici du procès Greco.

Pour avoir une idée exacte de ce procès, il faut lire dans la *Gazette des tribunaux* le compte rendu de ces débats.

Le réquisitoire du procureur général M. Cordoën fit beaucoup de bruit en Europe. — L'opinion publique en Italie et en Angleterre en fut vivement émue.

M. Charles Boncompagni, après avoir lu ce réquisitoire, ne put s'empêcher de publier dans le journal l'*Opinione* une énergique protestation contre les doctrines développées par M. Cordoën par lesquelles il faisait ressortir en quelque sorte la complicité de M. James Stansfeld, membre de l'amirauté. — Il s'éleva à ce sujet une très-vive discussion dans la chambre des communes.

C'est à l'historien qu'appartient la recherche des moindres détails de ce procès, il doit en suivre tous les fils, en découvrir toutes les subtilités pour former son jugement et établir la vérité de telle sorte qu'elle soit éclatante et ne laisse plus aucun doute dans un esprit quelconque.

Pour nous, en revoyant ce procès, nous nous sommes tout d'abord demandé : Qu'est-ce donc que ce Pasquale Greco?...

M. Crispi adressa justement cette même demande à la chambre italienne, à M. Minghetti, alors président du conseil des ministres du royaume d'Italie, et à M. Peruzzi, alors ministre de l'intérieur :

Oui, qui est-il donc ce Pasquale Greco?...

Pourquoi MM. Minghetti et Peruzzi n'ont-ils pas répondu franchement, nettement et catégoriquement aux interpellations de M. Crispi?...

Me Allou, le défenseur de Greco, ne savait pas trop lui-même à quoi s'en tenir : « Est-ce un agent de police? disait-il dans sa plaidoirie... De quelle police, italienne ou française?...» Nous l'ignorons aussi; tout ce que nous savons, c'est que Pasquale Greco, après avoir séjourné quelque temps à Paris, en partit pour se rendre en Italie; arrivé à Turin, il eut plusieurs entrevues avec M. Minghetti, alors ministre des finances et président du conseil des ministres du royaume d'Italie; de retour à Paris, Greco fut arrêté avec Raffaele Trabucco, Natale Agostino Imperatori et Angelo Scaglioni. — Enfin, nous savons seulement que le 26 février 1864, ces quatre individus furent condamnés à vingt années de détention, et que Joseph Mazzini, le 30 mars de cette même année, fut condamné par coutumace à la peine de la déportation.

Évidemment si l'on calcule la gradation de la peine, Mazzini devait certainement être le plus coupable de tous! Mais alors,... comment expliquer la lettre qu'il écrivait de Londres au rédacteur du *Times?*

Nous ne comprenons absolument plus rien au procès Greco, nous l'avouons franchement, en lisant cette lettre si claire, si explicite qui se trouve dans le réquisitoire de M. le procureur général Cordoën et que la *Gazette des tribunaux* reproduisit dans son numéro du samedi 21 février 1864. Nous la donnons ici pour en faire juge le lecteur :

*Lettre de Mazzini au rédacteur* du *Times* insérée dans le *Times* du 15 janvier 1864.

« 14 janvier 1864.

« Monsieur, depuis l'arrestation à Paris de quatre Ita-
« liens, inculpés d'attentat envers Louis Napoléon, des ac-
« cusations de tout genre ont été portées contre moi par
« les organes du gouvernement français et répétées par la
« presse anglaise.

« Il ne rentre pas dans mes habitudes de répondre à des
« accusations lancées contre moi par des ennemis avoués,
« et je me sens encore bien moins disposé à le faire lorsque
« ces accusations sont portées par les agents d'un homme
« qui, par la force brutale, prive ma patrie de l'unité qu'elle
« réclame, et fait de Rome le foyer du brigandage qui
« infeste l'Italie méridionale.

« Toutefois, cédant aux sollicitations des amis anglais,
« je déclare :

« Que je n'ai jamais poussé qui que ce soit à tuer Louis
« Napoléon; que je n'ai jamais donné dans cette intention
« à qui que ce soit des bombes, des fusils à vent, des re-
« volvers ou des poignards; que Trabucco, Imperatori et
« Scaglioni me sont tout à fait inconnus;

« Que, par conséquent, la réunion de Lugano, la nomi-
« nation d'Imperatori comme sous-lieutenant dans une bri-
« gade de quatre hommes, le don de mes photographies,
« tout cela n'est qu'un tissu de mensonges absurdes; que
« mes photographies avec mon autographe *au dos* se ven-
« dent à Milan, à l'administration de l'*Unità italiana*,
« et ailleurs au profit de la caisse pour l'émancipation de
« Venise;

« Que jamais aucune lettre, aucun argent n'ont été expé-
« diés par moi à Paris à l'adresse de Greco.

« Je connais Greco, mais je connais aussi des centaines,
« je pourrais dire des milliers de jeunes gens appartenant à
« notre parti national d'action. Greco est un patriote enthou-
« siaste, qui a pris une part active aux expéditions de 1860

« et 1861 dans l'Italie méridionale : comme tel, il s'est « trouvé en contact avec moi.

« Les notes émanées de moi, si toutefois on en trouve « en sa possession, remontent au moins à neuf ou dix mois. « Cela suffit comme réponse à ces accusations qui ne sont « fondées que sur des rapports émanés de la police fran- « çaise.

« *Signé* : MAZZINI. »

Enfin Greco avait-il vu Mazzini?...

Oui, il l'avait vu,... mais seulement après son voyage à Turin, mais seulement après avoir vu Minghetti...

Greco avait-il eu également des entretiens avec M. Peruzzi ministre, de l'intérieur, et avec M. Spaventa, son secrétaire général?... Nous ne pouvons rien affirmer; ce qui est certain, c'est que Greco n'a vu Mazzini qu'après son voyage à Turin...

De même que M. Crispi à la chambre italienne a pu dire à M. Peruzzi : Greco est un de vos agents, nous demanderons à notre tour avec Me Allou le défenseur de Greco lui-même : Greco est-il un agent de police? de quelle police, italienne ou française....?

Nous qui savons que jamais Mazzini n'a souillé ses lèvres d'un mensonge, nous qui savons qu'il ne transigerait pas avec sa conscience et la vérité, sa tête fût-elle même déjà placée sur le fatal billot, nous sommes convaicu que s'il eût trempé dans une conspiration contre la vie de l'Empereur des Français, il l'aurait franchement avoué. Quoi qu'en puissent dire ses ennemis et ses détracteurs, jamais il ne manqua de courage, jamais il ne déclina la responsabilité de ses actions. Ceux qui l'ont calomnié ou ne l'ont jamais connu, ou se sont laissé entraîner par une haine aveugle. Que de faits dans la vie de Mazzini prouvent l'énergie de son caractère et son courage surhumain !

Malgré notre répugnance à nous appesantir sur des imputations aussi odieuses que ridicules, nous citerons entre mille quelques faits qui montrent l'énergie, le sang-froid, le courage de Mazzini.

M. Marco-Antonio (1) dans son très-remarquable ouvrage « *Vingt ans d'exil,* » raconte au chapitre XVI le fait suivant :

« On sait que Cavour eut devant lui deux projets lorsqu'il allait prendre l'initiative du mouvement italien (1858). L'un est celui qu'il a choisi, l'alliance française. Je ne juge pas, je raconte. Je m'incline devant l'immense habileté que déploya ce grand patriote dans l'exécution de son œuvre, devant la persévérance qu'il montra pour aller au delà du point où d'autres voulaient s'arrêter.

« Il y avait, on le sait bien, un autre projet : la révolution universelle. Ce que l'on ignore, c'est que celui qui l'avait conçu, alla une fois le présenter lui-même au puissant ministre de Victor-Emmanuel.

« Une fois un Anglais, avec un air gentleman parfaitement britannique, se présente chez Cavour à quatre ou cinq heures du matin, rue alors de l'Arcivescovado, n° 11. C'est à cette heure que le comte recevait ses visites. Il y a peu de comtes aussi matineux !

« On causa d'abord en anglais, ensuite en italien. — « Savez-vous, dit Cavour à son interlocuteur, que pour un Anglais vous parlez bien l'italien !

— Je ne suis pas Anglais, dit l'autre ; je suis aussi Italien que vous-même. Je suis un homme qui est condamné à mort en Piémont, un homme qui, comme on dit, n'a pas de courage. »

« Cavour se leva ému et tendit la main à ce condamné à mort, à Mazzini... Cavour était le meilleur des Cavouriens. »

Dans une autre circonstance plus critique encore Mazzini montra le sang-froid le plus extraordinaire. Condamné à mort à Gênes en 1857, il venait de temps en temps en Italie faire visite à ses amis.— Un jour la police apprend son arrivée à Gênes, elle est même informée du nom de la personne qui lui donne l'hospitalité.— Un soir, Mazzini sortait pour aller visiter quelque-uns de ses amis ; au moment où il ouvre la porte, deux messieurs se présentent,

(1) Sous le petit nom de Marco-Antonio on aperçoit aisément un des plus grands philologues de notre époque : M. Canini, vénitien.

demandent à parler à son hôte.— Mazzini s'empresse de les introduire dans le cabinet de ce dernier.— Celui-ci du premier coup d'œil comprit à quels visiteurs il avait affaire et le but de leur visite.— Il entre dans une violente colère et apostrophant avec véhémence Mazzini :— Qui vous a donc permis, drôle, d'introduire chez moi des étrangers sans les annoncer? Sortez, je ne puis garder à mon service des gens qui le font si mal !—Mazzini ne se le fit pas répéter.—Sans rien répondre, il prit la porte accompagné des plus dures apostrophes de la part de son hôte.— Mazzini était sauvé! Rentré en lui même, le maître du logis s'excusa auprès de ses visiteurs de ses emportements irréfléchis, et la voix encore émue par sa violente sortie, demande l'objet de leur visite aux deux arrivés qui n'étaient autres que deux commissaires de police. — Nous savons, monsieur que Mazzini est chez vous et nous avons l'ordre de l'arrêter.— Je crois messieurs, que vous vous trompez : du reste pour vous en assurer vous n'avez qu'à faire chez moi les perquisitions que vous croirez nécessaires.— On fouilla dans tous les coins, mais on ne put naturellement pas trouver Mazzini, qui s'était déja procuré une retraite plus sûre.

Peu courageux! un homme qui, traqué par toutes les polices, condamné à la déportation, à la mort par tous les gouvernements, a le courage de se livrer à des actes, quelquefois, peut-être, imprudents, téméraires, mais qui dénotent dans tous les cas chez celui qui les entreprend un courage indomptable, une volonté qu'aucune crainte ne saurait entraver ou briser.

Ne fut-il pas bien audacieux, en 1859, avant la guerre d'Italie, lorsqu'il passa par Paris pour se rendre en Italie, et alla loger dans un hôtel sous un faux nom? — Le gouvernement français, décidé à faire la campagne de Lombardie, voulait-il fermer les yeux sur les condamnations que les tribunaux avaient prononcées contre lui en 1857? Toujours est-il que Mazzini put gagner la frontière et qu'au moment de franchir le mont Cenis, il fit courtoisement prévenir la police française qu'il venait de quitter le sol de France.

Il fut un temps où l'on aurait dit qu'il possédait le don d'ubiquité. — On le cherchait en Suisse, en Italie, partout; lui, était tranquillement installé dans une paisible demeure auprès de quelques amis.

La République helvétique elle-même dut céder sous la pression de demandes impérieuses de la diplomatie étrangère, qui exigeait, après la condamnation de Mazzini dans l'affaire Greco, qu'il fût éloigné du territoire de la Confédération. — Trop faible matériellement pour résister à des volontés si puissantes, le gouvernement helvétique, pour éviter à ses nationaux les plus grandes calamités, se vit contraint de plier, au moins en apparence, devant la violence de l'orage et de renouveler les anciens ordres concernant l'expulsion de Mazzini du territoire de la République. On verra par la suite comment cette digne petite République sut éluder *la raison du plus fort* en faveur de l'opprimé.

Voici en quels termes était formulé ce décret arraché par la violence :

*Circulaire à tous les gouvernements du canton, avec invitation de veiller à son exécution et de l'insérer dans la feuille officielle.*

« Le Conseil fédéral suisse :

« Vu les précédents décrets d'expulsion prononcés contre le réfugié Joseph Mazzini;

« Considérant que plusieurs fois, et récemment encore, l'été passé, Mazzini a abusé de l'asile qui lui était accordé de manière à compromettre la sûreté extérieure de la Suisse;

« Faisant application des articles 57 et 90, §§ 8, 9 et 10, de la constitution fédérale;

*Décrète :*

« 1° Les sentences antérieures prononcées relativement à l'expulsion de Mazzini sont renouvelées et confirmées;

« 2° Toutes les autorités de police sont invitées à pourvoir à l'exécution stricte du présent décret, à ne plus accorder

asile à Joseph Mazzini dans aucune circonstance, et à l'arrêter dans le cas où il serait découvert en en donnant avis au département fédéral de justice et de police;

« 3° Le présent décret sera communiqué par lettre circulaire à tous les gouvernements des cantons, avec invitation de veiller à son exécution, ainsi que de le faire insérer dans la feuille officielle.

« Donné à Berne, le 15 avril 1864. »

La police fédérale de la République helvétique, après ce décret qui donnait satisfaction aux emportements de la diplomatie étrangère, ne *put* jamais trouver l'asile où s'était réfugié Mazzini; il est plus que probable que jamais elle ne s'occupa de le chercher. Elle trouva sans doute que c'était bien assez d'avoir été obligé de lâcher le décret du 15 avril sous la haute pression des puissances étrangères.

Pendant ce temps, Mazzini, se préoccupant peu des attaques qui lui étaient personnelles, tantôt de Londres, tantôt de Suisse, tantôt d'Italie, surveillait avec la plus scrupuleuse attention l'échange des correspondances diplomatiques entre le ministère de Turin et le cabinet des Tuileries.

C'est lui qui, dès le 26 août 1864, prévenait ses lecteurs, dans son journal de Milan, l'*Unità italiana*, des pourparlers qui avaient lieu entre les deux cabinets avec la plus remarquable exactitude d'information relativement à la convention du 15 septembre. « Ce fut un pur hasard si la nouvelle qu'il donna ce jour-là, passa inaperçue sous les yeux du public (1). »

(1) Rapport de la commission d'enquête parlementaire (M. Sandonnini rapporteur) sur les événements du mois de septembre à Turin en 1864.

# CHAPITRE XI.

**La Convention de septembre. — Rupture de Mazzini avec M. Crispi. — Mazzini élu député au Parlement italien.**

La fameuse convention entre la France et l'Italie du 15 septembre 1864 est ainsi conçue :

« Art. 1^er^. L'Italie s'engage à ne pas attaquer le territoire actuel du saint-père, et à empêcher, même par la force, toute attaque venant de l'extérieur contre ledit territoire.

« Art. 2. La France retirera ses troupes des États pontificaux graduellement et à mesure que l'armée du saint-père sera organisée. L'évacuation devra néanmoins être accomplie dans le délai de deux ans.

« Art. 3. Le gouvernement italien s'interdit toute réclamation contre l'organisation d'une armée papale, composée même de volontaires catholiques étrangers, suffisante pour maintenir l'autorité du saint-père et la tranquillité tant à l'intérieur que sur la frontière de ses États, pourvu que cette force ne puisse dégénérer en moyen d'attaque contre le gouvernement italien.

« Art. 4. L'Italie se déclare prête à entrer en arrangement pour prendre à sa charge une part proportionnelle de la dette des anciens États de l'Église.

« Art. 5. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut.

« En foi et témoignage de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue du cachet de leurs armes.

« Fait double à Paris, le quinzième jour du mois de septembre de l'an de grâce mil huit cent soixante-quatre. »

« Drouyn de Lhuys.
« Nigra.
« Pepoli. »

Le gouvernement italien signa en outre un protocole par lequel il s'engageait à transporter sa capitale ailleurs qu'à Turin; dès lors, la ville de Florence fut désignée comme devant être le siége futur du gouvernement.

Le protocole faisant suite à la convention était ainsi conçu :

« La convention signée, en date de ce jour, entre Leurs Majestés l'empereur des Français et le roi d'Italie n'aura de valeur exécutoire que lorsque Sa Majesté le roi d'Italie aura décrété la translation de la capitale du royaume dans l'endroit qui sera ultérieurement déterminé par Sadite Majesté. Cette translation devra être opérée dans le terme de six mois, à dater de ladite convention.

« Le présent protocole aura même force et valeur que la convention susmentionnée. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées en même temps que celles de ladite convention.

« Fait double à Paris, le 15 septembre 1864.

« Drouyn de Lhuys.
« Nigra.
« Pepoli. »

Dès le 16 septembre, le journal l'*Opinione*, soutenu par les fonds secrets du ministère, annonçait la nouvelle de la convention relative à l'évacuation des troupes françaises de Rome, sans faire mention du transfert de la capitale.

La *Gazette du peuple*, de M. Bottero, dans son numéro du 18, en annonçant la même convention, y ajoutait la nouvelle de ce transfert. — Le lendemain, l'*Opinione* confirma, elle aussi, cette dernière nouvelle, mais elle déclara auparavant que, dans l'acte par lequel il s'engageait à retirer ses troupes de Rome, le gouvernement impérial de France avait demandé au gouvernement italien « une ga-

« rantie morale spéciale qui se résolvait en une concession, « et plus qu'une concession, en un sacrifice. »

Cette nouvelle jeta le trouble dans les esprits à Turin ; les hommes politiques en furent profondement émus.

M. le baron Romuald Tecco, sénateur du royaume, diplomate distingué, savant de beaucoup de mérite, d'une honnêteté irréprochable, qui avait rendu d'importants services à son pays, en qualité de ministre des rois de Piémont à Constantinople, et de ministre plénipotentiaire du royaume d'Italie en Espagne, voyant la mauvaise tournure que prenaient les affaires après la publication de ces nouvelles, se rendit chez M. Nigra, sénateur du royaume et ministre de la maison du roi. — Là il apprend que Victor-Emmanuel est dans un de ses châteaux, à Pollenzo, dans les environs de Turin. — Le baron Tecco s'y rend. — Le roi est à la chasse. — J'attendrai son retour, dit-il au général Sanfront, officier d'ordonnance. — Puis il descend dans une méchante auberge, à côté du château, pour y attendre Sa Majesté. — Bientôt le va-et-vient du château lui signale que le roi est de retour de sa partie de plaisir ; il rentre au château et demande avec une vive instance de pouvoir pénétrer jusqu'au roi, pour lui faire des communications de la plus haute importance. — Le roi ne reçoit pas, lui répond-on. — Dites au roi que S. E. le baron Tecco, son ambassadeur et sénateur du royaume désire lui faire des communications du plus grand intérêt.

Le roi entouré d'une camarilla ne veut pas recevoir son visiteur dévoué ; il s'excuse en lui faisant dire qu'il est très-fatigué de sa partie de chasse.....

Les portes du roi s'étaient fermées pour les serviteurs dévoués de la monarchie !

L'honorable baron Tecco ne se laissa pas rebuter par ces procédés indignes ; il écrivit au roi la situation de Turin et lui exposa, en fidèle serviteur, les dangers que courait la monarchie.

M. le baron Tecco est mort en 1867 sans savoir si ce mémoire fut remis à Victor-Emmanuel. Celui-ci, dans les

entretiens qu'il eut avec le baron postérieurement à cette époque, ne lui en fit jamais mention.

On se demande quels étaient donc les hommes qui formaient l'entourage de Victor-Emmanuel à cette époque? C'étaient des hommes sans aucune capacité politique, les mêmes courtisans qu'aujourd'hui encore comme jadis sont chargés d'éviter à leur maître les ennuis de la vie et de lui procurer tous les plaisirs possibles... *proh pudor!*

Le soir du 20 septembre, quand le baron Tecco rentra à Turin, l'aspect de la ville dut lui confirmer la justesse de ses prévisions. Le mémoire qu'il venait d'adresser au roi était justifié : c'était l'œuvre d'un fidèle et sincère serviteur de la couronne.

Tous les hommes sérieux tremblaient!

Les ministres, au milieu de leurs irrésolutions, ne s'apercevaient pas que la tempête allait en grossissant et ne tarderait pas à se déchaîner contre eux.

MM. Minghetti, président du conseil des ministres, Peruzzi ministre de l'intérieur, et Spaventa, son secrétaire général, sont dans leurs bureaux. — L'ordre est donné de réprimer par la force toute espèce de démonstration.

Le matin du 21, Turin présente l'aspect le plus lugubre. — A deux heures, le conseil municipal se réunit pour discuter les mesures à prendre par la ville de Turin, en suite de la stipulation de la convention et du protocole annexé, « dont l'annonce a si douloureusement ému les cœurs des Turinais (1). »

Pendant que le conseil est réuni, une démonstration a lieu sur la place Saint-Charles, contre la *Gazette de Turin* (2) au moment même où le journal paraît avec un article injurieux contre les Turinais. — La manifestation est très-imposante. — Tout à coup une escouade de gardes de police sort de la questure qui a ses bureaux sur la place

(1) Proclamation du syndic (maire) de Turin, M. Rorà, 21 septembre 1864.

(2) Une démonstration contre la *Gazette de Turin* avait déjà eu lieu le soir du 20.

même de Saint-Charles, dégaîne et empoigne plusieurs individus qui sont conduits dans les prisons de la questure. — Le conseil municipal en est prévenu. — Une délégation est sur-le-champ envoyée à la questure pour réclamer la mise en liberté immédiate des individus arrêtés. — Pendant ce temps, la *Gazette de Turin* court de mains en mains. — La population, déjà surexcitée, est mise hors d'elle-même par la lecture des injures dont l'accablait ce journal. — Quelques hommes du peuple sont chargés d'aller chez M. Piacentini, directeur du journal, pour lui demander compte de cet article et de ces injures.

M. Piacentini dégage sa responsabilité en déclarant que cet article lui a été envoyé par le roi lui-même.....

La rage redouble.

« Le roi est l'auteur de la convention !—C'est le roi qui a envoyé M. Menabrea et M. Pepoli à Paris pour offrir à l'empereur la *garantie morale* du transport de la capitale !... »

Turin, dont le dévouement à la monarchie de Savoie était proverbial, Turin avait cessé d'être monarchiste !

« Le roi est l'ennemi de l'Italie ! Le roi veut humilier l'Italie vis-à-vis l'étranger !... A Rome ! à Rome ! Vive l'Italie ! vive Garibaldi ! vive Mazzini ! »

Tels furent les cris qui retentirent tout à coup d'un bout à l'autre de Turin.

Ces événements dont Turin était le théâtre se passaient le 21 septembre, à quatre heures de l'après-midi.

La garnison de cette ville, peu nombreuse en ce moment, alla se déployer en bataille sur la place Saint-Charles.

Le ministère fait venir un renfort de carabiniers dans ses bureaux et sur la place du Château. En attendant des farandoles s'organisent de tous côtés dans la ville.

La nuit commence à tomber. — De toutes les rues adjacentes à la rue de Pô sortent des drapeaux suivis d'une nombreuse population.

« A bas le ministère ! Vive Mazzini ! A Rome !... » Tels sont les seuls cris qu'on entend proférer de toutes parts.

Tous ces drapeaux se réunissent sur la place du Châ-

teau et suivis de plus de 30,000 âmes, ils se mettent en marche sur la rue Grosse-Doire.

Sans chef, sans direction, on marche au hasard.

Arrivés à la rue Grosse-Doire, les drapeaux s'arrêtent à l'église de la Trinité.

« Un orateur ! un orateur ! s'écrie-t-on de toutes parts ! » Un jeune écrivain, déjà bien connu par son érudition, l'énergie de son caractère et son dévouement sans bornes à l'Italie et à la liberté, se trouvait mêlé dans la foule. — Tous les regards se tournent sur lui, tous le désignent; il ne peut échapper à cette ovation populaire; enlevé de force, il est transporté à bras sur les marches de l'église de la Trinité. — Une foule immense couvrait la place du Château et se prolongeait dans la rue Grosse-Doire. — A peine le jeune écrivain commence-t-il à parler, qu'un silence profond s'établit dans cette multitude si orageuse quelques minutes auparavant. — On n'entend que la voix du jeune orateur, interrompue de temps en temps par de frénétiques applaudissements.

« Ils veulent nous enlever Rome et nous donner Flo-« rence, disait-il, mais ce n'est pas pour avoir Florence « que le martyrologe de notre malheureuse patrie a inscrit « dans ses pages le nom de tant de glorieux martyrs !

« Le sang des victimes du despotisme réclame Rome.

« Rome est la formule unique de notre unité et de notre « indépendance. — La monarchie nous a trahis dans nos « plus chères affections. — A notre tour de demander « des gages à cette monarchie qui nous a trompés d'une « manière infâme.

« Le gouvernement qui choisit Florence comme dernière « étape avant d'arriver à Rome (1), la monarchie qui « s'est montrée prête à donner aux étrangers une *garantie* « *morale spéciale*, doit nous donner à nous, Italiens, une « *garantie matérielle*. — Nous avons le droit de l'exiger.

« Citoyens, frères..... Nous qui voulons vraiment aller à « Rome, nous qui sommes prêts à faire le sacrifice de Tu-

(1) C'est ainsi que s'exprimait l'*Opinione*.

« rin pour Rome, nous ne voulons pas qu'on nous impose « Florence, parce que Florence est la négation de toutes « nos aspirations. — Rome est notre mot d'ordre. — En « restant à Turin, nous pourrons toujours nous rapprocher « de Rome : en allant à Florence, nous nous en éloignons.

« C'est de Turin qu'on a porté le drapeau italien à Milan, « à Florence, à Palerme et à Naples. — Pour aller à Rome, « il doit partir aussi de Turin....

« Citoyens, nous n'avons jamais réclamé Florence.... « Nous avons toujours crié vive Rome capitale ! »

Ici un tonnerre d'applaudissements interrompt l'orateur, des hourras frénétiques éclatent sur tous les points : le calme un peu rétabli, l'orateur termine son éloquent discours par ces vigoureuses paroles : « La monarchie, « aujourd'hui parjure, voudrait nous ravir Rome.... « Nous exigeons, nous, aujourd'hui, de cette monarchie « si facile à donner des *garanties morales spéciales*, nous « exigeons qu'elle nous donne à son tour une *garantie « matérielle*. »

« Si nous en avons le courage, ce soir même, nous « tiendrons en nos mains cette garantie..... »

Le peuple, dans un état d'exaltation indescriptible, ne comprit pas le sens des dernières paroles de l'orateur populaire : au lieu de marcher sur le Palais royal et sur le ministère pour réclamer une *garantie matérielle*, la manifestation se mit en marche vers la rue *delle Orfane* n° 29, où demeurait le député Crispi. — Le chef de la gauche étant absent, les délégués du peuple furent reçus par sa dame. — Les masses se dirigèrent alors sur la place d'armes pour nommer une commission.

Le jeune orateur qui avait si énergiquement harangué la population sur les marches de l'église de la Trinité, fut élu chef par acclamation. — Il s'empressa aussitôt d'appeler à lui neuf citoyens parmi les plus âgés. — C'était là une mesure qui prouvait autant d'habileté que de modestie; ces neuf citoyens devaient lui servir d'égide et de garantie dans l'exercice du pouvoir qui venait de lui être confié.

M. Minghetti, alors président du conseil, venait d'épouser la princesse veuve de Campofranco. Il habitait dans ce moment le château royal de Stupinigi que le roi lui avait cédé pour y passer sa lune de miel.

La masse de la population voulait se diriger sur Stupinigi pour s'emparer de M. Minghetti et le retenir en otage.

L'orateur qui venait d'être acclamé par cette masse s'y « opposa de toutes ses forces : « On ne prend pas un « ministre chez lui, disait-il; on le prend au ministère. — « Si vous voulez aller à Stupinigi, allez-y sans moi, car je « suis bien décidé à ne pas faire un pas de ce côté-là. « — Soyez bien convaincus qu'avant d'y être arrivés, vous « aurez sur vos talons un escadron de cavalerie. Au mi- « nistère, c'est au ministère qu'il faut aller..... »

Tout était fini sur la place d'armes: mais il en était bien différemment sur la place Saint-Charles et place du Château.

Ces deux places étaient occupées militairement, la population, profondément indignée, laissait pressentir une terrible tempête. — Des cris sourds : *A bas le ministère! A bas le roi! Vive Garibaldi! Vive Mazzini!* éclataient de tous côtés dans les rangs de cette foule exaspérée.

Tout à coup quelques centaines d'individus, drapeau en tête, débouchent de la rue de l'Hôpital, traversent la place Saint-Charles, rompent les rangs des soldats et par la rue Neuve arrivent sur la place du Château. — Ils s'avancent vers l'angle de la place entre la rue de Pô et la rue de l'Hôtel de la Monnaie (*via della Zecca*). — Les élèves carabiniers barrent le passage. — Tout à coup on entend un coup de feu. — Les élèves carabiniers croient que l'ordre de faire feu est donné et aussitôt..... horrible spectacle! cinquante-sept citoyens jonchent le sol, morts ou baignés dans leur sang!

Qui fit partir le premier coup de feu?

Les uns ont prétendu que c'était le capitaine Vigo qui commandait les élèves carabiniers; les autres, que ce premier coup de feu est parti des fenêtres du ministère, tiré par M. Spaventa lui-même; d'autres enfin, prétendent que ce fut M. Biancoli, directeur de la police.

Quoi qu'il en soit, la monarchie s'était creusé un abîme à Turin, dans la ville monarchique par excellence!

Le capitaine Vigo, après le premier feu, fit recharger les armes.—Aussitôt qu'on s'en aperçut, un homme du peuple, qui était accouru sur la place, avec cet élan d'un cœur généreux, dévoué, qu'aucune crainte ne peut arrêter dans l'accomplissement d'un devoir patriotique, s'élance au devant du capitaine Vigo, le supplie de faire retirer ses hommes pour les soustraire à l'indignation du peuple. — Restez avec moi, lui dit le capitaine Vigo; et ce citoyen, admirable d'abnégation, paye de sa personne pour éviter d'autres malheurs, et reste au milieu de ces hommes qui, sans provocation, sans motif, venaient de se souiller du sang de citoyens pacifiques... Mais la foule, généreuse aussi, n'accepte pas cet héroïque sacrifice; elle se précipite sur les soldats, arrache de leurs mains ce brave, et, malgré ses remontrances, l'ouvrier Petitti l'emmène loin de là en criant : Ce n'est pas votre place, nous ne le voulons pas. Éloignez-vous.

— Il faut épargner de nouveau sang.

—Éloignez-vous, éloignez-vous, votre place n'est pas ici.

Dans ce moment, on bat la générale, pour appeler la garde nationale sous les armes. — C'est avec peine qu'on réunit quelques hommes.—Vers minuit, la place du Château est occupée par quelques gardes nationaux, qui obligent les carabiniers à se retirer. — De l'autre côté de la place, vers la rue Grosse-Doire, les carabiniers du capitaine Caravadossi, pour se soustraire à la fureur du peuple, sont forcés de s'enfuir par la rue Barbaroux et la rue de la Palma. En traversant les portiques, quelques hommes sont grièvement blessés par les pierres que le peuple, justement indigné, fait pleuvoir sur eux.

M. le député Riccardo Sineo, ancien ministre, écrit une lettre au roi, dans laquelle il lui expose que le sol de l'ancienne capitale vient d'être souillé du sang de citoyens innocents et pacifiques : il le supplie de venir au secours des Turinais « pour les protéger contre l'aveuglement barbare de tristes conseillers qui violent le statut et le plébiscite; d'ac-

courir pour sauver l'Italie et la dynastie, et de vouloir bien écouter les avis désintéressés d'un ancien et loyal serviteur de la couronne (1). » — Victor-Emmanuel reste sourd à ce touchant appel, et pendant que ses sbires font couler le sang des paisibles citoyens sur les places de Turin, le roi d'Italie consacre ces nuits, où gronde le tonnerre populaire, à la fille du tambour-major, Rose Vaglierano, à laquelle il donne le titre de comtesse Millefiori...

Malheureuse Turin!

Des scènes plus atroces encore se répètent le 22.

Le ministère, dans la nuit du 21 au 22, appelle cinquante mille hommes du camp de Saint-Maurice, d'Alexandrie et d'autres villes. — Le matin du 22, toute la ville de Turin est occupée militairement; elle présente l'aspect d'un vaste camp militaire. — Les troupes sont sous les ordres de M. le général Henri Morozzo de la Rocca, qui commandait à Custozza, en 1866, un corps d'armée qui ne se battit pas.

A quatre heures de l'après-midi, la place Saint-Charles est entourée de soldats du général Della-Rocca. — La porte de la Questure est fermée, elle est occupée par un bataillon de *bersaglieri*.

Le jour disparaît, mais l'agitation de la population ne disparaît pas avec lui. — Bientôt la place Saint-Charles, à la

---

(1) Nous donnons ici le texte de cette lettre de M. Sineo. C'est un document historique très-remarquable.

« Sire,

« Il lastrico dell' antica vostra capitale è bagnato di sangue di innocenti e pacifici cittadini. Mi assicurano essersi commandato il fuoco senza intimazioni, senza rullo di tamburo per sopprimere clamori non vietati dalle leggi. Triste esempio! Nuovo negli annali della dinastia, negli annali di Torino!!

« Accorrete in soccorso dei figli vostri. Proteggeteli contro la barbara cecità d'infausti consiglieri che violano lo statuto e il plebiscito.

« La persona vostra, o Sire, è sacra ed inviolabile. Pesa ciò non di meno su V. M. una terribile responsabilità morale davanti a Dio e davanti agli nomini.

« Lasciatevi condurre dalle ispirazioni del vostro cuore, dalle nobili tradizioni dell' augusto vostro genitore. Salvate l'Italia et la dinastia.

« Date ascolto ad un vecchio servitore della corona. »

lueur de ses mille becs à gaz, va être témoin de nouvelles scènes de carnage. — Les cris de : *A bas le ministère!* se font entendre de tous côtés. — Les portes de la Questure s'ouvrent tout à coup et vomissent une foule de gardes de police mêlés à quelques carabiniers qui s'étaient tenus cachés dans les corridors du palais. — Tous ensemble se ruent sur la population. — Plusieurs coups de feu partent. — A l'instant, de tous les côtés de la place, commence la fusillade. — De nombreuses victimes de cette odieuse précipitation jonchent le sol. — Grâce aux *bonnes* dispositions prises par le général Della Rocca, les soldats blessent et tuent un grand nombre de leurs camarades.

L'admirable statue d'Emmanuel Philibert, sur la place Saint-Charles, œuvre du célèbre Marochetti, a son piédestal enfoncé sous des monceaux de cadavres. — C'est bien là l'emblème de cette triste maison de Savoie qui, battue sur tous les champs de bataille, fait du cadavre des Italiens le piédestal de sa royauté d'Italie!

Gênes, Sarnico, Brescia, Aspromonte, Fantina, Turin, Barletta, Pietrarsa, Pontelandolfo, Casalduni, Palerme..... viennent attester cette épouvantable vérité!

Pendant ce temps, à l'ombre sinistre de cette nuit de carnage, le ministère, continuant son œuvre de ténèbres, trompe audacieusement l opinion publique par de faux télégrammes.

M. Raymond Brenna, aujourd'hui député et hier encore directeur du journal la *Nazione*, de Florence, alors directeur de l'agence télégraphique Stefani, se met aux ordres de MM. Peruzzi et Spaventa, pour répandre dans toutes les provinces et villes d'Italie de fausses dépêches dans lesquelles, afin de les irriter contre Turin, ils peignent le mouvement qui vient de s'y produire, comme un mouvement dicté par un petit esprit municipal et non pas par un généreux sentiment national (1).

---

(1) Vraiment! le ministre Minghetti-Peruzzi croyait-il donc bien être l'interprète de la volonté nationale en stipulant une convention qui éloignait de plus en plus Rome de l'Italie! — Ce M. Raymond Brenna dont il

M. Brenna, le matin même du 22, disait dans sa dépêche « que la population de Turin s'était ameutée sur la place du Château aux cris de : *Vive Turin capitale !* »

Une dépêche du préfet de Turin, adressée à plusieurs sous-préfets, était ainsi conçue :

« Hier soir, grande agitation de peuple sur la place du Château.—*La troupe a fait feu.*—Plusieurs blessés des deux côtés. » La narration mensongère que fit la *Gazette officielle* des 22 et 23 septembre avait elle-même pour but de mieux tromper les Italiens sur l'esprit du mouvement de Turin.

La commission d'enquête parlementaire, dans le rapport qu'elle fit sur ces douloureux événements (1), fut contrainte d'annoncer « que la longue narration des faits du 22 septembre qu'on lisait le jour suivant dans la *Gazette officielle*, avait été rédigée sur des rapports inexacts... Que ces rapports inexacts, faits par des agents du gouvernement, peut-être en vue d'amoindrir leur responsabilité et soumis au ministère, n'étaient pas de nature à apaiser les esprits, ne concordaient nullement avec les sentiments des citoyens qui voyaient s'ajouter aux dommages soufferts, l'injustice d'un jugement défavorable et partial. » — En outre, ajoutait le rapport, on avait fait courir à la ville de Turin un danger sérieux, « celui de surexciter contre elle dans les autres villes ces haines municipales qui sont le péril le plus grave auquel puisse être exposée l'unité italienne. »

En conséquence de ces faits, la commission d'enquête, continuait le rapport, « n'a pu s'empêcher de se préoccu-

---

est question ici est le même qui joua tout récemment un si grand rôle dans le fameux procès du *Gazettino Rosa* de Milan, procès qui fut le préambule de l'enquête parlementaire sur les affaires de la régie coïntéressée des tabacs. Ce M. Raymond Brenna est le même qui écrivait à son beau-frère, le député M. Paul Fambri : *Faisons de l'argent à tout prix!*

(1) Cette commission d'enquête se composait des députés : MM. Tamaio, François de Sanctis, Morandini, Regnoli, Biancheri, Joseph Robecchi jeune, Malenchini, Sandonnini et Boncompagni qui fut désigné comme président.

per des termes dans lesquels les nouvelles étaient transmises de Turin aux provinces, au moyen des télégrammes et par l'organe de la *Gazette officielle,* » et elle a été forcée de *déplorer amèrement* « que les premières nouvelles transmises par le fait du gouvernement et de ses agents fussent de nature à fausser l'opinion des autres populations sur le caractère des mouvements de Turin, sur l'esprit qui les inspirait, et sur l'attitude que les citoyens avaient prise en face du ministère.

« Il n'est pas sans danger en Italie, achevait le rapport de la commission d'enquête parlementaire, de répandre des germes de jalousies municipales et de discordes civiques : rien ne pouvait être plus dangereux pour les Turinais que de voir leurs sentiments présentés aux autres Italiens d'une manière aussi défavorable. »

C'est en effet ce qui arriva ; les provinces italiennes trompées par les rapports officiels, réagirent contre le mouvement de Turin, qu'elles crurent absolument municipal ; elles n'avaient pas recueilli sur la bouche des mourants, ces cris de haine et d'enthousiasme : A bas le ministère ! A bas Peruzzi ! A bas Spaventa ! A Rome ! A Rome !....

Le matin du 23 septembre, quoiqu'elle fût occupée militairement, Turin s'apprêtait à une lutte terrible. Rendez-vous était donné pour le soir. — On avait résolu de prendre d'assaut le Palais-Royal coûte que coûte, de se faire massacrer... Mais la monarchie et le ministère devaient tomber noyés dans le sang.

Il était trop tard. — C'était dès le soir du 21 septembre, qu'il fallait prendre cette généreuse détermination !

En effet le prince de Carignan, qui avait assisté impassible à toutes ces scènes de carnage et de mort, et qui voyait le peuple très-décidé et dans le paroxisme de la fièvre réclamer justice et vengeance, se hâta de se rendre chez le roi, pour lui exposer le danger que courait la monarchie.

Ce fut alors, mais seulement alors, que le roi Victor-Emmanuel, ce prince si dévoué à la cause italienne ! — donna l'ordre d'arrêter le carnage de ses peuples bien-aimés ! — Un supplément de la *Gazette officielle* parut à trois heures

de l'après-midi, le 23 septembre; il était ainsi conçu :

« Sa Majesté ayant jugé à propos de retirer les pouvoirs de son ministère actuel, celui-ci les a remis dans ses augustes mains.

« Sa Majesté a appelé S. E. le général La Marmora pour le charger de la formation d'un nouveau cabinet. »

Ainsi le ministère qui était résolu aux partis les plus extrêmes, ainsi M. Minghetti qui, le matin même de ce jour (23 septembre), avait voulu proclamer immédiatement Turin en état de siége, glissèrent dans le sang qu'ils avaient fait répandre. — A la nouvelle de cette démission quoique tardive, l'ordre se rétablit comme par enchantement, l'émotion se calma et les 40,000 hommes appelés à Turin par le ministère Minghetti, pour appuyer ses projets sanguinaires devenus inutiles, retournèrent dans leurs cantonnements. Le Parlement était convoqué pour le 4 octobre, mais il fut ajourné au 24 : Turin attendait avec impatience sa réunion; elle espérait qu'il lui ferait rendre justice.

Mais cette malheureuse cité ne l'obtint pas.

Quantité de villes italiennes, encore sous le coup des perfides insinuations du ministère Minghetti-Peruzzi, et des faux télégrammes de M. Raymond Brenna, persuadées que le sentiment municipal seul avait été le mobile des troubles survenus à Turin, blâmèrent sévèrement ces manifestations.

On s'étonnera d'autant moins de ces dispositions hostiles des villes italiennes contre Turin, qu'aux motifs ci-dessus énoncés, il faut encore ajouter une maladresse du gouvernement qui avait provoqué une certaine animosité dans les esprits. En effet aussitôt après les annexions, celui-ci avait introduit dans toutes les provinces d'Italie, un très-grand nombre d'employés piémontais; ce fut une véritable plaie qui vint frapper l'Italie dès 1859 et 1860. — Or, les autres villes ne laissèrent pas échapper l'occasion de réagir contre Turin, pour protester contre ce piémontisme qui menaçait d'envahir toute l'Italie.

La ville qui se déclara avec le plus d'acharnement contre le mouvement de Turin, fut Milan. Là il ne se passa pas un

seul jour sans que la *Perseveranza*, journal de la camarilla dévouée au ministère Minghetti-Peruzzi, déclamât contre l'esprit municipal de Turin, puissamment secondée dans cette œuvre machiavélique par M. Montignani, correspondant turinais du journal le *Pungolo*, de Milan. On fit les plus grands efforts pour que l'Italie ne comprît pas que Turin froissée dans ses sentiments les plus chers, et décidée à se décapiter pour le triomphe de la cause nationale, n'avait pas voulu souscrire, sans protester énergiquement, à la convention du 15 septembre 1864 qu'elle considérait comme une renonciation formelle à Rome capitale, partant à l'unité italienne.

Il est juste de dire que les provinces méridionales ne se laissèrent pas circonvenir par les détracteurs de Turin; elles comprirent la véhémente protestation de cette ville, y applaudirent des deux mains; mais justement en haine de ce piémontisme dont nous parlions plus haut, elles ne purent s'empêcher d'approuver le transport de la capitale.

Quoique le parti municipal de Turin se fût laissé entraîner dans un mouvement démocratique, il n'avait pourtant protesté que contre le protocole qui était annexé à la convention, mais non contre la convention elle-même. — Ce protocole était tout simplement honteux, parce qu'il avait été proposé comme corollaire de la convention par le gouvernement italien lui-même, comme une *garantie matérielle*. — Or le gouvernement impérial n'avait réclamé du gouvernement italien qu'une *garantie morale spéciale*.

Turin avait donc fait acte de patriotisme; il faut lui rendre pleine et entière justice.

Ce qu'on aurait dû faire, c'eût été de mettre en accusation un ministère qui avait souillé du sang des citoyens pacifiques et inoffensifs la ville jusqu'alors la plus dévouée à la monarchie : cela eût été au moins de bonne politique! — Mais on dénia toute justice à Turin. La chambre se borna à écouter le rapport de la commission d'enquête, et étouffa la justice en adoptant cet ordre du jour proposé par M. le baron Ricasoli, le chef de la camarilla toscane :

« La Chambre, vu le rapport de la commission d'en-

quête nommée par elle pour prononcer sur les déplorables événements des 21 et 22 septembre passé;

« Considérant que le parlement doit surtout et spécialement, dans les conditions présentes, s'occuper de l'organisation du pays; — Considérant que la tranquillité et le calme des discussions à cela nécessaires seraient troublés par un retour sur des faits et des événements de nature à émouvoir les esprits; — Considérant que les sacrifices accomplis pendant de longues années, avec une abnégation héroïque, par la ville de Turin, en faveur de l'Italie, et son admirable attitude pendant que l'on discutait la loi sur le transfert de la capitale, suffisent à éloigner d'elle tout soupçon de municipalisme; — Considérant que la grandeur des événements présents et les besoins de la cause nationale conseillent à tous d'immoler sur l'autel de la patrie, et dans l'intérêt suprême de la concorde, tout ressentiment, toute récrimination, et même enfin toute justification; — Remerciant la commission d'enquête pour la diligence avec laquelle elle a rempli son mandat; — passe à l'ordre du jour... »

Le sang des Turinais criait vengeance!

Joseph Mazzini veillait! justice allait être rendue. Le grand justicier avait pieusement recueilli le sang des citoyens de la ville patriotique; il écrivit alors une lettre admirable dans laquelle il analysait le sens de cette convention fatale à l'Italie et à son unité; démontra que l'instinct politique de Turin avait porté juste, et que le transfert de la capitale à Florence était vraiment une renonciation implicite à Rome; il établit que par cet acte, le gouvernement italien effaçait à jamais l'ordre du jour voté par la chambre le 27 mars 1861, dans lequel Rome était proclamée la capitale *de droit* de l'Italie nouvelle.

Cette lettre de Mazzini, publiée dans le mois d'octobre 1864, causa une profonde impression.

Le parti municipal de Turin qui, jusqu'à ce jour lié complétement à la monarchie, n'avait cessé de réclamer contre Mazzini, mit fin à la guerre impuissante qu'il faisait contre le grand apôtre de l'unité italienne; le Piémont se détacha

tout d'un coup d'une monarchie qui venait de prouver clairement, qu'elle ne visait pas tant à faire l'Italie qu'à se consolider simplement dans ses frontières devenues plus étendues.

Certes, Turin n'était pas l'endroit le plus propice pour en faire la capitale du royaume d'Italie ; mais laisser cette ville pour renoncer à Rome était l'acte le plus contraire au programme unitaire que le gouvernement eût jamais pu accepter. — Si ce transport eût été effectué en 1860, avant qu'on eût proclamé Rome capitale de l'Italie, la monarchie se serait montrée conséquente au programme unitaire sanctionné par les plébicistes; mais effectuer ce transport sous la pression d'une puissance étrangère, après l'ordre du jour du 27 mars 1861, était l'acte le plus impolitique qu'eût pu faire le gouvernement de Victor-Emmanuel.

Par cette convention, le ministère Minghetti-Peruzzi a trahi la monarchie en lui aliénant l'affection des Piémontais, a trahi l'Italie en renonçant formellement à Rome, en même temps qu'il perpétuait l'esprit de municipalisme, triste héritage du moyen âge, en se vautrant dans le sang des citoyens.

Avant cette convention, la monarchie aurait peut-être pu atteindre diplomatiquement le but du parti démocratique : l'unité italienne; aujourd'hui, enchaînée par cette convention, la monarchie est devenue impuissante. — L'élément révolutionnaire peut seul accomplir le programme unitaire.

La monarchie avait rendu l'*unité* impossible par cette convention impliquant la renonciation à Rome.

C'était l'avis de tous les penseurs, de tous les hommes politiques.

M. Crispi qui, depuis 1860, était considéré comme le chef de la gauche, M. Crispi qui avait toujours été le disciple et l'ami de Mazzini, M. Crispi qui avait toujours fait une noble opposition au gouvernement italien, M. Crispi, disons-nous, oublia tout à coup son passé politique.... Dans la séance du 18 novembre 1864, à la chambre italienne, il

émit subitement cette proposition : « La monarchie nous « unit, la République nous diviserait..... »

Jusqu'à ce jour, M. Crispi n'avait commis qu'une seule faute politique : c'était lorsque, reprochant à la majorité son obéissance aveugle au ministère, il dit que la chambre à laquelle il parlait ne représentait plus *moralement* le pays.

Un homme politique, révolutionnaire, qui prétend être chef de parti, ne profère de telles paroles que s'il a derrière lui des barricades toutes faites, et s'il est prêt à donner sa démission de député, car par cette déclaration, il se condamnerait lui-même.

M. Crispi qui n'avait jamais songé à préparer des barricades, chose, du reste, impossible à Turin où le parti républicain, auquel il avait fait croire qu'il appartenait, n'avait alors la moindre chance de victoire, M. Crispi, disons-nous, ne songea pas même à donner sa démission. — Ses paroles produisirent un effet momentané, passager : le lendemain tout le monde les avait oubliées, peut-être lui-même a-t-il oublié aujourd'hui qu'il les a prononcées.

Mais celles qu'il prononça dans la séance du 18 novembre 1864 ne passèrent pas sous les yeux de Mazzini sans que celui-ci les observât.

La déclaration de Crispi, qui s'était toujours montré un adversaire de la convention de septembre, était doublement coupable. — Mazzini, dans une lettre publiée dans l'*Unità italiana* de Milan, lettre que l'autorité judiciaire de Milan s'empressa de saisir, rappela à Crispi ses antécédents politiques, et lui reprocha ce revirement qui les démentait complétement.

Mazzini avec son grand sens politique s'aperçut que Crispi était devenu un *opportunista*, un homme de la circonstance. — Il avait été mazzinien par conviction : il se faisait monarchique par convenance, par intérêt, par ambition.

Les reproches de Mazzini furent sanglants pour Crispi; après trois mois (le 18 mars 1865) il se décida à publier à Turin une brochure portant le titre *République*

*et monarchie*, sous forme de lettre adressée à Joseph Mazzini.

Nous avons lu très-attentivement cette lettre : elle repose entièrement sur un énorme sophisme.

De quel argument se sert Crispi pour répondre à Mazzini?

Vous êtes injuste, dit-il, de m'accuser d'être monarchique, vous qui, tour à tour, vous êtes adressé à Charles-Albert, à Pie IX et à Victor-Emmanuel ! — N'avez-vous pas été à votre tour monarchique? — Pourquoi donc venez-vous aujourd'hui me reprocher d'avoir dit : la monarchie nous unit, la république nous diviserait?...

La réplique de Mazzini ne devait pas se faire attendre longtemps. — M. Crispi laissa passer trois mois pour répondre à Mazzini, celui-ci répondit trois jours après la réception de la lettre du député de Castelvetrano.

Mazzini, dans sa réponse, passait en revue toutes les fautes de la monarchie, particulièrement après 1860; il avait toujours été prêt à accepter la monarchie pour l'accomplissement de l'unité italienne son seul but; mais du moment que cette monarchie avait renoncé à ce programme italien, il devenait évident que M. Crispi ne s'était rapproché de cette monarchie félone que par *opportunité*, en foulant aux pieds tous les sentiments patriotiques.

Cette réplique de Mazzini à Crispi peut se diviser en deux parties. — Dans l'une, il prouve que sa religion politique est toujours la même et qu'il a su tenir haut le drapeau de l'unité au milieu des contrariétés, de l'exil, des persécutions, des insultes, des calomnies et des condamnations; dans l'autre, il prouve que l'Italie ne pourra jamais être *une* et maîtresse de ses destinées, si elle n'emploie pas tous les moyens qui lui sont *propres*, dont elle peut disposer.

M. Crispi, en se jetant aveuglément dans les bras de la monarchie, à l'exemple de Manin, la rendit arbitre et dépositaire des destinées de la patrie italienne.

Crispi ne trouva rien à répondre, il se tut et s'éloi-

gna complétement de Mazzini; il finit par faire sa profession de foi monarchique, et dans un meeting à Turin qu'il présida, il poussa le cri de *Vive le roi!*

En ce moment de sourdes rumeurs circulaient dans toute l'Italie; on disait que la monarchie, après avoir cédé à la France Nice et la Savoie, avait signé un protocole secret. — C'est au milieu de ces bruits, que Mazzini fit publier la lettre suivante par les journaux qui lui étaient dévoués : l'*Unità italiana* de Milan, le *Dovere* de Gênes, le *Popolo d'Italia* de Naples et le *Courrier du petit pays au pied des Alpes* de Turin :

« L'instinct populaire a révélé à la province piémontaise « d'Italie un danger. — Ce danger est fondé.

« Il existe au ministère des affaires étrangères un rou- « leau de huit pages, sur papier anglais, lié par un ruban « bleu. — Ce rouleau contient un protocole secret ajouté « à la convention du 15 septembre 1864. On déclare dans « ce protocole que le gouvernement italien s'engage à « s'abstenir de toute entreprise sur la Vénétie et à empê- « cher énergiquement le parti de l'action ou tout autre de « faire aucune tentative sur cette province. On y lit « encore que si des événements imprévus et plus forts que « ces engagements faisaient échoir Rome ou Venise à « l'Italie, on procéderait à une rectification des fron- « tières entre la France et l'Italie, en prenant pour point « de départ le fleuve Sesia considéré comme frontière de la « France.

« Le protocole porte la signature du ministre M. Vis- « conti-Venosta et d'une autre personne. »

Mazzini ajoutait : « Je ne suppose pas que personne « ait la prétention d'exiger de moi de faire connaître la « source de mes informations; mais je rappellerai aux Ita- « liens, que j'ai révélé une année avant l'événement, la « cession de Nice et la Savoie, conclue à Plombières, et que « j'ai transmis à l'*Unità italiana* la substance de la conven- « tion du 15 septembre, bien longtemps avant que per- « sonne en eût le plus léger soupçon.

« A un protocole semblable et qui existe encore sous le

« ministère actuel (1), une nation élevée comme l'Angle-
« terre à la liberté, répondrait par une accusation de haute
« trahison et la potence pour les hommes qui l'ont signé...
« Pour moi, qui suis un adversaire de la peine de mort, je
« ne vois qu'une réponse digne de l'Italie et principale-
« ment du *Petit pays au pied des Alpes*, c'est de répondre
« par des faits à l'Empereur étranger : *Sire, vous vous*
« *trompez ; nous aurons la Vénétie et vous n'aurez pas le*
« *Piémont*.

« 13 mars 1865.

« Votre
« JOSEPH MAZZINI (2). »

---

(1) Le ministère La Marmora-Lanza, qui le 23 septembre 1864, avait succédé au ministère Minghetti-Peruzzi.

(2) Le texte de cette lettre est peu connu en Italie où elle a été saisie aussitôt son apparition ; nous croyons qu'elle est complétement inconnue à l'étranger.

Mazzini qui prévoyait bien qu'elle serait saisie, l'envoya à ses amis d'Italie, en leur recommandant de la publier tous le même jour, afin qu'elle pût être lue quelque part. — En effet, les journaux auxquels Mazzini envoya des copies, la publièrent tous le 21 mars 1865.— Comme il l'avait prédit, elle fut saisie à l'*Unità italiana*, Milan, et dans quelques autres villes. Mais l'ordre de cette saisie arriva trop tard à Gênes, à Turin, à Naples où chacun put en prendre connaissance. Nous donnons ici le texte italien de cette lettre :

« L'istinto popolare ha rivelato alla provincia piemontese d'Italia un pericolo.

« Questo pericolo è fondato.

« Esiste nell'ufficio del Ministero degli Esteri un rotolo di otto pagine, in cartoncino inglese, avvolto in raso cilestro.

« Questo rotolo contiene un protocollo segreto aggiunto alla Convenzione del 15 settembre 1864.

« E il protocollo dichiara : Che il Governo italiano s'assume d'astenersi da ogni impresa sul Veneto, e d'impedire energicamente qualunque impresa sul Veneto volesse tentarsi dal Partito d'azione o da altri; — che, se avvenimenti imprevedibili e più potenti degli obblighi assunti concedessero sia Roma, sia Venezia all'Italia, avrà luogo una *rettificazione di frontiere* tra la Francia e l'Italia; — che la discussione esordirà dal fiume Sesia, considerato come frontiera della Francia.

« Il protocollo ha la firma del ministro Visconti Venosta e d'altra persona.

« Nessuno vorrà, suppongo, pretendere ch'io riveli la sorgente della mia certezza. Ma io ricorderò agli Italiani che rivelai, un anno prima del

Le protocole secret dénoncé par la lettre de Mazzini existait-il vraiment tel qu'il le disait?

Jusques à aujourd'hui personne ne pourrait l'affirmer, mais ce qu'il y a de certain, c'est que ce fait était d'un côté dans l'ordre logique de la politique impériale, laquelle, puisque le gouvernement italien le voulait, devait faire sentir sa supériorité, et dans celui de la politique de la monarchie italienne, laquelle en souscrivant la Convention du 15 septembre devait évidemment s'engager envers la France, l'une des hautes parties contractantes à réprimer rigoureusement toute tentative du parti d'action, dont les efforts devaient tendre à déchirer à tout prix cette convention qui interdirait à jamais Rome aux Italiens.

Nous ne pouvons nous empêcher de remarquer ici qu'il est vraiment incompréhensible, comment, après les faits de Sarnico, d'Aspromonte, de Turin, comment, après la convention du 15 septembre..., M. Crispi a pu déclarer « que la monarchie unirait l'Italie et que la République la diviserait. »

Ce brusque revirement du républicain Crispi, fit une profonde impression sur les hommes politiques de l'Italie; aussi ses anciens amis s'empressèrent-ils d'en rechercher les motifs, et le subit changement qui se fit dans sa fortune donna lieu à des suppositions peu favorables pour le caractère de cet homme entouré jusque-là de l'estime publique.

Mazzini eut à subir une désillusion de plus, et la monarchie eut à enregistrer parmi ses partisans un nouvel apos-

---

fatto, la cessione, statuita a Plombières, di Nizza e Savoia, e ch'io trasmisi alla *Unità Italiana* la sostanza della Convenzione del 15 settembre prima assai che alcuno in Italia ne sospettasse.

« A protocollo siffatto non lacerato dal Ministero presente, una nazione, educata come l'Inghilterra alla libertà, opporrebbe l'accusa d'alto tradimento e il patibolo per gli uomini che lo firmarono. Io, avverso alla pena di morte, non vedo che una riposta degna dell'Italia e segnatamente del *Piccolo Paese appiè dell'Alpi* : dire, con fatti, all'Imperatore straniero : *Sire, voi errate : avremo Venezia e non avrete il Piemonte.*

« 13 Marzo 1865.

« Vostro
« Giuseppe Mazzini. »

tat. — M. Crispi trouva sa place entre MM. Émile Visconti-Venosta et Amédée Melegari, plus connu jadis en Suisse sous le nom d'Emmery.

Lorsque la monarchie italienne, clouée sous peu sur son lit d'agonie, voudra prolonger une existence impossible, elle appellera M. Crispi à son chevet.

Moins heureux que Liborio Romano, il ne saura pas indiquer à Victor-Emmanuel la voie de l'exil, et tous deux resteront étouffés en s'aoreuvant de sang italien.

Une âme d'une trempe faible se serait certainement découragée en présence de toutes ces défections.

Mazzini en fut profondément attristé; les défaillances de ces hommes qu'il avait honorés et aimés le navrèrent, mais son grand cœur ne pouvait être abattu; seul sur la brèche il continuera sa lutte héroïque, son généreux apostolat. Aucune catastrophe humaine ne pourra jamais détourner cet homme de fer de son but grandiose : l'accomplissement de l'unité italienne par les propres forces de l'Italie. — Quoiqu'il eût éprouvé en 1848 l'impuissance de la monarchie à l'accomplissement de son programme, il était pourtant encore prêt à lui donner son appui si elle voulait l'accepter et l'accomplir.

Nous nous rappelons encore les belles paroles qu'il écrivit le lendemain d'Aspromonte, en 1862 : « La balle du « fusil royal qui a blessé Joseph Garibaldi, a brisé la der- « nière ligne du pacte fait il y a deux ans entre nous, répu- « blicains, et la monarchie. »

En présence de cette impuissance de la monarchie, il ne restait à Mazzini d'autre parti à prendre que de poursuivre seul sa propagande unitaire pour la délivrance de Rome et de Venise. — C'est pendant qu'il s'en occupait activement, qu'eurent lieu les élections générales du mois d'octobre 1865.

L'association démocratique de Gênes proposa comme candidat de la première circonscription — Joseph Mazzini. — Le gouvernement italien lui opposait M. Vincent Ricci, deux fois ministre sous Charles-Albert et ancien député de la même circonscription électorale.

La lutte qui s'engagea fut opiniâtre.

M. Vincent Ricci, soutenu par le parti gouvernemental, posa franchement sa candidature contre Mazzini, le 19 octobre, quelques jours avant les élections, par une lettre adressée au président de l'association démocratique électorale de Gênes.

« Si avant d'être arrivés à la veille des élections, disait M. Vincent Ricci dans sa lettre, l'association démocratique avait daigné me faire connaître son désir de proposer au premier collége M. Joseph Mazzini, je n'aurais eu aucune répugnance à me retirer; car une retraite pareille n'enlevait rien à ma considération.

« Il s'agissait de ne pas mettre par ma candidature un obstacle quelconque à son retour dans la patrie, et les électeurs auraient eu tout le temps de pourvoir à leurs intérêts.

« Mais après les publications qui ont été faites, et presque à la veille de la votation, l'état des choses n'est plus normal...

« J'ai toujours admiré, continuait l'adversaire de Mazzini, son talent élevé, et plus encore sa vie austère, immaculée, son perpétuel sacrifice d'un seul pour tous. Pour ces motifs, je n'eusse pas hésité un seul instant à lui donner un témoignage de mon estime, pourvu qu'il eût pu être spontané. »

Toutefois on ne tarda pas à s'apercevoir que M. le marquis Vincent Ricci, s'il admirait les sacrifices des autres, n'était pas prêt à les imiter.

Au premier tour du scrutin, à Gênes, il y eut ballottage entre Mazzini et M. le marquis Vincent Ricci.

Certes, l'occasion était belle pour M. Ricci de mettre en pratique ses généreux sentiments en se désistant de sa candidature : il n'eut garde !

Le plébiscite était néanmoins le baptême qui venait sanctifier toute une vie de dévouement et d'abnégation. Le grand patriote dut être heureux ce jour-là, il était compris !

Le second tour de scrutin devait avoir lieu le 29 octobre.

— La démocratie était sûre de la victoire; mais le gouvernement italien, qui tremblait de voir le nom de Mazzini sortir victorieux des urnes électorales, veillait...

Toute la police fut mise en branle; de nombreux agents du gouvernement envahirent le collége électoral; on répandit l'or à profusion parmi les électeurs des environs de Gênes pour obtenir le triomphe du candidat du gouvernement. Nombre d'électeurs de la Foce furent retenus dans leurs foyers par les agents, et à Saint-Martin d'Albaro, où devait avoir lieu le scrutin, *quinze* électeurs firent défaut pour assurer l'élection de Ricci. — M. Ricci obtint 352 voix, Mazzini 337.

La démocratie avait été battue, mais le gouvernement n'était pas victorieux... La démocratie s'était affirmée. — Si Gênes, à cause des nombreux affiliés aux partis clérical et modéré qu'elle renferme aujourd'hui dans son sein, n'eut pas le bonheur de nommer pour son député Joseph Mazzini, la ville de Messine en eut tout l'honneur.

M. Emmanuel Pancaldo, patriote des temps les plus reculés, vénérable octogénaire, ne pouvait plus, à cause de son grand âge, accepter le mandat de représentant du peuple. — Il réunit ses amis, et proposa pour son successeur Joseph Mazzini. — Le gouvernement soutint vigoureusement la lutte contre M. Pancaldo; mais celui-ci l'emporta.

Joseph Mazzini fut élu au collége électoral de l'Archevêché, à Messine (1).

L'élection de Mazzini fut un coup de foudre pour la Chambre; son émotion fut indescriptible.

---

(1) Garibaldi, pour appuyer la candidature de Mazzini à Messine, écrivit la lettre ci-jointe au comité électoral démocratique de cette ville :

« A monsieur Emmanuel Pancaldo,

« Messine.

« Caprera, le 12 février 1866.

« Chers amis,

« Vous m'annoncez la réussite probable de Mazzini dans votre collége. « Je le souhaite de tout mon cœur, car les Italiens ont des devoirs à ac- « complir envers lui, et jusqu'à présent il a été payé par l'ingratitude. —

On mit en discussion son éligibilité.

Le gouvernement italien soutint que Mazzini, frappé d'un jugement de contumace par le gouvernement piémontais, privé par conséquent de ses droits civils et politiques, n'était apte à être ni électeur, ni éligible.....

Argument sans valeur, sans consistance, tout simplement absurde. — Comment en effet, si le gouvernement piémontais n'existait plus, pouvait-on faire valoir la condamnation qu'il avait prononcée contre Joseph Mazzini?

Néanmoins, ces théories ministérielles, qui auraient dû tomber sous le coup du ridicule, furent approuvées le 22 mars 1866 par 191 voix d'une majorité affolée contre 107....

A quoi voulait donc en venir ce ministère?

Tout simplement à ce que Mazzini rendît hommage à la monarchie, et demandât sa grâce pour être libre de rentrer dans sa patrie.....

Voici une lettre que le député M. Philippe de Boni, retenu chez lui par la maladie, écrivit à l'un de ses amis, en apprenant que l'élection de Mazzini avait été annulée.

---

« Le fait qui se passe chez vous dans ce moment-ci n'est pas nouveau.
« Votre pays a toujours pris l'initiative de réparer nos fautes.
« Croyez-moi,
« Votre
« Joseph Garibaldi. »

Aussitôt après l'élection de Mazzini, M. Pancaldo qui avait préparé une proclamation, voulut la lancer; mais le gouvernement en empêcha la publication et fit arrêter le facteur qui devait l'afficher. — Dans cette proclamation signée par M. Pancaldo comme président et par les autres membres du comité, on lisait ces mots :

« Joseph Mazzini est votre élu!

« Électeurs! vous avez bien mérité de la patrie.
« Patrie! Tes enfants ont répondu de Messine à la grandeur de tes « souffrances, de tes gloires et de tes destinées..... Que tous soient ap« plaudis.
« Messine, le 27 février 1866. »

« Nervi, 23 mars 1866.

« Ma mauvaise santé m'a empêché ces jours derniers d'assister aux séances de la Chambre, ce qui m'a été plus pénible que ma mauvaise santé elle-même.

« Le vote d'hier, en annulant l'élection de Mazzini, confirme la sentence du tribunal de Gênes contre Mazzini.. Hélas! ce vote ne sera pardonné ni par le pays, ni par l'histoire... Non, je n'aurais jamais cru qu'un parlement italien pût bénir la potence jadis dressée pour l'apôtre de l'unité nationale!

« Les bourreaux à gages des gouvernements déchus foulent librement le sol de notre belle patrie qu'ils ont souillé des crimes les plus odieux, et l'homme unique au monde dont s'honore le nom italien, le citoyen qui a le mieux mérité de la patrie par le travail, par l'intelligence, par le sacrifice, celui-là seul restera exilé pour toujours et sous la perpétuelle menace de la hache du bourreau! — Toutes les lois du Piémont sont disparues ou disparaîtront, parce qu'elles sont » une camisole de force pour le nouveau royaume. — On ne veut pas faire disparaître simplement cette sentence de mort. — On veut donc que l'unique lien entre le royaume sarde et le royaume du plébiscite soit la peur et l'ingratitude!

« Il n'était pas question ici de monarchie ou de république, il s'agissait uniquement de justice et de cœur. — Qu'il demande grâce!.... Grâce de quoi? D'avoir trop aimé sa patrie? de l'aimer toujours, de l'aimer tant, qu'aujourd'hui même sa plus poignante douleur est de voir Venise abandonnée par nous; sa crainte la plus vive, qu'on ne songe à la racheter par quelque marché plus honteux encore. — Je sais bien que ma voix de plus, n'aurait pas apporté la victoire, mais je vous écris afin qu'on n'augmente pas les souffrances de ma vie en me reprochant la lâche prudence du silence.

« Philippe de Boni. »

Mais avant que M. Pancaldo et les électeurs de Messine se fatiguassent de réélire Mazzini, la Chambre se fatiguerait d'annuler ses élections.

Trois fois Mazzini fut élu par les Messinais : deux fois la majorité de la Chambre annula ces élections; à la troisième, la monarchie épouvantée se vit obligée de signer le décret d'*amnistie* du grand coupable.....

Mazzini remercia chaleureusement les électeurs de Messine et refusa le mandat qu'ils voulaient bien lui confier. Son dévouement inaltérable à la foi républicaine ne lui permettait pas d'accepter une mission de député qui l'aurait entraîné à prêter serment *au bien inséparable du roi* et de la patrie (1). — Mazzini ne pouvait pas non plus accepter l'*amnistie*. — De quoi était-il donc coupable pour devoir accepter une amnistie? — Voici comment il motiva son refus dans la — « Question morale en Italie, » publication traduite en anglais par la *Revue de Westminster* à laquelle le *Standard* consacra une étude sérieuse.

« Si jamais, dit-il, il a été dans ma nature de permettre « qu'une considération personnelle puisse se mêler à ce « qui touche au bien de ma patrie, je pourrais répondre « pourtant, que personne, parmi ceux qui connaissent « quelque chose de mon âme, ne m'a soupçonné de pou- « voir souiller mes derniers jours et mon passé, en accep- « tant l'*oubli* et le *pardon* pour avoir aimé par-dessus toute « chose ma patrie, et pour avoir tenté de réaliser son unité « alors que tout le monde en désespérait. — Et quand « même je le pourrais, je n'aurais pas le courage de revoir « l'Italie, le jour même où elle a accepté, tranquillement, « le déshonneur et la faute. »

Le déshonneur et la faute! Terrible condamnation qui frappait le gouvernement en plein cœur. Quels efforts n'a pas fait Mazzini pour soustraire le gouvernement de son pays à cette condamnation?

(1) Formule du serment en Italie.

# CHAPITRE XII.

**La guerre de 1866. — Venise. — Mentana.**

La démocratie était prête; le gouvernement monarchique à la veille d'être débordé, dut se mettre à la place de la Révolution près d'éclater.

Le ministère La Marmora s'empresse d'envoyer à Berlin le général Govone qui, à son retour, rapporte à Florence l'alliance de la Prusse et de l'Italie contre l'Autriche. — Alliance incroyable, mais vraie!

D'un bout à l'autre de l'Italie, on entend répéter le cri de Venise, Venise!

Les listes des enrôlements volontaires sont ouvertes; en trois jours plus de quarante mille hommes accourent sous les drapeaux de Garibaldi qui s'éloigne de son île solitaire de Caprera pour aller se mettre à la têtes de ces *chemises rouges*, devenues historiques.

Le 8 juin 1866, les Italiens de Londres se réunissent dans un grand *meeting* à la *London Tavern*.

M. Semenza préside le *meeting* auquel assistent MM. Saffi, Nigretti, Fabbricotti, Galli et autres; Mazzini à cause de sa santé, ne peut pas s'y rendre; mais Saffi fait la lecture d'une lettre de Mazzini qui explique aussitôt quel doit être le but du *meeting*.

« Messieurs, écrit Mazzini à ceux qui composent le grand « *meeting*, puisque ma santé ne me permet pas d'assister « à votre réunion, permettez-moi de vous exprimer par « lettre mon assentiment cordial au but que vous vous « proposez.

« Chacun de nous conservera intactes ses convictions « relativement à l'avenir de la patrie et aux questions de « politique intérieure; mais la question nationale doit

« nous trouver tous unis et prompts à agir pour la cause « commune.

« Celui qui manquerait à ce devoir, serait traître à son « pays. — Pour Venise, pour nos frontières, en face de « l'ennemi, nous ne pouvons avoir qu'un seul cri : la « guerre ! la guerre pour tous ! guerre par tous les moyens « qui sont en notre pouvoir ! guerre jusqu'à ce que les « Alpes et la mer soient à nous ! Et cette guerre, Messieurs, « est vraiment une guerre italienne, car elle doit établir « notre unité et nous ouvrir parmi les nations cette vie de « gloire que nous avons héritée de nos aïeux.

« J'ai dit que cette guerre est une guerre italienne. — « En effet, afin qu'elle soit vraiment italienne, que les fruits « de la victoire soient à nous, pour que nous acquérions « une indépendance vraie, comme elle n'existe pas encore, « il est un devoir strict : il faut que tous ceux qui sont « nés en Italie, soient unis comme un seul homme. — Il est « très-important que l'Europe soit bien persuadée que nous « pouvons livrer nos propres batailles, que nous sommes « assez forts pour acquérir et faire prévaloir nos droits à « l'existence.

« Que tous ceux qui se sentent un cœur italien appor- « tent leur concours par leur bras, leur fortune et leur « parole.

« Je vous transmets par l'intermédiaire du comité qui « s'organise une première souscription de 5 livres st. « — Le gouvernement d'Italie n'a pas besoin de secours « pour lui-même. — Les chambres lui ont accordé plein « pouvoir pour toutes les éventualités financières. Votre « aide doit se porter plus particulièrement sur les volon- « taires de Garibaldi ; en l'aidant, vous aidez le gouverne- « ment. — Faites tous serment de consacrer ce que vous « possédez, ce que vous pourrez recueillir, en un mot tout « ce qui pourra faciliter les moyens d'atteindre le but de la « guerre italienne, savoir l'indépendance du joug étranger « et l'unité italienne.

« Je suis à votre disposition, pour tout ce que je pourrai « faire moi-même. « Joseph Mazzini. »

Avant même que la guerre fût déclarée, aux premiers bruits d'une alliance encore incertaine entre l'Italie et la Prusse, le 9 mai, Mazzini expliquait toutes les idées relativement à cette question si grave dans une lettre qu'il écrivit à son ami, vieux soldat de la démocratie, M. Frédéric Campanella, directeur du journal le *Dovere* de Gênes.

« Au directeur du journal le *Dovere*.

« De tous côtés on me demande d'exprimer mon opi-
« nion sur l'état actuel des affaires; permets-moi de répon-
« dre à tous par l'organe du journal dont tu es le direc-
« teur.

« Avant tout, *le pays doit exiger qu'on fasse la guerre.*
« Aujourd'hui les intentions du gouvernement paraissent
« claires; mais il manque foncièrement d'initiative morale;
« il ne croit pas au devoir national, et ces dernières années,
« il l'avoue lui-même, il s'est défié des forces italiennes et
« les a jugées incapables de soutenir la lutte. — Dans la
« persuasion où il était de son isolement, il a laissé passer
« sans donner signe de vie les meilleures occasions, telles
« que l'insurrection polonaise et la guerre germanico-da-
« noise.

« Aujourd'hui, il croit que le moment favorable est ar-
« rivé, parce qu'il est persuadé qu'il a des alliés; il ne se-
« rait pas impossible que demain il changeât d'idées et
« revînt sur ses pas, pour peu que ceux qui le poussent
« secrètement en avant, soit à cause de nouveaux incidents
« ou de nouveaux calculs, retournassent eux-mêmes en ar-
« rière. — Il faut que le pays rende cette guerre inévitable
« avec ou sans alliés. — La guerre pour l'émancipation de
« la Vénétie qui, jusqu'à présent, a été un *devoir*, est deve-
« nue aujourd'hui une *nécessité*.

« Si, après les actes, les préparatifs, les déclarations ac-
« tuelles, l'Italie abandonnait son projet, elle paraîtrait aux
« yeux de l'Europe manquer de vie nationale, elle ne serait
« plus pour elle qu'un simple instrument de projets et
« d'intérêts étrangers, ce serait pour elle, devant l'opinion

« publique, un nouveau *déficit* à ajouter à l'ancien. L'ar-
« mée perdrait tout sentiment de dignité, toute confiance
« en elle-même; elle fournirait aux factions rétrogrades
« une arme formidable, elle ouvrirait la porte à l'anarchie
« morale, ou à des sentiments de scepticisme et de dé-
« fiance pires que cette anarchie.

« La voix du pays doit donc retentir d'une extrémité à
« l'autre de l'Italie; cette voix doit être un cri de guerre.
« — Je ne sais pourquoi les Vénitiens ne comprennent pas
« qu'ils sont aujourd'hui les arbitres de la question et que
« le plus petit acte insurrectionnel de leur part ouvrirait la
« digue qui retient le torrent. — Mais s'ils ne veulent ou
« s'ils ne peuvent pas, le pays lui, doit le vouloir. Aujour-
« d'hui l'Italie c'est Venise. — La vie, l'avenir, l'honneur
« de la nation doivent surgir entre les Alpes et les la-
« gunes.

« *La guerre doit être exclusivement italienne*, soutenue
« par nos propres forces, sans l'intervention des étrangers
« sur notre sol. — Tout le monde sait ce que signifient les
« secours de la France impériale et comment on les paye.
« — Quand bien même elle pourrait condescendre à com-
« battre vraiment pour une idée, le langage d'altière et
« insolente suprématie qu'elle tient à notre égard depuis
« 1859 devrait suffire, s'il existe encore en Italie le moindre
« sentiment d'orgueil national, pour nous faire repousser
« ses secours comme un deshonneur et un outrage. —
« Pour l'Europe, l'Italie n'est ou n'était encore qu'un pays
« affranchi : une guerre faite *par elle seule* sera le baptême
« d'une liberté lui appartenant en propre et liée à ses seules
« destinées. Jusqu'ici elle n'est considérée que comme un
« satellite de l'astre français; qu'elle apparaisse enfin dans
« tout son éclat cette étoile une des plus brillantes de celles
« qui resplendissent dans le ciel de l'humanité!

« *Aucune alliance avec la Prusse :* s'il en existait une déjà,
« qu'on la tienne cachée comme le crime.

« L'Italie ne doit plus souiller la sainteté de son drapeau;
« elle ne doit plus montrer à l'Europe qu'elle ne cherche
« ses alliés que parmi les hommes qui représentent le des-

« potisme. — Le gouvernement prussien était encore il y a « trois ans l'unique allié en Europe, le satellite du czar « contre l'insurrection polonaise; peu de temps après, il « violait tout principe de justice et de droit vis-à-vis le « Danemark, brisait des traités sacrés et, poursuivant son « œuvre infâme, il mentait impudemment aux puissances « de l'Europe, aux populations conquises et à la confédé- « ration germanique.

« Ce gouvernement inique ne foulait-il pas aux pieds « naguère, comme il le fait encore aujourd'hui, le Parle- « ment et la liberté dans son propre pays?

« Dans la question actuelle il soutient le mauvais côté. « Une alliance avec lui serait un acte ouvertement immo- « ral, et on prépare mal la victoire avec l'immoralité. En « outre une telle alliance serait une faute parce qu'il y « a en elle erreur et danger.

« L'erreur provient de ce que le gouvernement prus- « sien est mal vu des trois quarts des populations alle- « mandes, la haine qu'elles ont contre lui, se retournerait « sur nous.

« Le danger serait plus grave qu'il ne paraît de prime- « abord; en effet ce gouvernement, forcé de ménager « la confédération, dans la crainte de se voir infliger » par elle le nom de traître, imposerait probablement « à notre gouvernement une condition fatale, analogue « à celle qui perdit la guerre de 1848, par exemple la « renonciation à toute opération dans le Trentin, dans le « Tyrol ou sur tout autre territoire, partout enfin où l'Al- « lemagne pourrait élever des prétentions.....

« Que *les alliés de l'Italie soient les peuples* traînés, « garrottés au char de l'Autriche, les peuples qui ont « à leur tour à reconquérir leur liberté et leur indé- « pendance.

« Que votre guerre soit la guerre des nations.

« Portez haut le drapeau non-seulement d'un intérêt « particulier, mais d'un principe, du *principe* qui, depuis « plus d'un demi-siècle, inspire et domine tous les mouve- « ments européens.

« Écrivez sur votre drapeau : *Pour nous et pour vous*, « et protégés par toutes les épées qu'on pourra dégaîner « en Italie, faites-le flotter devant les yeux des Hongrois, « des Bohêmes, des Serbes, des Roumains, des Slaves « méridionaux, des populations partagées entre l'empire « autrichien et la Turquie. — Là sont nos destinées et « celles de l'Europe. — Là est le secret d'une époque que « vous pouvez pénétrer par votre ferme volonté.

« Par Dieu, ayez souvenance de Rome. Que vos âmes « conservent l'étincelle sacrée d'un passé si grand, et bénis- « sez Dieu qui vous donne l'occasion de vous émanciper « et d'émanciper les autres, de vous rendre à la fois puis- « sants et les bienfaiteurs des autres.

« *Que la guerre soit vraiment nationale : guerre d'ar-* « *mée et de volontaires* non-seulement parce qu'il surgira « de ces deux éléments frères, une noble émulation de « grandes actions, double gage de la victoire! — Mais « parce que le terrain sur lequel, si la guerre est conduite « avec sagesse, doit se décider la victoire, est admirable- « ment propice à l'action libre, indépendante, dégagée, « imprévue de l'élément volontaire. — Il est nécessaire « d'utiliser les forces et le courage de tous ceux qui, quoique « prêts à se sacrifier, ne veulent pourtant pas faire dispa- « raître leur individualité dans les disciplines sévères, per- « manentes, aveugles de l'armée. — Les volontaires repré- « sentent la spontanéité du pays, parce qu'ils donnent à la « guerre le baptême populaire, qu'ils assurent à l'armée « que la nation reste toute-puissante en réserve, parce qu'ils « jettent dans la balance le nom bien-aimé et redouté de « Garibaldi. Les volontaires seront pour les peuples un « témoignage vivant qu'on peut faire la guerre, non-seu- « lement en vertu d'un simple ordre donné peut-être dans « un intérêt dynastique, mais aussi en vertu d'une *idée*, « d'un sentiment, d'un principe incarné dans un peuple « prêt à combattre pour lui et pour les autres, non lié par « des pactes antérieurs, à l'abri du soupçon d'ambitionner « des conquêtes et d'être servilement soumis à de tristes « projets qu'il ignore.

« *Que le nombre des volontaires soit illimité.* Personne n'a « le droit d'imposer des bornes à l'enthousiasme du pays « quand il s'agit de son salut et de son honneur.

« *Que tous les volontaires soient libres de toute espèce « de lien, excepté de celui qu'exige l'unité indispensable « du plan de la guerre.* — Quiconque oserait dire à un « pays, dans une guerre nationale : j'ai des doutes sur toi, « provoquerait à l'instant des soupçons sur lui-même et « l'aurait justement mérité. — Le volontaire armé repré- « sente, en face l'étranger en armes, l'unité de la patrie. « — Qui oserait lui dire : *Tu ne protégeras cette unité « contre l'étranger, qu'à la condition de l'avilir en reniant « ta conscience par des serments et des actes ayant rapport « à des questions étrangères à celle de la guerre?* — La « confiance inspire la confiance. Aujourd'hui, le SEUL, « l'UNIQUE programme, est l'émancipation de la Vénétie « au profit de l'unité nationale. — Si le gouvernement « prétendait en imposer un autre à ceux qui se présen- « tent pour combattre, il ouvrirait la porte à la mani- « festation de tous les programmes, il donnerait le signal « de la division, ce qu'il faut éviter aujourd'hui par-dessus « tout.

« *Il ne faut d'aucune manière limiter la liberté :* jetez « un coup d'œil à l'entour de vous; le pays peut-il « vous être suspect? Avez-vous vraiment à craindre les « factions réactionnaires? — Le cri de « guerre pour la « Vénétie » est votre arme contre tous les ennemis. — Il « est ressuscité l'enthousiasme patriotique parmi le peu- « ple : tout attentat contre l'unité serait aussitôt inexora- « blement écrasé. — Ne refroidissez pas cet enthousiasme « par des actes qui pourraient réveiller la défiance et qui « laisseraient entrevoir d'arrière-pensées. — N'outragez « pas, quelle qu'elle soit, la représentation du pays en lui « disant : *Tu es un obstacle, retire-toi;* n'êtes-vous pas « sûrs d'avoir bientôt et sans entraves tout ce dont vous « aurez besoin pour atteindre le but national? — Ne mu « selez pas la presse; elle est appelée à exprimer au jour « le jour tout ce que vous avez intérêt à connaître, aujour-

« d'hui bien plus que jamais : l'opinion, les tendances, « les désirs de la nation. — Ne mettez pas d'entraves aux « manifestations publiques; des réunions, des associa- « tions, sortira un encouragement à ceux qui combattent, « une voix qui jettera le doute et la terreur dans les rangs « ennemis.

« N'exigez pas que le peuple fasse la guerre en aveugle; « ne prétendez pas que ceux qui doivent donner leur sang « et le pain de leurs enfants, qu'ils placent tout à coup et « sans être éclairés, leur confiance en quelques hommes « devenus arbitres de tous et dont une seule faute entraî- « nerait la ruine de la nation entière. — Laissez au pays « les moyens de veiller et de vous conseiller. C'est par cette « voie seule qu'il pourra vous aider de toutes ses forces.

« Telles sont les conditions de la victoire, et l'Italie doit « vaincre; elle a en conséquence le droit d'exiger que par « des déclarations, par des actes, par le choix des ci- « toyens appelés à régir la période de la lutte, le gouver- « nement lui en donne une complète garantie. — Il s'agit « pour la nation de vie ou de mort. — La défiance systé- « matique, déraisonnable et l'enthousiasme aveugle et ser- « vile, sont aujourd'hui également coupables et cachent les « mêmes dangers; la première engendre l'inertie, le second « peut produire de terribles désillusions. — Oublier le passé « n'est pas une bonne méthode pour conquérir l'avenir.

« Aux républicains qui seraient tentés de trouver dans « les sévères leçons du passé la justification de leur iner- « tie, je leur dirai, moi républicain : « Vous avez, ô mes « frères, jusqu'à présent prêché avec moi, que pour avoir « la liberté républicaine, il faut la mériter; méritez-la donc; « ne laissez échapper aucune occasion lorsqu'elle se pré- « sente à vous; délivrez nos frères italiens qui gémis- « sent sous le joug de l'étranger; vous marcherez plus unis « quand notre apostolat sera descendu au fond des âmes, « à la conquête de notre idéal; mais ne faites pas de cet « idéal une condition de secours, car ils ne sont que l'ac- « complissement d'un devoir sacré. — Auriez-vous dit à « Jeanne d'Arc de ne pas expulser les Anglais du sol de

« France, — auriez-vous dit aux Espagnols de 1808 de ne « pas repousser l'invasion française parce qu'en France ré- « gnait une monarchie corrompue et inepte, parce que la « majorité des Espagnols n'était pas mûre pour les insti- « tutions républicaines? — La question nationale est une « *faute* pour celui qui ne cherche pas à la résoudre; la « question politique est une *erreur*. — Il faut détruire la « *faute* d'abord, si l'on veut faire disparaître l'*erreur*. — « En combattant l'étranger aujourd'hui, vous ne renoncez « pas et vous ne nuisez pas à votre droit de transformer le « territoire sur lequel vous combattez et d'y élever un édi- « fice plus solide que celui qui existe aujourd'hui. — Vous « vous conserverez plus purs, plus aptes aux grands sacri- « fices et vous serez plus sûrs d'être écoutés, lersque vous « vous mettrez à l'œuvre de régénération. — En n'agissant « pas ainsi, vous trahissez un devoir immédiat par colère « de ne pouvoir en accomplir un autre de suite. Vous « laissez le champ libre aux erreurs probables, aux fautes « possibles, mais que vous pourriez peut-être empêcher « et éloigner; vous désertez la bannière sur laquelle est « écrit: *Aide de toute manière aux frères qui souffrent.* « Parce que votre pensée n'est pas tout entière sur cette « bannière, parce que vous ne pouvez pas la remanier à « votre gré, vous forcerez votre malheureuse patrie à prolon- « ger son déshonneur?—En général est trahi celui qui veut « l'être; mais même, si vous étiez trahis..., ne croyez-vous « pas que votre protestation serait plus agreable à Dieu et « mieux écoutée des hommes, si vous la formuliez sur-le- « champ et au milieu de vos frères que si elle sortait de la « retraite secrète où vous vous seriez confinés en prévision « d'un danger incertain? Mais aux hommes qui marchent « enivrés par les fumées de la guerre, sans réfléchir à la « voie qu'ils suivent, sans calculer non leurs propres dan- « gers, mais ceux auxquels ils exposent leurs pays, aux « hommes qui disent: *Nous sommes avec le ministère quel* « *qu'il soit, qui donnera le signal de la bataille*, — aux « hommes qui persuadent au pays de se donner aveuglé- « ment, sans conditions, sans promesses, sans prévision de

« l'avenir, — je crois qu'il est de mon devoir, et si je con-
« sidère le passé, il me semble même pouvoir dire : je me
« sens le droit de crier : « Rappelez-vous Villafranca,
« rappelez-vous Nice, rappelez-vous la honte qu'ont fait
« rejaillir sur l'Italie cinq années consécutives de dépen-
« dance vis-à-vis de la France impériale, rappelez-vous que
« malheur et déshonneur proviennent de ce que vous vous
« êtes donnés aveuglément, lorsque ceux qui étaient mieux
« renseignés et plus prévoyants que vous ne cessaient de
« vous avertir d'être sur vos gardes et de faire vos condi-
« tions avant de vous livrer. »

« Répéterez-vous donc éternellement les mêmes fautes?
« Oublierez-vous donc toujours que si une maladie peut
« être guérie, si on peut réparer le trouble dangereux
« qu'elle a apporté dans l'organisme, une rechute est
« presque toujours irréparable, fatale? — Il ne s'agit pas
« de combattre; il s'agit de vaincre; il s'agit de se garantir
« contre les conséquences d'une victoire obtenue par les
« armes d'autrui; il s'agit d'avoir Venise sans Plombières.
« Vous ne pourrez atteindre ce *but* que dans les conditions
« dont je vous ai parlé. — Le pays peut-il les obtenir? Je
« suis convaincu que s'il le veut vraiment, il le peut.

« L'expression de la volonté d'un pays atteint presque
« toujours son but; mais il est nécessaire que cette expres-
« sion soit universelle, persistante, explicite, validée par
« des faits qui prouvent en même temps qu'on a la conscience
« de son droit et de ses devoirs.

« Que les associations prennent l'initiative de cette ex-
« pression.

« Que tous les groupes de patriotes qui existent en Italie
« indépendants, réunis en frères de la même religion ou di-
« visés par les détails, s'approprient les conditions que je
« viens d'exposer et qu'ils le disent.

« Que toutes les localités aient leur réunion propre,
« parlent avec calme, mais qu'en même temps, leur lan-
« gage soit solennel et sévère. — Que le programme du
« pays parvienne au gouvernement.

« Que le pays pour prouver que l'Italie peut et veut suf-

« fire par elle-même à la grande œuvre, s'arme tout en-
« tier.

« Que toutes les localités organisent et envoient leurs vo-
« lontaires : que les ressources des associations, les sous-
« criptions patriotiques, les offrandes des municipalités
« soient consacrées à l'armement, à la marche, au maintien,
« s'il le faut, des volontaires et à l'insurrection de la Vé-
« nétie.

« Que tout volontaire en partant se fasse serment à lui-
« même et le fasse à ses compagnons, de ne point déposer
« les armes, jusqu'à ce que l'unité de la patrie soit ac-
« complie.

« Ces conseils que je vous donne ne sont pas seulement
« l'expression de la foi de l'Italie dont toute mon âme est
« pénétrée, mais de la connaissance que j'ai des inten-
« tions qui dirigent les plans de la guerre dans la pensée
« de l'étranger.

« 9 Mai 1866.

« Joseph Mazzini. »

Les patriotes qui prirent connaissance de cette lettre de Mazzini au mois de mai 1866, réfléchirent sérieusement à la gravité des questions qu'il venait de discuter avec tant d'à-propos ; ils attendirent que le gouvernement prît quelques dispositions.

Tout le monde parlait de la guerre comme prochaine, inévitable, mais le gouvernement tarda jusqu'au 8 mai à donner son approbation à l'institution des corps de volontaires sous le commandement du général Garibaldi.

Le décret qui approuvait la formation des corps de volontaires était hérissé de restrictions qui laissaient voir clairement que le gouvernement avait subi la pression du parti démocratique. — Le gouvernement italien fut en effet épouvanté du grand nombre de volontaires qui coururent s'inscrire sur les listes et des clameurs qui s'élevaient contre le général La Marmora qui ne paraissait inspirer de confiance ni à l'armée, ni aux populations italiennes ; aussi pour le même motif qui lui avait fait retarder le plus pos-

sible la publication du décret d'organisation (1), se hâta-t-il de fermer les registres d'inscriptions, le troisième jour. — Plus de cent mille volontaires s'étaient déjà inscrits.

Les tergiversations du gouvernement italien prouvaient clairement qu'il songeait bien plus à étouffer la démocratie qu'à faire la guerre à l'Autriche; la chose devint encore plus manifeste quand on le vit isoler les volontaires dans les montagnes du Tyrol et décréter que le nombre des volontaires serait limité. — La démocratie pourtant fit preuve d'une suprême abnégation en s'abstenant de toute opposition du moment qu'il eut appelé les volontaires qui se réunissaient à Come, à Bergame dans l'Italie septentrionale et à Bari dans l'Italie méridionale.

La démocratie était donc en droit de craindre quelque surprise de la part du gouvernement, et Mazzini qui veillait continuellement sur les événements, s'empressa de faire paraître une nouvelle publication pour examiner si on devait accepter les projets du gouvernement au nom de la démocratie du moment que l'un comme l'autre voulait la guerre. — La première publication que nous venons de reproduire, parut sous le titre de *la Guerre;* celle-ci portait le titre de : *Les deux guerres.*

Dans la première publication, Mazzini parlait de la guerre par rapport à la situation de l'Italie et aux vœux des patriotes italiens; dans celle-ci, après avoir résumé le caractère que selon lui devait avoir cette guerre pour être vraiment nationale, il ajoute quelques réflexions relatives à l'idée qui devrait à son avis, diriger militairement cette grande entreprise : « Il ne suffit pas, répète-t-il, de com-« battre, il faut vaincre; il ne suffit pas de vaincre, il faut « encore vaincre de manière à s'assurer les fruits de la

(1) Le décret d'organisation fut publié le 8 mai dans la *Gazette officielle du royaume d'Italie.* Le général Pettinengo, alors ministre de la guerre, fixa le règlement pour l'ouverture des listes de volontaire seulement le 14 mai, et cette ouverture n'eut lieu dans les chefs-lieux de départements (*circondario*) que le 20 du même mois quand tous auraient déjà dû être sous les armes. — Cette lenteur de la part du gouvernement était facile à comprendre.

« victoire. — A un gouvernement matérialiste, sans idéal, « comme le sont aujourd'hui plus ou moins bien les gou- « vernements de l'Europe, on ne peut rien ajouter; mais « aux Italiens on peut leur dire : Il faut vaincre pour votre « génération et pour celles qui la suivront; il faut vaincre « pour vous et pour les autres; il faut vaincre de manière à « conquérir encore la forme et le corps, territoire et frontière; « mais non seulement âme et mission, baptême et initiative « pour la patrie en face de l'Europe.—La première guerre « italienne doit révéler à tous le rôle que l'Italie est appelée à « jouer dans le monde. En élevant le drapeau des *natio-* « *nalités*, elle doit atteindre le but de la *fin* que lui a as- « signé la Providence. Or victoire, assurance de re- « cueillir les fruits de la victoire, initiative de l'Italie en « Europe, dépendent uniquement de l'idée de guerre qui « prévaudra.

« Pour vaincre, il est nécessaire de ne pas laisser le « choix du terrain à l'ennemi; il faut choisir celui qui « offre pour lui le plus de dangers, et pour nous le plus « d'avantages; le parcourir avec le plus de rapidité et le « plus d'audace que possible. — Pour assurer des fruits « durables à la victoire, il est nécessaire non-seulement de « vaincre, mais encore de détruire l'empire d'Autriche.

« Pour conquérir à l'Italie une mission d'initiative, et la « mettre à la tête d'une époque, il est nécessaire de résou- « dre par la guerre le problème des *nationalités* au sein de « l'empire d'Autriche et de l'empire turc en Europe.

« La guerre doit se faire au nom d'un *principe* et non « d'un intérêt, elle ne doit pas se *restreindre à une loca-* « *lité*, mais elle doit devenir une guerre *d'expansion* : elle « doit choisir pour objectif, non Vérone, Venise, mais « *Vienne*. — Lorsque mon ami Langiewicz écrivait pour « la fête du 19 mars à l'association de l'*Avenir* de Pa- « lerme que « *à la glorieuse marche de Marsala au* « *Volturne devait succéder celle plus glorieuse des Alpes au* « *Danube*, il donnait la vraie formule de la guerre italienne « contre l'Autriche. C'est la formule que suivraient les « hommes de notre foi, si les événements s'étaient passés

« autrement et s'ils avaient été appelés à conduire cette « entreprise.

« Il est à craindre qu'aujourd'hui on ne médite une « guerre dont la formule sera tout autre. — Si cette « crainte venait à se réaliser, que Dieu sauve l'Italie je ne « dirai pas d'une ruine certaine, comme quelques-uns le « croient et ce qui ne me paraît pas possible, mais des « crises terribles et des sacrifices incalculables qui seraient « la conséquence d'une première déroute QUE L'ERREUR « PEUT RENDRE POSSIBLE. — Je dis *erreur* : sans accuser les « intentions, sans faire d'hostilité systématique que je « repousse aujourd'hui comme inopportune, l'erreur à « mon avis est possible. — Tout gouvernement a ses né- « cessités, ses liens : celui qui régit aujourd'hui l'Italie est « forcé, — il serait puéril de se le dissimuler, — d'écou- « ter du moins les conseils de la Prusse et de la France « impériale. — La nécessité impérieuse de la Prusse « c'est de ne pas mériter l'accusation d'avoir trahi la « Confédération germanique en se révélant alliée d'une « puissance disposée à envahir des pays qui nominale- « ment appartiennent à la Confédération elle-même, et « l'intérêt suprême de Louis-Napoléon c'est d'empêcher que « l'action révolutionnaire ne prenne de trop larges déve- « loppements en Europe.

« Admettez qu'on suive le conseil de refuser, comme en « 1848, toute entreprise touchant le Tyrol et Trieste et de « *localiser* la guerre dans la Vénétie; — admettez, — et « ce conseil part de Paris, — que l'action principale des « forces italiennes se rencontre sous les murs de Vérone; « — aussitôt les probabilités du succès diminueraient pour « vous.

« Toutes les chances sont contre vous sur le terrain « choisi par l'ennemi, depuis longtemps fortifié avec un « soin extrême, dont les communications avec sa propre « base sont parfaitement libres et rendu inaccessible à l'in- « surrection.

« Si on laissait se refroidir l'enthousiasme de notre jeune « armée dans les fatigues et les ennuis d'un long siége,

« l'ennemi ne manquerait pas d'attendre patiemment le « moment propice pour concentrer par des marches rapi- « des toutes ses forces, et vous contraindre à accepter une « bataille imprévue. — De cette bataille dépendrait non pas « le succès de la guerre, mais toute la première et la plus « importante partie de cette guerre. — Une défaite chan- « gerait notre rôle d'offensif en rôle défensif.

« Non, ce n'est pas là notre guerre. — Elle rendrait inu- « tile ce puissant, cet immense enthousiasme qui fait bon- « dir notre jeune armée, qui se consumerait dans une guerre « d'opérations pour laquelle il faut des habitudes spéciales « de discipline qu'on n'acquiert qu'au bout de longues « années et des vertus de patience propres seulement aux « vétérans.

« Une telle guerre supprimerait les avantages que nous « pourrions retirer de la composition hétérogène de l'ar- « mée ennemie, car nous ne pourrions pas espérer de déser- « tions de la part des Hongrois et des Polonais, la concen- « tration des forces sur une zone restreinte et fortifiée les « rendant impossibles. — Les peuples désireux d'indépen- « dance nationale dont se compose l'empire d'Autriche, ne « trouveraient plus dans une pareille guerre de moments « opportuns pour se mettre en insurrection ; elle se termi- « nerait inévitablement par une défaite qui servirait de « prétexte à l'intervention française fatale et déshonorante « ou par une victoire suivie d'un accord semblable à celui « de Villafranca qui laisserait, pour ne pas mentionner ici « les autres dangers, le Trentin et Trieste au pouvoir de « l'Autriche.

« Notre guerre, la guerre des peuples, la dernière guerre, « condition d'une paix certaine et durable, la grande guerre « digne de nous, la guerre qui provoquerait le remanie- « ment de la carte de l'Europe sous les auspices des Ita- « liens, et nous mettrait à la tête d'une alliance des peuples « et d'une nouvelle époque de civilisation, doit se porter « sur Udine, Laybach, en convergeant sur Vienne et soule- « vant les Magyars, les Roumains, les Slaves.

« Cette guerre est-elle possible?

« Je mentionne ici quelques données qui pourraient être « utiles à autrui pour résoudre le problème. »

Ici Mazzini s'applique à démontrer que si cette guerre était faite dans le sens des nationalités, l'armée autrichienne qui se compose d'hommes appartenant à plusieurs nations mécontentes que l'Autriche retient sous son joug, pourrait par sa décomposition procurer un avantage à l'Italie.

« Si un peuple puissant, dit-il, placé en dehors de la « vaste zone de tous ces peuples de nationalités différentes, » peuple sur lequel ne planerait aucun soupçon de con- « quêtes ou de prédilections exclusives, écrivait franche- « ment sur son drapeau : *Guerre à l'Autriche au nom et au « profit de tous ceux qu'elle opprime*, —si l'idée d'une con- « fédération danubienne, d'une Suisse slavo-magyare- « roumaine était proclamée par Garibaldi, appuyé d'une « armée de braves, la conflagration deviendrait immédiate, « irrésistible, universelle.

» Pour bien nous rendre compte de ce projet, ajoute-t-il, « quelles sont vos forces? Quelles sont celles de l'ennemi?

« Quoi qu'en disent ses amis, l'Autriche ne peut mettre « sur pied plus de 600,000 hommes; mettons 650,000.

« Sur ces 650 000 hommes, 300,000 doivent être mis en « réserve pour pouvoir au besoin les opposer aux 300,000 « que la Prusse peut mettre sous les armes.

« La Moravie, la Silésie autrichienne, la Bohême (Ol- « mutz. Josephstadt, Theresienstadt, Prague), absorbent « 40,000 hommes au moins. 50,000 doivent nécessaire- « ment tenir garnison dans la Hongrie et en Transylvanie « (Comorn, Ofen, Pesth, Arad, Temesvar, Peterwar- « din, etc.). Quoique la Russie ne soit pas menaçante, il « faut au moins 20,000 hommes à Cracovie et dans la Ga- « licie; 30,000 dans la Dalmatie et dans l'Istrie (Cattaro, « Fort-Opas, Zara, Pola, Gradisca), 10,000 suffisent pour « les pays purement autrichiens et pour Vienne. — Restent « encore à l'Autriche 200,000 hommes disponibles pour la « guerre d'Italie.

« Il ne faut pas oublier que ce chiffre n'a jamais pu être « dépassé par l'Autriche en Italie.

« Ce serait inutile de parler ici des forces de la confédé-
« ration. — En effet ses dix corps d'armée se décomposent
« ainsi : trois appartiennent à la Prusse, trois à l'Autriche
« que nous avons déjà calculés ; les quatre restants pure-
« ment germaniques, seront obligés en temps de guerre de
« protéger leurs propres territoires ainsi que la frontière
« du Rhin menacée.

« Nous, nous pouvons opposer aux 200,000 soldats de
« l'Autriche, 350,000 hommes de l'armée régulière et
« de 400 à 500,000 gardes nationaux toujours prêts à
« être mobilisés. 50,000 volontaires qu'on enrôlerait fa-
« cilement pourvu qu'on modifiât l'absurde décret (1).
« Nous aurions donc ainsi 600,000 hommes au moins,
« auxquels on devrait ajouter les éléments insurrectionnels
« de la Vénétie et du Trentin lesquels pourraient opérer
« dans la première zone de guerre.

« Enfin les 200,000 soldats de l'Autriche doivent se di-
« viser en 70,000 pour occuper Mantoue, Peschiera, Vé-
« rone, Legnago et Venise : les 130,000 hommes restants,
« composeraient l'armée d'opération.

« C'est sur ces chiffres qu'on doit baser l'exécution du
« projet que je viens de proposer.

« Je ne suis pas homme de guerre, par conséquent je ne
« veux pas entrer dans des détails qui ne sont pas de ma
« compétence, détails qui seront certainement modifiés
« soit par la position de l'ennemi, soit par des circon-
« stances qui devront être jugées au moment même de
« l'action.

« Je dirai seulement qu'il est deux conditions qui ne
« peuvent être modifiées dans le plan que je viens de vous

(1) Mazzini fait allusion ici au décret et au règlement pour l'organisation des volontaires (8 et 14 mai) dont nous avons parlé. Mazzini dit 50,000 volontaires ! Si le gouvernement l'avait voulu, on en aurait facilement enrôlé plus de 100,000, car trois jours après l'ouverture des listes on avait déjà presque atteint ce chiffre. — Le gouvernement épouvanté de se voir débordé par l'élément volontaire, représentant de la révolution, dit : C'est une levée en masse, nous ne la voulons pas. — Le gouvernement était logique.

« soumettre, c'est de surexciter l'enthousiasme du pays par « la parole et par des actes jusqu'à ce qu'il se soit organisé « par lui-même, et soit en état de réprimer toute tentative, « — ce qui n'est pas probable du reste — des ennemis in- « térieurs; — audace et rapidité dans l'action. — 130,000 « gardes nationaux suffiront au delà pour sauvegarder « l'ordre à l'intérieur ; il en reste encore 70,000 pour les « opérations de la guerre.

« Ou les 130,000 hommes de l'armée active autrichienne « se retirent, — ce qui est possible mais non probable, — « en face de notre invasion, par la voie du Tyrol ou par « celle d'Udine, alors l'exécution du projet devient facile « et toute simple. — Formez entre le Pô et l'Oglio un camp « (un campo trincerato) de 45,000 hommes mi-garde na- « tionaux et soldats, un autre de 25,000 à Ferrare, un « corps d'observation de 65,000 hommes dans la Vénétie; « lancez les 50,000 volontaires de Garibaldi dans les pays « slaves du midi, et poursuivez avec le gros de l'armée « votre route jusqu'à Vienne...

« Ou, en seconde hypothèse, les 130,000 hommes de « l'armée d'opération de l'Autriche restent pour faire ré- « sistance dans la Vénétie; alors, renforcez le premier « camp destiné à protéger la Lombardie et portez-le à « 90,000 (dont 45,000 gardes nationaux et 45,000 soldats « réguliers), augmentez le second destiné à vous assurer la « ligne du Pô jusqu'au chiffre de 55,000 hommes (25,000 « gardes nationaux et 30,000 soldats); il vous restera en- « core pour accomplir le projet 275,000 soldats, sans tou- « cher aux 50,000 volontaires qui ne doivent pas être dé- « tournés de leur entreprise chez les Slaves du midi.

« Peu importe qu'on suive ce système ou tout autre. Ce « qui importe, je le répète, c'est que l'objectif de la guerre « italienne soit toujours Vienne. — Si on n'a pas le cou- « rage d'accomplir cette entreprise, qu'on ajoute du moins « 50,000 hommes de l'armée aux 50,000 volontaires pour « qu'ils puissent opérer ensemble dans les pays slaves du « midi.

« Au point de vue politique, nous ne pouvons être assu-

« rés de la victoire que par l'insurrection soulevée parmi « les peuples. — Qu'on songe sérieusement et principale- « ment à l'élément slave. — Fraternisez avec lui et faites « en sorte qu'il fraternise avec vous. — Aussitôt que vous « aurez mis le pied dans le pays où cet élément prédomine, « faites-le participer à l'action. — Proclamez son indépen- « dance, après en avoir expulsé les employés autrichiens. « — Invitez-le à élire les siens dans les départements et « dans les communes. — Provoquez l'élection d'hommes « qui représentent dans une assemblée nationale la Carin- « thie, la Dalmatie, la Croatie, la Sclavonie, etc.

« Faites-vous les promoteurs de la presse nationale et « excitez les peuples à prendre les armes, en promettant « alliance offensive et défensive à la Confédération aussitôt « qu'elle sera organisée légalement. — Je vous affirme que « vous aurez des alliés des bords de l'Adriatique jusqu'à la « Pologne.

« DANS LE QUADRILATÈRE VOUS POUVEZ SUCCOM- « BER; par la voie que je vous indique, cela n'est pas « possible.

« L'opinion publique en Italie devrait, ce me semble, « se préoccuper non-seulement de faire la guerre, mais de « la manière dont elle se fera.

« Entre la négation systématique et défiante qui, im- « puissante à faire le bien, laisse le champ libre à l'inva- « sion du mal, et l'enthousiasme imprévoyant et aveugle « qui peut s'exposer à sacrifier non sa propre personne, « mais le pays, les Italiens ne peuvent-ils donc trouver un « juste-milieu? une voie qui puisse concilier la dignité de « citoyens libres, le sacrifice des patriotes et le soin de « l'avenir?

« 26 Mai 1866.

« JOSEPH MAZZINI. »

Malheureusement ces conseils pleins de sagesse du grand patriote furent inutiles. — Les Italiens s'occupèrent uniquement de faire la guerre coûte que coûte, sans s'embarrasser le moins du monde de la manière dont ils devaient

la conduire. — Comme en 1848, comme en 1849, comme en 1859, la guerre de 1866 fut purement une guerre dynastique. — Le gouvernement lui enleva tout caractère d'une guerre nationale; elle n'était pas encore commencée que déjà le général La Marmora était battu à Custozza le 24 juin et qu'il s'empressait, le soir même de cette journée fatale, de télégraphier à Garibaldi : *Défaite irréparable; couvrez l'héroïque Brescia* (1).

Le général La Marmora en se faisant battre au milieu des feux croisés du quadrilatère, avait désarmé l'insurrection représentée par les volontaires de Garibaldi; celui-ci se voit obligé lui-même de répondre un seul mot à la dépêche de La Marmora : *Obbedisco* (j'obéis). — Garibaldi n'avait pas tort; pouvait-il agir autrement? Le gouvernement n'avait-il pas pris toutes ses précautions?

Mazzini envoya aussitôt au quartier général des volontaires son ami Maurice Quadrio pour engager Garibaldi à suivre son plan et à se jeter avec ses volontaires dans une guerre d'insurrection au sein même de l'empire autrichien, afin de faciliter le soulèvement de la Hongrie et de la Pologne autrichienne. — Mais que pouvait faire Garibaldi dont les volontaires étaient mal armés, très-mal équipés, sans vivres et sans munitions?... Garibaldi se voit obligé d'*obéir* à La Marmora... et toutes les prévisions de Mazzini se réalisèrent pour le malheur de l'Italie et à la honte de ses généraux.

La défaite irréparable de Custozza (24 juin) fut bientôt suivie de la défaite ignominieuse de Lissa (20 juillet).

La monarchie italienne suivait les errements de la monarchie de Savoie. — Par la trahison et la honte, elle était parvenue à étouffer la Révolution. — Venise fut le prix décerné à la monarchie.

La Prusse qui avait tout intérêt à trouver dans l'Italie une alliée fidèle, se vit trompée dans son attente; si elle ne

(1) La dépêche de la Marmora à Garibaldi était ainsi conçue : *Disfatta irreparabile : cuoprite l'eroica Brescia.*

se fût pas assuré la victoire par ses propres moyens, Sadowa eût bien pu lui être fatale.....

La lecture que le général La Marmora donna lui-même, le 21 juillet 1868, au parlement italien de la note prussienne du 17 juin 1866, est sa condamation la plus complète.

Il ne rentre pas dans notre sujet de suivre tous les détails et les discussions qu'amena la lecture de cette note; il suffira pour être bien édifié sur l'incapacité du général italien, de connaître la teneur de la note prussienne.

Quel fut le but de la Prusse en écrivant cette note?

De s'assurer la victoire.

Le but de la monarchie italienne était bien différent: elle ne voulait qu'étouffer la Révolution.

Si, en effet, la monarchie italienne eût eu en vue le même but que la Prusse, elle aurait sans aucun doute suivi les conseils que lui donnait son alliée, conseils identiques au fond à ceux que Mazzini avait déjà donnés dans ses deux lettres du 9 et du 28 mai. Voyons en effet la note prussienne:

« *A S. Exc. M. le général La Marmora, président du conseil.*

« Florence, le 17 juin 1866.

« Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Prusse, a l'honneur de présenter à S. Exc. le général La Marmora, président du conseil et ministre des affaires étrangères, les observations suivantes :

« Dans peu de jours, l'Italie et la Prusse, dans leur cause commune contre l'Autriche, en appelleront à la décision des armes. Le gouvernement du roi, mon auguste maître, croit par conséquent de toute urgence d'établir dès à présent, entre leurs mouvements militaires, l'entente la plus stricte et la coopération la plus efficace.

« Si une action en commun et sur le même théâtre de guerre leur est interdite par les distances dans le commen-

cement, il faudra chercher à y suppléer par la simultanéité des coups qu'on portera. Ainsi attaquée, l'Autriche devra d'abord partager ses forces; elle ne pourra jamais se servir des mêmes réserves tantôt contre l'une, tantôt contre l'autre partie. Enfin les coups portés se feront sentir non-seulement sur le champ de bataille, mais au loin.

« En premier lieu, le gouvernement du roi est persuadé que le commencement des hostilités en Allemagne sera suivi immédiatement de la déclaration de guerre italienne: la Prusse connaît trop les sentiments de loyauté qui animent le gouvernement du roi Victor-Emmanuel pour en douter.

« Mais cette solidarité et cette simultanéité d'action devront, selon les vues du gouvernement prussien, se continuer et se reproduire dans tout le cours de la campagne; en bons alliés, les deux gouvernements devront vouer à leurs opérations respectives un intérêt constant et réciproque. Cette tendance sera approuvée et partagée, comme la Prusse aime à le supposer, de la part du gouvernement italien.

« Le système de guerre pour la campagne prochaine, que la Prusse propose à l'Italie, est celui d'une guerre à fond. Si, au commencement, le sort des armes leur était propice, les deux alliés ne s'arrêteraient point aux obstacles intermédiaires : ils chercheront plutôt à pousser leur adversaire dans ses derniers retranchements et jusqu'à ses dernières ressources.

« Ils ne se contenteraient pas, après une victoire, d'occuper tel territoire qu'une paix favorable pourra leur faire garder; au contraire, et sans égard pour la configuration territoriale future, ils tâcheront avant tout de rendre la victoire définitive, complète et irrévocable. Une telle défaite infligée à l'adversaire par leur efforts réunis leur donnerait, à chacun dans sa sphère, un ascendant moral et politique infiniment supérieur au gain matériel qui devrait également en résulter.

« Ainsi la Prusse ne devra pas songer aux obstacles que la nature ou l'art opposent depuis Linz jusqu'à Cracovie.

Elle poussera résolûment vers Vienne après les succès qu'elle pourra obtenir.

« Quant aux opérations simultanées des forces italiennes, on ne s'occuperait pas à faire le siége du quadrilatère; on préférerait le traverser ou le tourner pour battre l'armée ennemie en rase campagne. Il y a peu de doute que, vu surtout les proportions numériques, l'armée italienne se trouve en peu de temps en possession du pays vénitien, Venise, Vérone et Mantoue exceptées, et dont les garnisons, il est vrai, devraient être paralysées par des corps d'observation d'une force considérable.

« Les généraux italiens seront indubitablement les meilleurs juges des opérations dont il s'agit. Cependant, pour aller à l'unisson avec la Prusse, il faudra que l'Italie ne se contente pas de pénétrer aux frontières septentrionales de la Vénétie : il faut qu'elle se fraye le chemin vers le Danube, qu'elle se rencontre avec la Prusse au centre même de la monarchie impériale; en un mot, qu'elle marche sur Vienne. Pour s'assurer la possession durable de la Vénétie, il faut d'abord avoir frappé au cœur la puissance autrichienne.

« Quelles seraient les conséquences si l'Italie voulait restreindre son action militaire à Udine ou à Bellune, pour s'occuper ensuite du siége des places fortes? Elle arrêterait inévitablement la guerre entière, car elle permettrait à l'armée autrichienne de se retirer tranquillement vers le nord pour renforcer les armées impériales contre la Prusse.

« A l'aide peut-être de la Bavière, ces forces réunies pourraient arrêter l'offensive prussienne et la réduire à une défensive obligée. Si l'on est ainsi frustré des résultats des précédents succès, on conclura peut-être une paix qui, tant pour la Prusse que pour l'Italie, ne répondrait nullement aux idées primitives ni aux immenses sacrifices qu'on s'était imposés.

« Pour éloigner cette triste éventualité, qui tôt ou tard contraindrait les alliés à recommencer leur œuvre, la Prusse ne croit pas pouvoir insister assez vivement sur la nécessité de pousser l'offensive des deux côtés jusqu'aux dernières limites, c'est-à-dire sous les murs de la capitale. . . . . .

« En admettant pour un moment la possibilité contraire, et en envisageant en particulier la position de la Prusse, la coopération de l'Italie lui aurait fait alors plus de mal que sa neutralité absolue. La neutralité aurait du moins retenu dans le quadrilatère, et paralysé, au profit de la Prusse, toute une armée autrichienne : la coopération victorieuse, mais mal comprise et arrêtée dans sa carrière, refoulerait cette même armée contre la Prusse, et cette dernière aurait moins de chances *avec* que *sans* son alliance italienne. Mais le gouvernement du roi, mon auguste maître, se repose avec la plus entière confiance sur la loyauté de son allié, pour écarter toute possibilité d'une pareille éventualité.

« Toutefois, sous le rapport stratégique, la marche sur Vienne de l'armée italienne pourrait paraître dangereuse, l'échelle d'opération semblerait trop longue, les ressources trop loin.

« Mais à mesure qu'on s'approche de l'armée prussienne, le danger diminue et la victoire finale devient de plus en plus probable.

« D'ailleurs, il existe une agence infaillible pour assurer aux deux armées la coopération la plus efficace sur un terrain commun ; ce terrain, c'est la Hongrie.

« Le gouvernement prussien a fait étudier dernièrement avec soin la question ; il a acquis la conviction que ce pays, soutenu également par l'Italie et par la Prusse, leur servira, à son tour, comme chaînon de ralliement et comme appui stratégique.

« Qu'on dirige, par exemple, sur la côte orientale de l'Adriatique une forte expédition qui n'affaiblirait en rien l'armée principale, parce qu'on la prendrait pour la plupart dans les rangs des volontaires en les mettant sous les ordres du général Garibaldi.

« D'après tous les renseignements parvenus au gouvernement prussien, elle trouverait parmi les Slaves et les Hongrois une réception des plus cordiales ; elle couvrirait le flanc de l'armée s'avançant sur Vienne, et lui ouvrirait la coopération et toutes les ressources de ces vastes con-

trées. Par contre, les régiments croates et hongrois dans l'armée autrichienne refuseront bientôt de se battre contre des armées qui auront été reçues en amies par leurs propres pays.

« Du nord et des confins de la Silésie prussienne, un corps volant, composé, autant que possible, d'éléments nationaux, pourrait pénétrer en Hongrie et y rejoindrait les troupes italiennes et les forces nationales qui n'auraient pas tardé à se former. L'Autriche perdrait à mesure que nous gagnerions, et les coups qui alors lui seraient portés ne frapperaient plus ses extrémités, mais son cœur.

« C'est pour toutes ces raisons que le gouvernement prussien attache une si haute valeur à l'affaire hongroise et à l'action combinée sur ce terrain avec l'Italie, son alliée. Il propose au cabinet florentin de pourvoir en commun aux frais nécessaires pour préparer l'accueil des expéditions indiquées et de leur assurer la coopération de ces pays.

« Voilà l'idée générale du plan de campagne que le soussigné, selon les instructions de son gouvernement, a l'honneur de soumettre au cabinet italien. Plus il s'applique aux intérêts généraux, plus il assure le rapprochement des deux armées vers une action commune, et plus le gouvernement du soussigné se flatte qu'il trouvera auprès du gouvernement italien un accueil sympathique, et qu'il contribuera puissamment au succès de cette grande entreprise.

« En priant S. Exc. M. le général La Marmora de vouloir l'honorer le plus tôt possible de sa réponse, le soussigné s'empresse de lui renouveler l'assurance de sa plus haute considération.

« *Signé* USEDOM. »

Quand bien même M. La Marmora eût été capable de concevoir une idée si vaste, ou seulement de l'exécuter, il ne l'aurait certainement pas fait.

M. La Mamora était un général de guerre dynastique, jamais de guerre nationale. — M. La Marmora se serait toujours refusé à suivre les conseils de la Prusse, parce que la Prusse était devenue mazzinienne, fait évident si on

rapproche les deux lettres de Mazzini de la note prussienne. — La monarchie italienne devait suivre les traditions de la monarchie piémontaise. « Soyons battus s'il le faut, pourvu que nous puissions étendre notre territoire. » — L'unité italienne pour la monarchie est une utopie; la base de sa politique, c'est l'agrandissement du Piémont.

Le général La Marmora, accusé de tous côtés, après la lecture de cette note, chercha bien à se défendre, mais il dut subir les incriminations du général Cialdini, brillant officier de fortune. — Les journaux officieux, colonnes du parti modéré auquel M. La Marmora appartient, qui avaient tenté de prendre sa défense, furent contraints à un silence honteux après les déclarations suivantes si explicites du journal officiel de M. de Bismark :

« Le *Moniteur prussien* a déclaré, le 31 juillet, que le texte de la Note que l'envoyé prussien, comte d'Usedom, avait adressée le 17 juin 1866 au général La Marmora n'avait été ni autorisé ni approuvé par le gouvernement du roi, et que, par conséquent, ce texte ne formait pas de base certaine pour les conclusions à tirer sur les intentions politiques du gouvernement.

« De cette déclaration, le journal italien l'*Opinione* du 2 de ce mois a tiré une conséquence erronée dont il est facile de reconnaître le but. Cette feuille voit dans cette déclaration « une satisfaction solennelle accordée au « général La Marmora. » Il est à peine nécessaire de faire remarquer que la rédaction du *Moniteur prussien* ne pensait à rien moins qu'à vouloir approuver ou pallier le procédé du général La Marmora. La conduite de cet homme d'État rencontre dans tous les cercles officiels et non officiels de la Prusse la même condamnation que dans l'opinion publique de l'Italie.

« La déclaration susmentionnée du *Moniteur prussien* n'avait pour but que de décliner pour le gouvernement la responsabilité du *texte* de la Note connue du comte d'Usedom, parce que *quelques tournures de phrases* contenues dans ce document ne concordaient pas, pour

la forme et le fond, avec les manières de voir du gouvernement.

« Le plan de campagne que recommande cette Note était donc, à partir du moment où la guerre était devenue probable, l'objet de pourparlers entre des militaires prussiens et italiens, et ne pouvait être, au moment de la remise de la Note, quelque chose de nouveau pour aucune des parties intéressées (1). »

Beaucoup de personnes ne peuvent pas s'expliquer les motifs qui ont pu engager La Marmora à donner lecture d'un document diplomatique vieux de deux ans et qui jusque-là était ignoré de tout le monde.

Les uns prétendent qu'il l'a fait connaître pour envenimer les rapports entre l'Autriche et la Prusse, poussé à cet acte par le cabinet des Tuileries. D'autres affirment qu'il l'a fait uniquement pour réfuter le rapport de l'état-major prussien. — Le général La Marmora, qui espérait pouvoir s'expliquer, n'eut pas même la chance de faire accepter une discussion sur ce terrain, par le général Menabrea, président du conseil des ministres du royaume d'Italie. Celui-ci se borna à déclarer que l'état-major italien aurait fait à son tour son rapport.

La Marmora se vit condamné sans rémission par les organes les plus influents de la presse européenne. — Il nous suffira ici de répéter ce qu'on écrivit de Berlin le 1er août 1868 à la *Correspondance du Nord-Est :*

« L'envoyé italien près notre cour a exprimé dernièrement à M. Thiele tous les regrets que cause au gouvernement du roi Victor-Emmanuel ce fâcheux incident (1), et il a manifesté l'espoir que les bonnes relations entre les deux pays n'en seront pas altérées.

« Ce n'est pas l'avis de nos hommes d'État. On cite à ce sujet un mot qu'un des conseillers au ministère des

(1) Note textuelle du *Moniteur prussien* citée par le *Journal des Débats* du 14 août 1868.

(2) La lecture faite de la note de M. Usedom par le général La Marmora à la chambre des députés de Florence, le 21 juillet 1858.

« affaires étrangères avait dit à un diplomate allemand : « *L'Italie n'a jamais été et ne sera jamais un allié sûr pour « la Prusse; elle sera toujours l'Italie* (1). »

Dans le moment même que la Prusse faisait des démarches à Vienne pour affaiblir autant que possible l'importance de la Note de M. le comte d'Usedom, la *Nouvelle presse libre* de Vienne irritée contre la Prusse écrivait :

« Dès le mois de février 1866, le général italien Govone venait à Berlin, en qualité de plénipotentiaire de son gouvernement, afin de régler avec le gouvernement prussien les conditions de la coopération militaire des deux États dans la guerre qui se préparait.

« Au mois d'avril, l'alliance était conclue entre la Prusse et l'Italie, et tout était fixé sous le rapport politique et militaire. Lorsqu'au mois de mai la guerre devint de plus en plus probable, le cabinet militaire prussien envoya à Florence un officier snpérieur chargé de s'y entendre avec les personnes de confiance sur le plan commun d'opération.

« Aussitôt après que la Note du comte d'Usedom eut paru, une plume officieuse de Berlin commit la faute de jaser et de raconter que, dans le courant du mois de mai, des persomnes militaires de confiance des deux parties avaient déjà développé les idées résumées dans la Note en question.

« Un autre fait significatif est signalé par le journal italien *il Diritto*, car, suivant lui, le fameux plan du général de Moltke avait été soumis dès le 6 juin, c'est-à-dire onze jours avant que la Note eût été rédigée, à un conseil de guerre tenu à Florence, auquel assistait un officier supérieur prussien. Ce plan y avait été discuté, puis rejeté sur la proposition du général La Marmora.

« Il résulte de tout ce qui précède qu'il s'agissait, de la part de la Prusse, d'un plan mûrement conçu, à l'acceptation duquel, de la part de l'Italie, on attachait un grand prix à Berlin. Quand on connaît le rôle que joue dans

(1) Voir le *Journal des Débats* du 5 août 1868.

les affaires militaires le cabinet militaire du roi, quand on sait que rien n'y est dit ni arrêté sans l'adhésion royale, on doit trouver puéril que le gouvernement prussien cherche aujourd'hui à faire accroire qu'il n'a rien su du plan, qu'il ne l'a ni adopté ni autorisé. Les faits sont là pour prouver le contraire.

« Quand, le 6 juin, le plan du général de Moltke fut rejeté à Florence par le conseil de guerre, il ne restait plus au gouvernement prussien qu'à faire un dernier appel au cabinet italien pour que le plan proposé fût néanmoins exécuté. Il fallut donc donner à M. d'Usedom les instructions nécessaires pour qu'il présentât encore une fois le plan au cabinet de Florence.

« M. d'Usedom prépara en conséquence sa Note, dont il donna une copie au général La Marmora. Cela se passait le 17 juin; le 21, l'armée prussienne franchissait la frontière de Bohême, tandis que l'armée italienne passait l'Adige. C'est dans de telles circonstances que l'on veut faire accroire que M. d'Usedom rédigea sa Note et en remit une copie au général La Marmora, sans l'autorisation et l'approbation du gouvernement prussien.

« Tout démontre donc que le roi Guillaume connaissait aussi exactement que le général de Moltke, M. de Roon et M. de Bismark, le plan résumé par le comte d'Usedom, et qu'une seule chose irritait le cabinet de Berlin, c'est que le gouvernement italien refusât opiniâtrément d'accepter et d'exécuter de son côté ce plan. Nous ne saurions trop répéter que ce plan, qui tendait à la destruction et la ruine de l'Autriche, *parut par trop fort à l'Italie.* »

La *Correspondance générale de Paris*, le 27 juillet 1868, appréciait avec une admirable justesse toutes les circonstances et les péripéties de cette grave affaire. Voici ce qu'on y lisait à ce sujet :

« Le document prussien dont le général La Marmora « vient de révéler si maladroitement l'existence tient en- « core en émoi tout le monde diplomatique.

« Ce document contient, en effet, la preuve flagrante de

« l'inhabileté du général italien, et en même temps la con-
« firmation de ces déplorables rivalités de chefs qui ont
« paralysé l'action de l'armée italienne.

« Si le général La Marmora trouvait mauvais le plan
« proposé par l'état-major prussien (car on ne peut admet-
« tre qu'un vain amour-propre le lui ait fait repousser,
« s'il l'avait cru bon), libre à lui de ne pas le suivre, mais
« alors on ne s'explique pas cette marche imprudemment
« lente au milieu du quadrilatère, alors que Cialdini res-
« tait l'arme au bras sur le bas Pô. — Toute la question
« se résume à ce seul point qui n'est pas clair, et que le
« mémoire annoncé est confié aux soins de l'état-major
« italien ne pourra guère éclaircir. — Le général La Mar-
« mora a peut-être moins le droit de se plaindre du lan-
« gage des généraux prussiens, qu'il n'a le devoir de
« s'expliquer devant les Italiens de la singulière science
« stratégique dont il a fait preuve. — C'est là, du moins,
« ce que peuvent penser ceux qui connaissent la configu-
« ration de la contrée qui avoisine le quadrilatère, et l'his-
« toire de la campagne de 1866. — La seule manière de
« fixer l'opinion sur le mérite du général La Marmora,
« serait de faire apprécier sa conduite par un conseil
« d'hommes spéciaux, comme on en a usé à l'égard de
« l'amiral Persano. — Custozza vaut bien Lissa, avec cette
« différence qu'à Lissa, Persano n'a pas pris sur lui la res-
« ponsabilité d'écarter un bon conseil, et de laisser inactif
« un auxiliaire comme Cialdini. »

Le général La Marmora se voyant condamné par tout le monde, aurait voulu faire croire que la note prussienne lui était arrivée trop tard; mais, depuis le 20 mai, un officier de l'état-major prussien se trouvait à Florence pour recommander le plan d'opération commun, et la note du 17 juin n'avait été qu'une dernière mise en demeure et en même temps une constatation officielle de l'obstination de M. La Marmora. Et la discussion soulevée par le général La Marmora lui-même, prouve tout simplement aux Italiens comment ils étaient servis par un général en chef et un chef du cabinet, qui, non-seulement a compromis les des-

tinées de la patrie par une honteuse défaite, malgré des avertissements réitérés, mais qui encore faisait tout pour mécontenter des alliés fidèles et précieux. Tout condamne M. La Marmora.

Cette situation est très-bien résumée et appréciée avec impartialité par un article du *Times :*

« S'il y avait une chose au monde qui pût paraître im-
« probable, c'est qu'un Italien pût vouloir remettre en
« discussion la fâcheuse bataille de Custozza; et s'il y
« avait une chose plus invraisemblable encore, c'était que
« cet Italien fût le général Alphonse La Marmora. C'est
« cependant ce que ce digne et galant officier vient de faire
« au parlement italien, avec une obstination qui n'a d'é-
« gale que l'obstination avec laquelle il a couru, dans cette
« même circonstance de Custozza, à une défaite certaine.
« A cet égard, le général a une idée fixe : Custozza est une
« fatalité qui pesait sur lui dès sa naissance et qu'il traînera
« aux pieds toute sa vie, comme la fatalité qui pèse sur
« les infortunés héros de la tragédie grecque.

« Vous pouvez tout faire et tout dire, disait le général
« Fanti, six années déjà auparavant, rien n'empêchera ja-
« mais La Marmora d'aller se cogner la tête contre le qua-
« drilatère. Quand l'alliance entre la Prusse et l'Italie fut
« connue et que les hostilités contre l'Autriche commen-
« cèrent, il n'était douteux pour personne qu'un plan com-
« mun d'opérations eût été concerté entre les deux alliés.
« Dans tous les cas de convention militaire entre des puis-
« sances d'inégale importance, il est naturel que la plus
« importante ait la suprême direction des affaires, soit que
« les armées des deux pays agissent ensemble, soit qu'elles
« agissent séparément. D'autre part, la position de l'Au-
« triche sur le Mincio avait été déclarée inexpugnable par
« tous ceux qui l'avaient étudiée en 1848 et 1859. Il fallait
« donc se garder d'aller se *heurter*, c'est-à-dire se briser
« la tête contre le quadrilatère. Les officiers prussiens qui
« comme amis, sinon comme alliés, avaient été aux côtés
« de Radetzki et de Giulay pendant les campagnes de
« 1848 et 1859, connaissaient bien les côtés vulnérables

« du quadrilatère, et les Italiens avaient dû apprendre à « leurs dépens les fautes à éviter. Après la perte de Plai- « sance, de Ferrare, la ligne du Pô constituait la faiblesse « de la position autrichienne, et un mouvement sur cette ri- « vière entre Legnano et Venise, présentait les chances les « plus favorables de succès, surtout si les opérations sur ce « point étaient secondées par une forte démonstration du « côté du Mincio, et par un mouvement correspondant de « la flotte italienne sur Venise. Il n'était pas douteux dès « lors que tel dût être le plan de campagne suggéré par la « Prusse; et ce plan paraissait le plus possible à tout le « monde en Italie, à tout le monde, excepté au général La « Marmora.

« Or, c'est au général la Marmora qu'appartenait à « cette époque, pour le malheur de l'Italie, la disposition « de l'armée et du gouvernement. Quand on apprit que le « roi d'Italie avait traversé le Mincio à la tête de neuf « divisions, les gens de bon sens furent douloureusement « stupéfaits, et il ne parut plus douteux que la prédiction « de Fanti allait se réaliser. C'était une faute grave, que « le succès seul eût pu excuser. Mais la faute n'était pas « irréparable, et ce qui attrista bien autrement les amis de « l'Italie, c'est quand ils virent qu'on ne fit rien pour la « réparer. On a essayé de dire depuis que Custozza n'a- « vait pas été une affaire préméditée; que le général en « chef italien n'avait pas eu l'intention de livrer bataille en « ce lieu, et qu'il croyait les Autrichiens sur l'Adige quand « il les rencontra sur le Mincio; que son but était simple- « ment de faire une diversion en faveur de Cialdini, pour « favoriser sa marche sur le Pô qui devait être l'opération « décisive de la campagne. Mais s'il en eût été réellement « ainsi, c'est une pitié que ce plan n'ait pas été réalisé au « lendemain du désastre de Custozza. La bataille de Cus- « tozza fut livrée et perdue le 24 juin. C'est seulement « treize jours après qu'un faible effort fut tenté par une « division italienne à Borgoforte. Et c'est vingt-quatre « heures encore après que Cialdidi passa le Pô, et il mit six « jours pour accomplir sa marche qui ne rencontrait au-

« cun obstacle jusqu'à Padoue. C'est ce fatal intervalle de « douze à seize jours qui reste injustifiable. C'est ce mal- « heureux retard qui constitue le veritable grief de la « Prusse, qui compromit sa victoire et en amoindrit le « prix. Sans doute l'Italie resta fidèle à son alliée, mais son « inaction fut presque aussi fatale pour la Prusse que sa « défection eût pu l'être. Comment est-il arrivé que l'Italie « ait paru aussi complétement abattue après un seul enga- « gement, et un engagement auquel les trois quarts de son « armée n'avaient pas pris part? Cela restera un mystère « peut-être jusqu'à la fin des temps. Mais que le général « La Marmora, qui montre tant de désir d'agiter ses souve- « nirs, provoque donc une enquête sur ces faits. »

La guerre de 1866 a démontré jusqu'à l'évidence une fois encore que la monarchie italienne est impuissante à accomplir le programme national et que les instruments dont se sert la monarchie sont aussi incapables de concevoir une grande idée que d'exécuter une grande action.

On ne peut s'empêcher de donner raison à Mazzini, quand, dans sa *Question morale*, il dénonce à l'opinion publique la monarchie comme la seule cause, la source véritable de toutes les fautes, de tous les malheurs et de toutes les hontes qui ont affligé l'Italie dans ces derniers temps :

« Les républicains italiens, dit-il, se sont empressés d'aider et de soutenir le gouvernement, avec une abnégation au-dessus de tout éloge. Ils ont sacrifié à la grande idée de l'unité italienne jusqu'à leur droit de prêcher leur doctrine; ils ont patiemment attendu l'issue de l'épreuve qu'il plaisait à la nation de laisser tenter à la monarchie. Ils se sont résignés à supporter tous les abus du pouvoir, plutôt que de fournir au pouvoir un prétexte pour ne point réaliser l'intention qu'il affichait de s'engager dans une guerre, afin de recouvrer notre territoire et nos frontières; guerre qui, au vu et au su de tout le monde, était pour l'Italie la condition suprême et unique de sécurité et d'honneur; guerre qui, conduite à un point de vue vraiment national, aurait relevé et sauvé le moral du peuple.

« Pour la préparer, la monarchie eut cinq années, des subsides à profusion, un parlement docile, et (comme l'ont prouvé les faits) l'Italie entière prête à donner tout son sang et tout son argent.

« Où est le résultat? Notre monarchie, qui entrait en campagne avec trois cent cinquante mille hommes de troupes régulières, cent cinquante mille hommes de garde nationale mobilisée et trente mille volontaires aux ordres de Garibaldi, avec la nation entière en réserve, suspendit brusquement les opérations, après les inqualifiables désastres de Custozza et de Lissa, à un signal reçu de France; elle abandonnait honteusement notre véritable et héroïque frontière du Trentin, et acceptait Venise comme une aumône que nous jetait dédaigneusement un souverain étranger.

« On me dira que si un peuple se soumet humblement au déshonneur pour lui-même, pour son armée et ses volontaires, c'est qu'il le mérite.

« Je ne soutiens pas le contraire, mais il est dans la nature des masses de regarder au-dessus d'elles et de régler leur propre conduite sur l'exemple que leur donnent le pouvoir et le gouvernement. Si le peuple italien n'a point la conscience de sa haute destinée ni le sens de sa vraie force et de sa mission, si dans le temps même que vingt-quatre millions d'Italiens sont groupés, je n'ose pas dire en vertu d'une *conception unitaire*, mais par une simple juxtaposition, la grande âme de l'Italie est toujours enchaînée dans la tombe que lui ont creusée, il y a trois siècles, la papauté et l'empire, la faute en est, c'est moi qui l'affirme, à l'immoralité et à la corruption de nos gouvernants. »

La manière dont la monarchie accepta la Vénétie blessa jusqu'au vif la démocratie qui sentit qu'on avait voulu l'offenser dans son amour-propre.

Elle en conçut de vives inquiétudes.

Si on avait voulu suivre les conseils de son chef, certes, les choses eussent marché bien différemment.

Aussi après les défaites de Custozza et de Lissa, ne songea-t-elle plus qu'à effacer les hontes que la monarchie avait voulu déverser sur l'Italie; elle y fût certainement

parvenue, si elle n'avait pas été divisée sur le choix des moyens à employer pour atteindre son unique but.

C'est le cœur navré que nous écrivons ces lignes, mais nous y sommes forcés par la vérité historique.

Tous les partis en Italie (nous ne parlons pas, bien entendu, du parti clérical) disent que : « Rome doit être la capitale de l'Italie. » — Les hommes du gouvernement le disent aussi, mais leurs affirmations sont trompeuses, parce qu'ils savent bien que la révolution seule peut donner Rome à l'Italie, et que ces hommes détestent la révolution et ses disciples.

Le parti d'action veut unanimement Rome, mais le parti d'action est partagé en deux fractions très-distinctes : celle qui, sans repousser Mazzini, reconnaît pour son chef immédiat Garibaldi, l'autre est celle qui a perdu toute confiance dans les hommes de la monarchie et ne reconnaît que Mazzini pour son chef.

Le parti garibaldien tout en applaudissant Mazzini, se jette malheureusement trop souvent tête baissée dans des entreprises fort généreuses, il est vrai, mais dont il n'a pas calculé toutes les conséquences : le parti mazzinien, au contraire, prépare et organise tous ses moyens afin d'être à peu près sûr du résultat.

Le parti garibaldien lorsqu'il pense avoir tout organisé, lance Garibaldi qui arrive comme une bombe.

Sa présence provoque soudain l'enthousiasme le plus vif parmi la jeunesse italienne ; le parti mazzinien, au contraire, procède d'une manière plus calme, manœuvre de façon à engager ses adversaires et à les pousser à devenir ses auxiliaires inconscients.

Pourquoi Garibaldi, dont l'âme est si noble, si généreuse, si dévouée à sa patrie, a-t-il commis tant de fautes, surtout dans ces dernières années ? — Parce que Garibaldi subit trop les influences du cœur, qu'il se fie trop souvent aux hommes qui l'entourent qui sont tous des médiocrités devenues proverbiales.

Le parti mazzinien, lui, n'a pas suivi ces errements ; aussitôt qu'il a pu forcer la monarchie à épouser du moins en

apparence, son programme, il est devenu beaucoup plus avare du sang de ses partisans.— On lui a reproché d'avoir fait de nombreuses victimes; mais ces victimes de 1830 à 1846 ont préparé la révolution de 1848 et plus tard, elles ont préparé 1859...

Le parti mazzinien a toujours été logique. — Tous les mouvements qu'il a préparés ont, à la vérité, été réprimés; mais il le savait à l'avance, mais il savait aussi que ces répressions porteraient tôt ou tard leurs fruits.

Aujourd'hui, ces deux grandes fractions du parti d'action sont en présence des mêmes difficultés; toutes deux s'efforcent de résoudre le même problème : la question romaine. — Y parviendront-ils? — Nous en sommes sûrs. — Mais le parti garibaldien avec ses impatiences en retardera la solution; le parti mazzinien avec ses lenteurs calculées prépare la véritable voie à l'insurrection. Les Garibaldiens trop confiants, espèrent forcer la main à la monarchie à laquelle ils sont toujours prêts à s'allier, même après Aspromonte : les Mazziniens, au contraire, ne cessent de démontrer aux Italiens que la monarchie avec ses institutions, avec ses attaches est complétement impuissante à trancher la question qui doit enfin constituer l'unité italienne. — C'est pour cette raison que nous avons vu tout récemment encore les deux fractions du parti d'action agir simultanément, mais par des moyens différents.

Toutes deux visent à la solution de la question romaine, mais les Mazziniens, en 1867, voulaient que le mouvement partît de Rome même, tandis que les Garibaldiens, eux, préparaient le mouvement dans les provinces, croyant que le gouvernement était d'accord avec eux...

Le mouvement qui précéda la seconde intervention de la France impériale et qui aboutit à Mentana commença au printemps de cette année même; tout le monde se rappelle l'échauffourée de Terni vers la mi-juin.

Lorsqu'on écrivit à Mazzini pour lui communiquer les plans arrêtés par ses amis afin de faire insurger les provinces qui environnent Rome, il s'empressa d'écrire à l'un d'eux qui lui demandait des conseils à ce propos, une lettre dont

nous retrouvons plusieurs passages reproduits dans une narration historique intitulée *Mentana*.

L'auteur est un M. Celestino Bianchi que nous ne supposons pas être le même que M. Celestino Bianchi, secrétaire général de M. Ricasoli à Florence en 1859 et à Turin en 1861.

Voici comment s'exprime Mazzini dans cette lettre du mois de juin 1867, quelques jours avant les événements de Terni :

« Ainsi, entendez-moi bien ; vous ne mettez certainement « pas en doute que j'ai grande confiance en vous et que je « désire fort l'action ; mais l'examen d'une chose si grave « demande l'attention la plus scrupuleuse et ne doit pas « être fait à la légère. — Je crois que l'action est le meilleur » apostolat possible dans les conditions où nous nous trou- « vons aujourd'hui, mais il faut que l'action ait pour elle « les plus grandes probabilités de réussite ; je ne les trouve « pas dans le projet qui vous plaît tant. — Une insurrection « dans les provinces ne facilite pas, mais, au contraire, « elle rend plus difficile le mouvement de Rome.

« Le gouvernement, prévenu, serait sur ses gardes ; il « renoncerait à défendre les provinces, emprisonnerait « ceux qu'il soupçonne le plus à Rome, occuperait les points « qui la dominent et concentrerait dans la ville même toutes « ses forces disponibles en la maintenant sous le coup de « la terreur.

« Arriverait ensuite l'intervention monarchique provo- « quée par le voisinage des troupes, invoquée non-seule- « ment au nom de sa propre existence, mais encore dans « l'intérêt des provinces elles-mêmes qui n'auraient aucune « base d'action.

« L'intervention, dans ce cas, se traduirait probablement « par une annexion pure et simple des provinces insurgées « et par un accord qui laisserait toujours la ville en la pos- « session du pape. — Rome même viendrait à s'insurger, « elle ne le ferait qu'après l'intervention monarchique ; elle « suivrait ainsi la voie monarchique que l'intervention « aurait elle-même tracée au mouvement...

« Un mouvement dans Rome même serait d'une tout « autre nature; ce serait une véritable initiative. — Un « mot prononcé par Rome aurait un écho dans toute l'Ita- « lie. — L'intervention immédiate serait très-difficile.

« Les questions relatives à Rome sont tellement graves « qu'elles forceraient un gouvernement timide comme le « nôtre, à s'entendre et à se mettre d'accord préalable- « ment avec les autres gouvernements d'Europe.

« Nous aurions tout le temps, car le peuple de Rome a « l'esprit républicain, assoupi pour le moment, mais prêt « à s'éveiller au premier cri poussé au milieu des barri- « cades. — Un mouvement républicain à Rome serait suivi « immédiatement d'un autre en Sicile...

« Mais un mouvement à Rome est-il possible?

« Je ne le sais pas; mais de toutes manières les objections « contre le mouvement dans les provinces persistent.

« Quant à vous, vous ne réussirez pas probablement; « fussiez-vous même assez heureux pour atteindre votre « but, vous auriez fourni par là à votre gouvernement ce « qu'il désire : une occasion de faire un pas en avant con- « tre les républicains...

« Devons-nous donc nous résigner à l'inertie?

« Pour vous dire toute ma pensée, voici ce qu'on peut « faire quant à présent : — Retenir l'action immédiate des « deux cents; les conserver bien organisés; achever de les « bien armer et augmenter les préparatifs... »

Les conseils de Mazzini ne furent pas exécutés, et la tentative de Terni fut aussitôt réprimée par le gouvernement italien. Et Mentana. . . . . .

Mais avant d'arriver à ce drame sanglant, notons que Mazzini eut occasion de faire une déclaration de principes à propos d'une invitation qui lui fut faite d'assister au congrès de la paix, à Genève. Voici la lettre qu'il adressa aux membres du congrès, dans laquelle il expliquait les raisons qui l'empêchaient de prendre part à ses travaux.

« Citoyens,

« Il m'est impossible, pour diverses causes, d'assister

personnellement à votre congrès à Genève; mais je le dis avec un regret sincère, la dénomination que vous avez choisie et le but qu'elle indique m'empêcheraient, je le crains, d'y aller, lors même que ces causes n'existeraient pas.

« Vos intentions sont saintes, je n'en doute pas; vous voulez ce que je veux : liberté pour tous, justice pour tous, la fraternité et l'association de toutes les patries. Mais vous vous appelez congrès de la paix. Or, la paix ne peut exister que comme conséquence de la liberté et de la justice. Pourquoi ne pas donner à votre congrès le baptême de ces noms également sacrés? Pourquoi substituer la conséquence au but?

« Peu importe, direz-vous; il y a entre ces choses un lien indissoluble, et tout le monde le comprendra. Je ne partage pas votre espérance. Non, tous ne vous comprendront pas. Et parmi ceux qui affirment être des nôtres, vous en rencontrerez je ne sais combien auxquels cette dénomination vague servira de prétexte pour ne pas comprendre votre pensée. Pour l'intelligence de la fin, comme pour le choix des moyens, vous vous placez, en adoptant cette dénomination, sous une équivoque, aux conséquences de laquelle il vous sera difficile d'échapper.

« J'abhorre l'équivoque. Dans l'équivoque se trouve, depuis un quart de siècle, la source de nos erreurs et de notre impuissance.

« J'ai vu en France, en 1830, un parti tout entier qui voulait, soit la république, soit, à défaut d'autre chose, la chute de tous les Bourbons. Mais ce parti se laissa persuader que, aux Bourbons tant de fois violateurs de la charte, il était d'une habile tactique d'opposer, sur le chemin de la révolution, le cri de *Vive la Charte!* La révolution eut lieu; mais le peuple avait pris au sérieux le cri-programme qui n'était qu'un artifice, et de la révolution il ne sortit qu'une substitution d'un Bourbon à un autre Bourbon et une charte corrigée.

« En 1848, il n'y avait en Italie aucune foi dans la monarchie et la papauté; notre tradition historique était ré-

publicaine, et une nombreuse lignée de martyrs nous montrait le but, qui embrassait à la fois la république et l'unité. Mais parmi nous aussi, quelques chefs crurent faire œuvre d'habileté en divisant le programme, pour diminuer les difficultés; ils prétendirent utiliser d'abord les forces de la monarchie et l'antique prestige de la papauté, pour conquérir l'unité, et pour faire ensuite sortir de l'unité la ruine des deux éléments vieillis. Ils agitèrent les multitudes au nom de Pie IX; ils leur enseignèrent la formule : *l'Italie une sous la dynastie de Savoie*. Cet accouplement monstrueux engendra la défaite, le malheur et la honte, pour dix longues années, puis l'unité matérielle sans l'unité morale, le corps sans l'âme, une enfance qui ressemble à la décrépitude, et la nécessité d'une seconde révolution qui devra un jour rompre la chaîne par laquelle nous sommes aujourd'hui liés aux inspirations du despotisme étranger et arrêtés dans notre croissance.

« Et aujourd'hui même, pendant que j'écris, l'équivoque s'aggrave sous la forme d'un dualisme spirituel et temporel dans la question romaine dont elle empêche la solution. L'Italie a des hommes sans logique et sans croyance, qui se flattent d'arracher au pontife sa couronne en se prosternant pour un temps devant la tiare; de conquérir Rome avec un drapeau sur lequel on lit : « La religion catholique « et apostolique est dominante en Italie; » d'y entraîner une monarchie dont le pouvoir dérive de l'autorité-mère, et qui a parfaitement conscience du sort qui l'attend, une fois le but atteint. A ces hommes qui disent : la papauté n'a plus de vie ni pour elle ni pour personne, Rome appartient à la nation, qui peut et doit vivre, à ces hommes, dis-je, nous devons Aspromonte et l'étrange spectacle d'une chambre qui réside à Florence, après avoir déclaré Rome capitale de l'Italie; le spectacle d'un gouvernement qui dit : « Le pouvoir temporel est une usurpation, » et qui échelonne ses soldats sur la frontière de cette même souveraineté qu'il vient de nier; le spectacle d'un peuple qui affirme à toute heure son droit sur Rome, et qui attend cependant, avec une patience servile, que Rome faible,

débile, ayant la fleur de ses fils en prison ou en exil et l'épée de Damoclès de la France impériale sur la tête, s'émancipe par ses propres forces.

« Non : en face de toutes ces leçons, je ne dirai pas, pour le plaisir d'appeler la majorité autour d'un drapeau inoffensif : « La paix est mon but. » La majorité, tiède, timide, ordinairement étrangère à l'enthousiasme et au sacrifice, s'obstinera à rester sous ce drapeau, vous rappelant les obligations assumées, lorsque, pour remporter une victoire décisive, vous jugerez opportun de le voiler et de marcher au combat.

« Or, vous le savez, ce moment arrivera inévitablement. La paix ne peut devenir la loi de la société humaine qu'en traversant la lutte qui doit établir la vie et l'association sur les bases de la justice et de la liberté, sur les ruines de tout pouvoir fondé, non sur les principes, mais sur des intérêts dynastiques.

« Lutte nécessaire ; guerre sainte comme la paix, car il en doit sortir le triomphe du bien. N'étaient-elles pas saintes les batailles qui, il y a quelques siècles, sauvèrent notre dogme de liberté de l'irruption du fatalisme mahométan? Ne fut-elle pas sainte l'héroïque guerre populaire qui fit disparaître du sol des Pays-Bas les bûchers de l'inquisition espagnole? Tous nos cœurs ne palpitent-ils pas au souvenir des six ans de guerre pour l'indépendance hellénique, qui rendirent une seconde vie à la Grèce et dont l'épopée attend son dernier chant? Ne saluons-nous pas avec un cri d'enthousiasme les batailles qui nous attestèrent périodiquement la vie immortelle de la Pologne? Vous avez parmi vous quelques-uns de mes compatriotes italiens; mais il n'en est pas un seul d'entre eux qui ne soit prêt à recommencer la lutte contre l'Autriche, si jamais l'Autriche revenait envahir nos terres lombardes et vénitiennes. Garibaldi, me dit-on, vous porte son assentiment. Demandez-lui si, en ce moment même, il ne rêve pas guerre contre les hordes papales. Vous saluerez avec un long frémissement d'admiration la présence parmi vous d'un homme dont l'amitié m'honore, du chef des abolitionistes améri-

cains, de Guillaume Lloyd Garrison; mais ne vous rappellerez-vous pas, en même temps, que le couronnement de son apostolat et l'immense conquête de la liberté pour nos frères noirs sont dus à quatre années de gigantesques batailles?

« Je ne méconnais pas, je vous le répète, vos intentions. Les batailles que vous repoussez ne sont pas celles dont je parle; ce sont celles qui, livrées par des castes ou par des rois, foulent aux pieds la liberté chez un peuple ou la justice et l'amour dans les relations internationales. Mais quels moyens prendrez-vous pour les empêcher? La question des moyens est suprême, et à cette question se trouve étroitement liée, dans l'esprit populaire, l'importance de votre tâche.

« Il vous faut, avant tout, obtenir le désarmement général; puis substituer aux armées permanentes le peuple armé; la Suisse vous offre l'exemple de cette organisation militaire. Pensez-vous réussir sans la révolution? Les armées permanentes sont aujourd'hui l'unique sauvegarde des gouvernements existants; croyez-vous décider les gouvernements au suicide? Et lorsque vous réussiriez dans quelques États où l'opinion libéralement manifestée prévaut à la longue sur le pouvoir, à atteindre pacifiquement ce grand but, ne laisseriez-vous pas ces quelques États à la merci des grands États despotiques qui demeureraient armés et dans lesquels la loi du silence vous ôte tout moyen d'action? Vous avez besoin d'un désarmement général, simultané. Cette œuvre ne peut être que celle d'un congrès des nations tenu par des délégués librement et loyalement élus, dont les décisions soient ratifiées par leurs électeurs. — Pouvez-vous obtenir cela sans la révolution, sans la guerre?

« J'ai étudié l'action du parti de la paix, s'exerçant dans une sphère en dehors du pouvoir, en Angleterre. L'école pacifique de Manchester, l'école de Cobden et de Bright a en Angleterre une influence prédominante, à cause des importants services qu'elle a rendus au pays dans la question économique. Quels en ont été les resultats? L'Angleterre

avait un programme, souvent trahi il est vrai, mais qui donnait cependant un encouragement et un appui moral aux peuples; la formule de ce programme était : « Liberté « religieuse, civile, économique pour le monde entier. »

« A ce programme, l'école pacifique a substitué une politique de non-intervention qui, n'étant pas adoptée par les gouvernements despotiques, a perdu tout caractère de principe pour devenir seulement l'expression d'un fait, d'une abdication locale, et, en annonçant la détermination de ne pas intervenir pour le bien, on a enhardi les despotes à intervenir pour le mal. Cette école a énervé, abâtardi le sens moral, le sens humain, le sentiment de solidarité, qui devrait réunir tous les enfants de Dieu sous une seule bannière, celle de l'amélioration commune; elle a développé dans les âmes l'égoïsme qui dit : chacun chez soi, chacun pour soi; elle a prolongé la durée de l'usurpation autrichienne, que la guerre seule a pu chasser, la durée de l'usurpation mahométane en Europe, qui ne sera vaincue que par l'insurrection et par la guerre; elle a été une des causes de la guerre de Crimée, en persuadant à la Russie que l'Angleterre resterait toujours inerte, et que la France isolée reculerait devant la lutte. Et lorsque la guerre éclata, cette école, la restreignant à la zone de Constantinople et en précipitant la fin, empêcha le bien qui pouvait en résulter : l'émancipation de la Pologne, l'affaiblissement durable de la Russie, le mouvement des populations européennes assujetties à la Turquie, et laissa intactes et pendantes toutes les questions qui auraient pu être définitivement tranchées.

« Votre apostolat n'aura-t-il pas des résultats semblables? Je le crains. Je crains qu'impuissant à empêcher la guerre des rois il ne démembre et ne désorganise seulement les forces destinées à la guerre des peuples.

« Il manque aujourd'hui le nerf de l'âme, l'énergie des convictions, l'accord entre la pensée et l'action, la sainte haine du mal. Il manque la croyance que la vie est un sacrifice et un combat, que nous sommes tous, peuples et individus, solidaires dans les grandes et nobles causes; que

ce lien commun doit s'affirmer par des actes, que les actes doivent être proportionnés aux obstacles, que les obstacles moraux doivent être combattus par des forces morales; mais que les obstacles matériels ne peuvent être renversés que par des forces matérielles; qu'il y a, non la paix, mais une guerre longue et latente partout où règnent la tyrannie, l'injustice et l'arbitraire; que chaque année de cette guerre dissimulée et lâche avance la corruption des peuples qui y sont réduits; que, pour cette raison, le temps est précieux, le devoir pressant, la guerre le plus souvent inévitable et sacrée.

« Parmi ceux, trop nombreux, qui sont énervés, mous, incertains, votre parole de paix sera certainement écoutée et accueillie. Cette parole n'exige pas de grands sacrifices; mais ils la retourneront contre votre secret dessein. En votre nom, et à l'ombre du drapeau que vous aurez arboré, ils prêcheront la patience, la résignation, la confiance dans l'œuvre lente et imperceptible du temps; ils qualifieront d'imprudence tout soulèvement populaire contre le règne du mal; ils enseigneront à méconnaître la vertu et la puissance de cette initiative audacieuse; ils substitueront à toute initiative le culte d'une opinion publique qui n'est en substance que l'élément préparateur de l'action; ils justifieront par une doctrine sainte en elle-même, mais encore prématurée et inopportune, toute hésitation dictée par la peur, toute honteuse désertion, toute concession servile de ceux qui, au milieu de la tempête, cherchent le repos et leur salut personnel.

« Non, tel n'est pas votre but.

« Le but que vous montre le devoir, dans un monde livré à l'oppression, à l'anarchie morale, à la corruption du privilége et au caprice individuel, à la force brutale qui le soutient, ce but est le triomphe de la loi morale, la suppression de tout ce qui s'oppose à son avénement, la réorganisation de l'Europe, la souveraineté des nations libres, égales, associées, l'appui de tous à tous pour l'émancipation de quiconque est opprimé, pour l'amélioration du sort de quiconque souffre, pour l'éducation de tous, l'indépen-

dance de tous, l'armement de tous. Le but, c'est le rétablissement de la Pologne, l'achèvement de l'unité allemande, de l'unité italienne, de l'unité hellénique, la confédération danubienne substituée à l'empire autrichien, une Suisse orientale à la place de l'empire turc en Europe, l'union scandinave, l'union ibérique, la liberté pour la France, en un mot, les États-Unis républicains d'Europe, un congrès international permanent au-dessus de tous les pouvoirs. Le but, pourquoi le cacher? c'est une dernière, grande et sainte croisade, une bataille de Marathon au profit de l'Europe, pour le triomphe du principe du progrès sur le principe d'inertie.

« Tel est le but : ne le cachez pas, ne le masquez pas; ayez le courage de votre foi, inspirez cette foi et ce courage aux peuples endormis.

« Lorsque, au sommet de l'édifice, vous aurez substitué la justice à l'arbitraire, la vérité au mensonge, le devoir aux intérêts égoïstes, la république à la monarchie, alors vous aurez la paix, mais pas avant.

« Transformez votre congrès : qu'il devienne le congrès des hommes du devoir, de la liberté, de l'association; qu'il étende sur toute l'Europe l'alliance républicaine universelle. Le peu de temps qui me reste à vivre sera consacré au développement de votre œuvre. Aujourd'hui vous me laissez dans l'incertitude, et je vous estime trop pour ne pas vous le dire ouvertement.

« 5 septembre 1867. »

« JOSEPH MAZZINI. »

Qu'on se rappelle que c'est de Genève que partit Garibaldi pour se mettre à la tête des volontaires qui devaient ouvrir les portes de Rome.

Quoique Mazzini ne fût pas d'accord avec les Garibaldiens, et que dans une lettre qu'il écrivit le 28 juillet au comité romain dans laquelle il lui annonçait sa retraite, si l'on commençait l'insurrection dans les provinces (1), lors-

(1) Voir *Mentana. Narrazione storica* di Celestino Bianchi.— Milano 1868, presso l'editore Carlo Barbini, p. 94.

qu'il vit la lutte engagée, il fut le premier à la soutenir. — Les premiers fonds que reçut Garibaldi venaient d'Angleterre, expédiés par Mazzini (1). Garibaldi, en se mettant à la tête de l'insurrection de provinces des États papalins espérait entraîner le gouvernement italien à y prendre part, et faciliter ainsi le mouvement dans Rome.

Mazzini avait prévu ce fait, examiné sérieusement cette hypothèse, et il en avait conclu que le gouvernement se serait décidé après de longues hésitations à faire une intervention, mais dans le but de s'annexer quelques provinces et jamais pour soulever Rome.

Mazzini ne s'était pas trompé. — Garibaldi fut une fois encore surpris dans sa bonne foi, et le gouvernement italien, pour donner une garantie de ses intentions pacifiques contraires au mouvement, arrêta Garibaldi à Sinalunga et après l'avoir enfermé dans la citadelle d'Alexandrie, il l'expédia à Caprera gardé à vue par la flotte.

Il ne fut pas difficile à Garibaldi de se soustraire à la flotte italienne qui le gardait prisonnier à Caprera.

Déguisé en matelot, il partit; on le surveillait encore dans son île, qu'il était déjà arrivé à Florence pour de là gagner les frontières et se mettre à la tête de ses légionnaires.

Henri Cairoli, avec soixante-dix de ses intrépides compagnons, est expédié sous les murs de Rome, sur l'avis des députés Guerzoni et Cucchi qui étaient dans la ville et annonçaient que tout était prêt pour l'insurrection.

Guerzoni et Cucchi se trompaient. — Monti et Tognetti font preuve d'audace à la caserne Serristori. — MM. Guerzoni et Cucchi, frappés de terreur, s'échappent de Rome, et Henri Cairoli avec ses braves, croyant que la ville répondrait à son appel, se fait sacrifier.....

Le comité romain, quoique dissous, d'accord avec les hommes attachés au gouvernement de Florence à la tête desquels était le trop fameux député de Tolentino, M. Checchetelli, avait fait avorter l'entreprise.

(1) Voir *Mentana*, etc., p. 200.

La victoire de Monte-Rotondo, du 26 octobre, eût peut-être ouvert les portes de Rome à l'insurrection; cela décida la double intervention de la France et de l'Italie.

Hâtons-nous de dire que le ministère Ratazzi ordonna à la troupe italienne uniquement de franchir la frontière papaline.

Ratazzi, qui prétendait vouloir intervenir à tout prix, ne se décida à donner cet ordre que lorsque l'intervention française était un fait accompli.

Le gouvernement italien pouvait-il résister à la France? Aurait-il une pareille audace ce gouvernement pusillanime? Ainsi M. Ratazzi, qui avait glissé dans le sang à Novare en 1849, à Aspromonte en 1862, glissa la troisième fois dans le sang sur les portes de Rome (1). Au ministère Rattazzi succéda le ministère présidé par M. le général Menabrea.

Le nouveau cabinet une fois constitué, le roi, qui avait tout intérêt à laisser écraser l'insurrection sous les murs de Rome, le roi Victor-Emmanuel, qui jusque-là avait observé le plus grand silence, silence devenu coupable après l'intervention française, se hâta de publier une proclamation qui fut le premier acte du nouveau ministère.

Cette proclamation démontre une fois de plus, que la politique de la maison de Savoie n'a pas varié, et condamne à jamais les hommes qui persévèrent à rester ses fidèles serviteurs.

« Italiens!

« Des bandes de volontaires organisées et excitées par

(1) Si le parti d'action avait oublié la vie antérieure de M. Rattazzi, pourquoi du moins ne rappelait-il pas sans cesse les déclarations solennelles faites par le ministre dans la séance de la chambre des députés à Florence le 15 avril 1867, trois jours après son avénement au ministère.

« Le gouvernement italien exécutera loyalement les conventions de septembre, et il empêchera toute tentative de nature à compromettre l'avenir de la question romaine. »

Sous peu Victor-Emmanuel sera de nouveau forcé de confier la présidence de ses conseillers à M. Rattazzi. Les Italiens aveuglés auront-ils encore confiance dans le libéralisme de cet homme fatal?

l'œuvre d'un parti sans mon autorisation ni celle de mon gouvernement, ont violé la frontière de l'État pontifical. Le respect dû par tous les citoyens sans exception aux lois et aux stipulations internationales, sanctionnées par le Parlement et par moi, m'impose, dans ces graves circonstances, une inexorable dette d'honneur.

« L'Europe sait que le drapeau arboré sur un territoire voisin du nôtre et sur lequel est écrit : « Destruction de « l'autorité spirituelle du chef de la religion catholique, » n'est pas le mien.

« Cette tentative met la patrie commune dans un grave danger et m'impose l'impérieux devoir de sauver en même temps l'honneur du pays et de ne pas confondre en une seule cause deux causes absolument distinctes, deux objectifs très-différents.

« L'Italie doit être rassurée contre les dangers qu'elle peut courir; l'Europe doit être convaincue que l'Italie, fidèle à ses engagements, ne veut pas, ne peut pas être perturbatrice de l'ordre public : une guerre avec notre alliée serait une guerre fratricide entre deux armées qui ont combattu pour la même cause.

« Dépositaires du droit de paix et de guerre, je ne puis pas en tolérer l'usurpation. J'ai donc confiance que la voix de la raison sera écoutée et que les citoyens italiens qui ont violé ce droit viendront promptement se placer derrière les lignes de notre armée.

« Le danger que des désordres et des projets inconsidérés peuvent créer parmi nous, doit être conjuré, en maintenant ferme l'autorité du gouvernement et l'inviolabilité des lois. L'honneur du pays est dans mes mains, et la confiance que la nation a eue en moi dans les jours les plus douloureux ne peut me faire défaut.

« Quand le calme sera rentré dans les esprits et l'ordre public complétement rétabli, mon gouvernement, d'accord avec la France, s'efforcera loyalement, conformément au vote du Parlement, de trouver un accommodement utile et de nature à mettre un terme à la grave et importante question romaine.

« J'ai eu et j'aurai toujours confiance dans votre sagesse, comme vous l'avez eue dans l'affection de votre roi pour cette grande patrie que, grâce à des sacrifices communs, nous avons enfin ramenée au nombre des nations, et que nous devons remettre à nos enfants entière et honorée.

« Florence, 27 octobre 1867.

« VICTOR-EMMANUEL, Menabrea, Cambray-Digny, Gualterio, Cantelli, Bertolè-Viale, A. Mari. »

Quelle était la signification de cette proclamation?

Nous en trouvons l'explication, dans la circulaire du 25 octobre 1867 que M. Moustier adressa aux agents diplomatiques de l'Empereur et qui parut dans le *Moniteur* le 29 octobre, lorsque déjà la proclamation royale était connue. — Cette circulaire à notre avis nous fait clairement voir que pendant que le gouvernement italien promettait de protéger l'insurrection, il provoquait l'intervention française; par ce moyen il évitait l'obligation de courir au secours des garibaldiens. Ceux-ci abandonnés à leurs seules forces, devaient être facilement écrasés par les Papalins soutenus par les Français qui venaient d'entrer en ligne de bataille.

La lecture de cette circulaire, fera connaître au lecteur si nous nous trompons. — Elle est ainsi conçue :

« Paris, le 25 octobre 1867.

« Monsieur, nous ne voulons pas nous attacher, en ce moment, à énumérer les incidents successifs qui ont fait naître et poussé à ses conséquences extrêmes une crise aussi menaçante pour la sécurité du saint-siége que dangereuse pour les véritables intérêts de l'Italie. Il nous suffit de l'envisager au point de vue de notre droit et de notre honneur, et de constater les devoirs qui en découlent pour nous.

« La convention du 15 septembre 1864 a été *provoquée* et signée librement par le gouvernement italien; elle l'obligeait à protéger efficacement la frontière des États pontificaux contre toute agression extérieure. Nul ne peut douter

aujourd'hui que cette obligation ne se soit pas trouvée remplie, et que nous ne soyons en droit de replacer les choses dans l'état où elles étaient avant l'exécution loyale et confiante de nos propres engagements par l'évacuation de Rome. Notre honneur nous impose certainement le devoir de ne pas méconnaître quelles espérances le monde catholique a fondées sur la valeur d'un acte revêtu de notre signature.

« Nous tenons à le dire cependant, nous ne voulons en aucune manière renouveler une occupation dont mieux que personne nous mesurons la gravité. Nous ne sommes animés d'aucune pensée hostile à l'égard de l'Italie. Nous conservons fidèlement la mémoire de tous les liens qui nous unissent à elle. Nous sommes convaincus que l'esprit d'ordre et de légalité, seule base possible de sa prospérité et de sa grandeur, ne tardera pas à s'affirmer hautement. Dès que le territoire pontifical sera délivré et la sécurité rétablie, nous aurons accompli notre tâche et nous nous retirerons. Mais dès à présent nous devons appeler sur la situation réciproque de l'Italie et du saint-siége l'attention des puissances. Aussi intéressées que nous à faire prévaloir en Europe les principes d'ordre et de stabilité, nous ne doutons pas qu'elles n'abordent, avec un sincère désir de les résoudre, des questions auxquelles, pour un si grand nombre de leurs sujets, se rattachent des intérêts moraux et religieux du caractère le plus élevé.

« Telles sont, monsieur, les considérations que vous vous appliquerez à faire valoir, et qu'appréciera, j'en ai la confiance, le gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

« Agréez, monsieur, les assurances de ma haute considération.

« MOUSTIER. »

Les chassepots ne tardèrent pas à *faire merveille* à Mentana, le 3 novembre, en présence des troupes italiennes qui, en attendant de repasser la frontière des États italiens, assistèrent passivement à ce combat glorieux pour

l'insurrection, dans lequel les bataillons français écrasèrent cette poignée d'insurgés.

Honneur à l'armée italienne! — Honneur! trois fois honneur au gouvernement italien!...

La monarchie de Savoie ne mentait pas aux nobles traditions de sa loyale politique!

A peine eût-on appris la nouvelle de l'intervention et connut-on la proclamation royale contre-signée par les membres du nouveau ministère Menabrea, que les journaux signalèrent des proclamations de Mazzini, datées du 28 et du 29 octobre.

La première était adressée aux Italiens en général, la seconde aux divers centres du parti d'action.

Voici les principaux passages de la première proclamation :

« *Aux Italiens*,

« Être ou n'être pas? voici la question que vous pose maintenant l'étranger.

« Les soldats français sont en garnison à Civita-Vecchia; — Brennus est aux portes de Rome.

« Voulez-vous leur répondre, comme vos pères par l'épée, ou présenterez-vous, en fils lâches et dégénérés, votre front à l'outrage?

« Direz-vous à l'Europe : Le Mexique est une nation, et nous n'en sommes pas une; nous ne sommes qu'une multitude ayant perdu tout sens de sa liberté et de son droit, soumise à celui qui ose s'appeler lui-même notre maître; ou affirmerez-vous vos droits, votre liberté, votre honneur présent, et votre ferme détermination pour l'avenir d'être une grande nation?

« Quelle que soit votre réponse, elle est décisive. Être ou n'être pas; l'heure actuelle décide de votre destin.

« Vous n'avez qu'un moyen d'être : forcer le gouvernement à déclarer la guerre à l'envahisseur ou élever des barricades.

« La guerre immédiate ou les barricades! Ne balancez pas davantage. Si le gouvernement accepte la première al-

ternative, courez sus et secourez-le; s'il refuse, poussez le cri de l'Italie et renversez-le! »

La seconde proclamation, était un appel aux armes.

Elle posait le dilemne suivant :

« Le roi qui a signé la proclamation est un roi déchu, « ou la nation est une nation déchue... » Elle concluait par les cris : « Aux barricades! Aux armes! à Rome... »

Dans toutes les villes d'Italie, on était prêt à descendre dans les rues; mais le ministère Menabrea qui avait assisté aux *merveilles* des chassepots à Mentana, veillait. Bien certainement les soldats de la monarchie ne se seraient pas tenus l'arme au pied dans les rues de Florence, de Turin, de Milan et de Naples... M. Nino Bixio n'est-il pas général de cette armée?... Au milieu de l'effervescence à laquelle étaient en proie les masses en Italie, dans la nuit du 16 au 17 novembre, les murs de Florence furent couverts d'une proclamation de Mazzini ainsi conçue :

« Italiens!

« Vous ne pouvez plus attendre de la monarchie que « dommages, honte et perfidie. Hâtez-vous de vous sé- « parer d'elle si vraiment vous voulez le salut de l'Italie!

« Mazzini. »

Le 17, qui était un dimanche, on distribuait à la main cette proclamation dans toutes les rues de Florence et même sur la place Delle Signoria; en même temps les journaux étrangers reproduisaient, d'après le *Daily-News*, une autre proclamation dont voici le texte :

« Italiens, y a-t-il encore dans vos âmes une étincelle d'honneur? un sentiment de dignité? un reste de l'antique fierté italienne? un souvenir de la foi à laquelle vos pères ont dû d'être craints et aussi d'être grands? S'il en est ainsi, montrez-le, et montrez-le sans tarder.

« Vous êtes dans l'un de ces moments qui font ou qui perdent l'avenir d'une nation. D'après votre manière d'agir, l'Europe vous regardera comme un peuple lâche ou bien saluera en vous la nation italienne qui se relève pour donner

au monde la leçon de la civilisation, de la liberté, du vouloir indomptable. Choisissez : maintenant ou jamais !

« La situation est claire, incontestable et visible pour tout le monde.

« Rome est à nous. Dieu et les hommes le proclament. C'est de Rome que nous tenons cette langue qui témoigne de notre fraternité. Notre histoire a sa source dans Rome. C'est à Rome que se trouvent les racines des traditions auxquelles nous devons d'être une nation. Dix siècles de souvenirs glorieux ont consacré son titre de mère de l'Italie et de centre de notre unité. C'est de Rome que nous avons donné la loi au monde, la première fois du Capitole et la seconde fois du Vatican, jadis le siége de la vie, et aujourd'hui profané par l'impuissance et l'imposture.

« Rome est à nous ! Ce dogme a été proclamé par les plus grands génies de l'Europe, depuis le Dante jusqu'à Byron, depuis César jusqu'à Napoléon; il l'a été par les martyrs qui sont morts pour elle depuis Crescence et Arnaud de Brescia, jusqu'à Mameli et Cairoli; il l'a été par le Parlement et, dans un hommage hypocrite pour la vérité, par celui qui est maintenant encore votre roi; il l'a été enfin par les aspirations du peuple italien tout entier.

« Une poignée d'envahisseurs étrangers sont descendus sur vos rivages pour nier ce dogme, pour vous déclarer une seconde fois, à vous et à toute l'Europe, que Rome appartient à la France, que c'est la France qui décide de son sort.

« Il n'y a pas un seul pays en Europe qui endurât une pareille insulte. Et vous, l'endurerez-vous? Permettrez-vous aux envahisseurs de s'écrier dans leurs dépêches : « Les « Italiens ne savent pas se battre; nous sommes incontes- « tablement leurs maîtres? »

« Non, par les mânes de Pier Capponi, vous ne le permettrez pas. O Italiens ! sonnez le tocsin, et qu'il soit le signal d'une guerre nationale contre les envahisseurs. Laissez dire de vous tout ce que l'on voudra, excepté ce qui fait tomber une nation dans la boue, excepté qu'en Italie l'armée et la nation sont des lâches ! Mais pour que la guerre

soit nationale, pour que vous ayez des armes, des munitions, de l'argent, des chevaux, des volontaires, des soldats, des bases d'opération et des chefs d'une fidélité à toute épreuve, audacieux, tenaces et capables, il faut d'abord que vous affranchissiez votre pays et que vous vous débarrassiez du gouvernement qui vous déshonore et vous trahit. C'est de l'insurrection que la guerre doit sortir.

« En présence de faits accomplis, toute illusion est un crime ou une folie. Notre gouvernement monarchique aurait pu profiter d'un appel parti de Rome. Il ne l'a pas voulu. Notre gouvernement monarchique aurait pu devancer les Français à Rome. Il ne l'a pas fait.

« Notre gouvernement monarchique a permis aux volontaires de se grouper en nombre suffisant pour commencer la lutte; puis il les a empêchés de se grouper en nombre suffisant pour achever la conquête.

« Notre gouvernement monarchique a emprisonné deux fois le général Garibaldi; il a choisi le moment de l'intervention étrangère pour former un ministère semi-clérical, hostile à toute liberté; il a dissous le comité de secours; il n'a passé la frontière pontificale que pour rendre au gouvernement du Pape les populations qui avaient appelé l'Italie par leurs plébiscites; il a assisté sans émotion au massacre de nos frères italiens; à l'approche des Français, il s'est retiré des positions qu'il avait occupées; il a renié Rome, l'Italie et l'honneur de notre drapeau. Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui consente à partager avec ce gouvernement monarchique l'honneur de notre entreprise?

« Non; une dynastie qui débute en cédant à l'étranger les tombeaux de ses ancêtres et qui finit par Lissa et Custozza, ne peut attirer sur vous que le malheur, la perfidie et la honte. Si vous voulez sauver votre patrie, hâtez-vous donc de séparer ses destinées de celles de ce gouvernement. Libres alors, délivrés de toute défiance, de toute crainte de trahison, jetez-vous résolûment dans la lutte et soyez vainqueurs. Oui, par le ciel, vous serez vainqueurs. En 1792, la France ne comptait comme vous que 25 mil-

lions d'habitants, lorsqu'elle jeta le gant à la face des rois ligués contre elle, et la France fut victorieuse.

« Nous autres, républicains, nous n'avions pour nous que Rome, lorsque nous avons tenu trente mille Français en échec, en 1849.

« Italiens, à Rome! à Rome! C'est là que notre nationalité recevra son baptême. C'est là qu'à l'ombre du drapeau de la victoire planté sur le Capitole, une assemblée élue par le peuple dictera le pacte qui doit mettre fin à la crise prolongée que vous a value le gouvernement monarchique.

« 8 novembre 1867.

« Joseph Mazzini. »

Mais ces efforts devaient rester impuissants, la monarchie fut encore une fois l'obstacle qui empêcha l'Italie d'arriver à l'accomplissement de ses destinées unitaires. Et les persécutions de la monarchie devinrent le salaire des ardents patriotes qui avaient voulu devancer l'heure glorieuse de l'Italie.

Voyons ce que firent les ministères de M. Ricasoli en 1861, et de M. Rattazzi en 1862, après la mort de M. Cavour.

M. Ricasoli se borna à envoyer un imprimeur trop fameux, Franchini, porter un ultimatum au pape....

Le pape rit beaucoup de cette facétie de M. Ricasoli!

Quant à M. Rattazzi, qui avait voté l'ordre du jour du 27 mars 1861, il se vit contraint, après l'avoir organisé, de faire Aspromonte, de concert avec le général Cialdini, pour empêcher Garibaldi de donner une consécration pratique à ce fameux ordre du jour qui avait proclamé Rome capitale.

Au ministère d'Aspromonte succéda le ministère Farini. — M. Farini qui, tout en faisant des vœux pour mourir pauvre, s'était enrichi, ne tarda pas à se retirer, ses vœux étant exaucés; il devint *pauvre* tout d'un coup, et mourut fou.... Pauvre Farini!

Le ministère Minghetti-Peruzzi qui lui succéda, crut avoir résolu à tout jamais la question romaine au moyen de la convention du 15 septembre 1864; loin de là, elle paraît au contraire être devenue éternelle et insoluble. — Aussi le

journal la *Nazione* de Florence, organe subventionné par le ministère italien, dans son n° 356 du 21 décembre 1868, se voit obligé d'avouer que, depuis la mort de Cavour, toutes les crises ministérielles ont eu pour motif l'insolubilité de la question romaine (1).

Et il ne faut pas s'y tromper ; c'est uniquement le gouvernement italien qui rend insoluble cette question, par le mensonge. Pour s'en convaincre, il suffit de relire la fameuse proclamation de Victor-Emmanuel aux Italiens à la date du 27 octobre 1867.

De quel artifice ne s'est-il pas servi, le roi *galant-homme*, pour condamner et pour flétrir la dernière expédition qui aboutit à Mentana?

Il voudrait faire croire que le drapeau des volontaires garibaldiens arborait ce programme : *Destruction de l'autorité spirituelle du chef de la religion catholique.*

Victor-Emmanuel sait parfaitement que nous ne voulons pas la *destruction de l'autorité spirituelle*, mais que nous désirons uniquement la mise à exécution à tout prix de la circulaire que son ministre des affaires étrangères, M. le général Durando, envoyait, au lendemain d'Aspromonte,

---

(1) Voici à ce sujet comment s'exprime le journal de M. Brenna :

« C'est sur la question romaine qu'eurent lieu toutes les crises ministérielles depuis la mort de Cavour : En 1862 le ministère Ricasoli tombait par suite de la publication du projet du *capitolato* qui se rapportait au principe de la liberté de l'Église.... Question romaine.

« A la fin de la même année, le ministère Rattazzi tombait par suite d'Aspromonte.... Question romaine.

« Dans le mois de septembre 1864, le ministère Minghetti tombait ensuite de la convention franco-italienne.... Question romaine.

« Dans le mois de juillet 1865 le ministère Lanza succombait sous la mission de M. Vegezzi.... Question romaine.

« En 1867, le deuxième ministère Ricasoli tombait après avoir dissous la chambre sous le coup de la convention Langrand-Dumonceau.... Question romaine.

« Dans le mois d'octobre de la même année, le deuxième ministère Rattazzi tombait à cause de l'invasion des volontaires dans le territoire pontifical.... Question romaine.

« Le 22 décembre de la même année, le premier ministère Menabrea

le 10 septembre 1863, aux agents diplomatiques du royaume d'Italie.

Le ministre de ce roi *galant-homme*, après avoir constaté que « la nation tout entière réclame sa capitale; qu'elle « n'a résisté à l'élan inconsidéré de Garibaldi que parce « qu'elle est convaincue que le gouvernement du roi saura « remplir le mandat qu'il a reçu du parlement à l'égard « de Rome, » après avoir constaté que le gouvernement italien « venait de faire un suprême et dernier effort en « traitant en ennemi un homme qui avait cependant rendu « de si éclatants services et soutenu un principe qui est « dans la conscience de tous les Italiens, » se voit obligé de conclure ainsi :

« Les nations catholiques, la France surtout, qui a si « constamment travaillé à la défense des intérêts de l'É- « glise dans le monde, reconnaîtront le danger de maintenir « plus longtemps entre l'Italie et la papauté un antagonisme « dont la SEULE CAUSE RÉSIDE DANS LE POUVOIR TEMPOREL. »

Nous avons accepté ce programme formulé par la monarchie; mais nous voulons, nous, l'accomplir, vu l'impuissance de cette monarchie parjure à arriver à une solution.

La révolution seule peut y arriver, la révolution qui, en proclamant la liberté de conscience, n'a jamais songé à la *destruction de l'autorité spirituelle du chef de la religion catholique.*

---

tombait à la suite d'une discussion sur les faits de Mentana.... Question romaine, toujours question romaine. »

L'*Unità cattolica* de Turin qui dans son numéro du 23 décembre 1868 reproduit avec complaisance cet article très-caractéristique de la *Nazione* de Florence, ajoute à son tour :

« Et nous disons que tout ce qui est arrivé jusques à aujourd'hui se répétera encore. — Rome sera la mort de tous les ministères, et après que le Tibre aura noyé tous les ministres, il noyera peut-être quelque chose de plus et de mieux. »

Le parti catholique, dont l'*Unità cattolica* est un des organes les plus importants est dans le vrai. La monarchie elle-même sera engloutie par le Tibre avec ses ministres, du moment où elle ne veut pas être essentiellement révolutionnaire, mais qu'elle a la prétention de recueillir les fruits de la révolution.

# CHAPITRE XIII.

**Derniers actes de Mazzini.**

**1867-1868.**

Si en même temps qu'on travaillait à la révolution politique on avait pensé en Italie aux nécessités d'une révolution sociale, nous n'assisterions pas vraisemblablement aujourd'hui à l'application de la loi de l'impôt sur la mouture votée et adoptée par une chambre composée de propriétaires et de capitalistes.....

Nous le dirons ici avec franchise, nous qui sommes partisans des doctrines politiques de Mazzini, nous regrettons vivement que ce grand génie politique se soit si peu occupé de la question sociale qui aurait bien certainement éveillé l'attention des masses.

Les idées de liberté et d'indépendance sont trop abstraites pour qu'elles deviennent compréhensibles à une population que l'instruction populaire n'a pas encore éclairée.

La question des besoins matériels est peut-être plus vivement sentie en Italie qu'ailleurs par les classes ouvrières et agricoles parce qu'elles sont esclaves du capital et que le commerce et l'industrie lui font presque complétement défaut dans ce malheureux pays. — En fait, la société en Italie se divise en deux grandes catégories : d'un côté les propriétaires, de l'autre les prolétaires, les premiers en très-petit nombre, les seconds excessivement nombreux.

Comment se fait-il que Mazzini qui jouit d'une si grande influence sur les masses, grâce à sa haute intelligence politique, à son honnêteté sans exemple, à sa fermeté à toute épreuve, comment se fait-il, disons-nous, que Mazzini n'ait

pas songé à instruire ce peuple et à lui apprendre ses droits sociaux, en même temps qu'il lui enseignait ses droits politiques?

La question politique italienne ne recevra jamais, à notre avis, de solution définitive, si on n'arrive pas à la question sociale, la seule qui démontrera catégoriquement l'impuissance de la monarchie à accomplir le grand programme de l'unité italienne. — Il en est de ces deux principes de même que de la monarchie qui s'appuie sur la classe des hommes composant notre chambre; ceux-ci, à leur tour, ne connaissent d'autre ancre de salut que dans la monarchie.

Heureusement que Mazzini, hâtons-nous de le dire, n'eut jamais confiance en cette Chambre. — En effet, dès 1865, lorsque nous lui demandions quelques conseils au sujet des élections, voici ce qu'il nous écrivait :

« Il est bien de travailler pour les élections, n'y eût-il « d'autre raison que d'élever le pays à la vie de la liberté, « mais à supposer qu'elles marchent bien, elles n'auront « d'autre résultat que de donner vingt-cinq ou trente voix « de plus à une opposition divisée entre Crispi et Mordini (1) « et incapable de changer la marche des affaires. — Le re- « mède est ailleurs. »

Nous avons rencontré beaucoup de vrais amis et partisans de Mazzini tant en Italie qu'à l'étranger qui voyant avec quelle exactitude toutes ses prévisions s'accomplissaient, se demandaient comme nous comment il se faisait qu'un esprit aussi exercé n'eût jamais approfondi la question sociale.

Il est vrai que pour le moment, Mazzini n'eût pu faire pour cette question, plus que le gouvernement maladroit de l'Italie en proposant la loi d'impôt sur la mouture, la Chambre en l'adoptant, et le ministère en l'appliquant. — Une Chambre ainsi composée est frappée d'impuissance.

Lorsqu'en 1868, le 9 février, jour anniversaire de la pro-

(1) Aujourd'hui M. Antoine Mordini fait partie du troisième ministère présidé par M. Menabrea.

clamation de la République romaine, les amis de Mazzini se réunirent à Bologne, à Faenza et à Gênes pour lui envoyer une adresse, il leur répondit (9 mars) par une longue lettre dans laquelle le grand agitateur pose son programme sur l'attitude à garder dans la phase nouvelle où est entrée l'Italie après Mentana et après l'augmentation des impôts que le gouvernement propose continuellement et que la Chambre vote avec non moins d'empressement, ce qui tend à accroître la misère du peuple dans des proportions effrayantes.

Dans sa réponse, Mazzini rappelle le souvenir des efforts héroïques accomplis par la République romaine en 1849.

« Exemple suprême de la manière dont on peut réveiller « un peuple endormi, et de ce que peut faire un peuple « soulevé pour la défense de son droit. »

Il ne se dissimule pas la situation fâcheuse de l'Italie, actuelle, tiraillée en tout sens par des partis sans énergie, et faisant céder ses aspirations nationales devant l'influence étrangère, il attaque vivement l'opposition parlementaire, dont la conduite est bien faite pour semer dans le peuple le germe du scepticisme et du découragement, puis il continue :

« Le peuple voit ces hommes rester muets, sans lui « donner aucuns conseils ni aucun exemples. Convaincus, « ils l'avouent à qui les veut entendre, qu'il n'y a rien à « attendre du système actuel, ils s'obstinent néanmoins à « perpétuer par leur serment et leur vote, l'illusion de ceux « qui ne voient pas bien clairement le fond des choses; « après les avoir vus manifester leur défiance et leur mépris « pour les représentants du pouvoir, le peuple les voit « toujours prêts à appuyer la moindre espérance que ces « hommes semblent faire luire, et même à les aider dans « leurs intrigues de portefeuille; puis, pour la dixième fois « trahis, réitérer leurs malédictions, mais sans prendre davantage une attitude décisive; se retirer de la Chambre « sans avoir le courage d'en dire le motif, et y rentrer « sans qu'aucun changement vienne justifier leur détermination; refuser publiquement la candidature et dix jours

« après l'accepter; faire une guerre acharnée à un mi-
« nistre, le déclarer fatal au pays, et une année, six mois
« après, l'acclamer et travailler à le relever après l'avoir
« renversé... Comment le peuple qui a vu et qui voit ces
« hommes, qui devraient le diriger, marcher ainsi conti-
« nuellement par des voies obliques; alterner des menaces
« stériles et des concessions serviles; incapables de s'unir,
« incapables de concevoir un but et d'y marcher ferme-
« ment; comment, en présence d'un semblable spectacle,
« donné depuis dix ans par une génération entière
« d'hommes qui ont été et devraient être encore aujour-
« d'hui les éducateurs de la nation, peut-on demander
« au peuple de l'enthousiasme et de la foi?

« La classe dirigeante est gâtée par deux poisons mortels :
« le matérialisme et le machiavélisme. La foi a abandonné
« cette classe : avec la foi elle a perdu le sens moral, l'a-
« mour de la patrie, la vertu du sacrifice, la conscience de
« la toute-puissance du vrai. Toutes ces idées, qui faisaient
« autrefois l'espérance du pays, resteront stériles par l'i-
« nertie de ceux qui devraient les représenter. Mais je mets
« encore mon espérance dans les conséquences des fautes
« inévitables de ceux qui ont les rênes du pouvoir, dans
« les destinées de l'Italie, dans l'instinct du peuple, dans
« les jeunes gens encore inconnus et qui ne se sont pas
« compromis avec le passé, dans les femmes italiennes
« qui reviennent, si je ne m'illusionne pas, au culte de
« l'idéal.

« Et vous, pour la plupart jeunes gens et hommes du
« peuple, vous qui pensez à moi comme je pense à vous,
« et m'adressez des témoignages d'affection, aidez de votre
« parole et de vos actes cette œuvre de résurrection, que,
« je le crains bien, je ne verrai pas de ce côté de la tombe,
« mais que Dieu et notre grand passé réservent à l'Italie.
« Ne vous laissez pas décourager par la corruption actuelle.
« Toutes les grandes révolutions, tous les grands mouve-
« ments qui ont ouvert une voie nouvelle à l'avenir, ont
« surgi chez des peuples gâtés comme le nôtre, ou beau-
« coup plus que le nôtre. Une forte, audacieuse initiative,

« en soulevant d'un coup des vertus et des facultés jus-
« qu'alors endormies, les ont complétement transformés.

« Mais prenez garde que vous devez, si vous voulez être
« vraiment utiles, réunir aujourd'hui sacrifice, courage et
« sagesse.

« La dernière et héroïque tentative sur Rome ne pou-
« vait pas réussir; le mouvement commencé dans la pro-
« vince, — je vous l'ai dit, et vous ne m'avez pas écouté,
« — devait infailliblement rendre impossible le soulè-
« vement de Rome, et devait en même temps provoquer
« l'intervention étrangère immédiate. Il fallait concentrer
« discrètement tous les moyens d'attaque dans Rome, et
« préparer le reste à suivre immédiatement le signal qui
« devait partir de Rome.

« Aujourd'hui, à cause des fatales conséquences de cette
« tentative, ce mode d'action même doit être interdit. Le
« problème doit être posé différemment. C'est des villes
« d'Italie que doit venir la délivrance de Rome. Cette en-
« treprise ne peut plus être l'entreprise d'un parti : il faut
« que ce soit l'entreprise de la nation. Il ne faut plus espé-
« rer vaincre en levant des volontaires indifféremment dans
« tous les camps et en agissant sans base d'opérations.
« Vous sacrifieriez inutilement des vies précieuses de nou-
« veaux Cairoli. Soyez fermes contre toute provocation,
« sourds à tout appel qui vous serait adressé en ce sens.
« En cédant vous seriez coupables; vous préféreriez l'action,
« votre orgueil, votre renommée à Rome et à l'Italie. Vous
« devez être prêts à mourir s'il le faut, mais à mourir avec
« la victoire dans les mains. La nation, maîtresse de ses
« destinées, guidée par des hommes résolus et sincères,
« peut seule conquérir Rome et l'unité, et défier sans peur
« toutes les conséquences de son initiative.

« Que tel soit votre but, et en vous préparant à l'attein-
« dre, comme vous devez le faire, ayez toujours deux choses
« présentes à la mémoire.

« La première est la nécessité d'une organisation unique,
« avec un seul nom qui la représente; d'un programme
« unique, bien défini et maintenu avec fermeté; d'une mé-

« thode unique pour vous préparer à son exécution. Une « organisation en groupes séparés, indépendants, comme « c'est aujourd'hui la vôtre, peut accomplir une œuvre « d'apostolat, mais est impuissante pour l'action. Le peu- « ple, généralement mécontent, mais défiant et indécis, « parce qu'il ne voit pas un symbole de forces collectives « capables d'atteindre le but, apprendra que vous êtes forts « en vous voyant unis d'un bout à l'autre de l'Italie, et, à « votre appel, il vous suivra.

« La seconde, c'est de n'accepter aucune coopération, « pour ce qui se rapporte à l'entreprise nationale, de ceux « qui n'adhèrent pas franchement à votre programme. « C'est cette coopération étrangère qui a été la cause de « l'échec de toutes les généreuses tentatives du passé, et « qui ferait pareillement échouer tous les efforts de l'ave- « nir. Ces tristes alliés vous trahiront toujours; tièdes, ils « vous abandonneront à la première difficulté, et au mo- « ment décisif et solennel ils jetteront dans vos rangs le « doute et le découragement. Soyez seuls, mais unis par « une même foi, et sûrs les uns des autres. Les grands « mouvements s'accomplissent, non pas en unissant dans « des alliances déloyales des éléments hétérogènes, mais « en étudiant l'opportunité par le degré du mécontente- « ment, et en lançant une minorité hardie et compacte à « l'action au nom de la vérité. Les alliés qui font obstacle « à l'action quand on veut les placer à la tête du mouve- « ment, le suivent infailliblement le lendemain; mais alors « le caractère de l'initiative reste intact, et sa direction « reste dans les mains de cette minorité, interprète des « aspirations générales. Vous pouvez sans danger et vous « devez même être tolérants, pacifiques et fraternels dans « l'apostolat; vous pouvez et devez accueillir, malgré les « dissidences, ceux qui le lendemain accourront dans vos « rangs; mais vous devez, si vous voulez réussir, repousser « la veille toute fusion. Les exemples qui doivent vous « inspirer cette prudence sont récents et leur caractère « sanglant a dû faire impression sur vous.

« Adieu, mes frères; aimez-moi, mais aimez surtout

« notre patrie. Aimez-la logiquement, avec sagesse et avec « constance dans le sacrifice. C'est l'unique et vraie vertu « du moment actuel. C'est le meilleur gage d'affection que « vous puissiez donner

« A votre
« JOSEPH MAZZINI. »

Quelle profonde tristesse dans cette magnifique lettre qui laisse percer un sentiment de découragement sans amertume, atténué par cet amour de la patrie et de l'humanité qui suivra le grand apôtre de la liberté au delà du tombeau ! — Quoi d'étonnant que ce grand cœur subisse de douloureuses angoisses à la vue de ces partis sans énergie et de ce gouvernement composé d'*inutilités* (1) qui réduit l'Italie au désespoir.—Combien il avait raison le correspondant de Florence du *Monde* lorsqu'il écrivait le 5 février 1869 (2) :

« La situation en Italie est grave; elle l'est d'autant plus qu'on semble las d'en attendre le changement. Il n'y a pas seulement une mauvaise direction donnée au gouvernail, il n'y a plus de direction aucune. Cette vérité a pris de telles racines dans tous les esprits, que les journaux les plus audacieux, ceux qui n'ont pas encore abdiqué tout espoir, ne savent plus proposer autre chose que de nouveaux essais. Tout le monde, cependant, est d'accord sur un point : que la situation n'est pas tenable.

« Nous sommes aujourd'hui, écrivait l'*Opinione nazionale* à la date du 5, nous sommes dans la misère et à la veille de la banqueroute. La faute en est à nous-mêmes. Si les électeurs n'avaient envoyé à la Chambre ni avocats, ni romanciers, ni industriels qui veulent spéculer sur toutes choses, la nation ne se trouverait pas aujourd'hui aux portes de la banqueroute et de la faim (3).

(1) Voir le journal de Paris *le Monde*, du 12 février 1869.
(2) *Id.*, *ibid.* du 9 février 1869.
(3) L'enquête sur les chemins de fer méridionaux, les richesses amassées par M. Crispi dans le cours de quelques années, les enquêtes sur le matériel de la marine et sur la régie coïntéressée des tabacs, les procès

« Ricasoli, Digny, Sella, Peruzzi, Minghetti ont été funestes au pays; mais s'il y avait eu à leur place Guerrazzi,

---

de Milan, l'*honnêteté* des Bastogi, des Susani, des Scialoia, des Fambri, des Civinivi, des Brenna....., sont les preuves matérielles de cette vérité terrible.

La franc-maçonnerie elle-même, cette institution si pure dans son origine, si sublime dans ses maximes, a oublié, paraît-il en Italie, ses grandes traditions.

Voici ce qu'on lit dans la *Correspondance générale de Paris* du 5 juillet 1869, n° 156 (2e année):

« La franc-maçonnerie, cette institution si noble et si grande dans ses principes et dans ses maximes, depuis qu'elle est devenue, dans les mains du gouvernement italien, un instrument docile, est écrasée non-seulement sous le poids du ridicule, mais encore sous le poids de l'indignation. Être franc-maçon aujourd'hui en Italie et décoré de l'ordre des SS. Maurice et Lazare sont deux titres honteux.

« Tout dernièrement, une quantité de loges maçonniques d'Italie se sont réunies en *Constituante* à Florence, et elles ont nommé M. le colonel Frapolli pour leur grand-maître. Par cette nomination, la franc-maçonnerie italienne, qui a toujours tenu le premier rôle dans les révolutions de la Péninsule, vient de se suicider. Nous connaissons M. Frapolli. En 1848-49, il était à Paris représentant du gouvernement provisoire de Lombardie d'abord, puis du gouvernement de Rome. Après cette époque, M. Frapolli disparut de la vie politique.

« On le vit à Turin en 1851. Le favori des républicains était devenu l'homme du gouvernement. On disait même qu'il était l'agent du ministère italien à la Bourse de Paris. Ses voyages à Paris étaient très-fréquents, et il avait obtenu de représenter la maçonnerie auprès du Grand-Orient de France.

« C'est ainsi que, sous ses auspices, se peupla un moment l'Italie de cette troupe de nos compatriotes qui, obligés de quitter la France pour se soustraire aux poursuites de la justice, trouvaient en lui un protecteur et un ami.

« Souvenez-vous de la Caisse mobilière, société anonyme du Crédit provincial et communal, fondée à Turin par M. Léonce Pignerre de la Boulaye sous la haute protection de M. Frapolli.

« M. Mordini, aujourd'hui ministre, était membre du conseil de surveillance avec le trop fameux prince de Crouy-Chanel, si connu dans les tribunaux français. C'est de cette façon que M. Frapolli est parvenu à se créer dans la maçonnerie italienne une coterie à lui; tantôt en protégeant les Cornaro, caissier des Loges, tantôt en faisant élire des vénérables qui s'appelaient Aducci. Le gouvernement prête la main à M. Frapolli, qui fait ainsi de la maçonnerie italienne un instrument toujours docile.

« La maçonnerie italienne devrait à son tour ouvrir une enquête sur

Mordini, Crispi, Miceli et tous leurs amis, qui ne représentent qu'eux-mêmes et non la démocratie, ils n'auraient pas été moins funestes que les autres. La nation n'a plus de foi en aucun de ces hommes. Elle veut des hommes nouveaux; elle aspire à une nouvelle ère... Il faut faire un autre essai; il faut reformer la Chambre par un vote plus large (le suffrage universel). Cette dernière tentative décidera du sort de l'Italie. »

En présence de cet affaissement des partis, le Comité central de l'Alliance républicaine universelle dont Mazzini est le chef, jugea à propos de faire une nouvelle publication de son programme, en le faisant suivre d'un règlement particulier pour la réorganisation du parti en Italie.

« Voici ce que nous voulons, disait le comité central dans son programme :

« Au moyen de l'alliance organisée pratiquement, un « apostolat collectif de notre croyance, nous connaître, « fraterniser, nous entendre tous, et dire à tous ce que « nous voulons : — Le vrai substitué au mensonge et à « l'équivoque, l'intelligence et la vertu substituées dans « toutes les fonctions de l'État au privilége de la naissance « ou de la richesse. — Les vœux de tous les citoyens et « leurs mains armées pour la défense de la patrie. — Li- « berté de parole, d'association, de conscience. — Une « éducation nationale obligatoire qui enseigne également à « tous ce programme pour la liberté de la patrie commune. « — Un système de contributions juste qui ne prélève pas « le nécessaire de la vie. — Des lois qui facilitent dans « tous les réseaux de l'activité humaine l'augmentation de « la production, en rendant plus juste sa répartition, et ten- « dant à rendre accessibles aux travailleurs, par le moyen de « l'association, les instruments de travail, les capitaux in- « dispensables. — Rome, nos Alpes, l'accomplissement de

l'honorabilité de son nouveau grand-maître. Les conclusions de cette enquête ne seraient pas bien différentes de celles de la commission d'enquête pour la régie des tabacs; mais dans ce cas, la franc-maçonnerie italienne pourrait rendre tous les honneurs dus à son rang au grand-maître, sous la voûte d'airain. »

« notre unité nationale substitué à la condition provisoire « actuelle. — Un pacte national qui exprime harmonique- « ment les tendances et les aspirations du pays. — Une « Italie indépendante, honorée, redoutée par les despotes, « aimée par les peuples libres, et alliée avec ces derniers. « — Préparons-nous donc et hâtons l'avénement des jours « où ces vœux seront accomplis. »

Voici maintenant le règlement particulier de la section italienne :

« Tout honnête citoyen qui aime vraiment sa patrie « en ruinant le système de mensonge et d'immoralité qui « l'a tenue et la tient aujourd'hui encore esclave de l'é- « tranger peut appartenir à l'Alliance. Il doit travailler à « rendre forte, libre et une sa patrie.— Il doit reconnaître « comme moyen unique pour arriver à ce saint but, la « substitution, à l'alliance ruineuse des monarchies, de « l'alliance des peuples, c'est-à-dire l'établissement du gou- « vernement républicain. »

Le témoignage et le lien d'adhésion au programme consiste dans la signature. Par la signature on s'oblige aux devoirs ci-après :

« Concourir et faire concourir le plus d'individus pos- « sible et par tous les moyens à la propagation des prin- « cipes républicains, et à la formation d'une caisse, con- « dition nécessaire, indispensable pour préparer et activer « l'action.

« En conséquence, on devra verser chaque semaine ou « chaque mois une somme fixe, proportionnée aux moyens « dont on dispose. Tout affilié versera sa contribution dans « les mains du chef de sa section, près de laquelle il est « inscrit. Tout affilié peut se créer chef de section.

« Tous les chefs de section verseront tous les mois dans « les mains du caissier les sommes perçues et en pren- « dront reçu. — Tous les affiliés devront assister aux « séances de l'*Alliance* qui auront lieu chaque mois. A ces « réunions mensuelles seront admis seulement ceux des « affidés qui se présenteront avec un laisser-passer du chef « de la section dans laquelle ils auront été inscrits.

« On ne pourra ni publier, ni mentionner un nom quel-
« conque sans le consentement du signataire.

« Toutes les sommes perçues par le caissier seront ver-
« sées dans les mains de Joseph Mazzini chef du comité
« central de l'Alliance républicaine universelle.

« Cette œuvre pratique poursuivie avec persévérance par
« tous les républicains honnêtes, suffira pour donner en
« peu de temps au parti cette force de discipline et cette
« puissance de moyens nécessaires pour conquérir une
« patrie indépendante, et pour faire l'Italie une et libre. »

Pour mieux organiser le parti, Mazzini se rendit l'été de 1868 à Lugano. De son côté, Garibaldi donna sa démission de député, prouvant par là qu'il avait enfin compris que la monarchie, dont il avait arboré le drapeau après Marsala, et ses déclarations ne pouvaient plus accomplir le programme national de l'unité italienne avec Rome capitale.

Cette démission ayant laissé vacant le collége électoral d'Ozieri en Sardaigne, il fut de nouveau convoqué, et le nom de Garibaldi sortit triomphant de l'urne, comme une solennelle protestation contre le gouvernement.

Le nouvel élu qui n'avait pas motivé sa démission, s'expliqua très-nettement lors de sa réelection dans une lettre qui ne laisse pas néanmoins d'être une preuve de la loyauté crédule avec laquelle, en 1860, Garibaldi, dans son aveuglement inscrivait le nom de Victor-Emmanuel sur le drapeau national qu'il plantait glorieusement en Sicile.

Quoi qu'il en soit, la lettre de Garibaldi n'en est pas moins la condamnation catégorique du gouvernement italien. — Il ne le cacha pas, en remerciant les électeurs qui l'honoraient encore une fois de leurs suffrages :

« Caprera, 24 décembre 1868.

« A mes électeurs de la Gallura.

« Si jamais il y eut une circonstance propre à m'embarrasser certainement, c'est ma réélection comme député de Gallura; je me trouve placé entre les sympathies affectueuses que j'ai pour les populations qui me sont chères,

et que je voudrais servir au prix de ma vie, et la répugnance d'approcher d'un gouvernement qu'on pourrait appeler « la négation de Dieu, » comme un Anglais éminent a appelé le gouvernement de Naples en 1860.

« Anciens républicains par principes et de fait, mes amis et moi, nous avions accepté de bonne foi la monarchie; nous ne lui demandions pas autre chose que d'améliorer la condition du pauvre peuple, de maintenir sa dignité intacte vis-à-vis des puissants de la terre et du vampire qui nous opprime depuis des siècles. Mais qu'avons-nous obtenu de ce gouvernement? Jugez-en vous-mêmes.

« Tolérant par nature, je n'aime pas à prononcer des paroles amères, et, certes, j'aurais respecté un gouvernement quelconque qui ferait le bien; mais fait-il le bien, le gouvernement qui régit aujourd'hui l'Italie?

« Mes amis du Parlement, parmi lesquels se trouve l'illustre Cairoli, m'ont remplacé à souhait, et ont défendu comme ils le devaient les intérêts de cette noble province.

« Mais qu'attendre d'un gouvernement qui ne sait que commettre des exactions, dilapider la substance du peuple, et se faire l'agent d'une puissance étrangère? Et pour rendre honneur à la vérité, ne faut-il pas dire que la conduite de ce gouvernement dans les derniers événements de la campagne romaine, a été une série de trahisons?

« Veuillez entre mille et mille écouter celle-ci :

« Profitant de mon bannissement à Caprera (après Sinalunga), où l'on a tout fait pour me retenir prisonnier, les gouvernants ont voulu se donner l'air de libérateurs, et ils ont fait savoir qu'il suffisait de quelques coups de fusil à Rome pour pouvoir voler au Capitole; de là l'erreur dans laquelle sont tombés les malheureux Romains et les immortels 70 conduits par l'héroïque Cairoli. Moi qui connais la fausseté de ces messieurs, j'ai douté de leur généreuse pensée, et tremblant pour le sort de ces braves, j'ai donné l'ordre à Cairoli de se replier sur nous vers la frontière; mais il était trop tard. Ma première disposition sur le territoire romain ne fut pas exécutée, mon message n'étant

pas parvenu à Cairoli, et je me trouvai sur les lieux après la catastrophe. (Je puis produire les documents.)

« Après ma fugue de Caprera que je n'aurais pas pu exécuter sans l'aide de mes excellents amis de la Maddalena et de la Gallura, je trouvai le mouvement commencé, et mes amis et mes fils engagés; je cours à la frontière pour avoir l'honneur de participer à la plus belle, à la plus splendide, à la plus généreuse des entreprises romaines, le renversement du gouvernement de Satan.

« Le 22 octobre, je passai la frontière. Le 23, j'avais rejoint le corps de Menotti. Le 25, nous attaquâmes Monte-Rotondo. Le 26, nous avions fait replier l'armée papale dans l'enceinte de Rome. Cette armée, par peur, faisait sauter les ponts derrière elle; et nous arrivâmes sous les murs de la vieille métropole du monde, repaire de tout ce que la famille humaine a de plus hideux, la plus grande des gloires italiennes, et enfin notre capitale sans laquelle l'Italie n'est pas l'Italie, mais seulement un vain mot à faire rire de pitié.

« Le 3 novembre, cette poignée de jeunes gens qu'un gouvernement, que je rougis d'appeler italien, non-seulement abandonnait, mais vendait, non-seulement n'assistait pas, mais encore spoliait de ses fusils, de ses munitions et de son pain, combattait à Mentana. Cette poignée de jeunes gens volés et trahis étaient de ceux qui avaient enrichi les arsenaux de l'État avec plus de matériel qu'ils n'en avaient jamais possédé. Et si l'on vous dit qu'en 1860 ces jeunes gens n'ont pas été dissuadés, mais au contraire aidés, répondez à ceux qui vous le diront qu'ils mentent et que je le leur prouverai quand ils voudront.

« Ces mêmes renards, avec leurs mêmes ruses, s'étaient mis en mouvement en 1860 comme en 1867, mais sans aucune assistance de leur part, sinon quand on n'en avait pas besoin, et par ordre de Bonaparte ou pour lui complaire, ils ont marché en 1867 pour nous combattre avec une armée de 40,000 hommes exposant le pays à une guerre fratricide. (Voyez la note diplomatique de Farini à Bonaparte.)

« Et cette poignée de jeunes gens que l'on ne permettait pas aux braves de rejoindre, tandis qu'on le permettait au rebut des vils agents de la police pour les démoraliser et les faire déserter; cette poignée de jeunes gens, dis-je, dépourvue du matériel le plus nécessaire au soldat qui combat, lutta à Mentana, une demi-journée, contre deux armées, et demeura un instant maîtresse du champ de bataille.

« Mes chers amis, j'ai pensé que ne vous seriez pas indifférents à ma démarche plus révolutionnaire que parlementaire, et j'aime à croire que vous vous persuaderez que les membres ne peuvent pas être bien portants quand le cœur est malade. Donc j'ai la conscience d'avoir servi la cause de la Gallura sur les rives du Tibre, là où bat, en état de souffrance, le cœur de la patrie italienne.

« Quant à l'inviolabilité attribuée au député, vous savez comment on la respecte en Italie. Ce n'est donc point ce motif qui m'excite à accepter le mandat que vous voulez bien me confier, mais bien l'amour que je porte à cette chère population qui se contente de ma faible capacité, et que je servirai peut-être fort mal, mais du moins de toute mon âme.

« A vous pour la vie.

« G. Garibaldi. »

N'est-ce pas là ce qu'avait pressenti depuis longtemps Mazzini?

Mazzini était absorbé dans l'organisation de son parti, Garibaldi un mois après s'était rallié à lui à l'occasion du souvenir commémoratif donné par les démocrates d'Ancône à la mémoire du républicain Lupattelli. — Mazzini venait d'écrire à l'association démocratique de cette ville une lettre à sensation (1), quand une douloureuse nouvelle se répandit

(1) Voici cette lettre :

« Frères,

« Avant de faire la commémoration du martyre de Lupattelli, vous m'a-« vez écrit et je vous ai répondu ; mais d'après ce que je vois par les quel-

tout à coup dans l'Europe entière. On annonçait que Mazzini brisé, non pas tant par l'âge que par ses travaux surhumains, était atteint d'une consomption qui mettait ses jours en danger...

Ce fut une commotion générale quand le 27 du mois de novembre 1868, la nouvelle se répandit qu'il était mort à Lugano. Cette mort fut le sujet de tous les entretiens, les journaux italiens et étrangers furent inondés d'articles biographiques ou nécrologiques sur le grand patriote italien. Quelques écrivains français, comme M. Alfred Assolant dans le *Gaulois*, s'honorèrent en rendant un juste hommage au grand révolutionnaire et au grand patriote; d'autres, comme M. Ducuing (actuellement rédacteur en chef de l'*Universel*), dans l'*Année illustrée*, rééditaient de vieilles calomnies et exhalaient de vieilles haines réactionnaires (1).

L'Italie tout entière attendait des nouvelles exactes sur la

---

« ques lignes que vous avez insérées dans l'*Unità italiana*, ma lettre s'est « perdue, et je vous écris une autre fois quelques mots, quoique trop tard « pour la circonstance, pour que vous ne me croyiez pas peu courtois avec « vous, un tiède vénérateur de la sainte mémoire de Lupattelli.

« Rappelez-vous qu'on honore ceux qui sont morts pour une croyance « en travaillant à faire triompher cette croyance et pour réaliser leur « idéal.

« Rappelez-vous quelle était la croyance de Lupattelli et comparez-la « à la situation d'aujourd'hui. Rappelez-vous que lui et ses compagnons « mouraient pour la patrie une, et que nous avons Rome dans les mains « du pape, le Trentin et d'autres terres dans les mains de l'Autriche, « Nice dans les mains de l'empereur de France. Rappelez-vous qu'ils mou- « raient pour la liberté de la patrie et pour la liberté de tous les enfants « de l'Italie, et que l'immense majorité des enfants de l'Italie n'a aujour- « d'hui ni voix, ni avenir, ni liberté politique et religieuse. Rappelez- « vous qu'ils mouraient pour la patrie vertueuse, pure et exemple aux peu- « ples, et que la corruption menace chaque année de descendre des hautes « sphères gouvernementales au sein de la nation.

« Rappelez-vous qu'ils mouraient pour la patrie forte et glorieuse, et « que nous ne jouissons d'aucune considération en Europe, couverts des « hontes de Custozza et de Lissa.

« Regardez-moi toujours comme frère.

« Joseph Mazzini. »

(1) M. F. Ducuing, dans son journal l'*Année illustrée* du 21 janvier

santé de Mazzini. De tous côtés et à tous instants on écrirait à Lugano.

M. Hippolyte Pederzolli, professeur à Lugano, pour

---

1869, publiait sur Mazzini un article plein d'inexactitudes et d'erreurs, pour ne pas dire plus.

On lit dans cet article :

« .....Inscrit parmi les volontaires de Garibaldi *après* la prise de Milan « par les Autrichiens (M. Ducuing aurait dû dire AVANT), il (*Mazzini*) se « retira bientôt en Suisse, à Lugano où il VIENT DE MOURIR. » — Quelques lignes plus haut, M. Ducuing écrivait : « .....Dès 1830, il suivait « déjà sa pente (quelle pente, M. Ducuing?); affilié au carbonarisme, il « se faisait exiler, et organisait son centre de conspiration à Marseille « sous le titre de *Jeune Italie*. — Après avoir échoué dans deux tentatives contre le Piémont, mises sous la conduite de Ramorino, d'ignomi- « nieuse mémoire, il transporta le centre de ses combinaisons conspira- « trices à Londres. » — Nous n'avons pas à discuter la valeur des appréciations de M. Ducuing sur Mazzini, mais nous relèverons le mot *ignominie* par lequel ce monsieur prétend flétrir la mémoire du général Ramorino. Il ne s'agit plus ici d'une simple appréciation, mais d'un fait que nous tenons pour complétement erroné; pour ce qui se rapporte à Ramorino en Pologne, M. Ducuing n'a qu'à évoquer les souvenirs de ceux qui combattirent glorieusement avec lui en 1831; pour ce qui se rapporte à l'expédition de Savoie, nous l'invitons à lire les quelques pages de ce livre que nous avons consacrées à ces événements; pour ce qui se rapporte aux faits de la Cava en 1849, qu'il fasse un appel à M. le député Lanza dont l'honnêteté est si prônée aujourd'hui en Italie, lequel faisait partie de la commission d'enquête chargée d'examiner les causes du désastre de Novare, commission dont le rapport est encore aujourd'hui à faire!

Ou qu'il consulte l'ouvrage de M. l'abbé Vincent Gioberti qui fut aussi ministre en 1849 de Charles-Albert, le *Rinnovamento civile*. Dans une note au chapitre 11 du tome 1er, il trouvera :

« On a fait voir que Ramorino avait désobéi, mais on n'a pas prouvé qu'il ait trahi. Cela ne l'a pas empêché d'être condamné alors que beaucoup d'autres n'ont pas été recherchés pour des fautes identiques, et même d'une plus grande importance, qui n'ont pas peu contribué à la défaite de Novare. » *Dell' infelice Ramorino fu chiarita l'inubbidienza, non già il tradimento; e tuttavia non fu graziato, dove che di altri simili falli (e forse maggiori) che cooperarono alla rotta di Novara non si fece parola di giudizio.*

M. le comte Henri-Victor de Rochetin, ancien premier aide de camp du général Ramorino en Pologne (1831) et chargé par celui-ci et par lettre autographe datée de la citadelle de Turin, 21 mai 1849, la veille de son assassinat, « de venger sa mémoire », accepta cet héritage d'honneur; il

tranquilliser les Italiens, adressa la lettre suivante au journal le *Commercio* de Gênes.

---

y fut toujours fidèle jusqu'ici dans la mesure de ses forces, et le noble vieillard n'oublia jamais non plus que son général avait laissé une orpheline.

Lorsqu'il a appris que le prince Humbert, héritier présomptif de la couronne d'Italie, allait se marier avec la fille du feu duc de Gênes, il s'est empressé de rappeler au roi Victor-Emmanuel le général Ramorino.

La célébration du mariage a eu lieu à Turin le 22 avril 1868; le 5 du même mois, M. le comte de Rochetin écrivait au roi pour le supplier de secourir la malheureuse fille unique de Ramorino.

Voici cette lettre :

« A Sa Majesté royale
« Victor-Emmanuel, roi d'Italie.

« *Si la justice était exilée du reste de la terre,*
« *c'est dans le cœur des rois qu'elle devrait trouver*
« *un asile.*

« JEAN LE BON.

« Sire,

« Deux événements mémorables ont marqué votre auguste avénement : une défaite glorieuse d'où a surgi l'Italie, l'exécution du patriote citoyen général Jérôme Ramorino.

« Votre auguste personne, Sire, innocente des catastrophes de mars et de mai 1849, n'en pouvait être solidaire; aussi la divine bonté vous a-t-elle élevé au titre envié de *roi légitime d'Italie.*

« Il est réservé à votre cœur magnanime, ô roi galant homme, d'effacer la faute fatale, commise par un chef fatal, le général Chrzanowski, et qui tendrait à ne point laver la marque de sang tombé sur la première marche d'un trône que vous avez, sire, élevé à la première puissance.

« Votre parlement revisera, sans aucun doute et en temps opportun, le *procès-erreur* de 1849; mais en attendant, Auguste Majesté, une innocente victime est là, brisée, malheureuse, sans appui : c'est la fille unique du noble fusillé.

« Sous le velum royal qui va couvrir des très-hauts et très-puissants fiancés, — vos enfants, — Sire, permettez que respectueusement inclinée devant Votre Majesté, Hélène Ramorino vous tende une main suppliante et vouée jusqu'ici à la plus douloureuse misère, espérant que vous y déposerez avec bonté, avec indulgence, les effets précieux de votre munificente consolation, et la certitude de votre royale protection.

« Vous êtes père, Sire; je salue en vous cette Majesté sacrée, et dépose au pied de votre trône l'expression de mon plus profond respect.

« Paris, rue de Grammont, 13, ce 5 avril 1868.

« Comte VICTOR DE ROCHETIN. »

Cette lettre est-elle parvenue au roi Victor-Emmanuel? Nous ne pouvons

« Monsieur le Directeur,

« Dans l'impossibilité absolue de répondre individuellement à toutes les lettres que je reçois d'Italie, et dans lesquelles on me demande des nouvelles de la santé de G.

---

l'affirmer. Ce que nous savons seulement, c'est qu'elle a été adressée à M. Jean Lanza, alors président de la chambre des députés, avec prière de la faire parvenir au roi.

M. Ducuing qui voudrait aujourd'hui flétrir la mémoire d'une victime de la haine monarchique devrait se rappeler que lors de la bataille de Novare, M. Urbain Rattazzi était ministre de l'intérieur et que la malheureuse fille du noble général assassiné par la monarchie piémontaise, vit à Paris.....

Lorsqu'à la fin du mois de septembre 1868 M. Rattazzi vint à Paris avec son épouse Madame de Solms, la fille du général Ramorino demanda une audience à l'ex-ministre de Novare. — M. Rattazzi refusa de la recevoir. — Elle lui écrivit alors la lettre suivante :

« Paris, 1er octobre 1868.

« A Son Excellence Rattazzi,
« hôtel du Rhin.

« Excellence,

« Hier, je me suis présentée chez vous. Déjà, il n'entrait pas dans ma pensée que vous pussiez refuser de me recevoir.

« Jugez quel terrible frémissement j'ai ressenti, lorsque, derrière cette porte de salon qui seule nous séparait, je vous ai entendu dire : « Je ne « connais pas ce nom! » Dans cette seconde, remontant vers un passé si douloureux pour moi, j'ai revu le ministre de l'intérieur du 20 mars 1849 : il n'est pas dans la mesure du possible qu'un parlementaire de valeur, manque ainsi de mémoire.....

« Aussi, Commandeur, il m'a semblé que ma carte contenait en lettres sanglantes le nom de Ramorino, et que la grande ombre de mon père vous aidait à l'épeler, en le suivant, lettre à lettre, de sa main de victime.

« Que va-t-on dire en Italie, en France, ailleurs encore, quand je ferai connaître que : « Son Excellence Rattazzi, le Commandeur Ur- « bain Rattazzi, le 30 septembre 1868, à Paris, n'a pas voulu recevoir « Hélène Ramorino, la fille du général Ramorino, en disant que ce nom « lui était inconnu? »

« Je vous l'assure, Excellence, ce refus, tout le monde le saura : telle est ma volonté.

« Dix-neuf ans après une inique exécution, vous rencontrez la fille d'un martyr : ce fait peut étonner un homme ordinaire, mais, pour un homme politique, il n'y a, dans la vie, rien d'étrange.

« Je vous prie d'agréer, Excellence, ma haute considération. Je garde

Mazzini, je me sers du journalisme pour annoncer à tous que non-seulement Mazzini est hors de tout danger, mais que sa convalescence est si heureuse qu'il se lève déjà, se promène et reçoit même quelques-uns de ses amis et admirateurs les plus intimes.

« L'affection au pylore a disparu radicalement, et ce

---

la certitude que vous me recevrez, et que vous ne répéterez plus jamais : je ne connais pas

« HÉLÈNE RAMORINO.

« 27, rue d'Aumale. »

Après avoir reçu cette lettre, l'ex-ministre de Charles-Albert fit dire à la fille de la noble victime, qu'il n'avait pas le temps de la recevoir, qu'il partait.

La fille de Ramorino lui expédia alors un exprès porteur d'une seconde lettre que voici :

« Paris, 2 octobre 1868.

« A Son Excellence Rattazzi,
« hôtel du Rhin.

« Excellence,

« Vous avez fait un pas en disant à ma femme de chambre que vous vous souveniez avoir connu le général Ramorino.

« Je vous en remercie.

« J'espère que vous daignerez en faire un second en me recevant, dussiez-vous, pour cela, retarder votre prochain départ.

« Si vous me refusez une audience, la presse qui possède, *elle, la mémoire des noms et des faits*, se chargera d'en déduire les motifs, et ce, sous quelquefois vingt-quatre heures.

« D'ailleurs, Excellence, malgré tout, si je ne puis vous parler à Paris, je le ferai en Italie, soit chez vous, soit au palais de votre roi, soit même au conseil des ministres dont vous serez, sous peu, de nouveau, le Président.

« Je pense, Commandeur, que vous voudrez bien aujourd'hui acquiescer à mon légitime désir.

« Dans cette attente, veuillez trouver ici, Excellence, l'expression de ma parfaite considération.

« HÉLÈNE RAMORINO. »

M. Rattazzi n'eut pas le courage de la recevoir et fit dire..... qu'il était parti !.... Le soir de ce jour même, l'homme de Novare, d'Aspro-

résultat est dû presque exclusivement à l'habileté de M. le docteur Bertani.

« Tout à vous,

« *Professeur*, I. G. Pederzolli.

« Lugano, 1er décembre 1868. »

Le lendemain Mazzini envoya aux journaux italiens une lettre qui fut aussitôt saisie par le gouvernement de Victor-Emmanuel. Ainsi le grand révolutionnaire attestait d'une façon décisive qu'il n'était pas mort!

Voici les passages les plus saillants de cette lettre que Mazzini écrivait à ses amis, du lit qui avait failli devenir son lit de mort quelques jours après celui où l'Europe avait assisté en frémissant à l'exécution de deux victimes dont le sang jaillit sur cette blanche robe de la papauté qui devrait être immaculée.

On écrivait de Florence au *Siècle* de Paris : « Mazzini « s'éteint sans maladie apparente, tant l'organisme est « ruiné; sa maigreur est extrême; le malade a toute sa « connaissance, mais il voit sa fin approcher. Mazzini vient « d'entrer dans sa soixantième année. — Un de mes amis, « ajoutait le correspondant du *Siècle*, m'assure qu'il paraît « en avoir quatre-vingts. — Les médecins n'ont presque « plus d'espoir (1). »

Les anciens amis de M. Charles la Varenne ne pleuraient pas certainement en recevant cette nouvelle (2).

---

monte et de Mentana était à la représentation des Italiens, à côté de son épouse.

Cette seconde lettre lui fut alors expédiée chargée par la poste. M. Urbain Rattazzi l'a bien certainement reçue.

Espérons que toutes ces explications auront porté quelque lumière dans l'esprit de M. Ducuing, et qu'il n'aura plus le triste courage d'insulter à la mémoire du général Jérôme Ramorino.

(1) Ces lignes étaient aussi reproduites par le *Temps* du 23 novembre 1868.

(2) Tout le monde sait que M. Charles la Varenne avait été chargé par le gouvernement piémontais d'abord et par le gouvernement italien depuis, d'éclairer l'opinion publique — selon l'expression de M. Peruzzi — dans le

Mais la lettre de Mazzini vint troubler leur joie.

« Je vais mieux, disait-il à ses amis.

« Et en vérité, le nouveau gant que la papauté, et « l'étranger protecteur de la papauté nous jettent en « défi avec les deux têtes de Monti et Tognetti, la rage « italienne, et la terreur que j'ai de descendre dans le « tombeau, emportant clouée au cœur l'image de ma « patrie déshonorée, sont comme un tonique pour mon « corps affaissé. Il ne me semble pas que je puisse mourir « avant d'avoir, pour ma pauvre part, contribué à effacer « du drapeau de l'Italie la tache de couardise que d'autres « y ont imprimée et y maintiennent.

« A ce gant de défi brutalement jeté, il est une seule « réponse qui soit digne : *Avoir Rome à tout prix,* et le « plus tôt possible. Il faut que « avoir Rome » devienne « l'invocation (*giaculatoria*), formule de vie, définition d'un « devoir immédiat, idée fixe, fièvre pour chacun de vous...

« Le sang des deux martyrs crie contre nous, contre « nos déclarations solennelles, répétées pendant huit an- « nées que Rome est à nous. Il faut bien répéter jusqu'à « satiété les mêmes choses, alors que les mêmes erreurs « se reproduisent sans cesse. Dans le *Delenda Carthago* « de Caton était écrit le sort de Rome ! Il nous faut conqué- « rir Rome sans retard. Mais comment?....

---

journalisme français et par des brochures sur l'Italie. — Personne n'ignore non plus que, tandis qu'il offrait ses *Lettres italiennes* comme *hommage affectueux à M. Achille Jubinal, député directeur politique du* MESSAGER DE PARIS, *dans lequel elles ont passé,* — il dédiait ses autres ouvrages : *Au grand citoyen et écrivain illustre Carlo-Luigi Farini* et *les Autrichiens et l'Italie, à M. Urbain Rattazzi.* — M. Anatole de la Forge, du *Siècle,* fit précéder ce dernier ouvrage de M. la Varenne d'une préface qui commence par ces mots, que certes M. de la Forge ne doit pas avoir oubliée : « Un homme de talent et de cœur qui a combattu pour l'indépen- « dance italienne, vient aujourd'hui défendre encore avec sa plume la « cause qu'il a servie avec son épée..... »

Nous sommes persuadé que M. de la Forge, rédacteur du journal *démocratique monarchique,* ne conserve plus les mêmes sentiments d'admiration pour M. Charles de la Varenne, aujourd'hui qu'on a déterré le *sixième paquet* et qu'on s'occupe à en découvrir un *septième,* peut-être plus scandaleux que le précédent.

« Déplorer, protester, souscrire pour les familles des « morts, sans rendre impossible toute exécution à venir « (*ogni futuro supplizio*); proclamer martyrs de la liberté « et de la patrie Monti et Tognetti, et souffrir que le « bourreau se promène triomphant sur la fosse où ils dor- « ment (*sulla fossa ove giacciono*), ce sont là des prati- « ques bonnes et saintes pour des individus incapables « d'autre chose, mais indignes d'un peuple de vingt-cinq « millions d'hommes qui peut, s'il veut!.....

« On ne peut avoir Rome qu'avec une volonté appuyée « par les armes. Prétendre que l'apostolat moral, la per- « suasion, amèneront la papauté à comprendre le droit et « les temps, et à ouvrir les portes de Rome à l'Italie, est « un songe d'idiot. Et ces portes aujourd'hui ne peuvent « plus nous être ouvertes par l'insurrection romaine.

« Les Romains pouvaient et devaient s'insurger à la « sortie des derniers soldats français : empêchés par les « conseils des meneurs monarchiques, ils ne l'ont pas « fait; aujourd'hui ils devraient le faire, mais sans un « miracle de volonté, de concorde et d'audace, tel qu'on « ne doit pas s'y attendre, ils ne le peuvent pas.....

« Se faire l'illusion que la monarchie se hasarde à « faire la guerre à la France et lance l'armée contre le « pape, serait aujourd'hui une folie à plaindre plutôt « qu'à combattre. Les faits réitérés, systématiques, indé- « niables, dissipent cette illusion. La monarchie ne pour- « rait faire cette tentative sans substituer au sien le « drapeau de la révolution ; sans se faire un ennemi de « l'unique gouvernement duquel elle attende, à l'occa- « sion, un appui contre la révolution; sans renier les trai- « tés solennellement acceptés ou volontairement subis; « sans menacer la source même de *l'autorité*, seul soutien « de la papauté et de la monarchie; sans se suicider de « gaieté de cœur.....

« La logique et les faits sont là pour démontrer que « l'action du Parlement est complétement illusoire. La « majorité parlementaire ne fera jamais que ce que vou- « dra le gouvernement. L'armée, avant d'en venir aux

« mains avec l'étranger pour reconquérir Rome, aurait « besoin d'être réorganisé.

« Garibaldi et ses volontaires ont tenté une aventure « noble et hardie, mais c'était une entreprise dont l'issue « n'était que trop prévue. Sans doute c'était un droit à « exercer que celui de faire un semblable essai, mais répé- « ter de tels essais serait une erreur.....

« Ce serait une folie aujourd'hui de tenter à nouveau « la voie qui a abouti à Aspromonte et à Mentana. Non, « Rome ne s'acquiert pas en réunissant furtivement un « nombre incertain (et faute de moyens, toujours infé- « rieur à l'entreprise), de volontaires, mal et inégalement « armés; dans une position en l'air; sans aucune base « d'opération; entre deux ennemis, l'un au dos, l'autre « de front; le premier prêt à combattre, le second prêt à « vous intercepter les renforts et les subsides.

« L'idée est digne des Titans, mais les Titans aussi tom- « bèrent vaincus par la force inéluctable des choses.....

« Il faut avoir Rome, et *tout de suite*. Pour y arriver « sûrement, il n'y a qu'une voie : les armes et la volonté « du pays. Rome est de l'Italie, l'Italie doit la recon- « quérir. Le sanctuaire de la nation doit être délivré, non « pas par l'effort d'un parti, mais par une croisade de la « nation. L'œuvre d'un parti exige du temps, et un parti « trouvera toujours les camps de l'étranger réinstallés « dans Rome, et avec eux une guerre inévitable; la nation « aura Rome avec la rapidité des locomotives, comme fait « accompli et applaudi.

« Louis-Napoléon..... ne fera pas la guerre à l'Italie, « soyez-en sûrs ; en la faisant.....

« La nation maîtresse d'elle-même, les forces militaires, « administratives, financières qu'elle possède, confiées, « avant qu'une assemblée constituante puisse se réunir « dans la métropole de l'Italie, à quelques hommes dé- « voués, capables, hardis, choisis par le peuple et respon- « sables devant lui, voilà le *comment*, auquel je faisais « allusion, dans l'unique problème à résoudre aujourd'hui; « toute autre solution est inefficace.

« Il est du devoir de tout bon Italien, aujourd'hui, de « tout Italien consciencieux, de dire hautement à l'Italie « officielle : « Conduisez-nous à Rome, venez à nous et « déclarez au peuple italien que son unique salut est en « lui-même. »

« Vous qui êtes déjà convaincus, qui êtes unis quant « à la foi, forts numériquement et par les instincts et les « souffrances de tout un peuple prêt à seconder toute « initiative prise avec énergie, détermination et un pro- « gramme défini, au nom de l'honneur outragé de notre « pauvre pays, au nom de ceux que vous proclamez mar- « tyrs du devoir, au nom de notre droit italien, apprenez « enfin, je vous en conjure, malade, comme je vous en « conjurerais à mon lit de mort, apprenez du moins la « responsabilité de votre foi et la nécessité d'être des hom- « mes pratiques comme vous êtes des citoyens.

« Toute discussion, toute protestation, réticence ou « hésitation, en face de la lente destruction de l'avenir de « la patrie, en face de l'agitation de l'Europe, qui prouve « que le moment opportun est arrivé, serait aussi vrai « qu'il y a un Dieu, aussi vrai que notre patrie fut grande « autrefois, serait indigne de vous. Groupez-vous tous en « une armée compacte et disciplinée. Prouvez par l'unité « des efforts et par l'unité du nom qui en est l'expres- « sion, que vous ne formez qu'un seul homme par la « détermination. Couvrez la face de l'Italie de croyants, « d'adhérents au même programme. Consacrez les sacri- « fices de chacun à la préparation de tous. Honorez le « passé, mais envisagez l'avenir, bannissez toute méfiance « de vos rangs; quiconque accepte le programme est un de « vous, et que votre chef soit celui qui fera le plus pour le « réaliser!

« Je ne veux que vous répéter ces conseils. Ma vie est « sur le déclin; elle arrive rapidement à sa fin; mais ne « vous inquiétez pas en songeant à moi; il est une vie « bien plus précieuse qui s'en va de jour en jour, de « mois en mois, c'est la vie morale de l'Italie; c'est la « mission qu'elle doit remplir parmi les peuples. Réflé-

« chissez-y. Le seul moyen de m'aimer, c'est d'aimer « l'Italie, et je vous aimerai en mourant, si j'emporte « avec moi la pensée que ma dépouille mortelle repo- « sera à côté du tombeau de ma mère, à l'ombre du dra- « peau italien affranchi de l'humiliation, purifié de tout « mensonge, du vrai drapeau italien utile aux peuples et « estimé d'eux !

« JOSEPH MAZZINI.

« 2 décembre. »

La Société des vétérans gênois des batailles patriotiques, en apprenant le rétablissement de Mazzini, le proclama son président honoraire à l'unanimité (1). Mazzini accepta en ces termes :

« *A la Société des vétérans des batailles patriotiques, à Gênes.*

« Frères !

« Deux mots à peine, mais deux mots d'affection reconnaissante en réponse à votre lettre du 16 décembre. Deux mots seulement, parce que je suis menacé de toutes parts, et qu'il me fatigue également de parler et d'écrire.

« J'accepte l'honneur que vous me faites. Unis dans notre foi, nous serons certainement unis dans l'action. Le désaccord entre les pensées et les actes n'est que trop le vice du jour dans l'Italie et dans l'Europe entière; mais ce désaccord ne saurait exister chez vous, qui avez donné le baptême de votre sang à chacune des zones de l'Italie où l'on a combattu pour l'honneur, pour l'unité et pour la liberté de la patrie.

(1) La société des vétérans de Gênes décernait en même temps le même honneur à Cialdini. L'accouplement de ces deux noms : Mazzini et Cialdini, prouve évidemment que les vétérans gênois des batailles patriotiques n'ont pas un programme très-défini. Malheureusement on ne trouve que trop souvent ces incohérences politiques parmi les patriotes italiens qui mettent dans le même faisceau Cialdini, Garibaldi, Mazzini.

« Puisse la bataille qui reste encore à livrer être la dernière, et couronner d'une suprême victoire la série de vos généreuses tentatives! et cette victoire, nous l'obtiendrons si nous avons un programme populaire et pur de toute équivoque; la hardiesse de le déclarer sans réticences; de l'union et de la confiance entre tous ceux qui vivent de la même foi, de manière à convaincre les populations incertaines que nous sommes en réalité forts et résolus; si nous avons enfin une conviction puissante de notre propre orce et de la faiblesse de nos ennemis.

« Considérez-moi toujours comme votre

« JOSEPH MAZZINI.

« 20 décembre 1868. »

# CONCLUSION.

Un souvenir qui restera longtemps, c'est celui du mois de novembre de l'an de grâce 1868 qui jeta la consternation dans toute l'Europe.

On eût dit que la mort s'était promis de moissonner en ce misérable siècle tout ce qu'il y avait d'illustrations, tout ce qui avait quelque notoriété, tout ce qui devait laisser quelque trace de son passage.

Rossini fut le premier atteint.

Quelques jours après, la pléiade des journalistes sans programme était appelée à pleurer sur la tombe du directeur politique du journal parisien *le Siècle*, M. Havin.

Vinrent ensuite les financiers, laissant paraître plus de regrets que les héritiers eux-mêmes du banquier James Rotschild, quand peut-être dans leur for intérieur cette mort leur causait une certaine satisfaction.

Le parti légitimiste, à son tour, vint se joindre à cette marche funèbre. — Son plus illustre orateur, — Berryer, — la gloire du barreau français, après avoir lutté plusieurs jours contre la mort avec un courage stoïque, dut s'avouer vaincu. — La mort seule avait pu dompter le vaillant athlète !

De tous ces noms qui ont étonné notre génération, un seul probablement passera à la postérité, — celui de Rossini ! Les siècles futurs conserveront le souvenir du cygne de Pesaro qui occupe une des premières places dans les gloires contemporaines.

Au milieu de l'émotion profonde que causaient toutes ces morts plus ou moins illustres, éclata tout à coup la nouvelle que Mazzini, lui aussi, venait de succomber.

Chacun de nous se rappelle quelle immense sensation produisit dans le monde cette nouvelle, fausse heureusement. — La monarchie italienne respira, ses partisans se disposaient déjà à faire le panégyrique de l'illustre défunt. — L'empereur des Français Napoléon III se prit à dire, assure-t-on : — « Un génie de moins! »

Cette exclamation dans la bouche de l'empereur des Français était toute naturelle.

Italiens et révolutionnaires, nous sommes adversaires de l'empire, mais nous avons le courage, nous, de rendre justice au caractère de l'homme qui, depuis plus de dix-sept ans, régit les destinées de la France et de l'Italie.

Il a compris Mazzini.

Nous disons plus : Si la présidence ne lui avait pas ouvert les portes de l'empire, sans nul doute Louis-Napoléon se serait rangé parmi les disciples de Mazzini.

C'est pour cette unique raison que nous, révolutionnaires italiens, nous nous déclarons loyalement, franchement et ouvertement les adversaires de sa politique extérieure.

Empereur des Français, Napoléon III a fait une guerre acharnée à l'école mazzinienne pour protéger une monarchie incapable et impuissante. — Cette monarchie s'est traînée à sa remorque par peur de la logique de l'école mazzinienne dont elle redoutait la puissance, comme elle redoutait l'énergie et la persévérance de ses disciples.

Que serait-elle devenue depuis longues années, cette monarchie italienne, sans la tutelle de Napoléon III?

Abandonnée à elle-même, obligée de lutter contre nous avec ses propres forces, depuis longtemps elle fût disparue de la surface d'Italie, cette souveraineté éphémère, comme sont disparues tour à tour les maisons de Bourbon, de Lorraine, d'Este. — L'unique soutien de la monarchie italienne, c'est Napoléon III. — Nous sommes soumis par elle au bon plaisir de l'étranger. C'est nous qui payons sa dette de reconnaissance; ce n'est pas une souve-

raineté italienne qui règne sur notre malheureuse patrie, c'est une souveraineté étrangère.

Aujourd'hui l'Empire, fatigué, écœuré d'une tutelle qui ne lui a rapporté qu'ennuis et ingratitude, semble vouloir abandonner cette triste monarchie à ses seules ressources; se sentant sombrer dans la lutte qu'elle soutient avec la démocratie, comme le naufragé, celle-ci se raccroche à l'Empire de toutes ses forces.

C'est à la démocratie à lui arracher des mains cette ancre de salut; l'Empire est fatigué de cet instrument usé, avili, inutile : encore un suprême effort de la démocratie, et la monarchie prétendue italienne retombe dans les profonds abîmes d'où elle n'aurait jamais dû sortir.

La lumière commence à pénétrer dans les profondes ténèbres qui enveloppaient de toutes parts les destinées de la patrie. — Comme un rayon lumineux, les doctrines de Mazzini dissipent peu à peu les nuages de l'ignorance. — Sa supériorité incontestable se fait jour; le peuple auquel on avait promis le bien-être et la liberté, s'aperçoit qu'il est trahi par une classe d'individus qui n'avaient acclamé la révolution que pour s'en servir à leur profit; que cette révolution a été formée dans son principe par ces mêmes hommes; le peuple, disons-nous, se rejette dans les bras de Mazzini qui, lui, ne le trompa point, ne dévia jamais de la ligne tracée, marcha toujours tout droit à son but. — L'*idée* comprise, le triomphe n'est pas loin!

Autrefois, les adversaires de Mazzini l'appelaient ironiquement *le prophète de l'idée.*

Prophète! oui, il l'a été; n'a-t-il pas prévu tous les maux qui sont venus fondre sur notre malheureuse patrie?

Oui, Mazzini fut prophète, prophète de malheur, parce que trop longtemps le peuple fut sourd à ses conseils.

Aujourd'hui sa parole méconnue triomphe, ses adversaires sont réduits à un silence honteux, le peuple s'aperçoit que ce gouvernement, qui se disait réparateur, est la seule et unique cause de tous ses malheurs.

Les doctrines mazziniennes sont adoptées par les masses de la péninsule; les la Farina, les Gallenga, les Crispi, les Melegari, les Visconti Venosta, les Nino Bixio se sont éloignés à temps de Mazzini.—Le peuple, quoique tardivement, a pu enfin s'édifier sur les motifs qui avaient engagé la monarchie et ses partisans à embrasser sa cause; il a compris leur but, et aujourd'hui Mazzini n'a plus seulement quelques disciples, mais ce peuple tout entier auquel il a consacré quarante ans d'exil et toute une vie de souffrances.

Les adversaires de Mazzini ne peuvent lui reprocher que de s'être laissé tromper par leurs professions de foi révolutionnaires. — Mazzini peut leur reprocher à eux tous les malheurs dont l'Italie aujourd'hui est victime; il peut leur reprocher encore d'avoir trompé indignement un homme qui n'avait en vue que le bonheur et le salut de la patrie.

Mazzini a pour lui la satisfaction d'avoir accompli consciencieusement tous ses devoirs de patriote; ses ennemis ont pour eux le remords de l'avoir persécuté, la triste responsabilité de tous les maux qui affligent aujourd'hui l'Italie.

Après la lecture de cet ouvrage, il ne restera de doute dans l'esprit de personne; chacun sera convaincu que la vie tout entière de Mazzini a été consacrée au bien de son pays et au bonheur de l'humanité.

Lorsqu'il inaugura la grande idée de l'unité italienne, seul, parmi tous mes contemporains, il se montra le digne héritier de nos gloires.

L'unité italienne, devinée par Dante, doit s'accomplir sous les auspices de Mazzini.

Pour réaliser cette grande idée, traitée encore en 1866 de chimère, il ne reste plus qu'un seul obstacle..... la monarchie. Mazzini l'a sapée dans sa base en en dévoilant l'impuissance. Aujourd'hui cette monarchie n'est que l'ombre d'elle-même, c'est un fantôme prêt à s'évanouir pour toujours. — L'idée de l'unité a tué l'intérêt dynastique.

Les fédéralistes qui, tout en s'éloignant de Mazzini, répudient la monarchie, prétendent que l'unité italienne est

impossible. — Nous n'avons pas ici à réfuter leurs arguments, nous constaterons seulement que cette doctrine, inaugurée en France par Proudhon, n'a trouvé en Italie qu'un seul disciple d'une véritable valeur, M. Joseph Ferrari, qui joint à une grande originalité une haute intelligence. —Une doctrine sans disciples est condamnée d'elle-même.

Si Proudhon, en émettant ses théories socialistes, ne s'était pas borné à détruire, mais eût tenté de reconstruire, on pourrait essayer aujourd'hui leur application; mais comment Proudhon peut-il soutenir la fédération politique italienne en détruisant préalablement les bases sociales?

Nous aussi nous sommes socialistes, mais pour nous la révolution sociale doit marcher de front avec la révolution politique.

Nous l'avons dit, l'unique critique qui puisse atteindre Mazzini, c'est de s'être trop longtemps occupé de la seconde sans s'inquiéter de la première; et pourtant le germe de l'idée sociale existait déjà dans l'exposition de son premier programme, quand il disait que l'unité italienne devait s'accomplir seulement par le peuple italien avec ses propres forces insurrectionnelles et uniquement à son profit.

Si M. Ferrari, suivant les traces de Proudhon, eût fait école, comment eût-il dû agir? — Il aurait dû pousser le peuple à la destruction. — Le résultat obtenu, ce même peuple italien, quoique doué d'un sens politique admirable, était-il seulement capable de construire la moindre chose, après tant de siècles d'oppression et d'ignorance? — M. Ferrari découvre les aptitudes fédératives de l'Italie dans sa configuration géographique et dans ses traditions municipales. — Mais outre que la configuration même de la péninsule est une preuve manifeste de sa faiblesse politique, la continuation des traditions municipales, serait non-seulement une œuvre antipatriotique qui nous ferait reculer au moyen âge, mais la négation la plus complète de toute idée révolutionnaire. —Ainsi, les fédéralistes qui, avec Proudhon, veulent tout détruire, se sentant arrêtés par les difficultés d'une reconstruction stable, ferme, se ver-

raient contraints de s'avouer les ennemis de la révolution?...

Mazzini est autrement logique dans ses déductions. Il veut détruire uniquement la forme pour y substituer une organisation virile qui puise sa force dans les entrailles mêmes de la nation. — Les fédéralistes, incapables de rien faire, se condamnent simplement à la destruction; la monarchie ne possède pas de forces constitutives propres à réunir les éléments épars dans toute la péninsule, elle l'a bien prouvé puisqu'en moins de huit ans, elle a épuisé le peu de forces qu'elle possédait pour se soutenir elle-même.

Si cette monarchie nouvelle, au lieu de suivre les errements des anciennes répudiés par vingt-six millions d'habitants, avait pris l'initiative du progrès, avait rattaché son nom à quelque institution durable, avait donné à la nation une satisfaction morale ou matérielle quelconque, elle ne se verrait pas aujourd'hui l'objet de la réprobation universelle; on l'aiderait, on la soutiendrait encore, on lui donnerait tout le temps possible pour faire ses preuves... Mais loin de là, cette institution surannée fait fautes sur fautes; pour se soutenir elle s'est vue forcée de recourir à tous les moyens qui ont provoqué la ruine de l'Italie et causé les affreux malheurs dont elle est affligée depuis dix ans. — On ne peut par exiger qu'un peuple de vingt-six millions se condamne à tout jamais à l'inaction, à l'infortune pour soutenir l'agonie d'une institution qui se meurt; les miasmes de ce cadavre l'empoisonneraient encore.

Nous devrions peut-être ici faire une brève analyse des actes de la monarchie, mais nous n'en avons pas le courage. Jetons seulement un coup d'œil sur l'état social de l'Italie tel que l'ont fait ses rois, et tel que l'a peint Mazzini lui-même.

« Le peuple, dit-il, a souffert beaucoup; il a souffert toujours; il a souffert sans aucune compensation. Les maux qui ont atteint les autres classes, par suite des vices de la constitution sociale, et principalement à cause de la tyrannie politique qui pèse depuis tant de siècles sur l'Italie, ont

été et sont assurément très-graves; cependant les possesseurs de quelque fortune peuvent les adoucir pour eux et pour leurs enfants, par les commodités, par la variété des occupations, par les consolations de la vie domestique, par les voyages, par l'étude, par tous les moyens divers que fournit la richesse.

« Les hommes d'une belle intelligence peuvent trouver une certaine compensation à ces maux dans la conscience de leur force morale, dans la recherche de la vérité, dans la louange des sages, dans la renommée qui accompagne les persécutions, dans la possibilité, en écrivant hors de leur patrie, de vouer à l'infamie leurs persécuteurs; — les hommes du peuple, envahis par la misère, n'ont aucun soulagement à attendre, ni des distractions, ni des joies domestiques, ni des études que les gouvernements leur interdisent, et pour lesquelles le temps et l'argent leur manquent. La renommée est un mot qui n'existe pas pour eux; ils vivent et ils meurent ignorés; leurs bonnes actions restent un secret pour tous, excepté pour Dieu; leurs douleurs invétérées, continuelles, uniformes n'excitent aucune sympathie.

« Les hommes des autres classes, en général, attribuent leurs maux à ceux qui les gouvernent; les hommes du peuple, à cause de la mauvaise organisation sociale, souvent aussi à cause de la méchanceté des individus, sont lésés par tout le monde; ils sont lésés par les gouvernants, qui les appauvrissent par les octrois, avec les impôts de tout genre; qui les laissent dans l'ignorance et la corruption; qui les envoient, soldats, verser leur sang pour défendre une société dans laquelle ils n'ont pas de droits; ils sont lésés par ceux qui utilisent leurs bras, qui cherchent toujours, et souvent la concurrence les y aide, à diminuer les salaires; ils sont lésés par les administrateurs de la justice, qui la nient en fait à ceux qui n'ont pas les moyens pour suffire à des frais immenses d'actes, de timbre, d'avocats et de procès interminables; ils sont lésés par tous ceux qui sont leurs supérieurs par la fortune ou par l'intelligence bien cultivée,

et qui les traitent avec supériorité ou soupçon, et non comme ils devraient avec fraternité et amour.

« Aussi le peuple, sans aucune compensation, sans épanchements possibles, sans le soulagement d'aucune pitié de la part de ceux qui les dominent, le peuple a continuellement souffert, et il souffre toujours. La seule chose qui le sauve du désespoir et de sa haine pour la société, c'est peut-être l'habitude de souffrir. Comme un malade qui à force de souffrir a perdu la conscience de la vie, le peuple a souffert en silence jusqu'à ce jour et avec résignation, presque convaincu qu'il n'y avait pour lui ni possibilité ni droit d'espérer quelque amélioration.

« Mais aujourd'hui le peuple s'est réveillé; il s'est réveillé à l'idee de ses propres droits et de sa propre puissance (1). »

C'est cet état de choses qui a lassé la patience de Mazzini lui-même; que de fois ne s'est-il pas rapproché de la monarchie malgré son inébranlable conviction qu'elle était aussi incorrigible qu'impuissante! Il eût voulu, par un sentiment de pure générosité qu'elle a bien peu apprécié, la sauver d'elle-même. Pure illusion d'un grand cœur! Les faits dont l'Italie est le théâtre aujourd'hui, en outre qu'ils prouvent surabondamment l'impuissance monarchique, donnent raison complétement au grand agitateur.

Il ne faut pas reprocher éternellement à Mazzini d'avoir essayé de faire concorder ses idées avec la monarchie : ce sentiment lui était inspiré par son ardent amour pour la patrie, à laquelle il faisait le sacrifice de ses préventions et de ses répugnances, par la droiture de son caractère qui ne pouvait supposer que cette monarchie, maîtresse des destinées de l'Italie et qui avait promis de les accomplir, manquerait à ses serments. — Enfin cet esprit fin et délié pouvait-il supposer, qu'abstraction faite de tout noble

(1) L'*Unita italiana* de Milan publiait cet article de Mazzini dans son n° 113, du 24 avril 1868, deux jours après le mariage du prince Humbert, héritier présomptif de la couronne d'Italie, avec sa cousine la princesse Marguerite.

sentiment, cette monarchie serait assez déshéritée de toute idée de gloire pour ne pas comprendre quel rôle admirable la Providence lui avait réservé?

Ces illusions du maître seront peut-être la seule excuse des hommes qui ont fait défection à Mazzini pour se ranger sous les drapeaux de cette monarchie; mais ce que l'histoire ne leur pardonnera pas, c'est de s'être faits les apôtres d'un système qu'ils avaient pu expérimenter et juger, c'est d'être devenus corrupteurs, de corrompus qu'ils étaient, et cela après avoir reconnu qu'ils s'étaient engagés dans une mauvaise voie et que cette voie conduisait le pays tout droit aux abîmes.

Un seul de ces hommes rattachés à la monarchie ne souilla pas son grand et noble caractère en persévérant dans son erreur et en y entraînant les autres :—ce fut Garibaldi. — Son cœur généreux, un moment réduit par de fallacieuses promesses et par l'espoir de voir accomplir rapidement les destinées glorieuses de sa chère patrie ne tarda pas à se révolter contre le mensonge et rendit franchement et loyalement hommage à la vérité en reconnaissant que Mazzini avait seul compris la situation et que c'était avec juste raison que les masses avaient embrassé les doctrines de l'apôtre de l'*idée*.

Le cri des Italiens n'est plus aujourd'hui : *A bas la monarchie!* Ce cri n'aurait aucune signification sociale; ce serait une simple *négation* politique. Le cri des Italiens est aujourd'hui : *Vive Mazzini!* affirmation en même temps sociale et politique, parce qu'elle exprime le besoin d'une reconstitution politique par les forces du peuple et pour le peuple, c'est-à-dire la double révolution politique et sociale.

Après les derniers mouvements occasionnés par l'application de l'impôt sur la mouture, on ne peut plus se faire illusion.

La monarchie pourra se servir des fusils de ses soldats pour noyer dans le sang ce peuple qui demande du pain et du travail et qu'on tue pour qu'il ne meure pas de faim; mais le sang répandu dans les guerres civiles, dans les

luttes fratricides rejaillit toujours sur ceux mêmes qui l'ont fait répandre.

Quand une institution est forcée d'avoir recours aux armes pour se soutenir, cette institution est perdue; elle pourra prolonger plus ou moins de temps son agonie, mais elle est fatalement vouée à une mort certaine (1).

De récents exemples nous le prouvent surabondamment.

Sans parler des Bourbons de Naples et du pape lui-même auquel le gouvernement italien reproche tous les jours de s'appuyer sur les baïonnettes étrangères, les événements d'Espagne ne viennent-ils pas en fournir de nouvelles preuves?

Les protestations de l'ex-reine Isabelle ne franchissent pas même les murs de son palais. — Elles sont étouffées par ses propres plaintes et par les larmes de quelque hideux courtisan voué à l'opprobre universel par une dégoûtante renommée.

Ce sont les adversaires de Mazzini qui ont assuré ce triomphe de ses doctrines. — Il le laisse bien deviner dans la lettre qu'il écrivit à M. Castelar au mois d'octobre de l'an passé :

« Mon cher frère, disait-il, l'Espagne vient de réaliser glorieusement une révolution immaculée, qui peut, — si elle est logique avec son origine et si elle a l'audace qui, à certains moments, se dénomme génie, — la placer à la tête des nations européennes, réalisant ainsi les espérances que si souvent vous m'avez manifestées dans nos colloques.

---

(1) Le célèbre littérateur Pierre Giordani, dans son éloge de l'empereur Napoléon lu à l'Académie de Césène le 16 août 1807, a lancé le plus terrible anathème contre la monarchie de Savoie.

Voici comme il s'exprime :

« (*Napoleone*) le ha vinte (*le future guerre*) nella nostra Italia, esiliandone in perpetuo quella infidele casa di Savoia, che posta alle porte di questa provincia (indarno munita da natura) ha fatto per oltre a ducento anni iniquo mercato di noi, con tanto furiosa cupidigia che (siccome detestò nelle sue storie un eloquente senatore veneziano) avrebbe sostenuto di bruciare l'Italia solo che sperasse un compratore delle ceneri. »

« L'Espagne peut et doit donner le baptême de la réalité à la grande idée de l'époque, conquérir la plus glorieuse des initiatives, pendant une large étape dans la voie de la civilisation. Si elle n'ose pas faire ce que le monde attend d'elle, elle se condamne à une période d'infériorité et d'anarchie, et à la nécessité qu'il faut éviter provisoirement, la nécessité d'une autre révolution. Que Dieu vous éclaire tous !

« Votre ami, MAZZINI. »

L'Espagne, la nation dont on attendait certes le moins, s'était mise pour un moment à la tête de la grande révolution. — Si elle avait eu assez de bon sens pour ne pas se laisser tromper par cette classe d'hommes qui, comme en Italie, ne songent à faire une révolution que dans leur intérêt personnel, l'Europe reconnaissante aurait proclamé déjà l'Espagne la bienfaitrice de l'humanité, car elle pouvait, si elle l'avait voulu, provoquer chez tous les peuples l'accomplissement de la grande révolution politique et sociale, *rêve* unique et constant de Joseph Mazzini. — Ces *rêves*, ces *utopies* (c'est ainsi qu'hier encore les monarchistes appelaient les doctrines de Mazzini) réalisés par l'énergie d'un seul individu, n'empêchent pas que souvent des gens légers ou ignorants posent à son sujet cette ridicule question : — Quelle œuvre sérieuse, disent-ils, a laissé Mazzini dans sa longue carrière politique ? — Dante, Macchiavelli, Foscolo, Alfieri, ont laissé dans leurs ouvrages impérissables la trace de leur génie; mais Mazzini, que léguera-t-il de vraiment sérieux après sa mort ? — Où trouvera-t-on le témoignage de son génie ?.....

Mazzini s'est chargé de répondre lui-même à ces observations : dans la lettre qu'il écrivit à madame Ludmilla Assing, son traducteur allemand.

« .....Je crains, disait-il, que mes écrits, toujours dictés « par un but immédiat et inspiré par des circonstances dé« terminées, ne paraissent pas assez graves et réfléchis à « votre Allemagne où la pensée toujours profonde vit dans « sa propre sphère, sans s'inquiéter des résultats directs et

« pratiques. — J'ai été obligé d'écrire comme si je com-
« battais, et ma pensée ne put jamais se produire que limi-
« tée par le *fait*, parce qu'il fallait détruire ou produire
« parmi la jeunesse de ma patrie. — Néanmoins ce n'est
« pas un mal qu'on voie de quelle manière un homme peut
« essayer de faire servir la *pensée* à l'*action*, but unique et
« éminemment important dans la période de temps où
« nous sommes nés.

« Quant à vous, je n'aurais pu trouver un meilleur tra-
« ducteur. Vous me comprenez non-seulement avec l'in-
« telligence, mais avec le cœur.

« A vous avec affection et estime.

« Avril 1867.

« JOSEPH MAZZINI. »

Mazzini pouvait-il en effet, au milieu de cette vie de luttes incessantes, s'appliquer à un ouvrage soit philosophique, soit politique, soit littéraire de longue haleine? A part cela, croit-on que les générations futures n'attacheront pas le nom de Mazzini à la reconstitution de l'unité italienne?

Cette œuvre grandiose n'est-elle pas immortelle? Le nom de Mazzini dont le génie la conçut, la prépara et l'exécuta, n'y est-il pas attaché à tout jamais?

Cet ouvrage a été consacré tout entier à faire connaître au lecteur la vie politique de Mazzini. Avant de déposer la plume nous voulons dire quelques mots de sa vie privée, afin de rassurer les esprits délicats qui pourraient ne le voir qu'à travers les tempêtes politiques, le front sévère, la main armée du foudre de conspirateur!

Qu'ils sachent ceux-là que Mazzini possède toutes les délicatesses du cœur, comme il possède toutes les finesses de l'esprit: sa grande âme, accessible aux sentiments les plus généreux, comprend toutes les misères et les faiblesses humaines; son indulgence est inépuisable comme son amour pour la patrie, comme son dévouement à tout et à tous.

Nous connaissons si bien son indulgence, que nous

nous laissons aller à commettre une indiscrétion en publiant une lettre confidentielle adressée à un de ses correspondants pour lui recommander un ami malheureux qui se proposait de faire des correspondances pour un journal de Paris. — Dans cette lettre, dont l'original est écrit en français, on verra que si Mazzini est sévère et inébranlable dans ses convictions politiques, il est d'une douceur et d'une délicatesse extrêmes dans ses rapports personnels d'amitié.

Voici cette lettre, dont nous supprimons toutefois le nom de la personne recommandée :

« Citoyen,

« Permettez-moi d'ajouter quelques mots à la correspondance que je vous adresse.

« M..... est Français. Établi depuis neuf ans en Italie, il a servi pendant six dans notre armée régulière : sa conduite lui mérita des promotions; et il était officier lorsqu'il donna sa démission. Républicain convaincu, il écrivit depuis lors pour notre presse, sur les questions sociales surtout. Mêlé à toutes nos entreprises, il était à Aspromonte : plus tard parmi ceux qui envahirent le territoire papal. Écrivain distingué et homme d'action, M..... connaît, chez nous, hommes et choses. — Sévèrement honnête, il n'écrira que ce qu'il croit être la vérité.

« Maintenant, un mot sur sa position.

« M..... est marié : il a deux petits enfants ; il est pauvre et, comme tout écrivain républicain, persécuté.

« Dominé par la pensée de servir la cause des deux pays, il travaillera pour rien, si on l'accepte et si on est dans l'impossibilité de rétribuer son travail; mais j'ai cru devoir vous parler de sa pauvreté, pour laquelle la plus modeste rétribution serait un immense soulagement.

« Si vous pouvez, citoyen, m'adresser un mot de réponse, veuillez le faire.

« A vous fraternellement, dans la foi républicaine.

« Joseph Mazzini.

« 27 février 1868. »

M. Lizabe-Ruffoni, littérateur distingué, d'un style satirique et caustique, sceptique en philosophie et en politique, ancien député à la *Constituante romaine* en 1849, un des rédacteurs, en 1848-49, du journal de Mazzini, l'*Italia del Popolo*, nous a laissé ce portrait du grand agitateur, publié par le *Figaro* (1) du 27 mai 1866, n° 1177 :

« La nature se plaît souvent à loger une âme puissante dans un corps frêle et chétif; elle fait ainsi mieux ressortir la force de l'esprit. On se dit, à la vue d'un pareil contraste : ce n'est qu'un souffle, mais ce souffle déchaîne des tempêtes! — C'est l'impression que j'éprouvai la première fois que je vis Mazzini.

« Cet homme petit et sec, légèrement voûté, me montrait le peu de matière qu'il faut à la pensée pour bouleverser le monde. Je me rappelai le mot de Pascal : « Toute notre dignité consiste dans la pensée; c'est de là qu'il faut nous relever. »

« Mazzini, à l'époque où je lui fus présenté (1847), recevait l'hospitalité d'un de ses amis aussi riche que dévoué. Il se cachait dans un hôtel splendide, où il était servi par de grands laquais en livrée. — Tout était somptueux. J'admirai, dans la salle à manger, un énorme buffet en palissandre sculpté, resplendissant d'argenterie. Dans le salon, mes regards s'arrêtèrent quelques instants sur les magnifiques tapisseries dont il était tendu.

« Je ne voyais partout que des pièces vastes, très-élevées, aux lambris sculptés et dorés.

« J'avoue qu'en trouvant le chef de la *Jeune Italie* dans ce palais, je conçus de lui une haute opinion... J'étais jeune!— « Mazzini a des amis puissants, » dis-je au confident qui me servait d'introducteur. « Certainement, me répondit-il; nous en avons partout. » — Et il se rengorgea.

« La conversation s'engagea entre Mazzini, son affidé et moi sur un ton d'abandon qui mit chacun à son aise. Chose

(1) Le *Figaro* de cette époque n'était alors ni politique ni quotidien.

étrange! debout ou assis, il me parut d'abord bien petit; mais à mesure que je concentrais mon regard sur lui, il me semblait grandir. Je n'oublierai jamais cette figure osseuse, allongée, couverte à moitié d'une barbe courte, brune, grisonnante déjà, fort rare sur les joues et très-épaisse à la lèvre supérieure et au menton. Le front vaste et chauve, le nez long, effilé, un teint bilieux, de grands yeux glauques, étincelants, des cheveux coupés en rond : une superbe tête de moine pâle, émacié.

« Il est là, devant mes yeux. Sa mise est négligée, mais décente : une large cravate de soie noire, nouée au hasard, laisse voir à peine un col de chemise d'une blancheur éclatante. La redingote, le gilet, le pantalon noirs, amples, flottants trahissent la maigreur du corps. Étendu à moitié sur un divan, il fume un panatela. Il écoute, le regard très-haut et comme attaché à quelque point dans l'espace. Mais animé par le sujet qu'on traite, il se redresse, crispe sa main nerveuse, roidit l'index et darde l'affirmation; et son regard plonge dans le mien comme un projectile.

« J'ai vu rarement des yeux s'accordant mieux avec la parole, exprimant aussi énergiquement les variations de la pensée. Cela me saisit d'autant plus qu'un des caractères de cette pensée est d'être multiforme et passionnée.

« Je l'admirai dans ses boutades satiriques. Son esprit allait par bonds de la fine raillerie à l'ironie sanglante. Les saillies partaient comme des traits. La colère et la haine ne lançaient qu'un mot; le flot montait écumant et retombait à l'instant, dompté par la volonté.

« J'admirai surtout son imperturbable sérénité dogmatique. L'entretien venait-il à s'arrêter sur un des grands problèmes de la pensée, rien ne décelait dans son attitude altière le doute ou l'hésitation. Il avait une réponse, une solution toute prête. Du haut de sa doctrine, il écoutait l'objection, calme, souriant; et sa réponse tenait de la finesse du diplomate et de l'assurance du théologien. Cepen-

dant cette assurance n'avait rien de choquant; la cordialité l'enveloppait.

« Tel je l'ai vu alors, tel je l'ai retrouvé depuis. Dans la discussion, il ne m'a jamais paru s'irriter d'une objection quelconque. J'ai toujours vu le sourire de la confiance briller dans ses yeux. Jamais il ne m'a semblé douter de l'intelligence de ceux qui l'écoutaient. Plus le doute était autorisé et mieux il le dissimulait; c'est ainsi qu'il captive son monde.

« Combien d'imbécilles ai-je entendu s'écrier, en le quittant : J'ai trouvé un homme qui m'a compris !

« Ce jour-là Mazzini s'était fait un adepte; et le plus sot n'était pas le moins pipé. C'est que ce conspirateur par excellence sait que la sympathie est le véhicule magique de la persuasion; et il ne néglige aucun artifice pour plaire.

« S'il joue souvent la sympathie, il en subit aussi parfois les entraînements; — mais pour le charmer, il faut de la jeunesse, de l'agrément, beaucoup d'activité et de témérité, et—surtout—une intelligence qui reflète ses idées sans les altérer.—Il n'aime pas qu'on les analyse. Toute dialectique forte et savante l'importune. Les esprits critiques, il les traite de haut en bas, il les appelle des « dissolvants. » — C'est le nom qu'il donne à tous ceux qui l'ont critiqué; et ce mot, qu'on ne s'y trompe pas, c'est l'anathème. Oui, l'anathème, car Mazzini, en instituant sa doctrine, s'est arrogé une autorité sacerdotale. Jeune encore, à vingt-quatre ans, il entreprit de régénérer la « serva Italia » et l'humanité par une religion de sa façon, bien supérieure au christianisme;—que pense-t-il maintenant de son œuvre? Quoi qu'il en soit, on n'a jamais vu de convertisseur plus intrépide. Malheur à qui le flatte de l'espérance d'une conversion ! Il lui faudra se rendre, ou épuiser toute la force de ses arguments... et de ses poumons.

« Mazzini est né prêtre, c'est-à-dire fortement imprégné d'instincts religieux; avec moins d'imagination et de liberté d'esprit, il entrait dans l'Église et en devenait une des colonnes. Mais, pour que son génie eût pu s'y déployer, il lui aurait fallu l'autorité absolue d'un général des jésuites;

et s'il avait plu à Rome d'en faire un pape, Rome et le monde eussent senti tout ce qu'il reste encore de force et de ressources à la papauté dans sa vieillesse séculaire. L'esprit de l'époque en a fait un conspirateur, un révolutionnaire indomptable, qui n'est libre qu'à moitié, car, religieux à sa guise, il n'a jamais pu franchir le cercle de ses visions théologiques. « *Dieu et le peuple* » — pour lui, tout est là! — Mazzini est un Calvin romantique, en frac, et à moustaches. Son antipathie à l'égard de toute dialectique et le ton prophétique qu'il affecte dans l'invective sont les deux côtés visibles de son esprit théocratique.

« J'ai vu, écrivait-il le 31 décembre 1842, dans l'*Apostolato popolare*, j'ai vu des hommes qui avaient juré la délivrance de l'Italie retomber dans l'inertie. J'ai vu des jeunes gens qui disaient, presque avec insulte, aux cendres de nos pères : « Nous ferons mieux, » reculer tremblants devant le sang des martyrs. Ils avaient des velléités d'espérance et pas de foi. J'ai vu le scepticisme pénétrer dans les esprits sous les apparences de la philosophie. »

« C'était la première fois qu'on entendait en Italie, dans les froides et ténébreuses régions de la conspiration, ce langage poétique, et la jeunesse s'exalta. Une idéologie sèche, un savoir pédantesque avaient matérialisé l'univers; le poids en était accablant et le cœur ne trouvait plus où se désaltérer. Mazzini parut; il fit jaillir une source d'enthousiasme, on s'y précipita. C'est ce qui explique l'influence forte, étendue qu'il a toujours exercée; influence que soutient son ascendant personnel, car la plupart de ceux qui l'approchent sont subjugués. Mais ceux qui se séparent de lui ne peuvent avoir que l'émotion des souvenirs, et non des regrets; — la haine implacable de leur ancien chef rend tout regret superflu.

« Certes, Mazzini croit en Dieu; c'est un fervent théiste, inviolablement attaché au dogme de l'immortalité de l'âme. Mais quant à la topographie des mystérieux séjours réservés à nos âmes immortelles, il n'a pas d'idées arrêtées. Il nous parlait un jour du sens mystique de l'échelle que Jacob vit en songe, et j'avoue que je n'y ai rien compris. A Rome,

chef de l'État, il s'écria dans une de ses proclamations au peuple : « Levez-vous, je vous adjure par la dignité de vos « âmes immortelles. » — C'était l'exclamation d'Othello, acte 3e, scène 1re :

« By the worth of mine eternal soul. »

« Ce qu'il y a de plus singulier dans le mysticisme de Mazzini, c'est qu'il s'y mêle, par la galanterie et l'appel aux combats, quelque chose de musulman. L'aveuglement de certaines grandes dames pour lui serait incroyable si l'on ne savait que le Demiurge des conspirations a toujours à son service des effusions de cœur incandescentes pour séduire et enflammer les Ève affamées de politique, de merveilleux et de célébrité. Une fois subjuguées, ces bas-bleus se jettent dans ses complots et lui sont une aide puissante pour ses correspondances, ses voyages et ses retraites forcées. On l'a vu souvent, dans ses refuges mystérieux, se délasser auprès d'une belle des travaux du conspirateur, en jouant sur la guitare des airs d'amour.

« La guitare donnait à sa galanterie des manières pomponnées qui contrastaient singulièrement avec sa vie d'homme ténébreux. Mais la galanterie n'est pour lui qu'une récréation.

« Les hommes, dit la Fontaine (1), ont besoin de quelque relâche. Alexandre faisait la débauche, Auguste jouait, Scipion et Lælius s'amusaient souvent à jeter des pierres plates sur l'eau.

« L'histoire ajoutera : Et Mazzini filait le parfait amour!

« On n'a qu'une passion quand elle est absolue. Celle de Mazzini, c'est la conspiration... Il s'est opiniâtré à conspirer comme on se pique au jeu ; il conspire avec la frénésie concentrée, l'âpre volupté et l'espoir enivrant du grand joueur; pour lui, c'est toujours la banque qu'il s'agit de faire sauter. Il mourra s'il ne conspire.

« Aussi c'était au milieu de ses complots, chez lui, qu'il

(1) Les Amours de Psyché, liv. Ier.

fallait le voir. Rien de plus pittoresque. — Nous sommes dans la pièce où il travaille; voyez; tout est encombré et pêle-mêle. Ce sont des vêtements jetés sur des chaises, et des livres et des paperasses sur une table. Voilà un pistolet, en guise de presse-papier, sur des lettres; voici une caisse de cigares de premier choix, et à côté un poignard. La chambre s'emplit de monde peu à peu. Les conspirateurs vont et viennent, l'air plus ou moins renfrogné. Chacun passe à son tour auprès du chef, qui apaise celui-ci, rassure celui-là, et les enflamme tous de son esprit. Les colloques particuliers une fois terminés, on s'assoit en cercle, on fait silence, on écoute. On n'entend plus que la parole du maître, tantôt grave, méditée, doctrinale; tantôt vive, alerte, enjouée et toujours si puissante que les échos qu'elle éveille sont toujours excessifs.

« S'agit-il d'une expédition qu'on va lancer? Le maître démontre qu'elle réussira. Revient-on d'une expédition avortée? Il prouve qu'elle devait réussir; elle a échoué grâce à un accident des plus fortuits : raison de plus pour recommencer. On lui répond par des exclamations et avec des attitudes d'enthousiasme; on se lève, on rompt le cercle et l'on cause. Les dialogues s'animent, s'échauffent, les voix éclatent :

« Des langages divers, dit Dante, des vociférations horribles, des paroles de douleur, des accents de colère, des « voix hautes et rauques, font un fracas qui tournoie sans « cesse dans ce lieu ténébreux, comme le sable au souffle « de l'ouragan (1). »

« Une lampe projette sa lueur blafarde sur toutes ces figures passionnées. La fumée des cigares plane, comme

(1) Diverse lingue, orribili favelle,
Parole di dolore, accenti d'ira,
Voci alte e fioche, e suon di man con elle,
Facevano un tumulto, il qual s'aggira
Sempre in quell'aria senza tempo tinta,
Come l'arena quando il turbo spira.
(DANTE, *Enf.*, chant 3e.

un épais brouillard au-dessus des conspirateurs qui discutent et s'agitent, et Mazzini est là, pensif et souriant, au centre de ce chaos.

« C'est dans une situation semblable que je l'ai vu à Milan, en 1848. Sa mère siégeait à ses côtés. C'était une vieille vénérable, petite, trapue, d'une extrême propreté, l'air énergique, la tête forte, les yeux grands et noirs, la figure osseuse et les manières franches et décidées; elle portait une ample coiffe de toile blanche, une robe d'étoffe unie et un long tablier aux proches profondes. Fière de son fils, elle n'en disait rien jamais d'outré; elle en parlait comme une de ces mères de l'antiquité qui avaient fait aux dieux de la patrie le sacrifice de leurs enfants. Dans ses rapports avec les amis intimes de son Joseph, elle avait tout l'abandon d'une mère, abandon que relevait un trait original et charmant. Quand elle était contente de l'un d'eux, elle sortait secrètement de la poche de son tablier un petit cornet rempli de bonbons; puis, elle s'en allait d'un pas leste et l'air radieux.

« La veille de son départ de Milan, elle dit à quelques intimes de son fils :

— « Je vous recommande mon Joseph : *Souvenez-vous de Prina;* mais tenez ferme.

« Or, Prina est le nom d'un ministre que massacra la populace de Milan, en 1814, préludant ainsi à la restauration autrichienne.

« L'allusion était tragique, elle arracha quelques larmes; mais les traits de cette grande citoyenne n'avaient rien perdu de leur éclat, ni de leur fierté. — Au nom de Prina, elle avait pâli un instant, et en disant : *Tenez ferme,* son œil s'enflamma; ce fut comme l'éclair d'une épée.

« Je doute que Mazzini ait jamais pâli. Puissant ou aux abois, il est toujours le même. Sa sérénité est comme un reflet de la fatalité du théâtre antique. Il ne répond aux dangers sanglants que par un sourire de dédain ou d'espérance. Éloigné par sa nature trop délicate des conflits armés et des luttes oratoires, il s'est réfugié dans la conspiration; et au moment de la crise, il trouve l'épigramme et même

le mot pour rire. On l'a entendu à Milan, au milieu de l'effroyable tempête d'une déroute générale, chantonner l'air comique, si connu en Italie :

« *Ora poi cosa si fa?... Cosa si fa!*

« Et il ajoutait : « Messieurs, de même que Polichinelle frappé inopinément par derrière, nous pourrons dire à notre tour : « Il paraît que quelqu'un approche! »

« Ce mélange de pathétique et de plaisant, de sentimentalisme rêveur et de colère concentrée, de saillies et d'esprit calculateur, fait de l'âme de Mazzini un drame shakespearien, dont les scènes heurtées offrent sans cesse quelque chose d'inattendu. C'est ainsi qu'il plaît à ses druidesses britanniques, et qu'il entraîne la jeunesse des écoles.

« Mazzini, au sortir de l'adolescence, ne flotta pas longtemps dans le vague abandon où l'on voit s'épuiser souvent la pensée de nos jeunes gens. Ses premiers rêves furent des projets de révolution. Il en transpira quelque chose, et il fut arrêté. Il avait alors vingt et un ans et la révolution de Juillet venait d'éclater à Paris. Son père se présenta au gouverneur de Gênes, sa ville natale. Il demanda quels étaient les griefs de l'autorité contre son fils. — « Votre fils, répondit le gouverneur, se promène tout seul d'habitude dans les faubourgs, les jardins et les champs, livré à de profondes médidations. Quelles pensées peuvent donc l'absorber, lui si jeune encore? »

« Le jeune conspirateur ne tarda pas à donner l'explication demandée. Sorti de prison, il quitta les États sardes, arriva à Marseille, y fonda le journal et la société secrète de la *Jeune Italie* (1).

---

(1) Pour faire mieux comprendre l'organisation de la *Jeune Italie* et le but qu'elle se proposait, nous ajouterons à ce que nous en avons déjà dit quelques lignes écrites par Mazzini lui-même.

Dans une de ses lettres sur la *Jeune Italie* publiée par la REVUE DU PROGRÈS POLITIQUE, SOCIAL ET LITTÉRAIRE (tome 3e, 2e série, livraison du 1er avril 1840, p. 267), l'illustre proscrit s'exprimait ainsi :

« L'association s'organisa d'une manière fort simple. Ayant des principes et comptant sur eux plutôt que sur la puissance du mystère et du

« La distribution du journal se faisait sous le manteau. Les exemplaires partaient de Marseille en paquets, à l'adresse des affiliés qui devaient se trouver à un rendez-vous fixé d'avance. Le journal arrivait ainsi au comité de chaque

---

symbolisme, elle repoussa toute la complication de hiérarchie charbonique, et toute cette pompe qui était destinée à cacher le vide; elle eut un comité central à l'étranger, destiné à tenir élevé son drapeau, à jeter des liens entre l'Italie et les associations démocratiques étrangères, et à diriger l'entreprise dans ses généralités; des comités intérieurs, dirigeant la conspiration pratique, établis dans les provinces importantes et correspondant avec le comité central; des organisations pour résumer le travail dans les villes, correspondant avec le comité de leur province; puis la masse des affiliés, tous égaux, si ce n'est qu'on accordait ou l'on n'accordait pas à chacun d'eux la faculté de sous-affilier, selon qu'on lui croyait ou non la prudence et le discernement nécessaires. Elle eut une formule de serment ou déclaration de croyance politique; une manière de se reconnaître pour les voyageurs de l'association surtout; une branche de cyprès pour symbole, en mémoire des martyrs de la cause italienne, et comme image de la constance à laquelle on s'engageait; et les mots : « Maintenant et toujours » (*ora e sempre*) pour devise.

« Comptant, pour la réussite, sur d'autres éléments que ses devancières; ayant à cœur surtout de détruire la défiance, le scepticisme et de réveiller dans le cœur de la jeunesse l'enthousiasme, le dévouement et cette foi qui n'exclut pas l'observation des faits, mais ne se laisse pas subjuguer par eux; ayant d'ailleurs à initier une œuvre d'éducation, l'association établit le secret autant seulement que la nécessité l'exigeait, c'est-à-dire pour les opérations intérieures.

« Quant à son existence, son but, ses espéranées, ses principes, elle adopta la publicité. Le journal *la Giovine Italia* fut établi à Marseille, dont la situation était favorable pour les communications. Un autre journal secondaire fut établi plus tard dans le Tessin, en Suisse, plus spécialement consacré à la Lombardie.

« Les membres en exil de la *Jeune Italie* y formulaient les doctrines de l'association et ses idées sur l'avenir italien; d'autres se chargeaient de les vulgariser au peuple sous la forme de dialogues ou de catéchismes. Il s'agissait de répandre tout cela en Italie. On y réussit à l'aide d'assez forts sacrifices pécuniaires, et aussi du dévouement d'une classe précieuse, et dans sa majorité éminemment italienne, la marine marchande. On la travailla, et elle accepta sa mission avec enthousiasme. En organisant activement ses relations sur tous les points d'où les communications sont plus fréquentes avec la Péninsule, on parvint à régulariser les envois. De jeunes hommes dévoués, sur les points d'arrivée, bravaient tous les risques pour les retirer; les organisateurs se chargeaient de la distribution; et malgré les surveillances, les peines sévères, les mille imprudences, la circulation fut immense; l'effet aussi. »

ville, qui le distribuait aux adeptes. Ceux-ci ne se connaissaient pas entre eux; chacun relevait d'une direction centrale, et diverses directions ne relevaient que de Marseille.

« Ce fut un crime, en Italie, de posséder un seul exemplaire de ce journal, crime puni de trois ans de galères en Piémont.

« Mazzini fonda son association politique en 1832; il avait vingt-trois ans; il y a donc trente-quatre ans qu'il conspire. — Depuis lors, rien ne s'est modifié en lui; c'est toujours le même fonds d'idées, la même insouciance orgueilleuse de toute notion scientifique, le même langage incorrect et violent, et le même style brillant de figures abruptes et bizarres.

« Aujourd'hui, comme jadis, sobre par goût et par tempérance, Mazzini ne trouve de volupté que dans l'exaltation de son âme; le cigare est sa seule débauche. — Aujourd'hui, comme jadis, il vit dans l'exil, roulant de complot en complot jusqu'à ce que la mort, inévitable gendarme, le prenne par la barbe et lui dise :

« *Signor Giuseppe !* allez conspirer dans l'autre « monde ! »

Mais il n'en est pas encore à cette conspiration posthume; Mazzini n'a jamais failli, il ne faillira jamais à sa mission.

Conduite et doctrine, rien chez lui n'a changé, et les idées qu'il exprimait en 1835 sur l'*initiative révolutionnaire en Europe*, dans un article de la *Revue républicaine* (1), n'ont pas cessé d'être aussi nouvelles, aussi palpitantes d'actualité qu'à cette époque.

Laissons donc encore une fois la parole à Mazzini lui-même qui, avant de nous exposer ses idées, a pris soin, dans une note, de nous mettre en garde contre la mauvaise interprétation qu'on pourrait en faire (2).

---

(1) Revue républicaine. *Journal des doctrines et des intérêts démocratiques, publié par André Marchais*, t. IV. Paris, 1835, p. 98 et suivantes.

(2) Voici cette note explicative de Mazzini :

« Je prie ceux qui doivent lire cet article de ne pas s'effaroucher de

« ...?. A part l'immensité de la tâche que nous avons à remplir, tâche mille fois plus vaste que ne l'était celle du XVIII^e^ siècle; à part le manque d'ensemble et d'organisation remarquable surtout parmi les intelligences les premières à reconnaître l'importance de l'association, les dernières à les réaliser; à part une foule d'autres causes secondaires ou spéciales à chaque pays, dont l'examen ne serait pas ici à sa place, il en est une générale, décisive, toute-puissante dans ses effets, qu'il est urgent de combattre, et qui n'a pas été signalée jusqu'à ce moment.

« C'est qu'en Europe l'*initiative* est perdue, et qu'au lieu de travailler chacun pour sa part à la reconquérir, on s'efforce de se persuader qu'elle existe encore.

« C'est que depuis 1814, il y a un vide en Europe, et qu'au lieu de chercher à le combler, on le nie.

« C'est que depuis 1814, il n'y a plus de peuples *initiateurs*, et qu'on persiste à le voir dans la France.

« C'est que, à la veille d'une époque nouvelle, et tout en en devinant le principe, on ne s'est pas rendu compte des conséquences qu'entraîne la croyance en elle, ni des devoirs qu'elle impose à chaque peuple qui veut en jouir. Là, selon nous, est le siége du mal qui nous ronge. Dans cette grande mêlée de peuples qui se sentent à l'étroit, de races qui voudraient paraître au grand jour, et de pouvoirs rétrogrades qui se cramponnent à la mort parce que la vie les fuit, et ne pouvant faire vivre, tuent, nous avons pris le drapeau de l'époque qui va s'éteindre pour celui qui doit rallier les tribus éparses au seuil d'une époque nouvelle, les solutions du passé pour des conquêtes d'avenir, les derniers reflets

---

« quelques expressions, que l'article entier explique, et d'aller jusqu'au « bout. Je serais au désespoir que ma pensée fût mal interprétée; j'aime « la France comme une seconde patrie, je la révère comme la patrie de « l'intelligence européenne, comme celle qui a eu depuis des siècles l'ini- « tiative du mouvement; mais je crois non-seulement de mon devoir, mais « du devoir des intelligences en France de chercher à réhabiliter la con- « science des peuples, que la puissance d'initiative française mal com- « prise, mal appliquée, et substituée à la force d'activité qui réside en « chaque peuple a étouffée, abâtardie jusqu'à ce jour... Je crois que la ré- « volution européenne est à ce prix. »

d'un soleil qui a fourni sa carrière et qui va éclairer d'autres mondes, pour les lueurs de l'aube naissante. . . . . .

. . . . . .

« Les croyances sont faites: elles le sont depuis longtemps, elles le sont partout; seulement, vous le savez, elles attendent le signal pour se révéler; elles attendent que la force vienne aux peuples pour s'inscrire sur leurs drapeaux et marcher en avant à d'autres conquêtes, à la recherche d'autres idées, car déjà d'autres idées, d'autres révélations attendent l'humanité; déjà se manifeste au loin un but vaste et nouveau, pour lequel la liberté et l'égalité ne seront que des moyens nécessaires, des conditions requises. Il faut donc agir et non discuter; il faut conquérir son expression matérielle à ce qui est notre droit bien reconnu, bien incontestable; il faut réaliser la pensée de Dieu sur la terre. Or, jamais on ne réalise dans toutes ses applications le terme conquis par une époque en s'y tenant renfermé; ce n'est qu'en se plaçant au point de vue de l'époque qui suit, en proposant comme but à l'activité humaine le nouveau terme du progrès qu'elle doit développer, que l'on parvient à la réalisation de celui qui a fait la vie de l'époque immédiatement antérieure. Ainsi la *liberté* ne peut se réaliser que par l'*égalité:* ainsi l'égalité ne peut être conquise que par l'époque *sociale*, c'est-à-dire par l'association de tous vers un but commun défini. Sans cela, sans cette condition de la loi qui pousse les générations, et fait du besoin de réaliser un but actuel, l'instrument même de la découverte, le progrès serait brisé dans sa continuité, et dès que, découverte, développements, réalisation, application d'un terme donné, les hommes auraient tout conquis dans une époque, ils ne se hâteraient peut-être pas de la dépasser.

« Il fallait donc aborder franchement la question, se placer au point de vue européen, entraîner les peuples sur un terrain vierge, les placer en face de leur mission, la leur dévoiler tout entière, avec ses devoirs et ses conséquences, puis leur dire: Maintenant, à l'œuvre! la tâche est là! le travail de tous peut seul l'accomplir, mais chacun de vous

peut commencer, et le premier d'entre vous qui donnera le signal du travail commun, celui-là sera le peuple *initiateur* de l'époque, et ses frères le salueront entre tous d'un nom de gloire et d'amour !

« Il fallait proclamer hautement et à chaque heure du jour, qu'une époque a fini, qu'une époque commence, que le passé doit fournir le point de départ, mais seulement pour que les générations puissent s'élancer dans la fraternité des égaux, vers les terres inconnues de l'humanité, terres incultes, que les intelligences ont partout entrevues, que l'instinct des masses poursuit, mais que nul peuple n'a encore, jusqu'à ce moment, défrichées.

Il fallait se convaincre et convaincre les peuples que la première grande époque du monde européen, qui s'étend depuis les premiers temps de la Grèce jusqu'au commencement du XIX^e^ siècle, a eu pour mission de développer l'*individu* sur toutes ses faces, la personnalité humaine avec toutes ses conséquences ; que son programme était DIEU et l'HOMME, et qu'elle l'a rempli.

« Il fallait leur dire que la France, après avoir à elle seule, et la première parmi les nations modernes, rempli sa mission intérieure en fondant sa nationalité et sa force sur son unité ; après avoir rempli une partie de sa mission extérieure en appuyant de son bras de géant, et pendant quelques siècles, l'Église dans son travail catholique, a su l'accomplir tout entière par sa révolution de 1789, en formulant dans la déclaration des droits les résultats de l'époque chrétienne, en plaçant hors de toute atteinte et érigeant en dogme politique la *liberté* conquise à l'état d'idée par le monde grec et romain, l'*égalité* conquise par le monde chrétien, et la *fraternité*, qui est la conséquence immédiate de ces deux termes, mais qu'il ne faut pas confondre avec l'association, dont elle n'est pour ainsi dire que la matière première.

« Il fallait enfin leur dire que l'époque *individuelle* ayant atteint sa plus haute expression, ayant reçu son application théorique à toutes les branches de la connaissance humaine, s'étant formulée dans la religion comme dans la

philosophie, dans la morale comme dans la politique, en économie comme en littérature, un autre soleil commence à poindre, un autre but à se révéler ; que l'*époque sociale* est désormais ce but ; Dieu et l'Humanité, son programme : que la nouvelle synthèse doit rayonner sur toutes choses, tout rajeunir, tout embrasser dans sa vaste équation ; que là, vers ce but inexploré, et non pas en arrière, doivent se porter les regards des peuples ; qu'en eux-mêmes, et non dans un travail qui résume l'œuvre accomplie, ils doivent chercher la solution du problème ; qu'ils ont tous, non-seulement le droit, mais le devoir, le besoin, la mission de se dévouer à cette recherche, et que le premier qui aura trouvé la solution attendue devra se hâter, sûr d'être suivi par tous, de la formuler pour tous, non-seulement par ses conceptions, mais bien par ses œuvres.

« De là une foule de conséquences.

« De ce que l'*humanité* est l'âme, la pensée, le verbe de la nouvelle époque, nécessité d'organiser l'instrument d'une manière conforme au but que l'on veut atteindre : association, association de tous, association d'égaux, puisqu'il n'y a d'association possible qu'entre libres, ni de liberté possible qu'entre égaux, ; égalité des peuples, réhabilitation, capacité d'initiative, solidarité pour tous. . . . . .

« Il est temps qu'une voix s'élève pour dire au peuple :

« Debout ! n'entendez-vous pas sous la terre un craquement, comme d'un navire que laboure la tempête, un bruit sourd, un bruit de ruine, un bruit comme de quelque chose qui ronge ? C'est la vieille Europe qui s'écroule ; c'est une époque qui s'en va ; c'est le temps qui ronge sa proie. Et n'entendez-vous pas sur la terre un frémissement inconnu, un murmure comme de quelque chose qui fermente, un souffle mystérieux qui émeut et passe comme la brise sur la mer, comme le vent à travers la forêt, quand l'aube a paru et le soleil va paraître ; c'est la jeune Europe qui s'élève ; c'est une époque qui naît ; c'est le souffle de Dieu sur ces peuples pour leur annoncer le soleil levant de l'humanité. Enfants de Dieu et de l'humanité, levez-vous et marchez ! car l'heure a sonné ; car maintenant vous êtes

libres; car l'égalité qui vous attendait dans le ciel plane sur votre tête, et au-dessus de la réhabilitation individuelle s'élève la réhabilitation sociale : sachez l'accomplir, sachez vous élever à la hauteur de votre mission. Ne doutez pas du succès ; ne dites pas : Nous sommes faibles. Quand Dieu donne une mission, il donne aussi la force pour l'accomplir. Or une mission nous a été donnée à tous : vous êtes sacrés pour elle, égaux et frères par elle. Rayons de l'humanité, vous partez de la même circonférence, vous convergez tous vers le même centre. Marchez donc tous; marchez par votre volonté; marchez par la force qui est en vous-mêmes. La liberté de tous ne peut être conquise que par tous. Sans cette participation commune à l'œuvre commune, où serait votre mission ? et quel sera votre titre pour être admis dans la grande fédération des peuples qui se prépare, pour compter dans le concile de l'humanité? L'unité européenne, telle que le passé vous l'a fait concevoir, est dissoute : elle dort avec Napoléon dans son tombeau. La mer gronde autour sans la réveiller ; l'unité européenne, telle qu'elle peut maintenant exister, ne réside plus dans un peuple, elle réside et gouverne au-dessus de tous. Là-haut, dans la loi de l'humanité qui rayonne sur tous, et que tous reflètent, ni homme-roi ni peuple-roi : voilà le secret de l'époque qui attend son initiateur. Qu'il paraisse; que celui d'entre vous qui a le plus souffert, ou qui a le plus travaillé, s'avance : son cri sera entendu de l'Europe entière, et la palme qu'il aura cueillie grandira dans sa main et ombragera l'univers.

« Et il est temps qu'en France, les hommes qui se sentent dignes de se poser prêtres de l'avenir, se lèvent, s'associent, et disent à ce peuple qui a étonné le monde, à cette jeunesse qui l'étonnera un jour :

« L'initiative n'est pas derrière vous, elle est devant vous; elle n'est plus dans cette théorie des *droits*, formule d'émancipation individuelle que vos pères nous ont conquise en fermant une époque; elle n'est plus dans ces mots : *liberté*, *égalité*, traduction des deux aspects subjectif et objectif de la personnalité humaine, vie propre et de relation,

elle n'est plus dans cette *fraternité*, fille de l'égalité, religion individuelle, qui exprime un fait plutôt qu'elle ne définit un but; qui *unit*, mais n'*associe* pas, qui relie deux termes, mais ne dirige pas leur activité collective vers la conquête d'une troisième; qui sanctifie le présent, mais ne crée pas l'avenir. Elle est tout entière dans l'*humanité*, conception nouvelle, véritable programme que vos pères n'ont pas aperçu : dans l'humanité, dont le progrès n'est que la méthode, comme l'association est elle-même la méthode du progrès; là est l'avenir, là est la religion. Ne vous endormez donc pas sous la tente que vos pères vous ont dressée; le monde a marché; marchez avec le monde; ne regrettez pas les jouissances d'un pouvoir solitaire, les gloires d'un passé qui n'est plus; n'appelez pas ingrates ces races qui désertent votre drapeau de 89, parce qu'elles ont vu flotter au loin celui de l'humanité, mère commune. N'est-ce pas vous qui avez préparé l'émancipation qu'elles poursuivent? n'est-ce pas vous qui les avez placées sur le seuil que maintenant elles veulent franchir? franchissez-le avec elles. Vous avez accompli une belle mission, une autre vous attend : vous avez fait de grandes choses dans l'ancien monde, vous en ferez dans celui qui vous ouvre ses portes. La force est là; elle ne cherche pas à étayer la souveraineté du passé : elle marche à la conquête de l'avenir.

« Le progrès actuel pour les peuples est de s'émanciper de la France.

« Le progrès actuel pour la France est de s'émanciper du XVIII^e^ siècle et de sa révolution.

« S'émanciper de la France, c'est-à-dire (car, encore une fois, je ne voudrais pas que ma pensée fût mal comprise), non pas *réagir* contre elle, ce qui serait le comble de l'absurdité; non pas oublier ce qu'elle a fait pour le monde; non pas repousser, comme le voudraient en Italie quelques intelligences qui en sont encore au moyen âge, tout ce qui nous vient d'elle; non pas étendre, comme on est peut-être enclin à le faire en Allemagne, une défiance qu'excitent les velléités de l'empire, caressées par quelques journaux, mais repoussées par la jeunesse française, qui pos-

sède éminemment l'instinct de l'époque; mais *agir* avec la France, et même sans elle, si des circonstances imprévues pouvaient retarder sa marche; se convaincre que, comme à la veille de toutes les grandes époques, la puissance d'initiative s'est déplacée; qu'elle est partout et n'appartient qu'à la foi et à l'action; puiser dans la mission même et dans la nationalité qu'elle constitue, les forces nécessaires à son accomplissement; se retremper au sentiment de cette égalité, qui est le droit des peuples aussi bien que des individus; étudier la France, mais sans renier toute spontanéité, toute indépendance; rendre hommage à ses progrès, aux travaux qu'elle a accomplis, mais sans se condamner à une honteuse et aveugle passivité; s'émanciper en un mot de la sujétion pour s'élever à la fraternité et à l'association.

« S'émanciper du XVIII^e^ siècle et de la révolution; c'est-à-dire, non pas briser la tradition, non pas renier ou déprécier un passé glorieux, non pas s'égarer dans le vague d'un mysticisme stérile, en renonçant au point d'appui que le XVIII^e^ siècle a fourni, mais reconnaître que le siècle actuel est plus avancé que son devancier; constater que le principe de l'époque qui commence n'est plus celui de la révolution; tracer nettement et exactement la ligne de démarcation qui sépare le passé de l'avenir; s'approprier les grands résultats du premier, mais seulement comme des moyens pour conquérir le second; trouver dans le passé le point de départ des générations, mais non vouloir les y cloîtrer; non pas s'obstiner à confondre la successivité avec la causalité, et à rétrécir la conscience et la mission des peuples, en leur disant qu'ils ne font que développer des conséquences, travail que les peuples ont toujours abandonné à ceux-là mêmes qui ont posé les prémisses, tandis que le seul fait d'une manifestation sociale, d'une époque nouvelle, d'un baptême nouveau, hautement annoncé, agrandit leur horizon, réhabilite leur existence, crée une activité nouvelle, et, en leur révélant de grandes destinées, leur révèle des forces ignorées.

« Retremper la nationalité, et l'harmoniser; en d'autres

termes, *réhabiliter les peuples par la conscience d'une mission spéciale à remplir, dont l'accomplissement, nécessaire au développement de la grande mission humanitaire, doit constituer leur individualité, et leur acquérir droit de cité, dans la jeune Europe, que notre époque est destinée à organiser.*

« Voilà la mission de la presse; voilà le problème que doivent se poser les intelligences de tous les pays.

« Que les hommes de cœur ne se découragent pas devant cette apparente atonie, devant cet engourdissement qui semble peser sur l'Europe; c'est la dernière heure d'une époque qui s'éteint. Les peuples veillent son agonie; seulement, il ne faut pas que cet état se prolonge; il faut qu'en la laissant se débattre sur son lit de mort, ils s'élancent à la vie nouvelle, à la cité sainte, aux champs d'avenir qui leur sont promis. En signalant cette hésitation inattendue, cet instant de sommeil en plein jour, ne craignons donc pas que l'ennemi se réjouisse, et qu'il dise: Ils sont faibles. Non! il sait bien que cela n'est pas; il sait bien que nous sommes forts: forts d'un dévouement et d'un courage que rien n'abat; forts de l'oppression qui plane sur tous les peuples, et les rend solidaires; forts de la loi du monde et du souffle de Dieu qui lui fraye sa route; et là où une seule étincelle suffit pour embraser le midi et le nord; là où un seul cri de peuple qui se réveille suffit pour ébranler la croisade, il n'a pas à se féliciter d'un sursis qui peut expirer demain, dans une heure; puis, qu'importe? Que nous fait, à nous, ce qu'on pense au camp ennemi? Irions-nous, par des considérations telles que celles-là, déguiser la vérité à nos amis? Irions-nous imiter les patriotes qui croient devoir changer de tactique, parce qu'un homme, Wellington ou tout autre, est appelé au ministère? Non; la marche des apôtres de l'humanité n'a rien à démêler avec toute cette manœuvre, fort habile, si l'on veut, mais dont les résultats nous sont encore inconnus. Comme la foi qui nous guide, elle va droit au but; là où elle soupçonne un danger, elle le signale; là où elle aperçoit une plaie, elle pose le doigt dessus. La vérité avant tout, c'est là sa devise.»

Nous n'avons plus rien à ajouter.

Nous nous sommes efforcé de faire connaître cet homme méconnu, mystérieux; nous avons passé en revue les actes les plus saillants de sa vie. — Nous l'avons vu sans cesse à l'œuvre, luttant seul contre toute la diplomatie coalisée contre lui.

Mazzini, par la seule force de son intelligence, a, du fond de son cabinet, soulevé les peuples et fait trembler les trônes.

Les peuples ont recueilli religieusement ses doctrines et ont brisé les monarchies les plus despotiques.

Mazzini, de son vivant, a pu assister à la réalisation d'une partie de ses vœux ; puisse-t-il couronner lui-même l'édifice qu'il a élevé avec une admirable persévérance; puisse-t-il, du haut du Capitole, proclamer l'unité italienne à laquelle aspirent depuis tant de siècles les vrais patriotes, l'unité italienne arrosée du sang de tant de martyrs, l'unité italienne qui valut quarante ans d'exil à l'infatigable agitateur.

Que nos vœux soient accomplis, et l'Italie saura payer la dette qu'elle a contractée envers le plus grand de ses citoyens.

Mazzini, rendu à sa patrie bien-aimée, sorti vainqueur de toutes ces tempêtes, pourra s'éteindre en paix et reposer à côté de sa mère adorée (1).

Mais avant de descendre dans le tombeau de tes pères, puisses-tu, ô grand apôtre de l'unité et de la liberté italienne, recevoir de ton vivant l'hommage de ta patrie reconnaissante!

Naples, le 12 août 1869.

---

(1) A Gênes, dans le cimetière de Staglieno.

FIN.

# TABLE DES MATIÈRES.


| | Pages. |
|---|---|
| PRÉFACE. . . . . | 1 |
| CHAP. Ier. — Formation du parti de l'Unité italienne. Le Carbonarisme. Premières aspirations de Mazzini. Premières persécutions. . . . . | 7 |
| CHAP. II. — Création de la *Jeune Italie*. Charles-Albert. L'expédition de Savoie. Ramorino. . . . . | 31 |
| CHAP. III. — Les idées politiques, sociales et religieuses de Mazzini. . . . . | 62 |
| CHAP. IV. — Pie IX. . . . . | 96 |
| CHAP. V. — La Révolution de 1848 en Italie. Rôle funeste de Charles-Albert. Milan et Venise. . . . . | 107 |
| CHAP. VI. — Mazzini, triumvir de la République romaine (1848-1849). . . . . | 129 |
| CHAP. VII. — Apostolat révolutionnaire de Mazzini. Il fonde le Comité national italien, et le Comité central de la démocratie européenne (1849-1852). . . . . | 233 |
| CHAP. VIII. — Conspirations en Italie (1851-1857). . . . . | 250 |
| CHAP. IX. — La guerre de 1859 et la maison de Savoie. . . . . | 273 |
| CHAP. X. — Démêlés de Mazzini avec le gouvernement français. Le procès Greco. . . . . | 309 |
| CHAP. XI. — La convention de septembre. Rupture de Mazzini avec M. Crispi. Mazzini élu député au parlement italien. . . . . | 316 |
| CHAP. XII. — La guerre de 1866. Venise. Mentana. . . . . | 344 |
| CHAP. XIII. — Derniers actes de Mazzini (1867-1868). . . . . | 401 |
| CONCLUSION. . . . . | 428 |


FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

# ERRATA

Page 75, ligne 11, *au lieu de* : ne serait-ce pas, *lisez :* ne serait-il pas.

Page 192, ligne 4, *au lieu de :* retenu lui, *lisez :* retenu par.

Page 192, ligne 5, *au lieu de :* formellement par, *lisez :* formellement.

Page 254, ligne 32, *au lieu de :* ministre des affaires étrangères, *lisez :* ministre de l'intérieur.

Page 262, ligne 19, *au lieu de :* séparation de, *lisez :* réunion des.

Page 268, ligne 12, *au lieu de :* et à peu près de six ans, *lisez :* et à peu près six ans.

Page 297, ligne 35, *au lieu de :* dans son ermitage, *lisez :* dans l'ermitage.

# CATALOGUE

DE LA

# LIBRAIRIE DÉCEMBRE-ALONNIER

## 20, RUE SUGER, 20

PRÈS LA PLACE SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS

## PARIS

### Volumes in-18 jésus à 3 fr. 50 c.

**Les Ruines ou Méditations sur les Révolutions des Empires**, suivies de la **Loi naturelle**, par VOLNEY, précédées d'une Notice sur la vie et les OEuvres de Volney, par Jules CLARETIE.

Cet ouvrage, qui devrait être dans toutes les mains, explique les lois immuables qui président à la formation et à la dissolution des empires : il montre que le fanatisme religieux est l'obstacle permanent du progrès.

**Histoire de la Misère ou le Prolétariat à travers les âges** par Jules LERMINA.

Les questions sociales, à notre époque, renaissent plus palpitantes que jamais : M. Jules Lermina s'est donc attaché à étudier la situation du pauvre, du non-possesseur, dans tous les temps, afin de pouvoir indiquer le remède au mal qui dévore le monde, et qu'on appelle la misère.

**Les Dragonnades sous Louis XIV, Histoire des Camisards**, par Eugène BONNEMÈRE. 2e édition.

En France, comme dans toute l'Europe, le protestantisme était l'affirmation du progrès contre l'obscurantisme des idées religieuses du temps : l'épisode de la guerre des Camisards, où Louis XIV, le despote par excellence, pour écraser la liberté de penser, fit massacrer les populations des Cévennes, est l'un des plus intéressants de cette époque.

**Le Confessionnal**, par Émile FAURE et Thomas PUECH. 2e édition.

Ce livre est une protestation énergique contre le confessionnal : il démontre que le prêtre le plus honnête peut résister à grand'peine aux conséquences de la confession, et prouve quelle arme terrible peut devenir le confessionnal, aux mains d'un prêtre indigne.

*Novembre* 1869. — Ce Catalogue annule les précédents.

**Origine des Cultes**, par Dupuis. — Cette édition est en tout conforme à celle publiée par l'auteur en 1796 (épuisé).

Cet ouvrage, complément des *Ruines* de Volney, par des études consciencieuses, démontre que la domination a été le seul but de tous les fondateurs de religion.

**Histoire de l'Inquisition**, par Arthur Arnould.

Tous les ouvrages qui ont été faits sur cette terrible institution ont un caractère romanesque qui déplait aux hommes sérieux. M. Arthur Arnould a puisé ses documents aux sources les plus sûres et les plus authentiques, et a fait l'histoire la plus palpitante de ces massacres juridiques ordonnés par les prêtres d'une religion d'amour : il montre l'Espagne grande et prospère descendant au dernier rang des nations, grâce à l'Inquisition.

**Histoire des Corporations religieuses**, par A. de Rolland.

Les Communautés religieuses sont-elles utiles? Telle est la question que se pose l'auteur. Et pour y répondre, il prend faits et chiffres en main : il montre la dépopulation suivant l'augmentation des couvents; des capitaux et des propriétés immenses se groupant autour d'une impersonnalité et enlevés au torrent de la circulation : sans compter les abus nombreux qui viennent se révéler chaque jour devant les tribunaux.

**Les Hommes de 1848**, par A. Vermorel. 3e édition.

Trois éditions de ce livre ont été enlevées en quelques mois; près de 600 noms politiques y sont cités. Jamais livre plus curieux n'avait encore été écrit sur les hommes qui occupèrent le pouvoir ou se trouvèrent mêlés aux événements politiques de février à décembre 1848.

Parmi les principaux noms, nous citerons Odilon-Barrot, de Lamartine, Louis Blanc, Ledru-Rollin, Garnier-Pagès, Carnot, Armand Marrast, Jules Favre, Marie, le général Cavaignac, Sénard, Grévy, Dufaure, Cabet, Arago, Berryer, Bethmont, Caussidière, Crémieux, Flocon, Victor Hugo, Duvergier de Hauranne, Ducoux, Emile de Girardin, de La Guéronnière, Louis-Napoléon Bonaparte, D. Ollivier, Recurt, Delescluze, Proudhon, Pyat, V. Raspail, Jules Simon, Emile Thomas, Persigny, Péreire, Chaix-d'Est-Ange, Havin, Blanqui, Q. Bauchart, etc. C'est en un mot l'Histoire de la chute du gouvernement de Louis-Philippe, de la révolution du 24 février et du gouvernement de la république, jusqu'à l'élection présidentielle du 10 décembre.

**Les Hommes de 1851, Histoire de la Présidence et du rétablissement de l'Empire**, par A. Vermorel. 3e édition.

*Sommaire des principaux chapitres :* Les Hommes de la rue de Poitiers. — L'Expédition de Rome. — L'Expédition de Rome à l'intérieur. — La loi sur l'Enseignement. — La loi de Déportation. — Les lois contre la Presse. — La loi du 31 mai. — La révision de la Constitution. — Les Hommes de l'Elysée. — Le Prince Louis-Napoléon Bonaparte. — La Conspiration impériale. — Les préparatifs de la lutte. — Le coup d'Etat. — La Constitution de 1852. — Appendice

Ces deux Ouvrages, les *Hommes de* 1848 et les *Hommes de* 1851, for-

ment l'Histoire la plus complète des événements de 1848 à 1852, présentés surtout au point de vue des hommes qui ont joué un rôle. Ces hommes sont encore vivants pour la plupart; ils occupent la scène politique, et il est utile de les juger au point de vue du passé.

**Œuvres de J.-P. Marat** (l'Ami du peuple), recueillies et annotées, par A. VERMOREL.

Marat, c'est le journaliste du peuple, comme Danton en est le tribun. La lecture du journal de Marat est indispensable pour tous ceux qui veulent bien connaître et apprécier la grande époque révolutionnaire. On se figure généralement Marat comme un être atroce et répulsif. Il gagne certainement à être connu. A côté des violences, on trouve à chaque page dans son journal des vues vraiment politiques et une véritable élévation d'esprit. Ce qui ressort surtout, c'est un dévouement sincère à la cause du peuple. C'est précisément ce zèle qui l'aveugle et parfois l'égare jusqu'à la frénésie. Dans ce livre, on n'a dissimulé aucun des passages qui ont valu à son auteur son odieuse réputation; mais l'annotateur s'est fait un devoir de le faire connaître tout entier, en mettant en lumière les autres parties de son œuvre, dont les historiens ont généralement trop peu tenu compte.

**Œuvres de Robespierre**, recueillies et annotées, par A. VERMOREL. 3e édition.

**Œuvres de Danton**, recueillies et annotées, par A. VERMOREL. 2e édition.

**Œuvres de Vergniaud, Gensonné, Guadet**, recueillies et annotées, par A. VERMOREL. 2e édition.

**Le Suicide ou la Mort volontaire**, par Edmond DOUAY.

Dans ce livre, l'auteur a mis à contribution tout ce qui a été écrit par les anciens et les modernes sur le suicide.

**Mazzini, Histoire des Conspirations Mazziniennes**, par ERMENEGLIO SIMONI.

Tout le monde connaît le nom de Mazzini, sa vie tient de la légende. C'est cette vie, si intimement liée au sort de l'Italie, que l'auteur, qui a vécu de longues années dans son intimité, nous fait connaître; il nous fait assister à toutes les luttes de l'Italie, pour recouvrer son autonomie. De là se déroule sous les yeux du lecteur l'histoire de toutes les conspirations entreprises de 1825 jusqu'à nos jours pour l'affranchissement de l'Italie.

## Ouvrages de formats et de prix divers :

**Le Coup d'État du 2 décembre 1851**; Historique des événements qui ont précédé le coup d'Etat. — Physionomie de Paris. — Arrestations et barricades. — Faits qui ont suivi la chute de la République. — Pièces et documents officiels. — Par les auteurs du *Dictionnaire de la Révolution française*. 7e édition. 1 volume in-18 jésus de 224 pages. . . . . 3 fr. 50
Le même in-18 raisin. . . . . » 50

**Histoire des Conseils de guerre de 1852**, ou Précis des événements survenus dans les départements à la suite du coup d'Etat de

décembre 1851. Ouvrage plus complet que tous ceux qui ont paru jusqu'à ce jour en France, écrit d'après les documents officiels, les journaux de l'époque, et classés par ordre alphabétiques, par les auteurs du *Dictionnaire de la Révolution française*. 1 volume in-18 jésus de 428 pages. . . . . 3 fr. 50
Le même in-18 raisin. . . . . 1 fr. 25

**Les Vampires**, par A. VERMOREL. Ce pamphlet, un des plus curieux publiés pendant la période électorale de 1869, est encore des plus utiles à consulter, et montre la prescience de l'auteur au point de vue des candidats à la députation. . . . . 1 fr. 50

**Le Carnaval des Rois**; Essai pour servir à l'Histoire du second Empire, par Thomas PUECH. . . . . 1 fr. 50

Mêlé au mouvement politique et social qui s'est accompli jusqu'à ce jour sous le second Empire, l'auteur a recueilli une série de faits, de documents qui sont des plus curieux à consulter. C'est l'histoire de la politique impériale depuis 1852 jusqu'à ce jour. C'est un livre plein d'enseignements, écrit avec fermeté; l'auteur, ainsi qu'il le dit dans son Introduction, « s'est efforcé de garder dans son travail cette réserve qui est le « propre de la sincérité. Il a voulu être ferme, mais il n'a pas voulu qu'on « pût l'accuser de se faire une arme de l'Empire, l'invective n'étant pas « de l'histoire. »

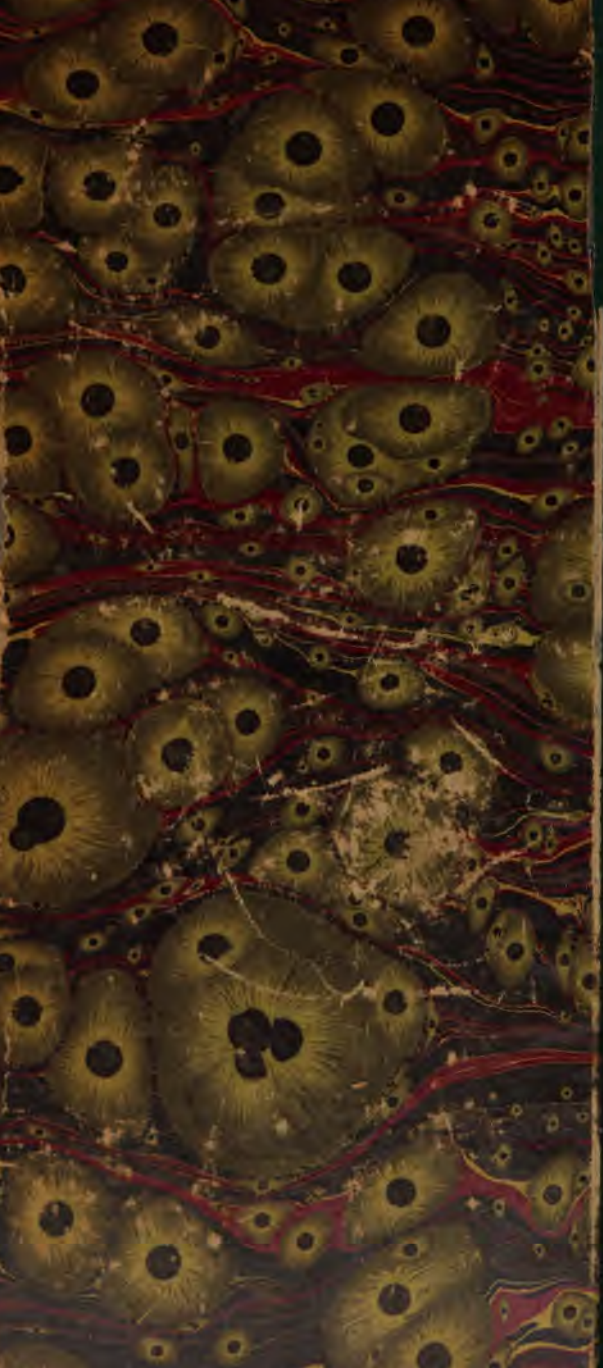
**Le Peuple et la Place publique**; Historique du droit de réunion, par Emile FAURE et FONTAINE (de Rambouillet).. . . . . 1 fr. 50

L'homme est né libre, libre de penser. Que serait cette liberté, s'il n'avait pas celle d'exprimer ce qu'il pense? Du droit d'exprimer la pensée par l'écriture, procède la liberté de la presse; du droit de l'exprimer par la parole, procède le droit de réunion.

*Sommaire des principaux chapitres :* L'Agora. — Le Forum. — Le Champ de Mai. — Les Communes. — Les Etats Généraux. — La grande Révolution. — Les Jacobins. — Les Cordeliers. — La Commune de Paris. — La Chambre de 1827. — La Congrégation. — La Société Aide-toi, le ciel t'aidera. — La Révolution de Juillet. — Les Saints-Simoniens. — Affaires de Lyon. — La loi de 1834. — Les Banquets réformistes. — 1848. — La loi de 1868 et les réunions publiques. — Les Orateurs.

**L'Indépendance de la Magistrature et les procès politiques; Incident Séguier.**

Une brochure de luxe, grand in-4°. . . . . 2 fr.

La démission de M. le procureur impérial Séguier est certainement l'un des faits les plus caractéristiques de notre histoire contemporaine. Cette brochure comprend, outre l'historique de l'incident, les paragraphes suivants : I. La loi sur la presse et la magistrature. — II. Devoirs et droits du Ministère public. — III. La démission de M. Séguier. — IV. Un Appendice très-complet; la démission de M. le procureur impérial T. Séguier devant le Corps législatif. — V. Un tableau des décisions rendues par les tribunaux et Cours dans les poursuites exercées contre les journaux, depuis le 11 mars 1868. jusqu'au 1er mars 1869.

Paris. — Imprimerie de CUSSET et Ce, rue Racine, 26.